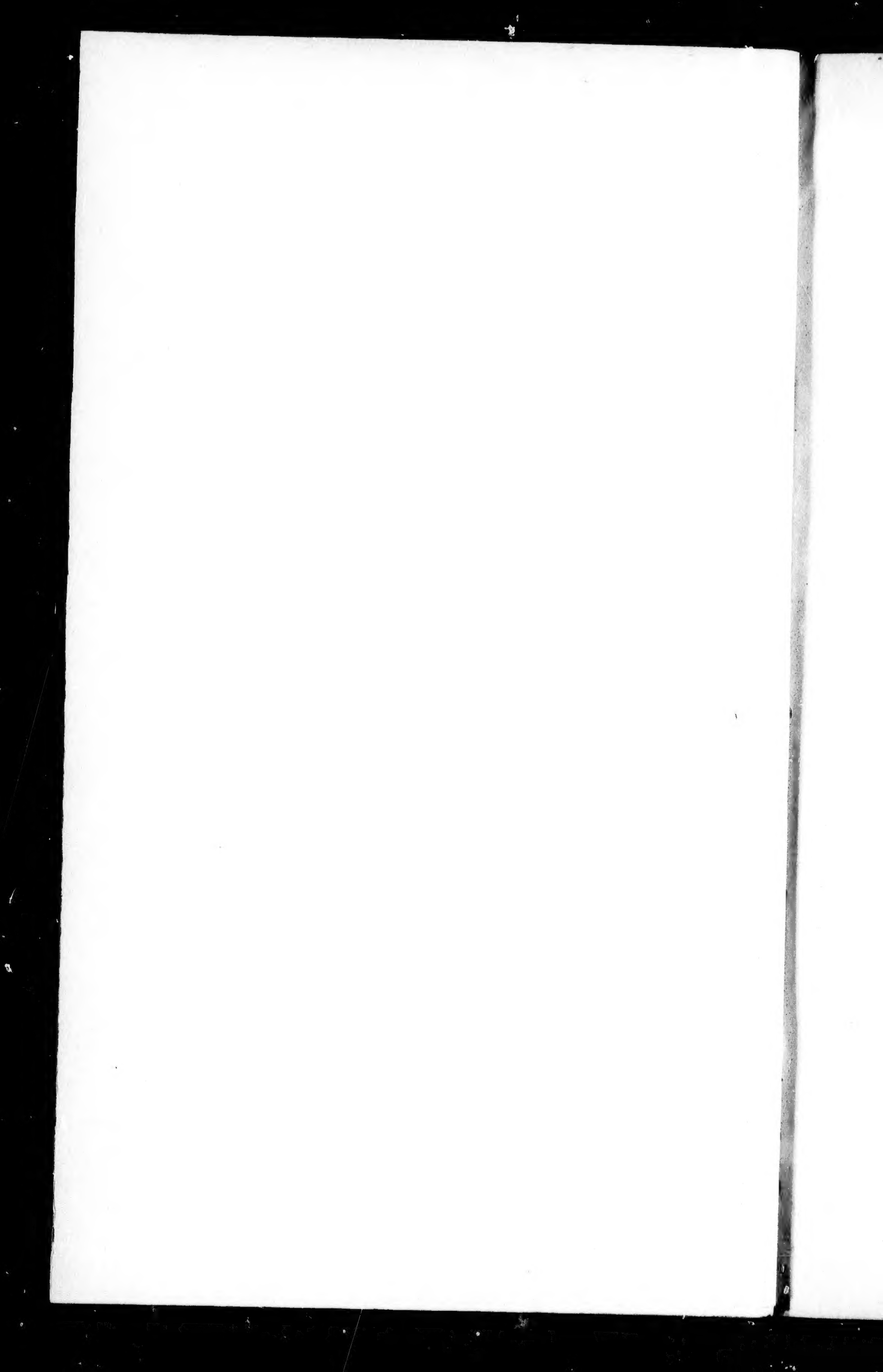


ANNALES HISTORIQUES

DE LA RÉVOLUTION

DE L'AMÉRIQUE LATINE.

DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE DES PROGRÈS DU DROIT DES GENS EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE, DEPUIS LA PAIX DE WESTPHALIE JUSQU'A NOS JOURS, par Henri WHEATON; traduite en espagnol et augmentée. 2 vol. in-8°. Paris, 1861.

COLLECTION HISTORIQUE COMPLÈTE DES TRAITÉS, CONVENTIONS, CAPITULATIONS, ARMISTICES ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES DE TOUS LES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE LATINE compris entre le golfe du Mexique et le cap de Horn, depuis l'année 1493 jusqu'à nos jours, précédée d'un Mémoire sur l'état actuel de l'Amérique, de tableaux statistiques, d'un dictionnaire diplomatique, avec une notice historique sur chaque traité important.

Cet ouvrage est divisé en trois périodes :

La première comprend l'époque coloniale ; 6 vol. in-8°.

La seconde commence à la révolution et se termine à la reconnaissance par l'Europe des Etats indépendants de l'Amérique latine ;

La troisième embrasse l'époque qui s'est écoulée depuis l'indépendance de ces Etats jusqu'à nos jours.

BESANÇON, IMPRIMERIE DE J. JACQUIN.

ANNALES HISTORIQUES
DE LA RÉVOLUTION
DE L'AMÉRIQUE LATINE,

ACCOMPAGNÉES

DE DOCUMENTS A L'APPUI.

DE L'ANNÉE 1808 JUSQU'A LA RECONNAISSANCE PAR LES ÉTATS EUROPÉENS
DE L'INDÉPENDANCE DE CE VASTE CONTINENT.

PAR

M. CHARLES CALVO,

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT HISTORIQUE,
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE DE FRANCE,
DE LA SOCIÉTÉ DES ÉCONOMISTES DE PARIS;
DE L'INSTITUT HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE DU RIO DE LA PLATA.

TOME PREMIER.

PARIS,

LIBRAIRIES DE

A. DURAND, Rue des Grès, 7. | GARNIER FRÈRES, Rue des Saints-Pères, 6. | L. HACHETTE & Cie, Boulevard St-Germain, 77.

ESPAGNE,

LIBRAIRIE DE C. BAILLY-BAILLIÈRE,

MADRID, PLAZA DEL PRÍNCIPE ALFONSO, 8.

1864.

Cet ouvrage forme la *seconde période* de la *Collection historique des Traités de l'Amérique latine*, du même auteur.

historique

INTRODUCTION.

I.

L'auteur remplit la promesse qu'il a faite dans la première période.

Comme nous l'avons offert dans l'introduction de la *première période* de cet ouvrage, c'est-à-dire des six premiers volumes qui ont paru et qui comprennent l'époque coloniale des Etats, aujourd'hui indépendants, de l'Amérique latine, nous allons donner une idée rapide de l'état social, industriel et économique, dans lequel la révolution trouva ces peuples lorsqu'ils s'émancipèrent de leur métropole. Mais auparavant, c'est pour nous un devoir d'offrir l'expression de notre reconnaissance aux sociétés savantes et à la presse européenne et américaine (1), qui nous ont

(1) Voyez les publications suivantes :
Le *Journal des Savants* de Paris, mois de mai 1862, pag. 322. La *Revue des Deux-Mondes* du 1er septembre 1862, pag. 237. Le *Moniteur universel* du 17 et du 20 décembre 1862. La *France* du 14 novembre 1862. La *Revue du monde colonial* du 15 octobre 1862, pag. 305. L'*Opinion nationale* du 30 juin 1863. Le *Mémorial diplomatique*, nº 31. *The Home and Foreign Review* du mois de juillet 1863. Le *Journal des Economistes* de 1863. Le *Bulletin de l'Académie des sciences politiques et morales*, session de novembre 1863, pag. 185. Le *Journal des Savants* de Gœttingue, 1863, nº 7, pag. 250. Le *Précurseur* d'Anvers du 13 janvier 1862. L'*Época* de Madrid

fait l'honneur d'applaudir en termes d'une extrême bienveillance à la publication de cet ouvrage. Nous étions loin de nous attendre à des témoignages aussi favorables, bien que nous croyons cette œuvre destinée à fournir d'abondants matériaux pour les sciences et pour l'histoire du vaste continent qui nous occupe.

Manifestations dont l'auteur a été l'objet.

Parmi ces témoignages, nous ne pouvons nous dispenser de placer en première ligne et de reproduire textuellement les paroles flatteuses par lesquelles le souverain de la grande nation française a daigné nous encourager, par l'entremise de son honorable ministre des affaires étrangères. Voici ce document :

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Paris, le 9 avril 1863.

MONSIEUR,

Je m'empresse de vous faire connaître que, par décret du 4 de ce mois, rendu sur ma proposition, l'Empereur vous a conféré la croix d'officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur. Sa Majesté a voulu vous donner, à l'occasion du savant ouvrage historique que vous publiez sur les traités anciens et modernes de l'Amérique latine, et que vous lui avez dédié, un témoignage de son estime particulière et de sa haute satisfaction. Je suis heureux d'avoir été à même d'appeler sur vous cette marque de distinction dont vous êtes si digne, et, en vous transmettant les in-

du 21 novembre 1862. Le *Mercurio* de Lima du 19 septembre 1863. Le *Ferro-Carril* de Santiago du 22 janvier 1863. Les *Andes* de Guayaquil du 22 janvier 1864. Et beaucoup d'autres journaux d'Europe et d'Amérique, qu'il serait trop long de mentionner.

signes de l'ordre, je vous adresse avec plaisir mes sincères félicitations.

Recevez, Monsieur, les assurances de la considération la plus distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être

Votre très humble et très obéissant serviteur.

DROUYN DE LHUYS.

A Monsieur Calvo.

Observations suscitées par les doctrines émises dans le *Mémoire*.

Les opinions que nous avons émises dans le *Mémoire* sur l'*état actuel* de l'Amérique nous ont valu quelques observations d'un de nos savants bibliographes. Ces observations sont fondées, nous le croyons sincèrement, sur une extrême susceptibilité nationale, dont, soit dit en passant, nous nous sommes peu préoccupé en rapportant sans passion et dans toute leur vérité les faits historiques de notre émancipation, qui se trouvent d'ailleurs amplement confirmés par des historiens et des publicistes éminents de tous les pays et surtout de la mère-patrie.

Raisons sur lesquelles elles sont fondées.

Ce serait mal à nous, fils d'Espagnols, de contribuer au discrédit de notre mère-patrie, que nous aimons comme on aime ses ancêtres; mais en écrivain impartial, nous ne nous croirions pas à la hauteur de notre mission si nous dénaturions la vérité historique pour flatter de mesquines préoccupations. Nous croyons au contraire avoir fourni des preuves irrécusables de notre impartialité, en n'émettant aucune assertion qui ne fût appuyée sur des faits ou sur des documents ; faute de ceux-ci, lorsque les opinions des historiens américains n'étaient pas d'accord avec celles des historiens espagnols sur certains événements de quelque importance, nous avons eu soin de soumettre les deux appréciations au jugement du lecteur impartial.

Reproches adressés à l'auteur.

Parmi les plus sérieux reproches qu'on nous a faits, on a dit :

« Que dans notre travail prédomine un esprit hostile à l'Espagne, surtout à l'occasion de son système colonial.

» Que les nouveaux Etats hispano-américains ont tellement rétrogradé en ce qui touche à leur richesse, à leur population, à leur industrie et à leur commerce, que dans l'état actuel ils sont dans une grande infériorité comparativement à ce qu'ils étaient à l'époque coloniale. »

Ces reproches nous paraissent aussi inconsistants que peu fondés, et nous aurions voulu les passer sous silence; mais comme le sujet sur lequel ils portent rentre dans l'ordre d'idées que nous devons développer dans ce travail, il nous sera facile de les combattre sans nous écarter de notre route et sans qu'il soit nécessaire de faire le moindre effort d'érudition et de logique.

L'auteur les repousse en se référant à l'histoire.

Nous commencerons par déclarer péremptoirement que nous n'avons rien dit dans notre *Mémoire* qui puisse justifier l'accusation irréfléchie qui nous est adressée, d'ingratitude et d'aversion pour notre mère-patrie. En comparant les différents systèmes de colonisation suivis dans les domaines de Sa Majesté Catholique et dans ceux de la Grande-Bretagne, nous avons dit : « Que les lois des Indes condamnaient à mort l'Hispano-Américain qui communiquait avec un étranger, » et nous l'affirmons de nouveau, en priant notre savant contradicteur de vouloir bien consulter la loi VII, tit. LXXVII de la *Recopilacion*, qui dit textuellement : « *Il est défendu aux habitants de l'Amérique espagnole, sous peine de mort, de trafiquer avec l'étranger, sous quelque prétexte que ce soit.* Nous ajoutions ensuite, pour établir notre opinion sur l'état arriéré dans lequel la révolution trouva ces peuples, que pendant que ces lois s'exécutaient avec une extrême rigueur dans l'Amérique espagnole, le gouvernement colonial du Nord recevait à bras ouverts l'émigrant européen, dont le concours faisait augmenter la po-

pulation, l'éducation et les progrès de la civilisation moderne.

» Le contraste que dès lors offrait l'administration des deux Amériques, devait plus tard produire ses conséquences logiques, de même que la mère-patrie devait recueillir à son tour le fruit d'une semence si funeste. »

Est-ce donc cette appréciation qui a pu nous attirer une condamnation si excessive et si imméritée? Cependant nous ne nous laisserons pas entraîner, à notre tour, à faire une longue dissertation sur un point d'histoire si connu et à la portée de tous ceux qui veulent se donner la peine d'étudier l'époque coloniale. Nous nous bornerons donc à répondre à notre contradicteur au moyen du discours prononcé récemment devant le congrès par un des premiers orateurs de l'Espagne régénérée, dont la parole éloquente et pleine d'autorité suffira pour convaincre les incrédules. Voici comment M. Rios Rosas explique et compare le régime des deux colonies et les causes principales de l'état arriéré dans lequel a vécu pendant près de quatre siècles notre malheureuse Amérique, état dans lequel elle se trouvait encore à l'époque de son émancipation :

Opinion d'un éminent orateur espagnol.

« Messieurs, il y a en Amérique deux races européennes, deux peuples qui ont porté la civilisation à ses dernières limites : le peuple qui, jusqu'à la fin du dernier siècle, se nommait la Nouvelle Angleterre, et le peuple qui s'appelait hier encore la Nouvelle Espagne.

Deux races européennes en Amérique.

» Messieurs, les hommes qui constituèrent le peuple de la Nouvelle Angleterre, n'étaient pas des colons envoyés par leur gouvernement dans ces contrées ou qui y avaient trouvé l'appui et la protection du gouvernement; c'étaient quelques proscrits qui émigraient, jusqu'à un certain point contre la volonté de leur gouvernement, qui fuyaient jusqu'à ces régions, à la recherche d'une terre étrangère où ils pussent

Origine de la population de la Nouvelle Angleterre

vivre en paix et en liberté, loin du gouvernement de leur pays, devenu oppresseur à leurs yeux. Ce n'étaient pas quelques aventuriers sans fortune, c'étaient des hommes qui tous occupaient une position sociale moyenne et qui avaient des ressources pour vivre dans leur patrie ; c'étaient des hommes dans l'aisance, de coutumes austères, d'une grande régularité de vie et de conduite, et qui conduisaient avec eux leurs femmes et leurs enfants ; c'étaient des hommes tous soumis au même niveau social, sortant tous de la même classe, la classe moyenne ; c'étaient des hommes qui, d'abord par la tradition et par les institutions de leur patrie, ensuite par les grandes luttes auxquelles ils avaient assisté comme acteurs et comme témoins, avaient le sentiment de la liberté, les habitudes et les idées de la liberté, la possession, la connaissance réfléchie, le fanatisme de la liberté ; c'étaient les dépositaires, les représentants les plus purs du principe de liberté ; c'étaient les organes de la liberté humaine dans toutes ses manifestations, de la liberté municipale, de la liberté civile, de la liberté politique, de la liberté religieuse... Ainsi, Messieurs, ce peuple fonda une société avec la tradition et avec la religion, principes nécessaires de toute société humaine, et avec la liberté, élément fécond de toute société destinée à un rapide développement. Par ces raisons, cette société a pu vivre et croître avec un merveilleux développement pendant l'espace de plus de cent années, presque sans autre frein que le frein de l'autorité divine, presque dépourvue du frein de l'autorité humaine.

Etat de ce pays quand éclata la révolution.

» Eh bien, Messieurs, cette société, quand survint pour elle la révolution, se trouvait en état de république ; c'était une vraie république ; là tout était républicain, les institutions municipales comme les institutions civiles et politiques ; les sentiments, les habitudes, les coutumes, la ma-

nière d'être, les principes, les idées, la vie intime, la vie privée, tout était républicain. Quand la révolution s'accomplit, il n'y eut plus qu'une chose à faire, il n'y eut qu'à changer la coupole de l'édifice et à lui en substituer une nouvelle. Et lorsque dans ce pays, le pouvoir suprême demeura vacant, lorsqu'il s'agit de constituer le pouvoir central, à qui par hasard vint la pensée d'appeler à la domination de cette société un prince de la maison de Hanovre? Qui put faire un pareil rêve? Comment une telle monstruosité serait-elle venue à l'esprit de quelqu'un?

Origine de la population de l'Amérique espagnole.

» Et dans l'Amérique espagnole? Quels furent les hommes qui firent la conquête de l'Amérique espagnole et qui peuplèrent ce pays? Ce furent des soldats envoyés par le roi d'Espagne; des soldats et des vassaux de Charles V et de Philippe II; ces hommes qui n'avaient pas compris les derniers mouvements de la liberté expirante dans leur patrie; ces hommes qui n'avaient pas compris les insurrections de Castille, de Valence et d'Aragon; ces hommes qui, dans le domaine des idées comme dans celui des sentiments, ne comprenaient rien autre chose que l'obéissance passive dans l'ordre religieux, l'obéissance passive dans l'ordre politique; ces hommes, représentants exclusifs et organes exclusifs du principe d'autorité, ce furent eux qui peuplèrent l'Amérique espagnole; et le principe d'autorité en tous pays et dans toutes les relations fut le seul principe qu'ils implantèrent dans l'Amérique espagnole. C'est avec ce seul principe, avec ce principe exclusif, qu'ils fondèrent cette société, et ils le développèrent de telle manière, que ce principe se manifestant là dans des proportions encore plus exagérées qu'il ne s'était jamais manifesté dans la métropole, *il se fonda là un despotisme, paternel à la vérité, mais le despotisme le plus grand qu'ait connu l'humanité dans les temps modernes, aussi bien dans l'ordre religieux que dans l'ordre politique, dans l'ordre*

Sa manière de vivre pendant quatre siècles.

administratif et dans l'ordre fiscal. Là paraissent les dispositions du conseil des Indes; là se montre cet ensemble, admirable à un certain point de vue par le zèle et l'amour pour la race conquise, mais *sous un autre point de vue barbare, par la proscription de tout étranger, de toute nouveauté. Dans les Indes tout était contrebande, les idées aussi bien que les marchandises. La déification de l'autorité royale, au double point de vue du pouvoir politique et du pouvoir religieux, telle fut la constitution de l'Amérique espagnole, parce que là le roi était presque pape.*

» *C'est de cette manière que se constitua cette société; c'est de cette manière qu'elle vécut près de quatre siècles; c'est de cette manière qu'elle arriva à la révolution.* La société de la métropole, en contact avec l'Europe, témoin et jusqu'à un certain point victime des révolutions européennes, en présence d'une autorité plus tempérée et plus discrète que dans l'autre hémisphère, la société de la métropole voyait, entendait, étudiait, apprenait, méditait, faisait tout ce qu'il était impossible de faire à la société américaine, chez laquelle les coutumes, et cela jusqu'à ces dernières années, s'étaient conservées et pétrifiées de telle sorte, que les coutumes de Manille, de Lima et de Mexico étaient, il y a quarante ans, les mêmes que celles de l'Espagne à l'avènement de Philippe V [1]. »

Opinions concluantes de M. Rios Rosas.

Il résulte donc de la savante exposition faite par l'éminent orateur espagnol, que l'éducation, au moment où la révolution éclata chez les peuples hispano-américains, était dans le même état où l'avait laissée le gouvernement de Charles II à l'avènement de Philippe V, c'est-à-dire que pendant plus d'un siècle ces peuples n'avaient pas fait un

(1) Discours de M. Rios Rosas à propos de la question du Mexique, au congrès des députés, séance du 13 janvier 1863.

seul pas dans la voie de la civilisation moderne. — Qu'avons-nous dit de plus dans les quelques paroles que nous avons consacrées à cette époque ? Ce point d'histoire ayant été si clairement élucidé par M. Rios Rosas, il serait superflu et inopportun d'apporter d'autres documents à l'appui de nos assertions, qui trouveront d'ailleurs leur développement naturel dans le cours de notre travail. Le premier reproche émis par notre savant contradicteur se trouvant écarté, nous allons aborder le second, qui, sans aucun doute, concerne l'époque la plus intéressante et la moins connue de la vie des peuples américains.

II.

Manière dont l'auteur repousse le second reproche.

Pour atteindre le but que nous nous proposons, c'est-à-dire pour mettre en évidence les erreurs grossières qui se commettent en plein XIX[e] siècle, lorsqu'on nous représente dans un état plus arriéré que celui dans lequel se trouvait l'Amérique espagnole quand elle s'émancipa de sa métropole, il est indispensable de remonter, comme point de départ, à la période la plus prospère de l'époque coloniale, pour la comparer avec le présent, en ne nous écartant jamais de la statistique et des chiffres officiels, c'est-à-dire du terrain pratique, parce que c'est la seule base solide sur laquelle puisse et doive s'appuyer une argumentation sérieuse.

Etat du commerce et de l'industrie dans l'Amérique espagnole au commencement du XIX[e] siècle.

Voyons donc quel était l'état et le développement de la richesse, de l'industrie et du commerce des colonies hispano-américaines au commencement du dix-neuvième siècle, à ce moment où se préparaient les éléments qui mirent le sceau à leur indépendance.

Le Mexique, qui était une des colonies espagnoles les

Superficie et situation du royaume du Mexique.

plus prospères de l'Amérique, comptait à cette époque un territoire de 118,000 lieues carrées de superficie (1), dont les deux tiers dans la zone tempérée et le reste dans la zone torride, jouissant, par suite de la grande élévation de ses collines, d'un climat analogue à celui du printemps dans le centre de l'Italie et de l'Espagne.

Sa population.

Cette vaste étendue de territoire, l'une des plus grandes de cette partie du monde de Colomb, ne contenait qu'une population de cinq millions huit cent cinquante mille habitants, divisés alors de la manière suivante : deux millions et demi d'indigènes, un million de Mexicains d'origine espagnole, soixante-dix mille Espagnols européens, et deux millions deux cent soixante-dix mille métis (2).

Grande fertilité du sol ; ses productions.

Les céréales, cultivées sous la zone torride dans tous les terrains situés à une altitude de cinq à six cents toises au-dessus du niveau de la mer, se reproduisent dans la proportion de vingt-quatre grains pour un. Le maguey peut être considéré comme la vigne des indigènes. La culture de la canne à sucre y avait fait en peu d'années de rapides progrès. Du port de la Vera-Cruz on exportait annuellement onze millions de livres, équivalant à 6,500,000 francs. Les côtes occidentales produisent du coton de la plus belle qualité, ainsi que du cacao et de l'indigo. La vanille des forêts de Quilate offrait une récolte annuelle de neuf cents milliers. Le tabac se cultive avec soin dans les districts d'Orizaba et de Cordova, où il est de qualité supérieure ; la cire abonde dans le Yucatan ; la récolte de la cochenille à Oajaca était de huit cent mille livres par an ; les bêtes à cornes s'étaient extrêmement multipliées dans

(1) Voyez le tableau n° 1, sur la superficie et la population de l'Amérique espagnole, etc.

(2) Humboldt, tome Ier, pag. 368.

les provinces intérieures [1] et sur les côtes orientales, entre Panuco et Huasacualco. Les dîmes du clergé, dont la valeur indique l'accroissement de la production, avaient augmenté d'un cinquième depuis 1800.

Le produit des mines y dépasse celui des autres colonies.

Mais ce qui distingue plus particulièrement le Mexique des autres contrées de l'Amérique, c'est le produit de ses mines. Jusqu'à la guerre de l'indépendance, on l'estimait annuellement à *seize cents kilogrammes d'or* et à *cinq cent trente-sept mille kilogrammes d'argent*, évalués 23,000,000 de piastres ou 115,000,000 de francs, équivalant à la moitié de la valeur des métaux précieux qui s'exportaient annuellement des mines des deux Amériques.

Quantité de numéraire fournie par la Monnaie de Mexico de 1690 à 1803.

L'hôtel des monnaies de Mexico a fourni, de l'année 1690 à 1803, plus de 1,353,000,000 de piastres ou 6,765,000,000 de francs. Trois districts de mines, Guanajuato, Zacatécas et Catorce, qui forment un groupe central entre les 21e et 24e degrés de latitude, produisaient presque la moitié de tout l'or et l'argent extraits annuellement des mines de la Nouvelle Espagne. Le seul filon de Guanajuato, plus riche que celui de Potosi, donnait annuellement, terme moyen, cent trente mille kilogrammes d'argent, ou la sixième partie de tout l'argent qu'exportait annuellement l'Amérique jusqu'à la guerre de l'indépendance [2]. La seule mine de Valenciana, dans laquelle les frais d'exploitation dépassaient quatre millions et demi de francs, n'a pas cessé de produire annuellement à ses propriétaires, pendant quarante ans,

Richesse des mines de Guanajuato, Zacatécas et Catorce

(1) On donnait le nom de provinces intérieures à cette étendue de territoire qui se trouve au nord et au nord-ouest du royaume de la Nouvelle Galice. Elles comprenaient : 1° le petit royaume de Léon, 2° la colonie du Nouveau Saint-André, 3° le Texas, 4° la Nouvelle Biscaye, 5° la Sonora, 6° Cahahuila, 7° le Nouveau Mexique. Elles occupaient en tout une superficie de 59,375 lieues carrées, peuplées de 359,200 habitants.

(2) Voyez le tableau n° 4.

un profit net de trois millions de francs,qui s'est élevé quelques années à six millions. Ces produits expliquent la fortune de quelques grandes maisons d'Espagne, qui jouissent d'immenses revenus. Les défrichements qu'avaient occasionnés les mines auraient dû encourager l'agriculture dans les environs; mais, en général, les spéculations se portaient vers ce genre de richesse préférablement aux entreprises agricoles, qui étaient en nombre restreint, et établies sur une faible échelle.

Succès limité des entreprises agricoles.

Valeur intrinsèque des mines du Mexique.

Selon le savant Humboldt, la richesse des mines mexicaines consiste plus dans l'abondance que dans la valeur intrinsèque des minerais d'argent; cette valeur ne s'élève, taux moyen, qu'à 0,002 (ou trois à quatre onces par quintal de cent livres). La quantité de minerai extraite au moyen du mercure est à celle produite par la fonte dans la proportion de 3 1/2 à 1. Le procédé de l'amalgamation, dont on se servait, était très long et causait une grande perte de mercure; cette perte, dans la Nouvelle Espagne, s'élevait à sept cent mille kilogrammes par an, ou quatorze mille quintaux. Il est à présumer que les cordillières mexicaines fourniront un jour le mercure, le fer, le cuivre et le plomb nécessaires à la consommation intérieure (1).

Industrie manufacturière.

L'industrie manufacturière au Mexique, à l'époque coloniale, dans son plus grand développement, n'est pas arrivée à produire plus de 7 à 8 millions de piastres annuellement, c'est-à-dire 35 à 40 millions de francs. Les tanneries, les fabriques de draps et de toiles de coton, peuvent acquérir un grand accroissement, lorsque la main de plomb du despotisme et la guerre civile auront disparu de ces riches territoires, parce que la liberté et la paix, ces éléments les plus précieux de l'industrie, les élèveront à un degré de

(1) Humboldt, tome V, page 85.

prospérité que les autres peuples n'ont pas encore connu.

Commerce d'importation et d'exportation du Mexique à l'époque de son apogée, sous le régime colonial

Voici quel était, année moyenne, le commerce d'exportation et d'importation fait par le Mexique dans sa dernière période coloniale, c'est-à-dire de 1800 à 1804, époque de son plus grand développement.

Importation en objets manufacturés espagnols et étrangers, 20,000,000 de piastres, — 100,000,000 de francs.

Exportation des produits de l'agriculture et de l'industrie manufacturière, 6,000,000 de piastres,—30,000,000 de fr.

Les mines d'or et d'argent produisaient 23,000,000 de piastres, dont 8 à 9 millions pour le compte du roi. Par conséquent, si l'on déduit du restant, s'élevant à 15,000,000 de piastres, les 14,000,000 nécessaires pour payer l'excédant de l'importation sur l'exportation, on trouve que le numéraire augmentait à peine de 1,000,000 de piastres (5,000,000 de francs) par an.

Rentes de cette vice-royauté à la même époque.

Les rentes se sont élevées à la même époque à 20,000,000 de piastres ou 100,000,000 de francs, dont 27,500,000 francs provenant du produit des mines d'or et d'argent, 20 millions du domaine des tabacs, 15 millions de péages, 6,500,000 fr. de la capitation des Indiens, et 4 millions de l'impôt sur le maguey, espèce de vin consommé par le peuple.

Belle et avantageuse situation de la capitale.

La situation de Mexico, capitale de ce beau pays, offre des avantages inappréciables, sous le rapport de ses relations avec le reste du monde civilisé. Placée sur un isthme baigné par la mer du Sud et l'Océan Atlantique, cette ville est destinée à exercer une grande influence sur le reste du continent américain.

Paroles d'un publiciste notable au début du XIXe siècle.

Un publiciste notable, qui écrivait sur ce riche pays au commencement du XIXe siècle, a dit : « Un souverain qui gouvernera cet Etat par des lois constitutionnelles et libérales, pourra l'élever au rang des premières puissances du monde. En moins de cinq semaines on pourrait communi-

quer avec l'Europe, et en six semaines avec les îles Philippines et l'Asie (1). »

Grande richesse du sol de la Nouvelle Espagne.

Le territoire de la Nouvelle Espagne, bien cultivé, pourrait, à lui seul, suffire à la consommation du globe en sucre, cochenille, cacao, café, coton, grains, chanvre, huile, soie et vin; il fournirait toutes sortes de minéraux, sans en excepter le mercure, ainsi que les bois de construction les plus précieux. L'abondance du fer et du cuivre favoriserait les progrès de la navigation mexicaine ; mais l'état des côtes et le manque de ports, depuis l'embouchure du fleuve Alvaro jusqu'à celle du Bravo, opposent des obstacles très difficiles à vaincre. Ces obstacles n'existent pas cependant du côté du Pacifique. San-Francisco en Californie (2), San-Blas dans l'intendance de Guadalajara, près de l'embouchure du fleuve Santiago, et surtout Acapulco, sont des ports magnifiques.

Mauvais état des côtes et manque de ports sur l'Atlantique.

Vera-Cruz n'est qu'une mauvaise rade.

Les côtes orientales n'ont pas le même avantage; il n'y existe pas de véritables ports, car celui de la Vera-Cruz, par lequel se faisait annuellement un commerce si considérable, n'est qu'une rade très mauvaise.

Commerce extérieur fait par Vera-Cruz en 1804.

Le commerce extérieur du Mexique fait par le port de Vera-Cruz pendant l'année 1804, s'est élevé aux chiffres suivants :

Importations d'Espagne.

Productions nationales. .	10,412,324	piastres, ou	52,061,620 fr.
Id. étrangères. .	4,493,736		22,468,680
Importations d'Amérique .	1,619,682		8,098,410
	16,525,742	piastres, ou	82,628,710 fr.

(1) Les communications du Mexique avec l'Europe se font à présent en moins de quinze jours.

(2) Aujourd'hui aux Etats-Unis.

Exportations de Vera-Cruz.

Pour l'Espagne.	18,033,371 piastres, ou	90,166,855 fr.
Pour l'Amérique	3,424,511	17,122,555
	21,457,882	107,289,410
	16,525,742	82,628,710
Total du commerce général.	37,983,624 piastres, ou	189,918,120 fr.

Produits nationaux importés d'Espagne.

Parmi les productions nationales importées d'Espagne à Vera-Cruz, on compte quarante-huit mille sept cent trente barriques d'eau-de-vie, évaluées à 1,235,130 piastres ; quarante-trois mille cent soixante-deux pipes de vin, ayant une valeur de 837,776 piastres ; vingt mille neuf cent quarante-six arrobes d'huile, évaluées a 10,456 piastres ; dix-neuf mille sept cent vingt livres de safran, 287,057 piastres ; soixante-dix-neuf mille deux cent soixante-dix bouteilles de bière, valant 78,456 piastres ; cent trente-six mille trois cent quatre-vingt-une rames de papier, évaluées à 486,583 piastres ; soixante-treize mille huit cent vingt-sept quintaux de fer, valant 812,707 piastres ; trois mille cent huit quintaux d'acier, valant 53,052 fr. ; et pour plus de 6,000,000 de piastres en soieries, tissus de fil, mousselines et chapeaux, contenus dans des caisses que les négociants n'étaient pas tenus d'ouvrir à la douane.

Dans le nombre des produits étrangers importés d'Espagne, il y avait pour une valeur de 4 millions de piastres en soieries, toiles de fil, draps et autres tissus ; quarante-sept-mille deux cent trente-six livres de cannelle, évaluées à 163,171 piastres ; une valeur de 85,952 piastres en clous ; et deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept quintaux d'acier, valant 51,477 piastres ; ces articles, comme les précédents, étaient évalués dans le port.

Parmi les productions américaines importées des autres colonies espagnoles à Vera-Cruz, sont comprises les valeurs

Produits importés des autres colonies espagnoles d'Amérique.

suivantes : vingt-sept mille huit cent quatorze arrobes de cire de la Havane, pour une valeur de 576,836 piastres; mille neuf cent vingt-huit arrobes de cire de Campêche, valant 26,080 piastres; treize mille quatre-vingt-trois fanègues de cacao de Tabasco, valant 461,845 piastres; huit mille cent quarante-une fanègues de cacao de Caracas, valant 2,055 piastres; quarante-neuf mille cinq cent trente quintaux de bois de Campêche, valant 100,219 piastres; et dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-six fanègues de sel, valant 37,845 piastres.

Les productions indigènes exportées du Mexique pour la métropole, comprises dans le résumé précédent, se composaient de :

Produits indigènes exportés du Mexique pour l'Espagne.

381,590 arrobes de sucre.	1,097,505 p.
11,737 arrobes de cochenille fine (résultat d'une mauvaise récolte) . . .	1,220,193
867 arrobes de cochenille ordinaire. .	24,414
464 arrobes de cochenille en poudre. .	5,816
189,397 livres d'indigo.	367,302
37,797 quintaux de bois de Campêche .	77,485
1,808 quintaux de jalap.	62,411
7,169 livres de salsepareille	96,734
1,400,000 livres de vanille.	111,195
3,786 fanègues de cacao de Guayaquil .	460,585

Exportation d'argent monnayé.

L'exportation d'argent monnayé, non comprise dans ce tableau, s'éleva à 16,847,843 piastres, dont 13,500,000 pour le compte du roi d'Espagne et le reste pour le compte du commerce. On n'y a pas fait figurer non plus vingt mille quintaux de mercure, qui furent envoyés pour le compte du gouvernement espagnol. Dans la même année 1804, entrèrent à Vera-Cruz 107 navires venant d'Espagne, et 123 des colonies espagnoles de l'Amérique.

L'année suivante (1805) les importations à Vera-Cruz, en

Valeur en 1805 des importations à Vera-Cruz.

productions indigènes de l'Espagne, eurent une valeur de 1,514,473 piastres, ou 7,572,365 francs; en papier seulement il entra soixante mille six cent dix-sept rames, évaluées à 582,769 piastres. Les produits de l'Amérique s'élevèrent à 1,262,907 piastres, ou 6,314,535 francs; il fut notamment introduit dix-neuf mille neuf cent soixante-neuf arrobes de cire de la Havane, valant 547,304 piastres.

Valeur en 1805 des exportations pour l'Espagne.

L'exportation pour l'Espagne, pendant la même année, acquit une valeur de 110,200 piastres; pour les autres Etats de l'Amérique, elle fut de 330,546 piastres; l'exportation par navires neutres s'éleva à une valeur de 562,048 piastres. Total du commerce : 4,355,137 piastres, ou 21,775,685 francs.

Voici quel fut le mouvement commercial en 1806 :

Mouvement commercial en 1806.

Importations d'Espagne en produits espagnols, 1,815,579 piastres (9,097,895 francs); en produits étrangers, 327,295 piastres (1,636,475 francs).

Importation d'Amérique.	1,499,244
Id. par navires neutres	3,485,655
Exportation pour l'Espagne	805,037
Id. pour l'Amérique	574,491
Id. pour des ports neutres . . .	4,101,534

Par conséquent, l'importation totale était de 7,137,775 piastres; et l'exportation, de 5,478,762 piastres.

Le mouvement général du commerce s'éleva à peine à 12,616,535 piastres, ou 63,682,675 francs (1). Cependant

(1) La France et l'Espagne, alors sous la domination de l'empereur Napoléon Ier, étaient en guerre avec l'Angleterre. Le commerce, pour continuer ses opérations, donna la préférence aux ports et aux bâtiments neutres. L'exportation d'argent monnayé pour l'Espagne cessa dès lors, et le mouvement du commerce en denrées et marchandises diminua sensiblement. En effet, le mouvement du commerce, qui en 1804 avait été de 37,983,624 piastres (189,915,120 francs), se réduisit en 1806 à 12,616,535 piastres (63,082,675 francs).

on ne pourrait prendre ces dernières années comme base du commerce que faisait alors le Mexique, à cause de l'état de guerre dans lequel se trouvait la métropole ; mais en prenant pour terme moyen les années 1802, 1803 et 1804 (trois années de paix), on voit que l'importation totale à Vera-Cruz s'élevait à 20,700,000 piastres, et l'exportation, non compris l'or et l'argent monnayés ou travaillés, à 6,500,000 piastres. Total du commerce général, 27,200,000 piastres (136,000,000 de francs).

III.

Superficie et population de la vice-royauté du Pérou.

L'importance du commerce du Pérou était beaucoup moindre que celle du commerce de la Nouvelle Espagne ou Mexique. Cette vice-royauté, qui dans son immense étendue de 30,390 lieues carrées ne contenait qu'une population d'un million d'habitants [1], était loin d'avoir atteint l'état prospère auquel était arrivé le Mexique.

Sa division

Après le fractionnement que subit l'ancienne vice-royauté du Pérou par la création de celle de Buénos-Ayres et de la présidence de Quito, elle se divisa en sept intendances ainsi nommées: Trujillo, Tarma, Huancavelica, Lima, Guamanga, Arequipa et Cuzco, comprenant chacune plusieurs départements ou *partidos*.

Son commerce avec les autres provinces en 1789.

La statistique coloniale de la vice-royauté du Pérou n'est pas aussi satisfaisante que celle du Mexique, quant au développement de l'industrie et du commerce. Nous allons le démontrer par les données les plus exactes que nous avons pu réunir.

(1) D'après le recensement fait en 1795 par ordre de D. Gil Lémos, vice-roi du Pérou.

L'intendance de Lima obtint, à la fin de 1789, un excédant de 725,192 piastres en faveur du commerce qu'elle faisait avec le reste de la vice-royauté. Le profit qu'elle réalisa la même année avec la vice-royauté de Buénos-Ayres s'éleva à 100,000 piastres; celui que faisait la même vice-royauté avec les provinces d'Arequipa et de Cuzco montait chaque année à 2,034,980 piastres, dont 1,300,475 piastres pour Arequipa, qui donnait en échange du vin, de l'eau-de-vie, de l'huile, du poivre, du sucre et d'autres productions moins importantes. Le surplus de cette somme, c'est-à-dire 735,505 piastres, était le produit du commerce de l'intendance de Cuzco, en laines, sucre, blé, etc. La province d'Arequipa recevait de Buénos-Ayres pour une valeur de 386,280 piastres en bétail, viande sèche, suif, noix de cocos, cuivre, étain, etc.; et celle de Cuzco pour une valeur de 475,530 piastres en mulets, moutons, bétail, cuirs, cire, savon, suif, molleton, etc. Le bénéfice de ce commerce pour la province d'Arequipa s'élevait à 911,215 piastres; et pour la province de Cuzco à 258,975 piastres.

Richesse des mines de la Sierra, dans la vice-royauté de Buénos-Ayres.

Les provinces de la Sierra, qui faisaient partie de la vice-royauté de Buénos-Ayres, renferment les mines les plus riches, et étaient pour cette raison les plus peuplées, quoique les plus stériles; elles étaient obligées de tirer du Pérou leurs approvisionnements de produits agricoles, car c'était là que se trouvaient les terrains cultivés les plus rapprochés. Cuzco subvenait aux besoins de ses habitants avec ses manufactures de laines et d'autres étoffes pour habillements. Cependant cette industrie subit une décadence croissante à dater de 1795, par suite de l'importation à Buénos-Ayres, sur une échelle considérable, des marchandises étrangères, avec lesquelles, vu leur bas prix, il était impossible de lutter.

Le commerce avec les autres provinces du Pérou se faisait

Commerce du Pérou avec les autres provinces.

par mer, au moyen de navires de divers tonnages appartenant la plupart aux habitants de Lima, et ayant pour principal port le Callao. Les chargements réunis formaient un total de 16 à 17 mille tonnes de différentes marchandises et de produits divers, dont cinq mille tonnes pour le commerce qui se faisait avec le Chili.

Les marchandises exportées de Lima consistaient principalement en étoffes, tant des manufactures de l'intérieur que de celles de Quito, en sucre et en riz. Lima recevait en échange une grande quantité de blé, de suif, des cuirs, du cuivre, des cordages, etc.

Commerce du Chili avec les ports d'Arica et d'Aranta.

Les productions du Chili, exportées par les ports d'Arica, d'Ilo et d'Aranta, appelés ports intermédiaires sur l'Océan, ne s'élevaient pas au delà de 50,000 piastres, y compris deux cargaisons de *yerba mate* et de tabac du Paraguay, pour le compte du gouvernement espagnol, qui partaient annuellement du port de Pascamayo.

Le commerce avec Valdivia, ville située dans une contrée fertile et avec un excellent port, était alimenté par deux navires qui s'y rendaient tous les ans, l'un du port de Valparaiso avec des subsistances, et l'autre de Lima avec la paie des troupes qui composaient la garnison. Ce manque de commerce ne pouvait être attribué à la stérilité du sol, car à une petite distance de la cordillière il y a des terrains abondants en blé et en productions de toute espèce. Les montagnes sont couvertes de chênes et d'autres arbres qui fournissent d'excellents bois de construction; elles contiennent des mines d'or célèbres autrefois par la richesse du minerai, qui n'a jamais produit moins de vingt-trois carats, ou neuf cent cinquante-huit millièmes trois dixièmes.

Commerce du Callao avec Guatemala par Realejo et Sonsonate

Les ports de Realejo et de Sonsonate, sur le même Océan, étaient seuls fréquentés par les navires qui faisaient le commerce d'exportation du Callao à Guatemala. L'expor-

tation consistait en cuirs, vin, eaux-de-vie, huile, etc. En général elle était peu considérable et ne s'élevait pas à plus de 30,000 piastres. L'importation montait à plus du quadruple de l'exportation, et consistait en indigo, piment, poisson, planches, bois de cèdre et du Brésil. Ce commerce établissait une balance considérable en faveur de Lima.

Commerce de Lima avec Santa-Fé de Bogota.

Le commerce de Lima avec Santa Fé de Bogota se faisait en partie par terre à travers la province de Quito, et en partie par mer, par les ports de Guayaquil et de Panama. L'exportation du Callao pour les ports de Puno et de Guayaquil consistait en vins de Coquimbo, de Rasca, de Pisco et de Concepcion, en eau-de-vie, sucre, farine, cuivre, etc. L'exportation qui se faisait des mêmes ports pour Panama consistait principalement en marchandises provenant des manufactures du pays, en laines et en farines. Les articles principaux transportés par terre à Trujillo et Pascamayo, à destination de Guayaquil et de Panama, étaient du coton, des cuirs, des souliers, des chapeaux, du molleton et du sucre.

Exportation de Santa-Fé pour Lima.

La province de Santa Fé importait à Lima du cacao, du café, de la cire, etc., dont la valeur montait ordinairement à 284,000 piastres.

Principale richesse du Pérou et du Mexique à l'époque coloniale.

Ce qui constituait la principale richesse du Pérou à l'époque coloniale, c'était, comme au Mexique, les mines, dont l'exploitation fut l'objet qui fixa plus particulièrement l'attention du gouvernement de la métropole, comme l'a démontré le savant Humboldt dans son important ouvrage, *Essai sur l'économie politique de la Nouvelle Espagne*. Nous ajouterons à ce qu'il a dit quelques renseignements que nous ont procurés des recherches récentes.

Le Mexique, le Pérou, Buénos-Ayres, Potosi, le Chili et la Nouvelle Grenade, sont les provinces qui ont fourni la plus grande quantité de minéraux.

Or et argent monnayés à Lima.

De l'année 1754 à 1772, l'hôtel de la monnaie de Lima a frappé six millions cent deux mille cent trente-neuf marcs d'argent, et cent vingt-neuf mille cent quatre-vingts marcs d'or ; de 1772 à 1791, il a été introduit dans le même hôtel huit millions quatre cent dix-huit mille trois cent soixante-sept marcs d'argent, et quatre-vingt mille huit cent quarante-six marcs d'or.

Production de l'or et de l'argent à diverses époques.

La valeur de l'or et de l'argent s'est élevée pendant la première époque à 68,944,522 piastres, et dans la seconde à 85,434,848 piastres; terme moyen de 1754 à 1772, 3,830,000 piastres par an ; et de 1772 à 1791, 4,496,000 piastres.

Le produit de l'argent a dépassé celui de l'or au Pérou.

Le produit de l'or avait diminué au Pérou pendant que celui de l'argent augmentait considérablement. En 1790, le produit des mines du Pérou était, selon le *Mercure péruvien* (1), de cinq cent trente-quatre mille marcs d'argent et de six mille trois cent quatre-vingts marcs d'or.

De 1797 à 1801, il a été frappé à Lima, en or et en argent, pour une somme de 26,032,633 piastres, savoir, 23,709,986 piastres en argent, et 2,322,667 en or.

Produit des mines en temps de paix.

Dans les cinq années qui précédèrent, le produit fut de 30 millions de piastres ; mais par suite de la guerre de 1801, l'exploitation cessa à cause de l'impossibilité de transporter le mercure, et ce chiffre fut réduit à 26,032,633 piastres. On peut le fixer, année moyenne, en temps de paix, à 6 millions de piastres. Cependant, pour éviter toute exagération, nous acceptons l'opinion de M. Humboldt, qui l'évalue à trois mille quatre cent cinquante marcs d'or, et à cinq cent soixante-dix-sept mille marcs d'argent ; total du produit, année moyenne, des mines du Pérou, 5,300,000 piastres.

(1) Tome I, p. 59.

Principales mines du Mexique et du Pérou.

De même qu'au Mexique presque tout le produit provient des mines de Guanajuato, de Catorce, de Zacatecas, de Real del Monte et de la Nouvelle Biscaye, au Pérou presque tout l'argent est extrait des grandes mines de Yauricocha, de Lauricocha (nommées communément mines de Pasco et du Cerro Bombon), de celles de Gualgayoc ou de Chota et de Huantajaia.

Produit de la mine d'Yauricocha de 1792 à 1801.

De 1792 à 1801, il a été fondu en lingots deux millions quatre cent soixante-dix-neuf mille quatorze marcs d'argent de la mine d'Yauricocha, d'après les registres de la trésorerie de Pasco.

Richesse de la mine de Gualgayoc.

Toutes les mines comprises sous le nom de mines de Gualgayoc, dans le district de Chota, ont fourni aux caisses provinciales de Trujillo, depuis le mois d'avril 1774 jusqu'au mois d'octobre 1802, la somme de un million neuf cent douze mille trois cent vingt-sept marcs d'argent, soit, année moyenne, soixante-sept mille cent quatre-vingt-treize marcs. Le minerai du Cerro de Gualgayoc est très riche, et il n'y a pas de doute qu'il ne devienne un second Potosi quand l'exploitation sera pratiquée sur une plus grande échelle.

Richesse de la mine de Huantajaia.

Huantajaia contient beaucoup d'argent naturel; cette mine a fourni annuellement de soixante-dix à quatre-vingt mille marcs d'argent.

Produit de l'or et de l'argent dans la capitainerie générale du Chili.

La présidence ou capitainerie générale du Chili produisait annuellement 1,700,000 piastres en or et en argent. Ce produit augmenta considérablement dans les dernières années du gouvernement colonial. En 1790, il a été frappé à Santiago 721,000 piastres en or et 146,000 en argent.

Produit des mines de la Sierra, dans la vice-royauté de Buénos-Ayres.

La grande quantité de métaux précieux que fournit la vice-royauté de Buénos-Ayres provient surtout de la partie la plus occidentale, c'est-à-dire des provinces de la Sierra, qui furent séparées du Pérou en 1778; on peut en évaluer

le produit annuel à 4,200,000 piastres, à peu près tout en argent.

Produit de la mine de Potosi de 1545 à 1810.

En ne tenant compte que de l'argent enregistré et qui a payé les droits royaux, la seule montagne de Potosi a produit une somme d'argent équivalant à 5,750,000,000 de francs, depuis l'année 1545 jusqu'au commencement du XIXe siècle, époque où commença la guerre de l'indépendance.

Il est également prouvé que pendant l'espace de deux cent trente-trois ans, de 1556 jusqu'à 1789, il a été extrait des mines de Potosi 788,000,000 de piastres ou 3,940,000,000 de francs. Enfin, terme moyen, le Cerro de Potosi a produit annuellement, de 1779 à 1789, 3,676,330 piastres de 8 réaux, valant quatre cent trente-deux mille marcs de Castille.

Produit moyen de la mine de Potosi de 1779 à 1789.

Produit des mines de la Nouvelle-Grenade.

La Nouvelle-Grenade n'a pas été moins productive en or et en autres minéraux. Il résulte des états authentiques que nous avons sous les yeux, qu'elle a produit, terme moyen, dix-huit mille trois cents marcs d'or annuellement. De 1789 à 1795, il a été frappé à Santa Fé de Bogota soixante mille treize marcs d'or, valant 8,161,862 piastres ; et de 1788 à 1799, quarante-sept mille huit cents marcs d'or à Popayan ; total, 6,502,542 piastres: terme moyen de la première somme, huit mille cinq cent soixante-treize marcs d'or, ou 1,161,862 piastres; et de la seconde, six mille huit cent trente marcs d'or, ou 928,951 piastres.

Richesse et produit de la mine de mercure de Huancavélica.

L'intendance de Huancavélica est célèbre par sa mine de mercure. Selon M. de Humboldt, de 1570 à 1789 il en a été extrait un million quarante mille quatre cent cinquante-deux quintaux. D'après diverses estimations faites par le même auteur, cette mine produisait six mille quintaux de mercure par an. Le Mexique seul consomme seize mille quintaux de ce minéral. De calculs assez exacts il résulte que les

usines de Potosi ont consommé, de 1545 à 1637, l'énorme quantité de deux cent trente-quatre mille sept cents quintaux de mercure pour le travail de l'or et de l'argent ; et, de 1759 à 1763, quinze cents à dix-sept cents quintaux par an.

Les mines de Potosi sont celles qui ont été exploitées avec le plus d'activité.

De toutes les mines de l'Amérique espagnole, celles de Potosi sont celles qui ont été exploitées avec le plus d'activité. Pendant l'année 1790, il a été frappé à l'hôtel de la monnaie de Potosi 4,222,000 piastres, savoir : 299,246 piastres ou deux mille deux cent quatre marcs d'or; et 3,923,175 piastres, ou quatre cent soixante-deux mille six cent neuf marcs d'argent.

Quantité de mercure consommée par le Mexique, le Pérou, le Chili et Buénos-Ayres.

D'après les recherches les plus exactes, le Mexique, le Pérou, le Chili et la vice-royauté de Buénos-Ayres consommaient annuellement plus de vingt-cinq mille quintaux de mercure, dont la valeur s'élevait dans ces colonies à plus de 6,500,000 francs.

Quantité de mercure importée à Vera-Cruz.

On importait à Vera-Cruz tous les ans, pour le service des mines du Mexique, une quantité de huit cent mille kilogrammes de mercure, évaluée à 650,000 piastres ou 3,250,000 francs.

Les droits perçus par le fisc sur la vente du mercure montaient annuellement à 536,000 piastres ou 2,680,000 fr.

Traité de l'Espagne avec l'Autriche pour la fourniture du mercure.

La cour de Madrid, s'étant réservé le monopole du mercure en Amérique, conclut avec l'empereur d'Autriche, en 1784, un traité par lequel ce dernier lui fournissait le mercure au prix de 52 piastres le quintal. L'envoi en était fait, en temps de paix, par des navires de la marine royale, et la quantité s'élevait de neuf à vingt mille quintaux annuellement.

En 1803, on forma l'utile projet d'approvisionner le Mexique pour plusieurs années, afin qu'en cas de guerre le travail des mines ne fût pas interrompu par le manque de mercure ; mais ce projet ne put être exécuté.

Le mercure fourni par le gouvernement autrichien ne fut introduit au Mexique qu'après l'écroulement des travaux souterrains de la mine de Huancavelica, et vers l'époque où la mine d'Almaden [1] fut inondée et ne donnait plus qu'un très faible produit. Mais en 1802, cette dernière mine atteignit un état si florissant, qu'à elle seule elle fournissait annuellement plus de vingt mille quintaux de mercure, de manière qu'elle pouvait approvisionner le Mexique et le Pérou.

Grande prospérité de la mine d'Almaden.

Dans certaines années, il a été importé à Vera-Cruz dix à onze mille quintaux de ce mercure.

Consommation du mercure au Mexique de 1762 à 1781.

De 1762 à 1781, les seules usines du Mexique ont absorbé l'énorme quantité de cent quatre-vingt-onze mille quatre cent cinq quintaux de mercure, évalués à 60,000,000 de fr. « Cette consommation, dit l'auteur déjà cité, démontre le besoin que l'on a du mercure pour mettre en valeur une des premières richesses des colonies espagnoles; et ce besoin tiendrait éternellement ces provinces sous la dépendance de l'Europe, si elles ne pouvaient y suppléer par l'extraction du mercure indigène. » Mais, d'après les recherches de M. de Humboldt et d'autres naturalistes, l'Amérique espagnole contient un grand nombre de mines de mercure, et à mesure que l'art et les explorations se perfectionneront, on arrivera à exploiter la quantité nécessaire.

D'après Humboldt l'Amérique possède le mercure nécessaire à ses mines.

D'un autre côté, il est évident que, indépendamment de sa consommation immédiate, le mercure peut devenir, à une époque de tranquillité normale, une branche de commerce considérable. Le savant Humboldt indique plusieurs localités dans lesquelles le cinabre se rencontre en quantité suffisante pour en extraire beaucoup de mercure.

(1) Almaden ou Almandéjos est une petite ville d'Espagne, dans la province de la Manche, sur la frontière de l'Estramadure.

Commerce du Pérou avec le Rio de la Plata et l'Asie.

On exportait du Pérou, jusqu'à l'année 1810, de l'or, de l'argent, de la laine de vigogne et de lamas, divers baumes et des plantes médicinales. On y recevait annuellement du Rio de la Plata vingt-cinq à trente mille mulets, qui étaient employés aux travaux des mines. La valeur des exportations pour l'Asie était à peu près de 2,800,000 piastres.

Le Pérou recevait des Philippines, en échange, pour une valeur de 2,700,000 piastres de mousselines, de thé et d'autres marchandises.

Population du Pérou à la fin de l'époque coloniale.

La population du Pérou s'élevait, dans la dernière période coloniale, à un million trois cent mille habitants.

Le gouvernement espagnol y conservait une garnison de douze mille hommes de troupes réglées (1) et environ quarante-neuf mille hommes de milices, en tout soixante-un mille soldats.

Commerce du Pérou en 1804.

En résumant les données précédentes, nous trouvons :

Que le commerce général d'importation et d'exportation de la vice-royauté du Pérou s'est élevé, dans l'année 1804, à la somme de 77,500,000 de francs, qui se divisent ainsi : 57,500,000 francs d'importation et 20,000,000 d'exportation, et en outre 40,000,000 de produits minéraux et d'argent monnayé (2).

Commerce de Buénos-Ayres.

Que les importations d'Europe dans la vice-royauté de Buénos-Ayres se sont élevées à 3,500,000 piastres, et les exportations à 2,000,000; en tout 5,500,000 piastres ou 27,500,000 francs; et 5 millions de piastres ou 25 millions de francs en minéraux et argent monnayé.

(1) En recherchant la proportion dans laquelle étaient avec la population les troupes entretenues dans les colonies espagnoles d'Amérique, on trouve pour 1796 vingt-six mille hommes de troupes européennes pour une population de quatorze à quinze millions d'âmes.

(2) Voyez le tableau du commerce général des colonies espagnoles au commencement du XIXe siècle. — No 13.

Commerce de Santa-Fé.

Que les importations dans la Nouvelle-Grenade ou vice-royauté de Santa-Fé à la même époque, furent de 28,500,000 francs et les exportations de 10,000,000; en tout, 38,500,000 francs. Les produits minéraux et l'argent monnayé s'élevèrent à la somme de 15 millions de francs.

Commerce de Caracas.

Qu'enfin la capitainerie générale de Caracas fit un commerce total de 47,500,000 francs, divisés de la manière suivante :

27,500,000 francs d'importations et 20,000,000 d'exportations.

Commerce général des colonies actuellement indépendantes.

Il s'ensuit donc que le commerce général des colonies aujourd'hui indépendantes s'éleva, pendant l'année 1804, époque de sa plus grande prospérité, aux chiffres suivants :

Importations d'Europe.	241,000,000 fr.
Exportations d'Amérique	105,000,000
Total du commerce	346,000,000
Exportation de produits minéraux et d'argent monnayé. . : . . .	192,500,000
	538,500,000 fr.

IV.

Résumé de l'exposition qui précède.

De cette exposition minutieuse, ainsi que des faits les plus authentiques que nous avons recueillis avec soin, il résulte que le commerce général d'importation et d'exportation que faisaient les colonies de l'Amérique espagnole avec la métropole, s'éleva, pendant l'année 1753, à un total de cent soixante-onze millions neuf cent mille francs, et que pendant l'année 1800, époque de sa plus grande prospérité, il monta au chiffre de six cent trente-

huit millions cinq cent mille francs (1). Mais nous devons faire remarquer que dans cette somme se trouve compris le commerce de la capitainerie générale de la Havane et de Porto Rico, qui, déjà à cette époque, était un des plus considérables de l'Amérique, puisque dans cette même année il atteignit la somme de 20 millions de piastres fortes ou 100 millions de francs.

Prospérité des premières années du XIXe siècle.

Les trois premières années du XIXe siècle furent également florissantes, et si le commerce général n'augmenta pas, il ne souffrit pas non plus de diminution, le chiffre total de l'importation et de l'exportation, y compris les produits minéraux, s'étant élevé à la somme de 585,500,000 francs (2).

Comparaison du commerce avant et après l'indépendance.

Maintenant, comparons les proportions du commerce des colonies hispano-américaines avec le développement qu'il a acquis depuis leur entière émancipation politique, en tenant compte de quinze années de luttes désastreuses et des conséquences logiques qu'elles ont dû produire, et voyons s'il y a quelque fondement dans les assertions de ceux qui prétendent, avec autant de persistance que d'injustifiable ignorance, que ces contrées ont beaucoup perdu de l'importance qu'elles avaient à l'époque coloniale.

Pour ne pas fatiguer le lecteur, nous réduirons tous nos raisonnements aux arguments que fournissent les chiffres, et nous appellerons son attention sur le tableau comparatif suivant, qui met en parfaite évidence l'importance et les proportions du commerce aux deux époques :

(1) Voyez le tableau statistique du commerce général des colonies espagnoles, de 1753 à 1800. — N° 12.

(2) Voyez le tableau du commerce général au commencement du XIXe siècle. — N° 13.

	Époque coloniale. 1800. Millions.	Etats indépendants. 1860. Millions.	Augmentation en faveur de l'Amérique indépendante.
Vice-royauté du Mexique et capitainerie générale de Guatemala	155 0	185 2	30 2
Vice-royauté de Santa-Fé . .	38 5	55 7	17 2
Capitainerie de Caracas . . .	47 5	61 1	13 6
Vice-royauté du Pérou et capitainerie du Chili.	77 5	581 5	504 0
Vice-royauté de Buénos-Ayres .	27 5	463 0	435 5
	346 0	1,346 5	1,000 5 (1)

Que l'on cite, à l'exception des Etats-Unis, d'autres peuples du monde dont les progrès réels présentent des résultats aussi remarquables que ceux qui ressortent du tableau précédent!

A l'époque coloniale, avec le monopole et une paix inaltérable, il fallut un demi-siècle, de 1753 à 1806, pour voir doubler le chiffre du commerce; — tandis que ces mêmes colonies, une fois indépendantes et libres des entraves et du système oppressif qui retinrent leur marche pendant trois siècles, et malgré la lutte qu'elles ont soutenue pendant quarante ans pour détruire les dernières barrières que leur opposaient les restes de la barbarie, ont, comme nous venons de le démontrer, à peu près quintuplé leur commerce et leur richesse générale!

Analyse partielle des progrès de ces Etats.

Si nous nous arrêtions à faire une analyse partielle des progrès de chacun des nouveaux Etats hispano-américains, par exemple de Buénos-Ayres, du Chili et du Pérou, il nous serait facile de démontrer, par les chiffres qui précèdent, qu'on ne trouve pas un seul exemple, même aux Etats-Unis, d'un aussi rapide développement.

Buénos-Ayres, le Chili et le Pérou.

En effet, dans les quarante années qui se sont écoulées

(1) Voyez le tableau comparatif du commerce général des années 1800 et 1860. — N° 14.

depuis la bataille d'Ayacucho, après laquelle les dernières légions espagnoles abandonnèrent le sol américain, le commerce de Buénos-Ayres, du Chili et du Pérou, s'est accru dans les proportions suivantes :

	Année 1800.	Année 1860.	Excédant en faveur de 1860.
Buénos-Ayres (1) .	27,500,000	463,000,000	435,500,000
Chili et Pérou . .	77,500,000	581,500,000	504,000,000
	105,000,000	1,044,500,000	939,500,000

Accroissement du commerce depuis la bataille d'Ayacucho.

En moins de quarante ans d'indépendance, le commerce général d'importation et d'exportation du Chili et du Pérou a augmenté dans la proportion extraordinaire de 800 p. 0/0, et celui de Buénos-Ayres ou du Rio de la Plata de 1,700 p. 0/0, de manière que dans ces trois Etats seuls le développement de la richesse, dans la période écoulée depuis l'époque de l'indépendance, s'est fait dans l'énorme proportion de 105 à 1,045 millions de francs. Nous mettons au défi les détracteurs gratuits de nos peuples américains si mal connus encore, de nous montrer un fait pareil dans leur Europe prospère et civilisée; mais s'ils ne peuvent y parvenir, comme nous en avons la conviction, qu'ils soient au moins assez loyaux et généreux pour reconnaître que c'est par ignorance qu'ils nous ont abaissés et calomniés, et que les peuples qui ont fait de tels progrès dans la civilisation moderne méritent plus de respect et d'indulgence de la part de l'Europe.

L'immigration européenne.

Si l'on considère que c'est dans ces trois Etats sud-américains, et surtout dans la Plata, que s'est répandu plus particulièrement le flot de l'immigration européenne, et que c'est en grande partie à ce puissant contingent qu'est dû le développement de leur richesse territoriale, il sera

(1) Avec Buénos-Ayres nous comprenons le Rio de la Plata, ainsi que nous l'avons déjà expliqué.

facile de s'expliquer la véritable et unique cause du retard apparent dans lequel on suppose en général l'Amérique du Sud. En effet, rien n'arrête sa marche ascendante que le manque relatif de population pour fertiliser ces territoires inhabités, d'une superficie telle qu'une population double de celle de toute l'Europe s'y trouverait à l'aise.

Résultat qu'elle procure à Buénos-Ayres.

Si Buénos-Ayres, qui possède une population civilisée imbue des principes les plus libéraux de l'Europe moderne, qui reçoit un courant d'immigration de douze à quinze mille Européens chaque année, qui s'appuie sur une législation douanière voisine du libre-échange, si Buénos-Ayres, disons-nous, a fait des progrès si considérables au milieu de ses luttes civiles, que ne feraient point les autres peuples si le concours des bras étrangers allait féconder chez eux ces terres vierges où se recueillent sans travail et sans effort les plus riches productions du monde?

Importance acquise par le commerce de Buénos-Ayres.

Quoique nous ayons déjà démontré l'importance acquise par le commerce de Buénos-Ayres, il nous semble opportun de donner une idée de son développement graduel depuis l'origine des premiers mouvements révolutionnaires qui l'émancipèrent de la métropole.

On sait que depuis la dernière époque coloniale, ce sont les peuples du Rio de la Plata qui entretinrent le commerce le plus suivi avec l'étranger, c'est-à-dire, comme nous allons le démontrer, exclusivement avec l'Angleterre.

Le commerce anglais se développa à Buénos-Ayres à dater de 1809.

En 1809, époque du premier développement commercial, il fut introduit par contrebande, à Montévidéo seulement, pour une valeur de plus de 4 millions de piastres fortes en objets manufacturés anglais; il en fut saisi pour 96,000 piastres fortes par les autorités royales.

Valeur des importations en 1816.

En 1816, pendant la guerre de l'indépendance, l'Angleterre envoya à Buénos-Ayres des produits de ses manufactures pour une somme de 388,487 livres sterling.

En 1822.

En 1822, le chiffre de cette importation s'éleva à 1,164,745 livres sterling, ou 29,119,625 francs; il fut employé à ce commerce 334 bâtiments de haut bord, dont 167 anglais, représentant un total de 48,469 tonneaux.

Commerce général en 1822.

Le commerce général de Buénos-Ayres s'éleva cette année à 11 millions de piastres fortes, ou 55 millions de francs, dont plus de la moitié, comme on l'a vu, correspondait à l'Angleterre.

Supériorité constante du commerce de la Plata.

Mais, ce qui démontre d'une manière incontestable l'importance et la supériorité, dès cette époque, du commerce de la Plata sur celui des autres peuples hispano-américains, c'est le tableau comparatif suivant du commerce d'importation et d'exportation fait par l'Angleterre en 1822 avec les républiques qui surgirent des anciennes colonies espagnoles dans l'Amérique du Sud :

	Marchandises anglaises importées en Amérique.			Produits américains importés en Angleterre.		
	Livres.	S.	D.	Livres.	S.	D.
Mexique	369,776	19	6	221,825	16	9
Colombie. . . .	503,621	11	8	45,257	8	10
Pérou	408,872	12	6	15,316	12	9
Chili	489,601	17	2	9,719	19	6
	1,573,873	0	10	292,137	17	10
Buénos - Ayres ou Provinces - Unies du Rio de la Plata.	803,237	19	1	388,338	6	10
	2,377,110	19	11	680,476	4	8 (1)

De ce tableau, dont l'exactitude est confirmée par les publications officielles de la statistique britannique, il ressort deux faits.

Premièrement : Que Buénos-Ayres seul représentait alors (en 1822) 35 pour 0/0 du commerce total d'importation

(1) Voyez l'*Art de vérifier les dates*, tome XI, page 236.

fait par l'Angleterre avec toutes les républiques hispano-américaines.

Deuxièmement : Que l'exportation des produits de Buénos-Ayres pour l'Angleterre excéda (dans la même année 1822) de 92,200 livres sterling le commerce total d'exportation de tous les autres Etats sud-américains avec l'Angleterre.

Il a conservé cette suprématie jusqu'à ce jour.

Cette suprématie, nous nous plaisons à le dire, il l'a conservée jusqu'à ce jour dans les mêmes proportions, ainsi que le prouve le tableau suivant du commerce d'exportation de l'Angleterre avec les mêmes Etats en 1860 :

	Livres sterling.
1° Rio de la Plata :	
Buénos-Ayres et Uruguay	2,715,280
Chili	1,702,800
Pérou	1,381,357
2° Ancienne Colombie :	
Nouvelle Grenade	810,970
Vénézuela	323,656
Equateur	74,149
3° Mexique	462,604
	(1) 7,470,816

Compte-rendu des Messageries impériales de France.

Comme complément de ces chiffres, qui démontrent évidemment la supériorité du commerce du Rio de la Plata sur celui des autres Etats de l'Amérique espagnole, nous allons reproduire un extrait du compte-rendu présenté par la direction des Messageries impériales de France à l'assemblée générale des actionnaires, le 1er juin 1863. Nous y remarquons avec satisfaction que la seule ligne du Brésil et du Rio de la Plata a fourni les deux cinquièmes de l'augmentation des bénéfices de l'année, et que, en ce qui con-

(1) Voyez la publication de statistique officielle qui se fait à Londres, *Trade and Navigation* (presented to both houses of parliament by command of Her Majesty), 1862.

cerne les marchandises, l'augmentation des recettes de cette ligne surpasse celle de toutes les autres lignes réunies.

Voici la partie qui nous concerne dans cette importante exposition :

Prospérité croissante de la ligne du Brésil et de la Plata.

« L'examen des lignes de l'Océan n'offre que le tableau d'une prospérité dont, jusqu'à ce jour, l'accroissement a été continu.

» Les produits généraux de ce service se sont élevés en 1862 à 3,905,704 fr. 90 c., ce qui constitue, par comparaison avec 1861, une plus-value de 12,74 0/0.

» Cette plus-value se répartit entre les passagers pour 11,20, et les marchandises pour 16,17.

» Le nombre des passagers a été de 6,577, soit 548 par voyage (aller et retour).

» Les quantités de marchandises transportées dans les deux sens ont été de 3,952 tonneaux, soit 327 tonneaux seulement par voyage.

» Comme importance totale, les lignes de l'Océan participent à elles seules pour les 2/5 dans l'augmentation de nos recettes d'exercice, et, sous le rapport des marchandises, l'accroissement des recettes de l'Océan surpasse celui obtenu dans l'ensemble des lignes de la Méditerranée. Enfin, si nos navires, faisant presque toujours leur plein à toutes les époques d'émigration ou d'immigration habituelles, voient de ce côté leur trafic borné comme l'espace dont ils disposent, du côté des marchandises le champ reste encore largement ouvert au progrès.

Succès obtenu par la compagnie.

» Le succès obtenu par notre compagnie, dans cette branche encore nouvelle de son activité, peut donc être considéré comme complet. S'il nous est agréable de vous le faire toucher par son côté matériel, nous tenons encore plus à vous le faire apprécier par son côté moral.

» Voici ce que S. Exc. le ministre des affaires étrangères nous écrivait à la date du 12 mai de cette année :

Note de M. Drouyn de Lhuys.

« Monsieur le président, dans un rapport qu'il vient de m'adresser sur le commerce et la navigation du port de Rio de Janéiro, M. le ministre de l'Empereur dans cette ville s'est plu à constater que les paquebots français de la ligne du Brésil soutiennent avec avantage la concurrence des bateaux à vapeur britanniques, et ne leur sont nullement inférieurs au double point de vue de la sécurité et de la régularité du service.

» En raison de l'intérêt que cette appréciation est de nature à offrir à la compagnie des Messageries impériales, je crois devoir vous communiquer ci-joint l'extrait du rapport de M. le chevalier de Saint-Georges où elle se trouve contenue.

» Recevez, Monsieur, etc. DROUYN DE LHUYS. »

LÉGATION DE FRANCE AU BRÉSIL.

« Rio-de-Janéiro, 24 mars 1863.

» MONSIEUR LE MINISTRE,

Paroles du chevalier de Saint-Georges sur le succès de la ligne.

» ..... Quant à la ligne des vapeurs de Bordeaux, la réussite est complète, sa régularité plus irréprochable même que celle des vapeurs de Southampton ; et la sécurité qu'elle offre, aucun accident ne lui étant arrivé encore dans aucune de ses traversées, vaut beaucoup de crédit et de considération à notre marine, et elle a fait abandonner cette idée préconçue que la navigation de France, comme tenue sévère et exactitude rigoureuse, le cédait à celle de l'Angleterre. Elle est un titre de plus à la reconnaissance des résidants français du Brésil et de la Plata pour le gouvernement de l'Empereur.

» Agréez, etc. Chevalier DE SAINT-GEORGES (1). »

(1) Voyez dans le *Moniteur universel* du 4 juin 1863 : Rapport de la di-

Supériorité démontrée du commerce actuel de l'Amérique espagnole.

L'immense supériorité acquise par le commerce actuel de l'Amérique espagnole comparé à celui de l'époque coloniale étant bien démontrée, non-seulement pour l'ensemble des différentes nations indépendantes, mais aussi dans ses résultats partiels, il ne nous reste, pour donner le dernier trait à ce tableau hérissé de chiffres, qu'à appeler l'attention de nos bienveillants lecteurs sur le fait suivant. A Buénos-Ayres seulement, en moins de cinquante ans d'indépendance, la richesse s'est accrue dans la proportion de 1,700 pour 0/0, et le commerce s'est élevé à la somme de 463 millions, c'est-à-dire à 25 0/0 de plus que celui de la métropole avec toutes ses colonies, après trois siècles de monopole. Que l'on juge par là du progrès réalisé, et du brillant avenir réservé à cette Amérique, si mal appréciée et si légèrement jugée en Europe!

V.

Exploitation coloniale des mines de l'Amérique latine.

Quant aux produits de l'exploitation coloniale des mines de l'Amérique latine, celles du Brésil comprises, ils s'élevèrent, au commencement du XIXe siècle, à la somme de 43,500,000 piastres fortes ou 216,500,000 francs (1). La production diminua considérablement pendant la guerre de l'indépendance, soit parce que les bras manquaient pour les travaux, soit parce qu'il n'y avait plus, comme à l'époque coloniale, le stimulant de grands bénéfices à réaliser par quelques privilégiés. Ce résultat, bien qu'il ne s'applique qu'à une seule branche de la richesse du pays, donne

rection des Messageries impériales à l'assemblée générale des actionnaires du 1er juin 1863.

(1) Voyez le tableau du produit annuel des mines de l'Amérique latine l'époque coloniale, n° 6.

une apparence de vérité à l'accusation de marche rétrograde portée contre l'ensemble de la situation actuelle des peuples hispano-américains; mais, dans ce cas particulier même, il nous est agréable de pouvoir démontrer que si ce mouvement rétrograde a duré quelques années, il est évident qu'il a été un fait purement transitoire. En effet, si cette branche très importante de notre richesse territoriale n'a pas encore reçu le développement considérable auquel elle est appelée, l'exploitation actuelle est loin pourtant d'être inférieure à ce qu'elle était à l'époque coloniale.

M. Dalloz, dans son important ouvrage intitulé *De la propriété des mines et de son organisation légale*, dit au sujet de la découverte des mines de l'Amérique :

« A la fin du XVe siècle, l'Europe ne possédait qu'une petite quantité d'or et d'argent en nature (à peine une valeur de 300 millions de francs pour l'or et de 700 millions de francs pour l'argent) (1), lorsque Christophe Colomb, et après lui Cortès et les Pizarre, vinrent lui ouvrirent tout un monde où abondaient les métaux précieux. Toutefois, l'inondation d'or et d'argent qui a exercé une si grande influence sur le développement économique des contrées civilisées de l'Europe, n'eut pas lieu immédiatement après la découverte et la conquête du Nouveau Monde; ce n'étaient pas en effet, selon M. de Humboldt, les trésors des Incas et de Montézuma, dont on a fait l'objet de tant de récits fabuleux, qui pouvaient augmenter d'une manière sensible la richesse métallique de l'Europe; c'est à peine si le pillage de Mexico a mis aux mains des Espagnols 1,125 kilog. d'or, soit une valeur de 3,875,000 fr., et si l'or qu'a

(1) Voyez M. NARCÈS TARRASSENKO-OTRESCHKOFF, *De l'or et de l'argent*, c. XVI, § 1er, p. 184.

coûté le rachat d'entre leurs mains de l'Inca Atahualpa valait 20 millions de francs ; le pillage de Cuzco, la cité du Soleil, n'a donné pour butin qu'une quantité d'or atteignant le poids de 5,911 kilogrammes, pouvant valoir vingt autres millions de nos francs, et en résumé toute la quantité d'or et d'argent expédiée en Europe et enlevée par les Espagnols aux peuples conquis, n'aurait pas dépassé, pour l'or, 24,401 kilogr., valant 84,070,480 fr., et pour l'argent, 4,101 kilog., valant 911,800 fr., c'est-à-dire, pour les deux métaux, une valeur totale de 84,982,280 fr.

» Le véritable point de départ de l'invasion en Europe des métaux précieux de l'Amérique a été l'émigration en masse et l'établissement des Espagnols dans leurs nouvelles possessions du Mexique et du Pérou, et le fait de l'exploitation régulière des mines de ces contrées par l'industrie européenne [1].

Produit des mines du Nouveau-Monde au XVIe siècle.

M. de Humboldt estime que la production moyenne des mines d'or et d'argent du Nouveau-Monde, qui, pendant les cinquante premières années du XVIe siècle, n'avait pas dépassé la somme de 3 millions de piastres ou 16 millions de francs environ, s'éleva à la fin de ce siècle à 11 millions de piastres ou 58,700,000 francs, réalisant ainsi une augmentation de 267 pour cent [2].

Produits moyens de 1600 à 1700, de 1700 à 1750, et de 1750 à 1803.

Pendant le siècle suivant, de 1600 à 1700, la moyenne annuelle de la production fut de 16 millions de piastres, soit 86 millions de francs. De 1700 à 1750, la moyenne annuelle, pour les deux métaux, fut de 122 millions de francs, et ne dépassa que de 34 pour cent la période précédente ; dans cet excédant l'or figure pour la plus forte partie, par

(1) Voyez DALLOZ, *De la propriété des mines et de son organisation légale en France et en Belgique*, t. II, c. XIII, p. 769.

(2) Voyez M. Michel CHEVALIER, *Cours d'économie politique*, sect. V, c. III, p. 212.

suite du développement de la production au Brésil. De 1750 à 1803, la production des métaux précieux en Amérique reçut un accroissement considérable, car elle s'éleva en moyenne à 191,679,000 francs; d'où il résulte une augmentation de 57 pour cent; il est à remarquer que la production de l'or au Brésil, qui atteignait à ce moment son apogée, y figure dans une proportion très importante.

Quantité d'or et d'argent fournie par l'Amérique du Sud de 1806 à 1810.

Au commencement du XIXe siècle, de 1806 à 1810, la quantité d'or et d'argent fournie par l'Amérique du Sud, selon les données les plus sûres (1), a été de 800,000 kilogrammes d'argent, valant 177,800,000 francs, et de 14,100 kilogrammes d'or, évalués à 48,600,000 francs (2), ce qui donne un résultat total de 226,400,000 francs pour les deux métaux.

L'année 1810 est le point de départ de la diminution.

L'année 1810, époque de la révolution et du commencement de l'émancipation politique de l'Amérique espagnole, fut le point de départ de la décadence transitoire de l'industrie minière dans l'Amérique latine. De 1810 à 1825, période de la guerre de l'indépendance, les produits des mines diminuèrent du tiers, de la moitié et même des trois quarts, selon la qualité.

En 1825, les capitaux anglais donnèrent une nouvelle impulsion à l'industrie métallurgique.

En 1825, les capitaux britanniques, introduits en quantités considérables, donnèrent un nouvel élan à l'industrie métallurgique, et avec la découverte des mines d'or de la Californie, la production de l'Amérique est revenue à son époque la plus florissante, c'est-à-dire qu'elle fournit annuellement 701,570 kilogrammes d'argent fin, d'une valeur de 155,903,000 francs, et 15,215 kilogrammes d'or, valant 52,407,000 francs; total, 208,310,000 francs.

Selon M. Narcès Tarrossenko Otreschkoff (3), de 1810 à

(1) Voyez le tableau n° 6.
(2) Voyez M. Michel CHEVALIER, livre cité, p. 222 et suivantes.
(3) Voyez le livre cité, p. 230 et suivantes.

Produit moyen des mines de l'Amérique, de 1810 à 1825 et de 1825 à 1848.

1825, l'Amérique a fourni, année moyenne, 7,792 kilogrammes d'or, d'une valeur de 26 millions de francs, et 319,215 kilogrammes d'argent, valant 70,980,000 francs; total, 96,980,000 francs; le produit total de la production pendant toute cette période serait de 116,880 kilogrammes d'or, valant 390 millions, et de 4,788,225 kilogrammes d'argent, valant 1,064,000,000 fr.; le produit de ces quinze années équivaut donc à 1,454,700,000 francs. Suivant le même économiste, de 1825 à 1848, époque de la découverte des mines de Californie, l'Amérique a produit annuellement, en moyenne, 10,787 kilogrammes d'or, ayant une valeur de 36 millions de francs, et 568,857 kilogrammes d'argent, valant 126,490,000, c'est-à-dire qu'en réunissant les 23 ans de cette période, le total de la production s'élève à 248,101 kilogrammes d'or et 13,083,711 kilogrammes d'argent, valant ensemble 3,737,270,000 francs.

Considérations de l'érudit M. E. Dalloz.

Ces chiffres ont donné lieu aux considérations suivantes du savant écrivain déjà cité :

« Ces divers calculs établissent, en tout cas, que l'exploi-
» tation des métaux précieux, depuis l'époque des guerres
» de l'indépendance, n'a fait que s'améliorer progressive-
» ment en Amérique. Le chiffre de plus de 700,000 kilo-
» grammes que la production de l'argent a, suivant M. Mi-
» chel Chevalier, atteint en 1848, ne s'est plus trouvé infé-
» rieur que d'un huitième à l'ancienne extraction, et pour
» l'or il y aurait eu plutôt de l'augmentation dans la pro-
» duction. C'est donc à tort que M. Blanqui (1) semble
» croire que la diminution qu'a éprouvée en Amérique, par
» suite des guerres de l'indépendance, la production des
» métaux précieux, ne s'est pas singulièrement atténuée.
» Cette diminution n'a été que temporaire, et l'exploitation

(1) Voyez *Histoire de l'économie politique*, t. I, p. 336.

» des mines du Nouveau-Monde n'a fait, depuis 1825, que se » relever graduellement d'une décadence accidentelle [1]. »

Valeur totale de la production minérale du Nouveau-Monde d'après Humboldt.

Le baron de Humboldt évalue à la somme énorme de 30 milliards de francs toute la production minérale du Nouveau-Monde, sans y comprendre la Californie. Non-seulement M. Narcès Tarrossenko Otreschkoff, dans son important ouvrage [2], ne trouve pas ce chiffre exagéré, mais il établit lui-même les proportions suivantes : « L'exploitation en » Amérique, depuis la découverte jusqu'en 1855, sans la » Californie, s'est élevée à 2,844,031 kilogrammes pour » l'or et à 146,591,473 kilogrammes pour l'argent. Va- » leur de l'or : 9,226,000,900 fr.; valeur de l'argent : » 30,051,997,360 fr.; d'où il résulte pour les deux mé- » taux un total de 39,258,897,960 fr. »

Richesse des mines du Nouveau-Monde selon Humboldt.

Au commencement de ce siècle, le baron de Humboldt constatait que les Européens commençaient seulement à jouir du fond de richesses inépuisable que renferme le Nouveau-Monde, et il ajoutait : « L'Europe serait inondée » de métaux précieux si l'on attaquait à la fois, avec tous » les moyens qu'offre le perfectionnement de l'art du mi- » neur, les gîtes de minerais de Bolanos, de Batopilas, » de Sombrerete, du Rosario, de Pachuca, de Moran, de » Zultepec, de Chihuahua, et tant d'autres qui ont joui » d'une ancienne et juste célébrité. » M. Duport, dans son remarquable *Essai sur la production des métaux précieux au Mexique*, a dit, cinquante ans plus tard : « Les gisements » exploités depuis trois siècles ne sont rien auprès de ceux » qui restent à explorer. Le temps viendra, un siècle plus tôt » ou un siècle plus tard, où la production de l'argent n'aura » d'autres limites que celles qui lui seront imposées par » la baisse toujours croissante de la valeur. »

Paroles de M. Duport.

(1) Voyez M. E. Dalloz, *De la propriété des mines*, etc., tome II, p. 775.
(2) *De l'or et de l'argent*, p. 235 et suivantes.

Exposition faite par S. E. M. Rouher, ministre d'Etat de S. M. Napoléon III.

Enfin nous terminons cette revue rétrospective de la richesse et du commerce de notre Amérique, par une exposition significative faite en pleine tribune parlementaire par un des hommes les plus compétents de l'empire français, M. Rouher, ministre d'Etat de l'empereur Napoléon III, dans la séance du 27 janvier 1864, au Corps législatif. A elle seule, elle constitue la plus complète justification des républiques hispano-américaines, et elle les venge noblement des accusations qu'on leur prodigue. Voici comment s'exprime Son Excellence au sujet de l'intervention française au Mexique :

Objet de l'expédition du Mexique.

« Je dis, Messieurs, que nos intérêts dans l'Amérique du Sud sont bien autrement considérables que ceux qui sont directement et isolément représentés par notre commerce avec le Mexique.

» Permettez-moi, Messieurs, de déterminer avec soin notre situation à cet égard, de vous la faire connaître au point de vue du commerce, au point de vue de la navigation, de la navigation au long cours, celle qui est l'objet de la sollicitude si légitime de ceux qui dans cette chambre sont plus spécialement appelés à défendre les intérêts maritimes, et vous verrez que ce que nous sommes allés faire au Mexique n'a peut-être jamais été parfaitement compris dans ce pays, et que les impopularités qui semblent entourer cette question ne naissent véritablement que de l'ignorance des faits. (Très bien! très bien !)

» Et d'abord, j'élimine les Etats-Unis. Les Etats-Unis sont étrangers à ce débat. Ils représentent, pour me servir du langage employé hier dans cette enceinte, la race anglo-saxonne, et je parle ici de nos rapports commerciaux avec les peuples de la race latine. Les Etats-Unis, dont je ne parle que pour les éliminer, avaient avec la France en 1852 un commerce général de 448 millions. En 1862, la guerre

civile qui déchire les provinces du Nord et du Sud a réduit ces relations commerciales à 213 millions. Le commerce de la France avec les Etats-Unis a diminué en deux ans de 235 millions. En 1852, notre navigation avec les Etats-Unis représentait 463,461 tonneaux; en 1862, elle n'en présentait plus que 214,728; en 1852, la navigation de la France prenait dans ce chiffre total une part représentée par 29,000 tonneaux; en 1862, cette part était représentée par 21,000 tonneaux.

» J'ai donc le droit de dire qu'en ce qui concerne notre commerce avec les Etats-Unis, si florissant autrefois, paralysé aujourd'hui, mais qui renaîtra, j'en suis convaincu, la marine américaine est notre convoyeur presque exclusif, tandis que la marine française y prend une part à peu près insignifiante.

» En est-il de même pour les autres Etats d'Amérique? Voyons!

Le commerce de la France avec l'Amérique du Sud s'est accru de 113 p. % dans les dix dernières années.

» Quel était notre commerce général en 1852 avec les Etats de l'Amérique du Sud? Notre commerce général était représenté par 268 millions, et, en 1862, Messieurs, il s'est élevé à 572 millions; il s'est accru de 113 pour 100 en 10 ans. Voilà le mouvement commercial que nous avons avec toutes les républiques des Indes occidentales, voilà les intérêts qu'il s'agit de protéger (1). (Très bien!)

» Allons plus loin. Quelle était notre navigation? En 1852, notre navigation de long cours avec tous les pays

(1) Après la publication des six premiers volumes de la *Collection historique*, etc., précédés du Mémoire sur l'état actuel de l'Amérique latine, nous eûmes l'honneur d'offrir un exemplaire de cet ouvrage à Son Excellence, qui daigna nous en accuser réception dans les termes suivants:

« Monsieur, j'ai reçu vos publications sur l'Amérique, et je m'empresse de vous remercier de l'hommage que vous avez bien voulu me faire de cet ouvrage.

» L'importance des sujets qui y sont traités et le nom de l'auteur justifient

hors d'Europe — je ne parle pas seulement des Indes occidentales, je parle de tous les pays, sauf les colonies — était de 867,829 tonneaux. Dans ce chiffre, la France comptait pour 382,725 tonneaux ; le reste appartenait à la navigation étrangère. En 1862, notre navigation au long cours s'est élevée à 1,164,460 tonneaux, et alors les proportions se sont trouvées renversées : les étrangers n'ont pris que 372,749 tonneaux, tandis que la France en a pris 791,691. (Très bien ! très bien !)

D'où provient cet accroissement.

» D'où provenait cette augmentation? Etait-ce de nos relations avec les Etats-Unis d'Amérique, avec la Chine, avec l'Afrique? Non, elle provenait de nos relations avec les Indes occidentales. Savez-vous quelle est la situation de notre navigation au long cours dans ces parages? Nous sommes les convoyeurs de 412,500 tonnes de marchandises ; nous prenons 75 0/0 de toute la navigation qui se fait entre la France et les Indes occidentales, pendant que, dans nos relations avec les Etats voisins, nous prenons à peine 10 0/0. Et que représentent ces 412,500 tonnes? Elles représentent les trois cinquièmes de toute notre navigation française au long cours, c'est-à-dire que notre navigation française au long cours n'a pour ressource, n'a pour issue que les Indes occidentales. C'est là que se borne notre commerce maritime, c'est là que se forme notre flotte, c'est là que s'exercent nos marins, c'est là que se constitue notre puissance maritime.

» Voilà les intérêts que nous avons dans les Indes occidentales. (Très bien! très bien! — Bravo!)

l'intérêt avec lequel j'ai pris connaissance de l'œuvre que vous avez bien voulu m'offrir...

» Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

» *Le Ministre d'Etat,*

» ROUHER. »

A Monsieur C. Calvo, etc., etc.

» Aussi, quand j'ai entendu parler de nos 20 ou 24 millions de commerce direct avec le Mexique, en vérité, je me suis étonné, Messieurs, je vous le dis en toute sincérité. Vous n'avez sur aucun point de plus grands intérêts commerciaux et maritimes que dans les Indes occidentales, où se trouve actuellement notre armée du Mexique. (Très bien! très bien!)

» Est-ce tout? Mais le commerce extérieur des Indes occidentales, par qui est-il donc fait? Est-ce par les Anglais ou les Espagnols? Vous avez aujourd'hui dans l'Amérique du Sud plus de 200,000 Français qui font le commerce à l'intérieur et qui, après ce long labeur et des difficultés dans lesquelles ils jouent leur existence, ont la pensée du retour et veulent rapporter à la mère-patrie des richesses péniblement acquises. (Très bien! très bien!)

» Voilà les 200,000 nationaux que vous avez à protéger. Et vous auriez quitté le Mexique à la suite du général Prim! Mais alors la situation eût été impossible pour votre commerce et pour nos nationaux; c'eût été la plus honteuse de toutes les désertions, et je ne crains pas de dire que jamais plus grands intérêts maritimes et commerciaux n'ont été pris en main par une expédition, que les intérêts en vue desquels a eu lieu la guerre du Mexique. (Vive approbation, bravos et applaudissements.) »

L'auteur ne veut pas porter un jugement anticipé sur l'intervention au Mexique.

Nous n'avons pas l'intention de porter un jugement anticipé sur la question de droit qui a donné naissance à l'intervention française dans le malheureux Mexique et qui a motivé l'important discours de M. Rouher; dans la *troisième période,* nous consacrerons à cette question considérable l'espace qu'elle réclame, et nous exprimerons notre pensée avec l'indépendance qui nous caractérise. En attendant, nous avons pris bonne note des chiffres officiels au moyen desquels Son Excellence a éclairé la discussion,

et c'est avec toute l'ardeur de notre patriotisme que nous appelons sur ces chiffres l'attention de nos concitoyens et du monde civilisé. Bien que l'éminent orateur n'ait fait autre chose que de présenter d'une manière encore plus saisissante le tableau prospère de notre Amérique, ébauché par nous dans notre premier travail, le caractère officiel que revêt la déclaration faite par son organe, à savoir, que ces peuples absorbent les trois cinquièmes de tout le commerce maritime du puissant empire français, met en relief la véritable importance de leurs relations avec l'Europe. Nous avons la confiance que la parole autorisée de l'illustre ministre mettra nos calculs à l'abri de toute fausse interprétation.

Comme complément de ce beau tableau, nous croyons qu'on verra avec plaisir l'état ci-joint, portant le nº 17, qui montre le notable accroissement acquis par le commerce français dans l'Amérique latine pendant les trente années qui se sont écoulées de 1830 à 1860; il fournit des données précieuses, que nous craindrions de rendre confuses en les commentant; nous nous bornerons à les signaler à l'attention du lecteur, qui ne manquera pas d'y trouver un vaste champ de réflexions.

Situation favorable du commerce français.

Il existe un autre fait d'un intérêt très grand pour la France, et qui doit justement flatter son amour-propre national, car il montre d'une manière pratique l'immense développement de son commerce extérieur; le voici :

On sait que le commerce britannique a été pendant bien des années, c'est-à-dire depuis les premiers jours de la révolution de l'indépendance, presque seul en possession du marché de l'Amérique du Sud, pendant que celui de la France pouvait être considéré, jusqu'à l'année 1840, comme étant en dernière ligne. Eh bien ! ce commerce, relativement minime jusqu'en 1840, s'est tellement accru en ce qui con-

cerne l'exportation des objets manufacturés, que depuis 1856 il a dépassé de 9 pour 0/0 celui de la Grande-Bretagne dans les Etats de la Plata, du Chili et du Pérou, comme on le verra par les tableaux suivants :

Commerce *d'exportation* de la France (1) avec les républiques du Rio de la Plata, du Chili et du Pérou, pendant les années 1856 à 1861 :

ANNÉES.	RIO DE LA PLATA (2). Francs.	CHILI. Francs.	PÉROU. Francs.	TOTAL. Francs.
1856	33,000,000	39,800,000	25,000,000	97,800,000
1857	43,200,000	44,100,000	28,500,000	115,800,000
1858	31,200,000	27,200,000	39,000,000	97,400,000
1859	46,400,000	33,800,000	31,700,000	111,900,000
1860	77,900,000	38,100,000	44,100,000	160,100,000
1861	64,500,000	27,300,000	36,500,000	128,300,000
	296,200,000	210,300,000	204,800,000	711,300,000

Terme moyen annuel du commerce d'exportation de la France avec le Rio de la Plata, dans les six dernières années . . . . 49,300,000 fr.

Idem avec le Chili 35,116,000

Idem avec le Pérou. 34,130,000

Commerce d'exportation de la Grande-Bretagne (3) avec les républiques de la Plata, du Chili et du Pérou, pendant les années 1856 à 1861 :

(1) Tableau général du commerce de la France, et direction générale des douanes et des contributions directes pendant l'année 1861.

(2) Comprenant les ports de Montévidéo et de Buénos-Ayres.

(3) Ce résumé est tiré de la publication officielle de statistique faite chaque trimestre à Londres sous le titre de *Trade and Navigation*, presented to both houses of parliament by command of Her Majesty, 1862.

ANNÉES.	RIO DE LA PLATA (1). Francs.	CHILI. Francs.	PÉROU. Francs.	TOTAL. Francs.
1856	34,750,000	33,900,000	26,150,000	94,800,000
1857	45,075,000	38,025,000	29,300,000	112,400,000
1858	38,275,000	27,925,000	28,175,000	94,375,000
1859	41,325,000	38,800,000	21,400,000	101,525,000
1860	67,619,000	42,575,000	34,550,000	144,744,000
1861	49,175,000	34,100,000	29,875,000	113,150,000
	276,219,000	215,325,000	169,450,000	660,994,000

Terme moyen de l'exportation de la Grande-Bretagne pour la Plata . . . . 46,000,000 fr.

Idem pour le Chili. 35,220,000

Idem pour le Pérou 28,440,000

Causes de l'accroissement du commerce de la France.

A notre avis, cette augmentation considérable, ainsi que la supériorité du commerce français sur le commerce anglais, surtout dans la Plata, ont eu pour origine deux faits prédominants :

1° L'immigration française, qui au nombre de plus de deux cent mille personnes est allée peupler les côtes et l'intérieur du Rio de la Plata.

2° L'impulsion indirecte qu'un des premiers hommes d'Etat de la France a donnée à cette immigration ainsi qu'au développement, par tous les moyens à la portée de son gouvernement, du trafic de la France avec ces fertiles contrées et avec les centres de commerce si importants qui s'y trouvent.

S. E. M. Drouyn de Lhuys

Ses vues par rapport à l'Amérique.

En effet, l'honorable M. Drouyn de Lhuys, actuellement ministre des affaires étrangères de Sa Majesté l'empereur Napoléon III, avait depuis 1848, époque où il occupa pour la première fois le ministère, su comprendre les immenses avantages que retirerait la France du développement de ses relations avec les peuples de race latine en Amérique. C'est à son patriotisme éclairé que sont dus en grande

(1) Comprenant les ports de Montévidéo et de Buénos-Ayres.

partie les avantages considérables que son pays a conquis parmi ces populations.

Les habiles mesures qu'il a prises ont contribué puissamment à consolider dans ces régions les sympathies déjà prononcées en faveur de la France, et à élargir les relations politiques et commerciales de cette nation.

Ses instructions aux représentants de la France.

C'est de lui que les représentants de la France dans l'Amérique du Sud reçurent, dans leurs instructions générales, les ordres les plus péremptoires pour adopter la politique de cordialité et de conciliation qui a prédominé dès lors dans les conseils impériaux.

L'illustre ministre a tenu rigoureusement à l'application de son programme politique, et en diverses occasions il a mis en pratique les nobles déclarations qu'il avait faites à plusieurs représentants de l'Amérique à Paris. Il disait alors, et il répétait encore, il y a peu de temps, à un autre ministre d'une république sud-américaine : « Je ne suis pas » de ceux qui veulent montrer partout le drapeau de la » France escorté de canons. »

Fidèle à ces principes de sage politique, M. Drouyn de Lhuys a destitué plus d'un agent officiel pour s'être écarté dans la pratique des devoirs qui lui étaient imposés ; et ses dignes successeurs, en persévérant dans cette voie, ont réussi à conquérir à la France la suprématie absolue que possède aujourd'hui son commerce d'exportation sur celui de l'Angleterre, dans la plus grande partie des Etats hispano-américains (1).

Appui qu'il a prêté en Europe aux représentants de l'Amérique.

L'honorable M. Drouyn de Lhuys a été depuis, soit qu'il occupât le ministère, soit qu'il en fût sorti, un guide sûr et éclairé pour plusieurs représentants officiels de l'Amé-

(1) Voyez le premier volume de la *Collection historique*, première période, p. XIII.

rique, dans les graves conflits suscités à leurs gouvernements par de grandes puissances, et maintes fois il a empêché, par l'autorité de sa parole et par l'influence de son nom, la violation à leur détriment des règles de la loi commune qui gouverne les nations civilisées.

L'auteur de ce livre a reçu, dans des occasions semblables, des preuves éloquentes et positives de la noblesse de caractère et des sentiments élevés qui distinguent cet éminent homme d'Etat français [1].

VI.

Etendue de territoire occupée par les colonies espagnoles.

A la fin du XVIIIe siècle, les colonies espagnoles occupaient un territoire de quatre cent soixante-huit mille quatre cent soixante lieues carrées, habité par treize millions deux cent mille âmes, c'est-à-dire que cette immense étendue de territoire était peuplée à raison de vingt-huit habitants par lieue carrée [2]. En l'année 1810, point de départ du changement fondamental qui s'est opéré dans ces vastes régions, cette population s'élevait au chiffre de quatorze millions trois cent cinquante mille âmes [3], et malgré les luttes désastreuses de l'indépendance, qui en détruisirent la partie la plus vigoureuse et la plus productive, la population des républiques actuelles est en ce moment de vingt-quatre millions six cent mille habitants. Il s'est produit par conséquent dans la population une augmentation

Leur population en 1810 comparée à celle de 1860.

(1) Voyez *Une page du droit international, ou la Question Canstatt devant la science du droit des gens moderne*, par CHARLES CALVO. Paris, 1864.

(2) Voyez le tableau n° 1.

(3) M. de Humboldt faisait monter à 15 millions la population de l'Amérique espagnole à cette époque.

considérable, puisqu'elle n'est pas de moins de 70 pour cent [1] depuis 1810.

Si le lecteur veut se rendre compte en détail de la proportion dans laquelle s'est produite cette augmentation dans chacun des nouveaux Etats, il reconnaîtra, à vue des tableaux joints à ce travail, que la population a plus que doublé chez plusieurs de ces peuples.

L'administration et les impôts à l'époque coloniale et à l'époque actuelle.

Si de la population nous passons au régime économique et administratif des colonies, pour le comparer avec le système actuel, quoique nous ne puissions en général présenter celui-ci comme la dernière limite du progrès, il nous est permis d'assurer cependant qu'avec le règne de la liberté, non-seulement le monopole a disparu, mais aussi les charges considérables des impôts qui pesaient sur ces populations. Pour en avoir une idée approximative, il suffit de dire que le gouvernement colonial percevait près de quarante millions de piastres — *deux cents millions de francs* — sur des peuples dont le commerce d'importation en objets manufacturés d'Europe atteignait à peine une valeur de 57,200,000 piastres, c'est-à-dire qu'on prélevait en impôts plus de 70 pour cent en sus de la valeur des marchandises, déjà grevées des bénéfices réservés par le monopole au commerce privilégié de l'Espagne.

Produit des revenus coloniaux

Leur répartition.

Voici dans quelles proportions étaient établis les impôts perçus par le gouvernement métropolitain [2] :

Vice-royauté de la Nouvelle-Espagne. . .	20,000,000 de piastres.
Vice-royauté du Pérou	6,500,000
Vice-royauté de la Nouvelle-Grenade. . .	3,800,000
Vice-royauté de Buénos-Ayres	4,700,000
Capitainerie générale de Caracas	1,800,000
Capitainerie de Cuba, etc.	2,300,000

(1) Voyez le tableau n° 2.
(2) Voyez le tableau n° 10.

La caisse royale de Potosi a perçu, de 1556 à 1809, seulement en réaux de *quintos* et en dîmes, 157,931,123 piastres, ou 789,655,615 francs, sur un capital de 823,950,508 piastres, c'est-à-dire plus de 18 pour cent (1).

Les impôts sur les produits des mines d'or et d'argent s'élevaient annuellement à huit millions et demi de piastres; le droit royal sur le tabac, à neuf millions, et enfin le produit des droits d'*alcabala*, de douane et de la *mita*, à vingt-trois millions.

Excédant, après déduction des frais d'administration, etc.

Les frais de l'administration intérieure montaient à trente et un millions, de manière que le trésor de Madrid recevait annuellement une somme nette de neuf à dix millions de piastres ou de cinquante millions de francs. Les différentes provinces étaient représentées de la manière suivante dans la formation de cet excédant : la balance des recettes et des dépenses de la Nouvelle-Espagne offrait un bénéfice de six millions et demi en faveur du trésor; celui du Pérou était d'un million et demi; celui de Buénos-Ayres, de huit cent mille piastres à un million, et celui de la Nouvelle-Grenade, de neuf cent mille à un million de piastres.

Quant aux capitaineries générales de l'île de Cuba, de Porto-Rico, de Caracas et de Guatémala, les frais d'administration absorbaient toutes les recettes.

Les revenus généraux de l'Espagne comparés avec ceux de ses colonies.

La totalité des impôts perçus dans le royaume d'Espagne ne s'élevait pas, en 1810, à plus de 35 millions de piastres, c'est-à-dire à cinq millions de moins que ceux prélevés sur les colonies d'Amérique, fait qui démontre combien était lourde la charge qui pesait sur ces populations.

En effet, l'histoire coloniale offre peu d'exemples de résultats semblables à ceux que recueillait l'Espagne de ses

(1) Voyez le tableau n° 8.

colonies américaines, surtout si on les compare avec ceux obtenus à la même époque par la Grande-Bretagne dans ses possessions d'Asie.

Comparaison avec les impôts des possessions anglaises en Asie

La population des possessions britanniques en Asie, qui était en 1804 de 32 millions d'âmes, plus du double de celle de toute l'Amérique espagnole, produisait un revenu brut de 43 millions de piastres, mais il en revenait seulement au gouvernement anglais un excédant net de 3,400,000 piastres. C'est-à-dire que l'Espagne percevait dans ses colonies, avec moitié de population, *sept millions de piastres* (35 millions de francs) de plus que l'Angleterre ne retirait des siennes.

Et avec ceux des républiques actuelles de l'Amérique latine.

Si d'un autre côté nous comparons ces impôts avec ceux que prélèvent actuellement les républiques qui se sont formées des anciennes colonies espagnoles, impôts qui se bornent à des droits de douane, nous verrons que, nonobstant l'augmentation de plus d'un milliard de francs qui s'est produite dans le commerce, ils ne s'élèvent pas à plus de 44 millions de piastres (ou 227 millions de francs), ce qui équivaut à 16 pour % de la valeur totale de leur commerce, au lieu de 70 p. % que l'on payait autrefois; d'où il résulte une diminution de 54 pour cent sur les impôts généraux auxquels étaient soumis les peuples sous le régime colonial.

Supériorité de l'époque présente sur l'époque coloniale.

De cette exposition, appuyée sur les chiffres et sur les documents les plus authentiques, il s'ensuit que, bien loin d'avoir vu leur importance diminuer, les républiques hispano-américaines manifestent leur supériorité dans les faits suivants :

Excédant de population.

Dans leur population, qui s'est accrue dans la proportion de quatorze à *vingt-quatre millions.*

Commerce.

Dans leur commerce général, qui s'est élevé de trois cent quarante millions à *un milliard trois cent quarante millions de francs.*

Impôts.

Dans les impôts, qui sont descendus de 70 à 16 pour cent, taux des charges actuelles, année moyenne.

Franchises.

Enfin, en ce que le monopole et les entraves coloniales ont été remplacés par des franchises qui se rapprochent du système du libre-échange.

Liberté religieuse et politique.

Et si nous devions nous occuper de la question religieuse et politique, nous ajouterions que la liberté des cultes est adoptée ou permise dans presque tous les Etats sud-américains ; — qu'en ce qui concerne la liberté de la presse, quoique nous soyons partisan des idées les plus libérales, nous sommes forcé de reconnaître, comme preuve de notre impartialité, qu'elle est aussi exagérée que mal comprise dans quelques-uns de ces Etats, où l'on confond la liberté de la pensée avec la licence, et que c'est en partie à cet abus déplorable qu'il faut attribuer l'instabilité que l'on reproche si sévèrement à ces populations ; mais cette question réclame une étude plus réfléchie, et nous pourrons nous en occuper dans une autre occasion.

Après tout, comme on ne peut exiger la perfection politique de peuples qui, suivant la parole autorisée de M. Rios Rosas, se trouvaient en retard d'un siècle sur le reste du monde au moment de leur émancipation [1], nous croyons néanmoins avoir démontré par des arguments irréfutables qu'ils ont acquis une importance beaucoup plus grande que celle dont jouissent d'autres Etats qui sont placés au centre de l'Europe. En présence des progrès qui se sont réalisés depuis l'indépendance, nous pouvons sans présomption leur prédire un avenir immense, qui fera de chacune de ces républiques autant de grandes et puissantes nations.

(1) Selon M. Thiers, *de plus de deux siècles*. Voyez plus loin le discours prononcé par cet orateur dans la séance du 26 janvier 1864, au Corps législatif de France.

VII.

Développement considérable des améliorations matérielles.

Les améliorations matérielles, chez les peuples hispano-américains, depuis leur émancipation politique, ne sont pas moins considérables que celles que nous venons d'examiner, et si nous nous arrêtions à montrer les progrès généraux obtenus, soit par l'introduction des chemins de fer, soit par l'adoption des procédés et des découvertes de l'industrie, ces puissants auxiliaires de la civilisation moderne, nous arriverions à la même conclusion que nous avons posée dans le Mémoire placé en tête du premier volume de la *Collection historique des Traités de l'Amérique latine*, — que, dans ces diverses branches, plusieurs nations de l'Amérique du Sud sont relativement plus avancées que beaucoup de celles de l'Europe; mais, comme cette démonstration réclamerait un espace plus grand que celui dont nous pouvons disposer dans ce travail, nous nous bornerons, pour le moment, à mettre en lumière divers passages que nous empruntons à des documents officiels récemment publiés.

Instruction publique.

Dans la branche de l'instruction publique, base fondamentale de l'avenir des populations, les progrès réalisés par quelques-unes de nos républiques pourraient servir de modèle à beaucoup d'Etats européens. Dans la province de Buénos-Ayres notamment, elle a reçu une impulsion remarquable dès l'année 1859, sous le gouvernement d'un Américain des plus illustres, M. le docteur Valentin Alsina, dont nous signalerons en temps opportun les services et les talents. Ce digne magistrat disait, à cette époque, dans son message annuel à la législature constitutionnelle de l'Etat :

« L'éducation que reçoit la plus grande partie de la jeu-

nesse du pays, et qui donne la mesure de nos progrès dans la culture de l'intelligence, a reçu une grande impulsion dans ces deux dernières années.

Nombre d'écoles et d'élèves à Buénos-Ayres.

» D'après le compte-rendu du département des écoles présenté dernièrement, treize mille six cent trente-huit enfants des deux sexes sont élevés actuellement dans deux cent quarante-six écoles de l'Etat; en 1856 il n'y en avait que dix mille neuf cent dix, dans cent soixante-sept écoles.

» D'après la proportion de ses habitants, Buénos-Ayres est aujourd'hui la partie de l'Amérique du Sud où l'éducation primaire est le plus propagée.

Dans les autres villes d'Amérique.

» La ville de Buénos-Ayres compte huit mille soixante-quatre élèves dans ses écoles [1]; Rio-Janéiro n'en a que sept mille trois cent six; Lima, mille quatre-vingt-douze; Santiago du Chili, moins de six mille.

» La proportion dans laquelle se distribue l'éducation des deux sexes, est égale non-seulement dans la ville capitale, mais dans les départements de la campagne, fait unique dans nos pays, et qui montre que la culture intellectuelle a pénétré profondément dans le foyer domestique, par l'influence de la femme.

» Ainsi, quatre mille deux cent trente-sept garçons et trois mille huit cent vingt-sept jeunes filles reçoivent l'éducation dans la ville; deux mille cinq cent soixante-six garçons et trois mille jeunes filles dans les départements.

» L'action de l'Etat dans ce mouvement ascensionnel est très marquée. En 1856, les écoles de garçons de la capitale élevaient mille sept cent soixante-quatre élèves; aujourd'hui ils en comptent deux mille sept cent soixante-quatre;

(1) D'après le *Message* du gouvernement provincial de Buénos-Ayres, publié dans la *Nacion argentina* du mois de mai 1864, le nombre des enfants élevés dans les écoles gratuites soutenues par la province s'est élevé au chiffre de 9,755.

les jeunes filles étaient au nombre de mille huit cent quatre-vingt-huit; aujourd'hui on en compte mille six cent soixante-quatorze; les écoles de garçons dans la campagne avaient deux mille deux cent dix élèves; aujourd'hui elles en ont deux mille cinq cent soixante-six; celles pour les jeunes filles en comptaient mille neuf cent quatre-vingt-douze, et aujourd'hui elles en ont trois mille huit, dont mille neuf cent quatre élevées par l'Etat, ce qui représente approximativement le chiffre de tous les élèves des écoles de la campagne en 1856.

» Mais les progrès de cette partie primordiale de l'éducation publique ne se bornent pas au nombre des enfants qui la reçoivent. L'instruction s'est améliorée en acquérant plus d'étendue, plus de solidité. Il a été établi une école supérieure dans un bâtiment disposé à cet effet, avec les appareils et les instruments les plus recommandés; les textes d'enseignement se font remarquer tant par l'excellence des méthodes que par la beauté, la solidité et le bon marché des éditions. Des professeurs munis de diplômes des universités de l'Europe sont à la tête de cet établissement.

Branches d'enseignement.

Nos écoles enseignent aujourd'hui les langues vivantes, et, en dehors des branches ordinaires de l'instruction, la musique, le dessin, la tenue des livres en partie double, la géographie, l'histoire et des notions d'astronomie et de physique.

» En outre, dans les établissements particuliers d'éducation, le progrès dans le nombre des élèves ainsi que dans la solidité de l'enseignement, a été remarquable dans ces deux dernières années. Un seul fait en donnera une idée. En 1856, six cent quatre-vingt-sept élèves recevaient des notions de géographie; aujourd'hui le nombre de ces élèves monte à douze mille quinze.

» La loi du 31 août 1858, qui destinait des fonds spéciaux

à la fondation d'écoles, a reçu un heureux commencement d'exécution dans la paroisse de la cathédrale au Nord, où la commission des écoles a, par son zèle et par son exactitude, obtenu des résultats auxquels on était bien loin de s'attendre (1). »

Dans les autres républiques, l'éducation publique acquiert un développement analogue; nous aurons l'occasion de le démontrer bientôt.

Chemins de fer.

Quant aux chemins de fer, la République Argentine compte aujourd'hui cinq grandes voies en exploitation et en construction, qui une fois terminées représenteront plus de *mille milles* de longueur. La seule province de Buénos-Ayres, sans compter le grand projet d'unir les deux Océans, en possède quatre, dont la situation est indiquée de la manière suivante par le gouvernement de cette province dans son dernier message :

A Buénos-Ayres.

Ligne de l'Ouest.

« *Chemin de fer de l'Ouest.* — L'administration étant pourvue de toutes les ressources dont elle manquait quand le gouvernement acheta ce chemin de fer, le service se fait actuellement avec une régularité parfaite. Jusqu'à ce jour il n'est arrivé aucun de ces malheureux accidents si fréquents sur les lignes nouvellement établies.

» Voici le mouvement du chemin dans la dernière année, et la comparaison de ses résultats avec ceux de l'année précédente :

Mouvement en 1862.

» En 1862, 2,398 trains, composés de 32,926 voitures de voyageurs et de 18,721 wagons chargés, ont parcouru la voie.

En 1863.

» En 1863, le nombre des trains a été de 2,317, avec 28,289 voitures de voyageurs et 18,224 wagons.

(1) Voyez le *Message* du pouvoir exécutif à la législature constitutionnelle de l'Etat de Buénos-Ayres, du 1er mai 1859, p. 41-42.

» Les trains de 1862 ont conduit 426,122 voyageurs (dont 4,900 pour le compte du gouvernement), et 31,468 tonnes de marchandises.

» Ceux de 1863 ont conduit 409,120 voyageurs (dont 1,080 pour le compte du gouvernement), et 26,574 tonnes de marchandises.

» Les résultats en faveur de la première année de l'exploitation par le gouvernement ne peuvent être plus favorables. La diminution qui se remarque dans le nombre des voyageurs est insignifiante si l'on considère que le chemin de fer du Nord a été ouvert au public en 1863. Il est à remarquer que la diminution a porté sur les voyageurs de première classe; ceux de seconde on augmenté.

Matériel.

La commission directrice, jalouse d'accomplir son mandat, a porté toute son attention sur le prolongement de la voie. Tout le matériel et le train roulant, commandés en Angleterre, sont déjà arrivés, et tout est de la meilleure qualité. Quatre superbes salons, deux des locomotives et beaucoup de wagons sont déjà en service. Le grand dépôt du *11 de setiembre* est déjà terminé, et l'on construit la grande station de cette place de commerce, celles de Florès et de Villa de Lujan. La section entre Moreno et Villa de Lujan est presque terminée, et les terrassements avancent avec rapidité vers Mercédès, qui sera pour le moment le point extrême de cette voie importante.

» Des quarante millions votés par la législature pour le prolongement de ce chemin, il en a déjà été dépensé près de vingt-neuf, et le président de la commission croit que, malgré le détour de deux kilomètres qui a été nécessaire pour que la voie pût toucher à Lujan, la somme votée suffira amplement pour le mener à bonne fin. Alors sera définitivement résolu le problème des chemins de fer dans notre pays; on verra avec quel fondement le gouvernement a sou-

tenu comme un principe essentiel pour notre progrès, qu'il n'y a pas un pays qui offre autant de facilités que le nôtre pour l'exécution économique de ces grands travaux.

» La commission directrice du chemin de fer de l'Ouest a mérité la considération du pays et la reconnaissance du gouvernement.

Ligne du Nord.

» *Chemin de fer du Nord.* — Le chemin de fer du Nord a été ouvert jusqu'à San-Fernando le 5 février dernier, sans responsabilité de la part du gouvernement. La direction a fait l'ouverture dans le dessein d'être utile au public, qui réclamait la jouissance du chemin, quoique la construction n'en fût pas entièrement achevée et que l'administration ne possédât pas au complet les éléments nécessaires pour l'exploitation. Les résultats connus font espérer que cette compagnie n'aura pas besoin de recourir à la garantie que l'Etat lui a accordée.

Ligne du Sud.

» *Chemin de fer du Sud.* — Le chemin de fer du Sud est déjà en construction. Le gouverneur de la province a eu l'honneur d'accompagner le président de la république à l'inauguration des travaux, dans les premiers jours du mois de mars dernier. Les difficultés dont le gouvernement vous a rendu compte dans son message de l'année dernière, ont été aplanies en reconnaissant, pour les effets de la garantie, la somme de six cent soixante-quinze mille livres sterlings comme le coût définitif des 75 milles de chemin de première classe.

Chemin de fer de la Boca y Ensenada.

» *Chemin de fer de la Boca et Ensenada.* — On a commencé aussi la construction de la première section de cette ligne; et en ce moment l'entrepreneur se dispose à dégager l'entrée de la baie de Barragan, au moyen de la drague que le gouvernement de la province a mise à sa disposition [1]. »

(1) Voyez le *Message* du gouvernement de la province de Buénos-Ayres à l'assemblée générale du 1er mai 1864.

Discours du général Mitre à l'ouverture du congrès argentin.

Le général Mitre, président de la République Argentine, dans son brillant discours prononcé à l'ouverture de la session du congrès national, le 12 mai dernier, expose la situation prospère du pays dans les termes suivants :

La République s'est levée de la poussière sanglante de la guerre civile.

« La République Argentine, morcelée et presque mourante, après cinquante ans de calamités, s'est enfin relevée de la poussière sanglante de la guerre civile, plus jeune et plus vigoureuse que jamais, avec tous les éléments de vie et de puissance nécessaires pour glorifier son nom et faire le bonheur de tous ses enfants et de tous ceux qui viennent habiter ce sol avec nous, sous la protection de nos lois hospitalières.

Son territoire.

» Nous avons un territoire vaste et fertile, qui peut contenir et alimenter généreusement une population presque égale à celle de l'Europe entière, baigné par la mer, arrosé par des fleuves qui pénètrent jusqu'au cœur du pays, et une plaine préparée par la main du Créateur, qui n'attend que les bras du laboureur pour la féconder et les rails du chemin de fer pour activer les communications entre les hommes.

Sa population.

» Une loi révélée par la statistique montre que, les forces de la reproduction étant combinées avec celles de l'immigration, notre population s'accroît dans la proportion du double tous les vingt-cinq ans. Il est à remarquer que l'immigration actuelle est plus considérable chez nous que dans toutes les Républiques hispano-américaines réunies, et qu'elle dépasse celle que recevaient les Etats-Unis cinquante ans après leur fondation.

Ses revenus.

» Notre trésor commun est à peine organisé pour la première fois, et nous pouvons présenter des revenus d'un quart plus élevés que ceux obtenus, après de longues années de paix, par la plus prospère des Républiques américaines ; et selon une autre loi, dont l'exactitude est démontrée aussi par l'expérience, et qui se trouve confir-

mée par l'augmentation de nos produits et de nos consommations ainsi que des forces croissantes qui vivifient le capital, ces revenus doivent se doubler au moins toutes les dix années.

» Ainsi, dix années de paix encore, et nous pourrons avoir un revenu de seize millions de piastres fortes, et une augmentation d'un demi-million d'habitants.

» Et ce progrès immense, qui se développe spontanément en vertu des lois naturelles, n'est pas le résultat de ces combinaisons artificielles qui appauvrissent les sources de la vie, mais la conséquence logique de la vigueur et de la vitalité toujours croissante des membres robustes qui forment le corps argentin.

Progrès merveilleux de l'une des provinces argentines.

» Ainsi nous voyons qu'une seule de nos provinces, avec trois cent cinquante mille habitants, produit quatre millions de piastres fortes de plus que la plus prospère des Républiques américaines avec une population cinq fois plus grande.

» Cet étonnant phénomène économique se reproduit partiellement, avec plus ou moins d'extension, dans presque toutes les provinces; le bien-être matériel et la condition morale s'y sont améliorés, comme conséquence de l'amélioration que recueille le gouvernement politique et social des nouvelles richesses naturelles exploitées aujourd'hui pour la première fois et des nouvelles industries qui s'établissent, en même temps que le système de viabilité tend à se compléter pour se mettre au niveau des exigences du commerce.

» C'est pour cela que les provinces de l'intérieur cherchent avec persévérance une communication fluviale avec l'Atlantique ; c'est pour cela que la nation ouvre à travers le solitaire Chaco, une route qui, au moyen de nouveaux ponts et d'embranchements, reliera toutes les provinces de

la République ; c'est pour cela que la navigation du Bermejo est déjà un fait, comme le sera bientôt celle du Salado ; et c'est aussi pour cela que la province de Buénos-Ayres possédera, d'ici à deux ans, deux cents milles de chemins de fer ; et que dans six années la République se verra sillonnée par plus de cinq cents milles de voie ferrée.

Le grand railway central argentin. Appui efficace du gouvernement.

» Je puis vous assurer que le grand chemin de fer central argentin, qui doit donner une nouvelle vie aux provinces de l'intérieur et changer la face de la République, se fera, et pour cela je compte que lorsqu'il en sera temps vous permettrez au gouvernement national de souscrire pour deux cent mille piastres fortes à cette entreprise. C'est là la réponse la plus éloquente que nous puissions faire à ceux qui doutent de l'efficacité de la garantie.

» Je puis vous annoncer aussi qu'en ce moment se trouve parmi nous un envoyé d'une des premières maisons d'Angleterre, avec pleins pouvoirs pour soumissionner et pour construire le chemin de fer de la Concordia à Monte-Caséros, qui, évitant l'obstacle du saut de l'Uruguay, et reliant les provinces d'Entre-Rios et de Corrientes, donnera une issue facile aux produits du Brésil et de Misiones, et servira de base à de nouveaux centres de commerce. Les études sont faites, le capital est prêt, et il ne manque plus que votre approbation pour commencer les travaux.

M. Meiggs : proposition d'un railway entre Santiago du Chili et Buénos-Ayres.

» Et pour que rien ne manque à cette révolution pacifique, je puis vous annoncer avec un enthousiasme que vous partagerez sans doute, que le constructeur du premier chemin de fer du monde par les obstacles qu'il a fallu vaincre dans son exécution, l'homme dont la voix fait lever des milliers de travailleurs armés de pics et de pioches, M. Meiggs, l'entrepreneur du chemin de fer entre Valparaiso et Santiago, me fait dire, depuis l'autre côté des Andes, que les Andes n'existent plus comme barrières

entre des frères, et qu'il s'engage à établir un chemin de fer de Santiago du Chili à Buénos-Ayres, dans un délai de huit années, en y faisant travailler jusqu'aux Indiens barbares [1]. »

Etendue des chemins de fer de la République Argentine avant six ans.

Des assertions de l'illustre général Mitre il résulte que la République Argentine compte aujourd'hui à peu près deux cents milles de chemins de fer en exploitation et cinq cents en construction, qui seront terminés avant six années, d'après les engagements pris.

Le Chili en a 344 milles en exploitation.

La pacifique et prospère république du Chili, malgré les immenses difficultés que lui oppose la nature de son territoire, possède aujourd'hui en exploitation une étendue de 344 milles 74 centièmes de chemins de fer, représentés par six voies différentes qui traversent les principaux centres de la république; plusieurs autres sont en construction, comme le prouve le tableau explicatif qu'on trouvera plus loin sous le numéro 18.

Mémoire du ministre de l'intérieur.

Comme preuve des efforts et de la sollicitude avec lesquels le gouvernement de ce pays se consacre au développement de ce puissant élément de civilisation, nous reproduisons quelques paragraphes de l'intéressant Mémoire présenté l'année dernière, 1863, par le ministre de l'intérieur au congrès national. Voici comment M. Tocornal expose la situation de cette branche des travaux publics :

Réforme proposée.

« Les routes et les chemins de fer existant aujourd'hui ne sont certainement pas le dernier terme devant lequel doit s'arrêter la construction de ces puissants auxiliaires du commerce et de l'agriculture; il est naturel au contraire qu'on leur donne une nouvelle impulsion, et avec la réforme proposée on obtiendra infailliblement l'avantage d'une vigilance

(1) Discours prononcé par le président de la République Argentine à l'ouverture du congrès national, le 12 mars 1864.

sévère et constante, une notable économie dans les dépenses, et en même temps de plus grandes garanties de réussite et de durée dans les travaux.

Somme dépensée en travaux publics

» Le gouvernement emploie annuellement des sommes considérables à la construction et à la réparation des monuments et édifices appartenant à l'Etat. Il résulte d'un calcul fait avec soin, que dans les sept années écoulées de 1855 à 1862 il a été dépensé quatre millions six cent quatre-vingt-seize mille trente-trois piastres pour les routes et les autres travaux publics, sans y comprendre les chemins de fer; ce qui donne une moyenne annuelle de six cent soixante-dix mille huit cent soixante-une piastres. L'importance de cette somme suffit pour montrer la convenance de placer les travaux publics sous la responsabilité et l'inspection d'un bureau de l'administration, qui serait chargé des opérations de construction, de conservation et de réparation, selon les plans que lui fourniraient les ministères au service desquels les travaux seraient spécialement destinés.

Inauguration de la ligne de Santiago à Valparaiso.

» L'inauguration du chemin de Santiago à Valparaiso a eu lieu le 14 septembre de cette année; dès le jour suivant il a été livré au trafic public.

» Le travail, commencé le 1er octobre 1852 et terminé jusqu'à Quillota, a éprouvé quelque interruption pendant qu'on continuait les études dans le but d'adopter la ligne la plus convenable. La difficulté résolue, intervint le contrat du 14 septembre 1861, dont mon prédécesseur a rendu compte, en vertu duquel le chemin devait être achevé jusqu'à Santiago dans l'espace de trois ans, moyennant le prix de cinq millions cinq cent mille piastres, payable en argent effectif, chaque mois, à mesure de l'avancement des travaux entre Quillota et le sommet du mont Noir; quant à ceux entre le mont Noir et Santiago, les deux tiers de la valeur

devaient en être payés à l'entrepreneur en obligations du trésor portant six pour cent d'intérêt annuel et un quart pour cent d'amortissement, et l'autre tiers en espèces.

L'ingénieur Henri Meiggs.

» Le travail a été entrepris par l'ingénieur, M. Henri Meiggs, avec une activité au-dessus de toute attente : en même temps que se continuaient les travaux depuis Quillota, on les commençait en partant de la gare de Santiago et dans divers points intermédiaires. Le nombre des ouvriers s'est élevé jusqu'à neuf mille, et il n'est jamais descendu à cinq cents, minimum déterminé dans le contrat. Mais cette forte impulsion n'aurait pu se maintenir sans la coopération efficace du gouvernement, qui a procuré à l'entrepreneur toute espèce de facilités, lui fournissant les moyens et lui faisant les avances nécessaires pour hâter la terminaison des travaux : c'est ce qui a permis de devancer d'un an le terme fixé pour l'ouverture de la ligne.

Nombre d'ouvriers employés.

Longueur et prix de revient de la ligne de Valparaiso à Quillota.

» Le chemin de fer de Valparaiso à Quillota mesure trente-trois milles quatre-vingt-dix-sept centièmes, et il a coûté 4,614,798 piastres, ce qui équivaut à 135,729 piastres 35 centièmes par mille. Le prolongement jusqu'à Santiago mesure quatre-vingts milles quarante-deux centièmes, et les frais ont été de 6,220,000 piastres, ou 77,750 piastres par mille, en y ajoutant les 500,000 piastres de gratification en obligations; une somme de 120,000 piastres en espèces pour la livraison anticipée du chemin; de même que 100,000 piastres, valeur des terrains et indemnités, et en calculant l'une dans l'autre les obligations payées à 85 et celles émises depuis. Tout le chemin mesure cent quatorze milles trente-deux centièmes, et a coûté 10,250,000 piastres, soit 89,434 piastres par mille.

De la ligne du Sud.

» Le chemin de fer du Sud mesure quatre-vingt-trois milles et demi, et a coûté 5,606,000 piastres, ce qui équivaut à 67,137 piastres par mille.

De Copiapo à Pabellon.

» Le chemin de fer de Copiapo à Pabellon mesure soixante-quatorze milles et un quart, et a coûté 2,960,000 piastres, ce qui correspond à 39,865 piastres par mille.

De Pabellon à Chañarcillo.

» Le chemin de fer de Pabellon à Chañarcillo mesure vingt-six milles, et a coûté 1,000,000 de piastres, ce qui équivaut à 38,461 piastres par mille.

De la ligne de Coquimbo.

» Le chemin de fer de Coquimbo mesure quarante-un milles et un quart, et a coûté 1,040,706 piastres, soit, terme moyen, 61,647 piastres par mille.

Des cinq chemins réunis.

» Les cinq chemins de fer réunis comprennent une étendue de trois cent trente-huit milles et trente-deux centièmes, et ils ont coûté en totalité 20,856,706 piastres, ce qui équivaut à une moyenne de 61,647 piastres par mille.

» Des cinq chemins de fer dont je viens de parler, le moins coûteux a été celui de Coquimbo, et le plus dispendieux, celui de Valparaiso, en raison des difficultés presque insurmontables que l'on a rencontrées.

Télégraphe.

» Le chemin a été livré au trafic public avec le matériel d'exploitation qui était en service de Valparaiso à Llaillai ; mais ce matériel étant insuffisant, on a commandé en Angleterre trois machines de première force pour le pas du Tabon, trois autres pour le service de toute la ligne, et le nombre nécessaire de wagons de toute espèce pour voyageurs et pour marchandises. On a demandé aussi un télégraphe qui sera placé le long du chemin de fer ; car il ne serait pas possible d'établir la régularité et le bon ordre dans le service sans communications télégraphiques entre toutes les stations, pour annoncer l'heure de l'arrivée et du départ de chaque train, et donner avis de tout accident qui pourrait devenir funeste s'il n'était connu promptement. »

Longueur des chemins de fer du Chili et de la République Argentine.

On voit que ces deux Républiques comptent à elles seules déjà plus de cinq cents milles de chemins de fer en exploitation, et qu'avant cinq ans, avec ceux en construction, elles

en auront mille milles. Et cela sans parler de la ligne destinée à unir les deux océans, projet colossal dont la réalisation probable fera disparaître les barrières qui, jusqu'à ce jour, ont séparé deux peuples de frères.

Le Paraguay et ses progrès.

Le Paraguay, qui a fait des progrès si considérables pendant l'administration éclairée de M. Charles-A. Lopez et qui a continué sa marche ascendante sous la présidence de son successeur, a environ cinquante milles de voies de fer en exploitation et autant en construction ; il s'y fait des travaux qui peuvent être considérés comme étant de premier ordre.

Réseau télégraphique au Paraguay.

Au mois de mai de cette année, un ingénieur allemand, M. Richard Von Fischer, se trouvait à l'Assomption, où il s'était entendu avec le gouvernement pour établir un réseau de lignes télégraphiques au Paraguay. Le fil de fer, les instruments et le mécanisme pour quatorze stations étaient déjà arrivés à leur destination.

Une ligne de 100 milles sera dirigée de l'Assomption à Villa Rica ; une autre, de 180 milles, doit parcourir le bord du fleuve, de la capitale à Humaita et vers les confluents du Parana ; d'autres lignes seront dirigées sur l'intérieur du pays.

Nous ferons connaître prochainement avec plus de détails les progrès réalisés dans ce pays par les différentes branches de l'administration au point de vue de l'utilité publique.

La ligne de Panama.

La Nouvelle Grenade possède la grande ligne de Panama, ayant une étendue de 48 milles et qui relie les deux océans.

Les chemins de fer du Pérou.

Le Pérou a près de cent milles de chemins de fer en exploitation et en construction. Il est arrivé récemment en Europe des ingénieurs chargés de la direction d'une ligne considérable, qui doit traverser la République en reliant ses principaux centres de production.

Ce beau pays, sans les barrières que lui oppose fréquem-

ment la *règle anglaise*, verrait se réaliser d'importantes améliorations matérielles sous l'administration éclairée qui la dirige actuellement. Nous avons été assez heureux pour voir intimément, à Paris, son président actuel, le général Pezet, et nous avons pu apprécier la droiture de ses principes et le dévouement avec lequel il consacre son temps à tout ce qui peut contribuer à la grandeur de son pays. Nous ne pouvons donc nous empêcher de regretter profondément que, après avoir écarté avec l'habileté la plus grande tous les obstacles qui s'opposaient au développement de ses vastes projets d'amélioration intérieure, il rencontre des résistances inattendues de la part de ceux qui devraient le plus s'intéresser à la consolidation de son gouvernement [1].

Bientôt nous nous occuperons de nouveau de cette branche très importante de l'administration publique, dont le développement croissant causera, dans un temps peu éloigné, une révolution complète dans l'existence, dans la richesse et dans la puissance de ces peuples vigoureux.

VIII.

Considérations sur le contraste qu'offre la prospérité de l'Amérique avec les reproches qui lui sont faits.

Sans la démonstration pratique que nous venons de faire du développement croissant des jeunes républiques du Nouveau Monde, notre travail aurait été incomplet, car nous n'aurions pu mettre en évidence le contraste qu'offre cette prospérité avec les reproches extravagants qu'on adresse à ces peuples, reproches basés uniquement sur les luttes plus

(1) Nous voulons parler de l'acte agressif exercé récemment par la marine espagnole, et qui a causé une si vive sensation en Amérique et en Europe. Nous trouverons prochainement l'occasion d'élucider cette grave question, qui mérite une étude sérieuse et réfléchie.

ou moins longues qu'ils ont soutenues pour cimenter les institutions libérales dont ils jouissent aujourd'hui.

S'il ne s'était agi que des romans absurdes publiés par *d'héroïques* voyageurs sur l'Amérique espagnole, nous nous serions bien gardé d'y prêter la moindre attention ; mais nous éprouvons le regret de voir appuyer ces étranges accusations par des hommes dont le nom seul constitue une grande autorité, et alors nous ne pouvons nous empêcher de les repousser avec toute l'énergie qu'inspire le droit de sa propre défense et avec toute l'effusion de notre patriotisme offensé.

Discussion au Corps législatif de France à propos de l'intervention au Mexique.

Les interpellations faites par quelques membres du Corps législatif, au sujet de l'intervention armée que le gouvernement impérial soutient depuis quelque temps au Mexique, ont donné lieu, dans les séances du 26 et du 27 janvier de cette année, à une discussion très importante, dans laquelle les plus illustres orateurs de la France ont pris la parole. Nous avons assisté à ce débat, et nous avons écouté ces discours avec toute l'attention que nous inspiraient non-seulement les opinions des orateurs, mais aussi le sujet de la discussion, qui, en notre qualité d'Américain, ne pouvait nous être indifférent. La parole éloquente et la logique irrésistible de quelques-uns des orateurs vibrent encore dans nos oreilles ; mais ce qui a le plus frappé notre imagination, c'est le spectacle singulier que donnent parfois quelques-uns des grands politiques de l'Europe, lorsque, assis sur les bancs de l'opposition, ils ont à lutter entre leurs convictions et le besoin d'attaquer tout acte émanant d'une autorité qui ne leur est pas sympathique.

Le discours de M. Thiers.

Le discours prononcé par M. Thiers dans la séance du 26 janvier en est un exemple palpitant. L'illustre orateur, pour établir les motifs de son opposition à la politique impériale et par conséquent blâmer l'intervention, s'est efforcé

de démontrer que les républiques hispano-américaines sont des pays arriérés, en proie à l'anarchie, et il a appuyé sa thèse sur de nombreuses allégations plus ou moins capricieuses, qui, à notre avis, se trouvaient être la justification la plus complète de la politique impériale. Mais ce qui a augmenté notre surprise, c'est que S. Exc. M. Rouher, ministre d'Etat, au lieu de s'emparer des arguments présentés par M. Thiers pour rendre plus solide la défense de la politique de son gouvernement, adopta au contraire une tactique tout à fait opposée; il ébaucha avec habileté le tableau des immenses progrès qu'a faits l'Amérique et du développement étonnant acquis par le commerce de la France dans ce pays; et il justifia précisément par ces progrès la politique suivie dans cette affaire par le gouvernement impérial.

Appréciation du discours de S. E. M. Rouher.

Afin que nos lecteurs puissent comparer les opinions émises par les deux orateurs sur l'Amérique méridionale, nous allons reproduire la partie du discours de M. Thiers à laquelle nous faisons allusion.

M. Thiers a commencé par établir que les relations soutenues par les Etats européens avec ceux de l'Amérique sont extrêmement difficiles, mais que cependant il était nécessaire de distinguer entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud.

Distinction établie par M. Thiers entre l'Amérique du Nord et celle du Sud.

Nous acceptons aussi cette distinction, mais nous l'acceptons pour montrer le triste spectacle qu'offre à la civilisation moderne le facile orgueil dont on se pare vis-à-vis des peuples relativement faibles, et l'humble condescendance avec laquelle on déguise les injures quand elles émanent de peuples forts. En effet, le lecteur impartial trouvera des preuves non équivoques de cette observation dans le paragraphe que nous allons reproduire. Voici la distinction que fait M. Thiers entre l'Amérique du Nord et celle du Sud:

« Dans l'Amérique du Nord, nos concitoyens ont toujours trouvé le champ d'un commerce immense, qui, vous le savez, s'était élevé jusqu'à 500 millions ; ils y ont toujours trouvé, de plus, une sécurité parfaite ; je parle des temps qui ont précédé la guerre civile. Quelquefois ils ont eu à souffrir de la rudesse des mœurs démocratiques ; mais on ne peut pas plus reprocher à un pays ses mœurs que son climat. Toujours est-il que nous avons trouvé dans l'Amérique du Nord sécurité parfaite. Mais, *il faut tout dire, cette sécurité, nous la devions à un gouvernement vigoureux, qui était susceptible, ombrageux, et la puissante Angleterre elle-même a eu plus d'un affront à dévorer.* Quoi qu'il en soit, il serait à souhaiter que nous eussions trouvé dans l'Amérique du Sud des relations comme celles que nous avions trouvées dans l'Amérique du Nord. »

Les arguments de M. Thiers manquent absolument de logique.

Evidemment ce n'est pas la logique qui domine dans les lignes qui précèdent, surtout si on cherche l'harmonie qui devrait exister entre la *parfaite sécurité qu'ont trouvée les compatriotes de l'illustre orateur, et les affronts que plus d'une fois a eu à dévorer, même la puissante Angleterre, de ce gouvernement vigoureux, susceptible et ombrageux.*

On peut déduire aussi de la nouvelle doctrine préconisée par l'illustre orateur, que l'Europe doit et peut dévorer très cordialement les affronts du gouvernement de Washington, qui représente une nation puissante ; mais il n'en est pas de même à l'égard de l'Amérique du Sud, qui se trouve divisée en petites républiques sans importance ; non, par la même raison qu'elles sont faibles, il est nécessaire de leur appliquer la *règle anglaise* (1) quand cela conviendra aux intérêts du plus fort !

(1) La *règle anglaise* ne peut être traduite que par ces mots, actes de piraterie, tels que le sont ceux qui se commettent par surprise ou contre des

Continuation de son discours.

Ecoutez, lecteurs américains, les jugements peu mesurés que porte l'illustre historien français sur l'état actuel de l'Amérique méridionale ; mais écoutez-les avec calme, car, bien qu'ils soient l'expression exagérée d'un homme qui a vécu pendant quatorze ans dans un complet isolement politique, ils renferment néanmoins une sévère et utile leçon dont vous devrez faire votre profit pour l'avenir :

Etat de l'Amérique lorsqu'elle se sépara de la métropole.

« Vous savez que lorsqu'au commencement du siècle les colonies espagnoles ont voulu se séparer de leur métropole, elles ont modelé leurs institutions sur celles de l'Amérique du Nord ; mais elles n'étaient pas aussi bien préparées à la république. Vous savez que lorsque les colons qui ont peuplé le nord de l'Amérique se sont transportés au delà des mers, ils étaient déjà, par leurs mœurs, par leurs opinions, de véritables républicains ; c'étaient, de plus, des hommes très laborieux, et pour les passions il n'y a pas un meilleur calmant que le travail. Mais ces populations méridionales, *qu'on appelle avec complaisance la race latine,* ces populations, lorsqu'elles se sont séparées de la métropole, n'étaient guère préparées à la république.

Existence qu'elle a traînée depuis 50 ans.

» En fait d'opinions, elles n'avaient que celles qui existaient en Espagne *il y a deux siècles*. Comme mœurs, elles étaient ardentes, turbulentes et peu laborieuses. La république ne leur a pas réussi ; elles n'ont fait, depuis cinquante ans, que traîner une existence malheureuse et fort incommode pour les étrangers placés au milieu d'elles. *Ces malheureux étrangers ont été tourmentés en cent façons.*

Actes inouïs qui s'y commettent.

» D'abord ces gouvernements du Sud sont toujours gênés ; ils empruntent, et quand ils ont emprunté ils ne paient pas. C'est un premier sujet de réclamation. Puis les

peuples faibles, sans déclaration de guerre préalable, et sans avoir été précédés d'aucune des formalités prescrites par le droit des gens.

étrangers qui passent vingt, trente et quarante ans dans ce pays, sont bientôt confondus avec les habitants eux-mêmes, *et on prétend leur imposer, quelquefois le service militaire, toujours les emprunts forcés et les impôts de guerre.* Ils se plaignent en invoquant leur nationalité. C'est un nouveau sujet de réclamation.

Absence de police et défaut de sécurité dans ces pays.

» Mais voici le plus grave de tous : dans ces pays toujours agités et *où il n'y a pas cette police vigilante des vieux Etats de l'Europe, les villes, les campagnes, les grandes routes, n'offrent aucune sûreté.* Quelquefois on enfonce à main armée la porte des maisons ; plus souvent on envahit les fermes, on arrête les voitures publiques sur les grandes routes. Il y a des violences, des vols, quelquefois des assassinats ; et il a été reconnu si difficile non-seulement de rechercher les coupables, mais de les faire punir, dans un pays où la police est nulle et où la justice est faible, qu'on a presque renoncé à obtenir justice et qu'on a converti tous les griefs en RÉCLAMATIONS EN ARGENT.

Conventions étrangères.

» Aussi dans la langue du pays, dans la langue diplomatique, il s'est introduit une certaine expression, c'est celle de CONVENTION ÉTRANGÈRE. Toutes les fois que les nations européennes ont à se plaindre, on fait des traités qu'on appelle conventions étrangères ; et ce qui vous prouve la singularité de cette situation, c'est qu'en faisant un calcul très simple, j'ai trouvé que les conventions étrangères, *ces demandes d'indemnité, étaient toujours proportionnées à l'étendue du commerce que chaque nation européenne faisait avec ce pays.* Cela prouve bien, Messieurs, que cette anarchie avait au moins ce genre d'impartialité de traiter tout le monde également.

La *règle anglaise.*

» Eh bien, quand on veut s'adresser à ces gouvernements, on trouve de très grandes difficultés ; on s'adresse à qui ? à l'anarchie. Si on lui demande la sécurité, elle ne

peut pas la donner. Si on lui demande la solvabilité, elle ne la possède pas. On se trouve donc dans des embarras extrêmes. Aussi a-t-on été très circonspect, et a-t-on pris soin de se renfermer dans LA RÈGLE ANGLAISE. Cette règle, la voici : Quand on peut atteindre ces gouvernements par la voie maritime, alors on se montre sévère, et l'Angleterre a toujours eu soin de l'être. Mais quand on ne le peut pas, on est très sobre de menaces qu'on ne peut pas toujours réaliser.

» On me dira que cela n'est pas bien fier. J'en conviens, mais, permettez-moi de le dire, l'honneur s'arrête où s'arrêtent les moyens, et je vous en citerai un exemple qui a quelques années de date.

» La Prusse est assurément une nation très fière et très brave. Eh bien ! vous vous rappelez qu'un vaisseau prussien portant pavillon royal s'est arrêté sur les côtes du Riff il y a quelques années. Il a essuyé une épouvantable avanie ; il a eu beaucoup de blessés et de tués ; le prince lui-même a couru des dangers ; tout le monde alors s'est mis à dire : La Prusse va faire une expédition. Eh bien, la Prusse, qui est non-seulement fière et brave, mais encore réfléchie, la Prusse n'a pas fait d'expédition, parce que, en effet, elle n'avait ni intérêt ni moyen de la faire.

» La règle anglaise d'agir par la voie maritime n'est donc pas si mauvaise ni si humble, et si je l'applique aux faits passés, vous verrez que c'est au fond ce que jusqu'aujourd'hui tout le monde a fait.

» Dans la Basse-Plata, un odieux tyran, Rosas, traitait les Français d'une manière abominable ; il en avait fait égorger plusieurs par ses ordres, et ce n'était pas le fait de l'anarchie, c'était sa volonté, sa férocité. Nos vaisseaux pouvaient l'atteindre et s'embosser quai à quai, soit à Montévidéo, soit à Buénos-Ayres.

» Quant à moi, j'ai demandé à cette époque un traitement sévère. Mon opinion n'a pas prévalu, et néanmoins on a employé la force. On a envoyé des vaisseaux, et on a obtenu un traité par les moyens les seuls possibles, les moyens maritimes. »

Traité désavantageux obtenu par la France.

Comme on le voit, dans son besoin de dénigrer les peuples hispano-américains, M. Thiers pousse ses exagérations capricieuses jusqu'à les comparer aux barbares et aux pirates des côtes du Riff, et même à leur dénier leur origine latine.

M. Thiers compare les Hispano-Américains aux pirates du Riff.

Nous prions l'illustre savant de vouloir bien nous signaler les pirateries que ces peuples auraient exercées. Nous le défions d'en citer une seule.

Les luttes qui ont eu lieu dans l'Amérique espagnole depuis son émancipation politique, ont été indispensables, comme nous l'avons démontré dans notre premier travail, pour franchir la distance de *deux siècles* de retard dans lequel l'avait trouvée la révolution, de même que l'ont été pour la France les diverses révolutions qui se sont succédé depuis la fin du dernier siècle, et qui ont délivré l'Europe entière de l'absolutisme qui pesait sur ses populations depuis de longues années.

Supposons, ce qui n'est pas possible, que l'Amérique du Sud ait employé en guerres civiles les cinquante ans qui se sont écoulés depuis son émancipation, quels justes reproches pourrait lui adresser l'Europe, si ces guerres ont eu pour résultat final d'améliorer l'éducation et de détruire les préoccupations que *deux siècles* de retard y avaient enracinées ?

Et peut-on sérieusement accuser l'Amérique méridionale de ce que ses institutions n'ont pas atteint la perfection, lorsque la vieille Europe n'a pas dit encore son dernier mot à propos des siennes ?

Peut-on reprocher à l'Amérique l'imperfection de ses institutions?

M. Thiers est-il satisfait de celles qui régissent actuellement son pays? Nous ne le pensons pas, puisque nous le voyons assis sur les bancs de l'opposition. Et cependant, qui peut le méconnaître, jamais la France n'a atteint un degré de prospérité et de puissance égal à celui où l'a conduit son illustre chef.

M. Thiers n'a pas été logique en attaquant l'Amérique.

Mais, est-il généreux, est-il digne du savant auteur de l'*Histoire de la Révolution française*, qui a fait connaître et a peint avec des couleurs si sombres les scènes sanglantes qui, pendant de longues années, rendirent *si difficile et si malheureuse l'existence des étrangers dans la République française;* est-il généreux de sa part, disons-nous, de préconiser la nécessité d'appliquer la *règle anglaise* aux républiques américaines, parce qu'elles ont commis le crime de renverser les dernières barrières qui s'opposaient à ce que le commerce français et celui du monde entier pussent acquérir le développement immense que nous avons signalé et que S. Exc. M. Rouher a corroboré du haut de la tribune française ?

Motifs sur lesquels se fondent ses attaques.

L'esprit des arguments de M. Thiers et les données sur lesquelles il s'est appuyé, nous ont persuadé que ses connaissances sur l'état actuel, politique et social de l'Amérique espagnole, reposent à peu près sur les mêmes bases que les informations auxquelles doivent être attribuées les difficultés internationales survenues entre le gouvernement de Buénos-Ayres et ceux de la France et de l'Angleterre, de 1838 à 1850; d'où l'on peut déduire que depuis cette époque les idées et les études de l'illustre orateur n'ont pas fait un seul pas dans cette voie. Nous prendrons donc comme base de notre réponse la République Argentine, comme étant celle que l'illustre orateur a le plus étudiée et celle que nous connaissons le mieux, ayant eu la fortune de naître sur les bords du fleuve majestueux de la Plata; nous la choisirons, non-

seulement parce qu'elle a été le berceau de la liberté sud-américaine, mais aussi parce que là stationnèrent pendant de longues années plus de quatre-vingts vaisseaux de guerre en état d'hostilité continuelle, au grand détriment de l'éclat des armes françaises et britanniques; là aussi que furent abandonnés et sacrifiés les courageux Argentins qui s'étaient alliés au glorieux pavillon français pour renverser le gouvernement tyrannique et dictatorial du général Rosas (1); là encore que les deux plus grandes puissances du monde terminèrent leurs différends internationaux sans obtenir d'autre résultat que la ruine totale de leur commerce (2), tout en donnant une entière satisfaction au gouvernement de Rosas, en

(1) Le comte de Brossard, ancien attaché à la mission extraordinaire de France dans la Plata en 1847, dit ce qui suit dans ses *Considérations historiques et politiques sur les Républiques de la Plata dans leurs rapports avec la France et l'Angleterre*, pag. 245 ; Paris, 1850 :

« Le traité du 29 octobre 1840, dont l'intention était bonne, mais la rédaction défectueuse, fut pris, *non sans raison, comme un abandon de nos alliés argentins. Notre considération, la foi dans notre parole, en reçurent un irréparable échec.* »

Nous devons rappeler comme un fait historique que le même M. Thiers, qui condamne si justement la tyrannie de Rosas, était alors ministre des affaires étrangères du roi Louis-Philippe, et que c'est pendant son ministère que fut conclu ce traité, qui sacrifia aux vengeances de ce tyran les nobles et courageux alliés de la France.

Le même comte de Brossard ajoute à ce propos, dans le même livre, pag. 226, les lignes suivantes :

« Le maréchal Soult n'était plus ministre ; M. Thiers l'avait remplacé et
» comme président du conseil et comme ministre des affaires étrangères.
» On n'a pas été sans reprocher à cet homme d'Etat une certaine légèreté
» dans ses résolutions, une certaine versatilité dans sa manière de voir. »

(2) Quoique nous ayons de nombreux témoignages pour confirmer cette assertion, nous invoquons de nouveau l'opinion de l'auteur déjà cité, parce qu'elle ne peut pas être suspecte à M. Thiers. Voici ce qu'il dit :

« On a vu dans le livre précédent le rôle que le commerce de la Plata joue dans le tableau de nos relations avec l'Amérique du Sud. Ce rôle allait également en grandissant dans la période qui nous occupe.

» La moyenne quinquennale de 1839 à 1843 s'éleva à 24,000,000 de francs par an; elle donne aux Etats de la Plata le troisième rang parmi

hissant le pavillon argentin et le saluant de vingt-un coups de canon (1) ; là enfin que, malgré cette lutte inégale et si longuement soutenue, jamais les étrangers n'ont été inquiétés ;

ceux de l'Amérique espagnole avec lesquels nous trafiquons, et le vingt-unième rang dans le commerce général de la France.

» La seule année 1842, pendant laquelle nos relations avec la Plata avaient repris leur cours normal, donne un mouvement commercial de 37,500,000 francs.

» Mais en 1844, sous l'influence de la guerre et du siége de Montévidéo par mer et par terre, ce commerce redescendit à 19,400,000 francs ; il n'occupait plus que le vingt-deuxième rang dans l'importance du commerce extérieur, et le quatrième rang dans le tableau de nos échanges avec l'Amérique du Sud.

» Chose remarquable, la diminution de plus de dix millions de francs que notre commerce avec l'Amérique du Sud éprouva dans cette même année sur la moyenne des années précédentes, ne porta que pour moitié sur notre commerce avec la Plata : le surplus affecta la totalité de nos rapports commerciaux avec l'Amérique du Sud. Et cela devait être ; car notre honneur national avait été compromis aux yeux de tous les peuples de ces contrées.

» A la même époque, la navigation présentait encore un chiffre de 17,192 tonneaux sous pavillon français, et de 3,636 sous pavillons étrangers.

» Aujourd'hui (1850) la situation, rendue de plus en plus anormale par suite des mauvais succès de l'intervention anglo-française en 1845, s'est aggravée considérablement.

» Le commerce de la Plata est réduit au cinquième de son importance de 1842 ; à moins du tiers de son importance moyenne de 1839 à 1844 ; à 7,000,000 de francs à peine. Et cette décadence menace de s'étendre à toutes nos relations avec cette Amérique du Sud, qui est pourtant d'un si grand avenir pour nous ! » Voir les *Considérations historiques* déjà citées, pag. 260 à 262.

(1) La *convention* pour rétablir de parfaites relations d'amitié entre la République Argentine et la Grande-Bretagne, signée le 24 novembre 1849, dit dans son premier article :

Art. 1er. The government of Her Britannic Majesty, animated by the desire of putting an end to the differences which have interrupted the political and commercial relations between the two countries, having on the fifteenth july one thousand eight hundred and forty seven, raised the blockade which it had established of the ports of the two Republics of la Plata, thereby giving a proof of its conciliatory sentiments, now hereby binds itself, in the same amicable spirit, definitively to evacuate the island of Martin Garcia, to return the Argentine vessels of war which are in its possession, as far as possible

et l'illustre orateur trouvera la preuve irrécusable de cette assertion dans la correspondance officielle adressée alors par l'amiral de Mackau à son gouvernement : il résulte évidemment du témoignage de cet officier général que les étrangers n'ont rien eu à souffrir dans leur personne par suite des guerres civiles qui se sont succédé en Amérique, et qu'au contraire ils ont joui partout de priviléges incontestables et enviés, car, on ne peut le nier, ce sont les enfants du pays qui seuls ont payé le tribut de sang et de patriotisme que leur imposait la mission de régénérer leur patrie.

Les conventions étrangères datent de 1840

Il est certain que c'est de cette époque que datent les conventions étrangères [1], parce que Rosas, afin de détruire l'alliance qui existait entre le gouvernement de Louis-Philippe et les nobles Argentins qui combattaient sa tyrannie [2], sacrifia la dignité du pays en accordant une petite indemnité qui fut stipulée dans le traité de 1840 ;

in the same state they were in when taken, *and to salute the flag of the Argentine Confederation with twenty one guns.* »

Dans la convention signée par le représentant de la France, le 31 août 1850, il fut stipulé ce qui suit par l'article 4 :

« Art. 4. Le gouvernement ayant levé, le 16 juin 1848, le blocus qu'il avait établi devant les ports de Buénos-Ayres, s'engage à lever aussi, simultanément avec la suspension d'hostilités, le blocus des ports de la République Orientale, à évacuer l'île de Martin Garcia, à restituer les navires de guerre argentins qui sont en sa possession, autant qu'il sera possible dans le même état qu'ils ont été pris, *et à saluer le pavillon de la Confédération Argentine de vingt-un coups de canon.* »

(1) « Si défectueuse qu'ait pu être l'exécution de l'article 1er du traité, quelques plaintes qu'elle ait soulevées (plaintes dans lesquelles nous n'entrerons pas), il n'est pas douteux que *la conquête du principe de l'indemnité était un grand point de gagné.* C'était beaucoup que d'avoir amené un gouvernement dictatorial, irresponsable envers ses nationaux, à se reconnaître responsable vis-à-vis des résidants étrangers. » (Voir *Considérations historiques et politiques sur les Républiques de la Plata*, par M. Alfred DE BROSSARD, p. 242 à 243, Paris.)

(2) « Rosas, lui, y gagna la dissolution de la ligue formée contre sa puissance, la méfiance et l'hostilité semées entre ses adversaires, la retraite de

mais on n'ignore pas que si les Argentins avaient été unis alors comme ils le sont aujourd'hui, ni celle-là ni d'autres *conventions étrangères* qui ont été signées ensuite, n'auraient été consenties, et nous avons la confiance que ce seront les dernières.

Part qu'ont prise certains étrangers dans les discordes civiles.

Il est bien avéré que beaucoup d'étrangers ont spéculé sur ces luttes, soit en y prenant une part directe ou indirecte, soit en les excitant avec le plan préconçu d'en profiter pour faire, sans grande peine, des fortunes colossales, après avoir provoqué des conflits internationaux (1). A l'appui de notre assertion, nous offrons le témoignage du haut commerce étranger du Rio de la Plata, et nous sommes [sûrs] que cette honorable corporation attestera avec nous qu'elle n'a jamais eu à présenter une seule réclamation, attendu que, faisant loyalement ses affaires, elle ne s'est jamais préoccupée que d'une seule idée, celle de contribuer par son appui moral à l'affermissement de l'autorité constituée dans ce pays (2). Les aventuriers et la facile protection que leur

la France et la liberté d'agir, sans avoir à se heurter à nos armes, contre ceux de ses ennemis qui restaient debout devant lui. » (Voir le même ouvrage déjà cité, p. 248.)

(1) Nous ne comprenons pas parmi ceux-ci les braves légionnaires commandés par l'illustre patriote général Garibaldi, ni les autres étrangers qui nous ont aidés spontanément à renverser le gouvernement tyrannique de Rosas.

(2) Voici la pétition adressée par les négociants et fabricants de France à l'Assemblée législative, dans le but de demander la ratification du traité Le Prédour ; elle était signée par plus de 700 maisons de commerce de Paris, Lyon, Saint-Étienne, Bordeaux, Montpellier, Cette, Bayonne, la Ciotat, Elbeuf, etc.

« *Monsieur le Président et Messieurs les Membres de l'Assemblée Législative.*

» Messieurs,

» Au moment où les nouveaux traités conclus par l'amiral Le Prédour vont être soumis à votre sanction, nous venons nous joindre à nos compatriotes

accordent quelques représentants des pays auxquels ils appartiennent, sont donc les seules causes de ces conflits, qui font tant de tort aux relations politiques et commerciales de l'Amérique avec l'Europe, et arrêtent l'immense développement que ces relations doivent atteindre. Dans des ouvrages spéciaux que nous venons de publier, nous avons

de la Plata et vous demander la ratification d'une paix, objet de tous nos vœux

» Le commerce de la France a besoin de voir cesser cet état de guerre ou d'incertitude qui pendant longtemps l'a privé d'un de ses principaux débouchés et maintenant l'empêche de prendre le développement dont il est susceptible. La menace incessante d'une reprise des hostilités paralyse tout essor et arrête toute entreprise qui doit compter sur l'avenir.

» Sans revenir ici sur les arguments développés dans les deux pétitions qui vous ont été adressées par plus de sept mille Français établis sur les deux rives de la Plata, nous nous bornerons à déclarer que nous partageons leurs convictions et formons les mêmes vœux.

» Si la guerre compte encore quelques partisans parmi *ceux qui n'ont rien à perdre*, ou qui trouvent leur intérêt dans la continuation d'un état de choses désastreux pour le commerce, c'est que les secours que la France a si généreusement accordés contribuent à en augmenter le nombre, et pourtant ce nombre est si restreint que l'on s'étonne de leur voir dans la mère-patrie autant de sympathie et de défenseurs.

» La confiance de la consolidation de la paix a été si généralement partagée, que depuis deux ans des capitaux considérables se sont engagés dans la Plata, représentés par les riches cargaisons de plus de deux cents navires partis de tous les ports de France. La reprise des hostilités, paralysant toute transaction et rendant les retours impossibles, serait le signal d'une crise désastreuse, fatale même pour la plupart de ceux qui ont des intérêts dans la Plata.

» Nous vous supplions donc, Messieurs les Représentants, de mettre un terme à une position aussi critique, et de prendre en considération les vœux sincères que nous formons pour la ratification la plus prompte des traités qui nous assurent la paix et la sécurité.

» Dans cette espérance, nous avons l'honneur d'être,

» Messieurs les Représentants,

» Vos très humbles et très obéissants serviteurs. »

Vers la même époque, M. L. Tardy de Montravel, capitaine de frégate, stationnant dans les eaux de la Plata, terminait ainsi un intéressant travail sur la situation politique et commerciale de ces peuples :

» Il est facile de reconnaître, après la lecture des renseignements com-

démontré d'une manière pratique jusqu'à quel point a été porté cet abus, dont les gouvernements européens et M. Thiers lui-même ont été les dupes. Nous pourrons bientôt offrir de nombreux exemples de ces actes inqualifiables de spoliation ; en attendant, que l'illustre savant nous permette de repousser son premier reproche, et qu'il tienne

merciaux que nous avons donnés dans ce travail, que notre commerce dans la Plata représente des intérêts considérables et est en pleine voie de prospérité. Or, si depuis six ans la France s'est élevée au premier rang dans ces contrées, sinon par les chiffres de ses capitaux, du moins par le nombre de ses enfants et par l'infiltration de ses goûts et de ses idées ; si, dis-je, la France est parvenue à ce résultat en dépit des circonstances contraires qui se sont succédé pendant ce laps de temps ; si malgré la guerre et de longs blocus, nous avons vu le nombre de nos nationaux atteindre le chiffre énorme de 30,000, nos expéditions maritimes et nos opérations commerciales quintupler de valeur, ne sommes-nous pas en droit d'affirmer qu'il nous faudrait faire bien peu d'efforts pour conquérir commercialement et sympathiquement une riche colonie qui ne nous aurait coûté que le soin de ne pas entraver son mouvement progressif ?

» Donner au plus tôt, par la ratification des traités de l'amiral Le Prédour, la paix à ces États, dont les forces s'épuisent et dont les ressources commerciales elles-mêmes décroissent, chaque jour, dans une progression effrayante ; sinon favoriser, du moins laisser faire notre émigration en la réglementant ; *faire bien comprendre à nos nationaux, de quelques classes qu'ils soient, qu'ils n'ont en aucun cas à s'immiscer dans les questions politiques qui peuvent surgir dans l'une ou l'autre des deux républiques*, ou entre *l'une ou l'autre ;* leur faire comprendre, *ce qu'ils semblent trop souvent ignorer*, que la France, toujours prête à les protéger et à appuyer leurs réclamations légitimes, *ne saurait, sans compromettre son intérêt et sa loyauté, accepter la responsabilité des actes anti-légaux de ceux de ses enfants qui, vivant au loin, ne veulent pas se plier aux exigences d'une position qu'ils ont choisie ;* telle est la voie qui nous est tracée dans l'avenir. A ces conditions, nos intérêts commerciaux, notre influence et nos idées, prendront en peu d'années, sur les deux rives de la Plata, un développement dont nous aurions de la peine, aujourd'hui, à entrevoir les limites, et nous résoudrions l'important et nouveau problème de la colonisation par l'intelligence et le travail seuls. » (Voyez *La Plata au point de vue des intérêts commerciaux de la France*, par M. Tardy de Montravel (*), capitaine de frégate, pages 42 et 43. Paris, 1851.)

(*) M. de Montravel est actuellement gouverneur de la Guyane française.

pour certain que, à l'inverse de la règle généralement établie dans le monde civilisé, les étrangers résidant dans l'Amérique du Sud jouissent de beaucoup plus de priviléges que les enfants du pays.

Les républiques sud-américaines ont plus de crédit à la Bourse de Londres que quelques puissances européennes de premier ordre.

M. Thiers n'est pas plus véridique quand il soutient que les gouvernements du Sud *empruntent, et que quand ils ont emprunté, ils ne paient pas.* Si cela avait lieu, il est logique de supposer qu'ils n'auraient plus aucun crédit. Eh bien! au contraire, presque tous les Etats de l'Amérique du Sud ont négocié, dans ces dernières années, des emprunts pour des sommes considérables, et ils ont obtenu des conditions beaucoup plus avantageuses que plusieurs puissances de premier ordre de l'Europe. Pour rendre ceci plus évident aux yeux de l'illustre orateur, nous le prions de comparer les cours actuels des fonds étrangers à la Bourse de Londres, notamment ceux de l'Autriche, de la Russie, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie et de la Turquie, avec ceux du Chili, du Brésil, du Pérou et de Buénos-Ayres : il lui sera facile de s'assurer que le crédit de ces derniers Etats est beaucoup mieux établi que celui des puissances européennes que nous venons de nommer. Qu'il nous soit permis de le dire, c'est là un fait qui suffit pour démontrer avec combien peu de maturité et de réflexion M. Thiers a porté sur ces peuples un jugement dont l'injustice et la sévérité nous paraissent inconciliables avec l'importance acquise au nom de cet homme d'Etat.

IX.

Les autres accusations n'ont pas un fondement plus solide, comme nous allons le démontrer.

M. Thiers dit que les étrangers sont soumis *au service militaire, ainsi qu'au paiement des emprunts forcés*, consé-

M. Thiers accuse l'Amérique du Sud de ce qui se passe dans l'Amérique du Nord.

quence de cette situation. Ceci est absolument faux c'est tout au moins une grossière invention par laquelle on a surpris la bonne foi de l'honorable orateur ; c'est certainement une invention calomnieuse, car jamais on n'a fait prendre les armes aux étrangers, jamais on ne les a soumis à des emprunts forcés. L'illustre historien confond sans doute l'Amérique espagnole avec l'Amérique anglaise ; car celle-ci, d'après la presse de Londres, impose à des sujets de Sa Majesté Britannique le service des armes et d'autres obligations fondées sans doute sur la *règle anglaise* (1).

Mais voici le plus grave de tous, dit M. Thiers, et à notre tour nous appellerons l'attention de nos lecteurs américains sur ce sujet de réclamation, parce qu'en effet c'est le plus grave pour l'Amérique, tant pour ce qui s'est fait à son égard, que pour ce qui s'est dit au Corps législatif.

Le plus grave reproche de M. Thiers, c'est que l'Amérique n'a pas une police vigilante.

Le reproche le plus sévère que M. Thiers adresse à l'Amérique, *c'est qu'elle n'a pas une police vigilante* dans ses immenses territoires. Mais nous qui, dans notre impartialité, reconnaissons que ce reproche n'est pas en entier dénué de fondement, nous nous permettrons de lui poser cette

(1) « Lord Clanricarde, dans la chambre des lords d'hier au soir, a appelé l'attention de la chambre sur les enrôlements d'Irlandais que font les fédéraux.

» Lord Russell a répondu « que de vives remontrances avaient été adressées » sur ce point au cabinet de Washington, et que, sans vouloir aller aussi » loin que lord Clanricarde, qui avait affirmé qu'il y avait là un *casus belli* » immédiat, il devait reconnaître que le cas présent est un de ceux qui » amènent fréquemment la guerre. »

» Ce sont, certes, de graves paroles, et il faudrait y attacher une grande importance partout ailleurs qu'en Angleterre, surtout quand il s'agit de l'Amérique. Trop de précédents nous apprennent, à cet égard, qu'entre parler de guerre et la faire, il y a pour le cabinet de Saint-James un abîme. » (Voyez la *France*, journal publié à Paris, sous la direction du vicomte de la Guerronière, nº du 10 juin 1864.)

question : La police des États européens, dans lesquels les populations sont très concentrées, et où par conséquent les moyens d'action sont faciles, est-elle parvenue à une perfection telle, qu'elle puisse empêcher et réprimer toujours les meurtres, les vols et les violences, dans les villes comme dans les campagnes? M. Thiers ne pourrait pas nous répondre affirmativement sans se mettre en contradiction avec les faits que la presse dévoile tous les jours. Parmi les exemples les plus récents, nous pouvons citer un grand crime commis en France, qui a eu jusqu'ici peu d'exemples, et qui préoccupe encore les esprits, non-seulement à cause de l'audace de son auteur, mais surtout parce que rien n'a mis plus en évidence l'impuissance de la police européenne, nonobstant l'admirable système adopté par la France et par l'Angleterre, dont les institutions servent de modèle au monde entier.

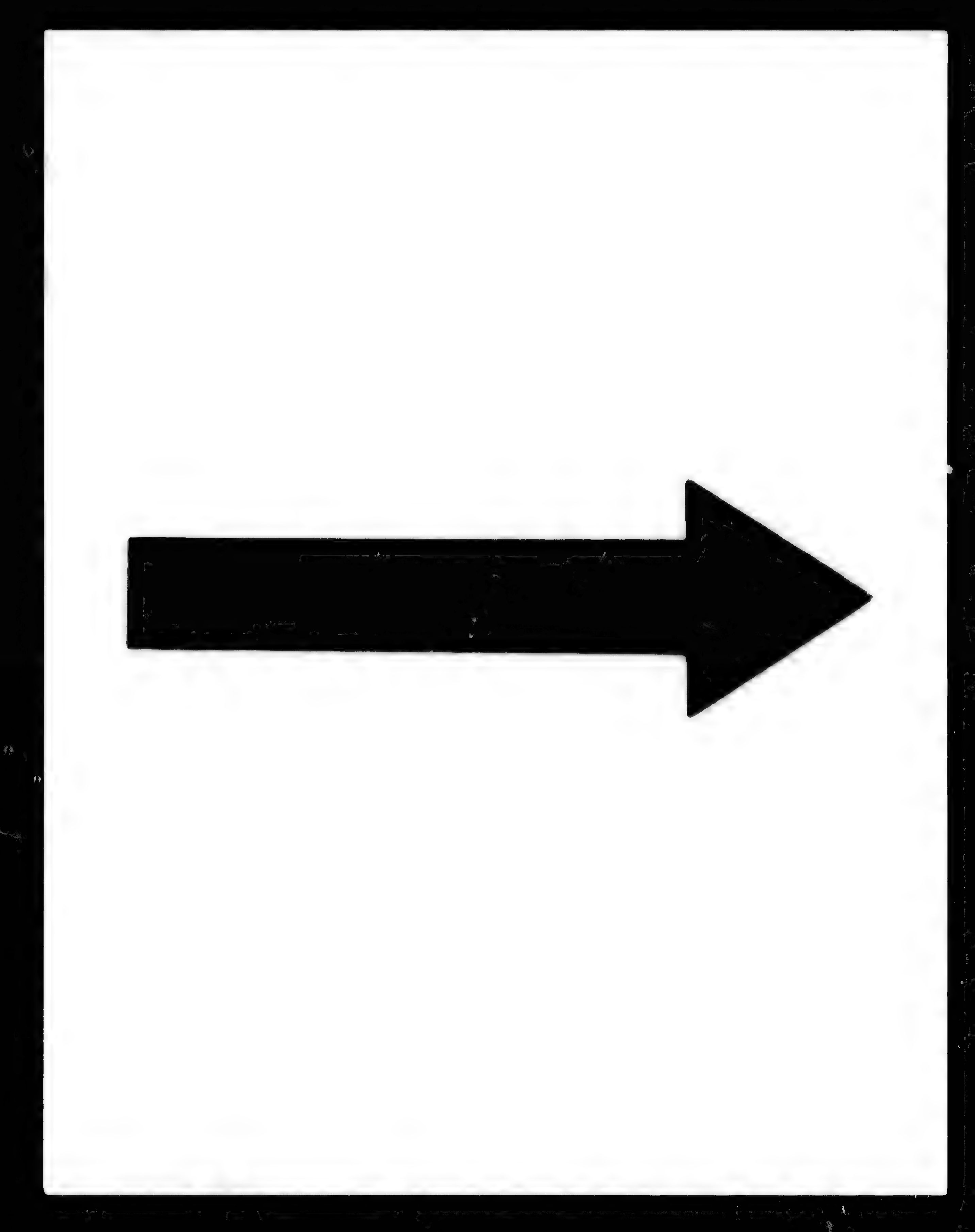
Assassinat du président Poinsot

Tous les habitants de la France ont la mémoire encore fraîche de l'assassinat commis, dans un wagon du chemin de fer de Mulhouse à Paris, par le fameux Jud, sur la personne du président Poinsot, dans le but de lui voler son porte-monnaie (1). Quelque temps après, ce grand crimi-

(1) En ce moment même, la presse anglaise rend compte d'un nouveau crime qui a eu lieu sur le chemin de fer de ceinture du nord de Londres, et qui n'est que la répétition du meurtre commis par le fameux Jud. Voici les détails que nous tirons du nº 940 du *Moniteur universel :*

« Un crime, qui rappelle dans quelques-uns de ses détails l'horrible assassinat de M. Poinsot par Jud, a été commis samedi soir sur le chemin de fer de ceinture du Nord de Londres. M. Briggs, employé supérieur de la grande maison de banque Robarts, Curtis et Cie, âgé de soixante ans, et demeurant à Hackney, a été assassiné dans un wagon de 1re classe du chemin de North-London, dépouillé de ce qu'il portait sur lui, et jeté sur la voie, sans que l'on ait pu découvrir son assassin.

» Le convoi du chemin de fer de Fenchirch-street, parti de la station à dix heures moins un quart du soir, à Hackney, où il prenait des voyageurs, était arrêté, quand une personne ayant ouvert un des wagons pour y prendre place, s'aperçut que le compartiment où il allait entrer était saturé de sang,



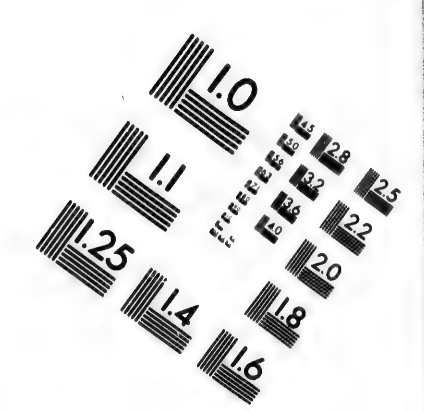
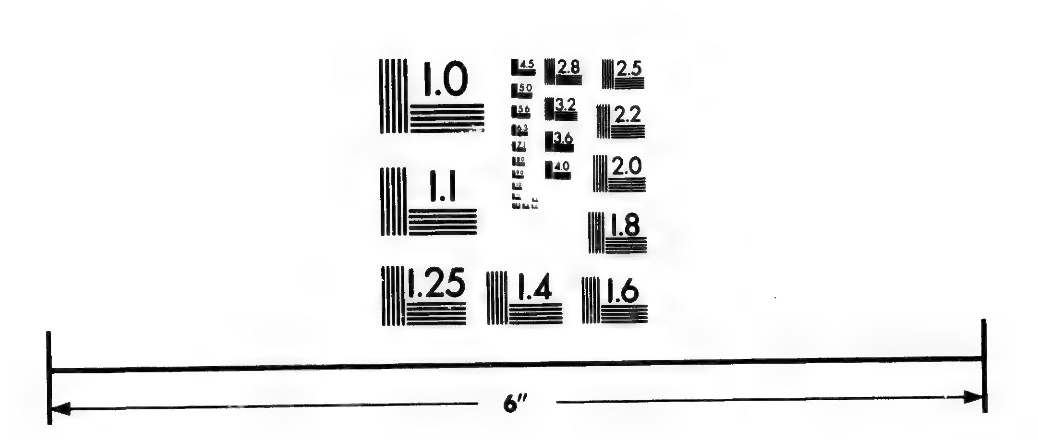


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)





nel se promenait en France sans que ni la police, si active, ni la gendarmerie, aient réussi à s'emparer de lui, quoique l'on eût acquis l'assurance qu'il avait passé plusieurs nuits en divers endroits. Eh bien ! si ce grand crime et

sur les coussins, sur les bras des fauteuils, aux poignées et partout enfin. Les employés du chemin de fer furent mis au courant de cet accident, et un chapeau qui se trouvait dans le wagon fut remis à la police. Quelques dames placées dans le compartiment voisin signalèrent en même temps des taches de sang qui avaient rejailli à travers la portière, à la sortie de la station de Bow, et qui se trouvent expliquées par les médecins par le fait que le corps de la victime, jeté sur la voie par la portière ouverte, avait probablement une artère coupée, dont le sang avait jailli, et avait été porté, par la rapidité de la marche du convoi, jusque sur les robes des dames.

» Le mobile de l'assassinat a été le vol, car une montre d'or et un lorgnon également en or, que portait M. Briggs, ont disparu ; la montre et la chaîne ont été enlevées avec violence, l'anneau près de la boutonnière du gilet étant brisé et restant suspendu au gilet. Le seul fait qui puisse le plus favoriser les recherches de la police, c'est que le chapeau trouvé dans le wagon appartenait à l'assassin, qui aura pris par erreur celui de M. Briggs pour le sien. Le chapelier est connu et a dû donner aujourd'hui tous les renseignements possibles. Il est à remarquer que la victime avait dans son porte-monnaie environ 4 liv. et demie (112 fr. 50 c.) auxquelles il n'a pas été touché. L'assassin n'aurait-il pas eu le temps, ou aurait-il craint d'être découvert en approchant de la station ? C'est ce que l'on ignore. En tout cas, les agents de la police de la Cité et ceux de la police métropolitaine sont vivement sur l'alerte, et il est possible que l'on découvre quelques traces de l'assassin avant l'enquête du coroner, fixée à mercredi, pour les premières constatations officielles, qui ne seront qu'une simple formalité.

» *Derniers détails.* — Tout annonce qu'une lutte terrible a dû avoir lieu entre la victime et l'assassin. M. Briggs était très vigoureusement constitué, et de plus il avait un gourdin formidable dont il est possible que l'assassin se soit emparé dès le début de la lutte pour le frapper sur la tête. On se demande comment le meurtrier a pu quitter le train sans être remarqué : il devait avoir du sang sur lui, et ses habits devaient être en désordre et déchirés.

» On a remarqué que les deux individus qui ont les premiers constaté l'état du compartiment à Hackney étaient commis dans la même maison de banque que M. Briggs. » (*Express.*)

Il faut noter que des crimes horribles de ce genre sont journellement dévoilés par la presse de Paris et de Londres. Combien d'autres ne pourrions-nous pas ajouter si nous nous occupions de ce qui se passe en Italie, en Espagne, en Allemagne, etc. !

d'autres encore sont restés impunis en Europe par l'impuissance de la police, de quel droit M. Thiers invoque-t-il la nécessité de nous imposer la *règle anglaise* ou les *conventions étrangères*, puisque la police européenne n'obtient pas des résultats plus favorables que la police sud-américaine? Et cependant c'est là le plus grave des reproches que M. Thiers a accumulés contre l'Amérique méridionale, si injustement calomniée!

Il n'est cependant que trop vrai que cette nature de griefs s'est traduite en réclamations pécuniaires ou *conventions étrangères*, comme l'a certifié très naïvement l'illustre orateur. Que M. Thiers nous permette de lui adresser cette question : Si, au lieu d'un respectable magistrat, M. Poinsot, le poignard du meurtrier Jud avait percé un cœur britannique, l'éminent député de l'opposition aurait-il consenti à ce que le gouvernement de son pays signât une *convention étrangère* avec lord Cowley?

Question faite à M. Thiers.

Mais, laissant de côté les crimes et les violences qui peuvent être commis sur les chemins publics, et qui sont des actes exclusivement du domaine des tribunaux ordinaires du pays dans lequel ils ont lieu, — nous supplions l'illustre auteur de l'*Histoire de la Révolution française* de daigner répondre à la question suivante :

La France a-t-elle indemnisé les étrangers victimes de la révolution?

De nombreux étrangers furent guillotinés, emprisonnés et volés par une multitude sans frein, pendant les dix années dans lesquelles on vit se succéder en France l'Assemblée constituante, l'Assemblée législative, la Convention nationale et le Directoire. Les gouvernements auxquels appartenaient ces victimes des excès révolutionnaires se sont-ils hasardés à revendiquer leurs droits et à exiger des *conventions étrangères?* En ont-ils réclamé plus tard au Consulat? Et enfin l'empereur Napoléon Ier leur en a-t-il accordé?

Non, Monsieur Thiers; nous avons inutilement feuilleté

Les gouvernements étrangers ont-ils réclamé?

votre grand ouvrage, non-seulement nous n'avons trouvé aucune page, aucune ligne où soit consigné un tel fait; mais il n'existe pas un seul indice qu'un seul de ces gouvernements ait eu alors ou depuis une prétention si insolite.

Les nations ne peuvent être rendues responsables des conséquences des guerres civiles

En effet, on ne peut pas rendre les peuples responsables des conséquences d'une guerre civile; car, indépendamment de ce qu'on ne peut pas accorder aux étrangers des avantages et des priviléges dont ne jouissent pas les naturels, chacun sait que les gouvernements de fait formés par les partis dissidents, représentant les opinions entre lesquelles le pays est divisé, sont considérés comme étant dans le cas de deux nations qui ne reconnaissent pas de supérieur sur la terre, et qui, ne pouvant s'entendre, ont recours aux armes (1).

A-t-on réclamé des *conventions étrangères* à la Russie à propos de la révolution polonaise?

Néanmoins, comme M. Thiers trouvera sans doute plus opportun de faire l'application de ses doctrines au *droit moderne,* nous laisserons la révolution de 1789, pour l'amener sur le terrain de l'actualité. Cela nous convient tout aussi bien. Voyons si la base de son argumentation est plus solide dans un cas que dans l'autre. Nous demandons : La France, l'Angleterre et les autres puissances de premier ordre ont-elles réclamé des *conventions étrangères* à la Russie pour les préjudices qu'ont éprouvés ré-

(1) La guerre civile rompt les liens de la société et du gouvernement, ou elle en suspend du moins la force et l'effet; elle donne naissance, dans la nation, à deux partis indépendants, qui se regardent comme ennemis et ne reconnaissent aucun juge commun. Il faut donc, de nécessité, que ces deux partis soient considérés comme formant désormais, au moins pour un temps, deux corps séparés, deux peuples différents. Que l'un des deux ait eu tort de rompre l'unité de l'Etat, de résister à l'autorité légitime, ils n'en sont pas moins divisés de fait. D'ailleurs, qui les jugera, qui prononcera de quel côté se trouve le tort ou la justice? Ils n'ont point de supérieur commun sur la terre. Ils sont donc dans le cas de deux nations qui entrent en contestation, et qui, ne pouvant s'accorder, ont recours aux armes. (Voyez VATTEL, *Droit des gens*, tome IV, p. 154-155.)

cemment leurs nationaux par suite de la lutte sainte et héroïque soutenue par la nationalité polonaise opprimée? Pourquoi n'en ont-ils pas exigé?

En a-t-on réclamé aux gouvernements de Washington et de Richmond?

Quelle est l'attitude prise par les puissances maritimes, c'est-à-dire par l'Angleterre et la France, en présence du spectacle qu'offre au monde la lutte gigantesque de l'Amérique du Nord? Il y a là de véritables abus contre le pavillon de ces grandes puissances, il y a des violences de tout genre; on confisque les biens de tous ceux, étrangers ou nationaux, qui prennent part à la lutte; on soumet les étrangers au service militaire, et on leur impose des impôts et des contributions indirectes de guerre; enfin, les étrangers sont fréquemment assimilés, dans la pratique, aux enfants du pays dans toutes les charges et obligations; et néanmoins — s'est-on permis de réclamer des *conventions étrangères* aux gouvernements de Washington et de Richmond? Pourquoi ne l'a-t-on pas fait? Nous connaissons et nos lecteurs connaissent aussi la réponse que nous ferait l'illustre historien : c'est que les Anglo-Saxons sont puissants, tandis que les Hispano-Américains sont affaiblis et divisés. La doctrine peut être commode et expéditive, mais elle n'en est pas moins dangereuse, comme nous le verrons plus tard.

Avec l'Amérique du Sud, nous le savons par expérience, le droit des gens tel qu'on l'interprète aujourd'hui est *lettre morte*, et on regarde comme inutile tout argument qui ne peut être appuyé sur la force, véritable *droit moderne*. Ces conséquences ne sont même pas limitées seulement à l'Amérique méridionale. La lutte héroïque que soutient actuellement le petit royaume de Danemarck contre le pouvoir colossal de toute l'Allemagne et de l'Autriche, par suite de la violation flagrante du droit conventionnel fondé sur les traités de 1852 garantis par l'Angle-

terre, est un nouveau fait qui corrobore notre assertion, et il n'est pas impossible que cet attentat reçoive la sanction des mêmes nations qui devaient garantir l'intégrité de cette convention, par la raison qu'il s'agirait de lutter contre un pouvoir qui représente une population de cinquante millions d'âmes.

La *règle anglaise* appliquée au Brésil.

L'empire du Brésil, avec toute sa prospérité, son gouvernement régulier, son administration irréprochable et la paix inaltérable dont il jouit, n'a pu se soustraire à ces actes de violence commis en pleine paix, actes que l'illustre orateur, tout en reconnaissant tout ce qu'ils ont d'odieux, a bien voulu caractériser du nom de *règle anglaise*. L'acte de ce genre qu'a exercé la marine de Sa Majesté Britannique dans la baie de Rio-Janéiro en 1863, et qu'avait autorisé M. Christie, ministre résidant anglais à la cour du Brésil, est un autre fait qui n'a pas été désapprouvé officiellement, bien que l'Europe entière et le peuple anglais lui-même l'aient accueilli avec la plus profonde indignation (1).

Actes analogues auxquels a été soumise la France.

Avant de soutenir de sa parole éloquente une doctrine si peu d'accord avec le caractère et la loyauté du peuple français, l'illustre historien aurait bien fait de consulter les

(1) Parmi les diverses interpellations auxquelles donna lieu devant le parlement cet attentat contre le droit des gens, citons celle qui émana de M. de Seymour-Fitzgerald, dans la séance du 17 juillet de la chambre des communes. Cet orateur, après avoir appelé l'attention de ses collègues sur l'état des relations de l'Angleterre avec le Brésil, fit observer que le représentant de l'Angleterre à la conférence de Paris ayant fait la proposition, acceptée en principe, que tout différend entre deux puissances fût à l'avenir soumis à l'arbitrage d'une troisième puissance, il était étrange que la puissance qui avait fait cette proposition fût la première à recourir aux moyens coërcitifs au lieu d'invoquer un arbitrage. L'orateur adressa un blâme sévère au gouvernement pour n'avoir pas désavoué la conduite de M. Christie, et il termina en lui demandant s'il était disposé à donner satisfaction au Brésil, comme il l'avait fait au Paraguay, et à rétablir les bonnes relations entre les deux pays. (Voyez la séance du 17 juillet 1863 de la chambre des communes.)

annales de la diplomatie européenne, et peut-être y aurait-il trouvé plus d'un souvenir d'actes analogues imposés à son pays à l'époque où la Grande-Bretagne était la reine absolue des mers. En tout cas, qu'il nous permette de réveiller sa mémoire en reproduisant les termes énergiques dans lesquels M. Rouillé, ministre des affaires étrangères de France, protestait, dans une note adressée au Foreign-Office en 1755, contre l'application réitérée de la *règle anglaise* à la marine française. Le digne ministre de Louis XV disait alors :

Piraterie anglaise.

« L'attaque du mois de juillet dernier et la prise de deux navires du roi en pleine mer, sans aucune déclaration de guerre, ont été une insulte publique pour le pavillon de Sa Majesté, insulte à la suite de laquelle Sa Majesté eût donné libre cours au juste ressentiment que lui inspirait un procédé aussi irrégulier que violent, si elle avait pu se persuader que l'amiral Boscawen eût agi de cette manière en vertu d'ordres de sa cour.

» Un égal motif avait porté Sa Majesté à suspendre son jugement *sur les pirateries qu'exercent les navires anglais, depuis plusieurs mois, contre la navigation et le commerce des sujets de Sa Majesté, au mépris du droit des gens, de la foi des traités, des usages établis chez les nations civilisées et des égards que l'on se doit réciproquement.*

» Toutefois, le roi avait, malgré cela, quelques motifs pour espérer que Sa Majesté Britannique, aussitôt après son retour à Londres, désapprouverait la conduite de son amirauté et des officiers de sa marine, et donnerait à Sa Majesté une satisfaction proportionnée à l'injure et aux dommages qu'elle avait reçus.

» Mais, voyant que le roi d'Angleterre, loin de punir les brigandages de la marine anglaise, les encourage et les

Approbation du fait par le gouvernement britannique.

stimule au contraire, en demandant à ses sujets de nouveaux secours contre la France, Sa Majesté manquerait à ce qu'elle doit à sa propre gloire, à la dignité de sa couronne et à la défense de ses peuples, si elle différait plus longtemps d'exiger du roi de la Grande-Bretagne une réparation solennelle de l'outrage fait au pavillon français et des préjudices causés à ses sujets (1). »

Conduite contraire suivie en tous temps par la France.

Il est de notre devoir de dire, à l'honneur de la France, que jamais actes semblables n'ont été pratiqués par ses armées ni par sa marine, et que c'est la première fois qu'une telle doctrine a été conseillée du haut de la tribune législative. Nous pourrions, au contraire, citer des cas nombreux où la diplomatie et les armes françaises ont été mises au service des peuples faibles, quand on a prétendu leur appliquer la *règle anglaise* sans de justes motifs.

Il est évident que M. Thiers, en traitant comme il l'a fait l'Amérique méridionale, a subi une de ces mauvaises inspirations qui laissent un souvenir fâcheux dans la vie publique des grands hommes, et nous le regrettons d'autant plus que, il y a peu de temps, nous recevions de l'illustre savant, des témoignages d'une nature toute différente (2).

(1) Voyez le *Guide diplomatique*, par le baron Ch. de Martens, t. II.

(2) Ayant offert à M. Thiers un exemplaire du premier volume de notre ouvrage sur l'Amérique latine, il nous fit l'honneur de nous répondre par la lettre suivante :

Paris, le 25 mai 1862.

Monsieur,

J'ai à vous accuser réception de l'envoi que vous avez bien voulu me faire du commencement de votre travail sur l'Amérique latine. Aussitôt que mes occupations me laisseront un peu de loisir, je lirai avec un grand intérêt votre ouvrage sur un pays *qui m'a toujours inspiré la plus vive sympathie*. En attendant, veuillez agréer, Monsieur, mes remerciements avec l'assurance de mes sentiments très distingués.

A. Thiers.

A Monsieur C. Calvo, à Paris.

La peine du talion.

La *règle anglaise* a été aussi adoptée par l'Amérique du Nord, et ce qui nous paraît plus significatif, c'est que la première application qu'en a faite cette république a été contre la fière Albion. — On se rappelle l'attaque qui a eu lieu dans la baie de Saint-Jean de Nicaragua et celle du vapeur britannique *Trent* par la corvette des Etats-Unis le *San Jacinto*. Le cabinet de Washington a approuvé ce dernier acte en élevant le capitaine Wilkes, auteur de l'attentat, au rang de commodore (1). Nous pourrions en citer beau-

(1) Voici ce que disait, sur cet attentat, un des organes les plus autorisés de l'opinion publique en Europe :

« L'opinion publique s'est vivement émue dans toute l'Europe de l'arrestation des deux ministres de la Confédération américaine du Sud près les cours de France et d'Angleterre, MM. Slidell et Mason, saisis à bord du steamer anglais le *Trent*, par le navire de la marine des Etats-Unis le *San Jacinto*.

» La presse anglaise a exprimé la plus vive indignation, et celle des autres nations, la France en tête, s'est associée, sinon aux colères qui se sont fait jour en Angleterre, du moins aux regrets très légitimes que cet incident est de nature à provoquer.

» L'acte commis par le commandant Wilkes n'est malheureusement pas sans précédent, et malheureusement encore pour l'Angleterre on a le droit de se demander si elle n'est pas moins fondée que toute autre puissance à s'en plaindre? N'a-t-elle pas donné, en bien des circonstances, l'exemple des plus graves abus de la force, et la supériorité incontestée de sa marine n'a-t-elle pas, plus d'une fois, couvert les plus flagrantes violations du droit des gens?

» La publication récente du volume des documents officiels échangés entre la légation de la république du Paraguay et le gouvernement de Sa Majesté Britannique, relativement à la question Canstatt, en contient encore une preuve bien frappante.....

» Deux navires de guerre anglais, le *Burzard* et le *Grappler*, ont tiré sur un navire du Paraguay dans un port ami, sans déclaration préalable de guerre, et contre un diplomate qui venait de remplir avec succès une mission si utile à l'Angleterre.

» Qu'on juge de la gravité de l'acte, de la gravité des circonstances qui l'accompagnèrent, et qu'on compare l'attaque dirigée contre le *Tacuari* à la regrettable capture opérée par le *San Jacinto* sur le *Trent*.

» Il est vrai que ce n'est pas à l'Angleterre tout entière qu'il faut faire remonter la responsabilité de cet acte odieux ; ce n'est pas à la nation bri-

coup d'autres, sans compter les fréquentes vexations auxquelles sont exposés les sujets de Sa Majesté Britannique de la part de l'une et de l'autre des deux nouvelles nations formées par la division de la grande république des anciens Etats-Unis.

Exagération naïve et originale de M. Thiers.

Enfin, les exagérations de l'honorable député atteignent les dernières limites de l'originalité en même temps qu'elles témoignent de la naïveté avec laquelle il a accepté des accusations invraisemblables, lorsqu'il affirme que « les de-» mandes d'indemnité sont toujours proportionnées à l'é-» tendue du commerce que chaque nation européenne fait » avec ce pays. »

Si l'on pouvait prendre au sérieux cette plaisante assertion, nous dirions qu'elle prouve une seule chose, l'élasticité qu'ont acquise dans ces pays les *conventions étrangères* et surtout la *règle anglaise!*

Questions à M. Thiers.

Maintenant que nous avons répondu aux reproches inconsidérés de M. Thiers, il nous reste à l'interroger sur les points suivants :

Pourquoi les gouvernements des grandes puissances ma-

tannique, c'est au gouvernement anglais. En effet, la presse anglaise a blâmé la conduite du cabinet de Saint-James dans cette affaire, et lorsque la question a été soumise au docteur Phillimore, celui-ci, à trois reprises différentes, s'est prononcé en faveur du Paraguay. — « Il est hors de doute, a-t-il » affirmé, que les réclamations de l'Angleterre contre le Paraguay relativement » à l'affaire Canstatt, ont dû être faites sans connaître l'état de la question, » et que leurs demandes n'avaient aucune garantie et aucune autorité du » droit public et international. »

» Plus tard le gouvernement britannique a parfaitement connu l'état de la question.

» Il est à désirer que la capture faite à bord du *Trent*, bien qu'on ne puisse l'assimiler en rien à l'attaque dirigée contre le *Tacuari*, rappelle le gouvernement anglais à un plus juste sentiment du droit des autres nations, lui qui montre, dans la circonstance actuelle, un sentiment si prononcé des droits de la grande nation britannique. »

(*Indépendance belge* du 6 décembre 1861.)

ritimes se préoccupent-ils autant de négocier des traités pour stipuler les bases de leurs relations internationales avec les peuples de l'Amérique latine, s'ils n'ont, quand cela convient à leurs intérêts, d'autre guide à suivre avec eux que l'application de la *règle anglaise?*

Comment M. Thiers entend-il la souveraineté et l'égalité des nations, si quelques-unes d'entre elles doivent être assujetties aux caprices des gouvernements forts et plus ou moins scrupuleux (1)?

L'autorité de Grotius, de Vattel, etc., n'est invoquée que lorsque le droit est du côté des plus forts.

A quoi sert l'autorité de Grotius, de Vattel, de Puffendorff, de Klüber, de Martens, de Wheaton, de Heffter, de Phillimore et de tant d'autres illustres professeurs de droit international, si leurs doctrines ne doivent être consultées que lorsque le droit est du côté du plus fort?

Enfin, pourquoi les cabinets européens ont-ils sollicité des gouvernements américains leur adhésion aux principes

(1) Voici de quelle manière nous la comprenons : « Par l'égalité des nations, on entend que les droits de chacune doivent être respectés autant que ceux de toute autre, sans distinction de celles qui sont puissantes ou de celles qui n'occupent qu'un rang secondaire sur la carte des peuples. » (Voir MARTENS, *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, édition Guillaumin, t. Ier, § 125, pag. 322; KLUBER, *Droit des gens moderne de l'Europe*, édition Guillaumin, § 88, pag. 116 et 117.) « Il n'y a pas de petit peuple, dit Victor Hugo. La grandeur d'un peuple ne se mesure pas plus au nombre que la grandeur d'un homme ne se mesure à la taille. L'unique mesure, c'est la quantité d'intelligence et la quantité de vertu. Qui donne un grand exemple est grand. Les petites nations seront les grandes nations le jour où, à côté des peuples forts en nombre et vastes en territoire, qui s'obstinent dans le fanatisme et les préjugés, dans la haine, dans la guerre, dans l'esclavage et dans la mort, elles pratiqueront doucement et fièrement la fraternité, abhorreront le glaive, anéantiront l'échafaud, glorifieront le progrès... Les mots sont vains si les idées ne sont pas dessous. Il ne suffit pas d'être la république, il faut être encore la liberté; il ne suffit pas d'être la démocratie, il faut encore être l'humanité. » (*Lettre à M. le pasteur Bort*, de Genève. Hauteville-House, 17 novembre 1862. Journal la *Presse*, 24 novembre.) Voyez VATTEL, dernière édition augmentée par M. Pradier Fodéré, t. II, c. III, § 37, p. 2.

humanitaires qui furent stipulés dans le congrès de Paris, si ces principes devaient être violés si peu de temps après leur proclamation solennelle?

Mais ces questions nous mèneraient trop loin, surtout si nous nous laissions entraîner par les sentiments de juste indignation que nous a causés la doctrine préconisée par M. Thiers.

L'Amérique du Sud possède les moyens de détruire la *règle anglaise* et les *conventions étrangères*.

Qu'il n'oublie pas, cependant, que pour s'opposer, à l'avenir, aux *conventions étrangères*, l'Amérique latine a des armées formidables, celles des chiffres que représente son commerce, et que ce commerce alimente en grande partie ceux de l'Angleterre et de la France; qu'il se rappelle aussi que contre la *règle anglaise* les moyens de résistance abondent, moyens dont l'Angleterre a eu des exemples mémorables dans les malheureuses invasions dirigées par elle contre Buénos-Ayres en 1806 et en 1807, ainsi que dans la lutte soutenue de 1838 à 1850 par ce dernier pays contre les deux plus puissantes nations du monde, avec des résultats bien connus de l'illustre historien.

Nous devons confesser que nous avons éprouvé un véritable désenchantement lorsque nous avons entendu, en 1864, l'orateur éloquent de 1850, et nous ne doutons pas qu'une impression semblable n'ait attristé toute l'Amérique, où ses talents et son nom avaient acquis une célébrité grande et méritée. Dans une telle disposition d'esprit, que M. Thiers nous permette de lui faire observer, avec la même liberté dont il vient d'user à l'égard de l'Amérique, qu'il n'a été, dans cette occasion, ni logique ni habile politique.

M. Thiers n'a été ni logique ni habile politique.

Il n'a pas été logique, parce qu'en 1850, dans un autre discours, aussi *d'opposition*, en soutenant l'intervention de la France à Buénos-Ayres, il fit ressortir l'immense avenir de l'Amérique espagnole et la supériorité qu'elle offrait,

pour le commerce de la France, sur l'Amérique anglaise; puis, appréciant les progrès de l'Amérique méridionale, il ajoutait :

Ses opinions de 1850 comparées avec celles de 1864.

« Savez-vous ce qui se passe dans l'Amérique du Sud? Là, vous avez à faire à des nations dont la croissance est si rapide qu'elle dépasse singulièrement celle de l'Amérique du Nord. Dans l'Amérique du Nord la population, et presque tous les chiffres de croissance sont analogues à celui-là, double en vingt ans à peu près. *Dans l'Amérique du Sud, je pourrais vous donner des états qui vous le prouveraient, la population triple en douze années.*

» *Le commerce de la Plata, en douze années, a monté de 4 à 5 millions à 40 millions* (1). Voilà la progression du commerce *et de toute chose en ce pays-là* (2). »

Nous laissons au lecteur éclairé, qui a pu apprécier l'exactitude des chiffres contenus dans les chapitres précédents, le soin de concilier l'importance que M. Thiers accordait à l'Amérique espagnole en 1850, avec la situation malheureuse dans laquelle il la représente en 1864; on sera bien forcé de convenir avec nous que M. Thiers n'est plus le même en 1864 qu'en 1850.

Il n'a pas été habile politique, parce qu'il a blessé dans ce qu'il a de plus cher tout un continent, dont les populations vigoureuses sont arrivées en moins de trente ans à entretenir avec la France un commerce plus important pour elle que celui qu'elle peut faire avec quelque autre pays du

(1) Nous appelons l'attention de l'illustre savant sur le tableau comparatif du commerce de la France avec l'Amérique latine de 1830 à 1860, n° 17. Ce tableau lui démontrera que ce progrès a été bien plus considérable depuis 1850.

(2) Discours prononcé à l'Assemblée législative en 1850. M. Thiers soutenait alors la nécessité de continuer l'intervention armée à la Plata, pendant que le gouvernement français négociait le traité Le Prédour, qui la fit cesser.

monde que ce soit ; populations dont les sympathies se traduisent par des faits non équivoques, qui tendent à les unir à la France par des liens étroits et durables d'amitié et de commerce (1). En les blessant, il a bien gratuitement porté préjudice à son pays, car c'est là un moyen infaillible de détourner le penchant naturel qui pousse ces peuples vers la nation française.

Heureusement, il ne manque pas en France d'hommes d'Etat pratiques qui ont compris et adopté une politique tout à fait différente de celle qu'a conseillée d'une manière irréfléchie l'illustre historien.

(1) Un de nos bibliographes les plus éclairés, qui apprécie en termes bienveillants l'importance de notre ouvrage, mais qui partage aussi les préoccupations aujourd'hui à la mode contre l'Amérique espagnole, n'a pu s'empêcher de nous exprimer la mauvaise humeur que lui a causée cette sympathie trop vivement manifestée dans le Mémoire qui sert d'introduction au premier volume de notre *Collection*. Voici comment nous traite et nous conseille le savant allemand :

« Nous excusons volontiers un peu de présomption chez les Hispano-Américains. Nous devons même leur en désirer, car il n'y a que le sentiment très prononcé de leur propre valeur, ainsi que les autres illusions propres à la jeunesse, qui puissent les empêcher de désespérer de leur avenir et leur donner le courage de recommencer toujours leur œuvre, afin de conduire leur patrie vers un avenir glorieux ; mais nous devons avant tout souhaiter que les Américains du Sud réfléchissent sérieusement, et qu'au lieu de poursuivre follement les théories françaises, ils tâchent de revenir vers la base que leur indique leur nationalité, c'est-à-dire qu'ils essaient d'arriver, non à un développement « latin, » c'est-à-dire, néo-français, mais à un développement néo-espagnol, dans le même sens que celui qui se trouve indiqué dans le développement néo-anglais, œuvre des Anglo-Américains. Mais pour arriver à cette fin, ils ne devraient pas, entre autres choses, choisir Paris pour l'instruction supérieure de leurs jeunes gens comme ils le font maintenant ; ils devraient au contraire les envoyer à Madrid ou dans les universités espagnoles, et s'inspirer de la littérature espagnole au lieu de prendre leurs idées dans les écrits de Voltaire, Rousseau, Eugène Sue et autres Français semblables. » (Voyez l'article bibliographique de M. Wappaens dans le *Journal des Savants de Gœttingue*, 1863, n° 7, p. 250.)

X.

Développement considérable qu'a pris cet ouvrage.

Lorsque nous avons entrepris la tâche difficile de rassembler les précieux éléments qui doivent servir de bases à l'histoire générale de l'émancipation politique des anciennes colonies de l'Amérique latine, nous n'avions pas l'intention de donner à ce travail l'immense développement qu'il a acquis.

En effet, au lieu d'une simple collection de traités que nous avions offerte à nos lecteurs d'Europe et d'Amérique, nous sommes heureux de pouvoir leur présenter aujourd'hui, non pas une histoire complète de notre révolution, mais au moins un aperçu riche de faits historiques, accompagné de documents qui lui servent de complément, et dont l'ensemble rend très facile et à la portée de tous l'étude de cette longue période, la plus intéressante de l'existence des peuples de l'Amérique du Sud.

Division des matières pour faciliter les recherches.

Toujours guidé par notre désir de faciliter les recherches de ceux qui se consacrent à l'étude des grands événements qui ont préparé et développé la révolution de l'indépendance, nous avons cru devoir diviser notre travail en trois grandes parties, dans l'ordre suivant :

Première section.

La première comprend les luttes héroïques soutenues par l'ancienne vice-royauté de Buénos-Ayres, devenue ensuite Provinces-Unies du Rio de la Plata, contre l'autorité de la métropole, pendant que celle-ci dominait encore dans le haut et le bas Pérou, le Chili et une partie de l'Equateur, et contre les armées du Portugal et du Brésil, qui occupèrent successivement la province de Montévidéo, de 1810 à 1828, c'est-à-dire depuis l'inauguration

de l'ère révolutionnaire par le peuple de Buénos-Ayres, jusqu'à la victoire incontestée de l'indépendance dans cette vaste partie du continent de Colomb : nous comprenons aussi dans cette période l'émancipation du Brésil par la rupture des liens qui l'attachaient à la couronne du Portugal.

Seconde.

La deuxième période embrasse la lutte patriotique soutenue contre les autorités espagnoles, dans la vice-royauté de Santa Fé et dans les capitaineries de Caracas et de Quito, réunies ensuite sous le nom de république de Colombie, depuis les premiers mouvements révolutionnaires jusqu'à la bataille d'Ayacucho et à l'expulsion complète des armées européennes du territoire sud-américain ; nous y rattachons la guerre de l'indépendance de la république d'Haïti.

Troisième.

La troisième renferme dans une même période la lutte contre la domination espagnole soutenue par l'ancienne vice-royauté du Mexique et la vaste contrée connue ensuite sous le nom d'Amérique centrale, depuis la révolution jusqu'à leur indépendance définitive.

Ouvrages consultés par l'auteur.

Pour tracer à grands traits, comme nous l'avons fait, l'histoire des événements les plus remarquables qui assurèrent l'émancipation politique de ces peuples, nous avons consulté presque tous les ouvrages anciens et modernes relatifs au continent sud-américain, et nous ne croyons avoir oublié aucun fait historique ni aucun document, parmi ceux qui caractérisent une époque ou qui ont exercé une influence transcendante dans les luttes de l'indépendance. Il est de notre devoir de déclarer que nous avons utilisé tout ce qui, dans ces ouvrages, nous a paru pouvoir contribuer au grand but de notre travail. Quoique dans le cours de notre récit nous indiquions avec soin les livres dans lesquels nous puisons des renseignements, nous devons néanmoins un tribut à l'initiative et aux nobles efforts

des écrivains qui nous ont devancé, et c'est pourquoi nous consignons plus loin, par ordre chronologique, les titres des ouvrages et les noms des auteurs que nous avons le plus fréquemment consultés ; s'ils ont mérité notre préférence, c'est qu'ils sont généralement considérés comme étant les sources les plus pures et les plus justement estimées auxquelles doivent avoir recours tous ceux qui s'intéressent à l'étude de l'histoire générale des peuples de l'Amérique latine.

Voici quels sont ces ouvrages :

1811. *Essai historique sur le royaume de la Nouvelle Espagne*, par Al. de Humboldt ; 5 volumes. — Paris.

1812. *Vida y Memorias del Dr. D. Mariano Moreno ;* 1 volume. — Londres.

1813. *Voyage aux Antilles et à l'Amérique méridionale*, par J.-B. Leblond ; 2 volumes. — Paris.

1814. *Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Monde, fait en* 1799, 1801, 1802, 1803 et 1804, par Al. de Humboldt et A. Bonpland ; 1 volume. — Paris.

1815. *El Pensador del Perú;* 1 volume. — Lima.

1816. *Ensayo de la Historia civil del Paraguay*, *Buenos Aires y Tucuman*, por el Dr. D. Gregorio Fúnes ; 3 volumes. — Buénos-Ayres.

1816. *Vues des Cordillières et Monuments des peuples indigènes de l'Amérique,* par Al. de Humboldt ; 2 volumes. — Paris.

1817. *Des trois derniers mois de l'Amérique méridionale et du Brésil,* par M. de Pradt ; 1 vol. — Paris.

1818. *Impreso sobre los seis últimos meses de la América y del Brasil,* por M. de Pradt. — Buénos-Ayres.

1819. *Révolutions de l'Amérique espagnole*, par un de ses citoyens ; traduit de l'anglais ; 1 volume. — Paris.

1820. *Histoire philosophique et politique des établisse-*

ments et du commerce des Européens dans les deux Indes, par G.-F. Raynal; 10 vol. — Paris.

1820. *Histoire de la révolution d'Espagne et de celle de l'Amérique du Sud*, par Th. L*** ; 1 vol. — Paris.

1821. *Etat des colonies et du commerce des Européens dans les deux Indes depuis* 1773 *jusqu'à* 1821, par M. Peuchet ; 2 vol. — Paris.

1821. *Gaceta de Buenos Aires*, 1810-21 ; 4 volumes. — Buénos-Ayres.

1821. *Registro oficial de Buenos Aires;* 40 vol. — Buénos-Ayres.

1824. *Le Mexique en* 1823, ou Relation d'un voyage dans la Nouvelle Espagne, par M. Beulloch, précédée d'une introduction et enrichie de pièces justificatives et de notes par sir John Byerleg; 2 vol. — Paris.

1824. *Mémoires autographes de D. Agustin Itúrbide, ex-empereur du Mexique*, traduits de l'anglais de M. Jean Quin par J.-F. Parisot; 1 vol. — Paris.

1825. *Extracto de las noticias históricas, políticas y estadísticas de las Provincias Unidas del Rio de la Plata;* 1 vol. — Londres.

1826. *Diario de las sesiones del congreso nacional del Rio de la Plata*, 1824 à 1826; 5 vol. — Buénos-Ayres.

1826. *L'art de vérifier les dates, depuis l'année* 1770 *jusqu'à nos jours*. Chronologie historique de l'Amérique; 10 vol. — Paris.

1826. *Noticias secretas sobre el estado militar, naval, etc., del Perú, Chile, Quito, Nueva Granada y del Plata*, escritas fielmente segun las instrucciones del marques de la Ensenada, y presentadas al rey D. Fernando VII, por D. Jorge Juan y D. Antonio de Ulloa; 2 vol. — Londres.

1826. *Mémoires du général Morillo*, traduits de l'espagnol; 1 vol. — Paris.

1827. *Essai historique sur la révolution du Paraguay et le gouvernement dictatorial du docteur Francia*, par MM. Rengger et Longchamp ; 1 vol. — Paris.

1828. *América, ó exámen general de la situacion política de las diferentes potencias del continente occidental, con conjeturas sobre su futura suerte*, por un ciudadano de los Estados Unidos ; 1 vol. — Northampton.

1828. *Voyage en Araucanie, au Chili, au Pérou et dans la Colombie*, suivi d'un précis des révolutions des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, traduit de l'anglais de J.-B. Stevenson par Setier ; 3 vol. — Paris.

1828. *Histoire de l'Amérique*, par W. Robertson ; 4 vol. — Paris.

1829. *Memorias del general Miller, al servicio de la República del Perú*, por M. John Miller, y traducidas al castellano por el general Torríjos ; 2 vol. — Londres.

1830. *Voyage dans les provinces de Rio de Janeiro et de Minas Geraes*, par Auguste de Saint-Hilaire ; 2 vol. — Paris.

1832. *Memoria histórica sobre las operaciones é incidencias de la division libertadora á las órdenes del general Juan Antonio Alvarez de Arenáles, en su segunda campaña en la sierra del Perú en* 1821 ; 1 vol. — Buénos-Ayres.

1834. *Historia de Chile*, por Guzman ; 2 vol. — Santiago.

1834. *Voyage au Chili, au Pérou et au Mexique, pendant les années* 1820, 1821 et 1822, par le capitaine Basil-Hall, 2 vol. — Paris.

1835. *Un Rasgo de Bolivar en campaña.* — New-Yorck.

1835. *Voyage à Buénos-Ayres et à Porto Alegre par la Bande Orientale, les missions de l'Uruguay et la province de Rio Grande du Sud*, par Arsène Isabelle ; 1 vol. — Le Havre.

1835. *Mémoires et correspondance inédits du général Dumouriez ;* 2 vol. — Bruxelles.

1836. *Coleccion de arengas en el foro y escritos del Dr. D. Mariano Moreno ;* 1 vol. — Londres.

1836. *Mémoires du Prince de la Paix, don Manuel Godoy*, traduits en français par J.-G.-D. Esmenard ; 3 vol. — Paris.

1836. *Coleccion de obras y documentos relativos á la historia antigua y moderna de las Provincias del Rio de la Plata*, ilustrada con notas y disertaciones por Pedro de Ángelis ; 6 vol. — Buénos-Ayres.

1837. *Le Brésil*, par Ferdinand Denis ; *La Colombie et les Guyanes*, par César Famin ; 1 vol. — Paris.

1839. *Historia do Brazil desde seu descobrimento,* por Pedro Alvares Cabral, *até á abdicação do imperador D. Pedro I*, por Francisco Solano Constancio ; 2 vol. — Paris.

1840. *Le Chili, le Paraguay, l'Uruguay et Buénos-Ayres*, par César Famin ; 1 vol. — Paris.

1840. *Documentos para la vida pública del libertador Bolivar;* 22 vol. — Caracas.

1840. *Correspondencia do duque de Palmella* ; 3 vol. — Lisbonne.

1841. *Recopilacion de las leyes y decretos promulgados en Buenos Aires desde el 25 de mayo de* 1810 *hasta el fin de diciembre de* 1840 ; 3 vol. — Buénos-Ayres.

1841. *Resúmen de la historia de Venezuela desde el año* 1797 *hasta el de* 1830, por Rafael María Baralt y Ramon Díaz ; 2 vol. — Paris.

1841. *Voyage pittoresque dans les deux Amériques*, publié sous la direction de M. Alcide d'Orbigny ; 1 vol. — Paris.

1843. *Tratados, convenios y declaraciones de paz y de comercio hechos por la España desde el año* 1700 *hasta*

nuestros dias, por D. Alejandro del Cantillo; 1 vol. — Madrid.

1844. *L'Isthme de Panama, examen historique et géographique des différentes directions suivant lesquelles on pourrait le percer et des moyens à employer*, par Michel Chevalier; 1 vol. — Paris.

1845. *Biblioteca del Comercio del Plata,* por F. Varela, V. Alsina y A. Lámas; 5 vol. — Montévidéo.

1845. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, par M. A. Thiers; 20 vol. — Paris.

1846. *Memorias para la historia de las armas españolas en el Perú,* por el general Camba; 2 vol. — Madrid.

1847. *Archivo americano y espíritu de la prensa del mundo* de 1843 á 47: primera serie; 4 vol. — Buénos-Ayres.

1848. *Tratados del Rio de la Plata y constituciones de las Repúblicas sud-americanas*, por F. Varela; 1 vol. — Montévidéo.

1849. *Historia de Méjico desde los primeros movimientos que prepararon su independencia en el año* 1808 *hasta la época presente,* por D. Lúcas Alaman; 5 vol. — Mexico.

1850. *Viajes por la América del Sur* de D. Félix de Azara; edicion moderna; 1 vol. — Montévidéo.

1850. *Considérations historiques et politiques sur les Républiques de la Plata*, par M. Alfred de Brossard; 1 vol. — Paris.

1850. *Noticias históricas y descriptivas sobre el gran país del Chaco y Rio Bermejo*, por José Arenáles; 1 vol. — Montévidéo.

1850. *Coup d'œil rapide sur la République de Costa Rica*, por F. Molina. — Paris.

1851. *Archivo americano y espíritu de la prensa del mundo*, segunda serie, 1747-51; 27 vol. — Buénos-Ayres.

1852. *Buenos Aires y las Provincias del Rio de la Plata,* desde su descubrimiento y conquista por los Españoles, por sir Woodbine Parish, traducido del ingles al castellano por Justo Maeso ; 2 vol. — Buénos-Ayres.

1853. *Memorias para la Historia de la Revolucion de Centro-América*, por D. Manuel Montufar ; 1 vol. — Guatemala.

1854. *Registro estadístico del Estado de Buenos Aires;* 6 vol. — Buénos-Ayres.

1854. *Pétion et Haïti*, par Saint-Remy ; 1 vol. — Paris.

1854. *Voyages autour du monde et naufrages célèbres*, par le capitaine Lafond ; 8 vol. — Paris.

1855. *Memorias póstumas del brigadier general D. José María Paz;* 4 vol. — Buénos-Ayres.

1855. *Observaciones sobre las Memorias póstumas del general Paz,* por el general Araoz de Lamadrid ; 1 vol. — Buénos-Ayres.

1855. *Historia general de España, desde los tiempos mas remotos hasta nuestros dias*, por D. Modesto Lafuente ; 26 vol. — Buénos-Ayres.

1856. *Le Brésil,* par Charles Reybaud ; 1 vol. — Paris.

1856. *Apuntamientos sobre Centro-América*, particularmente sobre los Estados de Hondúras y San Salvador, etc., por E. G. Squier ; 1 vol. — Paris.

1856. *Coleccion de leyes*, *decretos del gobierno*, *tratados internacionales y acuerdos del superior tribunal de justicia de la República Oriental del Uruguay*, por Adolfo Rodríguez ; 1 vol. — Montévidéo.

1857. *Memorándum de los negocios pendientes entre Méjico y España*, presentado al Excmo. señor ministro de Estado por el representante de la República ; 1 vol. — Poissy.

1857. *El Ostracismo de los Carreras*, por B. Vicuña Mackenna ; 1 vol. — Santiago.

1857. *Voyage dans l'Amérique centrale, l'île de Cuba et le Yucatan*, par Arthur Morelet; 1 vol. — Paris.

1857. *Considérations géographiques sur l'histoire du Brésil*, par M. d'Avezac; 1 vol. — Paris.

1857. *Noticias históricas de la República Argentina*, por D. Ignacio Núñez; 1 vol. — Buénos-Ayres.

1858. *Historia de la revolucion de la república de Colombia en la América meridional*, por José María Restrepo; 4 vol. — Besançon.

1858. *Les Voyages d'Améric Vespuce au compte de l'Espagne et les mesures itinéraires employées par les marins espagnols et portugais des* XV[e] *et* XVI[e] *siècles*, par M. d'Avezac; 1 vol. — Paris.

1858. *Documentos relativos á la traslacion de las cenizas de Rivadavia*, recopilados por el coronel Mitre. — Buénos-Ayres.

1858. *Memorias y documentos para la historia de la independencia del Perú y causas del mal éxito que ha tenido esta*. Obra póstuma de P. Pruvonena; 2 vol. — Paris.

1858. *Manual de historia y cronología de Méjico*, arreglado por Márcos Arróniz; 1 vol. — Paris.

1858. *Os varoes illustres do Brazil durante os tiempos coloniaes*, por J. M. Pereira da Silva; 2 vol. — Paris.

1858. *La Confédération Argentine*, par M. Alfred du Graty; 1 vol. — Paris.

1859. *El Paraguay independiente*; 2 vol. — Assomption.

1859. *Historia del general Belgrano*, por Bartolomé Mitre; 2 vol. — Buénos-Ayres.

1859. *Congreso de Verona. Guerra de España. Negociaciones. Colonias españolas. Polémica*, por F.-A. de Chateaubriand; 1 vol. — Madrid.

1860. *Description géographique et statistique de la Confédération Argentine*, par M. Martin de Moussy; 2 vol. — Paris.

1860. *Epitome chronologico da historia do Brazil*, composto pelo Dr. Gaetano Lopez de Moura; 1 vol. — Paris.

1860. *Manual de historia y cronologia de Chile*, por D. Baldomero Menéndez; 1 vol. — Paris.

1860. *Histoire physique, économique et politique du Paraguay et des établissements des Jésuites*, par L.-Alfred Demersay; 1 vol. — Paris.

1860. *El Ostracismo de O'Higgins*, por B. Vicuña Mackenna; 1 vol. — Valparaiso.

1861. *Memoria de la deuda exterior de la Nueva Granada*, presentada por el ministro de hacienda de la Confederacion al congreso nacional. — Bogota.

1861. *Historia Argentina*, por Luis L. Domínguez; 1 vol. — Buénos-Ayres.

1861. *L'Oyapoc et l'Amazone.* Question brésilienne et française, par Joaquin Gaetano de Silva; 2 vol.— Paris.

1862. *El Album de Ayacucho:* Coleccion de los principales documentos de la guerra de la independencia del Perú, por el capitan de caballería José Hipólito Herrera; 1 vol. — Lima.

1862. *De la propriété des mines et de son organisation légale en France et en Belgique*, par M. Edouard Dalloz; 2 vol. — Paris.

1862. *Les Républiques de l'Amérique espagnole*, par J.-M. Guardia; 1 vol. — Paris.

1862. *La República del Paraguay*, por Alfredo du Graty, traducida del frances al español por Cárlos Calvo; 1 vol. — Besançon.

1862. *Escriptos politicos e discursos parlamentares* de J. M. Pereira da Silva; 1 vol. — Rio-de-Janéiro.

1862. *Anuario estadístico de Chile;* 1 vol. — Santiago de Chile.

1862. *L'Empire du Brésil*, par M. V.-L. Baril, comte de la Hure; 1 vol. — Paris.

1862. *Histoire de l'émigration*, par Jules Duval; 1 vol. — Paris.

1863. *Memorias de lord Cochrane, conde de Dundonald;* 1 vol. — Lima.

1863. *Le Mexique ancien et moderne*, par Michel Chevalier; 1 vol. — Paris.

1863. *Coleccion de tratados celebrados por la República Argentina con las naciones extranjeras;* 1 vol. — Buénos-Ayres.

1863. *El general San Martin : su biografía y documentos comprobantes;* 1 vol. — Buénos-Ayres.

1863. *Histoire parlementaire de France*, recueil complet des discours prononcés dans les Chambres de 1819 à 1848, par M. Guizot; 5 vol. — Paris.

1864. *Historia da fundação do imperio brazileiro*, por J. M. Pereira da Silva. — Rio-de-Janéiro. — (Cet ouvrage se composera de 8 volumes, le premier vient de paraître.)

De plus, les principales collections de journaux et écrits périodiques imprimés dans l'Amérique latine durant la période de la Révolution, etc., etc.

N° 1.

Tableau par grandes divisions politiques de la superficie, de la population totale et par lieue carrée, du produit annuel des mines et de la valeur des marchandises introduites dans l'Amérique espagnole en 1788 (1).

GRANDES DIVISIONS POLITIQUES.	Étendue en lieues carrées de 25 au degré.	Population.	Nombre d'habitants par lieue carrée.	Produit annuel des mines d'or et d'argent exprimé en piastres.	Valeur en piastres des marchandises de l'ancien continent importées dans l'Amérique espagnole
				Piastres.	Piastres.
Vice-royauté de la Nouvelle Espagne avec les *provinces intérieures* .	118,478	5,900,000	49	23,000,000	20,000,00
Capitainerie générale de Guatémala avec Nicaragua et Verapaz. . .	26,152	1,200,000	46	. . . . . .	2,000,00
Iles de Cuba et Porto Rico	6,921	600,000	87	. . . . . .	11,000,00
Les deux Florides . . .	8,555	. . . . . .	. . .	. . . . . .	. . . . .
Capitainerie générale de Caracas (Cumana, Vénézuéla, Coro, Maracaibo, Barinas, la Guyane espagnole) .	47,856	900,000	19	. . . . . .	5,500,0
Vice-royauté de la Nouvelle Grenade (avec la présidence de Quito) .	64,500	1,800,000	28	3,000,000	5,700,0
Vice-royauté du Pérou .	30,390	1,700,000	33	8,000,000	11,500,0
Présidence du Chili. . .	22,574				
Vice-royauté de Buénos-Ayres.	143,014	1,100,000	8	5,000,000	3,500,0
Total de l'Amérique espagnole	468,440	13,200,000	28	39,000,000	59,200,0

(1) Voyez *Etat des colonies et du commerce des Européens dans les deux Indes*, par M. PEUCHET, t. I, p. 280. — Paris, 1821.

N° 2.

Tableau de la population des vice-royautés et capitaineries générales de l'Amérique espagnole en 1810, comparée avec celle qu'ont aujourd'hui ces mêmes pays, devenus indépendants.

ÉPOQUE COLONIALE. Grandes divisions politiques.	POPULATION. Année 1810.	ÉPOQUE DE L'INDÉPENDANCE. Année 1861.	POPULATION.
Vice-royauté de la Nouvelle-Espagne et capitainerie générale de Guatémala . .	7,000,000 (1)	République Mexicaine	7,800,000
		Amérique centrale. Costa-Rica	200,000
		Guatémala	850,000
		Honduras	350,000
		Nicaragua	300,000
		San-Salvador . . .	600,000
Vice-royauté de la Nouvelle-Grenade et audience de Quito . .	2,000,000 (2)	Nouvelle Grenade . . .	2,300,000
		Equateur	1,100,000
Capitainerie générale de Caracas . . .	950,000 (3)	Vénézuéla	1,500,000
Vice-royauté du Pérou et capitainerie générale du Chili. . .	2,050,000 (4)	Pérou	2,800,000
		Chili	1,600,000
Vice-royauté de Buénos-Ayres. . . .	2,350,000 (5)	République Argentine .	1,550,000
		Bolivie	1,950,000
		Paraguay	1,350,000
		Uruguay.	350,000
	14,350,000		24,600,000

(1) Cette population comprenait 3,337,000 blancs et métis. La portion des Indiens qui consommait quelques marchandises étrangères, s'élevait à 2,500,000 âmes.

(2) En 1778, on fit un recensement exact pour l'audience de Santa-Fé, dont la population fut trouvée de 747,641 habitants; celle de Quito était de 531,799 habitants; total 1,279,440.

(3) La population totale des sept provinces de Caracas, Maracaibo, Barinas, Coro, Nouvelle-Andalousie, Nouvelle-Barcelone et Guyane, était de 900,000 âmes, plus 54,000 esclaves.

(4) Le recensement fait au Pérou en 1791 donna pour résultat une population de 330,000 blancs et 240,000 métis civilisés; le reste se composait d'Indiens.

(5) On n'a pas pu obtenir un recensement bien exact, à cause de la grande étendue de ces provinces.

N° 3.

Recensement de la population du Pérou, fait par les autorités ecclésiastiques en 1795, et qui ne diffère que de 850 individus avec celui présenté au vice-roi en 1803 (1).

INTENDANCES.	Départements.	Missions.	Villages ou paroisses.	Clergé.	Religieux.	Religieuses.	Nonnes.	Espagnols.	Indiens.	Métis.	Nègres libres.	Esclaves nègres.	TOTAL.
Lima.	8	74	181	431	1,100	572	84	22,370	63,181	13,747	17,864	29,763	140,112
Cuzco	11	102	134	315	474	166	113	31,828	159,105	23,104	993	284	216,382
Aréquipa	7	60	84	326	284	162	5	39,357	66,609	17,797	7,003	5,258	136,801
Trujillo	7	87	149	460	169	162	»	19,003	115,647	76,949	13,757	4,725	230,967
Huamanga. . . .	7	59	135	176	45	82	»	5,378	75,284	29,621	943	30	111,559
Huancavélica . .	4	22	88	81	18	»	»	2,431	23,899	4,537	»	41	30,917
Tarma.	7	79	206	229	127	»	15	15,939	105,187	78,682	844	236	201,259
	51	483	977	2,018	2,217	1,144	217	136,311	608,912	244,437	41,404	40,337	1,076,997

(1) Ce tableau est extrait de l'*Art de vérifier les dates*, t. X, p. 99.

N° 4.

Produit de l'argent et de l'or des mines de Guanajuato pendant les cent années de 1701 à 1800, et pendant les dix-huit premières années du siècle actuel.

Dans les cent premières années, les produits ont été :

En argent coupelle. .	173,750	lingots avec marcs.	22,590,643
En argent de feu . .	70,741	lingots avec marcs.	9,189,744
Total	244,491	lingots avec marcs.	31,780,387

Parmi les lingots des deux espèces, il y en eut 15,000 avec de l'or de différents titres, qui, réduits au titre de 22 carats, donnèrent 70,275 marcs.

Les 31,780,387 marcs d'argent à 8 p. 2 r. valent.	262,188,192 6
Les 70,275 marcs d'or de 22 car. à 128 p., valent.	8,995,200 0
	271,183,392 6

Dans la période de neuf années qui précéda la révolution, de 1801 à 1809, les produits furent :

En lingots	42,010
En marcs d'argent	5,510,280
En marcs d'or.	17,909

Les 5,510,280 marcs d'argent à 8 piast. 2 r. valent .	45,459,810
Les 17,909 marcs d'or de 22 carats à 128 p. valent .	2,292,352
Total	47,752,162

Le produit de la seconde période, comprenant les neuf ans de décadence, fut :

En lingots	20,361
En marcs d'argent	2,670,021
En marcs d'or.	6,505

Les 2,670,021 marcs d'argent à 8 p. 2 r. valent .	22,027,675 2
Les 6,505 marcs d'or de 22 carats à 128 p. valent .	832,640 0
Total.	22,860,315 2

RÉSUMÉ.

Les cent années de 1701 à 1800 produisirent . .	271,183,392 6
La première période de 9 ans, de 1801 à 1809 .	47,752,162 0
La seconde, de 1810 à 1818.	22,860,313 2
Total en 118 années	341,795,868 0

Ces chiffres sont tirés de l'état présenté le 20 mars 1819 par la commission d'essai de Guanajuato à l'intendant de la province ; cet état est accompagné d'une représentation dans laquelle sont exposées les causes anciennes et rapprochées de la décadence de ces mines, dont le produit était réduit en cette année au quart des cinq millions qu'elles rendaient précédemment.

Le licencié Azcarate, pour évaluer l'augmentation de produit que les mines de Guanajuato auraient donnée avec la suppression complète des droits qu'il avait proposée à l'assemblée, établit les proportions suivantes dans un article publié par la *Gazette* du 22 novembre 1821, n° 27, page 195 ; c'est de là que nous avons tiré ce tableau, car les faits communiqués par la commission des mines de Guanajuato ne comprennent que les cent années du siècle passé. Azcarate calcule ainsi :

Pendant les cent ans écoulés de 1701 à 1800, Guanajuato a payé pour droits de *quinto*, dîme de l'argent et de l'or, et double droit du domaine	38,444,484
Dépenses pour la fonte, à 4 piastres par 100 marcs .	1,301,215
Pr 15,000 lingots et 25,000 *tejos* essayés, à 2 piastres.	80,000
A la mine, pr plus de 13,000 marcs à 8 piastres chacun.	1,155,645
Total.	40,981,344

Cette somme forme le septième des 271,183,392 6.

Pour arriver à cette quantité en cent ans, il a été nécessaire de jeter aux *terreros* tout le métal qui ne rendait pas sept marcs, lequel, par un calcul modéré, peut être évalué aux trois quarts ; et en supposant que sur cette quantité il y eût deux parties de métal qui ne dépassaient pas 3 marcs, il en résulte que si cette quatrième partie eût bénéficié de l'exemption des droits, la mine aurait produit 67,790,848 1.6 ; ce qui, en réunissant les deux sommes, aurait augmenté le produit total de la somme de 338,974,240 7.6, comme on le voit par l'opération suivante :

Produit dans les cent ans	271,183,392 6.0
Produit de la quatrième partie dont on aurait bénéficié en ne payant pas de droits	67,790,848 1.6
Résultat obtenu par Azcarate.	338,974,240 7.6

Néanmoins, l'expérience a démontré que ce qui est jeté aux *terreros* ne produit pas de bénéfice, non-seulement avec la baisse qu'on a fait subir aux droits, mais encore avec l'exemption de tous droits, parce que les femmes pauvres qui s'occupent à recueillir et à détacher toutes les pointes de pierres contenant quelque parcelle d'argent, tout en retirant un très faible salaire du produit de leur journée, réduisent la partie qu'elles laissent au rebut à un titre si bas, qu'on n'en peut plus tirer de parti profitable.

N° 5.

Tableau officiel du nombre des mines d'or, d'argent et de mercure, dans la vice-royauté du Pérou en 1796 (1).

INTENDANCES.	MINES D'ARGENT		MINES D'OR		Mines de mercure en exploitat.	AMALGAMATION.	
	exploitées.	non exploitées.	exploi-tées.	n. exploi-tées.		Argent.	Or.
Lima	117	70	»	»	1	41	»
Huancavélica .	80	215	»	»	2	42	»
Cuzco	19	»	»	»	»	18	»
Aréquipa . . .	55	48	1	4	»	33	»
Tarma.	»	»	»	»	»	»	»
Pasco (2) . . .	78	21	»	»	»	102	»
Huallanca . . .	149	»	»	»	»	48	»
Trujillo	134	161	2	1	»	82	»
Guamanga . .	38	63	60	3	1	32	121
Totaux . . .	670	578	63	8	4	398	121

N° 6.

Produit annuel des mines de l'Amérique latine au commencement du XIXe siècle, sous le régime colonial.

NOM DES GRANDES DIVISIONS POLITIQUES.	OR.	ARGENT.	VALEUR DE L'OR EN NUMÉRAIRE.
	Kilogr.	Kilogr.	Piastres.
Vice-royauté du Mexique	1,609	537,512	23,000,000
Vice-royauté du Pérou	742	140,478	6,240,000
Capitainerie générale du Chili . .	2,807	6,827	2,060,000
Vice-royauté de Buénos-Ayres . .	506	110,764	4,850,000
Vice-royauté de la Nouvelle Grenade	4,714	»	2,990,000
Brésil	6,873	»	4,360,000
	17,251	795,581	43,500,000 (3)

(1) *Mier's Travels in Chili and la Plata*, t. II, p. 433.

(2) Le produit moyen des mines de Pasco, avant la révolution, a été de 247,014 marcs par an.

(3) 217,000,000 de francs.

N° 7.

Produit annuel de l'industrie et de l'agriculture dans les différentes provinces du Pérou, évalué en 1797.

Lima	2,188,550
Cuzco	1,438,690
Aréquipa	1,980,258
Trujillo	1,115,512
Guamanga	240,652
Huancavélica.	161,000
Tarma	429,833
Total. .	7,554,495 p.

Mines. Le produit moyen annuel des mines, en 1795, 1796 et 1797, fut de cinq cent quarante-six mille marcs, savoir :

Mines de Tarma	276,472 marcs.
— Aréquipa	106,462
— Trujillo.	82,403
— Lima.	70,000
— Huancavélica	9,119
— Cuzco	1,764
Total. .	546,220

Commerce. La valeur des productions indigènes du Pérou expédiées annuellement dans les pays étrangers, s'élevait à 2,400,000 dollars ; il en était envoyé en Espagne pour près de 100,000 dollars ; à Buénos-Ayres, pour 1,900,000 dollars, et le reste au Chili, à Santa Fé et à Guatémala.

Tableaux du commerce entre les ports de Cadix et du Callao, de 1781 à 1790 (1).

IMPORTATIONS.

ANNÉES.	D'ORIGINE ESPAGNOLE. DOLLARS.	D'ORIGINE ÉTRANGÈRE. DOLLARS.	VALEURS TOTALES. DOLLARS.
1781	114,952 7 1/2	309,230 3	424,183 3
1782	566,128 1	633,435 3	1,199,563 4
1783	695,295 7	1,049,348 4	1,744,644 3
1784	1,020,434 1	2,073,530 4	3,093,964 5
1785	2,318,448 1	3,727,267 4	6,045,715 5
1786	6,136,067 4	7,630,681 7	13,766,749 3
1787	3,870,200 7	2,911,898 2	6,782,099 1
1788	1,557,901 »	1,194,066 1	2,751,967 1
1789	1,209,196 5	1,460,226 3	2,669,423 »
1790	2,297,962 4	2,465,499 2	4,763,461 6
	19,786,677 5 1/2	23,455,184 1	43,241,861 7

Nous croyons devoir reproduire ces tableaux d'après l'ouvrage cité, malgré quelques fautes d'impression, que sans doute l'auteur n'a pas eu l'occasion de corriger.

EXPORTATIONS.

ANNÉES.	OR ET ARGENT.	PRODUIT.	TOTAL.
1783	443,306 »	176,766 7	561,067 7
1784	16,152,916 4 1/4	968,290 2 1/2	17,121,206 7
1785	7,144,325 2	732,587 4	7,877,912 6
1786	8,285,659 7 3/4	882,807 1	9,168,467 »
1787	4,518,246 3	906,022 »	5,424,268 3
1788	5,463,973 1	579,160 2	6,043,133 3
1789	2,449,945 6	523,080 »	2,972,575 6
1790	5,220,387 2 3/4	448,095 1	5,668,482 3
	49,678,305 1	5,158,809 1 1/2	54,837,114 3

Dans les exportations de l'or et de l'argent se trouvent compris 3,562,000 dollars expédiés par la compagnie royale des Philippines.

Total des exportations	54,837,114	3
Id. importations	43,241,861	7
Différence en faveur des exportations. .	11,595,252	4

(1) *Colonel Poinsett's Report on Peru.*

Cette différence des exportations est due à la guerre. Quatre bâtiments ayant été expédiés de Cadix au Callao en 1784, l'exportation s'éleva au chiffre considérable de 17,121,206 6.

De 1790 à 1795, le chiffre du commerce entre ces deux ports a été de :

Exportations.	33,313,741	piastres.
Importations.	21,547,851	
Différence	11,765,890	

Dans la somme des exportations sont compris 29,316,995 dollars en numéraire ; le reste se compose de productions du sol.

Voici quelle a été l'importance du commerce avec Buénos-Ayres, en 1794 :

Exportations	2,034,980	dollars.
Importations	864,790	
Différence.	1,170,190	

Cette différence en faveur du Pérou lui a été remboursée en argent, mis en lingots ou monnayé à Potosi.

Le commerce avec les autres ports de l'Amérique, de 1785 à 1789, est représenté par les chiffres suivants :

Importations	8,350,749	dollars.
Exportations	7,823,776	
Différence	526,973	

Revenus. Le revenu annuel du clergé, des universités, des hôpitaux, était ainsi composé :

Lima	1,076,943	dollars.
Cuzco	393,455	
Aréquipa	329,711	
Trujillo	244,034	
Guamanga	275,408	
Total	2,319,551	

Revenu du Pérou, en 1791 *et* 1792.

En 1791.		En 1792.	
Recettes .	7,683,608 dollars.	Recettes .	7,095,429 dollars.
Dépenses .	4,601,313	Dépenses .	4,211,192
Différence.	3,682,295	Différence.	2,884,237

D'après le rapport de l'inspecteur général des douanes de Londres, du 17 juin 1826, la quantité de laine importée du Pérou en Angle-

terre, a été, en 1824, de trente-huit mille deux cent soixante-dix livres, et en 1826, de cent quatre-vingt-deux mille sept cent soixante-sept livres.

N° 8.

Tableau des sommes revenant à Sa Majesté sur les droits royaux de *quintos*, de dîmes et de un et demi pour cent de *cobos*, perçus par la caisse royale de Potosi, depuis le 1er janvier 1556 jusqu'au 31 décembre 1800.

	Droits royaux.	Principal.
Pour les droits royaux de *quintos* correspondant aux 23 années de 1556 à 1579 inclusivement	9,802,257 1	49,011,285 0 7/8
Pour les *quintos* et *cobos* royaux pendant 158 ans, de 1579 à 1736	129,509,939 0	611,256,349 2
Pour les dîmes royales et *cobos* pendant 65 ans, de 1736 à 1800.	18,618,927 0	163,682,874 5
	157,931,123 1	823,950,508 7 7/8

N° 9.

État indiquant, pour la période de cinq années de 1791 à 1795, antérieure à la dernière guerre avec l'Angleterre, la valeur des entrées, les frais et le produit net de la douane royale de Buénos-Ayres. — Proportion des dépenses d'administration avec le produit par année et sur l'ensemble. — Moyenne des cinq années. — Comparaison avec l'année 1802.

ANNÉES.	VALEURS.		FRAIS.		PRODUIT NET.		TANT pour cent annuel.	SUR LE TOTAL quinquennal.
1791	336,532	0, 0	25,866	0,17	310,666	3,17 $\frac{6}{12}$	A 8 $\frac{1}{4}$	
1792	468,850	2, 4 $\frac{5}{12}$	26,018	0,25 $\frac{6}{12}$	441,822	1,08 $\frac{9}{12}$	A 5 $\frac{7}{8}$	
1793	423,623	6,20	26,002	3,11 $\frac{4}{12}$	397,621	3, 8 $\frac{3}{12}$	A 6 $\frac{1}{2}$	
1794	407,984	2,15 $\frac{1}{2}$	24,129	4, 0	383,854	6, 4 $\frac{1}{6}$	A 6 $\frac{3}{4}$	
1795	310,858	7, 3 $\frac{6}{12}$	21,643	6, 3 $\frac{6}{12}$	289,215	0,25	A 7 $\frac{1}{3}$	
	1,947,849	7,22 $\frac{2}{12}$	123,669	6,28 $\frac{4}{12}$	1,823,778	7,10	. . . . . .	A 6 $\frac{7}{8}$
Moyenne.	389,569	7,22 $\frac{2}{12}$	24,733	7,26 $\frac{1}{12}$	364,835	7,30	A 6 $\frac{3}{4}$	
1802	857,702	5,21	25,205	2,13	832,497	3, 8	A 3 °/₀	
Augmentation en 1802	468,132	5,32 $\frac{10}{12}$	471	2,20 $\frac{11}{12}$	467,661	3,11 $\frac{11}{12}$	. . . . . .	

N° 10.

Tableau comparatif des revenus généraux perçus par l'Espagne dans les colonies américaines et de ceux qui ont été perçus en 1862 par ces mêmes peuples constitués en Etats indépendants.

ÉPOQUE COLONIALE. GRANDES DIVISIONS POLITIQUES.	COMMENCEMENT DU XIXe SIÈCLE. Revenu en francs.	ÉTATS INDÉPENDANTS.	REVENU. 1862.
Vice-royauté de la Nouvelle Espagne et capitainerie générale du Guatémala	100,000,000	Mexique	42,500,000
		Costa Rica	5,000,000
		Guatémala.	6,400,000
		Honduras	1,300,000
		Nicaragua	700,000
		San Salvador	3,500,000
Vice-royauté du Pérou et capitainerie générale du Chili . . .	36,000,000	Pérou [1]	25,000,000
		Chili	32,000,000
Vice-royauté de la Nouvelle Grenade et audience de Quito . .	19,500,000	Nouvelle Grenade . .	10,000,000
		Equateur	5,000,000
Capitainerie générale de Caracas	9,000,000	Vénézuela	20,000,000
Vice-royauté de Buénos-Ayres	23,000,000	République Argentine .	37,500,000
		Paraguay	6,000,000
		Uruguay	17,800,000
		Bolivie	9,000,000
	187,500,000		[2] 221,700,000

(1) Non compris le produit du guano.

(2) Les revenus actuels des Etats de l'Amérique sont réduits en général aux droits de douane *ad valorem*, qui ont été diminués de plus de soixante-quinze pour cent par suite de la cessation du monopole et de la grande concurrence de tous les marchés de l'Europe. Cette circonstance explique suffisamment la faible augmentation relative des recettes de 1862, comparées avec celles de 1810.

N° 11.

SAINT-DOMINGUE (HAÏTI).

A Saint-Domingue on fait deux récoltes de café par an.

En 1775, la colonie française expédia pour la France 459,339 quintaux 41 livres de café, qui rapportèrent 21,818,621 francs.

Tableau de l'exportation des cafés et de leur valeur depuis 1783 *jusqu'à* 1788.

Années.	Cafés vendus.	Produit de la vente dans les colonies.
1783	44,573,000 liv.	33,429,750 fr.
1784	52,885,000	44,951,250
1785	57,368,000	57,368,000
1786	52,180,000	57,398,000
1787	70,003,000	90,003,000
1788	68,151,000	92,003,850 (1)

En 1775, Saint-Domingue exporta pour la France sur 353 bâtiments :

1,230,673	quintaux	de sucre	44,738,139 fr.
459,339	—	de café	21,818,621
18,086	—	d'indigo	15,373,346
5,787	—	de cacao	405,134
518	—	de raucou	32,663
26,892	—	de coton	6,723,205
14,124	—	de cuirs	164,657
43	—	de fil de carret	43,460
90	—	de casse	2,435
92,746	—	de bois	908,386

En menues productions, dont quelques-unes provenant des autres colonies, 1,352,148 quintaux, valant 2,600,000 francs.

Toutes ces sommes réunies donnent un revenu de 94,162,178 fr.

Ces produits provenaient de 385 sucreries en brut et 263 en terré, de 2,587 indigoteries, de 1,418,336 cotonneries, de 92,893,405 caféiers, et de 757,691 cacaoyers.

A la même époque, la colonie possédait 75,958 chevaux ou mulets, et 77,904 bêtes à cornes.

(1) *Mémoires de la Luzerne*, p. 70.

Pour la nourriture des habitants, elle avait 7,756,225 bananiers; 1,178,229 fosses de manioc; 12,734 carrés de maïs; 18,738 de patates; 11,825 d'ignames; 7,046 de petit mil.

Les travaux occupaient 32,650 blancs, 6,030 nègres ou mulâtres libres, et environ 300,000 esclaves (1).

Tableau des articles exportés de Saint-Domingue en 1788.

Article	Quantité	Unité	Valeur
Sucre terré	70,227,708	livres.	67,670,781 fr.
Muscades	93,177,512	—	49,940,567
Café	68,151,180	—	51,890,748
Coton	6,286,126	—	17,572,252
Indigo	930,016	barriques.	10,875,120
Cacao	150,000	livres.	120,000
Mélasse	29,502	boucauts.	1,947,132
Tafia	303	—	21,816
Cuir non tanné	7,887	livres.	78,870
Id. tanné	5,186	—	93,348
Ecailles de tortue	5,000	—	50,000
Bois de gayac, acajou et mahogany	150,000	—	40,000
			200,301,634 fr.

Les droits s'élevèrent à 6,924,166 francs (2).

(1) RAYNAL, *Histoire philosophique et politique*, etc., tome III, liv. XIII; Genève, 1780

(2) Ibid., tome III, liv. XIII.

N° 12.

Tableau comparatif du commerce d'importation et d'exportation entre les colonies espagnoles et la métropole, depuis l'année 1753 jusqu'à 1800 (1).

(En millions de francs.)

Époques.	VALEUR DE L'EXPORTATION. Produits agricoles.	Métaux précieux.	Total de l'exportation.	VALEUR DE L'IMPORTATION. Marchandises nationales.	Marchandises étrangères.	Total de l'importation.	TOTAL du mouvement général.
1753	25 5	90 8	116 3	20 2	35 4	55 6	171 9
1778	18 8	60 3	79 1	8 3	11 2	19 5	98 6
1784	83 6	238 2	321 8	48 8	59 5	108 3	430 1
1785	97 2	219 5	316 7	84 3	107 2	191 5	508 2
1788	75 3	125 8	201 1	39 5	35 6	75 1	276 2
1800	150 0	192 5	342 5	96 0	200 0	296 0	638 5

(1) On a compris dans ces valeurs le commerce d'importation et d'exportation de la capitainerie générale de la Havane et de Porto Rico, qui firent à elles seules, en 1800, un commerce de 20 millions de piastres fortes, ou 100 millions de francs.

N° 13.

Commerce général d'importation et d'exportation, y compris les minéraux, des colonies espagnoles d'Amérique actuellement indépendantes, au commencement du XIX[e] siècle.

(Valeurs en monnaie française.)

GRANDES DIVISIONS POLITIQUES.	Importation d'Europe, y compris la contrebande.	Exportation des colonies. Valeur des produits agricoles.	Exportation des colonies. Produits des mines et argent monnayé.	TOTAL du mouvement général.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Mexique ou Nouvelle-Espagne et capitainerie générale de Guatémala.	110,000,000	45,000,000	112,500,000	267,500,000
Vice-royauté de la Nouvelle-Grenade. . . .	28,500,000	10,000,000	15,000,000	53,500,000
Capitainerie générale de Caracas.	27,500,000	20,000,000		47,500,000
Vice-royauté du Pérou et capitainerie générale du Chili	57,500,000	20,000,000	40,000,000	117,500,000
Vice-royauté de Buénos-Ayres	17,500,000	10,000,000	25,000,000	52,500,000
Total en francs . . .	241,000,000	105,000,000	192,500,000	538,500,000

N° 14.

Tableau du commerce général des anciennes colonies espagnoles avec la métropole en l'année 1800, comparé avec celui qu'ont fait en 1860 les mêmes pays, dans leur état actuel de nations indépendantes.

(En millions de francs.)

	IMPORTATION. 1800.	EXPORTATION. 1800 (1).	TOTAL. 1800.	IMPORTATION. 1860.	EXPORTATION. 1860.	TOTAL. 1860.	COMPARAISON. Augmentation en 1860.
Vice-royauté du Mexique et capitainerie générale de Guatémala	111 0	45 0	155 0	110 4 (2)	74 8 (3)	185 2	30 2
Vice-royauté de la Nouvelle-Grenade	28 5	10 0	38 5	17 5	38 2	55 7	17 2
Capitainerie générale de Caracas	27 5	20 0	47 5	27 9	33 2	61 1	13 6
Vice-royauté du Pérou et capitainerie générale du Chili	57 5	20 0	77 5	272 7 (4)	308 8 (5)	581 5	504 0
Vice-royauté de Buénos-Ayres	17 5	10 0	27 5	233 5 (6)	230 4 (7)	463 0	436 4
Total	241 0	105 0	346 0	662 0	685 4	1,347 4	1,001 4

(1) Les produits des mines et de l'argent monnayé ne sont pas compris dans le chiffre de l'exportation.

(2) Dans cette somme, 88 millions correspondent au Mexique, 7.6 au Guatémala, 6.5 à San-Salvador, 5.0 à Costa-Rica, 3.7 à Honduras, nationalités qui composaient autrefois la vice-royauté du Mexique et la capitainerie générale de Guatémala.

(3) Dont 44.5 correspondent au Mexique, 10.0 à San-Salvador, 8.8 au Guatémala, 7.0 à Costa-Rica, 4.0 à Honduras et 0.5 à Nicaragua.

(4) 123 6 correspondent au Pérou, 136.6 au Chili et 12.5 à l'Equateur.

(5) 195.5 correspondent au Pérou, 97 8 au Chili et 12 5 à l'Equateur.

(6) 219.1 à Buénos-Ayres et Montévidéo, 7 6 au Paraguay et 6.8 à la Bolivie.

(7) 219.4 à Buénos-Ayres et Montévidéo, 11.0 au Paraguay.

N° 15.

(3) Dont 44.5 correspondent au Mexique, 10.0 à San-Salvador, 8.8 au Guatemala, 7.0 à Costa-Rica, ...
(4) 123 6 correspondent au Pérou, 136.6 au Chili et 12.5 à l'Equateur.
(5) 195.5 correspondent au Pérou, 97 8 au Chili et 12 5 à l'Equateur.
(6) 219.1 à Buénos-Ayres et Montévidéo, 7 6 au Paraguay et 6.8 à la Bolivie.
(7) 219.4 à Buénos-Ayres et Montévidéo, 11.0 au Paraguay.

N° 15.

PROVINCES UNIES DU RIO DE LA PLATA.

Recettes et dépenses depuis 1822 jusqu'à 1825 inclusivement.

	1822. Piastres fortes.		1823. Piastres fortes.		1824. Piastres fortes.		1825. Piastres fortes.	
Total des recettes.	2,519,095		2,869,266		2,648,845		3,196,430	
Dépenses :								
Dette consolidée et ses dividendes .	643,791	3	452,038	3/4	547,107			
Ministère du gouvernement. . . .	446,140	2 1/2	513,993	7 1/4	679,585	2 1/2		
Id. des travaux publics . . .	264,187	2 1/2	323,663	3 1/2	290,696	4 1/2		
Id. de la guerre	843,935	6	1,249,258	2 1/2	1,111,976			
Total des dépenses. . . .	2,198,054	6	2,538,954	1/4	2,629,365	2 1/2	2,698,231	5 1/2

Le total des recettes pour les quatre années a été de 11,233,635 piastres fortes, qui, au change de 45 péniques par piastre, équivalent en monnaie anglaise à 2,106,306 livres sterling, ou, terme moyen, 526,576 livres sterling par an.

Les trois quarts de ces recettes provenaient des droits de douanes, qui s'élevèrent

en 1822 à 1,987,199 piastres fortes.
en 1823 à 1,629,149 —
en 1824 à 2,032,945 —
en 1825 à 2,267,709 —

En quatre ans, 7,917,002

ou environ 1,488,604 livres sterling. Le restant se composait du produit du papier timbré, des patentes, de la contribution directe, espèce de droit imposé sur les propriétés foncières, du revenu des postes, des droits de port, loyers des bâtiments et terres de l'Etat, et d'autres recettes de peu d'importance.

N° 16.

Mouvement de la navigation de l'Amérique latine avec les ports de la France en 1831 (1).

PAYS DE PROVENANCE.	FRANÇAIS.			ÉTRANGERS. Portant le pavillon du pays de provenance.			ÉTRANGERS. Autres pavillons.		
	Nombre de batim.	Tonnage.	Nombre d'hommes.	Nombre de bâtim.	Tonnage.	Nombre d'homm.	Nombre de bâtim.	Tonnage.	Nombre d'homm.
Entrée des bâtiments dans les ports de France.									
Haïti	35	6,818	390	»	»	»	»	»	»
Brésil	25	6,188	365	2	390	37	10	2,627	150
Mexique . . .	29	7,095	459	»	»	»	1	294	14
Colombie . .	6	1,797	89	1	99	8	»	»	»
Chili	5	1,538	101	»	»	»	»	»	»
Rio de la Plata .	12	2,838	168	»	»	»	4	887	49
TOTAL .	112	26,284	1,572	3	489	45	15	3,808	213
Sortie des ports français en 1831.									
Haïti	21	3,933	235	»	»	»	»	»	»
Brésil	37	8,669	473	5	1,105	58	5	937	46
Mexique . . .	29	6,838	435	»	»	»	»	»	»
Colombie . .	5	1,061	54	1	80	8	»	»	»
Pérou. . . .	1	223	14	»	»	»	»	»	»
Chili	5	1,386	90	»	»	»	»	»	»
Rio de la Plata.	17	3,238	193	2	457	23	3	659	46
TOTAL .	115	27,348	1,494	8	1,642	89	8	1,596	92

(1) *Annuaire du commerce maritime*, par M. R. B. Maiseau. Paris, 1833.

N° 17.

COMMERCE GÉNÉRAL. — Résumé comparatif pour les années 1830 et 1860, du commerce d'importation et d'exportation de la France avec les Etats de l'Amérique latine, y compris ses colonies du même continent (1).

Rang dans le commerce général. 1860.	PAYS DE PROVENANCE.	VALEURS EXPRIMÉES EN MILLIONS. Importation. 1830.	Exportation. 1830.	TOTAL du commerce en 1830.	Importation (2). 1860.	Exportation. 1860.	TOTAL du commerce en 1860.	COMPARAISON entre les années 1830 et 1860. AUGMENTATION en faveur de 1860.
1	Buénos-Ayres. . .	5,4	3,1	8,5	61,4	77,9	139,3	130,8
2	Brésil	7,6	5,8	13,4	56,6	79,1	133.7	120,3
3	Ile de Cuba . . .	5,3	4.9	10,2	31,3	30,7	62.0	51,8
4	Pérou	1,3	2,4	3,7	17,0	41,3	58,3	54,6
5	La Martinique . .	12,6	20,1	32,7	27,7	21,4	49,1	16,4
6	Chili	6,9	1,6	8,5	8,8	35,6	44,4	35,9
7	La Guadeloupe . .	12,1	26,6	38,7	22,0	20,0	42,0	3,3
8	Haïti.	2,4	3,7	6,1	20,2	11,3	31,5	25,4
9	Mexique	10,7	7,4	18,1	4,4	17,4	21,8	3,7
	Colombie :							
10	Vénézuéla . . .				8,8	3,4	12 2	
11	Nouv. Grenade .	0,2	1,4	1,6	2,1	5,8	7,9	19,5
14	Equateur . . .				0,1	0,9	1,0	
12	Cayenne	1,7	2,4	3,1	1,5	4.7	6,2	3,1
13	Guatémala. . . .	0,0	0,0	0,0	0,4	0,9	1,3	1,3
15	Bolivie	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,4	0,4
		66,2	79,4	144,6	262,5	350,6	614,1	466,5

(1) La partie de ce tableau relative à l'année 1830 a été établie avec les renseignements que nous a fournis l'*Annuaire du commerce maritime, ou Statistique nautique et commerciale des contrées maritimes et des principaux points du globe*. — Paris, 1833.

(2) Les chiffres relatifs à l'année 1860 ont été tirés de la *Direction générale des douanes et des contributions indirectes ; tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères pendant l'année* 1860, tableau n° 5, pag. XXXV.

N° 18.

Chemins de fer de la République du Chili en exploitation en 1863.

1° De Santiago à Valparaiso.

Longueur en milles : 114 32.
Frais de construction et dépense annuelle d'entretien :
De Valparaiso à Quillota . . . . Piastres 4,614,798 12
De Quillota à Santiago, sans y comprendre les gratifications . . . . 5,500,000 »
Entretien de Valparaiso à Llallai, d'après la dépense faite l'année dernière 50,936 79
Locomotives, 10. — Voitures, 36. — Wagons, 135.
Combustible : Charbon. — Consommation par mille, 30 liv. 62. — Dépense par mille, 13 cts. 17.

Traitement mensuel des employés :

Administration	Piastres	1,075 55
Département des ingénieurs . . .		958 33
Direction		1,953 76
Trafic		2,249 18
Stations.		2,934 37
Conservation de la voie		3,269 02
		12,440 21

Voyageurs en 1862 : De 1re classe, 8,062 ; 2e, 15,717 ; 3e, 140,615. Total, 164,394 voyageurs. — Produit, 104,584 p. 27.
Marchandises transportées en 1862, 775,875 quintaux. — Produit, déduction faite du camionnage à domicile, 103,368 p. 06.

2° Du Sud.

Longueur en milles : De Santiago à San Fernando. 83 50
Embranchement de la Cañada, à double voie . . . . 2 » 85 50
Frais de construction . . . . Piastres 5,606,281 47
Entretien et réparation . . . . 22,000 »

Locomotives, 10. — Voitures pour voyageurs, dont une à vapeur pour trains express, 37. — Wagons pour marchandises, 154. — Wagons de l'embranchement de la Cañada, 21.

Combustible : Bois d'épines et bois blanc. — Consommation par mille : d'épines, 35$^{liv.}$ 50 ; de bois blanc, 28$^{liv.}$ — Dépense totale par mille, 13$^{cts.}$ 61.

Traitement mensuel des employés :

Administration.	Piastres	896 32
Département des ingénieurs . . .		966 66
Direction.		3,903 83
Stations		2,221 69
Embranchement de la Cañada. . .		728 »
		8,716 50

Voyageurs en 1862 : De 1re classe, 27,901 ; de 3e, 241,472. Total, 269,373 voyageurs. — Produit, 136,515 p. 94.

Voyageurs de l'embranchement de la Cañada, 195,740. — Produit, 19,574 p. 24.

Marchandises transportées en 1862, quintaux 706,674 22. — Produit, 92,101 p. 07.

3° De Copiapo.

Longueur en milles : De Caldera à Pabellon . . .	74 15	
Embranchements et voies de garage	1 52	75 67

Frais de construction.	Piastres	2,960,183 20
Dépense annuelle d'entretien		20,822 22

Locomotives, 14. — Voitures, 11. — Wagons, 166.

Combustible : Coke et bois. — Consommation par mille, 47$^{liv.}$ 19 ; bois, 1$^{liv.}$ 74. — Dépense par mille : coke, 43$^{cts.}$ 19 ; bois, 0$^{ct.}$ 80.

Traitement mensuel des employés :

Administration	Piastres	1,173 76
Département du chemin		810 »
Id. des machines et de l'équipe.		3,891 73
Trains		1,870 50
Distillation.		371 »
Stations.		4,134 66
		12,251 65

Voyageurs en 1862 : De 1re classe, 23,588 ; de 2e, 63,539. Total, 87,127 voyageurs. — Produit, 95,786 piastres.

Marchandises transportées en 1862 : Poids total, quint. 1,955,023 80. — Produit, 563,838 p. 55.

4° De Chañarcillo.

Longueur en milles : 26.
Frais de construction . . . . Piastres 1,000,000 »
Entretien, dépense annuelle. 13,653 89
Locomotives, 2. — Voitures, 18. — Wagons, 81.
Combustible : Coke. — Consommation par mille, 67liv. 73. — Dépense, 85cts.
Traitement des employés : Surintendant et ingénieur, 24 employés du trafic et des magasins, dont le traitement mensuel s'élève à 2,305 p. 48.
Voyageurs en 1862 : De 1re classe, 2,469 ; de 2e, 7,432 ; total, 9,901 voyageurs. — Produit, 19,561 p. 44.
Marchandises transportées en 1862 : En poids, quintaux 2,060 53 ; en mesure, pieds 9,647 ; blocs, 2,533. — Produit, 44,327 p. 66.

5° De Coquimbo.

Longueur en milles, 40 25.
Frais de construction, 1,040,700 piastres.
Dépense annuelle d'entretien, 13,200 —
Locomotives, 3. — Voitures, 6. — Wagons, 102.
Combustible : Charbon. — Consommation par jour, 45 quintaux. — Dépense par mille, 17cts.
Traitement mensuel de 68 employés, 2,466 p. 98.
Voyageurs depuis le 22 avril 1862 : De 1re classe, 23,752 ; de 2e, 46,015 : total, 67,767 voyageurs. — Produit, 31,696 piastres.
Marchandises transportées : Chargement et équipage, 530,222 quintaux. — Produit, 53,223 piastres.

6° Urbain de Valparaiso.

Longueur en milles, 3. — A double voie.
Frais de construction, 320,000 piastres.
Voitures, 25.
Traitement mensuel de 123 employés, 3,614 piastres.
Nombre moyen par jour de voyageurs transportés depuis le 28 mars 1862, date de l'ouverture de toute la ligne, 4,800. — De 1re classe, 47 pour °/o ; de 2e, 53 °/o. — Produit depuis le 28 mars jusqu'au 26 avril 1862, 10,399 p. 35.

Longueur totale des chemins de fer en exploitation, en 1863, dans la république du Chili, 344 milles 74 centièmes.

N° 19.

Légion de patriciens de Buénos-Ayres.

Situation et force de cette légion à l'époque de l'invasion de cette capitale par les Anglais en juillet 1807, d'après la revue passée dans le mois de juin de la même année.

Bataillons.	Compagnies.	Capitaines.	Lieutenants.	Sous-Lieutenants.	Sergents, Tambours, Caporaux et Soldats.
1er	1ª	Dn Martin Medrano	Dn Diego Mancilla	Dn José Maria Echauri	60
	2ª	Dn Francisco Usal	Dn Pablo Illéscas	Dn Narciso Machado	61
	3ª	Dn José Agustin Aguirre	Dn Vicente López	Dn.	58
	4ª	Dn Francisco Argerich	Dn Mariano Irigóyen	Dn Toribio García	55
	5ª	Dn Feliciano Chiclana	Dn Manuel Albarracin	Dn José Quesada, muerto en la otra banda el 7 de junio, en la accion de Sn Pedro.	55
	6ª	Dn Tomas Boiso	Dn Justo Poiso	Dn Pablo Merlo	58
	7ª	Dn Antonio del Tejo	Dn Saturnino Sarasa	Dn Francisco de Acosta	59
	8ª	Dn Andres Padron	Dn Benito Alvarez	Dn Gregorio Pedriel	59
2e	1ª	Dn Pedro Pardo	Dn Francisco Fen	Dn Mariano Díaz	57
	2ª	Dn Lúcas Obes, agregado	Dr Manuel Sanabria	Dn Andres Hidalgo	57
	3ª	Dn Pedro Careaga	Dn Rufino Escola	Dn Basilio Negri	59
	4ª	Dn Matías Balbastro	Dn Severo Conesa	Dn Vicente Sibla	54
	5ª	Dn Matías Cires	Dn Bautista Fuéntes	Dn Victoriano Noya	60
	6ª	Dr Dn Juan José Rocha	Dn Ciriaco Lecica	Dn Jn José Mariano Rocha	48
	7ª	Dn Marcelo Colina	Dn Reane Tallo	Dn Mariano del Villar	52
3e	1ª	Dn Pedro Belarde	Dn Félix José de Castro	Dn José Rubiera	60
	2ª	Dn Luciano Móntes de Oca	Dn Márcos Acosta	Dn.	61
	3ª	Dn José Antonio Díaz	Dn Santiago Madera	Dn Juan Ángel Vega	55
	4ª	Dn Pedro Blanco	Dn José Carrion	Dn Tomas Illéscas	59
	5ª	Dn José Tomas Aguiar	Dn Miguel Araoz	Dn Joaquin Griera	57
	6ª	Dn Domingo Basavilbaso	Dn Manuel Alberti	Dn Rafael Pabon	62
	7ª	Dn Francisco Pico	Ln Antonio Herrera	Dn Ángel Calderon	65
	8ª	Dn Juan Antonio Pereyra	Dn Manuel Bustillos	Dn Francisco Pedriel	57
	Totaux	23	23	21	1,395

Etat-Major.

Commandants	1° Dn Cornelio de Saavedra. 2° Dn Estéban Romero. 3° Dn José Domingo Úrien.
Sergent major, le lieutenant d'infanterie	Dn Juan José Viamonte.
Adjudants	Dn Juan Pedro Aguirre. Dn Eustoquio Antonio Díaz. Dn Francisco Martínez.
Sous-lieutenants	Dn Diego Saavedra. Dn Juan Francisco Toyo. Dn José Maria Úrien.
Capitaines agrégés. . . .	Dn Augustin Pio Elías. Dn José Hernández.
Chapelains	Dn Mariano Gómez. Dn Francisco Acosta. Dn Roque Illéscas.
Chirurgiens.	Dn Pedro Carrasco. Dn Juan Madera. Dn Matias Rivera.

Nota. Outre les individus compris dans cette liste, qui tous étaient casernés, beaucoup d'autres se présentèrent à l'appel de la générale, demandant des armes qui leur furent accordées ; ils furent incorporés et servirent dans l'action, de même que ceux qui apportèrent leurs armes ; d'autres encore ne purent être enrôlés parce que le général ordonna dans les trois casernes de la ville de suspendre la formation de nouvelles compagnies, à raison du manque d'armes, et afin que l'on pût former avec l'excédant des corps de cavalerie, lesquels, ainsi qu'une grande partie des autres corps d'infanterie, étaient aussi composés de patriciens.

Buénos-Ayres, 2 novembre 1807.

Cornelio de Saavedra.



SEGUNDO PERÍODO.

LA ESPAÑA

Y SUS POSESIONES EN AMÉRICA.

I.

Division y régimen de las posesiones españolas en la América. — Vireinatos, Capitanías generales, Audiencias, etc — Tratado entre los reyes de España y los conquistadores. — La América como reino, su incorporacion á la corona de Castilla. — Derecho de los Americanos á desempeñar los empleos públicos : observacion del baron de Humboldt sobre esto. — Consejo de Indias : su objeto y facultades. — Poder real de los vireyes. — Recopilacion de Indias : Recopilacion de Castilla : las Siete Partidas. — Sistema de hacienda : diversos impuestos y su inversion por las juntas de hacienda. — Poblacion, industrias, costumbres, religion y régimen eclesiástico de la América. — La inquisicion. — La instruccion pública. — Sistema restrictivo : monopolio comercial : necesidad de franquicias. — Plan de conspiracion en Carácas : se frustró. — Revolucion en el Perú, en 1780 : propagacion de las ideas subversivas : triunfo de los Españoles. — Revolucion en la Nueva Granada, en 1791 : un convenio que no fué cumplido. — Revolucion de Gual y España, en Carácas : se frustró. — Plan de Mr. Pitt sobre proteger la independencia sud-americana : proclama del gobernador de Trinidad.

Las posesiones de la corona de España en el continente de América se componian de los vireinatos de Méjico ó Nueva-

División territorial de las posesiones españolas en la América.

España, Santa Fé de Bogotá ó la Nueva Granada, Perú, Buenos Aires ó Provincias del Rio de la Plata, y de las capitanías generales de Guatemala, Venezuela y Chile. Estos Estados se hallaban gobernados por jefes independientes unos de otros,

Su gobierno.

nombrados por el rey de España. Cada una de las provincias ó intendencias que comprendian los vireinatos y las capitanías estaba administrada por intendentes (*gobernadores ó corregidores*) nombrados tambien por el rey, pero sometidos á la autoridad

Subdivision de las provincias en departamentos.

de los vireyes y de los capitanes generales. Estas provincias se dividian tambien en departamentos, en cada uno de los cuales dividian entre sí la autoridad y dirigian la administracion dos magistrados, de los que el uno era nombrado por el intendente, y el otro (el alcalde) designado por las municipalidades. Todo lo concerniente á la seguridad é interes general, el abastecimiento, la salubridad, etc., era de la competencia de las municipalidades (*cabildos*).

Mando de los vireyes, capitanes generales, etc.

El mando militar estaba unido al poder civil en la persona de los vireyes, de los capitanes generales y aun de los intendentes; sin embargo, en ciertos casos y en algunas provincias habia *comandantes* que eran superiores á los intendentes, aunque su poder no se extendia sino á lo militar.

Las *audiencias*.

La administracion de la justicia estaba confiada á unos magistrados llamados *oidores*, los que reunidos constituían las cortes de justicia denominadas *audiencias*. Cada presidente

Lugares en que las habia.

residia en la ciudad en que habia *audiencia* : es decir, en Méjico, Guadalajara, Guatemala, Carácas, Santa Fé de Bogotá, Quito, Lima, Cuzco, Chuquisaca, Chile y Buenos Aires. De casi

Sus atribuciones.

todas las causas conocian desde luego los gobernadores, los corregidores, sus delegados, ó los alcaldes, consultando previamente á un abogado, como *asesor*, á ménos que fuesen ellos conocedores del derecho. Sus sentencias debian ser confirmadas por la *audiencia;* y, en caso de apelacion, la causa era sentenciada segunda vez por esta corte. La *audiencia* pronunciaba

Casos de corte.

privativamente sobre algunos casos privilegiados, ó sea los *casos de corte*.

Conforme á un tratado solemne y especial, celebrado entre

Tratado entre los reyes de España y los conquistadores.

los reyes de España y los conquistadores de la América española, los últimos debian permanecer señores de este país, pero con la carga de someterse á un vasallaje feudal bajo el nombre de *encomenderos*. Pero los primeros colonos se condujeron de un modo tan cruel con los naturales del país, que Cárlos Quinto y sus sucesores sintieron la necesidad de abolir gradualmente varios de sus privilegios; y las *encomiendas* acabaron por caer en desuso en muchas de las provincias que volvieron nuevamente al poder de la corona. Concediéronse entónces á los colonos algunos privilegios de poca importancia, para reemplazar los que poseían originariamente : diéronseles los títulos de marqueses, condes, etc., etc.

Desuso de las encomiendas.

La América era considerada como un reino.

La América española era mirada, en aquella época, como un reino independiente, aunque reunido á la España, y ambos bajo el gobierno de un rey. Resolvióse en consecuencia que las leyes de Indias, todos sus títulos, su nombre y toda idea de conquista fuesen eliminados, y que los Indios fuesen declarados súbditos del rey bajo todos respectos, ni mas ni ménos que los Castellanos. La incorporacion de la América española á la corona de Castilla fué decretada por Cárlos Quinto en Barcelona, el 14 de setiembre de 1519, y confirmada por Don Juan, Felipe II y Cárlos IV; y « considerando, dice el emperador Cárlos V, la fidelidad de nuestros vasallos, las fatigas experimentadas y los peligros corridos por los que han descubierto ese país y se han establecido en él; queriendo que posean con mas certidumbre y confianza el derecho de quedar siempre unidos á nuestro reino, empeñamos nuestra real palabra, por nosotros mismos y los reyes nuestros sucesores, de que sus ciudades y establecimientos jamas serán enajenados ni separados en todo ni en parte, bajo pretexto alguno y en favor de quien quiera que sea; y en el caso de que nosotros y nuestros sucesores hiciésemos algunos dones ó enajenaciones en estos lugares, esas diposiciones serian consideradas como nulas y no celebradas (1). »

Decreto de su incorporacion á la corona de Castilla.

Confírmase la denominacion de reino.

En el decreto real publicado el año de 1524, para el nombra-

(1) L. I, tít. I, libr. III ; l. VII, tít. I, lib. IV de la *Recopilacion de Indias*.

miento de un consejo supremo en las Indias, se da expresamente el nombre de reino, y en él se reconoce que los habitantes tienen un derecho natural de ocupar los puestos de honor y lucrativos. El señor baron de Humboldt (1) observa que los reyes de España, tomando el título de rey de Indias, han mirado esas lejanas posesiones como parte integrante de la monarquía española, ó como provincias dependientes de la corona de Castilla, mas bien que como colonias, en el sentido dado á esta palabra desde el siglo décimo sexto por las naciones traficantes de Europa.

Observacion del señor Humboldt

Consejo de Indias.

Las enérgicas observaciones de *Montesino, Cordora, Las Cásas,* y varios otros, en la corte de España, sobre las medidas arbitrarias de los conquistadores y de los primeros colonos, dieron lugar al establecimiento del consejo de Indias. Este consejo, autorizado por el tít. II, lib. II, de la *Recopilacion de Indias*, para hacer leyes, *pragmáticas, ordenanzas,* etc., etc., para los Indios, como investido de la autoridad suprema sobre ellos, fué encargado al mismo tiempo de velar en la ejecucion de las leyes establecidas en favor de los nuevos súbditos. Estos reglamentos tan completamente frívolos, que apénas merecen el nombre de leyes, forman la base del código llamado *Recopilacion de Indias.*

Su objeto y atribuciones.

Sus facultades legislativas.

El poder legislativo del reino perteneció entónces al consejo de las Indias y del rey, y el poder ejecutivo á los vireyes y á los capitanes generales. Los vireyes ejercian ademas el poder real, es decir, estaban autorizados por una comision especial para usar de plenos poderes en las circunstancias extraordinarias y delicadas.

Poder real ejercido por los vireyes.

Recopilacion de Indias
Id. de Castilla.
Siete Partidas

El buen deseo del rey se expresaba por medio de *cédulas reales* (*principum placita et rescripta*). Estos actos particulares, siempre separados de la legislacion y frecuentemente revocados, formaron el primer código legislativo de la América española. Venian despues la *Recopilacion de Indias,* la de *Castilla* y la ley comun ó las *Siete Partidas;* y cuando se reconocia que todas

(1) *Essai politique sur la nouvelle Espagne*, cap. XII, lib. V.

ellas eran insuficientes, lo que sucedia frecuentemente, habia que atenerse á la opinion de algunos prácticos.

Responsa prudentum.

Sistema de hacienda.

El sistema de hacienda estaba fundado en los principios siguientes. Primeramente, el rey era propietario de las tierras (lib. IV, tít. XII de la *Recopilacion*); en segundo lugar, los Indios debian pagar una contribucion, un impuesto, por cabeza ó capitacion (lib. VI, tít. XII, y lib. VI, tít. XV); y, por la *mita* en el Perú, cada Indio estaba obligado á trabajar 18 meses en las minas en diferentes épocas, desde la edad de 18 años hasta la de 50; en tercer lugar, la décima parte del producto de las tierras cultivadas se pagaba con la denominacion del *diezmo*, para la proteccion que el rey daba á la Iglesia, conforme á un arreglo hecho con diferentes papas (1); en cuarto lugar, la imposicion indirecta de la aduana, la *alcabala*, obligaba á pagar un derecho sobre casi todos los efectos de comercio; y la quinta parte (*quinto*) de cualquiera especie de oro ó plata extraida de las minas que no pertenecian al rey (2). La venta de algunas producciones estaba reservada á los oficiales del rey, como el tabaco, la sal y los naipes. La renta proveniente del establecimiento de correos entraba igualmente en el tesoro del rey. En muchas provincias se pagaba el derecho de tener una embarcacion para atravesar el rio, el de tener gallinas y vender los brevajes llamados pulche, guarapo, etc. (3). Estos impuestos eran cobrados por oficiales pertenecientes á los diferentes departamentos, y su producto era depositado en el tesoro general, de donde se enviaba á España; algunas veces se invertia segun las órdenes de las *juntas superiores de hacienda*, reunidas en las capitales, y que se componian del *intendente*, que las presidia; del *regente de la audiencia*, de los *contadores mayores*, del *fiscal* llamado *de lo civil;* del *oficial real mas antiguo en oficio*, y de un *escribano real*.

La *mita*.

Los *diezmos*.

La *alcabala*.

Odiosos impuestos.

Su inversion por las *juntas de hacienda*.

Poblacion de la América española.

La poblacion de la América española se formaba en esa época

(1) Véase el tít. de *Diezmos*, en la *Recopilacion*.
(2) Véase el tít de *Alcabala, ensayo del oro, etc.*, en la *Recopilacion*.
(3) Véase el tít. de los *Estancos*, en la *Recopilacion*.

de Indios, Españoles, negros y mestizos, sin comprender las tribus de Indios que continúan viviendo independientes á las orillas del Meta, en la costa de la Goagira, en las riberas del Orinoco, del Rio Negro, pampas de Buenos Aires, etc., etc. Parte de la poblacion de la América española se emplea en la agricultura, particularmente en Venezuela, Guatemala, Guayaquil, Chile, Cartagena, etc. Algunas provincias, tales como el Rio de la Plata y parte de Venezuela, se han dedicado á la industria pecuaria. En Méjico, el Perú y la Nueva Granada, casi todos los habitantes se emplean en los trabajos de las minas.

Su industria.

Costumbres y religion.

Los Indios y los negros habian conservado en gran parte sus costumbres primitivas; los criollos recibian las suyas de los Españoles. Siendo la religion de la América española la católica, el gobierno de la Iglesia y las dignidades eclesiásticas son las mismas que en la madre patria : arzobispos, obispos, etc., los cuales eran nombrados por el rey, conforme al privilegio que le habia concedido Julio II, el año de 1508, con el nombre de *real patronato* (1). Fué establecida tambien la inquisicion en el Nuevo Mundo.

Gobierno eclesiástico.

La inquisicion.

Estado de la instruccion elemental y científica.

Profunda ignorancia, hasta de las artes mas necesarias, reinaba en toda la extension de ese vasto territorio. En las capitales, sin embargo, y notablemente en Méjico, Lima y Santa Fé de Bogotá, hacíase con muy buen éxito el estudio de la medicina y de algunas partes de la historia natural. Los criollos se dedicaban con ardor al de la teologia y de la jurisprudencia, porque ellos únicamente daban consideracion. Reciben actualmente los grados de doctor en las universidades, que existen en número de nueve en la América española.

Grados universitarios.

Prohibicion de transitar.

Estaba prohibido todo acceso á los establecimientos españoles, no solamente á los extranjeros, sino que á los mismos habitantes de las diferentes provincias no se les permitia viajar de una á otra (2). El comercio se hacía exclusivamente con la Es-

Monopolio del comercio.

(1) Véase el tít. VI, lib. I de la *Recopilacion*.

(2) Ley VIII, tít. XVIII, lib. IV, cédula de 1609 ; leyes LXVIII y LXIX, tít. XLV, lib. IX de la *Recopilacion de Indias*.

paña, y estaba casi enteramente monopolizado por los Españoles (1). Hácia fines del último siglo, los vireyes y los capitanes generales obtuvieron algunas licencias especiales para comerciar con las Antillas, en casos de dificultades insuperables para comunicar con la madre patria. En 1797, la corte de Madrid se vió en la necesidad de permitir la apertura de algunos puertos de la Tierra Firme, para las ventajas del comercio; porque, á consecuencia de la guerra, la España no podia proveer á sus lejanas colonias de los artículos de Europa, que, por su largo uso, se habian hecho ya objetos de primera necesidad para los Americanos. Por el mismo motivo, el virey Cisnéros, de las Provincias del Rio de la Plata, abrió en 1809 los puertos de Buenos Aires, permitiendo el libre comercio con las naciones aliadas de la España.

Necesidad de algunas franquicias.

Id.

Id.

La corte de Madrid conservó por mucho tiempo su poder en el nuevo continente, sin mas auxilio que un pequeño número de tropas españolas. Los criollos estaban sinceramente adheridos á la madre patria, y los Indios jamas habian concebido la idea de sacudir el yugo. Pero al promediar del último siglo hubo en Carácas un plan de conspiracion tramado por un tal Leon, natural de las islas Canarias; contaba con numerosos partidarios, queriendo destruir, con su ayuda, la compañía *Guipuzcoana,* á la cual se le habia concedido el privilegio exclusivo de comerciar con Venezuela. Descubierto su proyecto, fué condenado á muerte, arrasada su casa, y en el sitio que esta ocupaba se hizo levantar una columna para perpetuar el recuerdo de su castigo.

Adhesion de los Americanos á la España.

Conspiracion frustrada del Canario Leon. Este fué ejecutado.

Una injusticia que sufrió Don J. G. Tupac-Amaru de la Audiencia de Lima, y el insulto que recibió de un corregidor, hicieron conocer mas vivamente á los Indios su estado de abyeccion, el sistema opresor del *repartimiento* y el peso de las nuevas tasas. Por eso estalló una revolucion en el Perú en

Causa de una revolucion en el Perú, en 1780.

(1) La ley VII, tít. LXXXVII, lib IX de la *Recopilacion*, prohibe *á los habitantes de la América española, bajo pena de muerte, traficar con extranjeros, sea cual fuere el pretexto.*

1780. El repartimiento obligaba á los Indios á recibir de los corregidores los artículos de primera necesidad y sus mulas, á los precios que estos fijaban y sobre el crédito que querian darles.

Cunden las ideas revolucionarias.

Muchas personas se decidieron por la causa general, á instigaciones de Tupac-Amaru, y propagaron en poco tiempo el espíritu de independencia. Extendióse la resistencia sobre trescientas leguas de territorio, dando orígen á las escenas mas sangrientas: al principio eso no fué sino una lijera revuelta de los Indios contra la opresion de los corregidores y de los demas agentes del gobierno. La querella duró tres años con éxitos diversos: Tupac-Amaru habia sido proclamado inca del Perú; pero la poca confianza que inspiró al pueblo su conducta, y la dificultad de proporcionarse armas y municiones, desalentaron muy luego á los Indios, quienes no obraron ya sino con desidia, á tiempo que los ataques combinados de las tropas de Buenos Aires y las de Lima daban una evidente superioridad á los Españoles, por quienes se declaró la mayor parte del pueblo, no obstante sus vivos deseos de un cambio en la administracion.

Ejecucion de Tupac-Amaru y otros jefes.

Á Tupac-Amaru y á varios de los principales jefes de la insurreccion se les dió muerte de una manera irritante.

Revolucion contra el *regente Pinéres.*

En 1781, el *regente Pinéres* quiso introducir algunas reformas, é imponer algunas nuevas contribuciones en su gobierno de la Nueva Granada. La provincia del Socorro, una de las mas populosas del vireinato, se declaró abiertamente contra esa medida; cerca de 1,700 hombres se reunieron y marcharon contra Santa Fé de Bogotá, gritando: « *Viva el rey! mueran los malos gobernadores!* » La capital se encontraba indefensa, y se adelantaron en triunfo hasta la planicie llamada *Mortuco,* á cosa de doce leguas de Santa Fé, en donde encontraron al arzobispo de Góngora, que revestido con sus ornamentos pontificales tenia en sus manos la hostia sagrada. Con tan inesperado encuentro, los insurgentes se detuvieron, llenos de temor y asombro; y aprovechándose el arzobispo de tan feliz momento, propuso una conferencia á su jefe, Don Salvador Plata. De ella resultó un convenio, á consecuencia del cual se dispersó el tumulto: des-

Terminó por medio de un convenio con los Socorreños.

pues se quejaron los Socorreños de que jamas se habian ejecutado los artículos estipulados en la convencion.

Revolucion de Gual y España : abortó.

Algunos criollos y Españoles imbuidos en los principios políticos que dieron orígen á la revolucion francesa, y familiarizados con los escritores que la habian precedido inmediatamente, formaron un plan de revolucion en Carácas en 1797 ; trataron con desprecio al gobierno español, porque sus armadas habian sufrido muchos golpes, y, sobre todo, porque confiaban en la proteccion de la Inglaterra, con motivo del muy sabido plan de M. Pitt — de dar independencia á la Tierra Firme. La conspiracion fué descubierta al acto de estallar, y sus jefes principales, que lo eran Don M. Gual y Don J. M. España, se salvaron en una isla vecina. Regresó este á la Guáira dos años despues, pero fué descubierto y ahorcado. En esa época, hizo circular sir Thomas Picton la siguiente proclama, en todas las islas adyacentes.

Plan de Mr. Pitt.

Proclama del gobernador de Trinidad, protegiendo la revolucion.

« Una nota oficial, fechada el 7 de abril de 1797, me ha sido
» trasmitida, en mi calidad de gobernador de la isla de Trini-
» dad, por el muy honorable Henri Dundas, ministro de rela-
» ciones exteriores de Su Majestad Británica. Creo de mi deber
» comunicar su tenor á Vuestras Excelencias, á fin de que
» puedan aprovechar las insinuaciones que contiene; y para
» que estén en capacidad de hacer que se conozca su contenido,
» se la trascribo literalmente.

» El objeto que recomiendo en este momento mas particular-
» mente á vuestra atencion, es buscar el medio mas eficaz
» para libertar al pueblo del continente inmediato á la isla de
» Trinidad del sistema opresivo y tiránico que lo agobia y del
» monopolio establecido sobre el comercio, bajo el título de
» *registros exclusivos*, exigidos por el gobierno; sacar tambien
» la mayor ventaja posible de la situacion local de la isla,
» abriéndole una libre y directa comunicacion con las demas
» partes del mundo, sin perjudicar al comercio de la nacion
» británica. Á fin de cumplir esta intencion con mayor faci-
» lidad, sería prudente que Vuecelencia alentase á los habi-
» tantes de Trinidad á continuar las comunicaciones que tenian

» con la Tierra Firme ántes de la reduccion de esa isla, dán-
» doles la seguridad de que encontrarian en ella un *depósito* ó
» almacen general de toda especie de artículos. Con tal fin, Su
» Majestad Británica ha determinado, en su consejo, permitir
» la franquicia de los puertos de Trinidad para comerciar direc-
» tamente con la Gran Bretaña.

» Relativamente á la esperanza que teneis de alentar el ánimo
» de las personas con quienes estais en correspondencia, y que
» estimulan á los habitantes á *resistir á la tiranía de su gobierno,*
» *nada mas tengo que deciros, sino es que pueden ellos estar segu-*
» *ros, miéntras permanezcan en esa disposicion, de recibir por*
» *mis manos toda especie de auxilios de Su Majestad Británica,*
» *sea de dinero, sea de armas y municiones;* que pueden estar
» igualmente ciertos de que las miras de Su Majestad no tienden
» sino á asegurar su independencia; que ella no pretende nin-
» guna soberanía sobre su país, y que ni siquiera tiene la inten-
» cion de oponerse á los privilegios del pueblo, ni á las recla-
» maciones que pueda hacer para el ejercicio de sus derechos
» políticos, civiles ó religiosos.

Tiene la fecha 26 de junio de 1797.

» Puerto España, junio 26 de 1797.

» THOMAS PICTON, etc., etc. »



II.

Expediciones frustradas contra Venezuela y Buenos Aires. — Refuerzos militares. — Causas de la dominacion española. — Quejas de los Americanos contra el gobierno de la madre patria. — Causas generales de la revolucion de la independencia. — Juntas provinciales. — La regencia y sus pretensiones. — La junta de Astúrias. — Conducta de los gobernadores respecto á Bonaparte : carta del capitan Deaver á sir A. Cochrane, informándole sobre su llegada á Carácas y la ninguna opinion por Bonaparte. — Peticion para formar una junta en Carácas. — Llegada á Buenos Aires de la noticia de los sucesos de España; Liniers; Don J. Elío; Goyeneche en Montevideo.

Expedicion de Miranda á Venezuela, y de Whitelocke á Buenos Aires : se frustraron.

Para auxiliar al partido revolucionario en la América española, el gabinete ingles pagó la expedicion de Miranda (1) á Venezuela en 1806, y envió la de Whitelocke á Buenos Aires en 1807 (2); pero ambas tuvieron mal éxito.

La España aumentó sus fuerzas militares.

Los diferentes ataques hechos por los Ingleses y los Franceses sobre las costas de la América española obligaron á los Españoles á aumentar sus fuerzas militares, para auxiliar al ejército ya estacionado en los puertos, en casos de nuevos ataques.

Id.

Las conmociones civiles, sobre todo, necesitaron un aumento de fuerzas militares : fué preciso poner las capitales en estado de dar y recibir auxilios en casos de insurreccion. Pero aunque las tropas estuviesen concentradas particularmente en las capi-

(1) Véase el parte histórica de Venezuela en los siguientes tomos de esta obra.

(2) Véanse los tomos IV y V de la *Coleccion de Tratados de la América Latina*, sobre la conquista y reconquista de Buenos Aires.

tales, guardábase parte de ellas en las provincias para fortificar su fidelidad é imponer respeto á los revolucionarios.

Causas necesarias de la dominacion por tres siglos.

Al observar la adhesion de los Españoles á su país, el respeto que los criollos conservaban á la España, el carácter débil de los Indios, y el estado de insignificancia política en que se hallaban las demas razas, no hay por qué asombrarse de que durante tres siglos se hayan dejado gobernar por las leyes establecidas en un país á dos mil leguas del suyo, sin tentar esfuerzo alguno para conquistar su independencia; y aun cuando caractéres emprendedores se esforzaban en excitar á la revuelta, la facilidad con que el gobierno español aniquilaba sus planes se explicaba fácilmente, por una parte, por medio de la vigilancia de los jefes y de la inquisicion; y de la otra, por medio de la apatía de los criollos, consecuencia natural de su educacion.

Quejas de los Americanos contra el gobierno español. Primera.

No pretendo sostener, sin embargo, que estuviesen satisfechos de la corte de Madrid; creo por el contrario, que estaban excesivamente descontentos de ella, y hé aquí de que se quejaban: 1° del poder arbitrario ejercido por los vireyes y capitanes generales, que con frecuencia eludian las leyes y aun las órdenes del rey (véase la ley CLXXIII, tít. XV, lib. 2 de la *Recopilacion*), en la cual se quejaban de que los *oficiales enviados por el rey de España frecuentemente eran acusados y depositados*, lo que no sucedia jamas á los funcionarios nombrados por los vireyes;

Segunda.

2° de que la *audiencia* estaba compuesta de Europeos, únicos jueces para conocer de las causas, y los cuales tenian el poder de interpretar las leyes en su favor;

Tercera.

3° de que la audiencia dictaba frecuentemente decisiones clandestinas, sentenciaba imponiendo el destierro, y daba una multitud de resoluciones sin juicio legal;

Cuarta.

4° de que eran tratados con desconfianza por el gobierno, á pesar de la lealtad que habian manifestado en la guerra de sucesion á la corona de España, resistiendo á las insinuaciones de la Francia y de la Inglaterra, y, sobre todo, á pesar del desprendimiento y raro valor que habian desplegado cuando Cartagena y Buenos Aires fueron atacados por los Ingleses;

Quinta.

5° de que estaban obligados á sufrir los insultos de un Español, quien quiera que fuese, por el mero hecho de ser Europeo, y

porque con ese título se consideraba como un ser de naturaleza superior, y como amo de la América española. Entre muchos ejemplos, pueden citarse los que siguen : La ciudad de Mérida (de Maracáibo), en Venezuela, habia presentado al rey una peticion para obtener el permiso de fundar una universidad : la administracion fiscal decidió que la peticion debia negarse, porque no era conveniente *propagar la instruccion en la América española, en donde los habitantes parecian destinados por la naturaleza á trabajar en las minas.* Despues de una pretendida solemne deliberacion, el consejo de los cónsules de Méjico declaró que *los Indios eran una raza embrutecida, llena de vicios é ignorancia, autómatas indignos de representar ó de ser representados ;*

Sexta.

6° de que á pesar de que la convencion originaria hecha entre el rey y los primeros colonos de la América española (1) estipulaba que en todas las secciones del gobierno, de la justicia, del servicio militar, de la administracion de las rentas, etc., los primeros conquistadores del país y sus descendientes, los *pacificadores*, los colonos y aun los mismos indígenas, serian elegidos con preferencia para desempeñar los destinos públicos, todos fuesen no obstante privados dentro de poco de toda participacion en el poder y los honores. Esta queja está apoyada por la circunstancia de que entre 160 vireyes y 602 capines generales, intendentes y comandantes nombrados por la corte de España para administrar la América, no se contaban sino *diez y ocho* criollos, que no habian obtenido ese mismo favor sino porque habian sido educados en España, — ventaja que muy pocos Americanos podian tener, porque les estaba vedado visitar la madre patria ó habitar en ella, sin expreso permiso del rey, que no lo acordaba sino muy rara vez;

Séptima.

7° de que la España impedia toda industria en América, no dejando establecer ninguna manufactura; y de que á pesar de la imposibilidad en que estaba de proporcionar los artículos necesarios al consumo de los Americanos, les prohibia ó limitaba el cultivo de esos mismos artículos.

(1) Ley III, tit. II, lib. III de la *Recopilacion*.

Restricciones puestas á la industria agrícola.

Detengámonos algo en las restricciones puestas á la libertad del cultivo. En las posesiones españolas al sur del istmo de Panamá, el número de las plantaciones de tabaco era limitado, y si un plantador tenia la desgracia de tener un pié de tabaco ademas del que se le habia permitido, toda su plantacion era destruida.....; y sin embargo, la España se veía obligada cada año á comprar al Portugal, para su consumo ó el de sus colonias, una considerable cantidad de tabaco. Con excepcion del Perú y de Chile, ninguna provincia podia extraer aceites, hacer vino ó aguardiente, plantar viñas y cosechar almendras. Chile y el Perú no habian sido exceptuados de esas tiránicas prohibiciones, sino porque la España encontraba el viaje demasiado largo, y, de consiguiente, porque le resultaba poco beneficio de hacer trasportar esos artículos á aquellas provincias. Tambien era necesario (1) que los aceites, vinos, aguardientes, etc., cosechados en el Perú y Chile, se consumiesen allí mismo, pues su exportacion estaba prohibida bajo muy severas penas.

Id

El Perú y Chile no tenian el privilegio de cosechar aceites ni vino, sin pagarlo por una privacion; y jamas se cultivó en ellos el tabaco ni la caña de azúcar.

Última queja.

En fin, la última queja que los criollos dirigieron al gobierno español, fué que, para detener los progresos de la poblacion y mantener las distinciones que la dividian en diferentes clases, habia él hecho y conservado muchas leyes que ponian obstáculos á los matrimonios (2).

Causas generales de la revolucion de la independencia.

Puede asegurarse, sin embargo, que á pesar de tantos motivos de quejas, la América española habria quedado todavía durante muchas generaciones bajo la dependencia de la madre patria. Pero la invasion de la España por Bonaparte, la desinteligencia que reinó entre las juntas que se formaron en Sevilla, Astúrias y otras provincias; y, todavía mas — la conducta política de la regencia de Cádiz, decidieron esa revolucion, que, por la exten-

(1) *Recopilacion de Indias*, tít. XVIII, lib. XIV.

(2) Véanse *Cédulas sobre el discenso y varias leyes de la Recopilacion sobre los matrimonios*.

sion de las regiones que abraza, es única en los fastos de la historia. Esto precisamente es lo que vamos á desarrollar en los siguientes capítulos.

Orígen de las *juntas* provinciales: su objeto.

Las perturbaciones que agitaron á la España, y la especie de abandono en que se encontró despues de la convencion de Bayona, que la entregaba á los Franceses, exigieron la formacion de reuniones provinciales llamadas *juntas*. Su objeto era proveer al gobierno del Estado, pero cada *junta* quiso atribuirse el poder supremo. La de Sevilla tomó el título de: *Junta suprema gubernativa de España é Indias*, y diputó miembros suyos á todas las secciones de la América. Á fin de lograr mejor éxito en su mision, aseguraron, contra toda verdad, que la España entera reconocia la junta de Sevilla, le obedecia, y que la prosperidad pública exigia que la América imitase ese ejemplo.

Su anarquía.

Pretensiones de la regencia.

Al mismo tiempo, la regencia establecida en Madrid por el rey Fernando, ántes de su partida para ir á unirse á Napoleon Bonaparte, se esforzaba igualmente en que se reconociese su poder en América.

Las de la junta de Astúrias.

La junta de las Astúrias ostentaba de un modo altanero las mismas pretensiones, y rehusaba reconocer la junta de Sevilla.

Época favorable para independizarse. No se aprovechó.

Parecia que el momento de conquistar la libertad se presentaba en la América, cansada y agotada por tres siglos de continuos sufrimientos. La España, invadida por un poder colosal, sus fortalezas ocupadas por el enemigo, rota toda unidad en el gobierno, — ¡ qué época tan favorable para la emancipacion del Nuevo Mundo! Pero los Americanos eran sinceramente adictos á la madre patria; las noticias del continente les llegaban de tal modo desfiguradas y contradictorias, la resistencia de la nacion española les parecia tan noble, la posicion de la familia real tan dolorosa é interesante, que, paralizados por la sorpresa y movidos de compasion, perdieron el feliz momento de obrar. Si la América española se hubiera separado, en esa época, de la madre patria, ¿ de dónde hubiera sacado la España los medios de sostener por tanto tiempo una guerra que en parte ha contribuido á la caida de Bonaparte?

La conducta de los gobernadores españoles en América

Contraste de los gobernadores españoles con los súbditos americanos.

ofreció, en aquella circunstancia, notable contraste con la de los súbditos americanos. Con excepcion del virey de Méjico, todos parecieron dispuestos á jurar fidelidad á Bonaparte, como lo prescribia la órden contenida en el decreto firmado por el consejo de Indias. Ese decreto ordenaba reconocer las cesiones hechas en Bayona, y confirmaba á los jefes españoles en sus empleos. Á ese cambio únicamente se opusieron los súbditos americanos, quemando en público la proclama enviada por Bonaparte y echando á sus agentes. La siguiente carta trasmite con exactitud el sentir de los Americanos en aquella época, y de qué manera lo expresaban :

El capitan Decver á sir Alexandre Cochrane.

De la Guáira, julio 19 de 1808.

« Sɪʀ,

Carta á sir A. Cochrane sobre esto.

» Ocurren actualmente en la provincia de Venezuela acontecimientos de muy grande importancia. He juzgado necesario » despachar á V., sin pérdida de tiempo, el *Serpent*, corbeta » tomada últimamente á los Franceses, á fin de que conozca » tan prontamente como sea posible los acontecimientos que » han sucedido ya, y de que pueda formarse una opinion sobre » los que probablemente seguirán.

Le orienta de los sucesos de Venezuela.

Su llegada á la Guáira.

» Entré el 15 al puerto de la Guáira, y en el momento en » que me disponia para ir á tierra, noté que llegaba un bergantin (brick) con pabellon frances al fondeadero; este habia » venido la tarde anterior de Cayena con despachos de Bayona, » y echado el ancla á cosa de dos millas de la ciudad de la » Guáira. Separado de ese buque por una distancia de cinco » millas, no pude acercarme á él lo bastante para tirarle una » descarga; y el haberse refugiado bajo las baterías españolas » me impidió perseguirlo.

Retirada de Carácas de un agente frances.

» En el momento en que me preparaba para partir á Carácas, » el capitan del bergantin frances se retiraba de esa ciudad, muy » descontento de la recepcion que se le habia hecho en ella.

» Llegué á las tres á Carácas, y presenté los despachos de

» V. al capitan general, quien me recibió muy friamente, ó, por mejor decir, con mucha descortesía; haciéndome la observacion de que yo llegaba á una hora muy incómoda para entrambos, y de que haria muy bien en ir á buscar donde comer, y volver dentro de dos horas.

Llegada del capitan Deaver á la misma ciudad.

» Al entrar en la ciudad noté gran efervescencia entre el pueblo. Creí ver aquella agitacion que precede ó sigue á una conmocion popular; y cuando llegué á la gran casa municipal, fué rodeado por habitantes de casi todas las clases.

Fermento que notó en la ciudad.

» Supe que el capitan frances, llegado la víspera, habia referido la noticia de todo lo que habia pasado en España de una manera favorable á la Francia; que habia anunciado el advenimiento de José Bonaparte al trono de España, y traido órdenes para los agentes del gobierno frances.

Se informó de la mision del agente frances.

» Púsose en armas inmediatamente la ciudad. Diez mil habitantes rodearon la morada del capitan general, y pidieron se proclamase á Fernando VII rey de España. Se les prometió ceder á su voto al siguiente dia; pero poco satisfechos con esta promesa, hicieron ellos proclamar á Fernando VII, desde la misma tarde. por medio de heraldos de armas, y colocaron su retrato iluminado en la galería de la casa del cabildo.

El pueblo armado proclamó á Fernando VII.

» Los Franceses fueron públicamente insultados en los cafés, de donde se les obligó á retirarse; y el capitan del bergantin se retiró de Carácas secretamente, á las 8 de la noche, escoltado por un destacamento de soldados. Mas tarde habria perecido, porque á las diez el populacho pidió su cabeza al gobernador; y cuando aquel supo que habia partido, le siguieron trescientos hombres para darle muerte.

El agente frances se retiró clandestinamente.

» Aunque friamente recibido por el gobernador, fuí perfectamente acogido por los principales habitantes de la ciudad, la cual me miraba como un libertador. Las noticias que les dí de Cádiz fueron devoradas con avidez, y excitaron gritos de entusiasmo y reconocimiento por la Inglaterra.

El capitan Deaver fué muy bien acogido por los Caraqueños.

» Al volver á la casa del gobernador, pedí que la corbeta francesa me fuese entregada, ó, al ménos, que me fuese permitido tomar posesion de ella en la rada, en razon de los motivos

El gobernador negó el permiso de apoderarse de una corbeta francesa.

» que la habian hecho entrar en ella. El gobernador me rehusó
» positivamente ambas cosas, y tampoco quiso apoderarse él
» de la corbeta. Díjome, por el contrario, que habia dado órde-
» nes para que ese buque se hiciese á la vela inmediatamente.
» Hícele conocer entónces las que yo habia dado para que la
» cogiesen, á fin de que las aprobase; y al mismo tiempo le
» dije, que si la corbeta no estaba en el poder de los Españoles
» á mi regreso, yo mismo iria á cogerla. Contestó que él envia-
» ria al comandante de la Guáira la órden de hacerme fuego,
» si me tomaba la libertad de ejecutar semejante accion. Repli-
» qué entónces que las consecuencias de semejante órden recae-
» rian sobre él; añadiendo que la recepcion que me hacía me
» parecia mas bien de un enemigo que de un amigo, y que
» tenia motivo para sorprenderme de su conducta hácia mí, al
» traerse la noticia de haber cesado las hostilidades entre la
» Gran Bretaña y la España, miéntras que él trataba á los
» Franceses como amigos, sabiendo que la España estaba en
» guerra con la Francia. Sostuvo él que la España no estaba en
» guerra con la Francia, y le pregunté cómo consideraba la
» cautividad de la familia real y la toma de Madrid. Respondió
» solamente que el gobierno español no le hablaba de eso, y
» que mis despachos no eran oficiales. »

Peticion para formar una junta en Carácas.

Algunos meses despues de esa prueba de admirable adhesion á la madre patria, un número considerable de las familias mas recomendables de Carácas presentó una peticion al capitan general Cásas, para obtener el permiso de elegir una junta semejante á la de España, con motivo de la situacion de la Península. Aunque los principios fundamentales de la peticion estuviesen apoyados en las leyes, los peticionarios fueron arrestados, pero puestos en libertad pocos dias despues. Entre los signatarios se encontraban el marques del Toro, el marques de Casa Leon, el conde San Javier, el conde de Tovar, y varios otros.

Oriéntase el virey de Buenos Aires de los sucesos de España.

Un bergantin frances, conduciendo un mensaje de Napoleon Bonaparte, llegó á Buenos Aires hácia fines de julio de 1808; y por él se informó el virey Liniers de los acontecimientos ocurridos en la Península. Liniers reunió el *cabildo* y la *audiencia*,

para consultar sobre el plan de conducta que debia adoptar en tan extraordinarias circunstancias. Convínose en que el virey publicaria lo que pasaba en la madre patria. Liniers dirigió, pues, una proclama al pueblo de Buenos Aires, en la que le dejaba traslucir sus intenciones. Esta proclama es una prueba de la falsedad que los gobernadores de la América española empleaban habitualmente para engañar á los habitantes. En este curioso manifiesto indicaba, pero oscuramente, los cambios que acababan de tener lugar en España, cuando la guerra de sucesion. Terminaba asegurándoles la elevada estimacion que su triunfo habia inspirado al emperador Napoleon, y les exhortaba en nombre de Bonaparte á que permaneciesen tranquilos. Don Javier Elío, gobernador entónces de Montevideo y enemigo personal de Liniers, se sirvió de esa proclama para acusarlo de deslealtad, y logró sustraer todo el país que mandaba de la obediencia de su rival, formando una junta á imitacion de las de España. Don J. Goyeneche llegó en aquella época á Montevideo, con despachos de la junta de Sevilla; y dando entera aprobacion á la conducta de Elío, le anunció que su mision no tenia otro objeto sino formar semejantes establecimientos para asegurar la tranquilidad del país. Goyeneche usó de un lenguaje muy diferente en Buenos Aires y en Lima; y su conducta, cuando derrotó las tropas que sostenian á la *junta de la Paz*, prueba evidentemente sus principios tocante á esto.

Proclama de Liniers al pueblo.

Don Javier Elío le acusó de deslealtad.

Llegada de Goyeneche á Montevideo.

III.

Llegada á Méjico de la noticia de una insurreccion en España. — Los Mejicanos pidiendo una junta : su formacion : necesidad de ella : dos puntos principales de sus trabajos. — Conjuracion contra el virey : su deposicion y prision. — Diputados de las juntas provinciales de España. — Junta de Sevilla : su reconocimiento por la América. — « Junta intuitiva » en la Paz : opónense á ella los vireyes de Buenos Aires y del Perú : ejecuciones hechas por Goyeneche. — Establecimiento de un gobierno en Quito. — Convocacion de una junta en Bogotá : su disolucion : su nueva reunion. — Disolucion del gobierno de Quito. — Los Españoles violan la buena fe : asesinatos de patriotas. — Manifiesto y mala fe de la junta central. — Noticias que sobre Bonaparte y esta recibieron los Americanos. — Triunfos de los Franceses en España. — Dispersion de la junta central. — Nombramiento de una regencia : conducta de esta. — Junta suprema de Carácas, una vez depuesto Empáran. — Junta de Buenos Aires : reunion de un congreso : combate entre criollos y Españoles.

Llegada á Méjico de la noticia de una insurreccion general en España.

El 29 de julio de 1808, súpose en Méjico la noticia de una insurreccion general en España. El entusiasmo que produjo estaba todavía en toda su fuerza á la llegada de dos diputados de la junta de Sevilla: anunciaron que venian á reclamar el mando soberano de la América española para esa asamblea. Tal era la disposicion general de los ánimos en favor de la Península, que los Mejicanos habrian probablemente accedido á la exigencia de la junta, si durante los debates entre los oficiales civiles y militares reunidos por el virey, no hubiesen llegado unos despachos anunciando el establecimiento de la junta de las Astúrias, la cual invitaba expresamente á los Mejicanos á que no reconociesen la junta de Andalucía. Fácilmente se concebirá lo que debió dañar esa declarada rivalidad á la

opinion que los Mejicanos se habian formado del espíritu de la revolucion de España.

Observaciones de los Mejicanos, pidiendo una junta.

Hé aquí un extracto de las observaciones presentadas el 5 de agosto de 1808 por la municipalidad de Méjico al virey Iturrigaray, para reclamar la formacion de una junta compuesta de los tribunales y autoridades constituidos en la capital:

Id.

« Las juntas del gobierno y los respetables cuerpos de las ciudades y reinos no se conducen ya — dijo la municipalidad — de una manera conforme á la ley, que ordena que todos los casos difíciles sean discutidos en asambleas generales. En las presentes circunstancias, despues de la sustraccion del rey, estando investida de la soberanía la nacion, deben ser discutidos sus intereses por las autoridades unidas á las municipalidades, que son las cabezas del pueblo; y esas asambleas deben hacer exactamente lo que haria el mismo monarca en favor del bien general.

Id.

» Méjico se adhiere á los principios de Sevilla, Valencia y otras ciudades de España, y reclama, así como estas dos fieles ciudades, los medios de proveer á las medidas mas convenientes en tan urgentes circunstancias.

Cómo y de quiénes debia formarse.

» Estos ejemplos nos indican lo que debemos hacer, es decir, organizar una junta de gobierno, compuesta de la real *audiencia*, el arzobispo, los oficiales municipales, los diputados de los tribunales, los cuerpos eclesiásticos y seculares, la nobleza, los principales ciudadanos y los jefes militares. Esta junta deliberará sobre los importantes objetos que nos conciernen, y tomará partido por nuestros intereses.

Su necesidad.

» Esta junta es necesaria, porque libres ahora del apremiante peligro que nos amenaza por parte de la Francia, no debemos con todo descuidar nuestros medios de defensa, hasta que no recibamos avisos que nos tranquilicen enteramente. Es preciso tambien satisfacer los deseos del pueblo, dándole los medios que primitivamente tenia de apelar al consejo de las Indias ó al rey; y finalmente, deben hacerse muchos cambios entre las personas nombradas para las dignidades eclesiásticas y seculares. Hé aquí los únicos medios, en razon de la ausencia del

monarca, que pueden ofrecer al reino, si es unido, la posibilidad de escapar á los peligros que le rodean.

Su necesidad.

» La union de las autoridades es indispensable para producir y mantener la unanimidad en el ánimo del pueblo, y prevenir las fatales consecuencias que resultarian de la desunion. Cada cual será entónces feliz, y todos los votos, todas las resoluciones dirigidas por el patriotismo y el entusiasmo tendrán únicamente por objeto el bien público.

Dos puntos fundamentales de los trabajos de la junta.

» La ciudad piensa, pues, que ha llegado el momento de adoptar el medio seguido en España. Cuando Vuecelencia haya establecido esa junta, compuesta de las autoridades y cuerpos arriba designados, cuando los representantes del reino estén reunidos, examinarán cuidadosamente los intereses del país. Pero los dos puntos fundamentales de los trabajos de la junta no deben olvidarse. El primero es, que las autoridades deben obrar como si el trastorno de la monarquía — trastorno que deploramos — no hubiese sucedido; en consecuencia, Vuecelencia conservará siempre el mismo poder que las leyes le otorgan, y hará que las demas autoridades observen el mismo respeto. El segundo punto es que, á fin de suplir el inmenso vacío que existe entre la autoridad de Vuecelencia y la del soberano, recurrirá á la junta.

Conjuracion contra el virey: su deposicion y prision.

El virey pareció dispuesto á adoptar la medida propuesta, y los Españoles se resolvieron en consecuencia á deponerlo. Anciano, sin vigor, sin ningun plan de conducta, el virey se asustó de las sospechas excitadas contra su lealtad, y él mismo propuso resignar su autoridad. Alentados los Españoles por su debilidad, formaron una conspiracion contra él; y un negociante, enemigo personal suyo, fué elegido para sucederle. Los oficiales que mandaban la guardia fueron ganados, el dia fijado; y el negociante, seguido de cerca de cuatrocientos Españoles tomados en las tiendas de Méjico, entró hácia la media noche en el palacio del virey. No experimentando resistencia alguna, los conjurados se apoderaron de él, como tambien de su esposa. Esta fué conducida á un convento, y encerrado aquel en las prisiones de la inquisicion.

Cómo se anunció esta al público.

La *audiencia* habia autorizado secretamente este movimiento, y la prision del virey fué anunciada al público, con la circunstancia de que la *audiencia* se atribuía el derecho de nombrar un nuevo virey.

Diputados de las juntas provinciales de España. Junta de Sevilla.

Á fin de concentrar su poder, las juntas provinciales de España habian consentido en enviar diputados para formar un gobierno general que tomaria el mando de la nacion. Cuando se hubo sabido en la Península la noticia de la transaccion propuesta por los Mejicanos, ya se habia establecido en Sevilla aquella junta central, compuesta de los diputados que ya hemos designado. Su júbilo no tuvo límites al saber que el virey, acusado de traicion, era prisionero de los Españoles; no se tomó el trabajo de examinar los cargos de la acusacion; ni tampoco reflexionó á qué punto de relajacion habian llegado los lazos de subordinacion, cuando un puñado de individuos, sin ninguna autoridad legítima, podia forzar el asiento del gobierno y apoderarse impunemente de su jefe.

Reconocimiento de esta por la América española.

La ley de España exigia el establecimiento de una regencia en lugar de esta junta central; pero era tarde, y ya la América española habia reconocido el poder de la junta; ya mas de noventa millones habian sido enviados á España por las colonias americanas á principios de 1810. Sin embargo, la Paz, capital de uno de los distritos de la *audiencia* de Chárcas, considerando que la España era demasiado débil para libertarse por sí misma del poder de los Franceses, quiso proveer á su propia seguridad, y á principios de 1809 se dió un gobierno particular, compuesto de los principales habitantes y designado bajo el nombre de *junta intuitiva*.

Formacion de una *junta intuitiva* en la Paz.

Opusiéronse á ella por la fuerza los vireyes de Buenos Aires y el Perú.

Los magistrados de Chuquisaca no censuraron esta medida, ni tampoco la *audiencia* de Chárcas; pero el virey de Buenos Aires envió un ejército para oponerse á ella. Al mismo tiempo, el general Goyeneche marchaba, por órden del virey del Perú, con un numeroso cuerpo de tropas contra el gobierno de la Paz, cuyo ejército, mandado por los generales Lanza, Castio é Irambura, fué batido en el alto de la Paz, y despues en la parte de ese país llamada Irupana, la cual está á cosa de cuarenta millas de la ciudad.

Goyeneche hace ejecutar á muchos patriotas.

El vencedor Goyeneche marchó inmediatamente contra los patriotas, habiendo sido ejecutados muchos de ellos del modo mas ignominioso y horrible. Quito, que es una de las ciudades de la provincia de Santa Fe de Bogotá, y capital de la *audiencia* de su nombre, determinada por los mismos motivos que la Paz, estableció igualmente un gobierno separado el 10 de agosto de 1809, nombrando al marques Selva Alegre para que lo presidiese, aunque parecia generalmente que el pueblo aguardaba otra cosa muy diversa. Esta decision determinó al virey de la Nueva Granada á convocar una *junta* compuesta de los principales personajes de Santa Fe de Bogotá, bajo pretexto de pedirles consejo. La junta se reunió en el palacio del virey, el 7 de setiembre de 1809, y se declaró por el partido que habia adoptado la ciudad de Quito, en la esperanza de que reconociendo la junta central, y obrando de concierto con el virey, se prevendria toda especie de desórden en el caso de que la Península fuese definitivamente conquistada por los Franceses. El virey, que en realidad no tenia otra intencion que la de conocer la opinion pública, se apresuró á disolver la junta, indicando una nueva reunion para el 11 del mismo mes; y como era sordo, exigió que cada miembro de la junta llevase escrito su voto. El dia fijado, el pueblo de Santa Fe pareció muy sorprendido de los preparativos militares del virey; habíanse doblado las guardias de su palacio, y las tropas de los cuarteles estaban en movimiento, como si el enemigo se hallase á las puertas. La junta se reunió, y á pesar de aquel aparato militar, cada uno presentó su voto. Esos votos escritos robustecian las opiniones expresadas por los miembros en la primera junta. Varios oradores se hicieron notar en esas asambleas por la energía y libertad de sus opiniones.

Establecimiento de un gobierno en Quito.

Convoca el virey una *junta* en Bogotá.

La disuelva indicando dia para su nueva reunion.

Preparativos militares de virey.

Nueva reunion.

Disolucion del gobierno de Quito por la fuerza. Violacion de la buena fe por los Españoles.

El virey de Santa Fe de Bogotá hizo, sin embargo, marchar las tropas contra la junta de Quito, segundándole en esa operacion el virey Abascal del Perú: cedieron á unas fuerzas superiores los defensores de la junta, despues de algunas escaramuzas; fué disuelto el gobierno; y á pesar de la formal promesa de un completo olvido de lo pasado, hecha por el Español conde *Luis de Castilla*, presidente de Quito, gran número de patriotas fueron

presos; todos los cuales fueron asesinados en su prision, el 2 de agosto del año siguiente, bajo el pretexto de un alarma que dieron los soldados. Permitióse el pillaje á las tropas de Lima acantonadas en la ciudad para mantener en ellas el órden.

Número de los patriotas asesinados.

El número de las personas asesinadas ese dia á sangre fria pasaba de trescientas. En 1810, la junta de Carácas hizo honores fúnebres, con gran magnificencia, á esas desgraciadas víctimas.

La adhesion á la España se debilitaba.

La noticia de estos acontecimientos llegó muy pronto á la junta central, ya instruida de la fermentacion que cundia rápidamente en todas las colonias españolas. La adhesion que los Americanos habian demostrado por la madre patria era sincera; pero las reformas en su gobierno, tan frecuentemente prometidas, no se habian realizado jamas; comenzaban por lo tanto á sentirse mas cansados de su dependencia, y su adhesion á la España disminuia cada dia. « ¿Qué será de nosotros si la España es conquistada? » — era la cuestion general. Las discusiones sobre este punto engendraban otras de grande importancia. Deseando engañarlos la junta central, á fin de hacerlos volver á un estado de apatía, publicó un pomposo manifiesto en que declaraba que las colonias eran iguales á la madre patria.

Cuestion general.

Pomposo manifiesto de la junta central.

Mala fe de esta misma.

Sin embargo, no se hizo reforma alguna en el gobierno, á pesar de esa solemne declaracion, y miéntras que la junta recibia continuamente cargamentos de plata de la América española, enviaba Españoles á ella para desempeñar todos los empleos públicos.

Noticia que recibieron los Americanos.

Diez meses habian trascurrido desde que instruidos los Americanos de las victorias de Bailen, Valencia, etc., sabian que los usurpadores de la madre patria habian sido obligados á concentrar sus fuerzas del otro lado del Ebro. Lisonjeábanse cada dia de saber la libertad gloriosa y completa de la España, así como el rescate de Fernando VII, cuando las últimas noticias anunciaron que Bonaparte era dueño de Madrid; que la junta central se habia refugiado en Andalucía; que al general San Juan lo habian asesinado sus tropas por sospechas de malas intenciones; que varios generales, entre los cuales se encontraba Morela, habian traicionado, y que casi no quedaba uno

Que Bonaparte era dueño de Madrid; que la junta central se habia refugiado en Andalucía, etc.

en quien pudiese el pueblo tener la mas leve confianza. El error de los Americanos meridionales no podia compararse sino á sus primeras esperanzas; sin embargo, se enviaron socorros con regularidad á la Península, y tambien suscriciones hechas por todas las clases del pueblo. La opinion que tenian de la firmeza y del valor de la nacion española no se habia debilitado; y atribuían su infortunio á la traicion. Si en esa época estallaron algunos desórdenes, si se pidió reformas por los Americanos, es necesario atribuir esos sucesos á la mala conducta, al despotismo, á la falta de fe de los jefes españoles, y no á un descontento real contre la madre patria.

Noticias placenteras.

Las noticias de la guerra de Austria les inspiraron las mayores esperanzas, y la victoria de Talavera fué celebrada por todas partes con entusiasmo; regocijo que no duró mucho tiempo. Las noticias que siguieron eran de naturaleza siniestra;

Otras siniestras.

las juntas de Sevilla y de Valencia protestaban contra el gobierno central: el general de la Romana acababa de publicar un manifiesto, en que era declarado ilegal el poder del supremo gobierno; y para colmo de infortunio, los ejércitos españoles acababan de sufrir varias derrotas.

Triunfos de los Franceses en España.

Algun tiempo despues, los Franceses batieron completamente al ejército de España en Ocaña, y nada parecia oponerse ya á sus progresos en Andalucía. El tránsito de Sierra Morena, que se suponia fortificado, no ofrecia la menor dificultad; y los Franceses entraron en Sevilla sin perder un hombre siquiera.

Dispersion de la junta central.

Hechos el blanco del odio popular, los miembros de la junta central se dispersaron; siguiéndoles furioso el populacho, é insultándoles en su fuga. Algunos de ellos, aunque proclamados traidores, se reunieron en la isla de Leon; pero temiendo

Parte de ella nombró una regencia.

la muerte, con que eran amenazados, trasmitieron sus poderes á una regencia compuesta de cinco personas, cuya autoridad no se extendia sino sobre Cádiz y la Galicia, únicas partes de la Península que habian quedado bajo la dominacion de los Españoles.

Circunspeccion y franqueza

Los miembros de la regencia, conociendo la ilegalidad de su eleccion y la debilidad de su poder, no se atrevieron siquiera á

con que esta procedió.

hacer conocer su existencia á los Americanos españoles, hasta que sus pretendidos derechos no fuesen sostenidos por un manifiesto de los comerciantes de Cádiz, ciudad en que muy luego fijaron ellos su residencia. La regencia dirigió entónces á los Americanos una proclama, que es uno de los documentos mas interesantes en la historia de la revolucion de la América española, porque francamente confiesa el despotismo que cada gobernador habia hecho pesar hasta esa época sobre los Americanos. El pasaje siguiente, tomado de esa proclama, es sobre manera notable:

Sus promesas.

« Americanos: por mucho tiempo habéis estado oprimidos bajo un yugo opresivo, y tanto mas pesado, cuanto que érais alejados del centro del poder; pero nosotros colocamos ahora vuestro futuro destino en vuestras propias manos. Hasta aquí habéis sido el juguete de los vireyes, siempre sometidos á su ambicion y á sus caprichos, miéntras que al mismo tiempo érais víctimas de su codicia: desde este momento, vuestra suerte no depende mas de ellos. »

Deposicion del capitan general en Caracas, el 19 de abril de 1810. *Junta suprema.*

La noticia de la dispersion de la junta central llegó á Carácas en 1810, y á ella siguió inmediatamente la proclama de la regencia. En tan crítica circunstancia, convencidos los habitantes de que no quedaba ninguna esperanza de avenimiento con el capitan general Empáran, que pedia ciega sumision á toda especie de gobierno que emanase de España; imaginándose que la Península acabaria por caer en el poder de los Franceses; temerosos de que los jefes españoles, fuese en la Península, fuese en América, tuvieran la intencion de hacer que los colonos participasen de la misma suerte de la madre patria (1); considerando á la regencia como un gobierno ilegal, formado simplemente de algunos miembros de la junta central, cuyos poderes habian sido aniquilados, resolvieron hacer el ensayo de obtener por la fuerza lo que no habian podido obtener por la razon. Mani-

(1) La regencia de Cádiz, en un manifiesto á los Americanos españoles, empleaba estas palabras: « No os basta ser Españoles; cualesquiera que sean los acontecimientos, vosotros perteneceréis á la España. »

festóse el mayor ardor por el buen éxito. Estimulado por el celo patriótico, excitado por el despotismo de los jefes españoles y alentado por los votos de los habitantes, el cuerpo municipal, reunido con algunas personas nombradas por el pueblo, depuso á los gobernadores españoles y tomó las riendas del gobierno bajo el nombre de *junta suprema*. Los actos de la junta fueron publicados en nombre del rey Fernando VII en algunas proclamas, sin reconocer no obstante la superioridad de la regencia; y se ofrecieron todos los auxilios posibles para continuar la guerra contra la Francia.

Los actos de esta se publican en el nombre de Fernando VII.

Junta de Buenos Aires.

El establecimiento de la junta de Buenos Aires se efectuó mas tranquilamente que el de Carácas. Habiendo el virey Cisnéros informado á los habitantes de los acontecimientos trágicos de la Península, hizo conocer al mismo tiempo su incertidumbre sobre la legitimidad de su propia autoridad: aprovechando esta declaracion, el *cabildo* le presentó una peticion reclamando la convocatoria de un congreso para deliberar sobre la marcha que debia seguirse en aquellas circunstancias. El virey accedió á la peticion del cabildo, y el congreso se reunió el 22 de mayo. Decidióse en él la formacion de una junta, la cual fué instalada el 25 del mismo mes.

Reunion de un congreso en la misma ciudad.

Combate entre el populacho criollo y el español.

Un comerciante europeo de Santa Fe de Bogotá insultó á un criollo, usando del lenguaje mas ofensivo á todos sus compatriotas. La querella atrajo al populacho criollo y español; y formando cada uno su partido, se trabó un combate, del que salieron victoriosos los criollos. Este acontecimiento determinó á la junta á reunirse el 20 de julio. La noticia de la dispersion de la junta central y del establecimiento de la de Carácas habia sido recibida anteriormente.

IV.

Junta de Santiago de Chile. — Situacion tirante é insurreccion de Méjico. — Medidas de la regencia contra Venezuela : error de aquella. — Respuesta de la junta de Carácas : indignacion que causó en la regencia : medios de esta para encender la guerra civil en la América. — Negociaciones en el Brasil : su objeto. — Representacion de los Americanos en las cortes. — Paralelo entre aquellos y los Españoles, respecto á la guerra : estos violan la buena fe y la palabra de honor ; hechos que lo comprueban. — Asesinatos de patriotas, y su aprobacion por la regencia. — Desesperacion de los Americanos. — Acta de independencia, firmada en Carácas. — Propágase el espíritu revolucionario. — Igual conducta de otros pueblos. — Concesiones : solicitudes rechazadas por las cortes : se reducian á once capítulos. — Mal éxito de los comisionados franceses en la América. — Plan en excitar una rebelion : instrucciones *ad hoc* dadas por J. Napoleon á Desmolard.

Formacion de una *junta* en Santiago de Chile.

Las medidas arbitrarias del capitan general Carrasco irritaron de tal modo al pueblo de Chile, que le obligó á resignar su puesto : tambien se formó una junta en esa provincia el 18 de setiembre.

Situacion tirante de Méjico en 1808.

El arresto del virey Iturrigaray en Méjico, el 15 de setiembre de 1808, excitó una fuerte rivalidad entre los Europeos y los Americanos; la muerte de varios de estos ultimos y el arresto de muchos otros, acusados de malas intenciones contra la corte, aumentaron la indignacion de los Mejicanos. La llegada del virey Vénegas, trayendo recompensas y honores á los jefes y partidarios de la faccion europea, colmó el descontento.

Una insurreccion estalló el 16 de setiembre de 1810, en la

Insurreccion en Guanajuato y el resto del territorio, en 1810.

ciudad de Dolóres de Guanajuato; y muy luego se extendió esa insurreccion por todo el país (1).

Medidas de la regencia contra Venezuela

« Apénas hubo recibido el consejo de regencia (dice el decreto de la misma regencia, cuando declaró á Caráccas en estado de bloqueo) los detalles de lo que pasaba en Caráccas, — cuyos habitantes instigados sin duda por intrigantes y facciosos se habian hecho culpables en declararse independientes de la madre patria,— cuando se determinó á tomar las medidas mas eficaces para atacar el mal en su orígen é impedir sus progresos, pero á fin de no obrar sino despues de una madura deliberacion, la regencia habia consultado al consejo de España y al de las Indias, y tomado medidas que respondian del éxito. *Pero como la provincia de Maracáibo y el departamento de Coro no habian tomado parte en tan criminales proyectos, sino al contrario, habian reconocido al consejo de regencia, y se habian opuesto abiertamente á la absurda idea de Caráccas,—de declararse independientes sin tener los medios de obtener esa independencia*, — la regencia solamente declaraba á la provincia de Caráccas en estado de riguroso bloqueo. »

La provincia de Caráccas fué declarada en estado de bloqueo.

Error de la regencia en cuanto al orígen del movimiento.

Esta resolucion no se extendia á las divisiones arriba mencionadas, porque habian rehusado seguir el pernicioso ejemplo de Caráccas, y manifestado una constante fidelidad. Segun la regencia, la rebelion no debia su arranque sino á la ambicion sin límites de unas pocas personas, y á la ciega credulidad de algunas otras arrastradas probablemente contra su querer por las ardientes pasiones de sus compatriotas. « La regencia —decia el decreto — habia adoptado medios seguros para extirpar el mal, y castigar á sus autores con todo el rigor que tenia derecho de emplear la autoridad soberana; á ménos que una pronta y voluntaria sumision mereciese un perdon general, que solo en ese caso ofrecia conceder la regencia. Daba esta órdenes para que sus resoluciones circulasen en todos los dominios españoles, y de que tanto en ellos como en el extranjero fuesen esparcidas.

Órden de hacer circular sus resoluciones.

(1) Véanse las observaciones presentadas á las cortes por los diputados de la América española, el 1º de agosto de 1811.

á fin de que nadie ignorase el estado de bloqueo de la dicha costa, etc., etc. »

Respuesta de la junta de Carácas á la regencia.

Cuando este decreto fué publicado, el 3 de agosto de 1810, el consejo de regencia habia sido oficialmente informado, por la junta de Carácas, de las razones que habian determinado á esta provincia á seguir el ejemplo del pueblo de Venezuela : la junta añadia que, en casi todas las demas partes de la América española deberia adoptarse la misma medida, y que casi generalmente se rehusaba reconocer á la regencia. Estas razones están contenidas en la respuesta de la junta suprema de Carácas al marques de las Hermázas, ministro de España, — respuesta que ha sido publicada en la exposicion de Walton al príncipe regente de Inglaterra (1).

Excitó indignacion en la regencia la respuesta de la junta de Carácas.

La respuesta de la junta de Carácas excitó gran indignacion entre los miembros de la regencia y en el pueblo de Cádiz. Habíanse lisonjeado de que los Americanos españoles se conformarian sumisamente á sus decretos; pero su desengaño llegó á su colmo cuando supieron que las diferentes provincias no obraban de concierto entre ellas. La guerra parecia el deseo dominante en Cádiz, así como en las cortes que habian sido reunidas por la regencia. Prodigáronse invectivas y sarcasmos contra los Americanos españoles en las *gacetas* de Cádiz. Las misiones de Cortabarría á Puerto Rico, de don Javier Elío á Montevideo, de don Benito Pérez á Panamá y de don N. Venégas á Méjico, tuvieron por objeto poner en movimiento todos los resortes á propósito para producir la guerra civil. A este efecto, empleáronse las preocupaciones, la religion, las promesas seductoras, las animosidades particulares, y hasta las amenazas. Iguales intenciones hicieron enviar tropas á Montevideo, Vera Cruz, Coro, Panamá y Santa Marta, á pesar de que á la sazon tenia la España gran necesidad de esas fuerzas para su propia

Medios de aquella para encender la guerra civil en la América.

Envío de tropas al efecto.

(1) Véanse el manifiesto y las proclamas de la junta de Santa Fe de Bogotá, las de las juntas de Buenos Aires, Cartagena y Quito ; como tambien el manifiesto de la junta de Sulsepec de Méjico, y la carta de la junta de Carácas al rey de Inglaterra.

Negociaciones con el Brasil: su objeto.

defensa. Abriéronse con el mismo ánimo negociaciones en la corte del Brasil, relativamente á las pretensiones de la reina á la regencia de España, en ausencia del rey Fernando. Las cortes, que habian recibido su autoridad de la regencia, participaban de su animosidad contra los Americanos. Estos habian enviado algunos diputados á las cortes, reunidas entónces en la isla de Leon; apénas se les permitia hablar de su país. — « Si los Americanos — decia uno de los miembros de las cortes — se quejan de ser tiranizados hace trescientos años, todavia serán tratados de igual modo durante tres mil años. » — « Me alegro — decia otro despues de la batalla de Albúfera — de la victoria que hemos obtenido, porque ahora podremos enviar tropas para reducir á los insurgentes. » — Por último, otro decia (1) : « No sé á qué clase de bestias pertenecen los Americanos. »

Representacion de los Americanos en las cortes.

Iniciase la guerra bajo auspicios desfavorables.

Hé aquí bajo qué auspicios tan desfavorables comenzó la guerra en la América española; la manera atroz con que se hizo, prueba la irreconciliable enemistad de ambos partidos. Los Españoles combatian para reconquistar el territorio que habian poseido, y los Americanos españoles para obtener la independencia. Crueles en el triunfo, los primeros lo eran mas en la adversidad. Los últimos, intrépidos en el ataque, y conservando en la derrota confianza en sus jefes, se mostraban siempre dispuestos á reunirse bajo sus banderas. Los primeros poseian grandes talentos militares; los segundos, la superioridad del número. Entrambos ostentaban idéntica firmeza, igual audacia en sus empresas. Millares de hombres han inundado con su sangre mil seiscientas leguas de país, que comprenden las colonias españolas en el nuevo continente; y, como si la muerte no segase bastantes víctimas en los campos de batalla, cierto número de individuos eran diariamente asesinados á sangre fria.

Paralelo entre Americanos y Españoles.

Los Españoles violan la buena fe de la guerra.

Los jefes españoles y los directores eran los primeros en dar el peligroso ejemplo de violar las capitulaciones, dar muerte á los prisioneros, y rechazar todo medio de avenimiento. En esta

(1) Véase el *Manifiesto* de Alvarez Toledo, diputado á las cortes.

guerra cruel, emprendida en nombre de las cortes de España y de Fernando VII, y por cierto que en presencia de los hechos históricos, los Españoles mas enemigos de la independencia de América encontraran dificultad para excusar, ó paliar siquiera, la inhumanidad y falta de fe de que se hizo gala, desde el principio de la revolucion. Testigos los hechos siguientes.

Varios hechos lo comprueban.

Cuando Hidalgo se acercó á la capital de Méjico, á la cabeza de 80,000 hombres, despachó un enviado á Venégas con proposiciones de paz que rehusó el virey. La junta de Sultepec hizo iguales proposiciones en 1812, y el resultado fué el mismo. El general Miranda entregó el fuerte de la Guáira, la ciudad de Carácas y las provincias de Cumaná y Barcelona al general español Monteverde, en virtud de una capitulacion : este prometió olvidar todo lo que hubiera podido hacer contra el gobierno español, y conceder, á quien quiera que lo pidiese, su libre salida de Venezuela. Á pesar de este tratado y solemne compromiso, el general Miranda fué preso poco despues, puesto en un calabozo de Puerto Cabello, enviado despues á Puerto Rico, y de allí trasladado á la Carraca en Cádiz, donde murió últimamente (1).

Monteverde violó una capitulacion celebrada con Miranda.

Durante una tregua entre los ejércitos del Perú, mandados por el general Goyeneche, y el de Buenos Aires, bajo el mando del general Balcarce, tuvo lugar un ataque contra las tropas de Buenos Aires, que se creían en perfecta seguridad, porque confiaban en el tratado existente. Belgrano, general de los patriotas, hizo prisioneros en 1812 al general Tristan y á la division del ejército del Perú que mandaba, y les concedió generosamente la libertad de que volviesen á sus casas, despues de haber hecho que diesen su palabra de honor de que no se batirian mas contra Buenos Aires. Pocos dias despues violaron este sagrado compromiso. Despues de haber derrotado varias veces el general Bolívar á los realistas mandados por Monteverde en Venezuela, consintió en una capitulacion, de la cual jamas se ejecutó ni un solo artículo. En un despacho á Venégas,

Violacion de una tregua en Buenos Aires.

Violacion de la palabra de honor.

Capitulacion no ejecutada.

(1) Véase la parte histórica de la revolucion de Venezuela y los documentos relativos á esa capitulacion en los siguientes tomos.

Violacion de un parlamento.

el general Trujillo se vanagloriaba de haber admitido parlamentarios, miéntras que él se mantenia á la cabeza de sus tropas formadas en batalla, y de haber hecho disparar sobre ellos, aunque estaban resguardados con una bandera de la Vírgen María, conforme á la invitacion del mismo Trujillo. Por este medio — decia — me he desembarazado de ellos y de sus proposiciones. El general Calleja informaba al virey de Méjico, que en la batalla de Aculco no habia habido sino un hombre muerto y dos heridos; pero que él habia pasado al filo de la espada cinco mil Indios, y que la pérdida de los insurgentes montaba á diez mil hombres. El mismo general entró en Guanajuato á fuego y sangre, é hizo asesinar catorce mil personas, entre ancianos, mujeres y niños. La horrible conducta de este general era bien conocida en España, cuando la regencia lo eligió para suceder al virey Venégas. La de Monteverde mereció igualmente plena aprobacion, pues que fué nombrado capitan general de Venezuela, despues de haber roto la capitulacion hecha con Miranda; dando este por excusa de su falta de buena fe, que carecia de los poderes necesarios para capitular con los insurgentes.

Asesinato de 5,000 insurgentes, en Aculco.

Asesinato de 14,000 mas, en Guanajuato.

Aprobacion de tan punible conducta por la regencia.

Exasperacion de los Americanos. Cunde el espíritu revolucionario.

Los actos de crueldad de los jefes españoles y la aprobacion de la regencia y de las cortes, exasperaron al nuevo gobierno de la América española, aumentando así su autoridad y dándole numerosos partidarios. El espíritu revolucionario habia animado al principio á un escaso número de personas, pero muy luego se esparció por todo el continente. La conducta de la junta central y de las cortes españolas propagó ese mismo espíritu con irritar á unos pueblos decididos entónces á aprovecharse de las circunstancias para conquistar su independencia. Hé aquí el acta publicada por el congreso de Venezuela :

DECLARATORIA DE INDEPENDENCIA.

En el nombre de Dios Todopoderoso.

Congreso de la Confederacion venezolana.

Nosotros los representantes de las Provincias Unidas de Caráccas, Cumaná, Barínas, Margarita, Barcelona, Mérida y Tru-

jillo, que forman la Confederacion americana de Venezuela en el continente meridional, reunidos en congreso, y considerando la plena y absoluta posesion de nuestros derechos, que recobramos justa y legítimamente desde el 19 de abril de 1810, en consecuencia de la jornada de Bayona, y la ocupacion del trono español por la conquista y sucesion de otra nueva dinastía constituida sin nuestro consentimiento; queremos, ántes de usar de los derechos de que nos tuvo privados la fuerza por mas de tres siglos y nos ha restituido el órden político de los acontecimientos humanos, patentizar al universo las razones que han emanado de estos mismos acontecimientos y autorizan el libre uso que vamos á hacer de nuestra soberanía.

Considerandos.

No queremos sin embargo empezar alegando los derechos que tiene todo país conquistado para recuperar su estado de propiedad é independencia; olvidamos generosamente la larga serie de males, agravios y privaciones, que el derecho funesto de conquista ha causado indistintamente á todos los descendientes de los descubridores, conquistadores y pobladores de estos países, hechos de peor condicion por la misma razon que debia favorecerlos, y corriendo un velo sobre los trescientos años de dominacion española en América; solo presentarémos los hechos auténticos y notorios, que han debido desprender, y han desprendido de derecho á un mundo de otro en el trastorno, desórden y conquista, que tiene ya disuelta la nacion española.

Exámen del 2° motivo, deducido de la situacion de la España.

Este desórden ha aumentado los males de la América, inutilizándole los recursos y reclamaciones, y autorizando la impunidad de los gobernantes de España para insultar y oprimir esta parte de la nacion, dejándola sin el amparo y garantía de las leyes.

Exámen del 3° motivo.

Es contrario al órden, imposible al gobierno de España, y funesto á la América, el que teniendo esta un territorio infinitamente mas extenso y una poblacion mas numerosa, dependa y esté sujeta á un ángulo peninsular del continente europeo.

Exámen del 4° motivo.

Las cesiones y abdicaciones de Bayona, las jornadas del Escorial y de Aranjuez y las órdenes del lugarteniente duque de Berg á la América, debieron poner en uso los derechos que

Exámen del 5° motivo.

hasta entónces habian sacrificado los Americanos á la unidad é integridad de la nacion española.

Exámen del 6° motivo.

Venezuela ántes que nadie reconoció y conservó generosamente esta integridad por no abandonar la causa de sus hermanos, miéntras tuvo la menor apariencia de salvacion.

Exámen del 7° motivo.

La América volvió á existir de nuevo desde que pudo y debió tomar á su cargo su suerte y conservacion, como la España pudo reconocer ó no los derechos de un rey que habia apreciado mas su existencia que la dignidad de la nacion que gobernaba.

Exámen del 8° motivo.

Cuantos Borbones concurrieron á las inválidas estipulaciones de Bayona, abandonando el territorio español contra la voluntad de los pueblos, faltaron, despreciaron y hollaron el deber sagrado que contrajeron con los Españoles de ambos mundos, cuando con su sangre y sus tesoros los colocaron en el trono á despecho de la casa de Austria: por esta conducta quedaron inhábiles é incapaces de gobernar á un pueblo libre á quien entregaron como un rebaño de esclavos.

Exámen del 9° motivo.

Los intrusos gobiernos, que se arrogaron la representacion nacional, aprovecharon pérfidamente las disposiciones que la buena fe, la distancia, la opresion y la ignorancia daban á los Americanos contra la nueva dinastía que se introdujo en España por la fuerza; y contra sús mismos principios sostuvieron entre nosotros la ilusion á favor de Fernando, para devorarnos y sajarnos impunemente, cuando mas nos prometian la libertad, la igualdad y la fraternidad en discursos pomposos y frases estudiadas, para encubrir el lazo de una representacion amañada, inútil y degradante.

Exámen del 10° motivo.

Luego que se disolvieron, sustituyeron y destruyeron entre sí las varias formas de gobierno de España, y que la ley imperiosa de la necesidad dictó á Venezuela el conservarse á sí misma para ventilar y conservar los derechos de su rey, y ofrecer un asílo á sus hermanos de Europa contra los males que les amenazaban, se desconoció toda su anterior conducta, se variaron los principios, y se llamó insurreccion, perfidia é ingratitud á lo mismo que sirvió de norma á los gobiernos de España, por-

que ya se les cerraba la puerta al monopolio de administracion que querian perpetuar á nombre de un rey imaginario.

Exámen del 11° motivo.

Á pesar de nuestras protestas, de nuestra moderacion, de nuestra generosidad, y de la inviolabilidad de nuestros principios, contra la voluntad de nuestros hermanos de Europa, se nos declaró en estado de rebelion, se nos bloqueó, se nos hostilizó, se nos envió agentes á amotinarnos unos contra otros, y se procuró desacreditarnos entre todas las naciones del mundo, implorando su auxilio para oprimirnos.

Exámen del 12° motivo.

Sin hacer el menor aprecio de nuestras razones, sin participarlas al imparcial juicio del mundo, y sin otros jueces que nuestros enemigos, se nos condena á una dolorosa incomunicacion contra nuestros hermanos, y para añadir el desprecio á la calumnia, se nos nombran apoderados contra nuestra expresa voluntad, para que en sus cortes dispongan arbitrariamente de nuestros intereses bajo el influjo y la fuerza de nuestros enemigos.

Exámen del 13° motivo.

Para sofocar y anonadar los efectos de nuestra representacion, cuando se vieron obligados á concedérnosla, nos sometieron á una tarifa mezquina y diminuta y sujetaron á la voz pasiva de los ayuntamientos, degradados por el despotismo de los gobernadores, las formas de la eleccion; lo que será un insulto á nuestra sencillez y buena fe mas bien que una consideracion á nuestra incontestable importancia política.

Exámen del 14° motivo.

Sordos siempre á los gritos de nuestra justicia, van procurando los gobiernos de España desacreditar todos nuestros esfuerzos, declarando criminales, y señalando con la infamia, el cadalso y la confiscacion, todas las tentativas que en diversas épocas han hecho algunos Americanos para la felicidad de su país, como la fe la que últimamente nos dictó la propia seguridad para no ser envueltos en el desórden que presentíamos, y conducidos á la horrorosa suerte que vamos ya á apartar de nosotros para siempre; con esta atroz política han logrado hacer á nuestros hermanos insensibles á nuestra desgracia, armarlos contra nosotros, borrar de ellos las dulces impresiones de la amistad y de la consanguinidad, y convertir en enemigos una parte de nuestra gran familia.

Exámen del 15° motivo.

Cuando nosotros, fieles á nuestras promesas, sacrificábamos nuestra seguridad y dignidad civil, por no abandonar los derechos que generosamente conservábamos á Fernando de Borbon, hemos visto que á las relaciones de la fuerza, que le ligaban al Emperador de los Franceses, ha añadido los vínculos de sangre y de amistad, por lo que hasta los gobiernos de España han declarado ya su resolucion de no reconocerlo sino condicionalmente (1).

Exámen del 16° motivo.

En esta dolorosa alternativa hemos permanecido tres años, en una indecision y ambigüedad política tan funesta y peligrosa, que ella sola bastaria á autorizar la resolucion, que la fe de nuestras promesas y los vínculos de la fraternidad nos habian hecho diferir, hasta que la necesidad nos ha obligado á ir mas allá de lo que nos propusimos, impelidos de la conducta hostil y desnaturalizada de los gobiernos de España, que nos ha relevado del juramento condicional, con que hemos sido llamados á la augusta representacion que ejercemos.

Declaratoria de las provincias de Venezuela respecto á las demas naciones.

Mas nosotros que nos gloriamos de fundar nuestro proceder en mejores principios, y que no queremos establecer nuestra felicidad sobre las desgracias de nuestros semejantes, miramos y declaramos como amigos nuestros, compañeros de nuestra suerte, y partícipes de nuestra felicidad, á los que unidos con nosotros por los vínculos de la sangre, la lengua y la religion, han sufrido los mismos males en el anterior órden; siempre que reconociendo nuestra absoluta independencia de él, y de toda otra dominacion extraña, nos ayuden á sostenerla con su vida, su fortuna y su opinion, declarándolos y reconociéndolos (como á todas las demas naciones) en guerra enemigos, y en paz amigos, hermanos y compatriotas.

Declaratoria de su independencia de la metrópoli.

En atencion á todas estas sólidas, públicas é incontestables razones de política, que tanto persuaden la necesidad de recobrar la dignidad natural, que el órden de los sucesos nos ha restituido, y en uso de los imprescriptibles derechos que

(1) En esa época, se creia á Fernando VII casado con una parienta de Bonaparte.

tienen los pueblos para destruir todo pacto, convenio ó asociacion, que no llena los fines para que fueron instituidos los gobiernos, creemos que no podemos ni debemos conservar los lazos que nos ligaban al gobierno de España; y que como todos los pueblos del mundo estamos libres y autorizados para no depender de otra autoridad que la nuestra, y tomar entre las potencias de la tierra el puesto igual que el Ser Supremo y la naturaleza nos asignan, y á que nos llama la sucesion de los acontecimientos humanos, y nuestro propio bien y utilidad.

Las desventajas de la independencia serán inferiores á sus ventajas.

Sin embargo de que conocemos las dificultades que trae consigo, y las obligaciones que nos impone el rango que vamos á ocupar en el órden político del mundo, y la influencia poderosa de las formas y habitudes á que hemos estado á nuestro pesar acostumbrados; tambien conocemos que la vergonzosa sumision á ellas, cuando podemos sacudirlas, será mas ignominiosa para nosotros, y mas funesta para nuestra posteridad, que nuestra larga y penosa servidumbre, y que es ya de nuestro indispensable deber proveer á nuestra conservacion, seguridad y felicidad, variando esencialmente todas las formas de nuestra anterior constitucion.

Las Provincias Unidas se declaran Estados libres, soberanos é independientes.

Por tanto creyendo con todas estas razones satisfecho el respeto que debemos á las opiniones del género humano, y á la dignidad de las demas naciones, en cuyo número vamos á entrar, y con cuya comunicacion y amistad contamos; nosotros los representantes de las Provincias Unidas de Venezuela, poniendo por testigo al Ser Supremo de la justicia de nuestro proceder y de la rectitud de nuestras intenciones, implorando sus divinos y celestiales auxilios, y ratificándole en el momento en que nacemos á la dignidad que su Providencia nos constituye, el deseo de vivir y morir libres, creyendo y defendiendo la santa, católica, y apostólica religion de Jesucristo como el primero de nuestros deberes; nosotros, pues, á nombre, y con la voluntad y autoridad que tenemos del virtuoso pueblo de Venezuela, declaramos solemnemente al mundo que sus Provincias Unidas son, y deben ser de hoy mas, de hecho y de derecho, Estados libres, soberanos é independientes, y que están

absueltos de toda sumision y dependencia de la corona de España, ó de los que se dicen ó dijeren sus apoderados ó representantes, y que como tal Estado libre é independiente, tiene un pleno poder para darse la forma de gobierno que sea conforme á la voluntad general de sus pueblos, declarar la guerra, hacer la paz, formar alianzas, arreglar tratados de comercio, límites y navegacion, y hacer ejecutar todos los demas actos, que hacen y ejecutan las naciones libres é independientes, y para hacer válida, firme y subsistente esta nuestra solemne declaracion, damos, y empeñamos mutuamente unas provincias á otras, nuestras vidas, nuestras fortunas, y el sagrado de nuestro honor nacional.

Hecho en el palacio federal de Carácas, firmado por nosotros, sellado por el gran sello provisorio de la confederacion, y contrafirmado por el secretario del congreso, el quinto dia de julio de 1811, el primero de nuestra independencia.

JUAN ANTONIO RODRÍGUEZ DOMÍNGUEZ, *presidente*.
LUIS IGNACIO MENDOZA, *vice presidente*.
FRANCISCO ISNARDY, *secretario*.

Igual conducta de otros pueblos americanos.

Igual declaracion se hizo en Méjico, Cartagena, Socorro, Tunja, Pamplona, Antióquia, las demas provincias que componian el vireinato de la Nueva Granada, y mas tarde por el congreso de las Provincias Unidas del Rio de la Plata.

Concesiones hijas del temor.

Cuando las cortes españolas reconocieron el objeto de los Americanos y las consecuencias de la conducta impolítica de la regencia, comenzaron á alarmarse, y permitieron al corto número de Americanos que ocupaban asiento entre ellos, hiciese oir su voz. Ántes de esa época los mismos individuos

Solicitudes rechazadas por las cortes.

habian presentado á las cortes un proyecto de decreto, propio para remediar en parte los males que la América española habia experimentado bajo el gobierno precedente; pero las cortes lo habian rechazado. Esos mismos Americanos hicieron nuevas reclamaciones el 16 de noviembre, las cuales fueron rechazadas nuevamente el 3 de diciembre de 1810. Sin embargo, en

enero de 1811 las cortes hubieron de discutirlas, conteniendo 11 artículos; pero en el mes de febrero siguiente rehusaron admitirlas, ó al ménos las difirieron indefinidamente.

A qué se reducian.

Esas once proposiciones que vamos á trascribir, darán una idea de las reformas que los colonos españoles solicitaron en vano durante trescientos años:

Sobre el régimen de las colonias españolas.

« 1° Conforme al decreto de la junta central, del 5 de octubre de 1809, que declara á los habitantes de la América española iguales en derecho á los de la Península, la representacion nacional de cada parte de la América española, Indias Occidentales é Islas Filipinas, será determinada y regida, para cada clase de los ciudadanos, del mismo modo y por las mismas formas, sin distincion alguna, que el reino y las islas de la España europeas.

Libertad de la industria agrícola.

» 2° Se permitirá á los habitantes libres y naturales de la América española plantar y cultivar todo lo que produzca su clima: se les concederán licencias para fomentar la industria, á fin de que ensanchen en todo lo posible las manufacturas y las artes.

Y de la mercantil.

» 3° La América española gozará de la libertad de exportar sus propios artículos y el producto de sus manufacturas, sea para la Península, sea para las naciones aliadas suyas, ó neutras, y de importar cuanto necesite; y con tal objeto se abrirán todos sus puertos.

Jamas se realizaron

(Las dos solicitudes anteriores fueron concedidas, pero jamas se publicaron las órdenes enviadas para su ejecucion.)

Abolicion de antiguos reglamentos sobre comercio

» 4° Los Americanos españoles tendrán libertad para hacer el comercio con los colonos españoles en Asia. Todos los reglamentos contrarios á esta libertad serán abolidos.

Y de unas leyes.

» 5° La libertad de comercio será concedida á todos los puertos de la América española y de las Islas Filipinas con las demas partes del Asia; todas las leyes existentes contrarias á esta libertad serán anuladas.

Modo de indemnizarse de los derechos de *estanco*.

» 6° Todo *estanco*, todo monopolio en favor del tesoro público ó del rey, será indemnizado con nuevos derechos sobre los mismos objetos.

Administracion de los productos de las minas.

» 7° Los obreros de las minas de plata serán libres en la América española; pero la administracion del producto permanecerá

reservada á los oficiales del departamento de las minas, é independiente de los vireyes, capitanes generales y oficiales de la *real hacienda*.

Órden sobre esto.

(Esta solicitud fué acordada, y la órden para ejecutarla se publicó en las provincias bajo la dominacion de los Españoles.)

Elegibilidad para los empleos.

» 8° Todo Español americano será elegible, como los Españoles, para todos los empleos honoríficos y lucrativos, civiles, militares y eclesiásticos, sea en la corte, ó en las demas partes de la monarquía.

Cómo serán desempeñados estos.

» 9° En razon de la proteccion natural que se deben los dos reinos, la mitad de los empleos públicos en la América española serán desempeñados por súbditos españoles nacidos en América.

Creacion de una *junta consultiva*.

» 10° Á fin de que las estipulaciones anteriores sean puntualmente ejecutadas, se formará en cada capital una junta consultiva, á fin de proponer personas aptas para desempeñar los empleos vacantes.

Restablecimiento de los Jesuitas.

» 11° Considerando la gran ventaja que produce el cultivo de las ciencias, y el beneficio que pueden alcanzar los Indios de la opinion pública, las cortes restablecerán á los Jesuitas. »

Mal éxito de los comisionados de la Francia en la América.

La conducta de los diferentes gobiernos que han obrado en nombre de Fernando VII, y la de José Bonaparte, forman un contraste singular, rehusando constantemente los primeros la independencia á los Americanos, y prometiéndosela el segundo. Sin embargo, la suerte de los comisionados que la Francia envió á la América española, con el objeto de llevar los actos de las cesiones hechas por el rey de España en favor de Napoleon Bonaparte, y por este en favor de su hermano José, fué una prueba convincente para la familia de Bonaparte de que los Americanos no se hacian parte en su causa. Viendo en seguida que las sumas de dinero que recibia diariamente la Península del Nuevo Mundo, contribuian tan evidentemente á prolongar la guerra en España, el ministro del nuevo rey formó el plan de excitar una revuelta en la América española, con el fin de privarla de sus recursos. Los principios de ese plan se encuentran en las instrucciones dadas á M. Desmolard, agente nombrado por José Bonaparte en Baltimore. Hé aquí una copia de ellas:

Plan y objeto en excitar una rebelion en la América española.

Instrucciones dadas por José Napoleon á M. Desmolard, su comisionado ó principal agente en Baltimore, y á todos los que provistos de sus órdenes vayan á la América española con el fin de excitar una revuelta.

Instrucciones dadas al efecto por José Napoleon

« El único objeto, en los momentos actuales, debe ser persuadir á los criollos de que Su Majestad Imperial y Real no tiene otro fin en dar la libertad á la América española, sumida en la esclavitud hace tanto tiempo, sino el de obtener por precio de tamaño favor la amistad de los habitantes y el libre comercio con los puertos de ambas Américas, y el de independizar la América española de la Europa. Su Majestad ofrece todos los auxilios necesarios de tropas compuestas de valerosos guerreros, respecto á lo cual se ha entendido Su Majestad con los Estados Unidos del Norte de la América. Cada comisionado ó agente en jefe se contraerá á conocer el distrito en que lo fije su mision, así como el carácter de sus habitantes, con los cuales no experimentará entónces dificultades en la eleccion de las personas mas propias para recibir las instrucciones necesarias con el objeto de captarse la afeccion del pueblo y hacerle conocer todas las ventajas de la independencia; le hará observar que las inmensas sumas que van á consumirse en Europa, circularán entónces en las provincias de la América, y aumentarán sus recursos, su comercio y su prosperidad: y por último, que sus puertos se abrirán á todas las naciones. Se apoyarán en la ventaja que debe proporcionar la libertad de la agricultura y del cultivo de todos los objetos actualmente prohibidos por el gobierno de España,— como el azafran, el vino, las aceitunas, el lino, el cáñamo, etc.; los beneficios que alcanzarán del establecimiento de manufacturas de toda especie, de la abolicion del monopolio sobre el tabaco, la pólvora y las estampas, etc.— Para alcanzar su objeto con mas facilidad y por estar civilizada la mayor parte de esos pueblos, los agentes procurarán agradar á los gobernadores, intendentes, curas y prelados; no economizarán dinero ni medio alguno de captarse su

Asegurar su desinteres y proteccion á los Americanos.

Cada comisionado debe conocer su distrito.

Los comisionados deberán halagar con la libertad de la agricultura.

Captarse las simpatías de los gobernadores, del clero, etc.

cariño y amor, especialmente de parte de los eclesiásticos; deben inducir con habilidad á estos últimos á que cuando hayan de confesar á sus penitentes, aprovechen la ocasion favorable de asegurarles su independencia, aprovechando las ofertas del Emperador de los Franceses; que Napoleon es el enviado de Dios para castigar el orgullo y la tiranía de los monarcas, y que sería un pecado mortal é irremisible resistir á su voluntad.

Valerse de la mision de este.

Los agentes aprovecharán todas las ocasiones de recordarles la opresion que experimentan de parte de los Europeos, y el desprecio con que son tratados por ellos; trazarán tambien á la memoria de los Indios las crueldades de los primeros conquistadores de la América, los infames tratamientos que prodigaron á su legítimo rey; detallarán los actos de injusticia á que se hallan expuestos diariamente los Indios, de parte de los funcionarios indígenas nombrados por los vireyes y los gobernadores en perjuicio de los que tienen derecho á los empleos y recompensas;

Recordar la opresion ejercida por los Europeos.

dirigirán la atencion del pueblo hácia los talentos superiores de algunos criollos que quedan olvidados, hácia las personas de mérito de la clase oscura, y le harán notar el contraste con los oficiales públicos y los eclesiásticos europeos, incapaces de sostener el paralelo;

Excitar la vanidad y el orgullo de los Americanos.

le harán conocer la diferencia que existe entre los Estados Unidos y la América española, el bienestar de que gozan aquellos Americanos, su progreso en el comercio, la agricultura y la navegacion, el placer de ser libertados del yugo europeo y de no depender sino de un gobierno constituido por ellos mismos; asegurarán que la América, una vez separada de la España, llegará á ser legisladora de la Europa.

Presentarles el ejemplo de los Estados Unidos.

Todos los agentes, tanto superiores como subalternos, deben llevar nota de los que se declaran amigos de la libertad; los agentes subalternos trasmitirán sus listas á los agentes superiores, para que estos hagan sus informes á mi enviado en los Estados Unidos, el cual me trasmitirá el suyo, á fin de que yo pueda recompensar á cada individuo. Mis agentes se abstendrán de declamar contra la inquisicion ó la Iglesia; insistiendo mas bien, en sus conversaciones, sobre la necesidad de este santo tribunal y la utilidad del clero.

Insistir en la necesidad de la inquisicion.

La bandera insurreccional llevará estas palabras: « *¡ Viva la Religion ca-*

tólica, apostólica y romana! ¡ Perezca el mal gobierno! » — Harán ademas notar á los Indios cuán felices serán cuando, vueltos á adueñarse de su país, serán libertados del tributo tiránico que pagan á un monarca extranjero. En fin, dirán al pueblo que su pretendido monarca está en poder del restaurador de la libertad y legislador universal — Napoleon : en una palabra, esos agentes no deben omitir medio alguno para mostrar al pueblo las ventajas que le proporcionará el nuevo gobierno.

Anunciar la abolicion de los tributos que se pagan al monarca.

» Preparada así la revolucion, y ganados todos los principales miembros que deben tomar parte en ella en las ciudades y provincias, será necesario que los jefes y los agentes subalternos aceleren la insurreccion, á fin de que la revuelta estalle el mismo dia y á la misma hora en los diversos puntos ; este será un punto esencial, que facilitará sobre manera la empresa. Los agentes principales, en cada provincia, y los subalternos, en los lugares que les sean asignados, se ganarán á los criados de los gobernadores, intendentes y demas personas poderosas, y, por su medio, envenenarán á los que de estos les parezcan opuestos á la empresa. Esta operacion debe preceder á la revolucion, á fin de remover todo obstáculo. La primera cosa de que hay que ocuparse, será de detener el envío del tesoro á la Península ; lo que podrá efectuarse fácilmente teniendo buenos agentes en Vera Cruz, adonde hacen rumbo todos los buques que llegan de Europa. Será menester encerrar en la fortaleza, sobre la marcha, á todos los oficiales, con sus equipajes, hasta que la revolucion esté muy avanzada. Los agentes trasmitirán á mi enviado en los Estados Unidos frecuentes informes sobre el progreso de la revolucion. Para este efecto, será necesario reconocer los puntos mas favorables de la costa, y tener siempre en ellos buques dispuestos á dar la vela á la primera señal.

Acelerar la insurreccion.

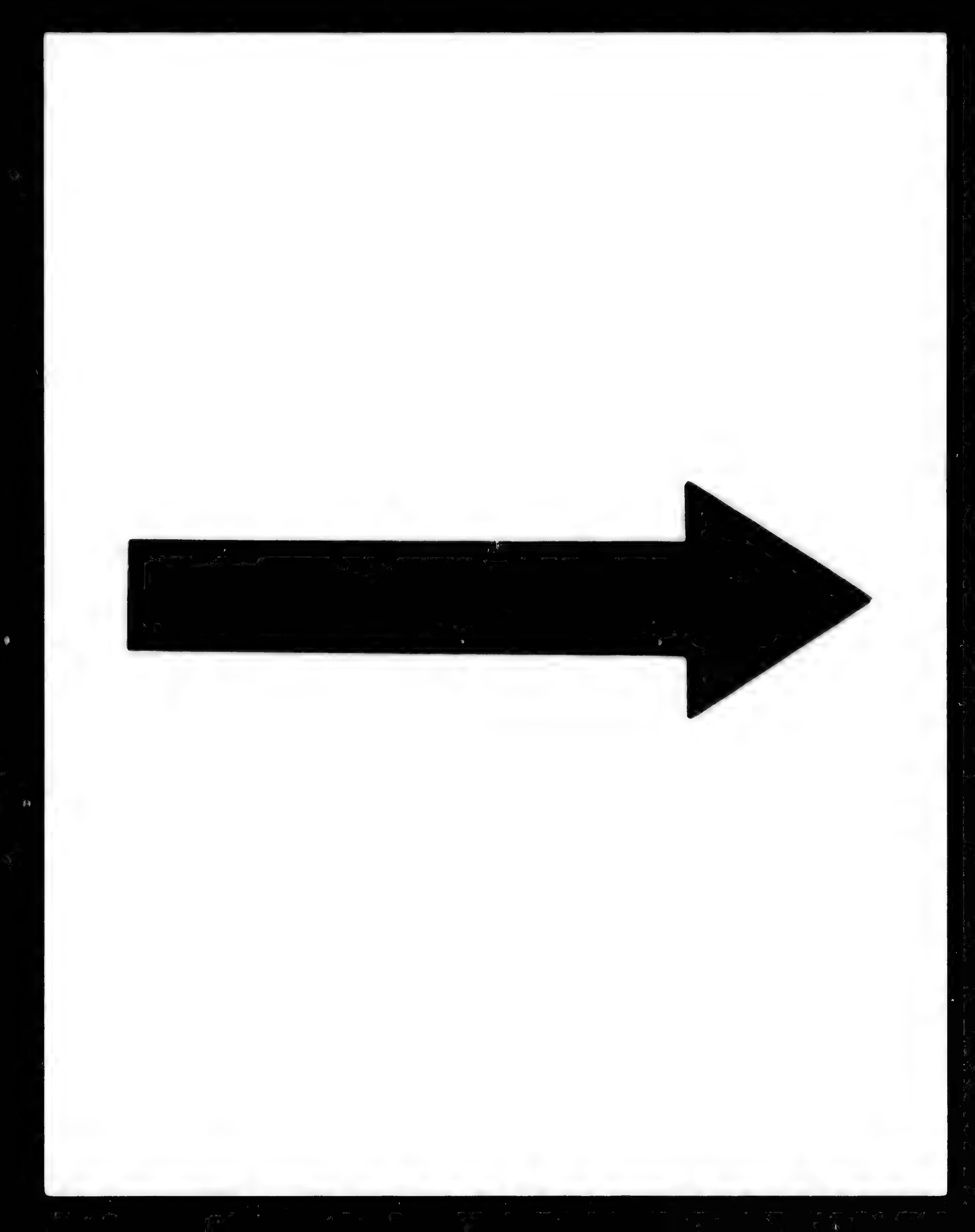
Seducir á los criados para envenenar á sus amos.

Detener el envío del tesoro á la Península.

Trasmitir informes al agente en los Estados Unidos.

» JOSÉ NAPOLÉON.

» *A mi enviado Desmolard.* »



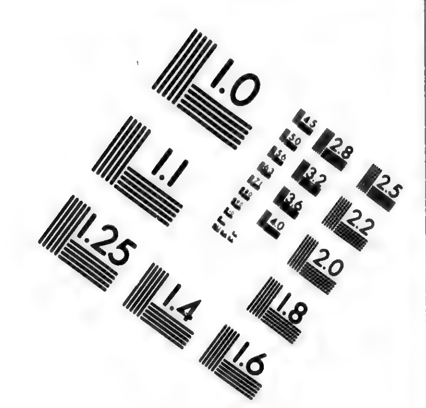
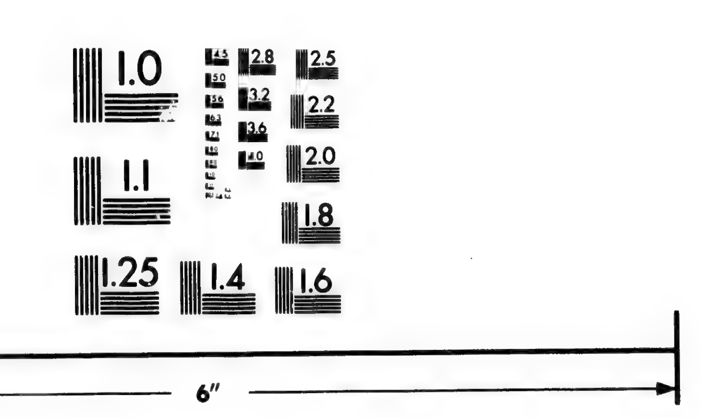


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



V.

Los agentes del rey José inician su mision.—No habia partido por Bonaparte en América. — Interes de la Inglaterra á la defensa de la España. — Carta de lord Liverpool al gobernador de Curazao. —Descontento de Carácas contra el gobierno de Cádiz. — Insistencia de la Inglaterra en su proyecto. — Aceptacion de su mediacion : condiciones de aquella. — Proposiciones dirigidas á las cortes. — Su repulsa. — Contrariedad sufrida por el ministro británico residente en Cádiz. — Triunfos de los patriotas en América. — Invasion de la Francia por los aliados. — Libertad de Fernando VII : su regreso á España : terminó así la guerra de España.

Los agentes comenzaron á obrar: uno fué fusilado.

Los agentes enviados por José Bonaparte penetraron en diferentes partes del nuevo continente. Uno de ellos fué descubierto y fusilado en la ciudad de Abana.

En Carácas se encontró una copia de estas instrucciones.

Una copia de la instruccion anterior se encontró en Carácas, en el despacho del secretario de la junta suprema, y fué enviada por esta al almirante de la estacion en la isla de Barbada, como una prueba de la necesidad de las precauciones que debian tomarse contra las intrigas de Napoleon.

No habia partido en América por Bonaparte.

La mala recepcion que tuvieron los agentes franceses, persuadió al gobernador ingles de que no habia en el país partido por José Bonaparte; que ni aun lo habia bastante numeroso en favor de la independencia de la América española. Solemnemente comprometida á segundar los heróicos esfuerzos de los Españoles para rechazar la invasion de Napoleon Bonaparte, la Inglaterra combatia por su propia causa al defender la de ellos.

Interes de la Inglaterra en defender á la España.

Vióse, pues, naturalmente llevada á ejercer su influencia en favor de los gobernadores españoles, cuando comenzaron las

turbaciones en la América meridional. Lord Liverpool escribió, el 29 de junio de 1810, al general Layard, gobernador de Curazao, lo que sigue :

Carta de lord Liverpool al gobernador de Curazao.

« Su Majestad Británica tiene poderosas razones para esperar que los habitantes de Carácas reconozcan la autoridad de la regencia de España. »

Descontento de Carácas contra el gobierno de Cádiz.

Esta carta fué comunicada al gobernador de Cádiz y al de Carácas, y publicada en ambos lugares. El coronel Robertson, secretario del general Layard, llegó cerca de esa época á Carácas, probablemente con el intento de hacer que el gobierno se decidiese á realizar la esperanza del ministerio británico; pero habiendo observado el descontento casi general contra el gobierno de Cádiz, no se aventuró á hacer conocer el objeto de su viaje.

La Inglaterra insistió en su proyecto.

El gobierno ingles no renunció á su proyecto de establecer la union entre España y las provincias insurreccionadas entónces en la América meridional.

Las cortes aceptaron su mediacion con condiciones.

En el mes de abril de 1811, la Inglaterra ofreció su mediacion, que fué aceptada por las cortes el 6 de junio. Hé aquí las condiciones que propusieron :

1° Las provincias disidentes jurarán fidelidad á las cortes y á la regencia, y nombrarán sus diputados con asiento en las cortes.

2° Se suspenderán las hostilidades entre los ejércitos, y los prisioneros serán puestos en libertad.

3° Las cortes dispensarán particular atencion á las quejas de los Americanos españoles.

4° Los comisionados rendirán cuenta de los progresos y efectos de la mediacion comenzada hace un mes.

5° Miéntras continúe, las cortes permitirán un libre comercio entre la Inglaterra y las provincias insurgentes.

6° La mediacion debe concluirse en quince meses.

7° Si los comisionados no pueden obtener de la América española la adopcion de estas proposiciones, el gobierno ingles se compromete á prestar auxilios á la España para someter los rebeldes por la fuerza.

8° Por su propio honor, el gobierno español declarará

abiertamente al ministro ingles las razones en cuya virtud se determinen las cortes á aceptar la mediacion de la Inglaterra.

9° Á pesar de las condiciones poco liberales propuestas por las cortes el 2 de octubre del mismo año, el gobierno ingles designa para comisionados á MM. Morin Stuart y al almirante Cockburn.

Condiciones propuestas á las cortes.

Pero presumiendo que estas proposiciones no producirian, y dirigiéronse ellos tambien á las cortes el año siguiente, propusieron las condiciones que á continuacion se expresan, como que debian servir para lograr mas fácilmente el objeto deseado:

1° Tendrá lugar una cesacion de hostilidades entre la España y la América española.

2° Se concederá una amnistía ó entero olvido de toda especie de actos ejecutados, y hasta de las opiniones expresadas por los Americanos españoles contra los Españoles ó su gobierno.

3° Las cortes confirmarán y conservarán todos los derechos de los Americanos españoles, á los que se permitirá justa y liberalmente tener representantes en las cortes.

4° La América española gozará de una entera libertad de comercio; pero podrán permitirse, á pesar de eso, algunos privilegios á la España.

5° Los empleos de vireyes, gobernadores, etc., serán dados indiferentemente á los Americanos y á los Españoles.

6° El gobierno interior y todos los ramos de la administracion pública se confiarán á los *cabildos* ó municipalidades, los cuales obrarán de consuno con los jefes de las provincias; y los miembros del *cabildo* deberán ser — ó Americanos españoles, ó Españoles que posean propiedades en el país.

7° La América española jurará fidelidad á Fernando VII, tan luego como sea puesta en posesion de sus derechos y que haya enviado diputados á las cortes.

8° La América española reconocerá la soberanía de las cortes, como representantes de Fernando VII.

9° La América española se comprometerá á conservar una mútua y amistosa correspondencia con la Península.

10° La América española se obligará á cooperar con las cortes

y los aliados para preservar la Península del poder de la Francia.

11° La América española se comprometerá á enviar generosos auxilios para continuar la guerra.

Repulsa de estas proposiciones.

Los debates de las cortes sobre estas proposiciones duraron muchos dias y fueron secretos; al fin fueron estas rechazadas, no habiendo obtenido mas que el apoyo de cuarenta diputados americanos y seis europeos. El principal motivo de la repulsa fué que los Americanos españoles no habian pedido la mediacion de la Inglaterra, y que la Inglaterra tenia miras siniestras al ofrecerla.

Contrariedad sufrida por el ministro británico residente en Cádiz.

No fué esta la única contrariedad que el gobierno de Cádiz experimentó de parte de las cortes relativamente á los asuntos de las colonias americanas. El ministro británico residente en Cádiz solicitó enérgicamente la autorizacion de abrir comercio con la América española, desde que las cortes se reuniesen; pero esa solicitud fué bruscamente rehusada. Sin embargo, la regencia insistió de nuevo sobre este objeto ante la legislatura nacional, de modo que fué tomado en consideracion en unas sesiones secretas. Al promediar de abril de 1811 comenzó á divulgarse esta noticia, é inmediatamente los papeles públicos se llenaron de invectivas contra el gabinete de San Jámes. Entre varias publicaciones sobre esto, una es particularmente notable, á saber, el *consulado* ó consejo de comercio, bajo la autoridad del presidente, cónsules, diputados y otros miembros, convocados el 20 de julio de 1811, con el objeto de discutir la cuestion. Ese manifiesto tendia á probar « que un libre comercio con las provincias americanas causaria á la España mayor mal que el que hasta entónces hubiese experimentado; que los que deseaban establecerlo eran impostores, y merecian ejemplares castigos y destierro perpétuo; que la suerte de la España y su existencia política dependian de la solucion de esta cuestion. Los nombres de los que proponian tan desastroso comercio (añadíase), deberian trasmitirse á la posteridad, y entregados de generacion en generacion á la indignacion pública. Los Americanos no han pedido el establecimiento de este libre comercio, y hasta clamarian contra semejante medida como perjudicial á sus inte-

reses. Asegurábase que la España se arruinaria infaliblemente en servir así de instrumento al extranjero, y que la caida de su comercio y de sus manufacturas arrastraria necesariamente la de su libertad. En fin, presentábase el proyecto propuesto como subversivo de la religion, del órden y de la sociedad. »

Aunque los diputados de la América y muchos Europeos sostuviesen que la proposicion de un libre comercio era una medida política y necesaria, la mayoría de las cortes cedió á las representaciones del consulado de Cádiz, y rechazó formalmente, el 13 de agosto de 1811, la solicitud del ministro ingles.

Triunfos del ejército patriota en la América.

Territorios que poseían los patriotas.

Miéntras que la mediacion propuesta por el gobierno ingles y las solicitudes de los diputados de la América se frustraban ante las cortes, los ejércitos del gobierno revolucionario obtenian importantes victorias en la América. Poseían todo el territorio que comprenden Buenos Aires, Venezuela y la Nueva Granada, con excepcion de algunas plazas fuertes y provincias. Los Mejicanos patriotas se habian apoderado de muchas plazas en el gobierno de Méjico bajo Morélos, Rayon, Vittoria y otros; algunos proyectos de revueltas habian sido descubiertos en Méjico mismo , y Lima estaba amenazada de insurreccion.

Invasion de la Francia por los aliados.

Tal era la situacion política de la América española, cuando despues del inaudito desastre de Moskou y de la destruccion del ejército frances, las potencias reunidas del Norte invadieron á la Francia por la Suiza, y los Ingleses y los Españoles por los Pirineos. Atacado hasta por el rey de Nápoles — su cuñado — abandonado por la nacion, cuyos votos no habia consultado en los últimos tiempos, Bonaparte perdió el imperio. Todo era bueno para él, con el fin de salir de la embarazosa situacion en que le colocaba la invasion de los aliados. Dos prisioneros de distincion estaban en su poder, el rey de España y el jefe de la Iglesia católica; esperando sacar partido de su libertad, se la restituyó.

Libertad de Fernando VII.

Su regreso á España.

Fernando volvió á entrar en su reino, bajo los auspicios mas favorables, para confirmar la buena opinion que sus súbditos habian concebido de sus virtudes. Los sufrimientos de su juventud habian excitado la compasion de los Españoles y de los

Americanos; y la traicion por cuyo medio habia sido sustraido de su reino les inspiraba tal interes en su favor, que su adhesion rayaba ya en adoracion. Arruinada la España por seis años de la guerra mas desastrosa, — la América española hecha presa de las disensiones civiles, — desgarrada por la animosidad de los partidos... — ¡ qué ocasion tan feliz para mostrarse Fernando como el restaurador de la tranquilidad y el mediador entre sus súbditos, y aun para presentarse en medio de los partidos como un ángel de paz! La restauracion de la monarquía y la vuelta del rey terminaban la guerra de la Península, emprendida para obtenerlas; esa vuelta debia igualmente poner término á la guerra en la América española, pues que la sola ausencia de Fernando la habia hecho nacer. En el hecho, á la noticia de la caida de Bonaparte y de la restauracion del rey de España, sobrecogidos de asombro los Americanos, y sumidos en una especie de estupor, quedaron en la inaccion; y ciertamente habrian envainado la espada, si en aquellos momentos se les hubiera ofrecido la menor apariencia de paz. Pero la política agresiva y absolutista que adoptó ulteriormente el rey Fernando VII con sus antiguas colonias, alentó á los patriotas robusteciendo el espíritu revolucionario, el cual cundió en todo el continente, sellando para siempre su independencia de la madre patria.

Con él terminó la guerra en la Península.



LA FRANCIA Y SU COLONIA DE SANTO DOMINGO

EN AMÉRICA.

I.

La *Isabela* y Santo Domingo. — Tribus indias: sus guerras con los Españoles. — Tráfico de Indios. — Las Cásas. — Prosperidad y decadencia de Santo Domingo. — Destruccion de San Cristóbal. — Asiento de los colonos: sus pretensiones: guerra con los Españoles. — Filibusteros: su vida de piratas: llegaron á ser grandes guerreros. — Colonizacion y progreso de Santo Domingo. — Influencia de la revolucion francesa. — El gobernador *Peynier* y el coronel *Maudit*. — Disolucion de la junta de notables. — Revolucion de Ogé: su trágico fin. — *Blanchelande*. — Esfuerzos contra el espíritu innovador. — Decreto reaccionario.

La Isabela. — Santo Domingo.

El primer establecimiento de Colon en el territorio haitiano fué *Isabela* (la primera ciudad americana), fundada en la costa del norte. Santo Domingo, fundada por su hermano Diego, no vino á ser la capital de la isla sino algun tiempo despues.

Carácter de las tribus haitianas.

Las tribus indias que encontró Colon en Haití, eran de una excelente índole; él y los demas Españoles que arribaron á ese país fueron acogidos por ellas de la manera mas afable y obsequiosa; pero desgraciadamente el abuso de la fuerza y los excesos de los invasores produjeron muy luego una reaccion. Ligáronse contra estos los príncipes del país (caciques). Llegaron á las manos Indios y Españoles, con éxito vario; pereciendo hasta

Guerra entre Indios y Españoles.

el último de aquellos, y guarniciones enteras de los segundos. La superioridad de las armas de fuego puso término á tan reñido combate. De un millon de indígenas que habia en la isla al tiempo del descubrimiento, apénas quedaban algunos millares, sesenta años despues; de modo que para fines del siglo XVI, ya se habia extinguido la raza primitiva.

Extincion de la raza primitiva haitiana.

Origen del tráfico de Indios.

Estas cosas tuvieron lugar bajo ambos Colones, Bobadillo, Obando, y, sobre todo, bajo Roderigo Albuquerque, quien dió, el primero, la idea del tráfico de vender los Indios y adjudicarlos en pública subasta. Tan solo las Cásas se mostró humano en esos dias de matanza. Habia llegado este á las Antillas, cuando el segundo viaje de Colon; desde que vió á los naturales, tuvo simpatías por ellos, hasta el punto de constituirse en defensor suyo cuando regresó á España. Dedicó toda su vida al ejercicio de tan hermoso y cristiano patronato. Solicitó con tanto ahinco, ya ante Cárlos Quinto, ya del ministro Ximénez, el nombramiento de inspectores coloniales encargados de cierta especie de censura respecto de los gobernadores, y de un protectorado oficioso en favor de los Indios, que al fin logró coronar sus esfuerzos. Desgracia fué que tan dulces y sabias medidas solo diesen resultados precarios y parciales.

Las Cásas.

Su filantrópica mision.

Consumóse, pues, la despoblacion de las Antillas, extinguiéndose poco á poco los naturales, diezmados por el hierro, el hambre y la miseria. En cambio, la emigracion española afluía á aquellas regiones, haciendo de la isla de Santo Domingo su mansion predilecta, en términos que su capital (Santo Domingo) llegó á ser muy pronto una ciudad europea, bajo todos respectos. Tanta magnificencia duró poco, pues comenzó á declinar á principios del siglo XVII, cuando las rivalidades europeas vinieron á complicar la situacion.

Despoblacion de las Antillas: la emigracion europea afluye á ellas.

Los Franceses y los Ingleses habian ocupado en comun, desde 1725, una de las Antillas de Barlovento, — la isla de San Cristóbal, conquistada á los Caribes. Muy luego juzgó la España demasiado peligroso semejante vecindario; así fué que, de tránsito hácia el Brasil, en 1730, Federico de Toledo atacó esa colonia, compuesta en parte de Ingleses y Franceses, dispersó á sus co-

San Cristóbal.

Destruccion de la colonia en 1780.

Fijánse los colonos en Santo Domingo y la Tortuga.

lonos y destruyó el establecimiento. Los que escaparon al hierro de los Españoles se habian dispersado en todas direcciones. Parte se fijaron en la costa norte de Santo Domingo y en la isla de la Tortuga, que está separada de la anterior por algunas leguas.

Sus pretensiones.

Animados de pacíficas intenciones, esos aventureros pretendian fundar allí una colonia agrícola y comercial, explotar el terreno, y organizar cambios con los Holandeses. No lo entendian así los Españoles, pues no querian dejar á los nuevos ocupantes el derecho de goce imperturbable. Con tales precedentes, poco tardaron en venir á las manos, haciéndose una guerra de matanza y exterminio. Los aventureros adquirieron por tal conducta el nombre de *boucaniers*, porque accecinaban las carnes de sus adversarios; y tambien el de *filibusteros*, que la historia nos ha trasmitido desde entónces como sinónimo de salteador en mar ó pirata.

Guerra entre ellos y los Españoles.

Filibusteros: su vida.

Organizados, por decirlo así, en su anarquía, estos filibusteros vivian en familia, tenian comunidad de bienes, robaban á todos, pero no se desposeían los unos á los otros. Armaron barquichuelos con los cuales infestaron las costas. Poco á poco los Franceses y los Ingleses del establecimiento de San Cristóbal volvieron á reunirse en la Tortuga, y engrosaron el primer núcleo de filibusteros. Mas numerosos que los otros, los Ingleses impusieron á la comunidad un jefe de su nacion, de nombre Willis; pero de Poincy, gobernador general de las Antillas, envió á tiempo al oficial Le Vasseur, para que arrojase, como lo hizo, á Willis y á sus compañeros. La Tortuga y su costa fronteriza se hicieron francesas: en vano envió la España una escuadra contra los aventureros, porque Le Vasseur rechazó á cuantos desembarcaron.

WILLIS, gobernador de la *Tortuga*. Fué échado por LE VASSEUR.

Orígen de la piratería de los filibusteros

Entónces fué cuando surgieron y pulularon las expediciones y depredaciones marítimas. Formados en grupos de cincuenta hombres, los filibusteros se escapaban en pequeñas embarcaciones que una sola bordada habria bastado para echar á pique. Cuando veían un buque cualquiera, lo asaltaban al abordaje; raro era el que escapaba. Al cabo de algunos meses de correrías, ha-

bian establecido una reputacion tan aterradora, que todo buque asaltado tenia que rendirse. Cuando regresaban á la Tortuga con sus presas, procedian á distribuirlas; jurando cada pirata que nada se habia reservado en provecho privado suyo. Todo perjuro era castigado con pena de muerte. Despues de semejante declaracion, se arreglaban las partes, cuyo producto se consumia en excesos y orgías.

Estos llegaron á ser grandes guerreros.

Si algo puede excusar una vida de matanza y salteamiento, es la circunstancia de que sometidos mas tarde á la ley comun, esos piratas expiaron sus crímenes anteriores por medio de ejemplares servicios, y de que los filibusteros de la Tortuga llegaron á ser para la Francia una almáciga de excelentes marinos; á ellos se debió la tan disputada posesion de una parte de Santo Domingo. Grandes y conocidas fueron sus proezas, que por cierto hacian mucho honor á la Francia (1).

Con ellos colonizó B. d'Ogeron á Santo Domingo.

Los filibusteros continuaron su vida de matanza y de pillaje hasta cerca de 1666, hácia cuya época Bertrand d'Ogeron se propuso utilizar tan feroz valor para la colonizacion de Santo Domingo. La tarea era difícil, porque se trataba de infundir gustos sedentarios á espíritus activos y aventureros; de someter á un régimen legal á piratas no acostumbrados á obedecer ley alguna; de educar, en fin, en el respeto del monopolio de la compañía de las Indias Occidentales, á un pueblo de piratas extraviado hacía mucho tiempo en punto á ideas sobre la propiedad. El hábil administrador logró buenos, aunque parciales resultados; pero no desmayó, y á las sabias medidas posteriores que tomó se debieron los progresos de la colonizacion hácia la época de su muerte.

Pasmoso progreso de la colonia para 1789.

La colonizacion continuó progresivamente bajo los gobernadores que le sucedieron. Fundáronse establecimientos y ciudades en las costas setentrional y oriental de Santo Domingo: afluyeron allí colonos franceses, y la isla se enriqueció y se pobló por medio del cultivo. Obstáculos y embarazos hubo, pero no bas-

(1) Véase la obra *Voyage dans les deux Amériques*, par M. A. D'ORBIGNY, pág. 19.

tantes á impedir la marcha próspera de aquella region; de modo que para la época de la revolucion francesa, en 1789, parecia que la isla habia llegado al apogeo de su riqueza.

Influencia de la revolucion francesa en la colonia.

Los acontecimientos de la metrópoli reaccionaron entónces sobre la colonia americana. Una sociedad formada en Paris bajo el título de *Amis des Noirs* (Amigos de los Negros), en la cual figuraban Mirabeau, Brissot, Condorcet, Pétion y el abate Grégoire, sirvieron de punto de apoyo á las reclamaciones de los hombres de color que querian aplicar de luego á luego los principios absolutos de la emancipacion francesa. Adoptando los colores nacionales, Santo Domingo creía haber proclamado, como nuevo código, la declaracion de los derechos del hombre, es decir, la igualdad entre clases hasta entónces bien deslindadas,— el amo y el esclavo. Una declaracion de la Asamblea constituyente, con fecha 8 de marzo de 1790, que ponia las colonias fuera de la ley comun, no hizo sino agriar los ánimos, sin lograr que volviesen á la obediencia. Desde entónces, la isla no fué sino un volcan; intermitencias hubo en las erupciones, pero el fuego continuó siempre subterráneo.

Division de la autoridad entre el gobernador PEYNIER y el coronel MAUDIT.

Dividíase entónces la autoridad en dos hombres,— el gobernador Peynier, que habia sucedido á Ducassau, y el coronel Maudit; el segundo ejercia de hecho los poderes, de que era titular el primero. El coronel Maudit era activo, hábil, conciliador; habíase atraido parte de los negros, lisonjeándoles y alimentándoles con promesas; y de este modo se adquirió una popularidad efímera. Esa popularidad le animó á disolver una junta de doscientos trece colonos notables del país, que habian formado ya una especie de carta para Santo Domingo. Ejecutóse aquel acto sin violencia, y los miembros de la junta, en lugar de protestar por medio de las armas, prefirieron pasar á Francia, en número de ochenta y cinco, con objeto de abogar por su causa ante la Asamblea constituyente.

Este disolvió una junta de notables.

Revolucion de Ogé.

Miéntras que el *Léopard* conducia á esos abogados de la emancipacion colonial, la revolucion de Ogé interpretaba por medio de los hechos un derecho que se obstinaban en debatir. Ogé era un mulato jóven, de treinta años, mas frances que criollo; edu-

cado en Paris, y habiendo servido en Alemania, habia conocido y frecuentado á los [illegible] célebres de ambos países; era miembro de la sociedad de los *Amis des Noirs*, en que Lafayette y Grégoire lo habian hecho admitir. Sea que Ogé no fuese sino el agente de dicha sociedad, sea que obrase por sus propias inspiraciones, lo cierto es que de regreso á Santo Domingo se rodeó de mulatos descontentos, y logró reunir hácia los lados de la *Grande-Rivière*, á quince leguas del Cap, un partido de trescientos disidentes; pero un cuerpo de ejército, enviado en su persecucion, le atacó y derrotó, matándole gran número de los suyos. Refugiado en el territorio español, vivió en él errante, hasta que en virtud de la extradicion fué puesto á la disposicion de la justicia francesa. Ogé fué arrastrado al Cap y « muerto á golpes (*roué*) » con sus cómplices en el mes de marzo de 1791. Blanchelande habia reemplazado entónces á *Peynier*.

Fin trágico de esto, en 1791.

De este modo tratábase por todas partes de comprimir el movimiento de los ánimos hácia las innovaciones. Paris mismo se prestaba á esos medios reaccionarios, y en lugar de una brillante aprobacion, los miembros de la junta colonial encontraron en un informe de Barnave la completa desaprobacion de sus actos y medidas de rigor contra sus personas. Era ese un triunfo, es verdad, del partido conservador; pero costó caro y duró poco: en la colonia, provocó el asesinato de Maudit, ejecutado por sus propios soldados; en Paris, dió orígen á la mocion de Grégoire, por la cual los hombres de color eran reconocidos como ciudadanos franceses, con el mismo título y derecho que los blancos. « ¡ Perezcan las colonias ántes que un principio ! » — dijo un miembro de la Asamblea, y el decreto pasó.

Esfuerzos para reprimir el espíritu de innovacion.

Un decreto reaccionario.

II.

Doble conjuracion : índole de ambas.—Faces de la guerra. — Invasion frustránea de los Ingleses. — *Toussaint Louverture* : sus medidas.—Expedicion contra el Cap : resistencia de *Toussaint* : capitulacion : fué violada por los Franceses : reaccion : medios bárbaros : represalias : capitulacion con *Dessalines*. — *Dessalines* fué nombrado gobernador. — *Vísperas sicilianas*. — Coronacion de *Dessalines* : trágico fin de este. — Sucedióle Cristophe. *Pétion*. — Coronacion de *Cristophe* : presidencia de *Pétion*. — *Boyer*. — Suicidio de *Cristophe*. — Reconocimiento de Haití por la Francia : indemnizacion. — Juicio sobre Haití. — Estado moral y material de este país.

Doble conjuracion; su índole.

Apénas fué conocido en Santo Domingo, cuando estalló una doble conjuracion, — levantándose los blancos contra la metrópoli, é insurreccionándose los negros contra los blancos. Terrible fué esta segunda rebelion, hasta el punto de anular la primera. Obrando los negros con un acuerdo aterrador, el 23 de agosto de 1791, se sublevaron á un mismo tiempo en cuatro ó cinco haciendas, asesinaron á los amos, y en seguida se formaron en grupos para marchar contra las otras parroquias mas inmediatas al *Cap*. La guerra estaba á las puertas de la capital. En vano intentaron algunos hacendados defenderse del enemigo comun, y de aliarse contra él. Todo el campo se cubria de bandas que de los montes acudian. Cincuenta y hasta cien haciendas incendiadas señalaban el paso de la insurreccion. El *Cap* tembló por su poblacion, y se fortificó y organizó sus milicias. Durante un mes, así se combatió. Dos mil blancos y diez mil sublevados perecieron en ese primer período de hostilidades. Ciento ochenta haciendas de caña, y novecientas de café, algodon y añil, fueron destruidas. Nacida en las parroquias setentrionales, la revuelta invadió los distritos del occidente, y muy luego ardió toda la parte francesa de Santo Domingo.

Incendio y exterminio de las haciendas.

Nueva faz de la guerra

Esa guerra de exterminio, á menudo suspendida y continuada, presentó desde entónces diversas faces. La primera paró en una especie de compromiso con la insurreccion triunfante. Dióse un nuevo decreto el 4 de abril de 1792, y tres comisionados llegados de Francia tuvieron instrucciones secretas para tomar á los negros bajo su tutela oficiosa. No era esto sino la consecuencia de los acontecimientos, — la revolucion marchaba en Paris, y era menester que marchase en Santo Domingo. En vano quiso luchar Galbaud, gobernador nuevamente nombrado, contra el pensamiento y el mandato de los comisionados. Su resistencia no sirvió sino para provocar una guerra civil, con ayuda de la cual sorprendieron los negros el Cap Francés, lo incendiaron y degollaron á todos los blancos que no se habian refugiado á bordo de los buques.

Segunda faz de la guerra, de 1793 á 1798.

La segunda faz, de 1793 á 1798, abraza las tentativas de invasion efectuadas por los Ingleses. En efecto, Santo Domingo les pareció, hácia ese tiempo, rica y fácil presa; atacáronla por diversos puntos, se apoderaron del muelle de San Nicolas, y de Jeremías y Puerto Príncipe, en donde se mantuvieron durante muchos años. Pero los esfuerzos reunidos de los blancos, negros y mulatos, la insuficiencia de las tropas de invasion, las enfermedades y la insalubridad del clima, hicieron insostenibles aquellas posiciones, y forzaron á evacuarlas. Los generales White, Brisbane, Forbes, Simcoe y Maitland encallaron alternativamente en una empresa en que los generales republicanos debian tambien usar en vano de su intrepidez y experiencia.

Invasion frustránea de los Ingleses.

Partido capitaneado por TOUSSAINT LOUVERTURE.

Durante la ocupacion inglesa, el partido de los negros se habia constituido. Al lado de los jefes primitivos, Jean-François, Biassou, Boukmant y Rigaud, habia aparecido un nuevo jefe,— un negro llamado Toussaint Louverture. Dotado de inteligencia y actividad en su juventud, Toussaint habia sido distinguido entre 300 negros por el intendente de la hacienda Noe. Se le habia enseñado á leer, escribir y contar. Su condicion era, pues, feliz y dulce, cuando estalló la insurreccion; no se complicó en ella luego al punto, sino que aguardó que los acontecimientos se hubiesen diseñado de un modo claro. Hecho entónces teniente

Biassou, y despues general en jefe de los negros, adquirió tal ascendiente sobre ellos, que el gobierno frances creyó debia atraérselo, confirmándole su grado.

Este fué alternativamente realista y republicano.

Alternativamente realista y republicano, Toussaint fué ante todo jefe amigo y padre de los negros; pensando en ellos, con preferencia, en todas las estipulaciones y tratados. Entre Toussaint y los negros no llegó á interponerse ambicion alguna personal; y aunque á menudo hizo abnegacion de sí propio, jamas les olvidó.

Su primer cuidado.

Desde que el país quedó libre con la evacuacion de los Ingleses, su primer cuidado fué hacer reconocer y proclamar la independencia de los hombres de color. Dirigió despues á la poblacion hácia el cultivo de las tierras: no conservó sino parte del ejército, que sometió á la disciplina y al manejo de la armas.

Otras medidas suyas.

Dictó y realizó varias otras medidas de fomento, y colocó la primera piedra de un edificio elevado á la independencia del país. Conocido y respetado en toda la isla, recorrió tambien, como triunfador, la parte española cedida á la Francia por el tratado de 1798.

Expedicion francesa contra el Cap: evacuacion é incendio de esta ciudad por CRISTOPHE.

La colonia iba á renacer colonia de negros, bajo el patronato frances, cuando el primer cónsul Bonaparte creyó de su deber alcanzar, por medio de las armas, una soberanía ménos nominal y ménos precaria. Libre ya el mar, á consecuencia del tratado de Amiens, zarpó de Brest para Santo Domingo una escuadra de 25,000 hombres bajo las órdenes del general Leclerc. Ese armamento se presentó, el 2 de febrero de 1802, delante de la ciudad del Cap, en donde mandaba el general negro Henri Cristophe: intimósele á este se rindiese, lo rehusó; pero una vez atacado, evacuó la ciudad, despues de haberla incendiado.

Medios infructuosos empleados respecto á TOUSSAINT.

Respecto á Toussaint, otros fueron los medios que se tentaron, — el sentimiento y la persuasion; pero ni las lágrimas de sus hijos, ni los para él honrosos conceptos de una carta autógrafa de Bonaparte, haciéndole responsable, ante Dios y los hombres, de la conducta de sus negros, lo decidieron á firmar siquiera una neutralidad complaciente.

Preparóse este á resistir.

Toussaint vió que en la bandera del ejército invasor estaba escrito este lema *Esclavitud de los negros,* y, sin vacilar,

se apercibió al combate. Dió sus instrucciones á los generales Cristophe, Dessalines y Laplume; sus tropas, admirablemente organizadas para una guerra de emboscadas, ponian en la última extremidad á la intrepidez y actividad francesas. El solo sitio de la *Crête à Pierrot* ocupó casi todo el ejército. Viendo que nada se consiguiria por las armas, Leclerc apeló á la diplomacia, torpe al principio, pero despues mejor dirigida y mas feliz. Prometíase á los negros una libertad y una igualdad sin condiciones, y sus generales fueron admitidos á capitulacion, conservándoseles honores y grados. Cristophe, Dessalines y Toussaint transigieron así á su turno. La paz fué firmada; pero desde el siguiente dia, Toussaint habia sido sustraido de su retiro, puesto en un navío y conducido á Francia, donde pereció, en 1803, en los calabozos del fuerte de Joux.

El jefe expedicionario apeló á la diplomacia.

Capitulacion.

Fué violada por los Franceses.

Este odioso acto de mala fe habló elocuentemente á los generales capitulados, quienes abrieron de nuevo las hostilidades. Leclerc no pudo contrastarlos, pues su ejército se debilitaba de dia en dia, con los calores y los grandes estragos de la fiebre amarilla. La conquista de la isla era imposible. Pretendióse aterrar á los negros, ya que vencerlos no era hacedero; al efecto se les ejecutaba en masa, y hasta se azuzaba contra ellos perros famélicos, — atroz medio de destruccion, renovado desde los primeros tiempos de la conquista; — pero esas medidas extremas solo sirvieron para provocar horribles represalias. En fin, las cosas empeoraron á tal punto, que fué necesario abandonar la empresa. La muerte de Leclerc, un nuevo rompimiento entre la Francia y la Gran Bretaña, algunos atrevidos ataques del general Dessalines, que sitiaba la ciudad del Cap, la incertidumbre del porvenir y la imposibilidad de recibir refuerzos,— todo eso provocó é hizo necesaria una evacuacion. Rochambeau, sucesor de Leclerc, capituló con Dessalines, y fué obligado en seguida á entregarse con sus tropas á la merced de los Ingleses.

Tremenda reaccion.

Modo bárbaro de guerrear los Franceses.

Provocó represalias.

Capitulacion del jefe expedicionario con DESSALINES.

El 30 de noviembre de 1803 — dia de la evacuacion — Santo Domingo perteneció de nuevo á los negros. El general Dessalines fué nombrado gobernador general de la isla, la cual tomó su nombre primitivo de Haití. Ese hombre, nacido con senti-

Este fué nombrado gobernador.

mientos ménos elevados que Toussaint, señaló el primer período de su poder con una espantosa matanza. En los primeros dias de 1804, Haití tuvo sus *Vísperas sicilianas*. Todos los blancos fueron degollados, sin distincion de edad ni sexo; escapándose apénas unos cuantos sacerdotes y médicos. Seis meses duró tan horrible matanza, cuyas víctimas no tuvieron guarismo.

Vísperas sicilianas en Haití.

Coronacion de DESSALINES.

Dessalines fundó su trono sobre cadáveres, habiendo sido coronado el 8 de octubre de 1804. Él era negro, y en 1791 servia á otro negro cuyo nombre tomó y á quien hizo sumiller suyo á su advenimiento al imperio. Á tal extremo llegaron los hábitos de inhumanidad y barbarie de Dessalines, que cuando no hubo ya blancos que sacrificar, se entregó á matar negros, comenzando por sus propios oficiales. Tan horrible conducta provocó una conjuracion entre sus tropas; habiendo sido asesinado el 17 de octubre de 1806.

Su conducta inhumana: trágico fin que tuvo.

Sucedióle CRISTOPHE.

Sucedióle Cristophe, rival suyo, quien parecia entónces desaprobar las crueldades de Dessalines; contentándose aquel con el título de jefe del gobierno de Haití. Su poder, sin embargo, no se afirmó bien sino en el norte de la isla. El comandante de Port-au-Prince, que era un mulato llamado Pétion, hábil ingeniero y oficial muy instruido, rehusó reconocer al dicho sucesor, y formó un poderoso partido para contrabalancear el suyo. Por dos años se disputaron la supremacía los dos competidores, sin que se resolviese la cuestion. Triunfaba Cristophe y conservaba siempre la ventaja sobre Pétion; pero habia en este tales recursos de constancia y de táctica que era necesario comenzar de nuevo y á cada paso la lucha. En fin, cansados de guerra, ambos jefes haitianos depusieron las armas. Mucho sufria el país con tan sangrientas discordias, pero se olvidaron las ambiciones personales para pensar en él. Cristophe se coronó rey, bajo el nombre de *Henri Ier;* Pétion se hizo nombrar presidente, y ambos soberanos rivalizaron desde entónces en esfuerzos para hacer florecer sus respectivos reino y república. Desde 1811 hasta 1818, guardáronse así las exterioridades de la buena inteligencia; pero habiendo muerto Pétion, y sucedídole Boyer, creyó Cristophe llegada la hora de realizar sus usurpaciones. La guerra

Su lucha con PÉTION.

Coronacion de CRISTOPHE. Presidencia de PÉTION.

BOYER sucedió á este.

comenzó de nuevo en el cuartel de la *Grande-Anse*, y fué favorable á Boyer. Prudente, perseverante y hábil, el nuevo presidente acabó de ganarse, por medio de sus acciones, á los que sus armas no habian sometido. Cristophe, por el contrario, cada dia mas injusto y cruel, disgustó á los suyos, y aun se concitó la mala voluntad de su ejército. Estalló contra él una conjuracion militar, en la primera quincena de octubre de 1820, y se habria desenlazado con el asesinato de Cristophe, si este no hubiera preferido quitarse la vida. El 26 de octubre, la parte francesa de Haití no formaba sino una sola república, bajo la presidencia del prudente Boyer. En 1822 se apoderó de la parte española, con un golpe de mano. De esa manera, toda la isla no formó desde entónces sino un solo Estado, en manos de un mismo jefe.

Comenzó nuevamente la guerra

Suicidio de CRISTOPHE.

Unidad del estado haitiano.

Cuando la independencia de la isla hubo sido un hecho consumado, el gobierno frances no se desdeñó ya de tratar con Boyer. Mucho tiempo hacía que los Borbones habian tratado de obtener el reconocimiento, al ménos nominal, de una supremacía metropolitana, para lo cual se habian dirigido alternativamente á Pétion, á Cristophe, y mas tarde á Boyer. Los tres se habian negado á ese reconocimiento, exigiendo que su punto de partida fuese el del nuevo Estado. El gabinete de las Tullerías resistia, queriendo, por via de satisfaccion, se le reconociese en el tratado una soberanía exterior sobre Haití. Mr. Esmangart usó de su elocuencia diplomática para explicar á los enviados haitianos que esa concesion no tenia valor real, y no implicaba ninguna reserva séria. El asunto tuvo mal éxito esa vez; pero se emprendió con mayor éxito, en julio de 1825, por la interposicion del baron Mackau. La Francia reconoció la independencia de Haití mediante una indemnizacion de 150,000,000 de francos, pagadera en cinco plazos iguales, de los cuales el primero debia vencerse el 31 de diciembre de 1825. Como es sabido, estas condiciones tan onerosas para la república de Haití no han sido religiosamente cumplidas. Ciento cincuenta millones, fuera de las cargas ordinarias, eran una deuda tan pesada, que al firmar el tratado, era de creerse y esperarse este resultado.

Reconocimiento de Haití por la Francia

Mediante una indemnizacion de 150,000 000 de francos.

Diversidad de juicios sobre Haití.

La República de Haití ha sido juzgada de modos muy diversos y aun opuestos, prestándose hasta los guarismos y la estadística á cubrir las mentiras de partido. La verdad está entre todas esas opiniones, que en su mayor parte son por cierto interesadas.

Estado moral de este país.

La isla no es rica hasta ahora, ni puede serlo. Un país no sufre una guerra de exterminio, ni trastorna su pacto social, sin que su vida deje de comprometerse mucho tiempo; un país no cambia de amos sin que se conmueva profundamente. Hombres nacidos esclavos, ó modelados para la esclavitud, se despertaron libres un dia. En profunda calma, miraron en su derredor, y se encontraron con propiedades sin amos, con campos, casas, géneros de toda clase, sacos de oro y de plata. Dijeron para sí: « Estas riquezas jamas se agotarán. ¿ Hay, entónces, necesidad de trabajar? Trabajar es el estado del esclavo; ya no somos esclavos. »

Sus intereses materiales.

Por otra parte, la guerra tenia ocupados todos esos brazos, y miéntras que la tierra no fuese definitivamente conquistada, ellos no querian moverla, por temor de sembrar para otros. Las ideas de órden, de propiedad, de constancia en el trabajo, de perfeccion agrícola, etc., no podian, pues, infiltrarse sino poco á poco en poblaciones perezosas por naturaleza. Ademas, aunque dueños de sí propios, los Haitianos permanecieron por mucho tiempo del bando de las naciones europeas. El comercio—ese resultado de la agricultura — estaba por rehacerse en sus puertos. El gobierno pacífico de Boyer, sus elevados talentos, justicia y dulzura, hancicatrizado ya algunas de esas heridas; las demas desaparecerán con el tiempo. Haití alcanza hoy todavía una época transitoria y confusa; no se juzgará sino mas tarde, de un modo imparcial, de lo que le haya proporcionado la conquista de su independencia (1).

(1) Véanse las siguientes obras:
Voyage dans les deux Amériques, par D'ORBIGNY. — MOREAU DE SAINT-MÉRY, *Description de Saint-Domingue*. — *Mémoires de M. de la Luzerne*, 1790. — *Histoire de la révolution de Saint-Domingue*, par M. DALMAS. — *Histoire de la révolution de Saint-Domingue*, par le général LACROIX.

PORTUGAL Y SUS POSESIONES EN AMÉRICA.

Causa de la independencia del Brasil. — El rey don Juan VI. — Regencia de don Pedro. — Sublevacion é independencia del Brasil. — Don Pedro emperador. — Asamblea constituyente. — Patriotas : guerra contra los Portugueses. — Ministerio de don Pedro I°. — Los Andradas. — Caida del ministerio : su ascendiente : resultados de su caida. — Disolucion de la asamblea. — Constitucion del Brasil : su jura. — Prosecucion de la guerra con el Portugal : el comercio de Lisboa en su favor. — Mediacion británica. — El Portugal reconoce la independencia del Brasil. — Paga el Brasil un millon de libras. — Guerra extranjera. — El rey don Juan se apodera de Montevideo. — Incorporacion de la provincia Cisplatina al Portugal. — Buenos Aires en favor de la Banda Oriental. — Comprometió don Pedro al país en una guerra. — Una convencion. — Reconocimiento del Estado Oriental. — Guerra de Montevideo. — Don Pedro no cumplió su mision. — Reflexiones aplicables al Brasil.

Causa que retardó la independencia del Brasil.

En la época en que todas las colonias españolas de la América central y meridional acababan de romper los lazos que las unian á la metrópoli, el Brasil no podia quedar sometido al yugo colonial. La presencia en Rio Janéiro del rey don Juan VI y de su familia, á quienes la invasion del Portugal por los Franceses habia forzado en 1807 á salir de Lisboa, comprimió el movimiento durante muchos años; pero en 1821 sonó la hora en que al viejo rey le fué preciso elegir entre sus dos coronas. Lisboa, Oporto y las principales ciudades del Portugal se habian sublevado. Para hacer rostro á una revolucion inminente y proteger los derechos hereditarios de la casa de Braganza, era de absoluta necesidad que el jefe de la dinastía volviese nue-

Salida del rey Juan VI para Europa. Regencia de Don Pedro.

vamente á Lisboa. Inminente era, á la verdad, el peligro en abandonar al Brasil, en donde se dejaban oir las amenazas de la independencia; pero el rey Juan comprendia que era preciso no aventurarse á perderlo todo de una vez, y partió para Europa, dejando á su hijo don Pedro el gobierno del Brasil con el título de regente.

Sublevacion del Brasil.

Pero el Brasil no quiso exponerse á caer nuevamente bajo el odioso régimen de la supremacía metropolitana, y se levantó como un solo hombre para conquistar su independencia y separarse para siempre de la madre patria. En tan decisivas circunstancias, don Pedro tomó resueltamente su partido. El 7 de setiembre de 1821 aclamó solemnemente la independencia del Brasil, y el Brasil le aclamó á su turno emperador suyo. Inmediatamente fué convocada une asamblea constituyente para dar una constitucion al nuevo imperio.

Su independencia: Don Pedro aclamado emperador.

Asamblea constituyente

Tres de los primeros patriotas.

Entre los hombres que tomaron la parte principal en ese movimiento, es necesario colocar en primera línea á los tres hermanos Andrada, José Bonifacio, Martim y Antonio Cárlos. Todos tres habian figurado, como representantes del Brasil, en el seno de la asamblea constituyente reunida en Lisboa por consecuencia de los acontecimientos de 1820. La energía con que habian defendido los derechos de su patria en esa asamblea, en que el interes metropolitano era enteramente poderoso, les habia conquistado en el Brasil una inmensa popularidad.

Guerra que declararon al partido portugues.

De vuelta al suelo natal, y persuadidos de que en lo sucesivo solo una separacion violenta podia asegurar el porvenir del Brasil, hiciéronse apóstoles de la independencia, y dieron principio á una guerra encarnizada contra el partido portugues. La viva adhesion del regente don Pedro dió un jefe y las mas seguras garantías de buen éxito al movimiento provocado por los Andradas. Proclamado emperador don Pedro I°, eligió para ministros suyos á dos de los hermanos, José Bonifacio y Martim. Toda la accion política se concentró en sus manos y en las del tercer hermano — Antonio Cárlos — asociado á su influencia.

Ministerio de Don Pedro I°.

Juicio sobre los Andradas.

Los Andradas, cuyo nombre permanece invariablemente unido al hecho glorioso de la emancipacion brasileña, no existen ya, y

puede hablarse de esos personajes sin temor de dejarse engañar por las pasiones que habian excitado en derredor suyo.

Todos tres eran genios superiores, dominados del sentimiento patriótico mas vivo, suficientemente instruidos, nutridos sobre todo con esas peligrosas teorías de gobierno que la revolucion francesa habia puesto en boga, y que han hecho tantas víctimas entre los pueblos destituidos de sentido práctico. Como todos aquellos á quienes el favor popular embriaga, eran inflexibles, absolutos, y su excesiva vanidad no toleraba contradiccion alguna, sin importarse de dónde proviniese.

Causa de la caida del ministerio.

Con tales disposiciones, los Andradas no podian llevarse bien por mucho tiempo con el emperador don Pedro I° ; indiferente en cuanto á detalles, cuyo cuidado abandonaba voluntariamente á sus ministros, ese príncipe tenia la iniciativa y el instinto de las grandes cosas, y no queria anularse. Así, rompióse luego la buena inteligencia, y el emperador probó á sus ministros, con el hecho de despedirlos, que podia pasarse sin ellos.

Su ascendiente al abandonar el poder.

Pero los tres hermanos figuraban todavía en el seno de la asamblea que don Pedro habia reunido para dar una constitucion al imperio : sus talentos y popularidad aseguraban su preponderancia en esa asamblea; y su ambicion contrariada los convertia en jefes naturales de una formidable oposicion. Tal fué, en efecto, el papel que tomaron al abandonar el poder. Desde entónces, el emperador y la constituyente ya no se entendieron, y todo el esfuerzo de los Andradas se contrajo á mantener la agitacion en el país y en la cámara, ya excitando mas y mas los odios nacionales contra los Portugueses, ya haciendo sancionar por la asamblea todo lo que el arsenal de las constituciones pasadas les ofrecia de mas exorbitante y de mas impracticable en punto á teorías ultra-democráticas.

Resultados de la caida del ministerio.

Disolucion de la asamblea.

En tales circunstancias, que cuadraban á su carácter resuelto, don Pedro I° tomó al punto su partido. Un dia hizo rodear de tropas el local de la asamblea constituyente, sellar sus puertas, y al mismo tiempo un decreto imperial anunció al pueblo brasileño que esa asamblea estaba disuelta, y que iba á ser convocada otra que debiera deliberar sobre un proyecto que presentaria el

Promesa de convocar otra.

emperador, y que daria á las libertades de la nacion mas seguras y mejores garantías.

No fué cumplida.

Guardóse bien el emperador de realizar su promesa, en lo tocante á la reunion de otra asamblea; con lo cual no habria hecho mas que renovar la agitacion parlamentaria, seguro de no dar punto á nada. Pero ayudado en su obra por ministros inteligentes y honrados, dió al Brasil lo que él llamaba con toda la expresion de sus votos, una constitucion sabia y liberal, y con la cual se gobierna el Brasil todavía. Sometida á la sancion nacional y unánimemente admitida por las municipalidades, que con instancias pidieron al emperador la pusiese en ejecucion luego al punto, esa constitucion fué promulgada como ley suprema del Brasil. El dia 25 de marzo de 1824, el emperador juró solemnemente observarla, — juramento que tambien prestaron todos los funcionarios del imperio.

Constitucion del Brasil.

Continuaban las hostilidades con el Portugal.

Al paso que se realizaban tales sucesos en el interior, las hostilidades continuaban siempre con el Portugal; y bien que la corte de Lisboa no tuviese ninguna probabilidad de recuperar su dominacion sobre su antigua colonia, la guerra tenia el grave inconveniente de mantener en estado de desórden algunas provincias en que el partido de la metrópoli contaba con sus mas numerosos adictos. Sin embargo, era necesario terminar: los Portugueses habian sido batidos en la provincia de Bahía, y echados del imperio; por otra parte, una fragata brasileña interceptaba el desembocadero del Tajo, y á la noticia de haber hecho algunas presas, el comercio de Lisboa habia levantado la voz, pidiendo con instancias se aceptasen los hechos consumados, y que á falta de una dominacion para siempre perdida, al ménos se devolviesen al Portugal sus provechosas relaciones con el Brasil.

El comercio de Lisboa es favorable al Brasil.

Mediacion interesada de la Inglaterra.

Siempre dispuesta á emplearse en los asuntos en que sus intereses comerciales y su influencia tienen algo que ganar, la Inglaterra intervino para reconciliar los dos partidos. Omnímodo en Portugal, el gabinete de Lóndres determinó fácilmente al rey Juan VI á entrar en negociacion con el nuevo imperio, y para mostrar mejor su ascendiente en este asunto, hizo nombrar como plenipotenciaro de la corte de Lisboa á un diplomático in-

gles,— sir Charles Stuart,— encargado de discutir y establecer las bases de un tratado de paz. El Portugal reconoció la independencia del Brasil, por medio de dicho tratado, celebrado el 29 de agosto de 1825, bajo la mediacion de la Inglaterra. Pero con un negociador ingles no debia obtenerse gratuitamente ese reconocimiento; y por medio de un artículo separado, en que quedaron impresas las garras del leon, el Brasil tuvo que obligarse á pagar al Portugal la suma de un millon de libras esterlinas, para el reembolso de un empréstito que el gobierno de Lisboa habia concluido en Lóndres en 1823.

Reconocimiento de la independencia del Brasil por el Portugal.

Pago de un millon de libras á la Inglaterra.

Una declaracion de reconocimiento, que daba al hecho la sancion del derecho, y que garantizaba el porvenir del nuevo imperio, atribuyéndole, aun á los ojos de los publicistas mas quisquillosos, el pleno ejercicio de su soberanía, no podia pagarse demasiado caro, y el tratado de 1825 era en suma un fausto acontecimiento. Pero el emperador don Pedro I° gustaba de aventuras, y en lugar de ocuparse en completar la pacificacion del país, en que germinaban todavía muchas semillas de agitacion y de discordia, tuvo el capricho de lanzarse en una guerra extranjera.

Lanzóse el rey Don Pedro en una guerra extranjera.

El rey don Juan VI, arguyendo con un derecho bastante equívoco que habria obtenido de su mujer, hija del rey Cárlos IV de España, habia tentado por primera vez, en 1812, tomar posesion de Montevideo; sus tropas habian invadido la Banda Oriental, pero la Inglaterra intervino, y á consecuencia de un armisticio ilimitado concluido bajo los auspicios de lord Strangford, la division portuguesa pasó de nuevo la frontera.

Tentativa infructuosa del rey Juan VI.

En 1816, estaban los Ingleses sin duda ocupados en otra parte, y la tentativa se renovó con mas éxito; Montevideo cayó de nuevo en manos del rey don Juan, y la dominacion portuguesa se estableció en todo el Estado Oriental. Esa ocupacion recibió tambien una aparente consagracion legal, porque el 19 de julio de 1821, el *cabildo* de Montevideo (1) decretó la incorporacion de la

Se realizó.

(1) El *cabildo* era una especie de cámara municipal, cuya autoridad no se ejercia sino en la ciudad. Así, el acto de que aquí se habla fué atacado en lo ulterior, por el vicio de no emanar de los representantes de la nacion.

Incorporacion de la provincia Cisplatina al Portugal.

provincia al Portugal, bajo el nombre de provincia Cisplatina. Cuando el Brasil se hubo declarado independiente, el territorio oriental permaneció siendo parte integrante del nuevo imperio.

Pasos de Buenos Aires en favor de la Banda Oriental.

Pero habíanse despertado poco á poco en Montevideo las antiguas antipatías que, en todos los puntos del globo, han dividido siempre á los Españoles y los Portugueses. Algunas protestas secretas se esparcieron contra el voto arrancado al cabildo de Montevideo, en 1821, por la presion de la autoridad portuguesa. El gobierno de Buenos Aires, como centro del antiguo vireinato español, se apersonó en favor de Montevideo, y pidió al Brasil, por medio de notas amenazadoras, la restitucion de la Banda Oriental, como que formaba parte integrante de las Provincias Unidas del Rio de la Plata. El gabinete de Rio rechazó esta pretension; pero un puñado de emigrados orientales (en número de treinta y tres) desembarcó muy luego en la provincia, excitando á sus conciudadanos á sublevarse. Las tropas brasileñas, debilitadas por la desercion de casi todos los Cisplatinos, tuvieron que abandonar el campo á los insurgentes, y se retiraron á las plazas fuertes de Montevideo y la Colonia. Instalóse un gobierno provisional, que proclamó inmediatamente la independencia de la Banda Oriental.

Don Pedro comprometió al país en una guerra.

Tenian lugar estos acontecimientos en 1825, á la sazon en que el emperador don Pedro I° celebraba la paz con el Portugal. No siempre es fácil juzgar imparcialmente los hechos políticos distantes, y se corre el peligro de desembarazarse de las pasiones del momento, con las cuales deben siempre contar, mas ó ménos, los gobiernos. Parece, sin embargo, que despues de la explosion de aquellos sentimientos de nacionalidad que acababan de estallar en la Banda Oriental con tan irresistible fuerza, habia llegado para el Brasil el caso de aceptar los hechos consumados, y de hacer respecto á esa provincia, tan impaciente en cuanto al vínculo que la estrechaba al imperio, precisamente lo que el Portugal acababa de hacer para con el Brasil mismo. No fué tal, por desgracia, el parecer del emperador don Pedro I°; mostrábase inflexible ante los obstáculos que encontraba; y queriendo habérselas con las Provincias Unidas del Plata, co-

mo que habian fomentado la insurreccion, comprometió al país en una de esas guerras en que las nacionalidades sirven de tema, y cuyo resultado es siempre malo. Duró dos años esa guerra, con resultados varios, y al fin terminó por medio de una convencion preliminar de paz, concluida el 27 de agosto de 1828, bajo la mediacion de la Inglaterra; en cuya convencion se reconocia la independencia del Estado Oriental.

Terminóse esta por medio de una convencion.

Independencia del Estado Oriental.

Influencia de la guerra de Montevideo.

La guerra de Montevideo fué el desagradable episodio del reinado de don Pedro I°. Esa guerra alteró gravemente su popularidad, porque en punto á guerras, los pueblos todo lo perdonan, ménos el mal éxito; gravó su erario con una enorme deuda; y en fin (lo que quizas no fué su mayor perjuicio), desvió al príncipe de la obra de pacificar los ánimos,— obra tan necesaria despues del esfuerzo de una separacion violenta que dejaba subsistir en el fondo de los corazones tantos gérmenes de celos, desconfianza y odio.

Cuál era la mision de Don Pedro

Proclamar la independencia del Brasil y hacerla aceptar por la metrópoli, — no eran, en efecto, sino el principio y la parte mas fácil de la tarea impuesta á don Pedro. Dotar al país de una buena constitucion, era mucho por cierto, y, sobre todo, para el porvenir; pero eso no era todo. Era menester tambien, para que la independencia produjese los frutos magníficos que de ella se esperaban, y para que la constitucion funcionase útilmente, dedicarse á manejar con habilidad á los hombres y las cosas; era menester vigorizar la constitucion, por medio de un conjunto de leyes que hiciesen pasar fácilmente al campo de la práctica el espíritu liberal y conservador que domina en esa obra; era menester, sobre todo, contraer la atencion á los hombres en un Estado nuevo que abria á la ambicion de los unos los horizontes mas vastos, y que suscitaba en los otros el pesar interminable de las situaciones perdidas; pesar que presenta muy de cerca al pensamiento un desquite que debe tomar.

No la cumplió.

¿Cumplió puntualmente don Pedro con ese deber que le imponian las circunstancias? — Creo que no. Ese príncipe, de instintos generosos y maravillosamente dotado para las cosas grandes y atrevidas, carecia — á lo que me parece — de aquella

razon serena y fria que calcula los detalles, que cuenta con los obstáculos, y que, por medio de la prudencia y mesura de sus actos, consigue á la larga refrenar las malas pasiones y abrir un vehículo regular á las pasiones legítimas.

Reflexion política de oportunidad.

Las revoluciones mas nacionales, mas necesarias, mas fecundas para el porvenir, hacen siempre pagar caro su realizacion. Si el progreso es la ley del hombre, ningun progreso considerable puede cumplirse sin perturbacion ni conmociones civiles, como para atestiguar la flaqueza humana. Al romper sus lazos con la metrópoli, que tres siglos de servidumbre colonial habian remachado, el Brasil no podia salir de la regla comun, y un espíritu mas atento y ménos impetuoso que el de don Pedro I° no habria preservado al imperio, en el principio, de toda falta y de todo descontento. Habia un trastorno inmenso, no tan solo en las situaciones personales, sino en las almas, y la amenaza venia ménos de los intereses excitados al extremo que de las ideas. Recuérdese en efecto esa época de 1820 á 1825, en que todo el mediodía de la Europa, la España, el Portugal, la Italia, fabricaban, con ayuda de teorías, constituciones en el aire, que debian vivir lo que viven los edificios sin base, y que fueron aterradas, casi sin disparar un tiro, por la razon humana representada, *proh pudor!* por las bayonetas de la Santa Alianza. Despues de la revolucion francesa, que habia vulgarizado esas teorías y suministrado el terreno comun en que bordaban todas las cortes y constituciones del mundo, la educacion política no habia dado un paso, y lo sublime del arte consistia en sacrificar la sociedad al inviduo, sin provecho ¡ay! ni del individuo, porque arrebatada al reinado la corona, y mirada con menosprecio, era impotente para dar á la nacion el órden y la seguridad sin la cual ni el Estado ni los particulares prosperan (1).

(1) Véase *Le Brésil*, por M. Charles Reybaud. Paris, 1856, pág. 25-37.

La Historia do Brasil desde o seu descubrimento por Pedro Alvarez de Cabral até á abdicaçâo do imperador D. Pedro I, por Francisco S. Constancio; Paris, 1839, tomo II, pág. 227 y siguientes.

Epitome chronologico da historia do Brasil, por el Dr. Caetano Lopez de Moura; Paris, 1860.

VIREINATO DE BUENOS AIRES.

PARTE HISTÓRICA.

1808.

Resistencia de Buenos Aires á las invasiones británicas en 1806 y 1807. — Pretenciones del príncipe regente de Portugal — Nota al cabildo de Buenos Aires y contestacion.— Ideas innovadoras del cabildo. — Síntomas de revolucion. — Liniers jefe del partido patriota : Martin Alzaga personificacion del partido realista. — Comisionado del emperador Napoleon ; sus pretensiones son rechazadas. — Juramento de fidelidad á Fernando VII. — Plan de Belgrano sobre una monarquía independiente. — Belgrano comunica con Doña Carlota. — Mal éxito y primer paso de la revolucion.

Opinion de sir W. Parish sobre la resistencia de Buenos Aires en los años 1806 y 1807.

Sir Woodbine Parish, en su obra *Buenos Aires y las Provincias del Rio de la Plata* (1), dice lo siguiente :

« La heróica y afortunada resistencia que en Buenos Aires se hizo en los años de 1806 y 1807 á las invasiones británicas, cuyo buen éxito á nadie debia sorprender mas que á ese mismo pueblo, hízolo despertar de su letargo, y conocer por vez primera toda su pujanza y la debilidad de la madre patria, reducida de hecho entónces poco ménos que á una posesion francesa.

» La representacion elevada por Buenos Aires al gobierno español despues del primer ataque del general Beresford, pidiéndole auxilios militares, pues que se sabia con certidumbre que aquel debia repetirse por una fuerza mas imponente, solo mereció la

(1) Véase el tomo I, cap. VI, pág. 93.

1808.

contestacion de que esa ciudad se defendiese á sí propia como pudiese, pues que el gobierno no se hallaba en estado de poder enviarle ayuda de ningun género.

Amenaza hecha por el regente de Portugal el año siguiente.

» Al año siguiente de 1808 fué de nuevo amenazada por una invasion proyectada por el príncipe regente de Portugal, que al parecer se persuadió desde el momento de su arribo al Brasil de la posibilidad de ensanchar sus dominios americanos agregándoles las Provincias del Rio de la Plata, prevaliéndose para ello del derecho hereditario de su mujer la princesa Carlota, hija de Cárlos IV, y hermana de Fernando VII. No bien desembarcó en Rio Janéiro cuando dirigió una nota al virey y al cabildo de Buenos Aires (1), intimándoles, que con motivo de la disolucion aparente de la monarquía española, y de los derechos que recaían en la princesa Carlota, por la abdicacion de su padre y cautiverio de sus hermanos, se sometiesen á su proteccion y gobierno, amenazándoles en caso de repulsa con romper las hostilidades, en union de sus aliados los Ingleses (2).

(1) Véase el documento.

(2) Véase lo que sobre esto expresaba el virey Liniers en su exposicion ó manifiesto dirigido al rey de España, con fecha 10 de julio de 1809, en que explicaba los sucesos principales ocurridos durante su gobierno, y acusaba á Don Francisco Javier Elío, gobernador de la plaza de Montevideo, por su insubordinacion y manejos subversivos.

« El ministro de la guerra y de relaciones exteriores, Don Rodrigo Souza Coutinho, cuando creyó que España estaba perdida, se declara jefe de una revolucion contra estas provincias, dirigiendo al cabildo de esta ciudad una carta subversiva, capaz de haber ocasionado un incendio general, é intentó descuidarme por medio de una negociacion pacífica dirigiéndome un enviado en nombre de su amo el príncipe regente de Portugal, el cual manifestó muy luego que su conducta era mas propia de un espía que de un negociador. Despues que concitó el ánimo del gobernador de Montevideo y de algunos adictos á sus ideas..., se retiró precipitadamente de aquella plaza, remitiéndome un oficio atrevido en que me pedia entregase á su amo nada ménos que la Banda Septentrional de este Rio de la Plata.

» El ministro Souza, tomando por instrumento á la Sra. infanta Doña Carlota y al Sr. infante Don Pedro, inundó el vireinato con cartas y manifiestos impresos, alegando en ellos derechos de estos dominios, indicando al mismo tiempo actos de soberanía los mas completos y decisivos. »

Es cierto que el cabildo de Buenos Aires dió esa contestacion, y que el virey Liniers rechazó las propuestas del enviado portugues Don Joaquin Cu-

1808.

Contestacion del cabildo de Buenos Aires.

» Una animosa respuesta del cabildo (1) expresando su decision á sostener los derechos de la España hasta el último trance, y á defenderse á sí propios, como lo habian hecho hasta entónces contra todo agresor extraño, entibió las pretensiones de sus vecinos los Portugueses, á la vez que presentó una nueva evidencia irrecusable de la incólume lealtad de los Americanos hácia su legítimo soberano. Se enorgullecian con el hecho de haber combatido y vencido bajo las banderas españolas; esas banderas

rado. Pero tambien lo es que Liniers no se mantuvo tan firme siempre en su fidelidad al monarca español.

El Arequipeño Goyeneche, hombre intrigante si los ha habido, despues de engañar por una parte al rey José, impuesto á la España por Napoleon, engañó tambien á la junta central de Sevilla, que lo hizo brigadier, y le confió una mision á América. Llegado al Janéiro, avocóse con el regente y su ministro, y se encargó de la entrega de un sinnúmero de circulares y notas dirigidas por la Carlota á los vireyes de Buenos Aires y Lima, á los intendentes y gobernadores, á las audiencias, etc., á fin de que la reconociesen como única y legítima soberana de las Américas. Llegado Goyeneche á Buenos Aires, entregó sus comunicaciones á Liniers, que lo agasajó sobre manera, y le prodigó toda clase de auxilios y recomendaciones para los gobernadores, intendentes y chancillerías del vireinato. En prosecucion de este plan, llegó Goyeneche á Chuquisaca para cuya real audiencia, universidad ó cuerpo de doctores, arzobispo, etc., conducia tambien pliegos. En Pizarro, presidente de aquella audiencia de Chárcas, encontró Goyeneche un fuerte apoyo. No así en el regente de ella y en uno que otro oidor que se opusieron, como tambien en el doctor Hudañes, rector de la universidad, y en algunos jóvenes *abajeños*, como se llamaba allí entónces á los Argentinos. Los principales opositores á los Carlotinos fueron encarcelados el 25 de mayo de 1809 por órdenes que llegaron al virey, é inmediatamente estalló la revolucion de Chuquisaca, que aunque como la subsiguiente en Buenos Aires del año 10 proclamaba su fidelidad al monarca Fernando VII, tenia como esta muy distintas miras; prueba de ello el envío del doctor Bustamante, relator de aquella audiencia, á la intendencia de Salta para obtener su cooperacion, que fué acordada. Por desgracia no se quiso adoptar el plan enérgico aconsejado por Don Juan Antonio A. de Arenáles, delegado á la sazon de Yamparáez (que llegó á ser uno de los mas distinguidos generales patriotas en la independencia), y por Monteagudo, Otero, el mismo Bustamante, y otro; y esta revolucion, que pudo haber sido la primera en dar la independencia á Sud-América, se terminó parte por la inmovilidad é inaccion á que se redujo, y en parte debido á la expedicion que, á las órdenes del general Nieto, envió Liniers desde Buenos Aires para sofocarla.

(1) Véanse los documentos históricos.

1808.

ligadas á tantos hechos de gloria en épocas anteriores, y que los descendientes de los conquistadores tremolaban con justo orgullo. »

Causa que contribuyó á despertar el sentimiento autonómico.

La reconquista de Buenos Aires (1) desarrolló el espíritu público en el pueblo argentino, haciéndole adquirir una justa idea de su poder, y disponiéndole para la lucha que habia de darle mas tarde ser y vida propia.

El cabildo transformado en comicios.

Á pesar de hallarse formado de Españoles, el cabildo era el foco de las ideas innovadoras; no limitándose á teorías, sino ejerciendo solemnemente actos de verdadero soberano, tales como la deposicion de vireyes y otros de no menor entidad.

Carácter conservador de la audiencia.

En presencia de esa corporacion transformada en verdaderos comicios populares, hallábase la audiencia, que, como cuerpo conservador, moderaba los ímpetus de aquella.

Partidos embrionarios.

La semilla revolucionaria en todos estaba incubada, dando muestras de ello los partidos que ya se diseñaban. Todo presagiaba que los diques iban á romperse, para comenzar la terrible y sangrienta cruzada.

Liniers, jefe del *patriota*.

El partido *patriota*, compuesto en su mayor parte de los nativos, reconocia por jefe á Don Santiago Liniers, rindiendo así un tributo de justicia y gratitud nacional á quien acababa de prestar señalados servicios.

Alzaga, del *realista*.

Ninguno mas á propósito que el alcalde de primer voto, Don Martin Alzaga, para personificar el partido *realista*, pues por todas las circunstancias era el representante nato de la poblacion europea y el caudillo natural de los batallones españoles organizados ántes de la invasion. Para apercibirse á contrastar á su competidor, necesitaba una base de fuerza respetable; con tal objeto obtuvo que el cabildo mantuviese á sueldo el *cuerpo de artillería de la Union*, en que figuraban los mas decididos realistas. Contaba tambien con otras fuerzas de confianza.

Aspiraciones de ambos partidos.

En frente el uno del otro partido, cada cual aspiró desde entónces á preponderar. Nada mas natural.

(1) Véanse la página 385 del tom. IV, y la página 5 del t. V, del *primer período* de esta obra.

1808.

Llegada de las noticias de España á Buenos Aires.

En tal situacion, llegaron sucesivamente á Buenos Aires las noticias de la abdicacion de Cárlos IV, del motin de Aranjuez, de la caida del príncipe de la Paz, del cautiverio de Fernando VII, y de la proclamacion de la dinastía napoleónica en Bayona.

Comisionado del emperador Napoleon: sus pretensiones.

Poco despues llegó un comisionado de Napoleon, con objeto de hacer que se reconociese en el Rio de la Plata la nueva dinastía, á lo que propendian tambien las autoridades peninsulares.

Fueron rechazadas: sentimiento de resistencia.

Tal pretension no halló acogida; léjos de eso, las noticias mencionadas produjeron en los Españoles y Americanos de Costa-Firme el sentimiento uniforme de resistencia á la nueva dominacion.

Tendencias diversas de los partidos.

Sin embargo, no iban á un mismo punto por el mismo camino. El partido realista pretendia sustituir su dominacion á la invasora, y de consiguiente á la de España en el país; miéntras que el partido patriota tenia en mente independizarse del poder de la Península, para abrir las puertas á un nuevo órden de cosas y establecer un gobierno verdaderamente propio y nacional.

Pretension de que fuese reconocida la dinastía napoleónica.

Llegadas á este punto las cosas, se presentó en Buenos Aires un emisario frances, con pliegos de los ministros españoles y del consejo de Indias, invitando á que reconocieran la nueva dinastía napoleónica.

La audiencia y Liniers.

La audiencia y Liniers — aquella por deseos de conservar íntegra la monarquía española, y este por su calidad de Frances — se manifestaron neutrales respecto á esa pretension, dejando que la suerte de las armas decidiese de los destinos de la España y sus colonias. Pero las exigencias de la opinion obligaron á Liniers á romper el silencio.

El segundo anuncia la jura de Fernando VII.

Efectivamente, el 15 de agosto, anunció friamente, por medio de una proclama, la próxima jura de Fernando VII, ordenada por bando del 31 de julio. En ese documento decia: « Nada es tan con-
» forme á vuestra seguridad en tiempos tan calamitosos, como
» la union y conformidad de opiniones en un punto tan inte-
» resante á la pública felicidad. Sigamos el ejemplo de nuestros
» antepasados en este dichoso suelo, que sabiamente supieron
» evitar los desastres que afligieron á la España en la guerra de
» sucesion, esperando la suerte de la metrópoli para obedecer á

1808.

» la autoridad legítima que ocupó la soberanía. » Hoy está averiguado que esa proclama fué redactada por uno de los oidores.

Dia en que tuvo lugar.

El 21 de agosto tuvo lugar la solemne jura de Fernando VII, en medio del mayor entusiasmo de Americanos y Españoles; acto que presenció el general Don José Manuel de Goyeneche, emisario de la junta de Sevilla.

Pretensiones del partido realista

Pero ya se ha dicho que las pretensiones del partido realista, al jurar á Fernando VII, eran las de hacerse, á todo trance, heredero del rey cautivo, « formando una España americana, » como dice Saavedra. Tocante á esto, Belgrano dice en sus *Memorias :* « En Buenos Aires se hacía la jura de Fernando VII, y » los mismos Europeos aspiraban á sacudir el yugo de la España » por no ser napoleonistas. Don Martin Alzaga era uno de los » primeros corifeos. »

Revelábanse en una proclama del cabildo.

Ese mismo era el pensamiento del cabildo, revelado en su proclama del dia que siguió al de la jura : « *Dejad á la Europa* » — decia — *el cuidado de recuperar sus derechos;* entretanto » vuestra suerte está decidida, y nada será capaz de variar vuestros honrosos destinos. No se escuchará entre nosotros mas » voz que la del monarca que habeis jurado. *No se reconocerán* » *relaciones distintas de las que os unen á su persona.* »

Plan de Belgrano sobre una monarquía constitucional

Desde entónces comenzaron los trabajos de Belgrano y otros patriotas para crear un gobierno independiente y nacional en el Rio de la Plata, y su primera idea fué la de sustituir una monarquía constitucional á la absoluta, y la proclamacion de una nueva dinastía. Fijáronse desde luego en la princesa del Brasil Doña Carlota Joaquina de Borbon, hermana mayor de Fernando VII y esposa de Don Juan de Portugal, conocido despues con el nombre de Don Juan VI, y que residia á la sazon en Rio Janéiro en calidad de regente del reino.

Sus propias palabras.

Belgrano se explica así sobre su plan : « No viendo yo un » asomo de que se pensase en constituirnos, y sí de que si- » guiesen los Americanos prestando una obediencia injusta á » hombres que por ningun título debian mandarlos, traté de » buscar los servicios de la infanta Carlota, y de formar un par-

» tido á su favor, exponiéndome á los tiros de los déspotas que » celaban con el mayor anhelo, para no perder sus mandos y » para conservar la América dependiente de la España, aunque » Napoléon la dominase (1). »

Junta para concertar el dicho plan.

Belgrano halló secuaces, y habiendo tenido lugar una junta secreta de patriotas, con objeto de concertar su plan, fué autorizado para continuar la negociacion.

Comunicacion de Belgrano con Doña Carlota.

Púsose Belgrano en comunicacion directa con la infanta Carlota, por el intermedio de algunos personajes. Uno de estos era Don Saturnino Rodríguez Peña, el primero que habia concebido el plan de independizar á su patria bajo los auspicios de la Inglaterra. Hé aquí lo que sobre este pensamiento decia Peña á sus amigos en una carta con fecha 4 de octubre de 1808: « Debemos » decidirnos á la mayor brevedad y admitir *algun gobierno ó* » *establecimiento bajo un sistema libre,* honroso y respetable al » mismo tiempo que heróico, útil y ventajosísimo á sus habi- » tantes... Podemos constituirnos de un modo, que imitando » solo lo bueno de los demas gobiernos, y poniendo indestruc- » tible barrera á lo malo, nos elevemos sobre todas las na- » ciones. » Mas adelante dice : « La aclamarán (á Doña Car- » lota) por su regenta en los términos que sean compatibles » con su dignidad y *la libertad de los Americanos, convo-* » *cando cortes*...., acordando todas las condiciones y circuns- » tancias que tengan ó puedan tener relacion *con la feliz* » *independencia de la patria y con la dinastía que se establece*.... » Mis intenciones nunca fueron otras que las de sacrificarme » al bien de la patria, aprovechando la oportunidad de *sacudir* » *sin los horrores de una sublevacion ó tumulto una dominacion* » *corrompida* por el abuso de unos ministros codiciosos, y que » sin estos motivos *jamas puede debidamente influir en la feli-* » *cidad de los vasallos un rey que se halla á la distancia que el de* » *España de nosotros*... Aunque debemos afianzarnos, y *sostener,* » *como un indudable principio,* que toda autoridad *es del pueblo,* » *y que este solo puede delegarla,* sin embargo, la creacion de

Carta de Rodriguez Peña sobre este asunto.

(1) *Historia de Belgrano*, por BARTOLOMÉ MITRE, tom. I, página 162.

1808.

» una nueva familia real nos conduciria á mil desórdenes y » riesgos. »

No tuvo efecto el plan. Motivos para ello.

El enunciado plan no tuvo efecto alguno, ya por la oposicion del príncipe al viaje de su esposa, ya por lo que hizo lord Stratford como ministro de la Gran Bretaña en Rio Janéiro, ya en fin porque las ideas libres del plan no fueron aprobadas por Doña Carlota, pues en una carta suya á Liniers, con fecha 1° de noviembre, le denuncia á Peña como autor de una conjuracion contra la seguridad del Estado, lo que impulsó al virey á reclamar su persona como reo de alta traicion, con fecha 3 de enero de 1809. Á esto contestaba ella en 8 de junio del mismo año : « Ciertas consideraciones de bastante consecuencia no me » han permitido hasta ahora realizar tu solicitud acerca de la » remision de Saturnino Rodríguez Peña, lo que tengo bien » presente (1). »

Pero fué el primer ensayo de *independencia*.

Sin embargo de no haber tenido efecto este plan, no por eso dejan de merecer la gratitud nacional los que lo concibieron y procuraron ensayar. Fué el primer paso dado en la senda de la *independencia* y de la *libertad* de las bellas regiones que constituían el vireinato de Buenos Aires.

Desde entónces los acontecimientos fueron precipitándose diariamente, hasta el dia en que intimando el cabildo al virey su cesacion en el mando, arrogándose para ello los poderes del pueblo, firmó Liniers su dimision sin resistencia, y autorizó la formacion de una junta suprema del vireinato, que le subrogaba en el gobierno.

Este plan fué efímero.

Efímero fué sin embargo el triunfo, pues libre el virey de toda coaccion y aclamado por el pueblo y las tropas americanas como la única autoridad cuyo mando querian, los conjurados cabildantes quedaron aterrados, y fué hecha trizas el acta de la coaccionada renuncia. Desde entónces fueron desarmados los cuerpos de Españoles, y los Americanos conquistaron el derecho exclusivo de llevar las armas.

(1) MITRE, obra citada, el mismo tom., página 164.

DOCUMENTOS.

CORRESPONDENCIA

ENTRE EL MINISTRO DE RELACIONES EXTERIORES DEL BRASIL Y EL CABILDO DE BUENOS AIRES.

Nota confidencial del ministro de relaciones exteriores de S. A. R. el príncipe regente del Brasil, dirigida al cabildo de Buenos Aires, á la llegada de S. A. R. á Rio Janéiro, en 1808.

1808.

Ilustrísimo cabildo de Buenos Aires,

Participa la completa sujecion de la monarquía española á la Francia.

El abajo firmado Don Rodrigo de Souza Coutinho, ministro y secretario de Estado en los departamentos de guerra y negocios extranjeros, tiene órden de su augusto amo S. A. R. el príncipe regente del Brasil, para comunicar á Vuestra Excelencia el hecho, hoy fuera de toda duda, de la completa sujecion de la monarquía española á la Francia, y á su peor y mas pérfido enemigo. Por esta circunstancia, los Españoles-Americanos se ven abandonados y expuestos á nuevos desastres, despues de todos los sacrificios que han hecho últimamente defendiendo con buen éxito á Buenos Aires contra los Ingleses. Pero el infrascrito está convencido de que Vuestra Excelencia apreciará debidamente las ventajas de la línea de conducta que paso á designar, y por la que el comercio de ese país se salvará de una completa ruina; aprovechándose sus hijos de los medios de conciliacion que Su Alteza Real desea proponer á Vuestra Excelencia, prefiriendo no unirse á sus aliados contra ese país; union que no dejaria de acarrear aquellas fatales consecuencias sobre sus intereses.

Real proteccion en favor de Buenos Aires y todo el vireinato.

Por lo tanto, Su Alteza Real ha ordenado al infrascrito, que, al mismo tiempo que haga saber á Vuestra Excelencia su llegada á la capital de Rio Janéiro, lo que confia le será satisfactorio, ofrezca al cabildo, lo mismo que al pueblo de Buenos Aires y á todo el vireinato, que los tomará bajo su real proteccion, guar-

1808.

dándoles todos sus derechos y fueros, y empeñando su real palabra, no solo para no gravarles con nuevos impuestos, sino garantirles ademas una entera libertad de comercio, y por parte de sus aliados un olvido de lo pasado, á fin de evitarles las consecuencias de nuevas hostilidades en su contra, que puedan originarse de los últimos acontecimientos.

Declaracion de Su Alteza Real en el caso de que no sean aceptadas sus proposiciones amistosas.

Al mismo tiempo Su Alteza Real ha ordenado al infrascrito declarar francamente á Vuestra Excelencia que en el caso que estas proposiciones amistosas (que solo se presentan á Vuestra Excelencia con el objeto de impedir la innecesaria efusion de sangre) no fuesen aceptadas, Su Alteza Real se considerará en la necesidad de hacer causa comun con su poderoso aliado contra ese pueblo, y de disponer de todos los inmensos recursos que la Providencia ha puesto á su disposicion, y cuyo resultado no podrá ser dudoso, por mas triste que pueda ser para Su Alteza Real el presenciarlo, y el pensar que naciones unidas por los vínculos de la misma religion, por hábitos y costumbres semejantes, y por un idioma casi idéntico, se vean envueltas en una guerra, sacrificando sus mas caros intereses.

Sobre la reunion del cabildo.

Vuestras Excelencias, que constituyen el cabildo de Buenos Aires, los padres de la patria, deben acoger estas proposiciones para tomarlas en su mas séria consideracion; y en el caso de que deseen someterse con ese pueblo á la proteccion y vasallaje de Su Alteza Real, Vuestra Excelencia tendrá á bien proponer oficialmente por su parte las condiciones y modo que el cabildo juzgue conveniente para su reunion bajo el dominio de tan gran príncipe, cuyo resultado no podrá ménos de asegurar la felicidad del pueblo, que tendrá entónces mucha mayor razon para apellidar á Vuestras Excelencias los padres de la patria.

Esperando la contestacion de Vuestra Excelencia para someterla al conocimiento de nuestro amo el príncipe regente, y confiando tener la satisfaccion de contribuir á la union y gloria de dos naciones formadas para ser hermanas, y no enemigas, bajo el mismo mas benévolo, piadoso y poderoso de los soberanos, el abajo firmado tiene el honor de ser, etc.

Don Rodríguez de Souza Coutinho.

Contestacion del cabildo de Buenos Aires al ministro de negocios extranjeros de S. A. R. el príncipe regente del Brasil.

1808.

Excelentísimo Señor,

Gratitud de Buenos Aires hácia sus soberanos.

Siempre, y en todas ocasiones, *la muy noble y muy leal* ciudad de Buenos Aires ha sabido mantener y honrar aquel glorioso timbre que le fué conferido por la gratitud y consideracion de sus augustos soberanos.

Sus pruebas.

Son notorias las pruebas que recientemente ha dado á estos de su lealtad y fidelidad al resistir los ataques del poderoso aliado de Su Alteza Real.

Id.

Su honor, su fama, sus privilegios, su felicidad, están todos vinculados en el mantenimiento del dominio de su rey y señor, el mejor y mas cariñoso de todos los monarcas.

Id.

La mas mínima insinuacion contra la realidad de estos sus principios fijos es una acriminacion á su lealtad, y una intolerable ofensa para ellos.

Por estas razones, el cabildo ha tenido que usar de mucha tolerancia al imponerse del contenido de la nota confidencial de Vuestra Excelencia del 3 de marzo último, por la que se le incita por medio de proposiciones lisonjeras y seductoras á desligarse de un dominio que prefieren á cualquiera otro de este mundo.

Actitud de su cabildo ante proposiciones de deslealtad.

Quiera Vuestra Excelencia creer, poniéndolo en conocimiento de S. A. R. el príncipe regente, que el cabildo de Buenos Aires jamas olvidará semejante afrenta; y sobre todo, puede estar seguro Vuestra Excelencia, como tambien el príncipe regente, que si estas seductoras ofertas no pueden conmover la fidelidad del Sud-América, mucho ménos son adecuadas para ello las amenazas, acostumbrados como están á arrostrar todos los peligros y hacer toda clase de sacrificios en defensa de los sagrados derechos del mas justo, mas piadoso y mas benigno de los monarcas; y si en otras ocasiones, y tan recientemente, este pueblo ha dado ante el mundo pruebas inequívocas de lo que puede hacerse por medio del valor exaltado por la lealtad y por

Las rechaza resueltamente.

1808.

el entusiasmo de una causa, de igual manera está pronto á derramar hasta la última gota de su sangre ántes de permitir que la mas mínima porcion de estos vastos territorios sea usurpada á la corona de España. Los primeros en dar un ejemplo de esto serán el cabildo de Buenos Aires, encabezado por su distinguido general Don Santiago Liniers, á fin de probar á toda costa su lealtad y decision en continuar fieles á su rey y señor.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, abril 29 de 1808.



CARTA DE DON SATURNINO RODRÍGUEZ PEÑA,

SOBRE LA CORONACION DE LA PRINCESA CARLOTA EN BUENOS AIRES, Y PROYECTO DE INDEPENDENCIA.

(Manuscrito autógrafo.)

Rio Janéiro, octubre 4 de 1808.

MUY SEÑOR MIO,

Sobre la necesidad de establecerse bajo un sistema libre.

En esta ocasion tengo el gusto de escribir á V. por un seguro conducto, y el de anunciarle asuntos de la mayor consecuencia: y aunque la inesperada mutacion de España nos ha obligado á variar de sistema, estoy muy seguro que el presente colmará de gloria á sus autores, de satisfaccion á la patria, y de felicidad á sus habitantes. Es preciso suponer, que habiéndose apoderado Bonaparte del rey de España y su familia, es una quimera el contar con cualquiera de ellos: es así indispensable suponer y creer, que las Américas son el objeto de la atencion del dia; y que últimamente debemos decidirnos á la mayor brevedad á admitir algun gobierno, ó establecernos bajo

1808.

un sistema libre, honroso y respetable, al mismo tiempo que heróico, útil y ventajosísimo á sus habitantes.

Notorias ventajas para llevarlo á cabo.

En estos términos aparece hoy nuestra suerte. Yo debo explicarme con V. con la mayor franqueza, y asegurarle que la adjunta, que le servirá de introduccion, le comprobará que no hablo solamente por mi opinion, sino con presencia de los mejores documentos, y despues de una detenida reflexion sobre los intereses generales. Todo gobierno es susceptible de abusos y corrupciones; pero acaso no se cuenta en el mundo una nacion tan feliz á la que, para establecer su gobierno, sus leyes y su prosperidad, se le haya rogado y propuesto con la dulzura é incomparable generosidad con que se nos convida para establecer la nuestra, y por aquellos mismos que tienen el mejor derecho para exigir nuestras adoraciones; esto no tiene ejemplar, y podemos por tan raro arbitrio constituirnos de un modo que, imitando solo lo bueno de los demas gobiernos, y poniendo indestructibles barreras á lo malo, nos elevemos sobre todas las naciones.

Relevantes prendas de la princesa.

La señora doña Carlota, princesa de Portugal y del Brasil, é infanta de España, tiene una educacion ilustrada y los sentimientos mas heróicos. Esta mujer singular y tanto que la creo única en su clase, me parece dispuesta á sacrificarlo todo por alcanzar la noble satisfaccion de servir de instrumento á la felicidad de sus semejantes. Es imposible oir hablar á esta princesa sin amarla; no posee una sola idea que no sea generosa, y jamas dió lugar á las que infunden en estas personas la adulacion y el despotismo; parece prodigiosa la venida de tan digna princesa, su educacion, intenciones, y demas extraordinarias circunstancias que la adornan; en cuya virtud no dudo ni Vds. deben dudar que esta sea la heroína que necesitamos, y la que seguramente nos conducirá al mas alto grado de felicidad; pero, para conseguirlo, es absolutamente necesario que Vds., apartando toda preocupacion, se dediquen á meditar con reflexion sobre sus deberes, intereses generales, y urgentísimas circunstancias del dia, y despues suplicar á S. A. R. la princesa se digne ampararlos y protegerlos; para cuyo fin le

1808. hacen la siguiente proposicion que me atrevo á garantir, etc.

Súplica á la princesa Carlota, para que se traslade á Buenos Aires.

Los Americanos, en la forma mas solemne que por ahora les es posible, se dirigen á S. A. R. la señora doña Carlota Joaquina, princesa de Portugal é infanta de España, y le suplican les dispense la mayor gracia y prueba de su generosidad dignándose trasladarse al Rio de la Plata, donde la aclamarán por su regenta en los términos que sean compatibles con la dignidad de la una y libertad de los otros. Convocando cortes, sería muy conveniente para este caso acordar las condiciones y circunstancias que tengan ó puedan tener relacion con la independencia de la patria, y con la dinastía que se establezca en la heredera de la inmortal reina doña Isabel, quien ciertamente tuvo la mayor parte en la conquista de las Américas, etc.

Razon para abstenerse de indicar unos artículos.

Debo muy alto concepto á la penetracion de los sugetos que deben intervenir en tan sagrada materia, para tomarme la confianza de insinuar los artículos que deben acordarse para radicar y eternizar la felicidad del nuevo gobierno; pero no juzgo desacertado que Vds. lo hagan en las circulares que deben dirigir á todas las ciudades de los cuatro vireinatos.

Otras mas.

Son bien manifiestas por sí mismas las causas que pueden haberme obligado á abrazar este partido, y así solo diré: que mis honrosas intenciones nunca fueron otras que las de sacrificarme al bien de la patria, aprovechando la oportunidad de sacudir, sin los horrores de una sublevacion ó tumulto, una dominacion corrompida por el abuso de unos ministros codiciosos y bárbaros; y que aun sin estos motivos, jamas puede debidamente influir en la felicidad de sus vasallos un rey que se halla á la distancia que el de España de nosotros. Con estos vivos deseos, y hallando en el dia á la mano toda la felicidad que podia solicitar á costa tal vez de mil infructuosas fatigas, he creido muy de mi obligacion participarlo á Vds., de quienes debo esperar que se llenarán de aquel heróico entusiasmo que inmortalizará sus nombres.

Los demas partidos son ó imposibles ó criminosos.

Todos los demas partidos que podíamos proponernos, si se analizan con la juiciosidad que se merece tan sacrosanto negocio, se reconocen ó imposibles, ó criminosos y sangrientos, y nada

1808.

durables; ó en fin, indignos de los sacrificios y desvelos de un noble ciudadano amante de la humanidad y de la patria. Aunque debemos afianzarnos, y sostener como un indubitable principio, que toda autoridad es del pueblo, y que este solo puede delegarla; sin embargo, la creacion de una nueva familia real nos conduciria á mil desórdenes y riesgos. Al contrario esta dignísima ya creada, y adornada de tan divinas cualidades, y que separándose absolutamente de la dominacion portuguesa, se establecerá en estos territorios, nos ofrece una eterna felicidad, y cuantas satisfacciones puede prometerse una nacion establecida, afirmada y sostenida con las mas extraordinarias ventajas: añadiendo que sin duda alguna debemos contar con la proteccion y auxilio de la Inglaterra.

Sobre explicacion y circulacion de esta carta.

Concluyo pidiendo á Vds. expliquen los fundamentos que esta incluye, y la hagan circular con la actividad que se merece tan alto é importante negocio; esperando que no perdonaré fatiga, ni proporcion de comunicarle cuanto estime conveniente sobre el particular; y yo, que V. me instruirá de las resultas y disposiciones generales para poder ocurrir con tiempo á lo mas conveniente.

Es de V. con la mayor amistad su mas atento amigo.

Q. S. M. B.
Doctor S. Rodríguez Peña.



DOCUMENTOS

RELATIVOS AL DESCONOCIMIENTO DEL VIREY LINIERS

Y AL ESTABLECIMIENTO EN MONTEVIDEO DE LA PRIMERA JUNTA DE GOBIERNO CREADA EN AMÉRICA EN 1808 (1).

1808. *Oficio del cabildo de Montevideo al Excmo. ayuntamiento de Buenos Aires.*

Montevideo pide la separacion del virey.

El pueblo de Montevideo, que dió poco tiempo há tantos asuntos á la historia de la América, vuelve á ser hoy toda la expectacion de este gran continente. Él es quien ha levantado el grito contra la corrupcion del gobierno..., él quien pide la

(1) Para la cabal inteligencia de los siguientes documentos, juzgamos conveniente acompañarlos de una rapidísima noticia de sus antecedentes históricos.

El marques de Sobremonte, jefe del vireinato del Rio de la Plata en el momento en que le invadieron las armas inglesas en 1806, abandonó indefensa la capital, que ocupó el general Berresford el dia 27 de junio de aquel año, con solo 1,560 soldados, y se retiró sucesivamente hasta Córdoba, 160 leguas, en la que exigió ser recibido, como lo fué, con un solemne *Te Deum* y todo el fastuoso ceremonial de los vireyes. (Véase el PRIMER PERIODO, *Memoria y narracion histórica*, etc., t. IV, p. 385.)

La recuperacion de la capital y la defensa de todo el litoral, que era la parte accesible á las armas inglesas, quedó por el hecho entregada á los esfuerzos de las autoridades subalternas, mas propiamente á los *esfuerzos populares*.

El gobernador Ruiz Huidobro, el cabildo y la poblacion de Montevideo se

1808.

separacion de un virey extranjero por sospechoso de infidencia... El mundo lo sabe, y nosotros estamos en el caso de convencerlo. Pero por desgracia Montevideo no es mas que un pueblo pequeño. Su rival es el árbitro del poder y la fuerza. Tenemos justicia, pero ¡ qué importa si nos falta el valimiento! Nosotros necesitamos de un apoyo, de un protector poderoso, y este no puede ser otro que Vuestra Excelencia. Si Vuestra Excelencia posee un valor heróico, le sobra constancia, y ha probado bien que

prepararon instantáneamente para emprender la reconquista de Buenos Aires, dando un punto de apoyo al vecindario de la capital.

Organizándose ya la expedicion, llegó á Montevideo el capitan de navío don Santiago Liniers, que habia concebido el mismo propósito, y Ruiz Huidobro le cedió el mando de la division expedicionaria, para conservarse en el puesto confiado á sus especiales cuidados.

La reconquista de Buenos Aires tuvo lugar el 12 de agosto inmediato.

Este suceso, que tanto brillo reflejó en las armas del Rio de la Plata, fué funesto á la dominacion española, dando al pueblo el conocimiento de su propia fuerza, debilitando el prestigio del supremo representante del monarca, sometiendo este alto magistrado al juicio y á la voluntad popular, é iniciando al comun en el ejercicio del derecho de deponerlo y sustituirlo en el nombre y en el interes de la comunidad.

Todo esto aconteció en un solo instante.

El 12 de agosto ensayó el pueblo su fuerza; y el 13 se reunian los principales vecinos en una junta de que hacian parte la audiencia, el obispo, el cabildo y demas corporaciones, y conferian el título de gobernador y comandante de las armas al afortunado Liniers.

Á este acto se siguió la creacion de cuerpos cívicos para la defensa del territorio, amenazado de nueva invasion.

Organizada militarmente la poblacion, se colocó en ella la fuerza efectiva. El armamento y demas medidas de defensa revistieron formas populares; y la primera corporacion popular, el cabildo, adquirió la primera importancia.

Sobremonte hubo de inclinarse en presencia de estos actos, que no podia resistir, y desde los suburbios de la capital en que no querian recibirlo, confirmó á Liniers en el mando de las armas, delegó sus facultades políticas y administrativas en la audiencia y se trasladó á Montevideo.

Aquí se encontraba, cuando el 18 de enero de 1807 desembarcó sir Samuel Ackmuti, al frente de 5,000 soldados británicos, al oeste de la *Punta de Carrétas*, é intimó la rendicion de la plaza.

Sobremonte no pudo armonizar su conducta ni con los deberes y necesidades de su posicion, ni con la energía de las palabras que empleó para repeler la intimacion y apercibir á sus tropas á una digna resistencia.

Se presentó el enemigo al frente del *Buceo*, pero despues de leve cañoneo

1808. no le falta entereza para arrostrarlo todo, cuando se trata de salvar la patria, y servir al soberano. Suya es la causa que defendemos, no de Montevideo: suyo es el pueblo que representamos, suya la provincia por cuya felicidad entabló este cabildo sus primeros empeños. ¿ No son estos títulos mas que poderosos para interesar á Vuestra Excelencia en nuestra defensa? Seguramente, despues de los sucesos de nuestra invasion, no se ha presentado otro lance mas digno de la proteccion y cui-

dió la espalda á los muros de Montevideo, que iban á ser atacados, y se batió en dispersion hasta la villa de Guadalupe.

Miéntras el virey se situaba á tanta distancia, las tropas y el vecindario de Montevideo resistian sobre sus murallas, despues de haber aventurado una sangrienta y mal calculada batalla.

El dia 3 de febrero, la plaza fué atacada por asalto, á pesar de haberse encerrado en ella, el dia anterior, la vanguardia del cuerpo auxiliar que conducia Liniers desde Buenos Aires.

Entónces se pidió, no ya la simple *suspension*, sino la *prision* del virey; y el alcalde de primer voto don Martin Alzaga, en quien se personificaba la energía y la actividad del cabildo de la capital, llevaba la voz en esta exigencia, con el apoyo de los jefes de los cuerpos cívicos.

La audiencia la resistia, tal vez porque alcanzaba las trascendentes ulterioridades del derecho que el comun iba á ejercer; pero cediendo al fin á la fuerza del torrente, tuvo lugar, el 10 de febrero, una segunda *junta popular*, y en ella se decretó el *arresto del virey y la ocupacion de sus papeles*.

El oidor Velasco, acompañado de dos regidores y de una fuerza de infantería y caballería á las órdenes de don Pedro Murguiondo, ejecutó ese decreto en *Pavon*, donde encontró á Sobremonte; y así quedó consumada una verdadera revolucion.

Aumentadas las fuerzas inglesas en el Rio de la Plata, y ocupada por ellas la *Colonia*, donde sufrió dos derrotas la division de don Javier Elío, el general Whitelocke, al frente de 11,500 hombres, atacó á Buenos Aires.

Whitelocke se hizo batir en las calles de Buenos Aires, el 5 de julio de 1807, capituló allí, y en cumplimiento de la capitulacion evacuó todo el vireinato.

La corte confirmó á Liniers en el puesto de virey, y don Francisco Javier Elío ocupó interinamente el gobierno de Montevideo.

La corte, invistiendo á don Santiago Liniers de la misma suprema magistratura de que habia sido despojado el marques de Sobremonte, obedecia á una necesidad, quizá inexorable; pero de cierto que no era procediendo así que podia restituir á su autoridad en estas lejanas regiones la fuerza moral de que habia sido desnudada.

La posicion en que se encontró el nuevo virey era por extremo delicada y quebradiza.

1808.

dados de ese ayuntamiento. Á él toca cortar los abusos, remediar los males y promover por todos arbitrios la felicidad. Montevideo ha dicho y sostiene, que esta peligra miéntras el gobierno permanezca en manos de un jefe nacido en el centro de ese imperio sacrílego, cuyas depravaciones nos han cubierto de un luto eterno. Por eso pidió su remocion, y si Vuestra Excelencia gusta, entrarémos ahora en algunas meditaciones sobre la justicia de este proyecto.

Las autoridades locales habian ejercido funciones soberanas, y, engreidas por el suceso, difícil era que renunciando el brillante papel que habian asumido, se redujeran de buen grado á sus estrechas atribuciones normales.

El pueblo estaba en posicion semejante á la de sus autoridades locales; y sus voluntades se apoyaban ahora en la fuerza material organizada de que era depositario.

Esas tropas populares representaban diversos intereses; y, desde el orígen, esta diversidad de intereses asomaba en la rivalidad entre *Europeos* y *Americanos*.

Á estas dificultades, de suyo graves, acrecieron otras de grande cuenta, producidas por el vuelco que, poco mas tarde, sufrió en Aranjuez y Bayona la dinastía de los Borbones.

Fernando VII recibió la corona entre el tumulto que en Aranjuez ultrajó las canas de su padre; y despues que esa corona volvió á ceñir momentáneamente, y ya en tierra extranjera, la cabeza del desdorado anciano, fué colocada en la de un hermano del gigantesco emperador de los Franceses.

La validez de todos estos actos era contestable y debia ser contestada en Europa y América.

Los pueblos de la Península, con el mismo título con que se depuso á Sobremonte, para la mejor defensa de la tierra contra el extranjero, crearon y colocaron á su frente á las autoridades que juzgaron mas idóneas.

Pero, por una contradiccion propia de las ideas de toda metrópoli, las *juntas* creadas por algunos pueblos de la Península se erigieron, *motu proprio*, *supremas* por el gobierno de los pueblos de América, y les exigieron, sin consultarles, la misma obediencia y vasallaje que estos tributaban á los reyes decaidos.

Era natural que álguien preguntase — ¿cómo revierte en *algunos pueblos* de la Península la soberanía de los de América? — ¿por qué no usarian estos del mismo derecho de que usan aquellos?

Resaltan, *primâ facie*, las dudas, las confusiones, las vacilaciones, que en gobernantes y gobernados debian originar en América tan estupendos sucesos.

Á las pretensiones ó intrigas de los diversos poderes peninsulares que solicitaban el reconocimiento de América, se mezclaron tambien, para hacer

1808.

Conducta de este.

Apénas el inmortal pueblo de Buenos Aires, deseoso de lavar los ultrajes de una sospecha, puso en la silla de sus jefes al actual virey, cuando este empezó á dar las pruebas mas decididas de su aficion al pérfido exterminador de nuestra real estirpe. Sabe Vuestra Excelencia que sin noticia de nuestra corte, y con ultraje de la nacion entera, le dió un parte exacto de los sucesos militares ocurridos desde el 24 de junio hasta el 12 de agosto de 1806; que posteriormente, bajo los mismos

mas intensa la crísis, las de la corte de Portugal, recien establecida en Rio Janéiro, que llegó á solicitar el protectorado de estas provincias, fundado en los derechos eventuales de la señora doña Carlota Joaquina, esposa del príncipe regente y madre del infante don Pedro.

Las dotes intelectuales de Liniers estaban muy abajo del nivel de esta enmarañada situacion; y para colmo de su desdicha, él era *Frances* de nacimiento, lo que en la época constituía por sí solo un tópico fecundo en sospechas é inquietudes.

La lucha inevitable entre el virey y el cabildo fué enconándose á medida que se prolongaba, y vino á complicarse con las rivalidades entre *Europeos* y *Americanos*.

El cabildo era dominado por los Europeos, y las tropas del país tendian á encontrarse casi sin apercibirlo del lado de Liniers.

Corrian así las cosas cuando ocurrieron los trastornos de la Península.

Entónces la faccion española que acaudillaban los individuos del famoso cabildo y á su frente don Martin Alzaga, cobró mayor aliento y atacó con redoblado vigor al *Frances* Liniers.

Don Francisco Javier Elío, gobernador de Montevideo, obraba de concierto con esos individuos; y habiendo recibido el 14 de julio de 1808 la cédula de 1º de abril del mismo año, que ordenaba la jura de Fernando, lo proclamó *sin consultar al virey*, por bando solemne, y anunció la jura para el 12 de agosto próximo.

El virey la trasfirió, fundándose ostensiblemente en el deseo de prepararla con mayor pompa para el 31 del mismo mes.

En ese intercurso, llegó á Buenos Aires un emisario frances solicitando el reconocimiento del hermano de Napoleon como rey de España é Indias, y aunque Liniers solo abrió los pliegos en junta de la audiencia, cabildo, etc., y anticipó la jura de Fernando que se verificó el 21 de agosto, publicó el dia 15 de ese mes una proclama que dió causa á las sospechas de que era blanco.

En esa proclama, despues de decir que Su Majestad Imperial y Real *aplaudia los triunfos y la constancia de estos pueblos y los estimulaba á mantener con energía la alta opinion que habian adquirido por su valor y lealtad*, ofreciéndoles todo género de socorros, que Liniers confesaba no haber desechado, invitaba á sus gobernados « á *seguir el ejemplo* de sus

1808.

principios, le comunicó la derrota del ejército ingles en Buenos Aires, el sitio de esta plaza y su restauracion por los tratados del 7 de julio del año próximo anterior. En estas piezas (nos 1° y 2° del adjunto testimonio), que no serán desconocidas á Vuestra Excelencia, es muy notable aquella prolija narracion de que se hace estudio como para someter cada hecho á la censura del extranjero : sonlo asimismo las protestas de haber conservado en medio de la distancia y el tiempo *los sentimientos de un verda-*

» antepasados en este suelo, que sabiamente supieron evitar los desastres
» que afligieron á la España en la guerra de sucesion, esperando la suerte
» de la metrópoli, para obedecer y acatar á la autoridad que á su término
» ocupó la soberanía. »

El gobernador Elío no esperó mas, y representó con la acritud que le era peculiar contra la permanencia de Liniers en el mando.

Liniers, con acuerdo de la audiencia y de las otras autoridades, le ordenó se presentase en la capital, y nombró para reemplazarle al capitan de navío don Juan Ángel Michelena.

Elío y el cabildo de Montevideo resistieron esta medida, y acordaron separarse de la obediencia del virey, estableciendo una *junta provisional de gobierno*, la primera que se establecia en América, hasta la decision de la autoridad suprema de España.

Esta resolucion gravísima fué fortificada con la opinion del comisionado de la *junta suprema* de Sevilla, don Manuel Goyeneche, que acababa de pasar por Montevideo y que poco despues la condenó en Buenos Aires.

La nueva *junta de gobierno* estrechó sus relaciones con los conjurados de la capital, y sus ideas, derramándose por todo el vireinato, fueron á preparar los sangrientos episodios de las ciudades de la Plata y de la Paz.

El 1º de enero de 1809, los conjurados de Buenos Aires, apoyados por los tercios de *Vizcainos, Gallegos y Catalanes*, se presentaron en la plaza pública y exigieron la deposicion del virey y el establecimiento de una junta de gobierno para el vireinato.

Se congregaron la audiencia, el obispo, el cabildo, etc., y en el seno de esta reunion Liniers dimitió la autoridad.

Tres regidores salieron á anunciar á los amotinados el triunfo de sus pretensiones.

Pero en ese preciso momento los cuerpos de *Patricios* se presentaron en la escena; los conjurados cejaron en su presencia, y Liniers reasumió el mando supremo.

Los tercios europeos fueron desarmados, y los principales conjurados, Don Martin Alzaga, Don Estévan Villanueva, Don Olaguer Reinalds, Don Francisco Negra y Don Juan Antonio Santa Coloma, desterrados á Patagónes.

El gobierno de España, sin autorizar la continuacion de la junta de Monte-

1808.

dero Frances, con que concluye el primero y sobre todo la referencia con que termina el segundo al ayudante de campo Mr. Perichon Vandevit, *para los detalles que pueda apetecer el emperador sobre estas interesantes provincias.*

Participaba al emperador Napoleon los sucesos de la guerra.

Nosotros omitimos glosar estos pasajes por no acreditarnos de cabilosos y molestos, ó mas bien porque es excusado buscar el crímen en las circunstancias, cuando se tiene á la vista un hecho que por sí mismo es el mas delincuente. Vuestra Excelencia nos permitirá fundar un tanto esta produccion, que parece hija del acaloramiento. No es permitido al vasallo de una potencia libre participar los sucesos de la guerra á las cortes extranjeras, sin noticia del soberano á quien sirve y obedece; porque un acto de esta naturaleza indica cierta dependencia que ultraja el decoro de la nacion, y rebaja la dignidad del trono. Si alguna vez, por lo importante y extraordinario de los acontecimientos, suelen practicarlo algunos generales, mas políticos que guerreros, siempre se acostumbra ceñir el parte á un mero aviso del resultado feliz ó adverso de las batallas, por el interes que en ellas hayan tomado las fuerzas del príncipe amigo, ó porque las circunstancias hagan conveniente el paso, para arreglar las operaciones de la campaña. En una palabra, es lícito hacerlo, cuando la necesidad lo exige. ¿ Pero qué necesidad habia de instruir directamente á Napoleon de los acontecimientos de una guerra ultramarina, cuando estaba por medio la corte de Madrid, y era mas natural que ella lo comunicase á su aliado, si lo hallase por conveniente? La necesidad, el motivo es bien claro. El extranjero, Excmo. Señor, siempre se acuerda que lo es, *y no se aplaude tanto de los servicios que puede hacer á su soberano, como de pertenecer á la nacion que le dió la vida.*

Ellos nos desprecian aun cuando somos el instrumento de

video, falló contra Liniers y sancionó sustancialmente una segunda revolucion en breve espacio de tiempo.

Nombró virey á Don Baltasar Hidalgo de Cisnéros; encargó á este jefe la efectiva persecucion de su antecesor, y elevó á Don Francisco Javier Elío al puesto de sub-inspector del vireinato. (ANDRES LAMAS, *Biblioteca del Comercio del Plata*, página 466.)

sus glorias, pero nosotros no queremos conocerlo: todo nos parece lícito, todo despreciable, y esta docilidad es precisamente la que nos pierde. Si toleramos el ultraje, si no somos unos celadores severos del honor de la nacion, ¿ cómo podrémos conservar sus respetos? La frialdad con que han sido mirados los partes en cuestion, prueba con energía cuánto ha decaido en nuestros tiempos el generoso orgullo del Español. Si él nos inflamára, si él reinase como en la época de Cárlos V, ¿ cómo hubiéramos permitido que un general de España se humillase á otro potentado hablando con la espada en la mano, y á la frente de un ejército vencedor? Para nuestro juicio, dista muy poco de tributar vasallaje quien de este modo se somete, ó cuando ménos juzgamos que estando establecido y prohibido hacer los acatamientos á los príncipes de la tierra que los que ellos permiten, se den á nuestros reyes (como indica un capítulo de la ordenanza naval hablando de los saludos que deben hacerse á las fortalezas y buques extranjeros), y no habiendo jamas acostumbrado los generales franceses dar ni meras noticias de sus victorias á nuestra corte, la oficiosidad del señor Liniers es un verdadero delito, sobre ser un argumento poderoso de su aficion al execrable enemigo del nombre español.

1808.

Su oficiosidad revela que es hostil al nombre español.

¿ Es avanzado el concepto? ¿ delira el cabildo de Montevideo? ¿ no hay mérito para una censura tan agria? Todo puede ser: ¿ pero tambien nos engañarémos en creer que es un delito pedir un auxilio á la Francia (inconsulto el soberano) para la defensa de la provincia? Este es un hecho, cuya prueba insigne nos suministra la carta nº 12 al fol. 32, y supuesta su verdad, solo quisiéramos que el mismo Napoleon, ese infame que tuvo osadía para reprender y acriminar la conducta de nuestro hermano, rey y señor natural D. Fernando VII, por haberle hecho iguales demandas, en circunstancias de no tener otro recurso para desconcertar los proyectos de Godoy, que el mismo Napoleon, repetimos, fuese el juez de esta causa y la fallase guardando consecuencia con sus principios. Pasemos adelante.

Abdicada la corona por el señor Don Cárlos IV, recibió ese gobierno la real órden consiguiente para la proclamacion del

Difirió la jura de Fernando VII.

1808.

actual monarca. El señor Liniers ordenó desde luego que se efectuase el 12 de agosto último, pero al mismo tiempo se le presenta un impreso venido de Cádiz, sin carta de remision ni otro carácter que el de la imprenta que lo dió á luz; y sin mas datos cambió tanto sus ideas, que olvidando la eficacia del anterior expreso mandato, se avanza á suspender la jura del señor Don Fernando VII, *hasta recibir órdenes consecuentes al mismo impreso*. Nosotros declamamos contra ese paso y procuramos hacer visible toda su intencion; pero no obstante se quiso creer que era inocente, y dirigido tan solo á disponer con mas desahogo la suntuosidad y aparato de aquella solemne funcion. Asi se divulgó en los papeles públicos y se ha escrito con desenfado á la princesa del Brasil, seguramente sin acordarse que el oficio reservado nº 10, fol. 20, era un documento intachable del verdadero motivo que causó la detencion. Ahora pues, preguntamos : si el virey creyó legítima esa causal como lo anuncia en su oficio, ¿ por qué es que la oculta? y si no la creyó legítima, ¿ por qué suspende la jura? No será temerario concebir que su edecan Vandevit le hubiese desde luego prometido (en las cartas que escribió por la barca, segun aparece de la del referido nº 12) esas mismas órdenes *relativas al impreso* que el Excmo. señor Don Santiago pensaba recibir.

Conducta del mismo Liniers despues que supo el destronamiento de Fernando VII.

No por eso creemos que la ingerencia sea cierta; ¿ pero es laudable, es inocente ese miramiento, esa detencion, esa conducta siempre débil y solapada de un jefe frances? Dígalo el pueblo de Buenos Aires, que ménos mirado cuanto es mas español, procuró con ruegos y amenazas apresurar el dia de la proclamacion. En estos momentos arribó á esa capital Mr. Sansenai, emisario del imperio frances. Los pliegos que condujo anunciaban que destronado Fernando VII por la mas inaudita violencia, iba á ocupar el trono de España un hermano de Napoleon; y el Excmo. señor virey, léjos de indignarse, léjos de tomar medidas para alarmar los pueblos contra el usurpador, procura adormecerlos en la ignorancia de su peligro, publicando una proclama tan llena de veneno, como el corazon que la produjo. Su lectura exaltó á este cabildo, y no pudo ménos de

censurar; y aun se tomó la libertad de explicarse con Vuestra Excelencia á fin de que procurase sofocar un papel tan escandaloso como injuriante á la América del Sur. Pero todavía se le disculpa afirmando que se ignoraban las ideas del tirano, que convenia alucinar á los pueblos, y que el virey no hizo mas que firmarla despues de concluida por sus autores bien conocidos. Montevideo contesta á estos efugios, que el primero es una falsedad probada por la carta nº 13, fol. 33 vto., en que el señor Liniers confiesa que tuvo un completo detalle de los inicuos proyectos de Napoleon. Al segundo, que no habia necesidad de ocultar al pueblo una infamia que jamas hallaria partidarios. Que Buenos Aires y toda la provincia ha dado muchas pruebas de su fidelidad para que se dudase de su opinion. Al tercero, que si la política hacía precisa aquella ocultacion con respecto á los pueblos, con referencia á los gobiernos era perjudicial, porque envueltos en el error, no podrian ir tomando sus medidas para participar al vasallo la triste suerte de la Península; y sin embargo de ello, la circular reservada fol. 40 acredita que la superioridad les fijó por modelo de su conducta la misma proclama en cuestion.

1808.

Deja regresar en libertad para Europa al emisario frances.

Prescindamos de todo por un instante, convengamos que solo procuraba atemperarse á las circunstancias y precaver conmociones en lo interior, estando el señor Liniers resuelto á sostener la causa del soberano: bien, y entónces, ¿por qué deja regresar libremente á Europa á Mr. de Sansenai? ¿por qué dice Su Excelencia que no le detenga? ¿por qué manda se le embarque con preferencia á la restante oficialidad en el bergantin *Amigo Fiel?* ¿por qué previene que le desembarquen en el primer puerto de su recalada? ¿por qué le recomienda á don Manuel Ortega, para que le habilite con dinero y libre á la vista contra Su Excelencia? ¿por qué le ofrece recomendar al ministro de Francia su buena comportacion? (fol. 28 vto.) ¿Será por las circunstancias? ¿será por no conmover los pueblos? ¿será porque faltan medios para hacerlo prisionero sin mayor estrépito? No, nada de esto. El Excmo. señor don Santiago lo dice : *porque no estamos autorizados para hostilizar al*

1808.

imperio frances (fol. 12). ¡Oh blasfemia sin igual! ¡oh pundonor de los Españoles! ¡oh infeliz y amado Fernando VII! ¿hay hombre que tal pronuncie entre nosotros para proteger á sus bárbaros opresores? y en tanto que Vuestra Majestad gime entre cadenas, él vive adorado de vuestros pueblos, él representa á vuestra sagrada persona, él llama traidores á los fieles vasallos que se abochornan de respetar en su individuo la imágen de vuestro poder y grandeza..... Disculpe Vuestra Excelencia estos trasportes de nuestro justo dolor, y permita que volvamos al propósito, deteniendo la consideracion en el resultado de los documentos que obran del fol. 1 al 11 vto.

En ellos verá el Excmo. ayuntamiento que por solo el hecho de haber propuesto un ministro de Su Majestad Fidelísima que la provincia se pusiese bajo la proteccion de Portugal, resolvió el virey romper la guerra é invadir los Estados limítrofes de aquella provincia, y volviendo de aquí la vista á lo reflexionado, no podrá ménos de admirar el contraste de esta animosidad por un leve motivo (leve en razon de ser un mero partido de la intriga propuesto sin las armas en la mano, y por un ministro que acaso abusaba de su carácter) y de aquella tibieza, aun despues de saber que Napoleon habia subvertido el trono de España. Á la verdad que esta implicante conducta no podrá conciliarse, sin conceder que son diversas las reglas que autorizan para hostilizar á la Francia y las que permiten devastar á Portugal.

Efugios para salvarlo

Mas la metrópoli no esperó, ni debió esperar otra cosa para hacer la guerra contra el usurpador que ver atentada la majestad del soberano: esto mismo veria el Excmo. señor Liniers en los pliegos de Sansenai; luego es inicuo, malicioso el efugio con que ha querido salvar este emisario, y proporcionarle un pronto regreso á la corte de su emperador. Calculemos ahora los males que de aquí vendrian á seguirse. Sansenai, puesto en Francia á expensas de este virey, daria un estado completo del estado de esta provincia, de sus fuerzas, de las disposiciones del jefe, etc., etc. Buonaparte con este solo objeto le envió al Rio de la Plata. (Véase la instruccion fol. 54.) Tendria cuanto de-

Efectos del regreso de Sansenai á Francia.

1808.

seaba para arreglar el plan de hostilidades contra nosotros; y cuando llegase á efectuarlo, sería precisamente bajo unos datos los mas seguros. No creamos que contase con la voluntad de un jefe á quien mereció tanto aprecio la conducta de su explorador; pero convengamos á lo ménos en que los cálculos serian ménos expuestos á la falencia, cuanto eran mas fijos los antecedentes de cualquiera suposicion; y por consiguiente que sería mas cierta nuestra conquista, ó mas difícil nuestra defensa en un caso de invasion; de forma que entónces se habria verificado de un modo mas funesto que los auxilios indirectos del señor Liniers eran la causa de nuestra perdicion.

Nuevo gobernador. D. Ángel Michelena.

En fuerza de estas combinaciones y con noticias seguras de los celos que por los mismos principios agitaban á la corte de Portugal, tuvo este cabildo la generosa osadía de censurar judicialmente la conducta del virey, llamándole, no traidor como creen algunos, sino sospechoso, como lo es en efecto y resulta de los anteriores apuntamientos; pero Su Excelencia, que vió preparada la tormenta, quiso conjurarla arrancándonos nuestro gobernador interino de la plaza, á quien juzga como el único y poderoso agente de la acusacion: para esto, sin respetar la autoridad del monarca, por quien gobierna interinamente, le arrancó el mando, y lo confirió al capitan de navío don Juan Ángel Michelena; interceptó las comunicaciones de este puerto con la capital; detuvo escandalosamente la correspondencia del público; se prohibió el tránsito á todo pasajero; libró órdenes anticipadas á los comandantes militares de la guarnicion para que sostuviesen á todo trance al nuevo gobernador; nada, en fin, omitió de cuanto pudiera hacer este lance mas estrepitoso: el pueblo por eso formó voces equívocas, conoció la violencia, se creyó injuriado y rompió los diques de la moderacion, juró no permitir que un jefe extranjero colmase la ruina del mas entusiasmado Español, y para ponerse á cubierto de nuevos insultos, pidió que se eligiese una junta de gobierno..... ¿Qué remedio habia sino concederla? Un pueblo tumultuado es semejante al rayo; donde halla mas resistencia allí es mas poderosa su accion. ¿No hubiera sido peor hacer una oposicion inútil, que acceder

Furor popular.

1808.

á un partido que prometia en breve restablecer la tranquilidad y el sosiego?

El virey mandó disolver la junta.

Sin embargo, el Excmo. señor virey parece que ha hecho un empeño de perdernos. De autoridad propia mandó al momento disolver la junta; ha detenido los oficiales y soldados de las dotaciones de esta plaza que se hallan en esa; ha destacado barcos de fuerza que detengan y persigan (como ya lo han hecho á nuestra vista) los que se dirigian al puerto : así fomenta el encono y empeña en nuevos desbarros á este fidelísimo vecindario. Nadie podrá creer : él se ve perfectamente hostilizado. Los honrados vocales de la junta de gobierno son intimados á disolverla bajo graves penas. El pueblo lo ha entendido, y ofrece sacrificarlos en el momento que obedezcan. Ellos quisieran hacerlo porque no tienen empeño en lo contrario, pero su seguridad individual corre un riesgo inevitable : dóciles pues á la ley del mas fuerte, se mantendrán velando por el bien de sus convecinos, miéntras las circunstancias no varíen: y este será un delito que provocará el enojo del superior gobierno; de este modo ni ellos ni nosotros hallamos un partido que tomar en circunstancias tan prolijas: el riesgo crece por momentos : ayer era un niño, hoy es un gigante; la discordia hace rápidos progresos; el terror se aumenta; todo, por decirlo una vez, acrece la consternacion y el dolor inútil de este noble pueblo. Nuestros vecinos observan con disgusto esta disencion doméstica, y acaso despues de ella aguardan el instante de perdernos. Nosotros no tenemos á quién volver los ojos, si nos abandona Vuestra Excelencia. Vuestra Excelencia, cuyo patriotismo ha sabido calmar mayores inquietudes en tiempos mas adversos, es el mismo que puede empeñar con buen suceso toda su autoridad y sus respetos, para que se abandone el sistema del terror en tanto al ménos que cesan los primeros fervores de la plebe.

Montevideo odia á su gobierno.

Juzga mal el Excmo. señor virey si ha creido que con remedios violentos se curan las convulsiones del cuerpo político. Montevideo odiará mas su gobierno á medida que acibare sus providencias : ya es imposible borrar la desconfianza con que le mira : eternamente le llamará partidario de la Francia, y la

1808.

opresion será un argumento que lo confirme en su idea. ¿Cuánto mas justo sería tolerar esa asociacion de hombres buenos y prudentes que en todo tiempo sirvieran de freno al mismo gobierno? ¿no se le critica de precipitado? ¿por qué pues se empeña el virey en quitar unos celadores de su manejo? ¿Él los pide y quiere estén á su lado para vindicarse de la calumnia mas negra? Muy al contrario, á aquellos mas respetables y legítimos les llama ilegales é impotentes. Si la mediacion poderosa de Vuestra Excelencia llegase á interesarse, tal vez estas desazones no pasarian de término : con gusto verémos renacer la fraternidad que siempre unió á estos pueblos, cesarán las inquietudes, y será sofocado en sus principios un fuego cuyos progresos nadie podrá calcular exactamente.

Rectas intenciones de Montevideo.

Esta es la obra grande que el pueblo de Montevideo confia al patrocinio de Vuestra Excelencia, este es el servicio importante en que le empeña con las mas sinceras protestas de reconocimiento. Nada deseamos que no sea justo : si en algo erramos, puede Vuestra Excelencia creer que todo vendrá á un exceso de lealtad y buen deseo : errará el entendimiento, pero la voluntad, eso no, que es muy española para no ser recta. Hemos jurado morir por Fernando VII, y lo cumplirémos. Donde viéremos uno que así no piense, lo perseguirémos, aun cuando sea forzoso arrostrar mayores peligros de los que ya nos cercan. Hágalo entender el noble ayuntamiento á ese fidelísimo pueblo y á las autoridades que lo gobiernan, bien seguro que no quedará desairada la garantía de Vuestra Excelencia; y cuando nada fuese dable, nos darémos por muy satisfechos, si olvidando los sentimientos, nos favorecen con sus consejos. De corazon lo pedimos pues, deseamos el acierto : y en medio de la energía con que nos disponemos á defender al pueblo de todo ultraje ó violencia, no dudamos acreditar que nos sobra nobleza para conocer y enmendar los yerros.

Sala capitular de Montevideo, 5 de octubre de 1808.

1808.

Instrucciones dadas al señor Guerra.

Instrucciones que debe observar el señor Don José Raimundo Guerra, apoderado de la junta de gobierno y M. I. C. de esta ciudad.

Objeto de su comision: instar por el cumplimiento de ciertas ofertas.

El objeto preciso de la comision que el pueblo de Montevideo confia al señor Guerra, es justificar la conducta del M. I. C. en sus representaciones contra el capitan general. Hacer ver la necesidad de que se erigiese la actual junta de gobierno para salvar al pueblo de los males que le amenazaban, despues de haber explicado por medio de una conmocion su resistencia á recibir otro jefe que no fuese el señor Don Francisco Javier Elío. En consecuencia suplicará se aprueben estos procedimientos dictados de una necesidad imperiosa. Que se confirme la junta entre tanto no varía el estado político de la Península, ó al ménos el de esta provincia; y finalmente es particular encargo del dicho señor Guerra representar los servicios de este pueblo, é instar por el cumplimiento de las ofertas graciosas que se dignó hacerle el señor Don Cárlos IV y quedaron sin efecto por la causa de Aranjuez y sucesiva usurpacion del trono, etc.

Don Manuel Bárbas y Don Nicolas Herrera.

En esta razon procurará con el mejor anhelo unirse á los diputados Don Manuel Bárbas y Don Nicolas Herrera, para concertar su plan de operaciones con aquellos beneméritos vecinos, que por su probidad y conocimientos de la corte, por su instruccion en las pretensiones del cabildo y su constante aficion á los intereses del pueblo, les serán de mucho auxilio, y aun convendria que para que no nos acusen de ingratos ni crean que se les desaira, encargarles el asunto de las gracias y correr con el otro el señor Guerra, siempre en la buena armonía que es de esperar reine entre individuos de un mismo vecindario y sugetos que solo anhelan al bien de la patria y mejor servicio del soberano. De todos modos se formará un extracto separado de los servicios del pueblo y otro de los fundamentos que tuvo el M. I. C. para representar en consorcio con su presidente lo que consta del pliego conducido á la capital por el señor regidor Don Manuel Vicente Gutiérrez. Estos extractos ó memorias servirán para instruir (á quien fuere conveniente) de todo lo

Informes.

1808.

ocurrido, obviándoles el trabajo de leer unos testimonios que dejarian de ser completos si no fuesen voluminosos.

Solicitud de un abogado defensor.

Inmediatamente tomará noticias de los abogados que residan en la corte y elegirá el de mejor intencion (aunque no sea de superior talento), para que le dirija en lo principal é incidentes del negocio, siempre que no pueda hacerlo el señor Don Nicolas Herrera. No conviene que el señor Guerra se franquee de pronto con el abogado, sino que observe sus producciones y conducta, hasta que asegurado de su probidad pueda hacer de él una entera confianza.

Conducta que debe observar Guerra.

Asimismo es preciso que estudie á cada uno de los hombres con quien la negociacion exija tratar, y ántes de interesarlo en nuestra causa, que esté seguro de su opinion.

Id.

Si puede instruirse de los pasos y gestiones del enviado de la capital, no debe omitirlo, pues es probable que sus pretensiones no simpaticen con las nuestras, y por lo mismo conviene desconcertarlas.

Solicitud de garantías para la capital.

El primero de todos los empeños es pedir á la junta que expida una real órden para que la capital no perturbe ni inquiete á los vocales de la junta, ni á su presidente, como gobernador de Montevideo, ni al M. I. C., hasta tanto que la causa se decida, puesto que si nos oprimen, será imposible justificarnos.

Debe evitarse en nuestros papeles toda personalidad, todo sarcasmo en general ó particular. Exponer los hechos sencilla y brevemente, pues ellos dan de sí abundante materia para provocar el enojo de la justicia, sin auxilio de la retórica, y sobre todo la moderacion hará un aire muy favorable á los empeños del pueblo.

Circunstancias que deben hacerse presentes respecto á Liniers.

Cuando se trate de la conducta de Liniers, importa tener presente (á mas de lo que resulta de documentos) el sistema constante de aquel jefe en proteger á la ínfima plebe. Que apénas el pueblo de Buenos Aires le dió el mando, se rodeó de las personas mas despreciables, eligiendo por secretario á Peña, hombre truhan, vil y díscolo, como lo acredita el hecho de haber profugado con Berresford. Que para segundo ó acompañado del mismo nombró á un tal Reguera, jóven que fué

1808. expulsado de este comercio por haber robado á Don Ramon Plá, en cuyo almacen servia; que sus edecanes y ayudantes (exceptuando dos ó tres) son de la escoria del pueblo y aun destituidos de valor, porque á tenerlo lo hubiesen probado en los diferentes lances que ha ofrecido la invasion. Que se han dado y dan las charreteras á los tahures, zapateros, presidarios, comerciantes quebrados por mala versacion (como José María Lorenzo), y aun á los soldados desertores ingleses ántes de hacerse la paz, de forma que no hay hombre de pundonor que se atreva á solicitar los empleos de oficiales en los cuerpos nuevamente creados, por no verse en la dura necesidad de alternar con una oficialidad tan ridícula. Puede hacerse tambien la observacion muy singular de que siendo tan propenso á favorecer esta clase de hombres, jamas ha procurado elevar los honrados. Que es público y escandaloso su concubinato con una Francesa casada, á quien vive entregado tan del todo que es la absoluta en el mando; que por su influjo se han visto condecorados dos hermanos de ella con los empleos de edecan el uno (que está preso en Cádiz), y el otro de comandante general de la campaña (aquí se explicará que esto no tuvo lugar por el disgusto del pueblo); siendo ambos de perversas costumbres y sin otro oficio que hacer la corte á la hermana. Que con admiracion de este pueblo y el de Buenos Aires, puso en libertad á Guillermo White, gran partidario de los Ingleses y por consiguiente reo de Estado, de cuya conducta pérfida y delincuente conocia este gobierno, y tuvo que remitirlo ántes que el fiscal pusiese su acusacion, porque las órdenes del virey no permitieron se diese un paso despues que la real audiencia le declaró el conocimiento de la causa. Que en este asunto procedió con tanta animosidad y desenfado, que al segundo dia de llegado White á Buenos Aires, se le vió pasearse en plena libertad, siendo así que aquí se le mantenia incomunicable con una barra de grillos y centinela de vista, por exigirlo así la naturaleza de la causa. Que el pueblo y cabildo de Buenos Aires conocen todo esto y mucho mas, como lo da á entender la representacion que hizo el síndico procurador Villanueva, de que se han publicado varias

1808.

Prueba de ineptitud de Liniers para gobernar.

copias, pero que todos callan porque les falta energía para sostener un empeño contra el poder de un virey. Que solo el hecho de la capitulacion de Berresford da la mejor idea de su ineptitud para gobernar; pues si, como ha dicho en sus papeles públicos, la otorgó tan solo para facilitar á aquel desgraciado jefe una defensa ante su parlamento y no como un acto que debia publicarse, se conoce que ni tintura tiene de lo que son estas cosas, pues ignoraba que si la capitulacion servia de defensa en un consejo de guerra, luego habia de publicarse en los papeles ministeriales, y la corte de Lóndres reclamaria á la nuestra el cumplimiento de la capitulacion ó castigaria al pueblo de Buenos Aires, como su infractor, si la suerte de las armas le ofrecia otro lance para dominarlo. Y si la otorgó borracho ó cohechado, como dicen otros, son mucho peores las consecuencias que pueden sacarse.

Prueba concluyente contra él.

De todo lo dicho debe ofrecerse una prueba completa, siempre que la indagacion de ello se fie á sugetos de probidad, enviados de la misma corte con las instrucciones necesarias, pues las autoridades de la capital temerán siempre desempeñarla con rectitud; así como han temido y temen representar á la junta tantos males. Conviene se toque algo acerca de Goyeneche, pues es remarcable la lijereza con que á los tres dias de llegado á la capital, dió á Liniers por hombre justificado. Finalmente el señor Guerra no omitirá paso ni gestion para que cuanto ántes se interponga el poder de la corte entre nosotros y la capital, asegurándole que si esto se demora, nos perderán á todos ántes que llegue el caso de probar la acusacion.

Es excusado decir, que si el buque fuere sorprendido por algun otro procedente de Buenos Aires, deben echarse al agua todos los papeles, ménos el testimonio de servicios de esta ciudad.

Los siguientes capítulos pueden servir para inteligencia del señor Guerra.

1808.
Instrucciones privadas para Guerra.

Copia de párrafos de tres cartas de Don Estévan Villanueva, de Buenos Aires, á Don Mateo Gallego, en Montevideo.

ENERO 23.

Párrafo de una carta.

Nada ignoramos de las operaciones del señor Elío; ojalá aquí lo tuviéramos con bastantes armas y dinero, el que se ha prodigado con desvergüenza; en remedio de este mal ya está corriendo los trámites mi vista de 15 f. que los acuso con bastante claridad, pidiendo una junta notable y la asistencia de dos capitulares en todo consejo de guerra, cuyo testimonio que he pedido, luego caminará al rey para hacerle constar cuán distinto es el celo del cabildo á favor de su hacienda real respecto al de sus fiscales.

ENERO 30.

Id. de otra.

La copia que V. solicita de la citada vista la haré sacar para el siguiente correo, hasta ahora sin ejemplar en el pueblo, por no ser decoroso al jefe, política que me he llevado; pero lo sensible es, que tanto ella como las demas gestiones por los contadores mayores se las traga, aunque se armarán nuevos atacadores.

FEBRERO 6.

Id. de otra.

He suspendido la copia ofrecida por el mucho estrago que ha causado la purga; de sus resultas se ha formado junta de guerra y real hacienda: verémos sus efectos. El hombre se llevó tres dias sin comer ni dormir; por último ha ofrecido ir en un todo con mi cuerpo y que se rompan los papeles, pero no será mi testimonio para cuando convenga.

Id. de otra.

El resultado de ayer parece es que no se pague ningun agregado, compañía que no lleve el número de 70 hombres, los dos batallones ó escuadrones de Quintéros, y que se disuelva un cuerpo de caballería; esto es por ahora, pues para que alcance el producto del vireinato exige otras economías de mayor bulto. V. reserve muy mucho la cosa, porque me conviene así y mas bien que se divulgue por otros conductos.

Otra de Don Julian de Miguel á dicho señor Gallego. 1808.

JULIO 9.

Esto cada dia está mas malo: dias pasados se descubrió la carta circular de una compañía de este comercio, para en el caso esto se quedase de Francia, ser ellos privilegiados, etc. El señor Liniers firmó la órden para que se imprimiese, el cabildo anda en averiguaciones y el señor Liniers se llama á engaño, etc.; con que puede V. conocer cómo irá esto.

Id. de otra.

Nota de los documentos inclusos para instruccion del señor don Raimundo José Guerra.

Otras instrucciones para el mismo.

Documento nº 1. — Es el duplicado del poder que confirió la junta de gobierno á dicho señor.

Nº 2. — Duplicado del acta de elecciones.

Nº 3. — Duplicado, hasta folio 14, de las actas ó acuerdos de la junta de gobierno, y desde la 15 hasta su conclusion sigue lo acaecido sobre el mismo particular, posteriormente á la salida de dicho señor.

Nº 4. — Proclama de la junta gubernativa al principio de su ereccion, con varios oficios hasta folio 5 vto.; y desde folio 6 hasta el 9, siguen otros oficios expedidos por la misma junta con posterioridad á la salida de dicho señor Guerra.

Nº 5. — Duplicado del oficio del I. C. al gobierno de esta plaza y su contestacion, designando el dia 12 de agosto para la proclamacion de nuestro augusto monarca.

Nº 6. — Duplicado del oficio pasado por este gobierno á la superioridad, manifestándole la resolucion tomada de proclamar á nuestro amado rey don Fernando VII el dicho dia 12.

Nº 7. — Duplicado del bando de su real proclamacion.

Nº 8. — Duplicado del oficio de la superioridad mandando suspender la real jura hasta que se recibiesen órdenes consecuentes al impreso anónimo dirigido á don Juan Antonio Lezica.

Nº 9. — Duplicado del oficio de este gobierno á dicha supe-

1808.

rioridad, manifestándole la determinacion de no suspender la jura á pesar de su órden.

Nº 10. — Duplicado de la escandalosa reservada circular, de 17 de agosto, expedida por la superioridad.

Nº 11. — Duplicado del expediente justificativo de la detencion de las lanchas en Buenos Aires.

Nº 12. — Duplicado de la justificacion producida para acreditar que, segun el señor Goyeneche, toda la confianza de nuestra corte sobre la defensa de estas provincias era el gobernador don F. J. Elío.

Nº 13. — Principal de la justificacion que se produjo á consecuencia del arribo del lugre *San Cárlos,* que nos trajo entre otras noticias la de haberse erigido en Canarias junta gubernativa.

Nº 14. — Duplicado de la contestacion de este gobierno á la circular reservada.

Nº 15. — Principal de la justificacion producida para acreditar que Goyeneche dijo estar autorizado para erigir juntas en la capital y toda la provincia, y que así lo practicaría luego de llegado á Buenos Aires.

Nº 16. — Principal del nuevo poder que confiere la junta de gobierno en defecto del señor Guerra á los señores Marcó y Vergara, de Cádiz.

Nº 17. — Principal de las contestaciones de la real marina á esta junta de gobierno.

Nºs 18 y 19. — Principal : documentos que acompañaron la representacion á la real audiencia, y falta por un descuido la carta en que el señor Liniers confiesa que Mr. Sansenai le instruyó perfectamente por sus pliegos del estado en que dejaba los negocios de la Península, la cual llevó el señor Guerra con los demas papeles del gobernador.

Nº 20. — Principal de la real audiencia territorial, fecha quince del corriente, en que por segunda vez se manda disolver la junta.

Nº 21. — Reservado que acompañó el oidor semanero á la real provision.

1808.

Nº 22. — Principal de varios anónimos dirigidos por el correo semanal á varios vocales, que justifican las intenciones hostiles del señor Liniers, y de consiguiente las medidas de precaucion tomadas por la junta.

Nº 23. — Principal de la justificacion que acredita haberse introducido en la plaza pliegos del virey para alarmar los marinos á la detencion del *Amigo Fiel*, etc.

Nº 24. — Principal certificado de haberse recibido la palabra de honor á los oficiales acerca de su obediencia y respeto á la junta de gobierno.

Nº 25. — Estado principal de la entrada y salida de caudales de la caja de Montevideo en las épocas que de él aparecen.

Nº 26. — Principal del oficio del señor Merlo á Saavedra.

Nº 27. — Testimonio de la representacion y oficios del representante por el estado eclesiástico Fr. Francisco José Carballo, de los cuales se debe hacer uso contra el obispo.

Nº 28. — Justificacion de haberse publicado en la villa de las Mercédes que esta plaza estaba en estado de insurreccion.

Montevideo, octubre 26 de 1808.

Doctor Obes.

Medidas tomadas por la junta central gubernativa.

La suprema junta central gubernativa del reino ha tomado todas las medidas oportunas, de resultas de los avisos que le ha dado la junta provisional de la ciudad de Montevideo, con respecto á las diversas ocurrencias que dieron motivo á la ereccion de dicha junta; en este concepto habiendo V. desempeñado á satisfaccion de Su Majestad los encargos de su comision, puede restituirse segun le acomode á aquella ciudad, asegurando á la junta que han sido gratos al supremo gobierno todos sus oficios en esta ocasion, y que sobre todo el virey electo le hará á nombre de Su Majestad las demostraciones convenientes. De real órden lo aviso á V. para su inteligencia y cumplimiento. Real palacio del Alcázar de Sevilla, 11 de abril de 1809. — Martin de Garay. — Señor don José Raimundo Guerra.

Es copia de su original archivado.

Sala capitular de Montevideo, 7 de octubre de 1809. — Pas-

1808.

cual José Parodi. — Pedro Francisco de Berro. — Juan José Seco. — José Manuel de Ortega. — Manuel Vicente Gutiérrez. — Manuel de Ortega.

Nota de Liniers á Elío.

Nota del virey Liniers.

Sobre que se pronuncie la disolucion de la junta de gobierno.

Si no consultase mas que mis justos resentimientos y decoro, me abstendria desde luego de escribir á Vuestra Señoría; pero peligra la patria, y en este mismo momento todo lo olvido, y voy á recordarle como jefe superior de estas provincias los primeros deberes de un ciudadano, de un militar y de todo hombre que considera el honor por el primer bien. No es mi objeto el recriminar sobre hechos pasados, y solo me ceñiré á las actuales circunstancias. Vuestra Señoría ha visto por el expediente seguido en la fragata *Prueba* las disposiciones de la corte del Brasil : tengo datos casi evidentes que, tomando por base las desavenencias entre Montevideo y Buenos Aires, se va á atentar contra la integridad de estos dominios, y aunque Lima, Méjico, la Habana, Potosí, Chuquisaca, Chile, Salta, Córdoba, etc., sin la menor modificacion han confrontado con lo acordado en esta capital, en algunas de las provincias orientales del Perú el nombre de Elío *se dice* corre á la par del de *Tupamaro*, y un caballero español que tanto se precia de serlo, ¿permitirá mas tiempo se le considere no solamente en estas remotas provincias, sino en todo el vireinato, y se le compare á un rebelde que atentó á la ruina de su patria? Se suele decir vulgarmente *del enemigo el consejo.* Si Vuestra Señoría me considera bajo este aspecto, aunque no debe ejecutarlo, de ninguno lo puede tomar mejor que de mí; y bajo de este concepto requiero á Vuestra Señoría por todos los vínculos mas sagrados para que pronuncie la disolucion de la pretendida junta de gobierno establecida en esa plaza, anunciándole al cuerpo municipal que habiendo llegado el gobernador propietario, el Excmo. señor don Pascual Ruiz Huidobro, no puede Vuestra Señoría ménos de entregarle el mando de la plaza, y en el caso de no adherir á sus insinuaciones, separarse de ella, en la inteligencia que respondo de la inviolabilidad de su persona hasta la determina-

1808.

cion de Su Majestad ó sus representantes, dando Vuestra Señoría en el cumplimiento de esta resolucion una irrefragable prueba de que si alucinado por un falso concepto ha prevaricado contra las leyes y autoridades constituidas, al momento que le ha parecido inferirse de esta determinacion un riesgo inminente de la integridad de los dominios del rey, ha desistido por su parte y ha puesto en práctica todos los medios que ha alcanzado para que se generalice esta determinacion al pueblo de su mando. Estoy bien persuadido que un oficial que ha dado tantas y tan repetidas pruebas de su valor é intrepidez, no podrá estar detenido un solo momento por un riesgo personal, cuando se trata de un interes de tanto momento por el cual puede con decoro salir de un mal empeño. — Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Buenos Aires, 31 de diciembre de 1808. — SANTIAGO LINIERS. — Señor don Francisco Javier de Elío.

Contestacion.

Contestacion del gobernador Elío.

Aunque habia hecho ánimo de no escribir á Vuestra Excelencia, pues harto le he escrito, si lo hubiera querido entender, penetrado de reconocimiento al modo dulce, persuasivo, claro y bondadoso con que me trata en su apreciable carta del 31 (escrita sin duda posteriormente á esta fecha), no puedo ménos de contestar á Vuestra Excelencia siguiendo el mismo estilo, que si no me engaño llaman los paisanos de Vuestra Excelencia *amusant*, y cantarle españolamente las tres verdades del barquero.

Elío no variará de sistema, ni se dejará engañar por Liniers.

La verdad, señor Excmo.; ¿Vuestra Excelencia ha tomado esta determinacion de tener la bondad de mirar por mi honor, por mi bien despues de sus triunfos del primero de año, creyendo que, no pudiendo ignorar yo que se hallan á esta hora cargados de grillos los mejores defensores de la patria, y por los que se halla Vuestra Excelencia en el puesto en que está sin merecérselo, ni bebérselo, como dice el Español, el temor de ser tan bien recompensado por Vuestra Excelencia me haga variar de sistema? Pues aquí de la primera verdad del barquero: Vuestra

1808.

Excelencia se cansa en balde, porque ya Liniers no engaña á Elío, ni Elío puede temer jamas á Liniers.

Personalidades.

Vamos á cuentas : Vuestra Excelencia me recuerda el expediente de la *Prueba ;* yo le recuerdo el de su secretario privado Peña; ambos atentan sin duda contra los intereses de Fernando VII, pero en ambos se cuenta con Liniers y ni por acaso con Elío; se dirigen á ese feliz continente que está bajo los auspicios de Vuestra Excelencia, ninguno contra este dominado y terrorizado por Elío, ni una sola carta hay para sugeto de esta Banda; ya se ve, no es extraño : como todos esos señores son gente fina y de mucha política, no quieren nada con este bruto, áspero españolazo de Elío, semejante á aquel Tio Paco, que tan prematuramente nos salió con aquella proclama intempestiva que alborotó el gallinero (incluso gallo y gallina), y trastornó en su primer acto el plan de regeneracion con que el paisano de Vuestra Excelencia y todos sus dignos esclavos nos querian beneficiar. ¡ Brutalidad española ! Pero ¿cómo se ha de hacer? la cosa salió así, y como no le salió muy mal al susodicho Paco, yo seguiré su sistema de no creer á ningun Frances: vamos siguiendo el hilo. ¡ Qué gracia me ha hecho la comparacion de *Elío con Tupamaro!* Permítame Vuestra Excelencia que le diga que una idea tan original no puede haber tenido principio, sino en el feliz cerebro de Vuestra Excelencia, que tiene tan abundantes manantiales de invenciones, pero en cambio diré á Vuestra Excelencia que sea donde fuése que ha tenido principio esa idea en su feliz comparacion, en esta parte de la América se le ha comparado á Vuestra Excelencia (y esto le hace mucho mas honor) á Su Majestad Imperial y Real el gran Napoleon (por antonomasia), no porque se parezca en la figura, porque Su Majestad Imperial y Real es pequeñísimo de persona, y Vuestra Excelencia nada tiene de eso, él moreno y Vuestra Excelencia blanco, etc., sino porque en sus invenciones, travesuras y amor á la patria, si no le excede Vuestra Excelencia, le iguala á Su Majestad Imperial y Real; no sé si será la segunda verdad del barquero : lo cierto es que yo sin duda, sin saber en lo que me he metido, sacaré en lugar de tres trescientas

1808.

verdades del barquero, pero sean ellas verdades que nunca vendrán mal.

Id.

Vamos á discurrir y comparar: no sé cómo Elío, siendo un Navarro, se pueda comparar á Tupamaro, siendo Indio del Perú: al fin Vuestra Excelencia es paisano de Su Majestad Imperial y Real; y aunque siendo Corzo se afrancesó, tambien Vuestra Excelencia siendo Frances se españolizó, y váyase lo uno por lo otro. Lo que sí me ha venido á la imaginacion cuando Vuestra Excelencia viene á decirme en sustancia que soy jefe de insurgentes, es que Su Majestad Imperial y Real trata lo mismo á Castáños, Palafox, Blac y los demas; con que siendo asi, ó yo no lo entiendo, ó yo no debo de ofenderme de lo que Vuestra Excelencia me dice. Es verdad que el refran español dice *del enemigo el consejo*, pero como en esta época de la regeneracion han variado tanto las cosas, creo debo sustituir á aquel refran este otro, *al enemigo romperle los cascos, y particularmente si es Frances;* y así es que en una fábula, de las muchas tontas é insulsas que han inventado esos estúpidos de Españoles, he leido esta conclusion por moral: — « Hijos: aunque veais á los Franceses arrojar las entrañas por la boca, no hay que tenerles lástima ninguna, que sangre vuestra es la que provocan. » Ello es que yo no entiendo si viene bien ó mal esta fabulita : volvamos al asunto.

Elío no deshace la junta ni entrega el gobierno.

El preámbulo de Vuestra Excelencia se dirige á solicitar de mí dos cosas: la primera á que deshaga esta junta maldita que tanto quehacer ha dado á Vuestra Excelencia; la segunda á que entregue el gobierno al Excmo. señor Don Pascual Ruiz, gobernador propietario; y el caso es que ni uno ni otro quiere ni aun oir el pueblo, y casi estoy determinado á hacer lo que Vuestra Excelencia, balazo, cañonazo y tenteperro; á uno se mata, á otros se atemoriza, á los principales ponerles grillos y mandarlos, ¿ qué sé yo adónde? Porque á España, es un demonio que allí se hila delgado, y de este modo los que quedan entrarán por el haro y salga lo que saliere, pero que he querido en contestaciones con algunos de los ménos cerriles sobre la admision de Ruiz (porque sobre la junta no hay que hablarles),

1808.

no sé qué diablos se les ha metido en la cabeza, que dicen que juntos con la junta se quieren ir á los infiernos, y que aunque los hagan pedazos, miéntras Vuestra Excelencia mande no la han de deshacer (no sé qué manía tienen con Vuestra Excelencia); de modo que es excusado tratar de esto; pero hablando de Ruiz me dicen: ¿ no hemos de saber qué despachos trae? Á esto no puedo contestarles: si el señor Liniers, me dicen, cree que por haber sido gobernador de esta plaza, perdida esta y sin otro nuevo despacho debe el señor Ruiz entregarse del mando de ella, habiendo sido posteriormente aprobado por el rey el gobierno interino en el actual, mas justo es que el señor Ruiz se entregue del vireinato interino, pues que fué nombrado tal despues que gobernador de la plaza; yo no lo entiendo, y así no puedo contestarles á esto, y ademas son tan majaderos y tan tercos que no se les puede convencer sino con razones, y no las encuentro. Y les digo: Hombres, el señor Liniers responde de la inviolabilidad de Vs. todos y de mi persona. Nosotros, dicen, no entendemos lo que es inviolabilidad, pues cada vez creemos ménos á ese Frances, porque ha de saber Vuestra Excelencia que corre una voz vaga de que Vuestra Excelencia llevó engañado al cabildo antiguo al fuerte, y que allí usando de las mismas travesuras que su paisano, Su Majestad Imperial y Real, los ha calzado con grillos; miéntras ven esto, ¿ quién los ha de meter por vereda?

Personalidades.

Luego concluye Vuestra Excelencia haciéndome mucho honor sobre mi valor é intrepidez, y diciéndome que por mi riesgo personal no debo detenerme: á esto digo á Vuestra Excelencia que yo no temo nada ni á mortal ninguno, con tal que lo vea venir; los riesgos de la guerra, las acciones peligrosas, ataques, defensas, etc., no me espantan, tengo la dicha de presenciarlas con ánimo sereno; pero sin que sea temor, sería una necedad entregarse, como se entregó nuestro Fernando, en las garras de Su Majestad Imperial y Real, ó como dicen se entregó esa porcion de buenos Españoles en las de Vuestra Excelencia, y ya que haya de exponerse uno, sea donde pueda dar y recibir, porque eso de dejarse amarrar sin recurso es bueno para los

1808.

esclavos : *de los escarmentados salen los avisados :* otra verdad del barquero, me dicen estos cerriles Españoles. Dicen que Vuestra Excelencia por la ley está recientemente suspenso *ipso facto* (no sé qué quieren decir con esto), por el casamiento de su infeliz hija con ese señor que ha traido su bravura antigua, aquella bravura ardiente que manifestó en el horno del Miserere, aumentada con otra amuratada, y añaden tales cosas que es cosa de matarlos; porque yo (no hay para que disimularlo), como rayano, soy muy afecto á todo lo que sea frances, y mas desde la regeneracion de Su Majestad Imperial y Real.

Conclusion.

Concluyo; porque ciertamente si tratára de expresar á Vuestra Excelencia mas verdades del barquero, llenaria una resma sobre las expresiones que he visto en la proclama última de Vuestra Excelencia cuando trata de los beneficios que ha hecho á la capital; porque vamos claros, mi amigo y señor, pasarme á mí gato por liebre en punto á las acciones y conducta militar de Vuestra Excelencia desde el 1° al 6 de julio de 1807, y la posterior privada y política, es mucho pretender; las verdades se me agolpan, pero reservémoslas para otra ocasion; solo diré que no es lo mismo querer colármelas á mí que á su paisano el señor Su Majestad Imperial y Real, su maestro. Cuidado con que sus cálculos no sean tan errados como los de su maestro, concluiré con un refran, porque sé gustan mucho á Vuestra Excelencia : el que tiene el tejado de vidrio, etc.; y el de Vuestra Excelencia es de telas de araña.

Acompaño á Vuestra Excelencia un resultado de mis cortas luces y reflexiones sobre la actual situacion y suerte de España; pues la de aquí poco puede tardar en decidirse del mismo modo que se ha decidido en España la de Su Majestad Imperial y Real por los insurgentes majaderos Españoles.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Montevideo, 11 de enero de 1809.

Excmo. Señor :

FRANCISCO JAVIER DE ELÍO

Excmo. Señor Don Santiago Liniers.

VIREINATO DE BUENOS AIRES.

AÑO 1809.

PARTE HISTÓRICA.

El virey Cisnéros reemplaza à Liniers. — Los sucesos de Chuquisaca y de la Paz influyeron en la revolucion de la América del Sur. — Adopcion del comercio franco; sus resultados benéficos. — Correspondencia epistolar entablada por la princesa del Brasil, Doña Carlota Joaquina de Borbon, con las autoridades españolas en el Rio de la Plata.

1809.

El virey Cisnéros reemplaza al virey Liniers.

El 30 de junio de 1809 entró en Buenos Aires don Baltasar Hidalgo de Cisnéros, nombrado virey para reemplazar á Liniers. Su encargo ostensible era de conciliacion y de paz, encargo que suponia dotes personales que no le adornaban; pero en realidad ocultaba un plan de hostilidades contra los patriotas, que debia comenzar por el desarme de los Americanos y el envío de Liniers á España.

Su contemporizacion con el espíritu revolucionario.

Vióse, no obstante, en el caso de cejar muy luego en sus propósitos, teniendo que contemporizar, mal de su grado, con el espíritu revolucionario. Otras tantas pruebas de ello son la necesidad de permitir á Liniers residiese en donde le pluguiera, de dejar que conservase las armas el pueblo, y de suspender el nombramiento del general don Francisco Javier Elío para ins-

1809.

pector general de armas. Esto, y la circunstancia de haber coincidido con su entrada en Buenos Aires las conmociones que hacian bambolear para entónces el estandarte real en Chuquisaca, la Paz, Quito y otros puntos de América, llamó mucho su atencion, y engendró en su ánimo los presentimientos mas tristes.

Sucesos que influyeron en la transformacion política sud-americana.

El inicuo comportamiento ejercido por el mariscal Nieto con los insurrectos de Chuquisaca, y el de don José Manuel Goyeneche con los de la Paz, tuvieron grande influencia en la transformacion política de las colonias hispano-americanas, á la que contribuyeron tambien otros sucesos de no menor importancia (1).

El principal.

Entre estos últimos, era el principal la situacion angustiadísima de la hacienda pública, — polilla que en todos tiempos ha carcomido en sus bases á los gobiernos que se creian mas firmemente sentados. ¿Cómo cubria Cisnéros un déficit anual extraordinario, cuando no podia imponer contribuciones á un pueblo en armas, ni lograba un empréstito de los Españoles, que le cerraban sus cajas? Este era el gran problema, y para resolverlo, no quedaba á Cisnéros otro expediente que apelar á las medidas del comercio libre con los neutrales.

Adopcion del comercio franco con los Ingleses.

En oposicion al dictámen del cabildo y del consulado, contra la grita en coro de los monopolistas y comerciantes españoles, y aun en contravencion de las instrucciones que tenia, el virey se declaró por el comercio franco con los Ingleses; medida que correspondió á sus miras y á los deseos de los amigos de la prosperidad del país, pues no solamente dió con qué cubrir el déficit que habia en el tesoro, sino que produjo un aumento fabuloso sobre el guarismo de la renta ordinaria.

Sus resultados benéficos.

Esa medida abrió el camino de la transformacion política.

Este primer paso de independencia económica de las colonias abrió anchas puertas á su emancipacion política. Todo obraba en este sentido: — los progresos de la invasion francesa en la Península, — las concesiones hechas por Cisnéros á la opinion pública, que cada dia se mostraba mas exigente, — la debilidad

(1) Véase la *parte histórica* relativa á los sucesos de la independencia del Alto Perú.

1809.

de la autoridad metropolitana, — y la conciencia de su poder, que ya tenia el partido de los patriotas.

Otras que contribuyeron al ensanche de los planes.

Algunas otras concesiones del virey, en materia de libertad de imprenta y de asociacion, contribuyeron á dar pábulo á las ideas revolucionarias, á ensanchar los planes de los patriotas, y á precipitar los sucesos que habian de echar por tierra el poder español en el Rio de la Plata.

Ilegitimidad de las pretensiones de doña Carlota.

El señor Présas, secretario de doña Carlota y autor de las *Memorias*, refiere los sucesos de esa época, en que esta tomó parte, del modo siguiente :

« La princesa, aunque hija primogénita del rey Cárlos IV y hermana de Fernando VII, no tenia derecho, sin estar ántes autorizada por la nacion, para mandar ni disponer cosa alguna sobre los dominios de España, ni ménos para mezclarse en la direccion de los negocios públicos que el pueblo español habia reasumido cuando se vió sin rey y sin jefe, de quien se habia apoderado el emperador Napoleon, bajo cuyo poder gemia cautivo en Valencey. Por esto fué que en aquellas circunstancias él no podia aconsejar á Su Alteza que tomase un carácter oficial y sí únicamente valerse de la correspondencia particular y privada, para manifestar sus sentimientos á los Españoles, para auxiliarlos, ampararlos y defenderlos, en cuanto alcanzasen sus fuerzas y respetos.

» Las primeras minutas que extendí con el acuerdo y órden de la princesa, fueron de las cartas que se remitieron al virey de Buenos Aires, Don Santiago Liniers; á la real audiencia; á Don Juan Almagro, asesor del vireinato; á Don Gregorio Fúnes, dean de la catedral de Córdoba del Tucuman; al reverendo padre Chambo, de la órden de San Francisco, y al marques de Sobremonte, virey que habia sido de Buenos Aires. El contenido de estas cartas se reducia á excitarlos á mantenerse fieles y adictos á la madre patria, y á defender los derechos de su augusto hermano Fernando VII, y los de sus legítimos sucesores. Para obligar de un modo particular la voluntad de los sugetos á quienes iban dirigidas, se tomaba la princesa el trabajo de copiar todos los borradores que yo hacía, y para darles toda la

1809.

importancia que convenia entónces, se remitieron con Don Santiago Burke, coronel que estaba al sueldo de la Inglaterra y á las órdenes del contra-almirante sir Sidney Smith, quien desde su llegada al Rio Janéiro se declaró protector y defensor de los intereses y derechos de la princesa, por cuya razon le consultaba la mayor parte de los negocios cuya ejecucion despues se me confiaba, como lo indican las siguientes cartas:

Cartas de la princesa á Présas.

« Présas, remito los papeles y las cartas; las de las juntas (1) » no le puso el título, porque yo tuve mi duda que cuando tú » vengas, mándame la carta del virey, y para Florida-Blanca; en » la del virey ponle, que el portador de la carta es el coronel Don » Santiago Burke, que es de mi confianza, y que él mismo le dirá » la comision de que va encargado. Bien sabes que es preciso » contentar á todos; y por faltar dos palabras no descompongamos todo.— 8 *de noviembre de* 1808, *á las ocho y tres cuartos.*

» Présas, remito la carta de Liniers; y ya están hechas » todas las que han de ir para Buenos Aires y Montevideo.

» Présas, hoy á las cuatro de la tarde recibí tu carta, con las » tres de Chambo; te las devuelvo por si acaso te fuesen necesarias.

» No me hace novedad la llegada de Gueszi, porque yo con » todos estos acontecimientos ya aquí lo esperaba de vuelta.

» Lo demas no me olvido. — *Santa-Cruz* (2), 31 *de octubre* » *de* 1809.

» Mándame el borrador de la carta de Villota, porque no le » tengo aquí, y me hace falta. »

Sensacion que produjeron las cartas autógrafas de S. A. R.

« La recepcion de las cartas autógrafas que Su Alteza Real remitia, produjo en los espíritus de los individuos que se vieron honrados y favorecidos con ellas una gran sensacion, y desde

(1) En aquella misma época, escribió Su Alteza Real á todas las supremas juntas de provincias que se habian erigido en España, y al conde de Florida-Blanca, dándole gracias por el manifiesto que publicó en Murcia, invitando los Españoles á centralizar la autoridad suprema, é indicando que la princesa del Brasil, doña Carlota Joaquina de Borbon, era la inmediata heredera de la corona en defecto de sus augustos hermanos. (PRÉSAS.)

(2) Sitio real distante doce leguas de Janéiro.

1809.

aquel momento se declararon los partidarios de la princesa, é inclinaron á sus amigos y allegados á entrar en el mismo partido, por manera que en poco tiempo la opinion fué general, y una gran parte de los habitantes de la provincia de Buenos Aires, y señaladamente los de esta capital, ansiaban por ver puesta al frente del gobierno á Su Alteza Real. Así lo manifestaron en las contestaciones que enviaron á la princesa.

Contestacion urbana pero evasiva del virey Liniers.

» Solo el virey Liniers fué el que contestó en términos generales de urbanidad y política, porque era natural que quisiese continuar en el mando, á lo que era incitado por su querida madama Perichon, que lo dominaba. Habia pasado esta mujer de la isla Mauricia á establecerse con su familia en Buenos Aires, en donde su padre decayó muy en breve en su giro y comercio, circunstancias que la precisaron á valerse de sus recomendables prendas naturales para sostener el fausto y lujo con que se habia presentado en el Rio de la Plata. El virey Liniers era únicamente el que podia, con su gran sueldo y con los emolumentos del primer empleo que desempeñaba, sufragar á los excesivos gastos de madama Perichon; razon bastante poderosa para que esta se opusiese á que nunca tuviese lugar, ni se realizasen los deseos que aquellos habitantes habian manifestado en favor de la princesa. Al fin, Liniers, por atemperarse á las sugestiones de madama Perichon y por condescender á sus halagos y caricias, cometió varios excesos, y dió lugar á que el supremo gobierno de España le exonerase del mando, y á que despues los mismos á quienes él, por influjo de su querida, habia sacado del polvo de la nada elevándoles al supremo grado de la milicia, lo persiguiesen por haber tomado las armas en favor de la metrópoli, y contra el establecimiento de aquella república; y habiéndolo preso, lo pasasen por las armas con los principales jefes que lo acompañaban en su empresa.

Circulares de la princesa para Montevideo, Perú y á la junta de Chile.

» La princesa habia dirigido iguales cartas al gobernador de Montevideo, al ayuntamiento y á algunos particulares, entre ellos al administrador de aquella aduana Oliver, cuyo influjo no podia dejar de ser muy útil y eficaz en una plaza toda mercantil. Era muy conveniente tambien ganar la voluntad del

virey del Perú y de los sugetos mas notables por su sabiduría, poder y riqueza, y aprovechó Su Alteza Real la ocasion en que se presentaron dos oficiales de la real marina española, que pasaban destinados por el supremo gobierno de la metrópoli á servir en aquel departamento: el primero, llamado Eugenio Cortés, natural de Chile, que despues desertó del servicio de España para pasarse á defender la causa de su patria; y el otro, Cerdan, á quienes fueron entregados los pliegos, entre los cuales llevaba uno para entregar al general Goyeneche, que entónces mandaba las tropas del Perú, que con particular cuidado se habia puesto segun la órden que al efecto me dió Su Alteza Real, como aparece de la siguiente carta :

« Présas, las cartas las quiero yo todas mañana, para des- » pachar á Cortés y á Cerdan, despues de mañana, así como las » dos cartas para ellos, y tambien la de Abascal, para que ellos » la lleven : la de Goyeneche que vaya bien tocadita, y al mis- » mo tiempo agradecida para el buen éxito de nuestro negocio : » y las de ellos que sean honrosas y obligantes, y prometién- » doles que yo siempre he de mirarlos como que fueron los pri- » meros Españoles que vinieron aquí y como ellos merecen, etc., » y mándame los nombres, porque yo no los sé, y su puesto, » si son capitanes, ó tenientes, para ponerles el sobrescrito. »

» Los principales de estos pliegos los habia llevado ya el Ingles don Federico Donling, sobrecargo de la fragata mercante el *Higuinson Senior*, que seguia su viaje al puerto del Callao de Lima, á quien se le dió el título de correo de gabinete de Su Alteza Real para desempeñar esta comision, y la de llevar otro pliego para la real audiencia de Chile (1), cuya respuesta fué la siguiente :

(1) No hemos podido obtener copia de la circular de la princesa á las diferentes personas aludidas.

DOCUMENTOS.

1809.

Contestacion de la junta de Chile.

« Señora, la carta de Vuestra Alteza de 11 de mayo, que acaba de recibir esta audiencia, obliga al mas humilde reconocimiento por las afectuosas expresiones con que se digna Vuestra Alteza honrarla.

» Sus ministros han leido con el mas profundo sentimiento de su corazon la copia que tuvo la bondad Vuestra Alteza de incluirle de las instrucciones dadas al Ingles Parocin por el Dr. Saturnino Rodríguez Peña, cuya memoria desearian se borrase de la de los hombres, para que no quedase la del mas sacrílego intento, cual es el de una conjuracion con objeto de independencia y nuevo gobierno.

Expresion de fidelidad á Fernando.

» Tanto es el amor y fidelidad que manifiestan todos los habitantes de este reino á su mas digno soberano el señor don Fernando VII, que no puede darse intriga ni seduccion capaz de desviar un momento la resolucion de sacrificar sus vidas en su obsequio. Vuestra Alteza dígnese de creerlo así, y que esta audiencia será incesante en fomentar cuanto esté de su parte tan justos y obligatorios sentimientos.

» ¡ Ojalá tuviese arbitrios Vuestra Alteza de comunicarlos á nuestro idolatrado monarca, su mas caro hermano el señor don Fernando VII, no para inclinarlo á recompensa alguna, que no apetece esta audiencia, sino únicamente para que la noticia de su lealtad y amor, y de estos sus mas obedientes vasallos, consolase de algun modo las amarguras que le hace sufrir la mas infame de las perfidias !

» Quiera el Cielo acabar de castigarla condignamente, y restituir á su merecido solio al rey mas amado de sus vasallos, para que así Vuestra Alteza y familia real consigan la alegría que con tanta razon anhela, y la monarquía toda su mayor fortuna.

» Estos son, Señora, los votos continuos y sinceros que envia al Cielo esta audiencia, unidos al de la prosperidad y dilatacion de la preciosa vida de Vuestra Alteza por muchos años. — San-

1809.

tiago de Chile, agosto 14 de 1809. — Señora, á los R. P. de V. A. Sma. : José de Santiago Concha. — Juan Rodríguez Ballestéros. — José Santiago de Aldunate. — Manuel de Irigóyen. — Félix Francisco Baso y Berri. — Á la Sma. Sra. Da. Carlota Joaquina de Borbon, infanta de España y princesa del Brasil (1). »

El virey de Buenos Aires Don Santiago Liniers, en cumplimiento de la ley, hace relacion de las materias mas graves ocurridas en el tiempo de su gobierno (2).

SEÑOR,

Acabo de saber que mi sucesor ha llegado á Montevideo, y en medio de las muchas ocupaciones que me rodean para entregarle prontamente el mando, voy á desempeñar lo mejor que pueda la relacion que debo dirigir á Vuestra Majestad en cumplimiento de lo que dispone la ley XXIII, tit. XIV, lib. III de estos dominios.

Referencia á la ocupacion de Buenos Aires por los Ingleses.

Cuando en 27 de junio de 1806 se apoderaron los Ingleses de esta capital, me hallaba yo en la ensenada de Barragan, comisionado por el virey marques de Sobremonte : reconociendo que este súbito acontecimiento habia ocasionado en los espíritus el último desaliento, y que este golpe, al parecer decisivo, podia producir las mas ruinosas consecuencias á toda esta América, me determiné, ántes que los infortunios del Estado se propagasen mas, á acercarme á esta ciudad con el fin de examinar las fuerzas de los enemigos, su disciplina y método de servicio. Hice con vista de todo mis combinaciones, y el resultado de ellas me aseguraba la probabilidad de la reconquista, siempre que encontrase gentes esforzadas que voluntariamente qui-

(1) *Memorias secretas* de la princesa del Brasil, Doña Carlota Joaquina de Borbon.

(2) Tomado de la *Biblioteca del Comercio del Plata*, por el señor Don ANDRES LAMAS, página 142.

1809.

siesen seguirme á la grande empresa de recuperar á Vuestra Majestad este baluarte del vireinato. Para esto era preciso correr el riesgo de aventurar mis pensamientos en medio de los enemigos, valiéndome de algunos sugetos á quienes era forzoso comunicarlos y desplegarles completamente mis ideas, manifestándoles la situacion desesperada de los negocios, la esclavitud vergonzosa en que todos iban á quedar envueltos, y la facilidad con que podrian salvar sus propiedades y libertad, si, considerándose de que eran Españoles, me seguian con sigilo y firmeza; y que ademas de esto tendrian la gloria de inmortalizar sus nombres en la metrópoli, y en toda la Europa, cuyas resultas serian las mas generosas recompensas de Vuestra Majestad.

Partida de Liniers á Montevideo.

Dado este primer impulso, me dirigí á Montevideo, en donde traté de fortificar los mismos pensamientos, facilitando por cuantos medios me fueron posibles el buen éxito de la empresa. Y en una junta de guerra que congregó el gobierno, se me confió el mando de la expedicion con los pocos auxilios que pudieron franquearme en circunstancias de estar amenazada aquella plaza de ser atacada por nuevas fuerzas, que aseguraban venian contra ella.

Dificultades que venció en el tránsito.

Emprendí mi marcha, venciendo dificultades que no es necesario referir, y pasado sobre un temporal este Rio de la Plata con buques menores. Á la vista de las fuerzas navales de los enemigos hice mi desembarco; y dirigiéndome á Buenos Aires, encontré en la marcha muchos fieles vasallos de Vuestra Majestad, que persuadidos de mis promesas se me incorporaron. Esta satisfaccion vino mezclada con el amargo disgusto de saber que otros, mal aconsejados ó seducidos por el enemigo, habian concebido planes de independencia, oponiéndose á mis operaciones militares segun lo representé á Vuestra Majestad por la via reservada de la guerra en 17 de abril último, nº 22.

Su marcha rápida sobre la capital.

Este incidente, que ya no me dejaba duda de que los enemigos hubiesen descubierto mi proyecto, hizo que me avanzase rápidamente sobre la capital, variando mi plan de ataque, convirtiéndolo en un golpe de mano, que me salió perfectamente

1809.

bien el dia 12 de agosto del citado año, teniendo la satisfaccion de que el enemigo se rindiese á discrecion.

Derrota de 14 mil Ingleses. Entrega de Montevideo.

Este triunfo no me dejó ni un momento de tranquilidad. Yo creí haber hecho lo que debia por la gloria de Vuestra Majestad y por mi propio honor. Mas las violentas circunstancias en que se hallaban estos países, amenazados de una nueva invasion, me hicieron redoblar la vigilancia, dedicándome á formar con los paisanos una fuerza armada á fin de contener las tentativas que armaban los enemigos de que recibian aquí frecuentes noticias: en cuya crísis, y para animar los espíritus, les hice ver el riesgo que corrian si no se preparaban con vigor á defender sus vidas, propiedades y estas provincias de Vuestra Majestad. Para disciplinarlas con la rapidez que exigian unas circunstancias tan peligrosas, fué preciso trabajar dia y noche, teniendo yo que ser á un tiempo sarjento, ayudante y general, y cuando los tuve ejercitados en los movimientos y maniobras, apareció, á principios de julio del año de 1807, el armamento mas formidable que ha visto la América, desembarcando y atacando á esta ciudad sobre catorce mil hombres; los cuales, despues que fueron completamente derrotados, se reembarcaron con las reliquias del ejército, entregándome de mas á mas por la capitulacion que les dicté la plaza de Montevideo de que se habian apoderado.

Feliz oportunidad de esos triunfos.

Estos dos felices acontecimientos tan gloriosos á las armas de Vuestra Majestad aseguraron estos establecimientos, porque si á las fuerzas de los generales Berresford y Whitelock, se hubiesen reunido las que proyectaba mandar el gobierno ingles ántes de estas derrotas, se hubiera visto esta capital oprimida por 25 ó 30,000 combatientes, cuyo desalojo hubiera sido muy difícil, por no decir imposible, á una distancia ultramarina tan lejana de la metrópoli; y la mayor parte de esta América estaria probablemente en el dia bajo la dominacion inglesa; siguiéndose de aquí, á mas de los males que se dejan inferir, los embarazos y trabas que este acaecimiento hubiera puesto á nuestras actuales relaciones políticas con aquella nacion.

Desempeñados estos grandes objetos con el zelo y firmeza

1809

Primeros manejos para una conspiracion.

con que he tenido la honra de caracterizar siempre el amor que profeso á Vuestra Majestad, solo traté de pedir efectivamente, en representacion de 4 de agosto del mismo año, se me exonerase del mando; y en el entretanto que aguardaba favorables resultas, Don Javier Elío, á quien la falta de oficiales veteranos obligó á confiarle interinamente el gobierno de Montevideo, dominado por una loca ambicion de mando, fué el que concertando sus ideas con algunos facciosos de aquí, y con los Portugueses, tiró las primeras líneas de una horrible conspiracion, persuadido que el equilibrio de los negocios de España no podria mantenerse. Para sorprender, aparentaban unos y otros que dormian, pero su sueño era la calma de los volcanes. No vomitaron de pronto el torrente ni las llamas, pero los fuegos subterráneos serpenteaban trabajando nuevas salidas y preparando terribles sacudimientos.

Souza Coutinho declarado jefe de ella.

En efecto, el ministro de la guerra y de relaciones extranjeras Don Rodrigo de Souza Coutinho, cuando creyó que España estaba perdida, se declaró jefe de una revolucion contra estas provincias, dirigiendo al cabildo de esta ciudad una carta subversiva, capaz de haber ocasionado un incendio general, si algunas medidas felizmente combinadas no hubiesen contenido el fuego de una insurreccion tramada con el mayor artificio y cautela, porque al mismo tiempo que aquel ministro daba impulso á sus miras insidiosas, intentó descuidarme por medio de una negociacion pacífica, dirigiéndome un enviado en nombre de su amo, el príncipe regente de Portugal, el cual manifestó muy luego que su conducta era mas propia de un espía que de un negociador. Despues que concitó el ánimo del gobernador de Montevideo y de algunos adictos á sus ideas, seduciéndolos contra el jefe superior de estos dominios, se retiró precipitadamente de aquella plaza, remitiéndome un oficio atrevido en que me pedia entregase á su amo nada ménos que la Banda Septentrional de este Rio de la Plata.

Espía del Portugal, con el título de enviado.

Sus planes.

Los planes del enviado portugues coincidian perfectamente bien con los que habia concebido el gobernador Elío, y el cabildo de Montevideo, estrechamente unido con él, y aparentando las

1809.

mismas perversas ideas de aquel, se desataron en injurias y calumnias contra mi representacion y carácter, tomando por pretexto para confirmar el pérfido proyecto de independencia que habian tratado, el haber yo nacido Frances, como si de mis tiernos años no me hubiese recibido España por hijo suyo, y como si en 35 años de servicio no hubiese señalado, tanto en acciones militares, como en reiterados encargos y comisiones, mi zelo, honor y fidelidad, cuya verdad acababan de verla confirmada en las dos veces que tuve la honra de reconquistar y defender estos dominios de Vuestra Majestad, siendo estos dos recientes acontecimientos los que inflamaron la envidia mas ciega y vergonzosa de todas las pasiones.

El gobernador Elío propaga el espíritu de insubordinacion

En fin, Elío y sus secuaces formaron una junta tumultuaria: intenté disolverla por sus perniciosas consecuencias; no se me obedeció: seguidamente hacen lo mismo con las reales provisiones de la audiencia declarándose completamente independientes. No contentos con estos enormes excesos, difunden papeles sediciosos por las provincias para propagar el espíritu de insubordinacion, y hacer el desórden general á fin de confundir sus delitos con la multitud. Hasta las cartas llenas de una insolente fiereza que Elío me escribia, como tambien á otros ministros y al reverendo obispo, en donde apuraba el idioma de la grosería y de la indecencia, las publicaba escandalosamente para que el contagio corriese con la rapidez de un rayo. Él hizo cuanto pudo por poner en insurreccion estas provincias, y hubiera logrado sus pérfidos designios, sin la vigilancia con que ocurrí á contenerlos, y si la fidelidad de estos remotos vasallos de Vuestra Majestad no hubiese observado una conducta honrada y llena de lealtad.

Conducta de Liniers respecto á este.

Manejos del ministro Souza.

El ministro Souza, tomando por instrumento á la Sra. infanta Da. Carlota y al Sr. infante D. Pedro, inundó el vireinato con cartas y manifiestos impresos, alegando en ellos derecho de estos dominios, indicando al mismo tiempo actos de soberanía los mas completos y decisivos. La fermentacion que estos papeles ocasionaron en el público, solo yo lo sé, por los malos ratos que pasé. Hice las mas rigorosas reclamaciones á la corte del Janéiro

1809.

contra la conducta insidiosa de su ministro, sosteniendo debidamente que aquí no habia mas autoridad que la que Vuestra Majestad habia depositado en su junta central, soberana de estos dominios.

Conducta de Liniers.

Con la tranquilidad y firmeza que son propias de mi carácter, dí la energía necesaria á estos saludables principios, sin tener mas fuerzas que las de la opinion. y las que podia sacar de unos cuerpos patrióticos voluntarios, con quienes á veces era preciso contemporizar porque una exacta disciplina los hubiera disuelto ó dispersado, cuyas malas consecuencias no era fácil determinarlas en aquellas circunstancias críticas, no quedándome mas recurso para hacer frente á tantas dificultades que el de ganar tiempo, en tanto que Vuestra Majestad me remitia sus reales órdenes, y se dignaba nombrar, como lo pedí con repeticion, un ministro público que residiese en aquella corte para sostener los intereses y negocios de España en una crísis tan violenta, de la que salí con felicidad.

La sedicion estalló el 1º de enero.

El espíritu de sedicion que estos y otros terribles acontecimientos habian inspirado en el público, hizo su explosion en esta capital el dia 1º de este año, manifestándose una insurreccion sostenida por algunos revoltosos de aquí, que marchaban de acuerdo con los de Montevideo, la cual tenia por objeto la ruina de la presente constitucion. En este fatal momento estuvo para zozobrar el bajel del Estado; y creo que nunca he servido á Vuestra Majestad con tanto zelo y fortuna como en aquel dia para siempre memorable, en el cual puedo lisonjearme que salvé la tercera vez estos dominios de Vuestra Majestad, que marchaban rápidamente á su ruina.

Referencia de Liniers á ciertos informes anteriores.

Yo no debo molestar la real atencion de Vuestra Majestad dando mas amplitud á esta relacion, porque lo que llevo representado y una multitud de crimenes que han escandalizado esta América, y hubieran infaliblemente trastornado las bases sagradas del glorioso gobierno de Vuestra Majestad, si la proteccion visible del Cielo no me hubiera puesto en estado de superar las terribles dificultades que están demostradas en los informes y documentos que dirigí á Vuestra Majestad por la via reservada

1809.

de la guerra en 21 y 30 de enero, 17 de abril, y 4 de mayo de este año, números 1, 2, 3, 19, 22, 23 y 24.

Pérfidos proyectos contra las autoridades de Su Majestad.

Aun cuando estas pruebas justificativas no evidenciasen de un modo concluyente que los revoltosos de Montevideo caminaban de acuerdo con los de aquí, el horrible atentado del gobernador Elío en haber forzado con las armas en la mano el establecimiento del Rio Negro, en la costa Patagónica, atropellando al pabellon de Vuestra Majestad hasta sacar allí á viva fuerza á los cinco capitulares, que fueron confinados por el real acuerdo, de resultas de la inquietud popular del citado dia 1° de este año, es un hecho demasiado decisivo que no deja la menor duda de los pérfidos proyectos concebidos por estos facciosos contra las autoridades de Vuestra Majestad, de que dí cuenta instruida por la misma via reservada en 15 de abril último, n° 21.

Intrigas y manejos.

No contentos con una cadena tan monstruosa é inaudita de atentados, se propusieron abrir nuevas brechas al servicio de Vuestra Majestad, pues cuando yo estaba ocupado en juntar caudales para socorrer á la metrópoli, en unas circunstancias tan urgentes, animando el espíritu público por medio de proclamas y otros expedientes que facilitasen donativos, y al comercio sus remesas á Cadiz, difundieron papeles sediciosos para impedir el arribo de los situados que debian venir del Perú, llegando la audacia y desenfreno hasta el extremo de intentar seducir abiertamente al gobernador intendente de Potosí, para que no mandase caudales á esta capital y que los dirigiese directamente á Montevideo, aunque fuese valiéndose de buques ingleses, como se manifiesta en el informe instruido que remití á Vuestra Majestad por la mencionada via reservada en 13 de junio anterior, número 43.

Seduccion del comandante de una fragata.

Ya por este tiempo habian corrompido al comandante de la fragata de Vuestra Majestad *La Prueba*, hombre de poco talento, que estando en el puerto de Maldonado para recibir un donativo de 174,000 pesos, y los caudales del comercio, desobedeció mis órdenes, y se trasladó con el buque á Montevideo, á unirse con los conjurados, de cuyo atentado dí cuenta á Vuestra Majestad por la via reservada de la guerra en 6 de mayo

1809. y 19 de junio y por la de marina en 19 de abril, número 18.

Paralizados de este modo por los revoltosos todos los caminos para conducir los caudales á la Península, no me quedó mas recurso para ocurrir á las urgentes y extraordinarias atenciones de la nacion, que armar un bergantin para verificar con él la expresada conduccion, y cuando ya estaban los caudales á bordo con mi hijo mayor, único que tengo en estado de llevar las armas, que lo mandaba para que sirviese á Vuestra Majestad, el dia mismo en que debia hacerse á la vela, apareció la noticia de estar mi sucesor en Montevideo, con cuyo motivo todo lo he suspendido por considerar que este nuevo jefe podrá tal vez en la fragata que le ha conducido, ó en *La Prueba*, asegurar la remision de caudales mucho mejor que en el bergantin, de cuyos incidentes ya he dado cuenta á Vuestra Majestad por la misma via de la guerra en 19 de junio antecedente.

La rapidez con que escribo, teniendo al mismo tiempo que arreglar una multitud de cosas, porque estoy esperando á mi sucesor de un instante á otro, no sé si me habrá permitido seguir exactamente el órden de los asuntos; los cuales, por cualquier parte que se examinen, harán ver prontamente que la América no ha conocido una época tan tempestuosa como la mia, atacada siempre por enemigos exteriores é interiores, habiendo conseguido al fin superar tanto cúmulo de peligros y dificultades para tener la honra de entregar pacíficamente el mando de estos dominios al digno sucesor que Vuestra Majestad me ha señalado.

Ocurrencias de Chárcas.

Aun me queda que hacer una breve observacion y es relativa á las ocurrencias de Chárcas, de que dí cuenta á Vuestra Majestad por la via reservada de la guerra en 8 de mayo y 28 de junio de este año, números 46 y 51, cuyos atentados y escandalosos acontecimientos suscitados y sugeridos por el mal ejemplo de Montevideo, exigen de necesidad un pronto y eficaz remedio, lo que manifestaré á mi sucesor en la primera sesion que tenga con él.

En el entretanto, debo por último representar á Vuestra Majestad que despues de haber tenido la satisfaccion de conservarle

1809.

estos dominios, viviendo mucho tiempo en la inquietud, siendo el objeto de repetidos huracanes, voy á la campaña para dirigir mi contemplacion á lo que mas me interesa, que es el principio y fin de mi destino, separando de mi espíritu las vanas ideas de gloria que tal vez mañana para siempre no dejan á la posteridad mas objeto que el que ofrecen unas cenizas frias y despreciables.

Anuncia Liniers que se retira al campo.

Así pienso acabar los pocos años que me restan de vida, rogando al Omnipotente conserve á Vuestra Majestad en el mayor esplendor, que se declare su protector y lo haga formidable á sus enemigos.

Id.

Para esta determinacion he tenido presente que estoy cargado de familia, con nueve hijos, en edad avanzada, y que si Vuestra Majestad no hubiera tenido la generosa bondad de señalarme la pension anual de cien mil reales en estas cajas, me veria en el dia sin medios para subsistir con alguna decencia; y que al fin siendo mi corazon español, porque no tengo ni he conocido otra nacion desde mis tiernos años, tengo la desgracia de haber nacido Frances, sin embargo de que mi vida ha sido una serie no interrumpida de acontecimientos que acreditan mi honor y fidelidad. Solo Dios, que desde lo alto de los cielos mira la rectitud de los corazones, puede saber lo que soy, las malas noches que he pasado y la firmeza con que en cumplimiento de sus divinas leyes he desempeñado las obligaciones sagradas de mi honor y conciencia.

Particularidades personales.

Yo renuncié mi mando en tiempo que no podia prever fuese objeto de tantos disgustos y turbaciones, y por lo mismo debo en el dia repetir las mas reverentes gracias á Vuestra Majestad porque se ha dignado exonerarme de un peso muy superior á mis débiles fuerzas, sin aspirar á otra cosa que á vivir en el retiro, léjos del tumulto del mundo y de los negocios, pues para ser feliz me basta la generosidad con que vuestra real munificencia me ha premiado.

Se manifiesta muy gustoso por dejar el mando.

Por otra parte, la situacion de la nacion exigia imperiosamente que en unos establecimientos tan distantes como estos se hiciesen públicas exposiciones de la perfidia y detestables designios

1809.

Publicacion de cinco documentos.

con que Napoleon se habia manejado con Vuestra Majestad, y esto no podia tener todo su efecto sino por medio de proclamas y manifiestos, que, dados á la prensa, corriesen por todas partes á borrar las contrarias impresiones de un monitor y de otros escritores venales y corrompidos. Y en medio de las agitaciones en que siempre ha estado sumergido mi espíritu, no perdí de vista esta parte esencial de mis obligaciones, publicando, entre otros papeles, los cinco adjuntos que tengo la honra de pasar á las reales manos de Vuestra Majestad, omitiendo otros que igualmente se han dado á la prensa bajo mi proteccion, los cuales corren insertos en varias gacetas de Europa, siendo unos públicos testimonios que deponen contra la calumnia, y unas nuevas pruebas y las mas positivas de que la fuerza de la preocupacion y del engaño, de que comunmente adolece el vulgo poco instruido, hace inútil mi presencia en la Península, y á mí embarazosa en la presente crísis, quedándome el consuelo de que los correos de febrero y mayo último habrán ya demostrado hasta la evidencia cuáles son los criados fieles de Vuestra Majestad, á cuya soberana clemencia debo suplicar se digne mandar publicar el resultado de las verdades incontestables que condujeron los citados correos, para que la nacion se entere de la pureza y rectitud de mi conducta, y de la iniquidad con que se han manejado mis enemigos.

Dice Liniers que aguardará en Mendoza las órdenes de Su Majestad.

Mas si todo esto no fuese del real agrado de Vuestra Majestad, en la ciudad de Mendoza, á 300 leguas de esta capital, aguardaré sus reales órdenes para acreditar con mi ciega obediencia que no tengo mas voluntad que la de Vuestra Majestad, por cuya importante y preciosa vida no cesaré de rogar á Dios para que la conserve felices y dilatados años.

Buenos Aires, 10 de julio de 1809.

SANTIAGO LINIERS.

Comunicacion de D. Santiago Liniers al rey, en que le da cuenta de los incidentes ocurridos con motivo de la entrega del mando del vireinato de Buenos Aires á su sucesor D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros.

1809.

(Ms. de la biblioteca de Buenos Aires.)

SEÑOR,

Preámbulo.

Un vasallo fiel, que jamas ha temido á los enemigos de Vuestra Majestad, debe ser muy superior á las tramas y artificios que suscitan en la oscuridad el dolo y la mala fe; pero no debe observar con indiferencia los tiros que se dirigen contra su reputacion y la felicidad del Estado, por cuya seguridad y conservacion, en esta parte del mundo, he trabajado con el honor y celo que todos saben. La misma firmeza que he empleado en el servicio de Vuestra Majestad, me servirá de guia para hablar ahora el lenguaje respetuoso de la verdad.

Su satisfaccion por la llegada del sucesor.

Cuando recibí la noticia de que habia arribado á Montevideo el teniente general D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros para sucederme en este mando, reconocí en este suelo el completo de mi felicidad, porque Vuestra Majestad se habia dignado concederme lo que yo habia pedido con repeticion, conociendo que las vastas atenciones del vireinato eran muy superiores á mis fuerzas, ya debilitadas con una serie de trabajos, que en treinta y cinco años no me han dejado ni un momento de sosiego. Ya me consideraba en las delicias de un retiro honroso, despues de haber corrido con fortuna una larga borrasca, en la cual estuve mas de una vez para zozobrar en estos dominios de Vuestra Majestad; pero la Providencia, que por sus altos designios deja á veces sin efecto las mejores combinaciones del hombre, me habia preparado un nuevo ensayo de penalidades y sufrimientos.

El nuevo jefe se recibió en la Colonia.

Toda esta América tenia sus ojos fijos sobre los insurgentes de Montevideo, esperando el castigo de sus horribles excesos; muy á los pocos dias que llegó mi sucesor se esparció la noticia de que Vuestra Majestad se habia dignado aprobar las opera-

1809.

ciones de la junta, y premiado á su presidente D. Francisco Javier de Elío con la subinspeccion de este vireinato. Los que obtuvieron este triunfo y sus partidarios conocian que debia ser pasajero, porque la alegría de los malos es de corta duracion, y porque los delitos los acusaban en el fondo de su corazon. Para sostener una posicion tan desesperada, popularizaron ideas malignas y las mas funestas contra esta ciudad, divulgaron que en ella no tendrá seguridad el nuevo jefe. Este no tuvo por conveniente venir aquí, y determinó recibirse en la Colonia del Sacramento, segun lo advertirá Vuestra Majestad en la copia número 1° del cuaderno de documentos que tengo la honra de dirigir á sus reales manos.

Sobre un plan contra Buenos Aires.

Este plan tenia contra sí el órden establecido por las leyes: pues hasta las instrucciones que están en la mencionada copia, no podian tener efecto sin que mi sucesor me las manifestase primero, segun el tenor de la ley XXIII, tít. III, lib. III, de estos dominios.

Envío del gobernador Don V. Nieto á Montevideo.

Consultando el mejor servicio de Vuestra Majestad y los deseos que tenia de entregar el mando pacíficamente, me hicieron pasar por encima de estas dificultades y convenir prontamente en los medios extraordinarios que propuso mi sucesor: quien luego que se recibió del vireinato mandó á esta capital al nuevo gobernador de Montevideo D. Vicente Nieto, con el mando militar y político, á quien ordenó restableciese los cuerpos de las tropas urbanas que yo habia suprimido por la parte que tuvieron en el alboroto popular acaecido en esta capital el dia 1° de este año, y pusiese en libertad á los reos que por conspiradores y cómplices de la misma sedicion están procesados, sin haberse acabado el juicio : medidas que indicaban á la consideracion pública, que los delincuentes habian obtenido un triunfo completo.

Comandancia de marina.

Al mismo tiempo se hizo cargo en Montevideo, sin mi noticia, de la comandancia general de marina el capitan de navío D. José M. de Salazar: y aunque yo estaba sirviendo este empleo interinamente, no me dió parte, ni me escribió ni una mera carta de atencion, con censurable transgresion de sus reales ordenanzas.

Todo esto, y el haberse mandado que los comandantes que

1809.

Circunstancia que produjo consternacion en los ánimos.

habian desplegado su energía el citado dia 1°, sosteniendo con celo y honor los intereses de Vuestra Majestad, se presentasen prontamente en la Colonia del Sacramento, produjo la mayor consternacion en los ánimos, pues notaban que se desconfiaba de una ciudad que habia dado tantas pruebas de su fidelidad, derramando su sangre con repeticion por defender y conservar estos dominios de Vuestra Majestad; siendo ella la que contuvo el huracan del mal ejemplo de Montevideo, y que su desolacion arruinase las provincias internas del vireinato.

Empleo de los medios de persuasion para tranquilizar los espíritus.

El fuego de la discordia, sostenido por una crítica inquieta, queria propagarse, y para contener sus terribles consecuencias (aunque ya habia expedido la circular del núm. 2 acreditando, como era justo, las virtudes y demas recomendables circunstancias de mi sucesor, y los saludables fines que la bondad de Vuestra Majestad se habia propuesto en su nombramiento), empleé todos los medios de persuasion para tranquilizar los espíritus, asegurando á todos lo bien puestos que estaban en el real ánimo de Vuestra Majestad, y que lo estarian mucho mas con el arribo de los correos que navegaron de aquí para la metrópoli por febrero y mayo. Para dar mas peso á la confianza pública, escribí con repeticion á mi sucesor para que prontamente se viniese á esta capital sin recelo alguno, haciendo lo mismo la real audiencia, el reverendo obispo y los comandantes de los cuerpos.

Ineficacia de estas medidas.

Estas medidas no fueron suficientes á borrar las contrarias impresiones, pues mi sucesor se mantenia con un grueso destacamento mandado por el revoltoso Don Francisco Javier Viana (1), exigiendo que yo fuese á aquel destino, segun resulta de la copia núm. 3, 4 y 5. Este paso dejaba en completa nulidad las ideas que con estudio habia yo divulgado, manifestando á cuantos me trataban de este incidente, que mi sucesor conocia tan

(1) En una nota marginal del documento se lee lo siguiente:
« Este es el que insultó con las armas en la mano al pabellon de Vuestra » Majestad en el establecimiento de la costa de Patagonia, como resulta » del informe que dirigí por la via reservada de la guerra, en 15 de abril » último, nº 21. »

1809.

bien como yo las virtudes de este pueblo, que él hacía tanta ó mas confianza que yo de esta benemérita ciudad.

Circunstancia que hacía mas desesperada la situacion.

Por otra parte, el estado de fermentacion en que se hallaban los espíritus con estas novedades ponderadas por el flujo y reflujo de especies y noticias que divulgaban los enemigos de la tranquilidad pública, que solo deseaban comprometer el honor de esta ciudad con algun alboroto ó suceso ruidoso, para no hacer tan pesadas las cadenas que arrastran sus delitos, hacia mas desesperada la situacion de los negocios: y aunque yo estaba ya sin carácter público, no estaba libre de las obligaciones con que he nacido, de mirar siempre por el mejor servicio de Vuestra Majestad. Animado por un principio tan sagrado, desplegué mis ideas á mi sucesor con la franqueza que es propia de mi carácter, en las cartas que con sus contestaciones están señaladas en el citado cuaderno con los números 6, 7, 8, 9, 10 y 11, en lo que no tuve reparo por la difícil posicion en que me hallaba, y porque deseaba hacer á Vuestra Majestad en el silencio este servicio, que algun dia será numerado entre los mas distinguidos que he tenido la honra de hacer en obsequio del Estado. Observando que persistia en mi traslacion á la Colonia, y que su presencia en esta capital daria un tono decisivo á la confianza pública, evitando que esta máquina política perdiese su equilibrio, deshaciéndose en astillas, ocurrí de nuevo á las vias de persuasion, haciendo entender á estas gentes el buen concepto que debian al nuevo jefe, con cuya proteccion podian contar con seguridad; y cuando las tuve bien radicadas en este pensamiento, á las 4 de la mañana del dia 26 de julio anterior me dirigí á la Colonia, en donde hablamos con la franqueza y libertad de dos compañeros de armas; y desde luego le hice ver con pruebas claras y sencillas que los de Montevideo solo conspiraban á sugerir ideas siniestras para arruinar el Estado y hacer desgraciado su gobierno, y que todo estaba reparado en un momento con presentarse en esta capital. Tuve la fortuna de convencerlo, y de que el éxito calificase mi modo de pensar, pues fué recibido con obsequio y aclamaciones públicas, apagándose la hoguera que intentaron inflamar los de Montevideo y sus facciosos.

Nuevo ensayo de las vias de persuasion.

1809.

Indicacion de pronta traslacion á la metrópoli.

Pero ántes de este feliz acontecimiento, que me puso en el mayor cuidado, cuando ménos debia esperarlo, me ví reconvenido con el oficio nº 12, en donde insertando la real órden de 13 de abril último, se me indicaba mi pronta traslacion á la metrópoli.

Contestacion; publicacion de estos documentos.

Como en la relacion que en cumplimiento de la ley XXXII, tít. XIV, libro III, remití á Vuestra Majestad el 10 de julio antecedente, habia representado los justos y sólidos fundamentos que me asistian para vivir en el tranquilo retiro que me proporcionaba Mendoza, á 300 leguas de esta capital, y que allí aguardaria las reales órdenes de Vuestra Majestad para seguir la suerte que fuese del soberano agrado, cuyas resultas no podian ménos de ser favorables, examinando mi desgraciada situacion, contesté esto mismo en el oficio nº 13, manifestando tambien que despues de haber tenido la honra de hacer á Vuestra Majestad unos servicios que me han distinguido en su real ánimo, sería sensible y poco decoroso á mi reputacion y fidelidad salir de aquí con tanta precipitacion, mucho mas cuando era público que las anticipadas calumnias y falsas acusaciones de mis enemigos me habian indispuesto, y hecho sospechosa mi conducta con la nacion, la que, aunque justamente irritada contra el nombre frances, ignoraba que mis servicios habian demostrado de mil modos que mi corazon ha sido y será siempre español, por mas que la envidia y la emulacion se empeñen en amontonar injusticias sobre injusticias. Y por esto fué que en el citado papel de julio supliqué á Vuestra Majestad se dignára mandar publicar el resultado de los correos que por febrero y mayo último dirigí á sus reales manos, porque ellos condujeron las pruebas mas calificadas y perentorias de que nadie puede excederme en honor, celo y fidelidad; y que á los ojos de la sana filosofía brilla mas un hombre honrado que la malignidad con su triunfo pasagero.

Nueva representacion

Aunque en el oficio número 14 reconoce mi sucesor la solidez de mis reflexiones, insistió sin embargo en mi ida á la Península, por lo que fué preciso representar de nuevo en el del número 15, que familiarizados mis enemigos con las ideas mas

1809. criminales habian malignamente sugerido el concepto mas horroroso contra mi persona y fidelidad, haciendo declinar mi mérito y servicios á un grado de abatimiento y desprecio, que haciendo dudosa la lealtad mas pura é intachable, ha irritado el ánimo de la nacion contra mí: en cuya crisis no podria ménos de ocurrir al sagrado de las leyes, las cuales han dispuesto sábiamente para estos casos se suspenda el cumplimiento de las soberanas resoluciones, hasta que bien informado el real ánimo determine lo que estime justo. Que las piadosas intenciones de Vuestra Majestad no podian ser el sacrificio de un vasallo que tanto le ha servido, ni que yo fuera víctima inocente del furor de un pueblo que no conoce la verdad, porque los malvados lo han prevenido injusta y dolosamente contra mi reputacion y buena conducta; siendo las mas atroces calumnias las que han paralizado momentáneamente las vias de la justicia, ganando por un golpe de sorpresa las presentes soberanas disposiciones con todos los vicios de subrepcion, para cuyo reparo y remedio tiene Vuestra Majestad cuerdamente establecidos los medios legales, á fin de que su clemencia no sea víctima de impostores atrevidos. Que en el entretanto serian garantidas mi fidelidad y procedimientos por veinte y cinco ó cincuenta vecinos de esta capital, de los mas pudientes y beneméritos, con uno ó dos millones de pesos, que aunque mis escasas facultades son notorias y lo son tambien las del real erario, para que en esta parte tampoco se toque impedimento alguno, ofrecí dejar el sueldo de mi grado, y mantenerme solo con la pension que Vuestra Majestad se dignó señalarme en estas reales cajas, hasta que, con vista de todo, tenga la bondad de resolver lo que sea de su soberano agrado.

Garantía.

Que si mi existencia en cualquiera parte del vireinato no fuese á propósito, esperaria fuera de él, en el que el virey estimase oportuno, las reales órdenes de Vuestra Majestad.

Residencia.

Y finalmente, que la dilatada familia que me rodea, que no tiene mas apoyo ni amparo que el que puede esperar de su desgraciado padre, sería tal vez envuelta con él en una tragedia: estando bien persuadido que la justicia de mis instancias en

En lo que afianzaba toda su tranquilidad.

nada la harian responsable, y yo, en medio de los sentimientos de horror que me atormentan, afianzaba toda mi tranquilidad y ninguna ambicion en una solicitud que ademas de estar fundada en principios autorizados por las leyes, creía ser debida á los servicios que he tenido la honra de hacer á Vuestra Majestad.

1809.

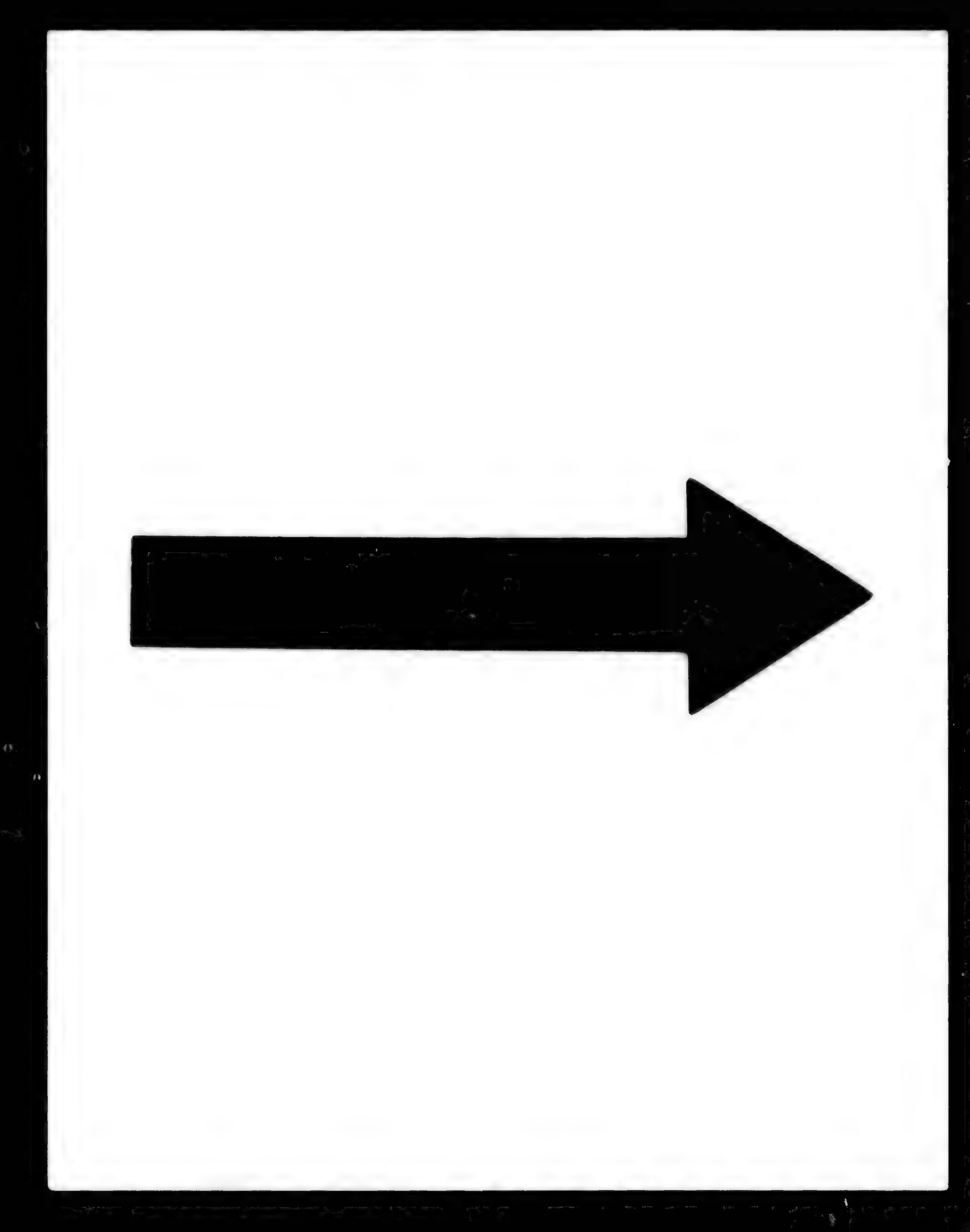
Planes de turbacion.

Seguidamente llegó á mis manos por una de aquellas que parecen casualidad, y son decretos del Eterno, el papel sanguinario del número 15, escrito por D. Javier de Elío á su confidente D. José de Guerra, que estaba en la Colonia del Sacramento, en donde manifiesta planes agresivos y de turbacion, en circunstancias de estar yo con el nuevo virey y demas autoridades combinando los medios de consolidar la confianza pública, desvaneciendo las malignas especies que habian suscitado contra esta ciudad para exaltar los ánimos y llamarlos á la inquietud; principio funesto con que se nutre y alimenta el pérfido corazon de Elío, cuyo genio revoltoso no ha cesado de promover la turbacion y el desórden, para ver si haciéndolo general confunde sus delitos. Este carácter peligroso está completamente demostrado en las pruebas instrumentales, que remití á Vuestra Majestad en los citados correos de febrero y mayo, cuyos originales y copias existentes en la secretaría de este vireinato las he recordado á mi sucesor, acompañándole el papel de Elío con el oficio reservado número 17, para que, enterado de todo, tome las medidas que sean mas convenientes al real servicio de Vuestra Majestad.

Sobre las medidas mas convenientes al real servicio.

Este es, Señor, el compendio del cáliz amargo que restaba que beber á un vasallo fiel de Vuestra Majestad, que tuvo la honra de entrar en el vireinato por la puerta difícil de la inmortalidad, haciendo que sus reales armas triunfasen de los enemigos del Estado, conservándole, con gloria y reputacion de su augusto nombre, estos remotos establecimientos, y despues de tantos sacrificios, aun se ha pretendido negar asilo á la virtud, oprimida por las calumnias que han promovido, no tanto mis enemigos como los de Vuestra Majestad. Mis principios fieles y constantes son demasiadamente conocidos, por lo que todos

Servicios meritorios



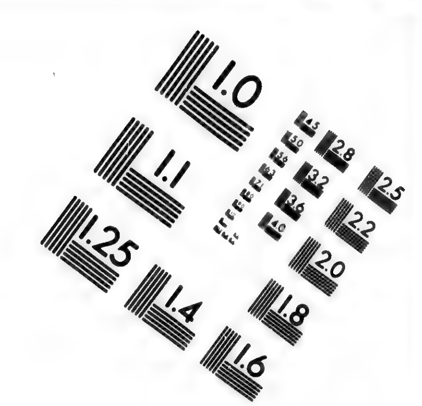
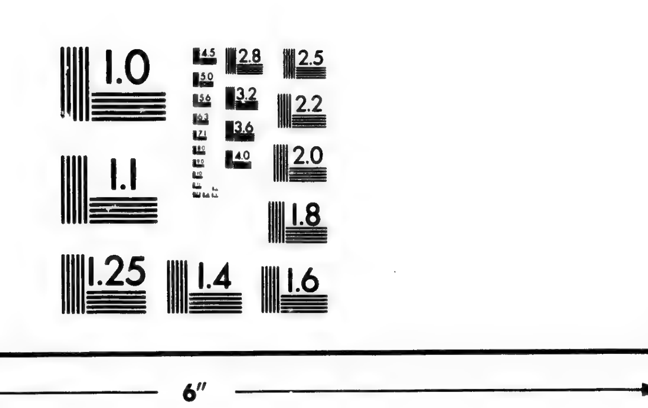


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"



1809.

han sido testigos de que siempre he trabajado por la gloria del Estado, lo que yo recuerdo con placer, olvidándome de los tormentos que en el momento padece mi espíritu, porque la virtud encuentra en sí misma una lisonjera recompensa que solo saben apreciarla los verdaderos hombres de bien.

Su conducta justificada por ciertas piezas justificativas.

Con las piezas justificadas que remití en los dichos correos de febrero y mayo (las que suplico á Vuestra Majestad mande al nuevo virey, y que triplico en el caso remoto que mi desgracia sea tal que se hayan perdido, porque yo pido en justicia que este grave negocio, en que tal vez se interesará Vuestra Majestad mas que yo, lo examine y ventile á la faz de la nacion y del mundo todo), me parece poder asegurar sin reparo, que mi conducta ha correspondido á los grandes sentimientos que debian dirigirme como hombre público. He sido un centinela fiel y vigilante para defender los intereses de Vuestra Majestad, y para sacrificar mi fortuna á los altos principios de honor que me han animado, y animarán hasta la tumba. He procurado que el nombre de Vuestra Majestad lo temiesen y respetasen sus enemigos, y que penetrase hasta los hogares mas pobres y humildes, para que sus vasallos lo bendijesen; por lo que creo tener algun derecho, despues de tantas persecuciones, para poder sostener con confianza, que una de las primeras reglas de mi conducta pública ha sido el amor á Vuestra Majestad y á los pueblos que se dignó confiarme.

Restablecimiento del órden.

He trabajado durante la tempestad: quiero decir, que los enemigos de Vuestra Majestad se habian conjurado para arrebatar estos distantes dominios, y despues que mis medidas triunfaron (á pesar de haberse creido que estaban calculadas sobre la temeridad), el interes personal tendió sus lazos, la envidia urdió su trama, la verdad fué sacrificada; y el que habia puesto toda su confianza en su honor y buena conducta, atreviéndose á descansar tranquilamente sobre la pureza de sus intenciones, ha reconocido que el celo y buena fe no han sido capaces de libertarlo del precipicio que la malignidad habia preparado.

¡ Terrible leccion para los criados de Vuestra Majestad! Ella

1809.
Apoyo y proteccion real.

envuelve por sus consecuencias los funestos efectos de la indiferencia por el servicio del Estado, dilatando el horizonte de los males públicos, cuya perniciosa influencia solo podria corregirse por un órden absolutamente inverso, esto es, por el apoyo y proteccion que deben esperar de Vuestra Majestad todos los que sirven bien; por el castigo y menosprecio que merecen aquellos espíritus débiles y corrompidos que intentan sorprender su real ánimo, ocasionando daños y perjuicios que no pueden calcularse. Una conducta tan detestable debilita la alta idea que todos deben tener de la bondad y justicia de Vuestra Majestad, cuya opinion santa es preciso sostenerla en estos remotos países, porque ella hace al hombre virtuoso, y pone un dique á los vicios y pasiones.

Nuestro Señor guarde y prospere la importante vida de Vuestra Majestad muchos y felices años.

Señor,
De Vuestra Majestad,
SANTIAGO LINIERS.

Buenos Aires, 5 de agosto de 1809.

CARTA DEL VIREY CISNÉROS.

Al señor D. Santiago Liniers.

Mi querido Liniers: me ha sorprendido tu confidencial del 17, al ver la resolucion terminante que has tomado contra mi órden y acuerdo de la real audiencia de no pasar de esa ciudad. ¿ Es posible que despues de haber yo procedido contigo concediendo á cuanto has querido, quebrantando las órdenes del rey, y exponiéndome á la crítica general, quieras ahora comprometerme nuevamente por particulares conveniencias que no son atendibles cuando média el real servicio? Y ¿ es posible tambien que te hayas olvidado tan pronto que todos los alborotos tienen

1809.

por orígen (aunque sea sin razon) el que no querian los mandases? No, amigo mio, ni yo puedo convenir en lo primero, ni admitir lo segundo : cuando me acuerdo que tu delicadeza me consultó, porque mi pasaporte te prevenia ir via recta á Mendoza, si podrias entrar en esa, y veo ahora tomar una resolucion que no puedes, te aseguro me lleno de confusion. Yo espero de tu honor y juicio evitarás cumpliendo lo mandado el que tome providencias para que sea obedecido como debo. Tengo dado cuenta á la corte de todo ; tengo dicho habias marchado para el destino que te señalé de Mendoza, y no es juego de muchachos. El público, que no ha criticado poco mi demasiada condescendencia, ¿ qué diria ahora cuando supiese no se cumplia lo mandado? Repito, Liniers, que al recibo de esta marches á tu destino, y de su ejecucion prevengo á ese gobernador me avise por extraordinario. Las cosas de Europa van cada dia mejor, como verás por el adjunto impreso. Te deseo completa salud con tus hijos, y recibiendo expresiones de mi mujer, como gustes manda á tu apasionado amigo y compañero. B. H. de C.

Excmo. Señor Don Santiago Liniers.

CONTESTACION DE LINIERS.

Excmo. Señor,

Contestacion de este.

Acabo de recibir la contestacion de Vuestra Excelencia á mi confidencial de 17 del corriente, en que me manifiesta hallar extraño que haya tomado la prudente determinacion de no acabarme de arruinar, abandonando mi familia, cumpliendo segun aparece mi destierro en Mendoza, por no disgustar á los facinerosos, quienes no contentos con haber evitado por mi separacion del mando el justo castigo á que sus delitos los hacian acreedores, quieren aun que se me asesine civilmente, ya que sus

infames manos no lo han podido ejecutar físicamente. Esas gentes que Vuestra Excelencia dice que no quieren que los mandase, son quienes miéntras yo hubiese sido en esa capital el representante del soberano y por consiguiente el mejor escudo del respeto debido á las leyes y á la soberanía, jamas hubiesen ostentado sus delitos, ni hubiera visto restituir las banderas que habian profanado, ni las armas de que habian abusado; pero la parte sana y no corrompida, tanto de los habitantes de esa capital como de todas las provincias del Rio de la Plata, sin exceptuar Montevideo, ménos su digno gobernador interino y algunos de sus partidarios, bendecian el mando de un jefe bajo el cual los enemigos de la patria han sido humillados, la virtud recompensada y el vicio perseguido aunque no castigado, de cuyo único cargo me confieso culpado. Vuestra Excelencia me reconviene de que contra la opinion general se ha comprometido en adherir á mi reclamacion contra las soberanas disposiciones de regresar yo á España en el tiempo en que, dudoso de si la nacion estaria desengañada de las preocupaciones en que la habian precipitado los malévolos contra mi lealtad, no queria exponerla á arrepentirse de haber sacrificado á uno de sus mas fieles miembros; pero en el dia, segun me avisa el Excmo. señor marques de Casa Irujo, ya no subsisten estos motivos. La junta soberana central ha reconocido mi inocencia, y veo renacer la esperanza de combatir de nuevo á los enemigos de la patria, y poder contribuir tal vez á hacerla triunfar de ellos; en cuyo concepto no espero mas que el pasaporte de Vuestra Excelencia para ponerme en marcha para la Península por la via que mas me acomode con solo mi hijo Luis, alférez de navío de la real armada, cuatro criados y los equipajes de mi indispensable uso, dejando en esta ciudad á mis hijos é hijas y cortos intereses bajo la custodia de mi yerno el teniente coronel Don Juan Bautista Perichon de Vandevilt, y bajo la proteccion de la Providencia, que aunque gran pecador nunca me ha desamparado: de esta manera queda Vuestra Excelencia libre de responsabilidad de infringir hácia mi persona las soberanas disposiciones, y yo con el cumplimiento de mi

1809.

1809. mas fervoroso deseo de dar á la nacion nuevas pruebas de mi fidelidad, amor y patriotismo.

Dios guarde, etc.

P. D. — Luego que reciba el pasaporte de Vuestra Excelencia, me dirigiré al puerto de Santa Fe, para desde allí conducirme en derechura al barco que me trasporte, sin pasar por esa capital, dando órden en esta ocasion á mi apoderado para que me facilite pasaje á bordo de cualquiera buque que se dirija á cualquier puerto de la Península ó de Inglaterra, para desde allí pasar á ella.



PROVINCIAS DEL RIO DE LA PLATA.

AÑO 1810.



PARTE HISTÓRICA (1).

1810.

Sociedad de los Siete. — Deplorable situacion de la Península. — Primeros pasos de la revolucion : deposicion del virey Cisnéros. — El pueblo impone al cabildo una junta gubernativa. — Primer ejército patriota en el Rio de la Plata : Ocampo, Balcarce, Viéytes, López. — Demostraciones hechas por el ejército. — Liniers se subleva en Córdoba : su fuga, toma y ejecucion con sus demas cómplices. — Observaciones sobre esta ejecucion. — Consecuencia de la ejecucion de la Cabeza del Tigre. — Medidas adoptadas por Nieto. — Suipacha cuartel general de las tropas realistas. — Los realistas evacuan á Jujuí. — Combate y retirada del general Balcarce en Cotagaita. — Batalla de Suipacha ; derrota completa de los Españoles. — Pronunciamiento de Cochabamba ; batalla de Aroma. — Ejecucion de Nieto, Córdova y Sanz. — Documentos. — Progresos de la revolucion. — Ruptura de las relaciones con el Paraguay : Belgrano marcha sobre el Paraguay : mal éxito de su expedicion.

La revolucion de ideas estaba consumada.

Tal era la situacion de las cosas al principiar el año de 1810. Las paulatinas conquistas que habian hecho los Americanos en los diversos ramos de la administracion pública, y la prosperidad que alcanzaba para entónces el país, como primicias de aquellas, bien demostraban que la revolucion estaba hecha en el órden económico y moral. El resto, pues, era mas hacedero ; jamas retrocedió pueblo alguno en el camino de la libertad.

Sociedad de los Siete.

Para entónces se hallaba bien organizada una sociedad

(1) Véase la *Parte histórica* de los años 1808 á 1809, pág. 73 y 116.

1810.

secreta (1), que era el foco y principal emporio de la revolucion.

Noticias de la deplorable situacion de la Península.

El 13 de mayo llegaron á Montevideo las noticias del deplorable estado de la Península. La Sierra Morena habia sido forzada por los ejércitos franceses, que habian penetrado en Andalucía, entrado triunfantes en Sevilla y amenazaban á Cádiz. Disuelta estaba la junta central, y sus miembros se hallaban refugiados en la isla de Leon.

Acefalía de la España. Autonomía del pueblo argentino.

Propagáronse esas noticias con la velocidad de la luz, y poniendo ellas de manifiesto la acefalía de la madre patria, el pueblo argentino se consideró, *ipso facto*, árbitro y dueño de sus propios destinos; desde entónces no pensó sino en proveer á sus necesidades por sí mismo. En tal estado de orfandad, la primera de esas necesidades era la creacion de un gobierno independiente y nacional, y á ese fin todos los patriotas encaminaron sus pasos.

Medidas infructuosas del virey.

En balde apeló el virey á expedientes dilatorios, y su proclama del dia 18, en que decia á los pueblos: « Aprovechaos, » si quereis ser felices, de los *consejos* de vuestro jefe, » exhibia en el mas triste grado de impotencia la autoridad de que estaba investido.

No ménos estéril fué la reunion de jefes militares que tuvo lugar en su despacho en la noche del 19 al 20, viéndose absolutamente destituido del apoyo de la fuerza pública para oponerse á las pretensiones de un cabildo abierto.

Cede Cisnéros á la intimacion de cesar en el mando.

Aunque quiso oponerse al principio, tuvo que ceder inmediatamente el virey á la intimacion de cesar en el mando, que en nombre del pueblo y del ejército le hicieron los emisarios de la junta revolucionaria. Tambien autorizó el dia 21 *la convocatoria de la parte sana del vecindario, para que en un congreso público expresase la voluntad del pueblo, á fin de evitar la mas lastimosa fermentacion.*

Autoriza la convocatoria de un congreso.

Cabildo abierto.

La asamblea popular se reunió el 22, presidida por el cabildo.

(1) Se conocia con el nombre de *Sociedad de los Siete*, por el número de los miembros que constituían la reunion de los patriotas: general Belgrano, D. Nicolas Rodríguez Peña, D. Agustin Donao, D. Juan José Passo, D. Manuel Alberti, D. Hipólito Viéytes y D. Juan José Castelli.

1810.

En ella habia tres partidos bien determinados, á saber: el *metropolitano*, el *conciliador* y el *patriota*. El primero estaba por la continuacion del gobierno del virey, pero asociado á los principales miembros de la audiencia pretorial; el segundo opinaba que el cabildo debia reasumir el mando superior, hasta que se organizase un gobierno provisorio dependiente de la suprema autoridad de la Península; y el tercero queria la cesacion del virey en el mando, para reemplazarlo con un gobierno propio de orígen popular. Este partido se subdividia en dos fracciones, que diferian en los medios aunque no en el fin, pues la *liberal* estaba por el sufragio indirecto, ó sea por medio del cabildo, miéntras que la *ultra-liberal* reclamaba el directo, evitando rodeos.

Discusiones en el cabildo abierto.

Con tales elementos tuvo lugar el cabildo abierto el dia 22 de mayo, al cual concurrieron el obispo, los oidores y mas de doscientos cincuenta ciudadanos respetables, habiendo dejado de asistir como doscientos de los que habian sido expresamente invitados. Suscitáronse en la asamblea acaloradas discusiones alusivas al acto, en que expusieron con franqueza y arrogancia sus opiniones, las necesidades de la situacion y sus remedios los principales jefes de los distintos partidos. Triunfó al fin, como se preveía, el de los patriotas, y se sometió á consideracion la proposicion siguiente: « Si se ha de subrogar otra » autoridad á la superior que obtiene el Excmo. señor virey, » dependiente de la soberana, que se ejerza legítimamente á » nombre del señor Don Fernando VII, y en quién? »

Resultado de la votacion

El resultado de la votacion se estampó en el acta de aquel dia en los términos siguientes: « En la imposibilidad de con» ciliar la tranquilidad pública con la permanencia del virey y » régimen establecido, facúltase al cabildo para que constituya » una junta del modo mas conveniente á las ideas generales » del pueblo y circunstancias actuales, en la que se depositará » la autoridad hasta la reunion de los diputados de las demas » ciudades y villas. »

Caducó, pues, la dominacion española en el memorable dia 22 de mayo.

1810.

Bando anunciando la caducidad del virey.

Vanas fueron las tendencias reaccionarias con que pretendió luego el cabildo neutralizar la gran conquista de aquel dia, pues al fin se vió forzado á mandar que se publicase un bando anunciando que el virey de las Provincias del Rio de la Plata habia caducado, y que en tal concepto reasumia el mando supremo del vireinato, por la voluntad del pueblo.

Momentánea restauracion de su autoridad.

Sin embargo, así como el individuo, ni las preocupaciones ni los sistemas, por malos y odiados que sean, mueren de un golpe. La agonía siempre hace un último y supremo esfuerzo, ántes de sucumbir el paciente. Así se explica la momentánea restauracion del poder colonial debida al cabildo del dia 24. Aquel cuerpo nombró una junta de cuatro vocales presididos por el virey, conservando este el mando superior de las armas. Creyó satisfacer las imperiosas exigencias de la situacion con incluir entre los vocales á Don Cornelio Saavedra y á Don Juan José Castelli, y con ofrecer una amnistía por los sucesos del dia 22, y la reunion de un congreso general de todas las provincias para mas adelante.

Imponente actitud que tomó el pueblo.

Semejantes intrigas con que se habia devuelto al virey un poder que le habia quitado el pueblo por medio de una revolucion incruenta, exaltó en sumo grado los ánimos de las gentes, y á tal punto, que los que así vieron traicionados sus propósitos y frustradas sus conquistas, se apercibiesen desde luego á echar del solio al virey por medio de las armas.

El virey se ve obligado á renunciar el mando.

Alcanzando perfectamente lo grave de la situacion, Saavedra y Castelli se apresuraron á evitar un conflicto, intimando al virey, como medida indispensable y forzosa, renunciase el mando. Viéndose Cisnéros abandonado de todos, extendió inmediatamente su renuncia, que firmaron con él sus nuevos cólegas, diciendo que consideraban que este «era el único medio de calmar la agitacion y efervescencia que se habia renovado entre las gentes. »

El pueblo impone al cabildo una junta gubernativa.

Entre tanto, el pueblo hacía por su parte una *representacion* al cabildo, pidiéndole la destitucion del virey. Esa representacion y la enunciada renuncia debian ser consideradas por aquella corporacion al siguiente dia, 25 de mayo. Con tal objeto tuvo

1810.

lugar la reunion, y á pesar de la resistencia que trató de oponer el cabildo á la presion popular, al fin se vió estrechado por ella á proclamar la nueva junta gubernativa que se le impuso(1).

Progresos de la revolucion en algunos puntos del vireinato.

El nuevo gobierno no perdió instantes en propagar la revolucion por todo el vireinato, á cuya existencia respondieron patrióticamente Maldonado y la Colonia en la Banda Oriental; las Misiónes, Corriéntes, la Bajada y Santa Fe, á lo largo de los rios superiores; San Luis, al interior de las pampas; Mendoza y San Juan, al pié de los Ándes; Salta y Tucuman, en los confines del Alto Perú. Mas tarde siguió Chile y el Paraguay el mismo ejemplo.

Los trabajos reaccionarios del partido metropolitano contra la propaganda revolucionaria influyeron en el aspecto que tomaron las cosas en Montevideo. Este pueblo y el Paraguay, siguiendo sus huellas, reconocieron el consejo de regencia de la monarquía española: Liniers levantó en Córdoba el estandarte real: la marina española dominaba las aguas del Plata y sus afluentes: Buenos Aires carecia de fuerzas militares para auxiliar á los pueblos pronunciados por la causa de la revolucion.

Arreglo de las operaciones del interior.

La ejecucion de las importantes medidas militares que se apresuró á dictar la junta, pronto arreglaron las operaciones del interior.

Formacion del primer ejército patriota en el Rio de la Plata

En el segundo de los tres acuerdos populares del dia 25 de mayo se fijó la condicion de que el nuevo gobierno preparase en el término de quince dias una expedicion de quinientos hombres para auxiliar las provincias interiores, que debia marchar á la mayor brevedad, costeada con los sueldos del virey, de los ministros de la audiencia y demas economías en el servicio que tuviese por conveniente. Autorizado de este modo, el gobierno la despachó el dia 7 de julio, no con 500 sino con 1,150 hombres, en las tres armas de artillería, infantería, dragones y blandengues (2). El dia 9, el gobierno pasó revista á los

(1) Esa junta fué formada, en nombre del pueblo, é impuesta al cabildo, por D. Antonio Luis Berutti. La integraban los patriotas Saavedra, Castelli, Belgrano, Azcuénaga, Alberti, Mateu, Larrea, Passo y Moreno.

(2) Todo lo relativo á esta primera campaña y al éxito de ella, es tomado

1810.

Comision encargada de su mando.

cuerpos en el Monte Castro, tres leguas de la capital al oeste, y este mismo dia rompieron la marcha para el interior, á cargo de una comision compuesta, en primer lugar, del coronel don Francisco Ortiz de Ocampo, como comandante general; en segundo lugar, del coronel veterano D. Antonio González Balcarce, como mayor general; en tercer lugar, del ciudadano D. Hipolito Viéytes, como auditor de guerra; y en cuarto lugar, de D. Vicente López, como secretario, formando los cuatro una junta de comision cuya mayoría debia decidir en las resoluciones.

Carácter y antecedentes del comandante en jefe.

El coronel Ocampo era natural del pueblo de la Rioja y los otros tres de Buenos Aires, pero todos hijos de Españoles. Originario de una de las primeras familias de aquel pueblo subalterno, y de un carácter tan valiente como bondadoso, Ocampo habia merecido ántes de la revolucion el mando del cuerpo llamado arribeños ó naturales de las provincias interiores; las mismas circunstancias le dieron entrada en las primeras conferencias reservadas que prepararon la revolucion; y en el congreso general votó sin trepidar por la deposicion del virey. Estas recomendaciones, unidas á los conocimientos que tenia de los pueblos interiores, por donde habia viajado como negociante ántes de abrazar la carrera militar, y el interes de lisonjear la vanidad de aquellos mismos pueblos, decidieron á colocarlo á la cabeza de la primera expedicion, no obstante que él no tenia cabeza ni para mandar un regimiento.

Id. del coronel mayor Balcarce.

Balcarce no habia sido invitado ni para las primeras conferencias reservadas, ni para el congreso general; tampoco mandaba fuerza; pero, bien educado por su padre, antiguo militar de graduacion, que habia desempeñado largo tiempo la comandancia general de las fronteras de Buenos Aires, Balcarce, aunque de poca edad, contaba con la experiencia que habia adquirido cuando fué hecho prisionero de los Ingleses el año de 1807 en el asalto de Montevideo, conducido á Inglaterra y tras-

de la importante publicacion hecha en Buenos Aires el año 1857, bajo el título *Noticias históricas de la República Argentina*, por don Ignacio Núñez.

1810.

ladado á España, donde militó contra los primeros ataques de los ejércitos franceses; contaba tambien con el crédito que le habian h[illegible]o entre sus compatriotas, la formalidad de su carácter, su extraordinaria contraccion á la carrera en que lo habia educado su padre, y una energía de sentimientos patrióticos que sus amigos admiraban y procuraban imitar; y mereció por lo tanto el despacho de segundo de la expedicion, no para que fuese el segundo, sino el primero en la direccion de las operaciones militares.

Id. del auditor Viéytes.

Viéytes era lo que podia llamarse entónces un literato colonial: habia estudiado hasta las leyes, pero no era profesor; habia tenido el coraje de redactar en 1804 y 1805 un periódico titulado *Semanario de agricultura y artes;* habia servido de secretario del tribunal del consulado en tiempo del virey Sobremonte, y de capitan con grado de teniente coronel del regimiento de patricios en tiempo del virey Liniers: él habia sido, sino el primero, uno de los primeros cuatro hombres que empezaron á trabajar en el cambio político de estos países, como lo fueron D. Manuel Belgrano, D. Juan José Castelli, D. Nicolas Rodríguez Peña y él; concurrió por consiguiente á las primeras conferencias reservadas, y votó en el congreso general por la deposicion del virey, en cuyo concepto marchaba en el ejército auxiliar como un representante de la revolucion.

Id. del secretario López.

López se encontraba, al romper la revolucion, preparándose para entrar en la carrera de abogado, y aun cuando dominaba en sus estudios el espíritu de Horacio y del Mantuano, sus talentos eran sólidos, sus costumbres de las mas recomendables, y sus sentimientos decididos contra la humillacion de su patria, como lo acreditó con su voto en el congreso general.

El ejército marchó del Monte Castro cantando victoria entre las aclamaciones de un concurso extraordinario, y la escena de este dia no se ha reproducido ni se reproducirá en Buenos Aires; los soldados llevaban en su sombrero la cucarda española amarilla y encarnada, y en las bocas de los fusiles cintas blancas y celestes. Si los mandones del rey hubieran hecho el sacrificio de presenciar esta escena, acaso se hubiesen conven-

1810.

cido que sin una vista de un alcance sumamente limitado, no hubieran podido ver como no vieron en los movimientos de la capital sino un trastorno causado por la lectura de algunos malos libros, ó por las astucias de unos pocos intrigantes.

Demostraciones de alegría hechas por el pueblo y por el ejército.

Los soldados como los oficiales, los oficiales como los jefes; el militar y el paisano, el hombre de poncho ó de capa, las mujeres, los esposos, los hijos, los hermanos, el pobre y el rico, el jóven y el anciano, mostraban en sus exclamaciones y en sus cánticos un sentimiento igual de patriotismo, un entusiasmo uniforme, un deseo ardiente de derramar su sangre, como los Griegos de los tiempos heróicos, por lo que hay de mas sagrado entre los hombres, *su libertad y su seguridad.*

Trabajos reaccionarios del general Liniers y formacion de un ejército realista en Córdoba.

En medio de las precauciones con que se dirigian las marchas de la expedicion, no pudiendo dudarse ya de que en Córdoba se preparaba á resistirla el general Liniers con un cuerpo de mas de mil y quinientos hombres, aun cuando en su mayor parte naturales, á los diez dias puso el pié en la jurisdiccion de aquella provincia dividida de la de Buenos Aires en la Guardia de la Esquina. En este punto se recibieron noticias repetidas y seguras de que el general Liniers emprendia su retirada al interior de la provincia con las fuerzas de su mando; con este motivo se desprendió desde aquel mismo punto el mayor general Balcarce con una vanguardia de trescientos hombres; en lugar de marchar, voló en persecucion de los mandatarios españoles, que ya no se retiraban, sino huían, abandonados en su tránsito por sus soldados y aun por sus propias cabezas; y cuando se desparramaron como prófugos por diversos puntos de la serranía, el general Balcarce con una actividad extraordinaria penetró los espesos bosques que cubren el camino de Santiago del Estero, por donde los jefes españoles se dirigian á reunirse á sus partidarios en el Perú, y por una circunstancia especial dió con todos ellos en distintos lugares del punto conocido por las *Piedritas*.

Dispersion de ese ejército y fuga de sus jefes.

Toma de estos por el general Balcarce el 7 de agosto.

En la noche del dia 6 de agosto, descubrió una luz en el bosque: se acercó á ella, y supo de los moradores el lugar poco distante donde se ocultaba el general Liniers. Ántes de dos

1810.

horas el reconquistador de Buenos Aires se encontró aprisionado por los mismos brazos que le habian levantado estatuas tres años ántes; al amanecer del dia 7, fueron tomados el gobernador Concha, el gobernador Allende, el asesor Rodríguez, el ministro de las cajas reales Moreno, y á las pocas horas el ilustrísimo obispo de la misma provincia de Córdoba, doctor D. Rodrigo Antonio de Orellana. Con estos trofeos, de una importancia muy superior á todo encarecimiento, el general Balcarce retrocedió y entró en la capital de Córdoba por entre las aclamaciones del pueblo, unidas á los vivas del ejército que entretanto habia penetrado en ella proclamando union y libertad. Los reos fueron puestos bajo segura custodia; y miéntras se recibian órdenes del gobierno de la capital, se tomaron medidas para asegurar la revolucion en aquella provincia, donde las autoridades españolas habian echado profundas raíces, y para remontar el ejército, que aun tenia que ocurrir á grandes necesidades.

Son condenados á muerte por el gobierno de la capital.

Las órdenes del gobierno no se hicieron esperar muchos dias; en el acto de recibir la noticia, se reunieron en acuerdo extraordinario los nueve vocales, con inclusion del presidente, votaron por la muerte de los seis reos, mandando para este efecto órdenes terminantes al comandante general de la expedicion.

Indecision del comandante en jefe.

Este jefe se encontró envuelto en graves embarazos para ejecutar esta sentencia imponente. En cuanto á su persona, se consideraba obligado al general Liniers, ya porque le debia su rango militar, como por las distinciones que le habia merecido en tiempo de su mando; y si él no tenia bastante capacidad para penetrar los principios de una política revolucionaria, le sobraba bondad de corazon para condolerse ó para consternarse por las desgracias de sus víctimas, fuesen estas cuales fueren.

En esta disposicion él fué asaltado, como los otros tres miembros de la junta de la comision, por las principales familias de Córdoba, encabezando nada ménos que el dean D. Gregorio Fúnes y el hermano de este D. Ambrosio; se clamó por la suspension de la ejecucion hasta que el gobierno de la capital reconsiderase la sentencia; interponiendo la respetabilidad del

1810.

obispo prisionero en pueblos tan religiosos, los servicios del general Liniers en pueblos que lo amaban todavía tanto, y el carácter distinguido de las familias en que estaban emparentados los demas reos.

Envio de los reos en direccion á la capital.

El comandante general y la comision cedieron; pero en lugar de limitarse á dar cuenta y esperar el pronunciamiento del gobierno, pusieron á los reos en camino para la capital, lo que importaba en muy sencillas palabras una resolucion firme de endosarle al gobierno el compromiso por entero. Cuando este recibió los pliegos del comandante general, se sintió sorprendido y aun algo mas, indignado; no por el artículo de la responsabilidad, sino porque la concurrencia de los reos á la capital hubiera hecho indispensable un proceso para condenarlos, cuando las circunstancias apuraban á obrar militar ó revolucionariamente.

J. J. Castelli y N. Rodríguez Peña son encargados del cumplimiento de la ejecucion.

El gobierno por un segundo acuerdo confirmó su primer pronunciamiento, exceptuando al ilustrísimo Orellana, que fué sin embargo condenado á presenciar la ejecucion de los otros cinco reos: pero entónces ya no se confió el cumplimiento al comandante general de la expedicion, sino á un vocal del gobierno mismo, el doctor D. Juan José Castelli, revestido con el carácter de representante del gobierno, y auxiliado de D. Nicolas Rodríguez Peña en la clase de secretario (1).

El representante salió inmediatamente de la capital con una

(1) La junta de gobierno se componia de siete miembros y dos secretarios. Los miembros eran don Cornelio Saavedra, don Juan José Castelli, don Mariano Belgrano, don Miguel Azcuénega, don Manuel Alberti, don Domingo Mateu y don Juan Larrea; y los secretarios don Juan José Passo y don Mariano Moreno. Segun la tradicion oral y el testimonio de algunos de los patriotas que aun viven y que tomaron parte activa en esos sucesos, consta que esa extrema y lamentable resolucion fué arrancada por la mayoría de un voto despues de una tenaz resistencia hecha por los señores Belgrano, Saavedra y Alberti.

Pero ¿ cuál fué ese voto que decidió de la suerte cruel que ha cabido á los ilustres generales de Liniers y Concha, ligados por vínculos tan estrechos á las mas grandes glorias del pueblo de Buenos Aires? ¡ Ese voto fué el de un Español ! De los siete miembros de la junta, cinco eran Americanos y dos

1810.

Ejecucion de los cinco reos el 26 de agosto, cuyos restos fueron sepultados en la Cruz Alta.

escolta mandada por D. Domingo French, comandante del nuevo regimiento de la Estrella; á los cinco dias se encontró con los reos poco ántes de pisar la jurisdiccion territorial de la provincia de Buenos Aires; y el dia 26 de agosto los hizo ejecutar en la misma jurisdiccion de Córdoba, entre la posta de la *Cabeza del Tigre* y la llamada de *Lobaton*. El propio dia quedaron sepultados los restos en la *Cruz Alta*, la primera y la mas miserable aldea que se encuentra al salir de la jurisdiccion de Buenos Aires sobre las márgenes del rio Tercero.

Resultas de este hecho (*Clamor*).

Á los pocos dias de esta ejecución extraordinaria, apareció en un árbol de la Cruz Alta una inscripcion con letras grandes que decia — CLAMOR — formada con las primeras letras de los apellidos de los reos Concha, Liniers, Allende, Moreno, Orellana y Rodríguez. Y fácil es de advertir que si en aquellos lugares insignificantes y desiertos, hubo quien levantase la voz para conmover la sensibilidad de los pueblos, sobrarian exclamaciones contra esta catástrofe sangrienta en Montevideo, en el Perú, en el Paraguay y aun en el vireinato de Buenos Aires. El gobierno de la capital fué acusado por todas partes de ingrato, de sanguinario y aun de sacrílego; y aun cuando en un largo manifiesto que redactó el doctor Moreno, publicado entónces por la *Gaceta de Buenos Aires,* sujetó al juicio de los pueblos y del mundo la acusacion, la sentencia y la ejecucion de los reos, será necesario ilustrar el de la posteridad con los hechos que no se mencionan sino con extremada economía en el *Manifiesto* y en las *Memorias* del doctor Moreno, y aun sin economía en el *Ensayo histórico* del dean Fúnes. Hé aquí cómo

Españoles, los señores Larrea y Mateu, de modo que solo dos Americanos votaron por la ejecucion.

Perteneciendo nuestro corazon todo entero á la causa de la independencia americana, no puede ser dudosa nuestra admiracion y respeto por los grandes patriotas que la prepararon y consolidaron; pero es precisamente inspirándonos en esos sentimientos y en los gigantescos y nobles servicios que les debe la causa de la libertad, que no podemos conciliarlos con ese acto sangriento, que ni los hechos referidos por el ilustrado señor Núñez en sus *Memorias históricas*, ni causas mas graves aun, podrán justificar jamas.

1810.

refiere y justifica el señor don Ignacio Núñez, en sus *Noticias históricas,* la conducta de la junta gubernativa:

Observaciones sobre esta ejecucion.

« No pretendo constituirme en abogado ó apologista de las máximas del terror ni reconocer que un partido político tiene derecho á hacerse justicia por sí mismo, ó á quitar la vida de los que difieren de él en principios ó en opiniones; no es tampoco mi intencion recomendar ó aprobar aquellos actos particulares que en efecto señalaron con sangre humana la primera escena de la revolucion; pero cuando los Españoles se escarnizaron con tanto empeño en publicar la inocencia de los reos y en no atribuir su ejecucion sino al carácter atroz y sanguinario, ya de la revolucion de Buenos Aires, ya de los hombres que se encargaron de dirigirla; cuando estas acriminaciones han quedado diseminadas en sus periódicos y en sus actos oficiales, es tan necesario como justo levantar tambien la voz, y levantarla con fuerza para que se distinga á la distancia, no para ahogar ó recomendar la condenacion de aquellos famosos reos, sino para acreditar de un modo intergiversable que ellos mismos, con especialidad el general Liniers, como el representante de todos, abrieron con sus propias manos el abismo en que se enterraron ellos y sus principios. Si Liniers *no ha dejado á la posteridad mas objeto que el que ofrecen unas cenizas frias y despreciables,* como él lo pronosticó un año ántes en su correspondencia oficial con la corte de España, no hay derecho para culpar sino á la incapacidad de su cabeza.

Liniers defendia aquellos que le ofrecian una horca.

» *Mi corazon es español,* dijo Liniers á la junta central en julio de 1809, cuando se preparaba á depositar el mando en manos del virey Cisnéros; los Españoles lo atacaron y lo voltearon del vireinato, acusándolo de que *su corazon era frances;* y aun cuando los hijos de Buenos Aires, no obstante de saber que Liniers habia pedido con repeticion á la corte cuatro ó seis regimientos de línea para quitarles las armas de las manos, despues de deberle á estas mismas armas toda su gloria y toda su felicidad, se mostraron decididos á sostenerlo en el mando, fuese cual fuese *su verdadero corazon,* Liniers prefirió acreditar su fidelidad, rindiéndose discrecionalmente á los que le

ofrecian una horca por premio de sus servicios á la corona.

1810.

Retiro de Liniers á Córdoba y no á Mendoza, como lo prometió.

» Liniers entregó el mando á Cisnéros, el 30 de julio del mismo año de 1809, y se retiró, no á Mendoza como lo habia avisado á la corte, sino á Córdoba, donde gobernaba su íntimo amigo Concha. Allí en posesion de un hermoso establecimiento de campos, conocido por la Alta Gracia, correspondiente á las temporalidades de los hermanos de la Compañía de Jesus, rodeado con los restos de su familia legítima, y con una pension de cinco mil reales, disfrutaba de una existencia cómoda, y mas que cómoda, tranquila; porque entretanto él tenia motivos para estar en el mas alto grado, seguro de que los hijos de Buenos Aires no permitirian jamas que se cometiese en su persona ninguna clase de tropelía.

El virey Cisnéros le teme aun y quiere enviarlo á España.

» Sus enemigos los Españoles y á la cabeza de ellos Cisnéros, no se daban por satisfechos con haberlo proscrito del servicio y confinado su influencia á las cerranías de Córdoba; escribieron á la junta central, insistiendo en que *su corazon era frances*, y en que era urgente separarlo de todo contacto con la poblacion americana. Si Cisnéros recibió ó no órden de España, ó si procedió ó no por su sola autoridad, el hecho fué que en el mes de abril de 1810, dos meses ántes de la revolucion, mandó preparar alojamiento en la corbeta *Descubierta*, anclada en el puerto de Montevideo, y escribió á Liniers notificándole la órden expresa que tenia para embarcarlo y remitirlo á España.

Algunos amigos escriben á Liniers pidiéndole que cuente con las fuerzas de la capital.

» Esta órden la transpiraron los amigos de Liniers en Buenos Aires ántes que marchase á Córdoba, de manera que á un mismo tiempo pudo recibir, y recibió positivamente la órden del virey y las cartas de los amigos en que le invitaban á desatenderla contando con todas las fuerzas de la capital. La generosidad y la nobleza de esta conducta se comentan por sí solas: miéntras los Españoles pagaban con ingratitudes los servicios que él habia rendido en su propio interes y en el de la conservacion de estas colonias bajo su exclusiva dominacion, los Americanos aun cuando ya le habian pagado con usura los oropeles con que los vistió para estimularlos á derramar su sangre por el rey, aun cuando nada tenian y nada podian esperar de su persona,

1810.

con una decision tan firme como espontánea se constituían á sostener y garantir su existencia y su tranquilidad en estos países.

Liniers los desatiende y aun los hace conocer al virey Cisnéros.

» ¿ Cómo creerá el mundo que Liniers recibió y correspondió estos rasgos de generosidad y de nobleza ? Denunciando al virey Cisnéros los consejos de sus amigos, alarmándolo contra las miras encubiertas en que los suponia, estimulándolo á castigos ejemplares y ofreciéndosele á ser el primer instrumento. Él le escribió dos cartas oficiales el 19 de mayo, de su propio puño y letra, y con la calidad de reservadísimas. En la primera se expresa en estos términos : — *Me han llegado multiplicados avisos y cartas insidiosas para que no vaya á España, diciéndome entre otras cosas que el misterio que Vuestra Excelencia ha guardado en la determinacion de mandarme á la Península, denota bien á lo claro cuáles son las miras del gobierno y que existen bastantes gentes que me estiman lo suficiente para impedir mi embarco á fuerza armada. Esta última insinuacion, que podria ser uno de los muchos pretextos de que se valen los malévolos para empezar á chocar contra la autoridad, es la que me ha hecho mas fuerza; y en su consecuencia creo de mi deber representar á Vuestra Excelencia que la prudencia exige que yo me detenga hasta la llegada de algun correo de la Península; ó que si Vuestra Excelencia cree que urge mi ausencia de la provincia en las actuales circunstancias, lo podria efectuar con toda seguridad pasando á embarcarme por el mar del Sur. Vuestra Excelencia, que conoce mi extremada delicadeza en el cumplimiento de mis deberes, habrá extrañado tal vez mi demora, bien que me presumo que las reflexiones que tengo entendido este señor gobernador é intendente habrá hecho á Vuestra Excelencia, le habrán hecho conocer los motivos reservados de mi conducta, únicamente dirigidos á evitar males incalculables. Excuso de extenderme en reflexiones sobre el estado de esa capital, que Vuestra Excelencia conoce tambien como yo, en la cual hay un gran plan formado y organizado de insurreccion, que no espera mas que las primeras noticias desgraciadas de la Península : si en otra crítica circunstancia le decia á Vuestra Excelencia con toda verdad y desembarazo que nada habia que temer*

Liniers revela á Cisnéros las intenciones de sus propios amigos.

1810.

de la lealtad de ese pueblo, en el dia le digo que positivamente reinan las ideas de independencia fomentadas por los rebeldes que han quedado impunes, y que el que una vez ha podido romper los sagrados vínculos de la lealtad, jamas puede ser fiel: tenga Vuestra Excelencia presente que por esto es que nuestros mas sabios legisladores, en fulminando las penas mas rigurosas contra el crímen de traicion, dispensan á los magistrados las formalidades y demoras que prescriben las leyes aun en el caso de homicidio probado y auténtico, para aplicar al traidor sobre indicios vehementes la pena capital. Esta carta es auténtica: la tenemos á la vista original de puño y letra del magistrado que mas se habia recomendado en estos países por la dulzura de su carácter y por la templanza de sus principios.

Autenticidad de esta carta, escrita de puño y letra por Liniers.

» La segunda carta oficial de Liniers á Cisnéros es de la misma fecha que la primera, sin otra diferencia que la de haberse remitido la primera por un correo extraordinario, y la segunda por un criado de la mayor confianza de Liniers. Esta empieza: *Mi amado Cisnéros: esto está endiablado; yo daria un dedo de la mano por tener una hora de conversacion contigo. Estás rodeado de pícaros; varios de los que mas te confias te están engañando; la iniquidad apoyada de las riquezas va minando la autoridad: los tres jefes que hace mas de un mes que han cortado correspondencia conmigo, se me asegura que han perdido su influencia sobre los tres cuerpos ántes tan leales y tan subordinados.*

Reproches de Liniers á Cisnéros.

» Liniers se queja de que Cisnéros hubiese desatendido los informes que le dió al entregarle el mando del vireinato, sobre la perversidad de los Españoles que se habian declarado enemigos suyos y la injusticia con que lo habian pintado como hombre peligroso; y luego dice: *El influjo que yo he tenido sobre el pueblo jamas lo he empleado á otro fin que para inspirarle sentimientos de patriotismo y sumision á la soberana autoridad; pero tú mismo te has dejado persuadir y preocupar contra mí. Si esto no es así, permíteme que te pregunte con franqueza: ¿no has dicho á la corte que convenia que yo saliese de aquí? ¿Por qué no me copias como es de estilo la órden de mi ida á España? Pero ya falsa ó cierta esta conjetura, en el dia debes estar bien convencido*

1810.

de mi sinceridad, y la experiencia te ha demostrado que nadie te ha hablado con mas verdad que yo, ni con mas desinteres y mejor conocimiento del país y de los hombres que venias á gobernar. Ahora, siguiendo este mismo lenguaje, te anuncio el peligro en que te considero. Díme, si tenemos noticias desgraciadas de la Península y se verificó una conmocion popular, apoyada en nuestros ambiciosos vecinos, ¿de dónde puedes esperar auxilios? Sin duda del Perú. Y en este caso ¿qué jefe tienes en aptitud de podértelo conducir? Nieto por sus achaques no es capaz de soportar las fatigas de la guerra; solo veo á Goyeneche, pero cuya influencia no sería tal vez igual á la mia para reunir defensores del derecho de nuestro amado Fernando contra el partido de la independencia y de la anarquía: pero estas reflexiones que me dicta mi amistad, mi conciencia y mi lealtad, siempre están subordinadas á la mas estricta obediencia; seguiré, despues de haber expuesto mi sentir, que es el de los hombres de bien y buenos vasallos del rey, que piensan con tanto desinteres como yo, lo que tú me prescribas en cuanto á mi traslacion á España. No necesito encarecerte la importancia de la reserva mas absoluta. Esta carta es tan auténtica como la anterior, porque aun cuando solo tenemos á la vista una copia, está autorizada con la misma firma de Liniers, y rubricada al pié de la posdata en que recomienda la mas absoluta reserva.

Ofertas de apoyo en caso de algun desórden.

Las dos cartas de Liniers llegan despues de la caida del virey.

» Las salvas de artillería y los repiques de campanas celebraban la instalacion del primer gobierno americano, cuando llegaron á manos de Cisnéros, confinado á su casa particular, las dos comunicaciones de Liniers ofertándole su persona é influencia para desbaratarlo con los recursos del Perú. Cisnéros, que pocos dias enterado en los antecedentes de Liniers sobre el pueblo de la capital, habia decretado consumar el sacrificio remitiéndolo á España, donde entónces se descuartizaba sin piedad á los Franceses y á los afrancesados, lo absolvió de toda culpa, poniéndose bajo el amparo de su heróica fidelidad, y se reanimó de tal modo que empezó á disputar el puesto desde el mismo dia que lo habia abandonado. Bajo su influencia se amotinaron los oficiales de marina, que se hallaban en el puerto de

1810.

Buenos Aires, contra el reconocimiento del gobierno, y se trasladaron á Montevideo, donde el comandante Salazar encabezó una resistencia abierta á la revolucion bajo el pretexto de existir en España un consejo de regencia.

Liniers convoca un consejo compuesto de once personas : diez de ellas votan al exterminio.

» Liniers recibió las primeras noticias de haberse realizado sus anuncios reservados, al mismo tiempo que la correspondencia de Cisnéros en que aceptaba sus compromisos : él no los habia contraido en vano, desde que llegó á persuadirse que por este medio mas que por ningun otro podria lavar la mancha de infidelidad que pesaba sobre su cabeza. Inmediatamente se puso de acuerdo con el gobernador Concha, y reunió en la casa de este magistrado un consejo de once personas, á saber : él y Concha, el obispo Orellana, dos oidores honorarios; el dean Fúnes, el coronel Allende, el asesor Rodríguez, los dos alcaldes de la municipalidad, y el tesorero Moreno : con un fervor extraordinario se declaró Liniers contra la revolucion, ofreciendo para sofocarla toda su ciencia é influencia : el obispo y el gobernador se mostraron excitados por la misma resolucion, y en fin todos, con excepcion del dean Fúnes, la votaron al exterminio aclamando para ejecutarlo la autoridad de Liniers.

Liniers reune tropas y pide auxilio á los diferentes jefes españoles.

» Liniers la admitió sin trepidar : él no ignoraba que los cuerpos militares, los jefes, los particulares que se habian empeñado en la revolucion, eran sus mismos amigos, los que lo habian sacado de la nada, los que lo habian preservado del puñal de sus enemigos : nada importaba : él se decidió á colgarlos en recompensa, para probar que su corazon era español. Escribió á Abascal, virey del Perú, á Goyeneche, enviado de la junta de Sevilla, á Sanz y á Nieto, intendentes de Potosí y Chuquisaca, á Velasco, gobernador del Paraguay, y á Salazar, comandante de marina de Montevideo, convidándolos en el nombre del rey á combinar y reunir sus elementos para caer sobre la capital y ahogar en su cuna al espíritu revolucionario.

El gobierno de la capital, impuesto de este movimiento, trata de disuadirlo.

» El gobierno de la capital, por medio de agentes encubiertos, penetró desde luego todo lo que se tramaba en Córdoba, y concibió grandes alarmas viendo levantarse un coloso contra la causa de la revolucion : por un golpe de energía trastornó las

1810.

primeras esperanzas de sus enemigos, echando del país al virey y á los ministros que lo combatian mas de cerca; pero interesó á los principales amigos de Liniers, entre ellos á su propio apoderado, de quien dependia exclusivamente en materia de intereses, para que le escribiesen mostrándole sus errores, su ceguedad, su perdicion, y garantiéndole sobre todo una residencia tranquila y perfectamente compensada en cualquier punto del país que eligiese, con tal únicamente que se mantuviese neutral entre los Españoles, que lo habian perseguido, y los Americanos, que se habian mostrado consecuentes á su amistad y á su gloria.

Liniers apura la reunion de los cuerpos de milicia de Córdoba y rompe las hostilidades.

» Sus amigos le escribieron, pero sin fruto; la noticia de la deportacion de Cisnéros, que dejaba vacante el vireinato, lo exaltó en términos desmedidos : mandó á su hijo á Montevideo para apurar la ejecucion de sus planes, contando entónces, como habia contado en 1806, con los elementos de aquella plaza para reconquistar la capital y calzarse de hecho el vireinato; apuró la reunion de los cuerpos de milicia de Córdoba y otros pueblos; y sin dar previamente algunos de los pasos que debia aconsejarle la prudencia, la generosidad y la franqueza de que se aplaudia él mismo, para sacar del error por medios suaves y conciliatorios á sus amigos antiguos, á sus amigos consecuentes, á sus compañeros de gloria, rompió las hostilidades, echando partidas de observacion sobre el territorio de la capital.

Disolucion de estos cuerpos y retirada de su jefe hácia los pueblos del Perú.

» Lo que faltaba para acabar de condenarse vino muy luego; al divisar los penachos de nuestros pocos batallones, todo entró en Córdoba en la mas completa disolucion, como que entónces no se hallaban al lado de Liniers los brazos y las cabezas de los hijos de Buenos Aires; y en lugar de acogerse á sus amigos, en lugar de ponerse bajo la salvaguardía de la expedicion, emprendió su retirada con direccion á los pueblos del Perú, donde esperaba encontrar nuevos y mayores elementos de resistencia, y el poder de coronarse sobre las ruinas de un pueblo como el de Buenos Aires, cuyos sacrificios le habian merecido el primer título de virey que se encontró en sus bolsillos en el acto de la ejecucion.

1810.

El buen éxito de la revolucion exigia por víctimas á Liniers y sus cómplices.

» Á pesar de todo, Liniers y sus cómplices hubieran escapado á la muerte si el gobierno hubiese podido salvarlos sin peligro para la revolucion, porque es incierto que él hubiese resuelto cimentarla sobre su sangre, como lo asegura el dean Fúnes en la página 400 del tercer tomo de su *Ensayo*. La obstinacion de estos mandones era tan manifiesta, tan pronunciados sus sentimientos sanguinarios, que ni era debido esperar que retrocediesen, sin dejar de concebir los mas graves temores con su existencia. Su encarnizamiento habia llegado hasta el extremo de anticipar un premio de veinte mil pesos fuertes á un malvado que se comprometió á introducirse en las filas del ejército, cuando pisaba el territorio de Córdoba, á incendiar los carros de municiones.

Imposibilidad de encarcelarlo.

» Tales eran los arbitrios indicados para ponerse á cubierto del frenesí que los devoraba. El primero sujetarlos á una prision estrecha y segura ; pero ¿ dónde se encontraria esta prision? Una gran parte de los moradores de Córdoba se habian enlutado por sus desgracias, las provincias interiores todavía tenian cerradas sus puertas á la revolucion, y en Buenos Aires Liniers no podia estar en prisiones sin conmover y acaso precipitar el carácter generoso de todos sus habitantes. El segundo arbitrio consistia en el mismo que se adoptó para el virey Cisnéros y los ministros de la real audiencia, esto es, el de embarcarlos, mandándolos á España á recoger el fruto de su fidelidad obstinada, y sin duda se hubiera preferido este arbitrio á no hallarse el rio dominado por los buques de guerra de Montevideo, cuyas hostilidades habian obligado á cerrar toda comunicacion con aquella plaza desde el dia 13 del mismo mes en que cayeron prisioneros. En el año anterior de 1809 los Españoles de Montevideo habian arrancado del establecimiento de Patagónes los cinco capitulares confinados por Liniers y el real acuerdo, de resultas de la convulsion que capitanearon el dia 1° de aquel año. ¿ Qué no hubieran hecho por libertar estas importantes víctimas de una revolucion que detestaban, mas de lo que habian detestado la persona de Liniers? El tercer arbitrio que quedaba era espantoso : el gobierno lo consideró inevitable,

Id. de deportarlo.

1810.

Se puso en práctica el tercer arbitrio.

se habia de salvarse la revolucion que pesaba sobre su cabeza; todos murieron, y entre todos murió Liniers, no dejando á la posteridad mas objeto, como él lo anunció á la corte, que el que ofrecen unas cenizas frias y despreciables: él hubiera merecido un epitafio con esta inscripcion: *Nació con sangre francesa. Murió de corazon español* (1). »

Decapitado Liniers, lo fué con él la rebelion en Córdoba.

Consecuencia de la ejecucion en la *Cabeza del Tigre*.

Miéntras se dictaba la sentencia de Liniers y sus compañeros en la capital, el ejército patriota se adelantaba hácia el interior. La decision sobre ese acto lamentable, que tuvo lugar en la *Cabeza del Tigre*, habíale valido á la junta grandes y severas censuras que su ejecucion convirtió en sangre y fuego. La correspondencia que se encontró á esas primeras víctimas de la revolucion y varias otras interceptadas entre Córdoba y el Perú, hicieron conocer al gobierno de la capital los planes y la actitud hostil de casi todos los gobernadores españoles.

Medidas adoptadas por el mariscal Nieto.

Nieto fué el primero que quiso contener esa lava revolucionaria que debia cundir en toda la América. Desde que recibió las circulares de la instalacion del nuevo gobierno en la capital y las noticias alarmantes del general Liniers y el gobernador de Córdoba, escribió al virey de Lima, D. José Fernando de Abascal, convidándolo á una guerra á muerte, y proponiendo la incorporacion á aquel vireinato de las cuatro grandes provincias de Potosí, Chárcas, la Paz y Cochabamba, como lo habian estado ántes de erigirse el vireinato de Buenos Aires en el año de 1776. El virey aceptó la proposicion del mariscal como lo anunció en la célebre proclama, del mes de julio, en que declaraba al mismo tiempo *que los Americanos habian nacido para ser esclavos y vegetar en la oscuridad y abatimiento,* y desde entónces, fué reconocido como la primera autoridad en ambos vireinatos, decretó la organizacion inmediata de dos ejércitos, el uno en su propio vireinato al mando del presidente del Cuzco, D. José Manuel de Goyeneche, natural de Arequipa, y el otro en las

Organizacion de dos ejércitos para contener la revolucion.

(1) Véanse las *Noticias históricas* de la República Argentina, desde la pág. 189 hasta 211, por don Ignacio Núñez. Buenos Aires, 1857.

1810.

cuatro provincias del Alto Perú bajo las órdenes del citado mariscal presidente de la Plata, D. Vicente Nieto, natural de España.

Suipacha cuartel general de esas tropas.

Suipacha debia ser el cuartel general de esas tropas, pudiendo desde allí proteger la retirada de las fuerzas de Córdoba, batiendo á sus perseguidores, ó bien marchar sobre Buenos Aires despues de ocupar á Córdoba y Santa Fe y puéstose en comunicacion con Montevideo y el Brasil.

Actividad del mariscal Nieto y sus preparativos bélicos.

Nieto, que habia manchado su vejez con las persecuciones sangrientas de los años 9 y 10 contra los naturales de la Paz y la Plata, se puso en marcha á pesar de sus setenta años, despues de haber purgado su ejército quedándose solo con los verdaderos Españoles, á los cuales dió el nombre de *voluntarios del rey*. Desplegó una grande actividad, hizo conocer á los gobernadores de Montevideo y de Córdoba que se hallaba subordinado al virey de Lima y pidió al primero que le remitiese los oficiales disponibles. Pidió igualmente contingentes á todas las provincias y envió mil hombres con cuatro piezas de artillería al mando de su mayor general, el capitan de fragata D. José de Córdova, á ocupar la provincia de Jujuí. Su plan era esperar al ejército independiente y batirlo entre Suipacha y Tupiza, por donde debia pasar inevitablemente si deseaba entrar en el Perú. Contrariamente á las promesas que habia hecho á los diferentes gobernadores, debia quedar en la defensiva hasta que Goyeneche ocupase el rio Desaguadero.

Juramento de obediencia á la regencia de la isla de Leon.

El 8 de agosto, el virey Abascal hacía jurar obediencia á la regencia instalada en Leon en momentos que el gobierno de la capital aumentaba su ejército y extendia el campo de la revolucion. Salta, Tucuman, Santiago del Estero, Catamarca, la Rioja, San Luis, San Juan y Mendoza se declaraban por la revolucion. Ochocientos hombres entre Cordobeses, Santiagueños y Tucumanos se alistaban en sus filas. Estas demostraciones bélicas desbarataron las combinaciones del mariscal Nieto, quien ordenó con tal motivo al marques del Valle de Tojo que evacuase á Jujuí, y al mayor Córdova que se replegase abandonando completamente los pasos de la Cueva, Suipacha y Tupiza y los pueblos que dependian del Alto Perú.

Los realistas evacuan á Jujuí.

1810.

Marchas forzadas del general Balcarce con su vanguardia de 300 hombres.

Á mediados de octubre, partió el mayor general Balcarce con su vanguardia de trecientos hombres, decidido á atacar el enemigo, que con mas de mil infantes y diez cañones se habia fortificado en la orilla opuesta del rio Cotagáita. En Córdoba se creia que las tropas del mariscal Nieto tirarian las armas, pero esa presuncion no era fundada, pues las fortificaciones rompieron el fuego sobre la pequeña columna, manteniéndose los Españoles resguardados de sus parapetos, miéntras que los patriotas se batian á cuerpo descubierto y sostenian el fuego internándose en el rio, donde apagaban su sed y desde donde pedian á gritos que se les dejase atacar á la bayoneta. Sin embargo, el general Balcarce, viendo el mayor número de enemigos, decidió retirarse en buen órden sin que los Españoles los inquietasen, y atravesó por desiertos totalmente desprovistos de medios de subsistencia. Para colmo de desgracias, el jefe de la artillería huyó cobardemente esparciendo noticias funestas y haciendo retroceder los auxilios que esperaba el mayor general, forzándolo así á no detener su contramarcha hasta acercarse de los recursos, sin los cuales su situacion habria sido mas difícil. En el consejo de guerra que se hizo con este motivo, se decidió dirigirse al pueblo de Suipacha, distante 23 leguas de Cotagáita. Pero sabiendo que el enemigo habia salido de sus fortificaciones para ocupar á Tarija, se decidió á sostenerlo marchando en su auxilio.

Combate y retirada en buen órden del general Balcarce.

Los realistas abandonan momentáneamente á Cotagáita.

Los Españoles habian abandonado momentáneamente á Cotagáita, pero volvieron á establecerse cuando supieron que los patriotas se hallaban en Tupiza. Entretanto llegó el mariscal Nieto con las fuerzas de reserva y confió al general Córdova un ejército de mil hombres y cuatro piezas de artillería, con órden de precipitarse sobre los patriotas y batirlos en cualquier posicion que ocupasen.

Los patriotas reciben refuerzos de soldados, cañones y dinero.

El 5 de noviembre, los independientes se hallaban sin víveres ni municiones; no obstante, dejaron á Tupiza para mejorar su situacion. El 6, á la noche, se apoderaron del pueblo de Nazareno, donde se les incorporaron doscientos hombres con dos piezas de artillería, dinero y municiones.

1810.

En el acto despachó Balcarce un Indio jóven á Tupiza para que diese los mas desfavorables informes á los Españoles sobre el estado del ejército patriota, y dispuso todo para batirse al dia siguiente. El mayor Córdova irreflexivamente se apresuró á dar entero crédito á estas noticias, y se puso en marcha sin pérdida de tiempo, á las once de la mañana del dia, y ocupó unas alturas á la vista de los independientes, donde permaneció inmóbil durante una hora.

Batalla de Suipacha; derrota completa de los realistas.

El general Balcarce con su genio militar viendo que el general español preparaba medios de defensa y no de ataque, hizo marchar sobre el enemigo una division de doscientos hombres con dos piezas de artillería, contra los cuales el enemigo desplegó algunas guerillas defendidas sin embargo por sus pozos y sus acequias; roto el fuego, unos y otros resforzaron sus fuerzas, pero el mayor Balcarce hizo replegar las suyas para animar á las contrarias con este aparato de debilidad. En efecto, apénas se acercaron los Españoles, descubrió la totalidad de su ejército, que al grito de *viva la patria* cargó al enemigo, le arrolló por todas partes, y en ménos de quince minutos la fuga y el desórden eran tales en sus filas que abandonaron la artillería, la caja del ejército, las municiones, dos banderas, ciento cincuenta prisioneros, entre ellos algunos oficiales, muchos heridos y cuarenta muertos, sin mas pérdida de parte del ejército patriota que un soldado muerto, y dos oficiales subalternos y diez soldados heridos. La táctica hábil del general Balcarce habia decidido de la suerte de la revolucion.

Solo 250 Españoles llegaron á Cotagáita.

Los restos del ejército realista tomaron los cerros y caminos intransitables, unos á pié, otros montados, abandonando armas, fornituras y cuanto les estorbaba para salvarse de la persecucion de los patriotas. Segun el parte del representante del gobierno, solo llegaron á Cotagáita 250 hombres, los mejores montados, quienes, como Córdova, habian corrido muy al principio de la derrota. Todos los dias llegaban soldados cargados de armas, fornituras, prendas, dinero y alhagas. En fin, fué tal la derrota que el mismo Córdova confiesa que excedió á lo que se figuraban los patriotas (1).

(1) Véanse los documentos.

1810.

El representante del gobierno agradeció al ejército en nombre de la patria y concedió sueldos íntegros á los que quedasen inválidos, á las viudas y padres pobres de los que fallecieron. El general Balcarce dedicó una de las banderas tomadas al gobierno de la capital, para *que la destinase á la sala del rey D. Fernando con las que adornaban su retrato.*

Pronunciamiento en Cochabamba: derrota de los Españoles en Aroma.

El 14 de noviembre, los Cochabambinos se declararon por la revolucion, y su ejército en número de mil quinientos hombres de caballería, inexpertos, escasos de armas y sin oficiales de instruccion, batió al coronel español D. Fermin de Pierola en Aroma, poniéndolo en fuga y haciéndole sufrir grandes pérdidas.

Resultado de ambas victorias: Suipacha y Aroma.

Si la batalla de Suipacha le abrió el camino del Alto Perú al ejército libertador, el combate de Aroma destruyó todos los obstáculos que podian levantarse en el centro de aquellos pueblos. Los habitantes de la capital recibieron ambas noticias con un regocijo increible. Nada detenia pues al ejército independiente, sino la incorporacion de las divisiones de Tarijeños, Salteños, Tucumanos, Santiagueños y Cordobeses, con la artillería, el material y las monturas necesarias. Poco despues marchaba sobre Potosí, y en el camino se le reunieron los *patricios de Buenos Aires*, quintados cuatro meses ántes por el mariscal Nieto y que habian logrado escaparse del mortal presidio del cerro de Potosí, despues de la victoria de Suipacha. El general en jefe les confió la mision de perseguir á Nieto y Córdova, lo que efectuaron logrando apoderarse de ellos y trayéndolos á Potosí, que acababa de ser ocupado por los patriotas. La toma de esta ciudad fué de trascendencia para la revolucion, pues ella consolidó la emancipacion de los habitantes de quinientas leguas y puso en poder de los independientes el monte mineral de Potosí y la gran casa de moneda que habia contribuido con mas de dos millares de pesos fuertes á la esclavitud de la España y de la América.

Toma de Nieto y Córdova.

Ejecucion de Nieto, Córdova y Paula Sanz.

Sin embargo la victoria de Suipacha echó sobre la revolucion una nueva y séria responsabilidad. Á Nieto, Córdova y Sanz cúpoles la misma suerte que á los infortunados Liniers, Concha, Allende, Moreno y Rodríguez en Córdoba. La conducta de estos

señores en los sucesos del año anterior constituía el proceso, cuya sentencia inexorable se habia anticipado en las instrucciones que recibió el representante de la junta gubernativa.

Actos crueles del presidente Pizarro y su deposicion.

En 1809, cuando se supo el cambio de dominacion que habia sufrido la metrópoli, dos provincias del Alto Perú, la Paz y la Plata, quisieron ponerse á cubierto de las tramas de la nueva y de la antigua corte. El presidente de la Plata interpretando esos sentimientos como una provocacion de la independencia, les contestó haciendo aprisionar varios vecinos respetables, entre los cuales estaba el doctor D. Jáime Ludañes, que destinó á la inquisicion de Lima. En fin, fueron tales las crueldades que ejerció, que el pueblo ayudado por los estudiantes lo depuso y formó una junta el 25 del mismo año.

Liniers desiste de auxiliarlo.

El suceso de la Plata tuvo lugar durante el vireinato de Liniers, quien pensó enviar una expedicion al auxilio del presidente Pizarro, pero el arribo próximo de su sucesor lo hizo desistir. El virey Cisnéros llegó con el mariscal Nieto nombrado gobernador de Montevideo y se recibió del vireinato en la Colonia del Sacramento. Desconfiando de Liniers y sus partidarios, envió á Nieto para que tomase en su nombre posesion de Buenos Aires. El mariscal Nieto con una presencia de ánimo admirable en su edad, atravesó el Rio de la Plata sin mas escolta que la de un ayudante, desembarcó en Buenos Aires, se dirigió al fuerte donde hizo su entrada á las cuatro de la tarde del dia 22 de julio, instalándose en nombre del virey, sin poder contar con una sola bayoneta del ejército de la capital, el que entretanto contemplaba seriamente como propia la injusticia que se cometia en la persona y en los servicios de aquel jefe que tanto idolatraba.

Nieto se recibe del vireinato de Buenos Aires en nombre de Cisnéros.

Primer acto violento del mariscal Nieto.

El primer acto violento del mariscal fué encarcelar al coronel D. Juan Martin de Puyrredon, Americano respetable, que habiendo asistido á la disolucion de la monarquía española, queria contribuir á la mejora de la constitucion interior de su patria.

El segundo fué quererlo embarcar para España, lo cual no tuvo lugar por haberse escapado la noche ántes. Todos estos

1810.

sucesos precipitaron la venida del virey, quien se ocupó inmediatamente de la reforma del ejército de la capital y de la organizacion de fuerzas contra los sublevados de la Plata.

Envió con ese fin, en el mes de octubre, á Nieto y Córdova con un expedicion de quinientos hombres, entre los cuales se encontraban *patricios, arribeños, montañeses, artilleros*, *húsares del rey*, *etc.* Fácil era ver en el semblante de estos hombres el odio que tenian á su jefe, que queria hacer de ellos los instrumentos de sus crueldades.

Goyeneche se apodera de la Paz; mala política de ese jefe y de Nieto.

El general Goyeneche con un ejército de dos mil hombres ocupó á la Paz el 25 de octubre, á los tres meses nueve dias de la instalacion del nuevo gobierno. Pasaron de ciento las personas á quienes castigó con las penas de muerte, destierro, multa, presidio, etc. Poco despues llegó Nieto, y en el acto se formó una corte marcial, las cárceles se llenaron, y los Pazeños tuvieron que comprarse la vida á fuerza de oro y plata para satisfacer la avaricia de estos nuevos explotadores de los metales preciosos del Perú (1).

Nieto, Córdova y Goyeneche eran pues famosos por sus crueldades cuando sobrevino la revolucion de la capital de Buenos Aires en 1810, hecho por el cual se creyeron autorizados para despedazar ese vireinato, anexando cuatro provincias, Potosí, la Paz, la Plata y Cochabamba al vireinato del Perú y obligando á sus habitantes que combatiesen contra los pueblos hermanos. Nieto quintó á los patricios y los encerró en el cerro de Potosí.

Nieto comunica sus planes al gobernador de Montevideo.

En una carta al gobernador de Montevideo dice Nieto: «Mandaré como general en jefe todo el ejército, llevando en sus » divisiones jefes de satisfaccion, como lo es el Sr. brigadier » D. José Manuel de Goyeneche, acostumbrado á corregir empeñosamente iguales crímenes. *Este plan verdadero y legítimo » vigorosamente formado será un rayo que fulmine centellas abrasadoras contra los delincuentes.* » Mas tarde, en una carta al gobernador de Córdoba, aprueba los auxilios que ha pedido al Brasil y se lisonjea de haber quintado á los patricios. Sobre

(1) Véanse las *Noticias históricas del Rio de la Plata*, por don Ignacio Núñez.

1810.

Id. al de Córdoba.

Buenos Aires le dice lo siguiente : « Tomado Santa Fe que ha » de ser una de mis principales miras, queda Buenos Aires con » solo su recinto y sus inmensas é inútiles pampas, y segun las » noticias que vayamos adquiriendo y el estado de las cosas, se » les estrechará mas ó ménos para que éntre en sus deberes, » *sin olvidar el castigo de los autores de tantos males :* tengo en » mi poder varios oficios relativos á órdenes y aprobaciones de » la revolucionaria junta de Buenos Aires, á los que no he » dado el uso que correspondia, *porque espero tener la satisfac- » cion de hacérselos comer en iguales proporciones á los sucios y » viles insurgentes que me los han remitido bajo el título de repre- » sentantes del poder soberano.* — Es muy buena la disposicion » de V. S. de haber detenido el situado de particulares (dinero » del comercio) y segun mis planes será tambien oportuno que » se asegure hasta que varíe de gobierno la ciudad de Buenos » Aires, pues á los criminales se les debe oprimir por todos » medios, y no es buena política dar armas contra sí mismo. »

Lamentable renovacion del suceso de la Cabeza del Tigre.

La conducta cruel ejercida por el mariscal Nieto y demas autoridades del Alto Perú, sus proclamas sangrientas y su fanatismo, formaron la base del proceso que debia dar por resultado la funesta sentencia de cuya ejecucion estaba encargado el terrible representante del gobierno de la capital. Hé aquí los documentos (1).

SENTENCIA DEL REPRESENTANTE.

Cuartel general de Potosí, 14 de diciembre de 1810.

Tendencias de los reos.

« La junta provisional gubernativa de las Provincias del Rio » de la Plata por el Sr. D. Fernando VII, habiendo examinado » la naturaleza de los crímenes cometidos por D. Francisco de

(1) Véase el juicio del general Camba sobre estos sucesos, en sus *Memorias para la historia de las armas españolas en el Perú*, tomo I, pág. 28 á 46; Madrid, 1846.

1810.

» Paula Sanz, D. Vicente Nieto y D. José de Córdova y Rójas,
» siendo jefes de estas provincias en colusion con D. Santiago
» Liniers, D. Juan Gutiérrez de la Concha, y otros de la ciudad
» de Córdoba, para dividir las provincias, separar las unidas á
» la capital, dislocar estas de su dependencia, para arrastrarlas
» al vireinato de Lima, ocultar á los pueblos la verdad de los
» hechos importantes á su conocimiento, suplantándoles otros
» abiertamente falsos para alucinarlos, é impedirles la libertad
» de unirse en cabildo general y decidir libremente de su suerte,
» obligándoles á la fuerza á que sirviesen ciegamente á su vo-
» luntad, levantando tropas para oponerse al gobierno de la
» capital sin títulos, malversando el erario, dividiendo los
» pueblos en fracciones y guerras que han traido la disolucion
» y la muerte, hasta dejar entablada una rivalidad odiosa y de
» irreparables consecuencias entre ciudadanos de un mismo
» Estado y vasallaje, y proponerse planes acordados con el virey
» Abascal de disolucion de los pueblos : todo con el único fin de
» sostenerse en la posicion de un mando absoluto y despótico,
» sin títulos de conservacion y perpetuidad, y terminar en una
» sujecion de estos dominios á poder extraño, sin haber que-
» rido ceder á las reconvenciones repetidas para que dejasen en
» libertad de obrar á los pueblos de quienes es privativo decidir.
» Por todo ello, que es público, notorio y comprobado en tér-
» minos de no admitir exculpacion alguna, condena á los refe-
» ridos Sanz, Nieto y Córdova, presos en resultas de la victo-
» ria de nuestras armas, como reos de alta traicion, usurpacion
» y perturbacion pública hasta con violencia y mano armada, á
» sufrir la pena de muerte, pasándolos por las armas en ejecu-
» cion militar; y mando se ejecute mañana en la Plaza Mayor,
» precediendo las prevenciones de ordenanza, que se dispondrán
» por la órden del general del ejército, y la notificacion á los
» reos en su persona esta noche por mi ayudante de campo
» D. Máximo Zamudio, á quien nombro secretario á fin de
» que asista al teniente coronel y comandante en segundo de
» este cuartel D. Eustaquio Díaz Vélez, á quien comisiono para
» las demas disposiciones que los reos quieran por preparacion

Actos criminales que se les atribuye.

Objeto de ellos.

Son declarados culpables de alta traicion y condenados á muerte.

» cristiana : sentando á continuacion las notificaciones, y devolviéndoseme original para constancia. »

1810.

Dr. D. Juan José Castelli.
Nicolas Rodríguez Peña, *secretario*.

NOTIFICACION DE LA SENTENCIA.

Notificacion de la sentencia.

Á las nueve de la noche del dia catorce de diciembre de mil ochociento diez, en la imperial villa de Potosí y cuartel general del ejército auxiliar á las provincias del Perú, en el mismo instante que recibió el Sr. D. Eustaquio Díaz Vélez, teniente coronel en segundo de este cuartel, la sentencia que antecede, para que en el acto la comunicase, pasó con asistencia de mí el secretario á la real Casa de Moneda de esta villa, donde se hallan presos los reos D. Francisco de Paula Sanz, D. Vicente Nieto, y D. José de Córdova y Rójas; y reuniéndolos en una pieza, y puestos de rodillas, les leí la sentencia de ser pasados por las armas militarmente en el preciso término de doce horas, y seguidamente separándolos á distintas habitaciones, les proporcionó todos los auxilios para morir cristianamente; y para que conste por diligencia, lo firmó dicho señor, de que yo como secretario doy fe. Díaz Vélez.

Ante mí : Máximo Zamudio, *secretario*.

EJECUCION DE LA SENTENCIA.

Ejecucion de ella.

En la imperial villa de Potosí, cuartel general del ejército auxiliar, á quince de diciembre de mil ochocientos diez, yo el infrascrito secretario doy fe, que en virtud de la sentencia dada por la Excma. junta provisional del Rio de la Plata, á nombre del señor D. Fernando VII, y comunicada por su representante en estas provincias del Perú, el Excmo. señor doctor D. Juan José Castelli, al señor comandante en segundo de este cuartel y juez comisionado D. Eustaquio Díaz Vélez, de ser pasados por las armas los reos de Estado D. Francisco de Paula Sanz, gober-

1810.

nador intendente de esta imperial villa, D. Vicente Nieto, mariscal de campo y presidente de Chárcas, y D. José de Córdova y Rójas, capitan de fragata de la real armada; los que fueron conducidos en segura custodia en dicho dia á la Plaza Mayor, en donde se hallaba el señor juez comisionado, y estaban formadas las tropas para la ejecucion; y habiendo publicado el bando dicho señor, segun previene Su Majestad en sus reales ordenanzas, puestos los reos de rodillas delante las banderas, y leidóse por mí la sentencia en alta voz, se pasaron por las armas los dichos Sanz, Nieto y Córdova, en cumplimiento de ella, á las diez de la mañana del referido dia; delante de cuyos cadáveres desplegaron inmediatamente las tropas que se hallaban formadas; y quedan enterrados los dichos Nieto y Córdova en la iglesia de la Caridad, y Sanz en la del monasterio de monjas teresas de esta villa; y para que conste por diligencia, lo firmó dicho señor con el presente secretario.

Díaz Vélez.

Ante mí : Máximo Zamudio, *secretario*.

Nombramiento de Belgrano para abrir una campaña sobre el Paraguay.

Belgrano fué nombrado, el 4 de setiembre, para proteger los pueblos de la Banda Oriental y levantar en ella nuevas fuerzas. Igual encargo le fué dado respecto á Corriéntes y al Paraguay, acordándose que abriese su campaña sobre esta última provincia con un buen ejército expedicionario.

Ruptura de relaciones entre el Paraguay y Buenos Aires.

Rivalidades y cuestiones de localidad habian roto las relaciones entre Buenos Aires y el Paraguay, y en esta provincia se habia sobrepuesto el cabildo á la autoridad del gobernador Velasco.

Medidas administrativas de Belgrano.

Ántes de abrir su campaña, Belgrano dictó en las comarcas confiadas á su gobierno no pocas medidas, que desde luego revelaron en su persona grandes dotes administrativas; dirigiendo en ellas principalmente su atencion al culto divino y á la instruccion pública.

Sitúa su cuartel general en la Candelaria.

Por último, Belgrano eligió el pueblo de la Candelaria para situar su cuartel general y dar á su expedicion la organizacion que

1810.

mas conviniera á sus propósitos. Hízolo así y preparóse á dar principio á la campaña.

La revolucion no habia cundido en el Paraguay.

Era sin embargo muy grande el error de la junta gubernativa y de Belgrano en suponer que la expedicion militar se reduciria á un simple paseo del lábaro revolucionario por el suelo del Paraguay, y que los moradores de esta porcion del vireinato prorumpirian en explosiones de entusiasmo al divisarlo.

Juicio del general Paz sobre esta expedicion.

En efecto, el general Paz, confirmando este juicio, dice en sus *Memorias*, que « el proyecto de la expedicion al Paraguay, » desde que se formó, fué sobre un supuesto falso de que hallaria disposiciones tan favorables en los Paraguayos, que estos » vendrian en bandadas á engrosar las filas libertadoras. El suceso probó de tal modo lo contrario, que el mismo general » Belgrano afirma que no tuvo ni un solo pasado. Ántes dije » y repito ahora, que esa unanimidad no provino de adhesion » al sistema español, sino de un instinto ciego de localidad, al » que puede añadirse mucho de amor propio.

» El coronel Espinola, hombre mal querido entre sus comprovincianos, fué el primer emisario de la junta provisoria, » quien, como dice la *Memoria* (1), fué tan mal recibido que escapó á *uña de buen caballo.*

» Este mismo jefe, de regreso á Buenos Aires, dió tales facilidades del éxito de la expedicion, que la creía suficiente con » el número de doscientos hombres. Esta y la futura influencia » que debia adquirir Espinola, hirió el orgullo paraguayo y contribuyó á esa uniforme resistencia. He oido lamentar á sugetos » juiciosos del Paraguay el error que se cometió empleando á » Espinola, y me aseguraron que si él no hubiera ido, es probable que se hubiesen entendido con el general Belgrano y » con la junta de Buenos Aires (2). »

La topografía de aquel inmenso territorio, erizado de cordille-

(1) Alude á la *Memoria* que sobre esa campaña ha dejado escrita el general Belgrano y que hace parte de esta obra.

(2) *Memorias póstumas del general don José M. Paz*, tomo 1º, pág. 355.

1810.

ras y cortado por numerosos rios, era un inconveniente natural que tambien habia de dificultar inmensamente las operaciones militares.

Proposicion de un armisticio. Su repulsa.

El primer paso que dió Belgrano fué la proposicion de un armisticio, que hizo á la fuerza que guarnecia la márgen opuesta del Paraná; escribiendo tambien en este sentido al gobernador Velasco, al obispo y al cabildo de la Asuncion. Esto fué el 6 de diciembre. Pero léjos de ser fructuosa esta medida, se contestó á ella con la prision del parlamentario (1).

(1) El *Paraguayo independiente* refiere los sucesos que se desarrollaron en esa época del modo siguiente:

En mayo de 1810, Buenos Aires habia comenzado el movimiento revolucionario por la instalacion de una asamblea governamental, sin proclamar abiertamente su independencia de un modo absoluto, queriendo desde luego arrastrar en la revolucion á todas las provincias del Plata. En ese sentido se dirigió la junta al gobierno del Paraguay, en 27 del mismo mes, invitándole á adherirse al movimiento, al reconocimiento de su autoridad y al envío de diputados que tomasen parte en las deliberaciones.

El aprecio y la consideracion que don Bernardo de Velasco, gobernador entónces del Paraguay, se habia captado durante su administracion, moderaban las aspiraciones á la independencia del pueblo paraguayo, el que por otra parte no queria sustraerse de la dominacion española para caer bajo el yugo de Buenos Aires, del cual era independiente.

Convocó Velasco el consejo para poner en su conocimiento la invitacion recibida de Buenos Aires, y para conocer sus intenciones. Decidió este que era conveniente, en asunto tan grave, consultar la opinion del país, por la convocacion de una asamblea general del clero, de los oficiales del ejército, de los magistrados civiles, de las corporaciones y de los propietarios mas ricos. Tal fué la respuesta que se envió á Buenos Aires el 17 de julio; y el 24 del mismo mes la asamblea se reunió y decidió se conservasen relaciones amistosas con Buenos Aires, sin reconocer en él ninguna superioridad; y que miéntras llegaba la decision de la España, se tomasen todas las medidas necesarias para la seguridad y la defensa del país.

Esta determinacion fué comunicada, el 27 de julio, á la junta de Buenos Aires, la que con la intencion de hacer prevalecer su autoridad sobre el Paraguay, organizó contra esta provincia una expedicion militar, cuyo mando confió á uno de sus miembros, el general don Manuel Belgrano.

Despues de haber atravesado la expedicion el Paraná, llegó en diciembre 1810 á Itapua, hoy ciudad de la Encarnacion, y marchó sin encontrar oposicion hasta Paraguarí, en donde fué batida el 19 de febrero de 1811. En su retirada, una nueva derrota en las orillas del Tacuarí, territorio de las Misió-

1810.

Rompimiento de las hostilidades. Triunfos parciales de Belgrano.

Esta actitud hostil forzó á Belgrano á declarar rotas las hostilidades el dia 18, y á pasar el Paraná. Hízolo así, y comenzó su campaña por la ocupacion de Itapua. Este y otros pequeños

nes, la obligó á capitular el 12 de marzo. El gobierno del Paraguay hizo ocupar entónces la ciudad de Corriéntes para impedir toda nueva tentativa, lo que, por otra parte, no parecia probable.

Sin embargo, el sentimiento de independencia hacía grandes progresos en el Paraguay, y los partidarios de la emancipacion comprendieron que para fundarla bastaria proclamarla. De ese modo fué que una revolucion pacífica, bajo la direccion de don José Gaspar de Francia y sostenida por las tropas á las órdenes del comandante don Pedro Juan Caballero, puso fin, el 14 y 15 de marzo de 1811, á la dominacion española.

El 16 se creó un gobierno provisorio, compuesto de tres miembros, don Bernardo de Velasco, don José Gaspar de Francia y don Juan V. Zebállos, cuyas funciones debian durar hasta la reunion de una asamblea general que determinaria el régimen y la forma de la nueva administracion.

La asamblea, reunida del 17 al 20 de junio, aprobó los actos del gobierno provisorio y creó una junta de gobierno, compuesta de un presidente, de cinco consejeros y de un secretario, cuyas funciones debian durar cinco años. Ella decretó en seguida:

1º Que el Paraguay se gobernaria por sí mismo sin la intervencion de Buenos Aires, proclamando por ese hecho la independencia paraguaya.

2º Que sin embargo conservaria buenas relaciones con esa provincia, y que enviaria diputados al congreso general.

3º Que los derechos de aduana se establecerian regularmente y que el monopolio del tabaco quedaria suprimido.

4º Que, en ningun caso, las leyes y resoluciones del congreso argentino obligarian el Paraguay, sino despues de haber sido aprobadas por la asamblea general.

Era bien entendido, pues, que no solamente el Paraguay se declaraba independiente de la España, sino tambien que no reconocia ninguna autoridad ni supremacía de parte de Buenos Aires.

La junta de Buenos Aires se apresuró á enviar entónces al Paraguay al general Belgrano y á don Vicente A. de Echevarría, quienes, desde Corriéntes, dieron conocimiento del objeto de su mision á la Asuncion, pidiendo ser admitidos. El gobierno les respondió que serian recibidos, si Buenos Aires reconocia la independencia del Paraguay, y se presentaron poco despues. El 12 de octubre de 1811, se firmó con ellos, en su calidad de plenipotenciarios, un tratado por el cual la independencia del Paraguay era explícitamente reconocida por Buenos Aires, fijaba las relaciones comerciales entre ambos países, y estipulaba el concurso recíproco para la conservacion y la defensa del órden de cosas establecido. (Véase *El Paraguayo independiente*, tomo I, pág. 1 á 14 y siguientes.)

1810.

triunfos parciales que obtuvo, engendraron en él tal confianza, que incurrió en el error de dividir sus fuerzas en marcha, medida á la cual se atribuye en parte el gran descalabro que sufrió su ejército en la batalla de Paraguarí, cuyas consecuencias fueron tan fatales que sin la energía que desplegó Belgrano, hubiera sido deshecho totalmente.

DOCUMENTOS.

FRAGMENTO DE UNA MEMORIA PÓSTUMA

DE D. CORNELIO SAAVEDRA,

EN LA PARTE QUE SE RELACIONA CON LOS SUCESOS Y PROPÓSITOS DE LA REVOLUCION DEL 25 DE MAYO DE 1810, Y CIRCUNSTANCIAS QUE PRECEDIERON.

(Ms. autógrafo.)

Sobre separacion de Cisnéros del mando.

Los hijos de Buenos Aires con estos actos (*viene hablando de los del gobierno de Cisnéros*), ya querian se realizase la separacion de Cisnéros del mando, y que se reasumiese en los Americanos.

Proyectos sobre ella.

Se hicieron varias reuniones, se hablaba con calor de estos proyectos, y se queria atropellar por todo. Yo siempre fuí opuesto á estas ideas: toda mi resolucion ó dictámen era decirles: «Paisanos y señores, *aun no es tiempo;*» sin extenderme á desmenuzar ó analizar este concepto. Y cuando los veía mas enardecidos en persuadirme debia ya realizarse el sacudimiento que deseaban, volvia á repetirles: « No es tiempo: dejen Vds. que las brevas maduren, y entónces las comerémos. »

Algunos demasiado exaltados llegaron á desconfiar de mí, creyendo era partidario de Cisnéros. Creció este rumor entre los demas: mas yo no variaba de opinion.

1810.

Los Franceses activaban la conquista de la España.

Los Franceses, en aquella época, activaban con fuerzas muy respetables la ocupacion y conquista de la España. Las *Gacetas* nos mencionaban batallas ganadas todos los dias por los Españoles, mas ellos mismos confesaban que gradualmente las provincias enteras estaban ya subyugadas. Á la verdad, ¿ quién era en aquel tiempo el que no juzgase que Napoleon triunfaria y realizaria sus planes con la España ? Esto era lo que yo esperaba muy en breve, y esta la oportunidad ó tiempo que creía conveniente para dar el grito de libertad en esta parte de América ; esta la breva que era útil esperar que madurase.

No eran infidentes los Americanos en separarse de ella.

Á la verdad, no era dudable que, separándonos de la metrópoli que ya veíamos dominada por sus invasores, ¿ quién justamente podria argüirnos de infidencia ? En aquel caso nuestra separacion solo probaria nuestra decision á no ser Franceses : de consiguiente quedaba justificada ante todos los sensatos del mundo nuestra conducta.

Anuncio de la subyugacion de la España.

Efectivamente así sucedió. El mismo Cisnéros anunció al público por su proclama de 18 de mayo del año 10, que solo Cádiz y la isla de Leon se hallaban libres del yugo de Napoleon.

Regreso á la ciudad.

Yo me hallaba en ese dia en el pueblo de San Isidro. D. Juan José Viamonte, sarjento mayor que era de mi cuerpo, me escribió diciendo que era preciso regresase á la ciudad sin demora, porque habia novedades de consecuencia. Así lo ejecuté. Cuando me presenté en la casa, encontré en ella una porcion de oficiales y otros paisanos, cuyo saludo fué preguntarme : « ¿ Y aun dice V. que no es tiempo ? » Les contesté : « Si Vds. no me imponen de alguna nueva ocurrencia que yo ignore, no podré satisfacer á la pregunta. » Entónces me pusieron en las manos la proclama de aquel dia.

Luego que la leí, les dije : « Ahora digo no solo que es tiempo, sino que no se debe perder ni una sola hora. »

Reunion de Americanos que pedian la remocion del virey.

Me propusieron pasásemos á casa de D. Nicolas Peña, en la que habia una gran reunion de Americanos, que clamaba por que se removiese del mando al virey, y se crease un nuevo gobierno americano. Allí encontramos al finado D. Juan José Castelli y D. Manuel Belgrano. El primer paso que acordamos dar, fué

1810.

interpelar al alcalde de primer voto, que lo era D. Juan José Lezica, y al síndico procurador D. Julian Léiva, para que con conocimiento del virey Cisnéros se celebrase un cabildo abierto, á que concurriese el pueblo á deliberar sobre su suerte.

Sobre la celebracion de un cabildo abierto.

Belgrano y yo nos encargamos de allanar este paso con dicho alcalde de primer voto, y Castelli con el síndico procurador Dr. Léiva.

Accesion á ese paso.

Á pesar de la repugnancia que manifestó Lezica, viendo que le hablábamos de serio, tuvo que acceder á lo que pedíamos. Esa misma tarde convocó á todos los demas capitulares, y en consorcio del síndico hicieron presente nuestra solicitud. El resultado fué quedar acordado pedir sin demora vénia al virey para convocar al siguiente dia á cabildo público y general. Dos individuos de la misma corporacion fueron al efecto diputados. Sorprendió á Cisnéros aquella novedad : contestó al cabildo que ántes de dar el consentimiento ó vénia que se solicitaba, queria tratar de ello con los jefes y comandantes de la fuerza armada. El 19 se nos citó por el sarjento mayor de plaza, para que á las siete de la noche estuviésemos todos en la fortaleza. Así lo verificamos.

Franca manifestacion del virey.

Se nos presentó el virey y nos dijo : « Señores, se me ha pedido vénia por el excmo. cabildo para convocar sin demora al pueblo á cabildo abierto; á lo que parece ha influido mi proclama de ayer. Yo no he dicho en ella que la España toda está perdida, pues nos quedan Cádiz y la isla de Leon. Llamo, pues, á Vds. para saber si están resueltos á sostenerme en el mando, como lo hicieron el año 9 con Liniers, ó no. En el primer caso, todo el fervor de los que pretenden tan peligrosas innovaciones quedará disipado. En el segundo, se hará el cabildo abierto, y Vds. reportarán sus resultados; pues yo no quiero dar márgen á sediciones tumultuarias. »

Contestacion en el sentido de reasumir sus derechos.

Viendo que mis compañeros callaban, yo fuí el que dije á Su Excelencia : « Señor, son muy diversas las épocas del 1° de enero del año 1809, y la de mayo de 1810 en que nos hallamos. En aquella, existia la España, aunque ya invadida por Napoleon. En esta, toda ella, todas sus plazas, están subyugadas

1810.

por aquel conquistador, excepto Cádiz y la isla de Leon, como nos lo aseguran las *Gacetas* que acaban de venir y la proclama de ayer. ¡ Y qué, Señor ! ¿ Cádiz y la isla de Leon son España? Este inmenso territorio, sus millones de habitantes, ¿han de reconocer soberanía en los comerciantes de Cádiz y en los pescadores de la isla de Leon? ¿ Los derechos de la corona de Castilla á que se incorporaron las Américas han recaido, acaso, en Cádiz y la isla de Leon, que son parte de Andalucía? No, Señor: no queremos seguir la suerte de la España, ni ser dominados por los Franceses. Hemos resuelto reasumir nuestros derechos, y conservarnos por nosotros mismos. El que á Vuestra Excelencia dió autoridad para mandarnos ya no existe, de consiguiente tampoco las fuerzas de su mando para sostenerse en ella. » Esto mismo sostuvieron todos mis compañeros. Con tal desengaño, concluyó diciendo: « Pues, Señores, se hará el cabildo abierto que se solicita; » y en efecto se hizo el 20 del mismo mayo (1).

Se resuelve la celebracion del cabildo.

Concurrieron todas las corporaciones eclesiásticas y civiles, un crecido número de vecinos, y un inmenso pueblo, así como D. Pascual Ruiz Huidobro, y todos los comandantes y jefes de la guarnicion.

Se efectúa.

Las tropas estaban acuarteladas con el objeto de acudir adonde la necesidad lo demandase. La plaza de la Victoria estaba toda llena de gente, que se adornaba ya con la divisa en el sombrero de una cinta azul y otras blancas; con el primor de que en todo aquel conjunto de pueblo no se vió el mas lijero desórden.

Expectativa y situacion general.

La cuestion que debia votarse se fijó, á saber : *¿ Si D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros debia cesar ú continuar en el mando de estas provincias en las circunstancias de hallarse solamente libres del*

Cuestion que se fijó para ser decidida.

(1) Aquí padece Saavedra una equivocacion. La reunion de comandantes tuvo en efecto lugar en la noche del 19 al 20, como él lo dice, pero la autorizacion del virey para convocar el cabildo abierto, solo la dió el 21, y el 23 de mayo fué cuando se celebró, segun consta de las actas capitulares. En el intérvalo tuvo lugar la intimacion que los patriotas hicieron á Cisnéros para que resignase el mando, lo que contribuyó á hacerle ceder. (MITRE.)

1810.

yugo frances Cádiz y la isla de Leon? y ¿ si se debia exigir una parte de gobierno que reasumiera el mando supremo de ellas?

Opinion de los oidores y de los empleados.

Los votos fueron públicos. Los oidores opinaron debia continuar Cisnéros en el mando, sin modificacion alguna. Los empleados del rey se conformaron los mas con el voto de los oidores; algunos dijeron que debia asociarse con personas que fueran de la confianza del pueblo.

Ellos y el obispo estuvieron por no innovar.

El Sr. obispo fué singularísimo en su voto. Dijo : « que no solamente no habia por qué hacer novedad con el virey, sino que, aun cuando no quedase parte alguna de la España que no estuviese subyugada, los Españoles que se encontraban en América debian tomar y reasumir el mando de ellas, y que este solo podria ir á mano de los hijos del país, *cuando ya no hubiese quedado un solo Español en él.* »

Contradiccion que les hicieron los doctores Passo y Castelli.

Escandalizó al concurso tan desatinado dictámen. Los Dres. D. Juan José Passo y D. Juan José Castelli, irritados de él y del aire con que el obispo se produjo, tomaron la palabra para rebatirlo : así que empezaron á hablar, les cortó el discurso con decir : — « Á mí no se me ha llamado á este lugar para sostener disputas, sino para que diga y manifieste libremente mi opinion, y lo he hecho en los términos que se ha oido. »

Los canónigos opinaron por la cesacion del virey.

Los canónigos francamente opinaron por la cesacion del virey; que el cabildo reasumiese interinamente el mando que aquel obtenia, hasta tanto que el mismo cabildo nombrase la junta que debia erigirse para el gobierno de estas provincias; para lo cual daban tambien facultad al mismo cabildo. D. Pascual Ruiz Huidobro, jefe de escuadra de la marina real, se conformó con estos votos, y la generalidad del numeroso concurso se decidió por lo mismo.

Lo mismo opinó casi todo el concurso.

Declaracion de la caducidad del virey.

Verificada la regulacion de los votos en aquel mismo acto, se declaró haber caducado la autoridad del virey y quedar reasumida en el excmo. cabildo.

Sobre la publicacion de esta resolucion.

Se me pidió una compañía para publicar por bando esta novedad. La del capitan de granaderos de mi cuerpo D. Eustoquio Antonio Díaz Vélez se presentó al momento en las puertas de las casas capitulares.

1810.

Tardanza del cabildo en dar el bando.

La noche se acercaba, y el cabildo permanecia en su sala capitular á puerta cerrada, sin dar el bando por escrito para su publicacion.

Sospechas del pueblo con este motivo.

El pueblo, reunido en la plaza y calles inmediatas, comenzó á entrar en sospechas con esta demora. En precaucion de resultas, D. Manuel Belgrano y yo nos entramos en dicha sala capitular : hicimos presente el desabrimiento del pueblo al ver que no se anunciaba de un modo público la destitucion del virey. Entónces nos manifestaron que la demora era porque acababan de acordar, que al mismo tiempo se publicase la creacion de la junta de gobierno, y los individuos que para ella habian sido nombrados.

Formacion de la junta de gobierno.

El mismo virey Cisnéros era nombrado presidente de ella, y los vocales, europeos españoles, excepto el mismo D. Manuel Belgrano y yo, que tambien entrábamos en ella.

Oposicion á ese proyecto.

Nos opusimos seriamente á aquel proyecto. Dijimos que convenia que, ántes de anochecer, el pueblo se retirase á sus casas impuesto solamente de que el virey ya no mandaba, y que el cabildo quedaba encargado de aquella autoridad. Que el nombramiento de las personas que debian formar la nueva junta de gobierno, debia diferirse para el dia siguiente; advirtiéndoles no recayese en ninguno de los que éramos electos en aquel acto, porque no eran del agrado del pueblo, al cual era indispensable evitar toda ocasion de inquietud y desabrimiento, porque podia producir resultados desagradables. Obtemperaron los cabildantes á nuestras insinuaciones : quedó sin efecto la eleccion que acababan de hacer, y se publicó el bando en los términos acordados ántes, con lo cual todos quedamos satisfechos y tranquilos.

Nombramiento de los vocales.

El 21, procedió el cabildo al nombramiento de los vocales (1)

(1) Continúa equivocada la cronologia de Saavedra. El 23 fué cuando se nombró esta primera junta, y se recibió en la tarde del mismo dia, segun consta de las actas. En la misma tarde empezó á manifestarse el descontento, y el 24 estalló abiertamente, y esto se comprueba con lo mismo que dice Saavedra mas adelante, que es inconciliable con la duracion de tres

1810.

que debian componer la junta suprema de gobierno en estas provincias, comprendidas en la dilatada extension del vireinato.

El Sr. Juan Nepomuceno Sálas, D. José Santos Inchaurregui, el Dr. D. Juan José Castelli y yo fuimos sus electos en aquel dia, y para la presidencia de ella el mismo D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros.

Instalacion de la junta.

Se recibió esta junta el mismo dia 21, á la tarde. El 22, principió sus sesiones, y nada se hizo en ellas que mereciese la atencion.

Descontento del pueblo con ella.

El 23, volvió á aparecer de un modo bastante público el descontento del pueblo con ella. No se queria que Cisnéros fuese el presidente, ni que por esta calidad tuviese el mando de las armas. Tampoco querian á los vocales Sálas é Inchaurregui, por su notoria adhesion á los Españoles.

Su disolucion.

Todo aquel dia fué de debates en las diferentes reuniones que se hacian, y particularmente en los cuarteles. Al fin, el 24, quedó tambien disuelta esta junta, y yo fuí el que dije á Cisnéros, que era de necesidad se quedase sin la presidencia, porque el pueblo así lo queria, á lo que tambien se allanó sin dificultad.

Nombramiento de la junta por el pueblo.

Reunido el pueblo en la plaza aquel mismo dia, procedió por sí al nombramiento de la junta, que estaba resuelto se estableciese á los acuerdos anteriores, y recayó este en las personas de D. Miguel Azcuénaga, D. Manuel Belgrano, D. Juan José Castelli, el Dr. D. Manuel Alberti, D. Juan Larrea, D. Domingo Mateu y yo, que quisieron fuese presidente de ella y comandante de las armas.

Solicitud de excusa.

Con las mas repetidas instancias solicité al tiempo del recibimiento se me excusase de aquel nuevo empleo, no solo por la falta de experiencia y de luces para desempeñarlo, sino tambien porque habiendo dado tan públicamente la cara en la revolucion de aquellos dias, no queria se creyese que habia tenido particular interes de adquirir empleos ni honores por aquel medio.

dias que atribuye á la expresada junta. El 24 fué, pues, cuando se preparó la revolucion que tuvo lugar el 25 de mayo. (MITRE.)

1810.

No tuvo lugar.

Á pesar de mis reclamos, no se hizó lugar á mi separacion. El mismo Cisnéros fué uno de los que me persuadieron aceptase dicho nombramiento por dar gusto al pueblo. Al fin tuve que rendir obediencia, y fuí recibido de presidente y vocal de la 1ª Excma. junta, prestando con los demas señores ya dichos el juramento de estilo en la sala capitular; lo que se verificó el 25 de mayo de 1810. Lo prestaron igualmente los Dres. D. Juan José Passo y D. Mariano Moreno, que fueron nombrados secretarios de dicha junta.

Prestacion del juramento.

Por política, fué preciso cubrirla con el manto del Sr. D. Fernando VII, á cuyo nombre se estableció, y bajo de él se expedian sus providencias y mandatos.

La junta procedia, al parecer, en nombre de Fernando VII.

La destitucion del virey y consiguiente creacion de un nuevo gobierno americano fué á todas luces el golpe que derribó el dominio que los reyes de España habian ejercido cerca de trescientos años en esta parte del mundo por el injusto derecho de conquista. Sin injusticia, no se puede negar esta gloria á los que, por libertarla del pesado yugo que la oprimia, hicimos un formal abandono de nuestras vidas é intereses, arrostrando los riesgos á que con aquel hecho quedamos expuestos.

Causa de la caducidad de la dominacion española.

Nosotros solos, sin precedente combinacion con los pueblos del interior, mandados todos por jefes españoles que tenian influjo decidido en ellas, confiados en nuestras propias fuerzas, y en su bien acreditado valor, y en que la misma justicia de la causa de la libertad americana le accarrearia en todas partes prosélitos y defensores; nosotros solos, digo, tuvimos la gloria de emprender y llevar á cabo tan grande obra (1).

Sobre la realizacion de tan grande obra.

REAL DECRETO.

Su Majestad Fernando VII, y en su real nombre la suprema junta central, me ha dirigido el siguiente real decreto :

Decreto de la suprema junta central en la isla de Leon.

(1) Tomado de la *Historia de Belgrano*, por el general D. Bartolomé Mitre, actual presidente de la República Argentina, tomo I, pág. 553.

1810.

Resultado desventajoso de la reunion.

Al reunirse la junta suprema central de España é Indias en la real isla de Leon, conforme al decreto de 13 de este mes, los peligros del Estado se han aumentado en gran manera, no tanto por los progresos del enemigo, como por las convulsiones que nos amenazan. La mudanza local en el gobierno para la junta y las cortes no podia demorarse sin exponer la patria al mayor riesgo. Pero esta alteracion no pudo ni debió haberse hecho por un partido, por un distrito, ó por un individuo, y si tal hubiese sucedido, sería el efecto de la alarma, ó de un tumulto, y no de la ley; en tal caso sería la obra de una cábala facciosa, en lugar de ser la decision de toda una nacion, ó de sus legítimos representantes.

Competencia para nombrar un consejo de regencia.

Si las calamidades que nos afligen, y la opinion pública en que ellas influyen, requieren un consejo de regencia, y piden que se nombre inmediatamente, su nombramiento á ningun otro pertenece sino á la autoridad suprema, establecida por el consentimiento nacional, obedecida por ella, y reconocida por las provincias, los ejércitos, nuestros aliados, y las Américas. El poder solamente que una autoridad como esta puede conferir, será legítimo y justo, y tal, cual plenamente represente la unidad de la monarquía.

Resolucion.

Penetrada de estos sentimientos, la suprema junta central de España é Indias ha resuelto mandar en nombre de Su Majestad Fernando VII lo que sigue:

Establecimiento y organizacion de un consejo de regencia.

Que se establezca un consejo de regencia compuesto de cinco personas, una de ellas para representar la América, y todas se nombrarán con exclusion de los individuos que componen la junta suprema.

Sus miembros.

Los dichos cinco miembros serán el R. obispo de Orense, D. Pedro de Quevedo y Quintano; el consejero de Estado y secretario de negocios extranjeros D. Francisco de Saavedra; el capitan general de los reales ejércitos D. Francisco Javier Castáños; el consejero de Estado y secretario de marina D. Antonio de Escaño; y el ministro del consejo de España é Indias D. Estévan Fernández de Leon para América.

Sus facultades.

Toda la autoridad de la junta central se transferirá á este

1810.

consejo de regencia sin limitacion alguna : las personas nombradas aquí permanecerán en el desempeño de estos altos deberes, hasta la deliberacion de las cortes; entónces esta asamblea determinará la forma de gobierno que se ha de sustituir.

Juramento de los regentes.

En órden á que los designios no se frustren para el ulterior beneficio de la nacion, cuando la junta preste su juramento, los regentes tambien jurarán el celebrar las cortes en el tiempo que se ha señalado, ó si circunstancias inevitables estorbasen esta disposicion, para cuando el enemigo hubiese evacuado la mayor parte del reino.

Época en que principiará el consejo sus funciones.

El consejo de regencia principiará sus funciones de oficio el 2 de febrero próximo en la isla de Leon.

Téngase así este decreto entendido, y pónganse los medios para su ejecucion.

Firmado : El Arzobispo de Laodicea, *presidente*.

EL VIREY DE BUENOS AIRES, ETC., ETC.,

A LOS LEALES Y GENEROSOS PUEBLOS DEL VIREINATO DE BUENOS AIRES.

Se refiere á unas noticias desagradables, ya comunicadas.

Acabo de participaros las noticias últimamente conducidas por una fragata mercante inglesa, que habiendo salido de Gibraltar, arribó á Montevideo el 13 de corriente. Ellas son demasiado sensibles y desagradables al filial amor que profesais á la madre patria, por quien habeis hecho tan generosos sacrificios. Pero ¿qué ventajas produciria su ocultacion, si al cabo ha de ser preciso que apureis toda la amargura que debe produciros su inexcusable conocimiento? Por otra parte, es de mi obligacion manifestaros el peligroso estado de la metrópoli, de toda la monarquía, para que instruidos de los sucesos redobleis los estímulos mas vivos de vuestra lealtad y de vuestra constancia contra los reveses de una fortuna adversa, empeñada, por decirlo así, en probar sus quilates. Sabed que la dicha de un tirano, ó mas bien, la astucia con que ha sabido sembrar el

Objeto en hacerlas conocidas.

Situacion de las Andalucías.

1810.

desórden, la desunion y la desconfianza de los pueblos con la legítima autoridad reconocida por ellos, ha logrado forzar el paso de la Sierra, tan justamente creida el antemural de las Andalucías, y derramándose sus tropas por aquellas fértiles provincias como un torrente que todo lo arrastra, han llegado hasta las inmediaciones de la real isla de Leon, con el objeto de apoderarse de la importante plaza de Cádiz, y del gobierno soberano que en ella ha encontrado su refugio: pero sabed tambien, que si la España ha experimentado tan sensibles desastres, aun está muy distante de abatirse al extremo de rendir su cerviz á los tiranos, ni reconocer en el trono de sus monarcas á los que segun sus leyes fundamentales no deben ocuparlo: sabed que sin arredrarla la grandeza de los peligros, ni la reiteracion de sus desgracias, aun empuña las armas que juró emplear en defensa de su libertad ó de su venganza: sabed, en fin, que provincias enteras, pueblos numerosos, y ejércitos que cada dia se levantan de entre sus ruinas, sostienen cada vez con mayor empeño la causa de nuestro adorado soberano Sr. D. Fernando VII.

Entusiasmo en favor de la causa de Fernando VII.

Pero, aunque estas esperanzas no están distantes de la esfera de lo posible, ni es extraña en la vicisitud de las cosas humanas una mutacion repentina á la que especialmente están sujetos los sucesos de la guerra, no creais que mi ánimo es calmar vuestros temores, ni adormecerlos con ideas lisonjeras. ¿Á qué fin me empeñaria en disminuir los riesgos á que está expuesta la monarquía, si ellos mismos deben concurrir á engrandecer vuestro espíritu, ó para prevenirlos en tiempo, ó para vengar los ultrajes de la metrópoli? Mi intencion, pues, es hablaros hoy con la franqueza debida á mi carácter y al vuestro, y deciros en el lenguaje propio del candor y de la sinceridad cuáles son mis pensamientos, y cuáles espero que serán los vuestros: suponed que la España, mas desgraciada que en el siglo VIII, está destinada por los inescrutables juicios de la divina Providencia á perder su libertad y su independencia: suponed mas; que llegarán á extinguirse hasta las últimas reliquias de aquel valor heróico, que quebrantando las cadenas de setecientos

Realidad de los riesgos que corre la monarquía.

1810.

años de esclavitud, la sacó con mayor esplendor á ser la envidia de las naciones, y representar el papel glorioso que ahora perdiera por su confianza ó su desgracia. ¿ Podrán los tiranos lisonjearse de haber esclavizado á toda la nacion? ¡ Qué insensatos si llegáran á concebir un plan tan desvariado! Esto sería desconocer, aun mas que la enorme distancia que los separa, la lealtad innata, el valor y la constancia que os han distinguido siempre. No, no llegarán á manchar las playas que el Ser supremo, por un efecto de su inmensa liberalidad, destinó para que dentro de ellas, y en la extension de tan vastos continentes, se conservase la libertad y la independencia de la monarquía española: sabrán á su costa, que vosotros conservareis intacto el sagrado depósito de la soberanía para restituirlo al desgraciado monarca que hoy oprime su tiranía [illegible] á los ramos de su augusta prosapia, cuando los llamen las leyes de la sucesion: sabrán que entretanto vosotros, animados de tan fieles sentimientos, sostendreis esta sagrada causa contra todos los conatos de la ambicion y de la astucia que hoy parece triunfar de la madre patria; y en fin, que en la América española subsiste, y subsistirá siempre en el trono glorioso de los esclarecidos reyes católicos á quienes debió su descubrimiento y poblacion, para que lo ocupen sus legítimos sucesores.

No inspiran temores ante el patriotismo de sus hijos.

Tales son los sentimientos inalterables de que, con la mayor complacencia mia, os veo animados; ahora resta que con la franqueza de mi carácter os manifieste los mios. Encargado por la autoridad suprema de conservar intactos y tranquilos estos dominios, he dedicado á tan justo y tan interesante objeto todos mis desvelos y fatigas. Nada he omitido de cuanto he creido conducente al desempeño de tan elevada confianza; vosotros sois testigos de que no me dispenso una alabanza á que no tenga justos y conocidos derechos: pero ni estos, ni la general benevolencia que os debo, y á que siempre viviré agradecido, me dispensan del deber que me he impuesto de que en el desgraciado caso de una total pérdida de la Península, y falta del supremo gobierno, no tomará esta superioridad determinacion alguna que no sea previamente acordada en union de todas las

Pasa á exponer sus sentimientos personales.

Manera de dictar cualquiera determinacion, en el caso

1810.

de la perdida de la Península.

representaciones de esta capital, á que posteriormente se reunan las de sus provincias dependientes, entre tanto que de acuerdo con los demas vireinatos se establece una representacion de la soberanía del Sr. D. Fernando VII. Y yo os añado con toda la ingenuidad que profeso, que léjos de apetecer el mando, vereis entónces como toda mi ambicion se ciñe á la gloria de pelear entre vosotros por los sagrados derechos de nuestro adorado monarca, por la libertad é independencia de toda dominacion extranjera de estos sus dominios, y por vuestra propia defensa, si alguno la perturba.

Excita á la union y al órden.

Despues de una manifestacion tan ingenua, nada mas me resta que deciros, sino lo que considero indispensable á la conservacion de vuestra felicidad y de toda la monarquía. Vivid unidos, respetad el órden, y huid como de áspides los mas venenosos, de aquellos genios inquietos y malignos que os procuran inspirar zelos y desconfianzas recíprocas y contra los que os gobiernan: aprended de los terribles ejemplos que nos presenta la historia de estos últimos tiempos, y aun de los que han conducido á nuestra metrópoli al borde de su precipicio; la malicia ha refinado sus artificios de un modo tal, que apénas hay cautelas suficientes para libertarse de los lazos que tiende á los pueblos incautos y sencillos. Todo os lo dejo dicho; aprovechaos si quereis ser felices de los consejos de vuestro jefe, quien os los franquea con el amor mas tierno y paternal.

Buenos Aires, 18 de mayo de 1810.

BALTASAR HIDALGO DE CISNÉROS.

PETICION DEL AYUNTAMIENTO

PARA CONVOCAR UN CONGRESO POPULAR.

EXCMO. SEÑOR,

Perplejidad del pueblo

Sabedor el pueblo de los funestos acaecimientos de nuestra Península, por los impresos publicados en esta ciudad de órden

de Vuestra Excelencia, y animado de su innata lealtad á nuestro soberano, y de los sentimientos patrióticos con que siempre se ha distinguido, vacila sobre su suerte futura, y el deseo de que sea la mas conforme á su felicidad y al objeto inalterable de conservar íntegros estos dominios bajo la dominacion del Sr. D. Fernando VII, le hace zozobrar en un conjunto de ideas difíciles de combinar, y que si no se llegan á fijar cuanto ántes, pueden causar la mas lastimosa fermentacion. Este ayuntamiento, que vela sobre su prosperidad, y se interesa en gran manera por la union, el órden, y la tranquilidad, lo hace presente á Vuestra Excelencia; y para evitar los desastres de una convulsion popular, desea obtener de Vuestra Excelencia su permiso franco para convocar por medio de esquelas la principal y mas sana parte de este vecindario, y que en un congreso público exprese la voluntad del pueblo, y acuerde las medidas mas oportunas para evitar toda desgracia, y asegurar una suerte venidera, sirviéndose Vuestra Excelencia disponer que en el dia del congreso se ponga una reforzada guardia en todas las avenidas ó bocas calles á la Plaza, para que contenga todo tumulto, y que solo permita entrar en ella á los que con la esquela de convocacion acrediten haber sido llamados.

1810.

Á consecuencia de funestos sucesos.

El ayuntamiento pide permiso para convocar un congreso popular

Guardia que lo custodiará.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Sala capitular, 21 de mayo de 1810.

Excmo. Señor,

Juan José Lezica. — Martin Gregorio Yáñiz. — Manuel Mansilla. — Manuel José de Ocampo. — Juan de Llano. — Jaime Nadal y Guarda. — Andres Domínguez. — Dr. Tomas de Anchorena. — Santiago Gutiérrez. — Dr. Julian de Léiva.

Excmo. señor virey D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros.

CONTESTACION DEL VIREY.

Excmo. Señor,

Acabo de recibir el oficio de Vuestra Excelencia de esta fecha,

Otorga el permiso.

1810.

ahora que son las 10 de la mañana, por medio de sus diputados á efecto de ponerlo en mis manos; y enterado de su contexto, estoy desde luego pronto á acordar á Vuestra Excelencia, como lo ejecuto, el permiso que solicita para el fin y con las condiciones que me indica en su citada; mediante lo que, luego que Vuestra Excelencia me participe el dia en que ha de celebrarse el congreso que se ha propuesto, dispondré que se aposten las partidas que Vuestra Excelencia solicita en las avenidas ó bocas calles de la Plaza, con los fines de evitar, segun corresponde al mejor servicio de seguridad y tranquilidad pública de esta ciudad, cualquier tumulto ó conmocion que pudiera ocurrir; como igualmente para que solo permitan entrar en ella á los vecinos de distincion que por medio de la esquela de convocacion acrediten en debida forma haber sido llamados por Vuestra Excelencia al efecto; y espero del discernimiento constante y acreditada fidelidad de Vuestra Excelencia é interes que siempre ha manifestado por el bien público de esta ciudad, que como su representante esforzará todo el zelo que lo caracteriza y distingue, á fin de que nada se ejecute ni acuerde que no sea en obsequio al mejor servicio de nuestro amado soberano el señor D. Fernando VII, integridad de sus dominios, constante obediencia al supremo consejo nacional que lo representa durante la cautividad; pues que, como Vuestra Excelencia sabe bien, es la monarquía una é indivisible, y por lo tanto debe obrarse con arreglo á unas leyes, y en su caso con conocimiento ó acuerdo de todas las partes que la constituyen, aun en la hipótesis arbitraria de que la España se hubiese perdido enteramente y faltase en ella el gobierno supremo representativo de nuestro legítimo soberano.

Medidas de seguridad.

Excitacion en favor de la causa de Fernando VII.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, 21 de mayo de 1810.

BALTASAR HIDALGO DE CISNÉROS.

Excelentísimo cabildo, justicia y regimiento de esta ciudad.

PROCLAMA DEL EXCMO. CABILDO

AL VECINDARIO DE BUENOS AIRES,

EN SU CASA CONSISTORIAL, PARA LA APERTURA DEL CONGRESO GENERAL QUE SE HIZO EL 22 DE MAYO DE 1810.

Fiel y generoso pueblo de Buenos Aires,

1810.

Efecto producido en el ánimo del pueblo argentino por unas noticias desfavorables.

Las últimas noticias de los desgraciados sucesos de nuestra metrópoli, comunicadas al público de órden de este superior gobierno, han contristado sobremanera vuestro ánimo, y os han hecho dudar de vuestra situacion actual y de vuestra suerte futura. Agitados de un conjunto de ideas que os han sugerido vuestra lealtad y patriotismo, habeis esperado con ansia el momento de combinarlas para evitar toda division; y vuestros representantes, que velan constantemente sobre vuestra prosperidad, y que desean con el mayor ardor conservar el órden y la integridad de estos dominios bajo la dominacion del Sr. D. Fernando VII, han obtenido del excmo. señor virey permiso franco para reuniros en un congreso. Ya estais congregados: hablad con toda libertad, pero con la dignidad que os es propia, haciendo ver que sois un pueblo sabio, noble, dócil y generoso. Vuestro principal objeto debe ser precaver toda division, radicar la confianza entre el súbdito y el magistrado, afianzar vuestra union recíproca y la de todas las demas provincias, y dejar expeditas vuestras relaciones con los vireinatos del continente. Evitad toda innovacion ó mudanza, pues generalmente son peligrosas y expuestas á division. No olvideis que teneis casi á la vista un vecino que asecha vuestra libertad, y que no perderá ninguna ocasion en medio del menor desórden. Tened por cierto que no podreis por ahora subsistir sin la union con las provincias interiores del reino, y que vuestras deliberaciones serán frustradas, si no nacen de la ley, ó del consentimiento general de todos aquellos pueblos. Así, pues, meditad bien sobre vuestra situacion actual, no sea que el remedio para pre-

Permiso del virey para la reunion de un congreso.

Sobre la union de las provincias interiores.

1810.

caver los males que temeis, acelere vuestra destruccion. Huid siempre de tocar en cualquiera extremo, que nunca deja de ser peligroso; despreciad medidas estrepitosas ó violentas, y siguiendo un camino medio, abrazad aquel que sea mas sencillo y mas adecuado para conciliar con nuestra actual seguridad y la de nuestra suerte futura el espíritu de la ley y el respeto á los magistrados.

JUAN JOSÉ LEZICA. — MARTIN YÁÑIZ. — MANUEL MANSILLA. —MANUEL JOSÉ DE OCAMPO. — JUAN DE LLANO. — JÁIME NADAL Y GUARDA. — ANDRES DOMÍNGUEZ. — DR. TOMAS MANUEL ANCHORENA. — SANTIAGO GUTIÉRREZ. — DR. JULIAN DE LÉIVA.

Licenciado D. JUSTO JOSÉ NÚÑEZ, *escribano público y de cabildo.*

BANDO DEL CABILDO.

Bando del cabildo de Buenos Aires.

En la muy noble y muy leal ciudad de la Santísima Trinidad, Puerto de Santa María de Buenos Aires, á veinte y tres de mayo de mil ochocientos diez. Los señores del excmo. cabildo, á saber: D. Juan José Lezica y D. Martin Gregorio Yáñiz, alcaldes de primero y segundo voto, y regidores D. Manuel Mansilla, alguacil mayor, D. Manuel José de Ocampo, alférez real de turno, D. Juan de Llano, D. Jáime Nadal y Guarda, D. Andres Domínguez, juez diputado de policía, D. Tomas Manuel de Anchorena, defensor general de pobres y fiel ejecutor, D. Santiago Gutiérrez, defensor general de menores, y el caballero síndico procurador general Dr. D. Julian de Léiva.

Sobre el ejercicio del mando superior de las provincias.

Por cuanto al congreso general celebrado ayer 22 del corriente mayo, ha resultado á pluralidad de votos deber subrogarse el mando superior de estas provincias que ejerce el excelentísimo Sr. D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros, y refundirse en este excmo. cabildo provisionalmente, y hasta tanto se erija una superior junta que haya de ejercerlo dependiente siempre

de la que legítimamente gobierna á nombre del Sr. Don Fernando VII, se hace saber así al público por medio del presente bando para su gobierno é inteligencia, y que deseche cualesquiera recelos que hayan podido infundirle las últimas infaustas noticias recibidas de la Península; bien entendido que este excelentísimo cabildo procederá inmediatamente á la ereccion de la junta que haya de encargarse del mando superior hasta que se congreguen los diputados que se convocarán de las provincias interiores para establecer la forma de gobierno mas conveniente.

1810.

Se refundirá provisionalmente en el cabildo.

Procederá á la creacion de la junta que haya de ejercerlo.

JUAN JOSÉ LEZICA. — MARTIN GREGORIO YÁÑIZ. — MANUEL MANSILLA. — MANUEL JOSÉ DE OCAMPO. — JUAN DE LLANO. — JÁIME NADAL Y GUARDA. — ANDRES DOMÍNGUEZ. — TOMAS MANUEL DE ANCHORENA. — SANTIAGO GUTIÉRREZ. — DR. JULIAN DE LÉIVA.

Ante mí :

Licenciado D. JUSTO JOSÉ NÚÑEZ, *escribano público y de cabildo.*

Se publicó por mí el bando precedente, de que doy fe en su fecha.

MARIANO GARCÍA DE ECHABURU, *escribano público.*

BANDO DEL CABILDO.

Los señores del excmo. cabildo, y justicia y regimiento de esta capital, D. Juan José de Lezica y D. Martin Gregorio Yáñiz, alcaldes ordinarios de 1° y 2° voto, regidores D. Manuel Mansilla, alguacil mayor D. Manuel José de Ocampo, D. Juan de Llano, D. Jáime Nadal y Guarda, D. Andres Domínguez, el Dr. D. Tomas Manuel de Anchorena, D. Santiago Gutiérrez, y el síndico procurador general Dr. D. Julian de Léiva.

1810.

Consideracion preliminar.

Por cuanto en acta celebrada hoy dia 25 de mayo por el excmo. cabildo, se ha determinado lo siguiente:

Acta.

En la muy noble y muy leal ciudad de la Santísima Trinidad, puerto de Santa María de Buenos Aires, 25 de mayo de 1810. Los señores del excmo. cabildo, justicia y regimiento, á saber: D. Juan José de Lezica y D. Martin Gregorio Yáñiz, alcaldes ordinarios de 1° y 2° voto, regidor D. Manuel Mansilla, alguacil mayor D. Manuel José de Ocampo, D. Juan de Llano, D. Jáime Nadal y Guarda, D. Andres Domínguez, Dr. D. Tomas Manuel de Anchorena, D. Santiago Gutiérrez, y el Dr. D. Julian de Léiva, síndico procurador general, se enteraron de una representacion que han hecho á este excmo. cabildo un considerable número de vecinos, los comandantes y varios oficiales de los cuerpos voluntarios de esta capital, por sí y á nombre del pueblo, en que indicando haber llegado á entender que la voluntad de este resiste la junta y vocales que este excmo. ayuntamiento se sirvió erigir y publicar á consecuencia de las facultades que se le confirieron en el cabildo abierto el 22 del corriente; y porque puede, habiendo reasumido la autoridad y facultades que confió, y mediante la renuncia que ha hecho el señor presidente nombrado y demas vocales, revocar y dar por ningun valor la junta erigida y anunciada en el bando de ayer 24 del corriente, la revoca y anula, y quiere que este excmo. cabildo proceda á hacer nueva eleccion de los vocales que hayan de constituir la junta de gobierno, y han de ser los señores D. Cornelio de Saavedra, presidente de dicha junta y comandante general de armas, el Dr. D. Juan José Castelli, el Dr. D. Manuel Belgrano, Don Miguel Azcuénaga, Doctor D. Manuel Alberti, D. Domingo Mateu, y D. Juan Larrea, y secretarios de ella los doctores D. Juan José Passo y D. Mariano Moreno; cuya eleccion se deberá manifestar al pueblo por medio de otro bando público: entendiéndose ella bajo la expresa y precisa condicion de que instalada la junta se ha de publicar en el término de 15 dias una expedicion de 500 hombres para auxiliar las provincias interiores del reino, la cual haya de marchar á la mayor brevedad; costeándose esta con los sueldos del excmo.

Representacion dirigida al cabildo.

Revocacion de la ereccion de la junta. Nueva eleccion.

Expedicion para auxiliar las provincias interiores.

1810.

señor D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros, tribunales de la real audiencia pretorial y de cuentas, de la renta de tabacos, con lo demas que la junta tenga por conveniente cercenar: en inteligencia que los individuos rentados no han de quedar absolutamente incongruos: porque esta es la manifiesta voluntad del pueblo. Y los señores habiendo salido al balcon de estas casas capitulares, y oido que el pueblo ratificó por aclamacion el contexto de dicho pedimento ó representacion, despues de haberse leido por mí en altas é inteligibles voces, acordaron que debian mandar, y mandaban se erigiese una nueva junta de gobierno, compuesta de los señores expresados en la representacion de que se ha hecho referencia, y en los mismos términos que de ella aparece miéntras se erige la junta general del vireinato. Lo II: que los señores que forman la precedente corporacion comparezcan sin pérdida de momentos en esta sala capitular á prestar el juramento de usar bien y fielmente sus cargos, conservar la integridad de esta parte de los dominios de América á nuestro amado soberano el señor D. Fernando VII, y sus legítimos sucesores, y observar puntualmente las leyes del reino. Lo III: que luego que los referidos señores presten juramento, sean reconocidos por depositarios de la autoridad superior del vireinato por todas las corporaciones de esta capital y su vecindario, respetando y obedeciendo todas sus disposiciones hasta la congregacion de la junta general del vireinato, bajo las penas que imponen las leyes á los contraventores. Lo IV: que la junta ha de nombrar quien deba ocupar cualquiera vacante por renuncia, muerte, ausencia, enfermedad ó remocion. Lo V: que aunque se halla plenísimamente satisfecho de la honrosa conducta y buen procedimiento de los señores mencionados, sin embargo, para satisfaccion del pueblo, se reserva tambien estar muy á la mira de sus operaciones, y caso, no esperado, que faltasen á sus deberes, proceder á la deposicion con causa bastante justificada, reasumiendo el excmo. cabildo para este solo caso la autoridad que le ha conferido el pueblo. Lo VI: que la nueva junta ha de celar sobre el órden, la tranquilidad pública y seguridad individual de todos los vecinos,

Ratificacion hecha por el pueblo.

Acuerdos. Ereccion de una nueva junta.

Juramento.

Reconocimiento de autoridad.

Suplencia en casos de vacantes.

Derecho reservado de supervigilancia.

Deber de la junta.

1810.

Exclusion respecto á sus miembros.

haciéndosele como desde luego se le hace responsable de lo contrario. Lo VII: que los referidos señores que componen la junta provisoria queden excluidos de ejercer el poder judiciario, el cual se refundirá en la real audiencia, á quien se pasarán todas las causas contenciosas que no sean de gobierno. Lo VIII: que esta misma junta ha de publicar todos los dias primeros del mes un estado en que se dé razon de la administracion de real hacienda. Lo IX: que no pueda imponer contribucion ni gravámenes al pueblo ó á sus vecinos, sin previa consulta y conformidad de este excmo. cabildo. Lo X: que los referidos señores despachen sin pérdida de tiempo órdenes circulares á los jefes del interior y demas á quienes corresponde, encargándoles muy estrechamente y bajo de responsabilidad hagan que los respectivos cabildos de cada uno convoquen por medio de esquelas la parte principal y mas sana del vecindario, para que formado un congreso de solos los que en aquella forma hubiesen sido llamados, elijan sus representantes, y estos hayan de reunirse á la mayor brevedad en esta capital, para establecer la forma de gobierno que se considere mas conveniente. Lo XI: que elegido así el representante de cada ciudad ó villa, tanto los electores como los individuos capitulares le otorguen poder en pública forma, que deberá manifestar cuando concurran á esta capital, á fin de que se verifique su constancia, jurando en dicho poder no reconocer otro soberano que al Sr. D. Fernando VII y sus legítimos sucesores, segun el órden establecido por las leyes, y estar subordinado al gobierno que legítimamente les represente. Cuyos capítulos mandan se guarden y cumplan precisa y puntualmente, reservando á la prudencia y discrecion de la misma junta el que tome las medidas mas adecuadas para que tenga debido efecto lo determinado en el artículo X, como tambien el que designe el tratamiento, honores y distinciones del cuerpo y sus individuos; y que para que llegue á noticias de todos, se publique esta acta por bando inmediatamente, fijándose en los lugares acostumbrados; y lo firmaron, de que doy fe:

Publicacion de estados.

Prohibicion de imponer contribuciones.

Sobre convocacion de vecinos.

Juramento de los representantes de las ciudades.

Observancia de los anteriores capítulos.

JUAN JOSÉ LEZICA. — MARTIN GREGORIO YÁÑIZ. — MA-

1810.

NUEL MANSILLA. — MANUEL JOSÉ OCAMPO. — JUAN DE LLANO. — JÁIME NADAL. — ANDRES DOMÍNGUEZ. — DR. TOMAS MANUEL ANCHORENA. — SANTIAGO GUTIÉRREZ. — DR. JULIAN DE LÉIVA.

Licenciado D. JUSTO JOSÉ NÚÑEZ, *escribano público y de cabildo.*

Por tanto, y para que llegue á noticia de todos, se publica por medio de este bando, en virtud de lo determinado en la referida acta, ordenando tambien se pongan luminares en la noche de este dia.

Buenos Aires, y mayo 25 de 1810.

JUAN JOSÉ LEZICA. — MARTIN YÁÑIZ. — MANUEL MANSILLA. — MANUEL JOSÉ DE OCAMPO. — JUAN DE LLANO. — JÁIME NADAL Y GUARDA. — ANDRES DOMÍNGUEZ. — DR. TOMAS MANUEL ANCHORENA. — SANTIAGO GUTIÉRREZ. — DR. JULIAN DE LÉIVA.

D. JUAN JOSÉ DE ROCHA, *escribano público y del real proto-medicato.*

NOMBRAMIENTO DE UNA NUEVA JUNTA DE GOBIERNO EN BUENOS AIRES.

En la muy noble y muy leal ciudad de la Santísima Trinidad, puerto de Santa María de Buenos Aires, á 25 de mayo de 1810, los señores del excmo. cabildo, justicia y regimiento, á saber :

D. Juan José de Lezica y D. Martin Gregorio Yáñiz, alcaldes ordinarios de primero y segundo voto; regidores D. Manuel Mansilla, alguacil mayor, D. Manuel José de Ocampo, D. Juan de Llano, D. Jáime Nadal y Guarda, D. Andres Domínguez, D. Tomas Manuel de Anchorena, D. Santiago Gutiérrez, y el Dr. D. Julian de Léiva, síndico procurador general.

1810.

El cabildo se entera de una representacion popular.

Se enteraron de una representacion que han hecho á este excmo. cabildo un considerable número de vecinos, los comandantes y varios oficiales de los cuerpos voluntarios de esta capital, por sí y á nombre del pueblo; en que, indicando haber llegado á entender que la voluntad de este resiste la junta y vocales que este excmo. ayuntamiento se sirvió erigir y publicar, á consecuencia de las facultades que se le confirieron en el cabildo abierto de 22 del corriente; y porque puede, habiendo reasumido la autoridad y facultades que confirió, y mediante la renuncia que ha hecho el Sr. presidente nombrado y demas vocales, revocar y dar por de ningun valor la junta erigida y anunciada con el bando de ayer 24 del corriente, la revoca y anula: y quiere que este excmo. cabildo proceda á hacer nueva eleccion de vocales que haya de constituir la junta de gobierno; y han de ser los señores D. Cornelio de Saavedra, presidente de dicha junta y comandante general de armas, el Dr. D. Juan José Castelli, el Dr. D. Manuel Belgrano, D. Miguel Azcuénaga, Dr. D. Manuel Alberti, D. Domingo Mateu y D. Juan Larrea, y secretarios de ellas los doctores D. Juan José Passo y D. Mariano Moreno: cuya eleccion se deberá manifestar al pueblo por medio de otro bando público: entendiéndose ella bajo la expresa y precisa condicion de que, instalada la junta, se ha de publicar en el término de quince dias una expedicion de 800 hombres para auxiliar las provincias interiores del reino, la cual haya de marchar á la mayor brevedad, costeándose esta con los sueldos del Excmo. Sr. D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros, tribunales de la real audiencia pretorial y de cuentas, de la renta de tabacos, con lo demas que la junta tenga por conveniente cercenar: en inteligencia que los individuos rentados no han de quedar absolutamente incongruos, porque esta es la manifiesta voluntad del pueblo. — Y los señores, habiendo salido al balcon de estas casas capitulares y oido que el pueblo ratificó por aclamacion el contenido de dicho pedimento ó representacion, despues de haberse leido por mí en altas é inteligibles voces, acordaron:

Acuerdo.

1° Que debian mandar, y mandaban, se erigiese una nueva

1810.

junta de gobierno, compuesta de los señores expresados en la representacion de que se ha hecho referencia, y en los mismos términos que de ella aparece, miéntras se erige la junta general del vireinato.

2º Que los señores que forman la precedente corporacion comparezcan sin pérdida de momentos en esta sala capitular á prestar el juramento de usar bien y fielmente sus cargos, conservar la integridad de esta parte de los dominios de América á nuestro amado soberano, el Sr. D. Fernando VII y sus legítimos sucesores, y observar puntualmente las leyes del reino.

3º Que luego que los referidos señores presten el juramento, sean reconocidos por depositarios de la autoridad superior del vireinato por todas las corporaciones de esta capital y su vecindario, respetando y obedeciendo todas sus disposiciones, hasta la congregacion de la junta general del vireinato, bajo las penas que imponen las leyes á los contraventores.

4º Que la junta ha de nombrar quién deba ocupar cualquiera vacante por renuncia, muerte, ausencia, enfermedad ó remocion.

5º Que aunque se halla plenísimamente satisfecho de la honrosa conducta y buen procedimiento de los señores mencionados, sin embargo, para satisfaccion del pueblo, se reserva tambien estar muy á la mira de sus operaciones, y caso, no esperado, que faltasen á sus deberes, proceder á la deposicion con causa bastante y justificada, reasumiendo el excmo. cabildo, para este solo caso, la autoridad que le ha conferido el pueblo.

6º Que la nueva junta ha de celar sobre el órden y la tranquilidad pública, y seguridad individual de todos los vecinos, haciéndosele, como desde luego se le hace, responsable de lo contrario.

7º Que los referidos señores que componen la junta provisoria queden excluidos de ejercer el poder judiciario, el cual se refundirá en la real audiencia, á quien se pasarán todas las causas contenciosas que no sean de gobierno.

8º Que esta misma junta ha de publicar todos los dias pri-

1810.

meros del mes un estado en que se dé razon de la administracion de la real hacienda.

9° Que no pueda imponer contribuciones ni gravámenes al pueblo ó sus vecinos sin previa consulta y conformidad de este excmo. cabildo.

10° Que los referidos señores despachen sin pérdida de tiempo órdenes circulares á los jefes de lo interior y demas á quienes corresponda, encargándoles muy estrechamente, y bajo de responsabilidad, hagan que los respectivos cabildos de cada uno convoquen por medio de esquelas la parte principal y mas sana del vecindario, para que, formado un congreso de solo los que en aquella forma hubiesen sido llamados, elijan sus representantes, y estos hayan de reunirse á la mayor brevedad en esta capital para establecer la forma de gobierno que se considere mas conveniente.

11° Que elegido así el representante de cada ciudad ó villa, tanto los electores como los individuos capitulares le otorguen poder en pública forma, que deberán manifestar cuando concurran á esta capital, á fin de que se verifique su constancia; jurando en dicho poder no reconocer otro soberano que al Sr. D. Fernando VII y sus legítimos sucesores, segun el órden establecido por las leyes, y estar subordinado al gobierno que legítimamente les represente.

Sobre la observancia de los capítulos anteriores.

Cuyos capítulos mandan se guarden y cumplan precisa y puntualmente : reservando á la prudencia y discrecion de la misma junta el que tome las medidas mas adecuadas para que tenga debido efecto lo determinado en el artículo 10, como tambien el que designe el tratamiento, honores y distinciones del cuerpo y sus individuos : y que, para que llegue á noticia de todos, se publique esta acta por bando inmediatamente, fijándose en los lugares acostumbrados. Y lo firmaron, de que doy fe.

Juan José Lezica. — Martin Gregorio Yáñiz. — Manuel Mansilla. — Manuel José de Ocampo. — Juan de Llano. — Jáime Nadal y Guarda. — Andres Domínguez. — Tomas Manuel de Ancho-

RENA. — SANTIAGO GUTIÉRREZ. — DR. JULIAN LÉIVA. 1810.

Licenciado D. JUSTO JOSÉ NÚÑEZ, *escribano público y de cabildo.*

LA JUNTA PROVISIONAL GUBERNATIVA DE LA CAPITAL DEL RIO DE LA PLATA

Á LOS HABITANTES DE ELLA, Y DE LAS PROVINCIAS DE SU SUPERIOR MANDO.

PROCLAMA.

Participa el establecimiento de la autoridad.

Teneis ya establecida la autoridad que remueve la incertidumbre de las opiniones y calma todos los recelos. Las aclamaciones generales manifiestan vuestra decidida voluntad; y solo ella ha podido resolver nuestra timidez á encargarnos del grave empeño á que nos sujeta el honor de la eleccion. Fijad, pues, vuestra confianza, y aseguraos de nuestras intenciones. Un deseo eficaz, un zelo activo, y una contraccion viva y asídua á proveer por todos los medios posibles la conservacion de nuestra religion santa, la observancia de las leyes que nos rigen, la comun prosperidad, y el sosten de estas posesiones en la mas constante fidelidad y adhesion á nuestro muy amado rey y señor D. Fernando VII y sus legítimos sucesores en la corona de España, ¿ no son estos vuestros sentimientos? Esos mismos son los grandes objetos de nuestros conatos. Reposad en nuestro desvelo y fatigas; dejad á nuestro cuidado todo lo que en la causa pública dependa de nuestras facultades y arbitrios; y entregaos á la mas estrecha union y conformidad recíproca en la tierna efusion de estos afectos. Llevad á las provincias todas de nuestra dependencia, y aun mas allá, si puede ser, hasta los últimos términos de la tierra, la persuasion del ejemplo de

Interpreta los sentimientos del pueblo argentino.

Excitacion á los nobles afectos.

1810.

vuestra cordialidad y del verdadero interes con que todos debemos cooperar á la consolidacion de esta importante obra. Ella afianzará de un modo estable la tranquilidad y bien general a que aspiramos.

Real fortaleza de Buenos Aires, á 26 de mayo de 1810.

CORNELIO DE SAAVEDRA. — DR. JUAN JOSÉ CASTELLI. — MANUEL BELGRANO. — MIGUEL DE AZCUÉNAGA. — DR. MANUEL ALBERTI. — DOMINGO MATEU. — JUAN LARREA. — DR. JUAN JOSÉ PASSO, *secretario*. — DR. MARIANO MORENO, *secretario*.

LA JUNTA PROVISIONAL GUBERNATIVA

DE LA CAPITAL DE BUENOS AIRES.

CIRCULAR.

La regencia no era representante de la soberanía.

Los desgraciados sucesos de la Península han dado mas ensanche á la ocupacion bélica de los Franceses sobre su territorio hasta aproximarse á las murallas de Cádiz, y dejar desconcertado el cuerpo representativo de la soberanía por falta del señor rey D. Fernando VII, pues que dispersada de Sevilla, y acusada de malaversacion de sus deberes por aquel pueblo, pasó en el discurso de su emigracion y dispersion á constituir sin formalidad ni autoridad una regencia de la que nadie puede asegurar que sea centro de la unidad nacional, y depósito firme del poder del monarca, sin exponerse á mayores convulsiones que las que cercaban el momento vicioso y arriesgado de su instalacion. No es necesario fijar la vista en el término á que puedan haber llegado las desgracias de los pueblos de la Península, tanto por la fortuna de las armas invasoras, cuanto por la falta ó incertidumbre de un gobierno legítimo y supremo, al que se deben referir y subordinar los demas de la nacion, que por la dependencia forzosa que los estrecha al órden y seguridad de la asociacion tienen su ten-

Desventajas de la falta de un gobierno legítimo y supremo.

1810.

dencia á la felicidad presente, y á la precaucion de los funestos efectos de la division de las partes del Estado, que temen con razon todo lo que puede oponerse á la mejor suerte en los dominios de América.

El pueblo de Buenos Aires desplegó grande energía en favor de la causa de Fernando VII.

El pueblo de Buenos Aires, bien cierto del estado lastimoso de los dominios europeos de Su Majestad Católica el Sr. Don Fernando VII, por lo ménos incierto del gobierno legítimo soberano, en la representacion de la suprema junta central disuelta ya, y mas en la regencia que se dice constituida por aquella, sin facultades, sin sufragios de la América, y sin instruccion de otras formalidades que debian acceder al acto; y sobre todo previendo que no anticipándose las medidas que deben influir en la confianza y opinion pública de los dominios de América, cimentada sobre el principio de un gobierno indudable por su orígen, estimó desplegar la energía que siempre ha mostrado para interesar su lealtad, celo y amor por la causa del rey Fernando, removiendo los obstáculos que la desconfianza, incertidumbre y desunion de opiniones pondrian en el momento mas crítico que amenaza, tomando á la América desapercibida de la base sólida del gobierno que pudiese determinar su suerte en el continente americano español.

Recuperacion del derecho imprescriptible de soberanía.

Manifestó los deseos mas decididos por que los pueblos mismos recobrasen los derechos originarios de representar el poder, autoridad y facultades del monarca, cuando este falta, cuando este no ha provisto de regente, y cuando los mismos pueblos de la matriz han calificado de deshonrado el que formaron, procediendo á sustituirle representaciones rivales que disipan los tristes restos de la ocupacion enemiga. Tales conatos son íntimamente unidos con los deseos honrosos de su seguridad y felicidad tanto interna como externa; alejando la anarquía, y toda dependencia de poder ilegítimo, cual podia ser, sobre ineficaz para los fines del instituto social, cualquier que se hubiese levantado en el tumulto y convulsiones de la Península, despues de la dispersion y emigracion de los miembros de la junta suprema central.

Cuando estas discusiones se hacen en secciones de hombres

1810.

desencontrados, son expuestos á las consecuencias de una revolucion, y exponen á que quede acéfalo el cuerpo político; pero si se empeñan por el órden y modo regular de los negocios gravísimos, no puede ménos de conducir como por la mano á la vista del efecto que se desea. Tal ha sido la conducta del pueblo de Buenos Aires en propender á que se examinase si en el estado de las ocurrencias de la Península debia subrogarse el mando superior de gobierno de las provincias del vireinato en una junta provisional que asegurase la confianza de los pueblos y velase sobre su conservacion contra cualesquier asechanzas, hasta reunir los votos de todos ellos, en quienes recae la facultad de proveer la representacion del soberano.

Problema político sobre la creacion de una junta provisional soberana

El excmo. cabildo de la capital con anuencia del excmo. Sr. virey, á quien informó de la general agitacion, agravada con el designio de retener el poder del gobierno, aun notoriada que fuese la pérdida total de la Península y su gobierno, como expresa la proclama de 18 del corriente, convocó la mas sana parte del pueblo, en cabildo general abierto, donde se discutió y votó públicamente el negocio mas importante por su fundamento para la tranquilidad, seguridad y felicidad general; resultando de la comparacion de sufragios la mayoría con exceso por la subrogacion del mando del excmo. Sr. virey en el excmo. cabildo, ínterin se ordenaba una junta provisional de gobierno hasta la congregacion de la general de las provincias: voto que fué acrecentado y aumentado con la aclamacion de las tropas y numeroso resto de habitantes.

Subrogacion del cabildo al virey, en el ejercicio del mando.

Ayer se instaló la junta en un modo y forma que ha dejado fijada la base fundamental sobre que debe elevarse la obra de la conservacion de estos dominios á el Sr. D. Fernando VII. Los ejemplares impresos de los adjuntos bandos, y la noticia acreditada en bastante forma que el excmo. cabildo, y aun el Excmo. Sr. virey que fué, D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros, dan á V., no deja duda á esta junta de que será mirada por todos los jefes, corporaciones, funcionarios públicos y habitantes de todos los pueblos del vireinato, como centro de la unidad, para formar la barrera inexpugnable de la conservacion íntegra

Instalacion de la junta.

1810.

Sobre nombramiento de diputados.

de los dominios de América á la dependencia del Sr. D. Fernando VII, ó de quien legítimamente lo represente. No ménos espera que contribuirán los mismos á que, cuanto mas ántes sea posible, se nombren y vengan á la capital los diputados que se enuncian para el fin expresado en el mismo acto de instalacion : ocupándose con el mayor esfuerzo en mantener la unidad de los pueblos, y en concitar la tranquilidad y seguridad individual; teniendo consideracion á que la conducta de Buenos Aires muestra que, sin desórden y sin vulnerar la seguridad, puede obtenerse el medio de consolidar la confianza pública y su mayor felicidad.

Ventajas que ofrecerán estas medidas al vireinato de Buenos Aires.

Es de esperar que, cimentado este paso, si llega el desgraciado momento de saberse sin duda alguna la pérdida absoluta de la Península, se halle el distrito del vireinato de Buenos Aires sin los graves embarazos que por la incertidumbre y falta de legítima representacion del soberano en España á la ocupacion de los Franceses, la pusieron en desventaja para sacudirse de ellos; puesto que tanto como el enemigo descubierto invasor debe temerse y precaverse el que desde lo interior promueve la desunion, proyecta la rivalidad, y propende á introducir el conflicto de la suerte política no prevenida. Cuente V. con todo lo que penda de los esfuerzos de esta junta, cuyo desvelo por la conservacion del órden y sistema nacional se mostrará por los efectos. Este ha sido el concepto de proponer el pueblo al excmo. cabildo la expedicion de 500 hombres para lo interior, con el fin de proporcionar auxilios militares para hacer observar el órden, si se teme que sin él no se harian libre y honradamente las elecciones de vocales diputados, conforme á lo prevenido en el artículo 10 del bando citado, sobre que hace esta junta los mas eficaces encargos por su puntual observancia, y la del art. 11.

Medida militar para conservar el órden interior.

Asimismo importa que V. quede entendido que los diputados han de irse incorporando en esta junta, conforme y por el órden de su llegada á la capital, para que así se hagan de la parte de confianza pública que conviene al mejor servicio del rey y gobierno de los pueblos, imponiéndose con cuanta

Modo de incorporarse los diputados á la junta

1810.

anticipacion conviene á la formacion de la general de los graves asuntos que tocan al gobierno. Por lo mismo, se habrá de acelerar el envío de diputados, entendiendo deber ser uno por cada ciudad ó villa de las provincias, considerando que la ambicion de los extranjeros puede excitarse á aprovechar la dilacion en la reunion para defraudar á Su Majestad los legítimos derechos que se trata de preservar.

Reconocimiento de la autoridad de la junta.

Servirá á todos los pueblos del vireinato de la mayor satisfaccion el saber, como se lo asegura la junta, que todos los tribunales, corporaciones, jefes y ministros de la capital, sin excepcion, han reconocido la junta, y prometido su obediencia para la defensa de los augustos derechos del rey en estos dominios: por lo cual es tanto mas interesante que este ejemplo empeñe los deseos de V. para contribuir en estrecha union á salvar la patria de las convulsiones que la amenazan, si no se prestasen las provincias á la unidad y armonía que debe reinar entre ciudadanos de un mismo orígen, dependencia é intereses. Á esto se dirigen los conatos de esta junta, á ello los ruegos del pueblo principal del vireinato, y á lo mismo se le excita con franqueza de cuantos auxilios y medios pendan de su arbitrio, que serán dispensados prontamente en obsequio del bien y concentracion de los pueblos.

Real fortaleza de Buenos Aires, á 27 de mayo de 1810.

CORNELIO DE SAAVEDRA. — DR. JUAN JOSÉ CASTELLI. — MANUEL BELGRANO. — MIGUEL DE AZCUÉNAGA. — DR. MANUEL ALBERTI. — DOMINGO MATEU. — JUAN LARREA. — DR. JUAN JOSÉ PASSO, *secretario*. DR. MARIANO MORENO, *secretario*.

EL CONSEJO DE REGENCIA DE ESPAÑA É INDIAS

Á LOS AMERICANOS ESPAÑOLES (1).

1810.

Objeto primordial de esta medida.

Apénas el consejo de regencia recibió del gobierno que ha cesado la autoridad que estaba depositada en sus manos, volvió su pensamiento á esa porcion inmensa y preciosa de la monarquía. Enterarla de esta gran novedad, explicar los motivos que la han acelerado, anunciar las esperanzas que promete, y manifestar los principios que animan á la regencia por la prosperidad y gloria de esos países, han sido objetos de su primer cuidado en esta memorable crísis, y va á desempeñarlos con la franqueza y sinceridad que nunca mas que ahora debe caracterizar en los dos mundos á las almas españolas.

Desconcierto de las operaciones desde la batalla de Talavera.

Una serie no interrumpida de infortunios habia desconcertado todas nuestras operaciones desde la batalla de Talavera. Desvaneciéronse en humo las grandes esperanzas que debieron prometerse en esta célebre jornada. Muy poco despues de ella el florido ejército de la Mancha fué batido en Almonacid. Defendíase Gerona, pero cada dia se imposibilitaba mas un socorro que con tanta necesidad y justicia se debia á aquel heróico teson, que dará á sus defensores un lugar sin segundo en los fastos sangrientos de la guerra. Á pesar de prodigios de valor, el ejército de Castilla habia sido batido en la batalla de Alva de Tórmes y Tamámes, y con este reves se habia completado el desastre anterior de la accion de Ocaña, la mas funesta y mortífera de cuantas hemos perdido.

Desprestigio del gobierno.

Sin fortuna no hay crédito ni favor. Dudábase ya en la nacion si el cuerpo encargado de sus destinos era suficiente á salvarla. Todos los resortes del gobierno habian perdido su elasticidad y su fuerza. Las providencias eran ó equivocadas, ó

(1) Tomado de la *Gaceta extraordinaria de Buenos Aires*, del 9 de junio de 1810.

1810.

tarde y mal obedecidas. La ambicion de los particulares, la de los cuerpos se habia excitado hasta un punto extraordinario, y se habia puesto en una contradiccion mas ó ménos abierta con la autoridad. Hasta los mas moderados decian que un gobierno compuesto de tantos individuos, todos diversos en caractéres, en principios, en profesion, en intereses, todos atendiendo á un tiempo á todas las cosas grandes y pequeñas, no podia pensar con sistema, deliberar con secreto, resolver con unidad, ni ejecutar con presteza. Pocos en número para las grandes discusiones legislativas, excesivamente muchos para la accion, presentaban todos los inconvenientes de una autoridad combinada ménos por el saber y la meditacion política, que por el concurso extraordinario y fortúito de las circunstancias que han mediado en nuestra singular revolucion.

Opinion por su reforma.

El voto público pues era de que el gobierno debia reducirse á elementos mas sencillos. La misma junta suprema, persuadida de esta verdad, habia ya anunciado esta mudanza, y las próximas cortes extraordinarias, cuya convocacion se habia acelerado, debian determinarla y establecerla con la solemnidad consiguiente á su augusta representacion. El gobierno que ella formase, y los recursos y arbitrios que necesariamente brotarian de su seno, debian restablecer la confianza y con ella restituirnos al camino de la fortuna.

Ocupacion de Andalucía por los Franceses.

Los acontecimientos no han consentido que las cosas llevasen este órden. Recelosos los Franceses de los efectos saludables de esta gran medida, agolparon todo el grueso de sus fuerzas á las gargantas de Sierra Morena. Defendíanlas los restos de nuestro ejército, batido en Ocaña, no rehecho todavía de aquel infausto reves. El enemigo rompió por el punto mas débil, y la ocupacion de los otros se siguió al instante á pesar de la resistencia que hicieron algunas de nuestras divisiones, dignas de mejor fortuna. Rota pues la valla que habia al parecer contenido á los Franceses todo el año anterior para ocupar la Andalucía, se dilataron por ella y se dirigieron á Sevilla.

Resignacion de la soberanía de la junta

Brotó entónces el descontento en quejas y clamores. La perversidad, aprovechándose de la triste disposicion en que se

1810.

en el consejo de regencia.

hallaban los ánimos agitados por el terror, comenzo á pervertir la opinion pública, á extraviar el zelo, á halagar la malignidad, y á dar rienda á la licencia. Habia puesto en ejecucion la junta la medida que ya anteriormente tenia acordada de trasladarse á la isla de Leon, donde estaban convocadas las cortes; pero en el viaje la dignidad de sus individuos, y el respeto debido á su carácter, se vieron mas de una vez expuestos al desaire y al desacato. Aunque pudieron por fin reunirse en la isla y continuar sus sesiones, la autoridad ya inerte en sus manos no podia sosegar la agitacion de los pueblos, ni animar su desaliento, ni hacer frente á la gravedad y urgencia del peligro. Terminó pues la junta el ejercicio de su poder con el único acto que ya podia atajar la ruina y disolucion del Estado; y estableciendo por su real decreto de 29 de enero de este año el consejo de regencia, resignó el depósito de su soberanía, que ella legítimamente tenia, y que ella sola en la situacion presente podia legítimamente transferir.

Tales han sido las causas de la revolucion que acaba de suceder en el gobierno español: revolucion hecha sin sangre, sin violencia, sin conspiracion, sin intriga, producida por la fuerza de las cosas mismas, anhelada por los buenos, y capaz de restaurar la patria, si todos los Españoles de uno y otro mundo concurren enérgicamente á la generosa empresa.

Renace la guerra y cobra mayor violencia.

Ya el buen resultado de las operaciones en estos primeros dias son un presagio de buena fortuna para en adelante. Finados los enemigos en el abandono en que suponian hallarse los puntos de Isla y Cádiz, codiciosos de tan rica presa, se habian arrojado á devorarla con su celeridad impetuosa. La marcha del ejército de Extremadura al mando del general duque de Alburquerque ha desconcertado sus designios; y á despecho de su diligencia y su pujanza, se hallan hoy nuestros valientes guerreros cubriendo estas interesantes posiciones, que están seguras de todo atentado. La confianza se restablece en las provincias, nuevos ejércitos se forman, y los generales mejores están puestos á su frente. Así los Franceses, que creyeron cortar el nervio de la guerra con la ocupacion de la Andalucía, se ven

1810.

burlados en su esperanza, y á su espalda, á su frente, á sus costados, bajo sus piés mismos, la ven renacer y arder con mas violencia que al principio.

No queda otro partido que continuarla

Sobra, Españoles Americanos, á vuestros hermanos de Europa magnanimidad y constancia para contrastar los reveses que les envíe la fortuna. Cuando declaramos la guerra sin ejércitos, sin almacenes, sin arbitrios, sabíamos bien á lo que nos exponíamos, y vimos bien la terrible perspectiva que se nos presentaba delante. No nos arredró entónces, no nos arredra tampoco ahora : y si el deber, el honor y la venganza no nos dejaron en aquel dia otro partido que la guerra, no queda otro partido que la guerra á los Españoles que escuchan las voces de la venganza, del honor y del deber.

Medios con que contó la patria.

Contó siempre la patria con los medios de defensa que proporciona la posicion topográfica de la Península : contó con los recursos inagotables de la virtud y constancia de sus naturales, con la lealtad acendrada que los Españoles profesan á su rey, con el rencor inacabable que los Franceses inspiran : contó con los sentimientos de la fraternidad americana, igual á nosotros en zelo y en lealtad. Ninguna de estas esperanzas la ha engañado : con ellas piensa sostenerse en lo que resta de la tormenta, y con ellas, ¡ oh Americanos ! está seguro de la victoria.

Confianza de la España en su porvenir.

Que no es dado al despota de la Francia, por mas que todo lo presuma de su enorme poderío, acabar con una nacion que desde el occidente de Europa se extiende y se dilata por el Océano y el nuevo continente hasta las costas de Asia. Degradada, envilecida, atada de piés y manos, la entregaron á discrecion suya los hombres inhumanos que nos vendieron. Mas gracias á nuestra resolucion magnánima y sublime, gracias á vuestra adhesion leal y generosa, no nos pudo subyugar en un principio, no nos subyugará jamas. Sus satélites armados entrarán en una ciudad, ocuparán una provincia, devastarán un territorio. Mas los corazones son todos españoles, y á despecho de sus armas, de sus victorias, de su insolencia y su rabia, el nombre de Fernando VII será respetado y obedecido en las regiones mas ricas y dilatadas del universo.

Será bendecido tambien; porque á este nombre quedará para siempre unida la época de la regeneracion y felicidad de las monarquía en uno y otro mundo. Entre los primeros cuidados de la regencia tiene un principal lugar la celebracion de las cortes extraordinarias anunciadas ya á los Españoles, y convocadas para el dia 1° del próximo marzo. En este gran congreso cifraban los buenos ciudadanos la esperanza de su redencion y su felicidad futura. Y si los sucesos de la guerra obligan á dilatar esta gran medida hasta que pueda realizarse con la solemnidad y seguridad conveniente, esta misma dilacion ofrece al nuevo gobierno la oportunidad de dar al próximo congreso nacional la representacion completa del vasto imperio cuyos destinos se le confian.

1810. Sobre la celebracion de las cortes extraordinarias.

Desde el principio de la revolucion declaró la patria esos dominios parte integrante y esencial de la Monarquía Española. Como tal le corresponden los mismos derechos y prerogativas que á la metrópoli. Siguiendo este principio de eterna equidad y justicia, fueron llamados esos naturales á tomar parte en el gobierno representativo que ha cesado : por él la tienen en la regencia actual; y por él la tendrán tambien en la representacion de las cortes nacionales, enviando á ella diputados, segun el decreto que va á continuacion de este manifiesto.

Diputados á ellas.

Desde este momento, Españoles Americanos, os veis elevados á la dignidad de hombres libres : no sois ya los mismos que ántes, encorvados bajo un yugo mucho mas duro miéntras mas distantes estabais del centro del poder, mirados con indiferencia, vejados por la codicia, y destruidos por la ignorancia. Tened presente que al pronunciar ó al escribir el nombre del que ha de venir á representaros en el congreso nacional, vuestros destinos ya no dependen ni de los ministros, ni de los vireyes, ni de los gobernadores ; están en vuestras manos.

Los destinos de los Hispano-Americanos están en sus propias manos.

Es preciso que en este acto, el mas solemne, el mas importante de vuestra vida civil, cada elector se diga á sí mismo : á este hombre envío yo, para que unido á los representantes de la metrópoli haga frente á los designios destructores de Bonaparte ; este hombre es el que ha de exponer y remediar todos

Lo que deben tener en mente sus diputados.

1810.

los abusos, todas las extorsiones, todos los males, que han causado en estos países la arbitrariedad y nulidad de los mandatarios del gobierno antiguo: este el que ha de contribuir á formar con justas y sábias leyes un todo bien ordenado de tantos, tan vastos y tan separados dominios: este, en fin, el que ha de determinar las cargas que he de sufrir, las gracias que me han de pertenecer, la guerra que he de sostener, la paz que he de jurar.

Convocacion.

Tal y tanta es, Españoles de América, la confianza que vais á poner en vuestros diputados. No duda la patria, ni la regencia que os habla por ella ahora, que estos mandatarios serán dignos de las altas funciones que van á ejercer. Enviadlos, pues, con la celeridad que la situacion de las cosas públicas exige; que vengan á contribuir con su zelo y con sus luces á la restauracion y recomposicion de la monarquía; que formen con nosotros el plan de felicidad y perfeccion social de esos inmensos países; y que concurriendo á la ejecucion de obra tan grande, se revistan de una gloria que sin la revolucion presente, ni España, ni América pudieron esperar jamas.

Real Isla de Leon, 14 de febrero de 1810.

JAVIER DE CASTÁÑOS, presidente. — FRANCISCO DE SAAVEDRA. — ANTONIO DE ESCAÑO. — MIGUEL DE LARDIZÁBAL Y URIBE.

REAL DECRETO.

Consideracion preliminar.

El rey nuestro señor Don Fernando VII, y en su real nombre el consejo de regencia de España é Indias: considerando la grave y urgente necesidad de que á las cortes extraordinarias que han de celebrarse inmediatamente que los sucesos militares lo permitan, concurran diputados de los dominios españoles de América y de Asia, los cuales representen digna y legalmente la voluntad de sus naturales en aquel congreso, del que han de depender la restauracion y felicidad de toda la monarquía, ha decretado lo que sigue:

1810.

Derecho de diputacion á las cortes

Vendrán á tener parte en la representacion nacional de las cortes extraordinarias del reino diputados de los vireinatos de Nueva España, Perú, Santa Fe y Buenos Aires, y de las capitanías generales de Puerto Rico, Cuba, Santo Domingo, Guatemala, Provincias Internas, Venezuela, Chile y Filipinas.

Su base.

Estos diputados serán uno por cada capital cabeza de partido de estas diferentes provincias.

Eleccion de diputados.

Su eleccion se hará por el ayuntamiento de cada capital, nombrándose primero tres individuos naturales de la provincia, dotados de probidad, talento é instruccion, y exentos de toda nota; y sorteándose despues uno de los tres, el que salga á primera suerte será diputado en cortes.

Modo de resolverse las dudas.

Las dudas que puedan ocurrir sobre estas elecciones serán determinadas breve y perentoriamente por el virey ó capitan general de la provincia en union con la audiencia.

Título de los diputados.

Verificada la eleccion, recibirá el diputado el testimonio de ella y los poderes del ayuntamiento que le elija, y se le darán todas las instrucciones que así el mismo ayuntamiento como todos los demas comprendidos en aquel partido quieran darle sobre los objetos de interes general y particular que entiendan debe promover en las cortes.

Su reunion en Mallorca.

Luego que reciba sus poderes é instrucciones, se pondrá inmediatamente en camino para Europa por la via mas breve, y se dirigirá á la isla de Mallorca, en donde deberán reunirse todos los demas representantes de América á esperar el momento de la convocacion de las cortes.

Sus dietas.

Los ayuntamientos electores determinarán la ayuda de costa que debe señalarse á los diputados para gastos de viajes, navegaciones y arribadas. Mas como nada contribuya tanto á hacer respetar á un representante del pueblo como la moderacion y la templanza, combinadas con el decoro, sus dietas, desde su entrada en Mallorca hasta la conclusion de las cortes, deberán ser de seis pesos fuertes al dia, que es la cuota señalada á los diputados de las provincias de España.

Reglamento eleccionario.

En las mismas cortes extraordinarias se establecerá despues la forma constante y fija en que debe procederse á la eleccion

1810.

de diputados de esos dominios para las que hayan de celebrarse en lo sucesivo, supliendo ó modificando lo que por la urgencia del tiempo y dificultad de las circunstancias no ha podido tenerse en este decreto. Tendréislo entendido, y lo comunicareis á quien corresponda para su cumplimiento.

JAVIER DE CASTAÑOS, presidente. — FRANCISCO DE SAAVEDRA. — ANTONIO DE ESCAÑO. — MIGUEL DE LARDIZÁBAL y URIBE.

Real Isla de Leon, á 14 de febrero de 1810.

Al marques de las Hormázas.

Con esta proclama impresa en Cádiz pero sin firma, sin constancia de su legitimidad, ni autorizacion alguna, pasó la real audiencia el siguiente oficio, acompañándolo igualmente de un bando del gobernador de Cádiz, tambien sin fuerza ni autorizacion.

EXCMO. SEÑOR,

Sobre juramento de obediencia.

Los fiscales de Su Majestad han presentado al tribunal en este dia los impresos que acompañan á este oficio, pidiendo se pase el correspondiente á Vuestra Excelencia para que se den las providencias convenientes á su tenor y cumplimiento sin demora, procediéndose desde luego á prestar juramento y debida obediencia al nuevo superior consejo de regencia de los dominios de España é Indias, y al nombramiento respectivo de diputados para las cortes, que han de celebrarse segun y como en ellos se halla dispuesto. Y contemplando el tribunal justas y necesarias tan acertadas disposiciones, se dirige á Vuestra Excelencia remitiendo los indicados impresos, por si acaso no hubiesen llegado á sus manos, y con la misma súplica, esperando de su zelo por los intereses de nuestro augusto soberano el señor D. Fernando VII tendrá todo el efecto que se desea.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, y junio 6 de 1810.

Excmo. Señor, MANUEL DE VELASCO.
MANUEL JOSÉ DE RÉYES.

Excmo. señor presidente y vocales de la junta gubernativa.

CONTESTACION DE LA JUNTA.

1810.

Acuerdo extraordinario de la junta.

Para resolver en el gravísimo punto que acaba Vuestra señoría de recomendar á esta junta á peticion de los señores fiscales, manda la junta que avise Vuestra Señoría á la mayor brevedad si ha recibido alguna órden expedida por conducto legítimo ó conocido para el reconocimiento del consejo de regencia : é igualmente si hay algun ejemplar en el archivo de esa real audiencia, de que se haya reconocido y jurado una autoridad soberana en virtud solamente de un impreso simple, sin autorizacion alguna, ni constancia de su remision. La junta desea el acierto, y no debiendo demorarse la resolucion, manda que ahora mismo se forme acuerdo extraordinario con asistencia de los señores fiscales.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 6 de junio de 1810.

Cornelio de Saavedra. — Doctor Juan José Castelli. — Manuel Belgrano. — Miguel de Azcuénaga. — Doctor Manuel Alberti. — Domingo. Mateu. — Juan Larrea. — Doctor Juan José Passo, *secretario.* — Doctor Mariano Moreno, *secretario.*

Á la real audiencia.

OFICIO DE LA REAL AUDIENCIA.

Excmo. Señor,

Nuevo oficio sobre el juramento de obediencia al gobierno.

Si el tribunal hubiera tenido algunas órdenes oficiales para el reconocimiento del supremo consejo de regencia, las hubiera comunicado inmediatamente á Vuestra Excelencia, sin hacerle ocultacion de ellas, guardando como debe la buena fe de su

1810.

instituto, y la con que siempre se han conducido y conducirán sus ministros : y si dirigió á Vuestra Excelencia los dos impresos que presentaron los señores fiscales, fué porque constando por ellos, y por la *Gaceta* pública de la regencia que alcanza hasta fines de marzo, la notoriedad de la instalacion del supremo consejo de regencia de España é Indias, y el reconocimiento de la nacion, podria Vuestra Excelencia en atencion á las extraordinarias circunstancias del tiempo, y por consolidar la union de estos dominios con los demas que reconocen la soberanía de nuestro augusto soberano el Sr. D. Fernando VII, resolver la jura de aquel supremo gobierno, así como en la duda de su existencia, y con noticias ménos auténticas se adoptaron medidas que si no eran ajustadas á las leyes, al ménos la necesidad las constituyó indispensables.

El tribunal ha creido propio de sus deberes y responsabilidad proponerlo así á Vuestra Excelencia, cuya ilustracion pesando todas las circunstancias del caso, su gravedad y delicadeza, resolverá lo que considere mas oportuno y conveniente al servicio de Su Majestad.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, 6 de junio de 1810.

Excmo. Señor,

Manuel de Velasco. — Manuel José de Réyes. — Manuel de Villota. — Antonio Caspe y Rodríguez.

Excmo. Sr. presidente y vocales de la junta gubernativa.

NUEVO OFICIO DE LA JUNTA.

Consideraciones que expone la junta en nuevo oficio.

En su oficio de ayer recomendó Vuestra Señoría á esta junta, como justa y necesaria, una peticion de los señores fiscales dirigida á este tribunal, para que en consideracion á dos impresos que le acompañaban, se procediese á su cumplimiento, prestándose juramento y debida obediencia al nuevo consejo

supremo de regencia de España é Indias. Los impresos eran una proclama del consejo de regencia en que se llaman diputados de América para las cortes, impresa en Cádiz, sin firma, sin autorizacion alguna, ni oficio de remision; y un bando del gobernador de Cádiz en que publicaba la provision del consejo para el reconocimiento del de regencia, sin firma igualmente, ni otro género de comprobacion. Deseando la junta obrar con la circunspeccion correspondiente á la gravedad de la materia, pasó oficio á Vuestra Señoría inmediatemente para que le avisase si se habia recibido alguna órden expedida por conducto legítimo ó conocido, para el reconocimiento del consejo de regencia, ó si habia algun ejemplar en el archivo de esa real audiencia de que se hubiese jurado y reconocido alguna vez una autoridad soberana en virtud solamente de un impreso simple, sin autorizacion alguna, ni constancia de su remision: á lo que contestó el tribunal, que no habia recibido órdenes oficiales, y que la remision de los impresos habia sido únicamente porque las extraordinarias circunstancias que reunian, podrian decidir la jura de aquel supremo gobierno.

1810.

La junta está persuadida que el tribunal le hará justicia acerca de su fidelidad; pero como los actos del gobierno deben regularse por principios estables, y no es la religion solamente la que está expuesta á los peligrosos extremos de incredulidad ó fanatismo, desea la junta asegurar el acierto con el voto de ese tribunal; y en su virtud pasa á Vuestra Señoría las siguientes consideraciones para que en su vista le exponga francamente lo que considere que debe ejecutar.

Las incertidumbres acerca de la representacion legítima del poder soberano del Sr. D. Fernando VII causaron la discusion pública que se tuvo en esta ciudad con expreso permiso del gobierno; y su resultado fué subrogar el mando del Sr. virey en esta junta, instalada provisoriamente hasta el congreso de los diputados de las provincias, á quienes tocaba el exámen y arreglo de la representacion que debia ejercer los derechos de nuestro augusto monarca. Aun cuando quisiéramos anticipar la resolucion, es necesario examinar con madurez los fundamentos

1810.

de un acto que podria despues producir notables embarazos en la decision del congreso; y cuando nada se aventura en obrar con arreglo á las leyes, no se descubre la causa impulsiva de una providencia que las traspase.

Cuestiones previas al reconocimiento de la representacion legítima en España.

La junta ha jurado al Sr. D. Fernando VII, y la conservacion de sus augustos derechos; se ha instalado igualmente bajo el preciso concepto de reconocer la representacion soberana legítimamente establecida en España; y este reconocimiento debe ser efecto de la resolucion de dos cuestiones: 1° la certeza indudable de la representacion soberana establecida en España; 2° el convencimiento de su legitimidad. Ahora solamente se trata de la primera, y en órden á ella pregunta la junta: ¿Un impreso sin firma, sin remision, sin ningun apoyo de fórmula legal, es bastante para decidir la jura de un poder soberano, cuyas incertidumbres causaron las graves novedades que agitaron ántes este pueblo?

Intrigas del intruso rey.

Sabemos por gacetas españolas é inglesas los artificios que pone en movimiento el intruso rey para desorganizar y confundir la firmeza y fidelidad de los pueblos de América: Vuestra Señoría sabe muy bien que ha remitido á todas partes papeles impresos, y que muchos de ellos han venido sellados con firmas arrancadas por la violencia; y cuando el gobierno apura su vigilancia y precauciones para no ser seducido, ¿sería prudente proceder á la jura y reconocimiento de una representacion soberana, sin otro fundamento que un papel impreso sin firma alguna?

Mencion de unas circunstancias conducentes al caso.

Sírvase Vuestra Señoría recordar la conducta que guardó en la instalacion de la junta suprema de Sevilla; no eran entónces mayores que ahora las incertidumbres de la soberanía, la formacion de la junta constaba á ese tribunal del modo mas auténtico, á los documentos irrefragables que la comprobaban se agregaba la mision de un oficial de rango, que no traía otro objeto que facilitar su reconocimiento; sin embargo, el tribunal y demas autoridades no la juraron y reconocieron, ni se consideró el tribunal compelido por las circunstancias extraordinarias y necesidad de consolidar estos dominios con los demas

1810.

que reconocian la soberanía de nuestro augusto monarca el Sr. D. Fernando VII.

Otras relativas á la jura del consejo de regencia.

Acercándonos mas á la cuestion del dia, vemos que el Excmo. Sr. D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros recibió gacetas, en que se comunicaba el consejo de regencia erigido en Cádiz; Su Excelencia no dudaria de su verdad, pues las dió al público por medio de la prensa; sin embargo, no trató de reconocer y jurar aquel consejo, ni Vuestra Señoría excitó su autoridad para que lo hiciera; ¿ por qué pues se pretende de la junta un acto que en el señor virey no se creyó debido? ¿ Corre algun riesgo la espera de aquellos actos solemnes que con arreglo á las leyes deben decidir la certeza y legitimidad del nuevo gobierno? ¿ Desconfia Vuestra Señoría de la junta ó de este pueblo?

Declaraciones que hace la junta.

Para que el zelo del tribunal repose tranquilamente sobre principios ciertos, le hace saber la junta: que ella ha jurado por su rey y señor natural al Sr. D. Fernando VII; que ha jurado reconocer toda representacion soberana establecida legítimamente; que en desempeño de estos deberes ha mandado á España un oficial con pliegos para el gobierno soberano legítimamente establecido: pero que siendo repetidas las declaraciones de que los pueblos de América son iguales á los de España, no se considerará con ménos derechos, ni ménos representacion que las juntas provinciales de aquellos reinos; y que en nada traspasará los límites de su instalacion provisoria, ni prevendrá el juicio y funciones propias del congreso que está convocado; asegurando á Vuestra Señoría y al mundo entero en justo honor de los sentimientos que la animan, que en ningunas manos estarian mas seguros que en las suyas los derechos y territorio del rey.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 7 de junio de 1810.

Cornelio de Saavedra. — Dr. Juan José Castelli. — Manuel Belgrano. — Miguel de Azcuénaga. — Dr. Manuel de Alberti. —

1810.

DOMINGO MATEU. — JUAN LARREA. — DR. JUAN JOSÉ PASSO, *secretario*. — DR. MARIANO MORENO, *secretario*.

Á la real audiencia.

NUEVO OFICIO DE LA REAL AUDIENCIA.

EXCMO. SEÑOR,

Exposicion sobre los informes pedidos.

En el oficio de Vuestra Excelencia que acaba de recibir el tribunal, manifiesta esa junta que, para proceder con acierto sobre el reconocimiento del consejo supremo de regencia que pidieron ayer los señores fiscales, desea asegurarlo con el voto de este tribunal, á cuyo fin le ofrece varias reflexiones para que en su vista le exponga francamente lo que considere que debe ejecutar.

Remueve algunos escrúpulos sobre la jura del consejo de regencia.

El tribunal conviene desde luego con Vuestra Excelencia en que un solo impreso, sin las formalidades legales que lo eleven á la clase de un real despacho, no es bastante para decidir la jura de un poder soberano, ni aun para reconocer cualquiera otra inferior autoridad; mas cuando no se duda de la certeza del establecimiento que contiene dicho impreso, cuando interesa á la unidad de las partes de la nacion entre sí mismas el reconocimiento de una suprema autoridad, y cuando es notoria y evidente la utilidad que resulta á la tranquilidad de estos dominios de fijar sus ideas en la estabilidad de un gobierno soberano deseado por la nacion como el mas conforme á la ley, y análogo á nuestra constitucion, parece que de traspasar en esta parte la observancia de las leyes no se sigue perjuicio alguno al Estado, y ántes bien se le proporcionan muchos bienes; sin tocar en otro exceso que el de anticipar una nueva prueba de nuestra fidelidad, y del interes y zelo con que mira la junta, el tribunal y todo el pueblo, su íntimo enlace y subordinacion al gobierno nacional.

El mismo asunto.

Cuando el tribunal pasó ayer oficio á Vuestra Excelencia pro-

1810.

poniéndole como justo y necesario el reconocimiento de la regencia, se habia esparcido en el público la voz de que la habia reconocido la ciudad de Montevideo : no puede aun responder de la certeza de este hecho, pero si fuese cierto, sería prudente no retardarlo en esta capital, ó al ménos haber manifestado al público que se haria luego que llegasen los pliegos de oficio : lo contrario podria dar lugar á una division acaso transcendental á las provincias interiores, y á interpretaciones siniestras sobre la legalidad y rectitud de las intenciones del gobierno, que conviene evitar, porque el vulgo prescinde de fundamentos legales cuando ve ejemplos aplaudidos é inmediatos que estimulan su amor nacional, y la mordacidad nunca perdona tiro contra los que mandan ó tienen influjo en el gobierno.

13.

No le basta al tribunal la justa confianza que tiene en la fidelidad de la junta : se interesa tambien en su concepto público como que de él depende en el actual estado de las cosas la tranquilidad de estos dominios; desea que en todos se inspire igual confianza; que se unan los ánimos que Vuestra Excelencia asegura divididos en otro oficio de este dia : y muy corta meditacion es suficiente para conocer que la gestion que ayer hizo el tribunal sobrepasando la disposicion de la ley, es la prueba mas segura del empeño que toma en sostener aquellos objetos, con los demas que interesan el decoro de este pueblo, y la sagrada causa que sostenemos y en que debemos auxiliar á la nacion, separando todo recelo que pudiese causarle esta innovacion.

Reserva con que deben mirarse ciertas publicaciones.

Repite el tribunal que no se duda de la instalacion del supremo consejo de regencia, porque diversos conductos lo anuncian, porque los papeles públicos españoles lo confirman, y porque los pasajeros naturales de este país y procedentes de Cádiz lo publican. Desconfíe Vuestra Excelencia de los papeles públicos que vengan cuando exciten el trastorno del órden, ó promuevan la division entre las provincias españolas, porque entónces son de recelar en ellos los artificios del intruso rey para desorganizar y confundir la firmeza de los pueblos; pero cuando se

1810.

dirigen á la union impenetrable de las provincias bajo un legítimo y sabio gobierno en representacion de nuestro augusto soberano el Sr. D. Fernando VII, léjos de temer un arbitrio de seduccion, debemos oir en ellos la voz ilustrada de la nacion, que bajo unos principios sólidos y estables conduce nuestra acendrada fidelidad al único sistema que debe arruinar los esfuerzos del usurpador.

Motivo que impidió la jura de la junta de Sevilla.

La junta de Sevilla dejó de ser jurada, no por falta de autenticidad en los despachos, sino porque en ella no se reconocia el carácter de un poder soberano que reuniese los votos de toda la nacion: las autoridades de Buenos Aires consideraron suficiente unir sus ideas á las de aquella autoridad, cumplieron sus encargos, y reconocieron en ella cierta especie de superioridad, con el objeto de que en circunstancias tan críticas no faltasen el enlace y dependencia de estas provincias de la nacion.

Peligro de poner en duda la legitimidad del consejo de regencia.

Aunque el oficio de Vuestra Excelencia no entra ahora en la cuestion sobre la legitimidad del supremo gobierno de regencia, debe hacer presente el tribunal cuán peligroso sería promover aquí una cuestion que solo puede decidir el voto general de la nacion, mucho mas cuando consta que lo han reconocido ya las provincias de España, las naciones amigas, y el supremo consejo de España é Indias, que ha expedido las reales cédulas convenientes para su obedecimiento. Sírvase Vuestra Excelencia leer el enérgico discurso con que el Ilmo. Sr. decano gobernador felicitó á la regencia al tiempo de reconocerla el consejo, y hallará en él máximas propias de la sabiduría y circunspeccion del primer tribunal de aquellos y estos reinos, que no ménos manifiestan las esperanzas que ha fundado la nacion en aquel establecimiento que la legitimidad de su instalacion.

Mision particular dirigida al gobierno español.

Nunca ha tenido el tribunal inquietud sobre los sentimientos de honor y fidelidad que asisten á la junta, y los confirma ahora con la noticia de haber mandado á España un oficial con pliegos para el gobierno soberano; pero habiendo Vuestra Excelencia ofrecido comunicar al público sus operaciones, sería conveniente que no careciese de esta importante noticia, para disuadir con ella el vulgar concepto con que se supone dirigida

1810.

aquella mision á la Inglaterra. El tribunal conoce que no es posible conciliar el acierto del gobierno con la publicacion de muchas de sus operaciones; pero la presente, léjos de ofrecer estorbos, concurria á asegurar el concepto de la junta.

La situacion pide que concurran á las cortes los diputados de la América.

Últimamente, á pesar de cuanto lleva expuesto esta real audiencia, como ignora si pueden ó no ofrecerse otras dificultades á su dictámen que dependan del conocimiento del gobierno que está en la junta, considera que ella sola podrá resolver con acierto en asunto de tanta gravedad, y solo se limita á llamar su atencion al interes y utilidad del ya expresado reconocimiento, y á la urgencia con que en la actual situacion de las cosas se piden los diputados de la América que han de sufragar con su voto en las cortes extraordinarias de toda la nacion reunida.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, y junio 7 de 1810.

Excmo. Señor,

Manuel de Velasco. — Manuel José de Réyes. — Manuel Villota. — Antonio Caspe y Rodríguez.

Excmo. Sr. presidente y vocales de la junta provisional gubernativa.

DECISION DE LA JUNTA.

Buenos Aires, 8 de junio de 1810.

Resolucion de aplazar el reconocimiento.

Estando sobradamente asegurados los derechos de la autoridad que ejerza la representacion soberana del Sr. D. Fernando VII, nuestro augusto monarca, por el juramento que esta junta prestó al tiempo de su instalacion, de obedecer á la representacion soberana que existiese legítimamente constituida; disipando la notoria fidelidad de los habitantes de estas provincias todos los riesgos que en diferente caso podrian obligar á traspasar las leyes que prefijan la forma de tan importantes actos, sin que se advierta necesidad alguna de empeñar gestiones que

1810. nos desvíen del órden público establecido : resérvese el punto del reconocimiento para el acto de recibirse las órdenes oficiales que deben legitimarlo ; y entre tanto guárdese la misma conducta que observó el superior gobierno de acuerdo con la real audiencia con la junta suprema de Sevilla, uniendo nuestras ideas, como entónces, con los demas pueblos de la nacion, cumpliendo sus encargos, y redoblando los esfuerzos para auxiliarlos con todo género de socorros, que demuestren solemnemente la fraternidad de los pueblos de América con los de España, que estuviesen libres del enemigo ; y la constante adhesion á la causa de rey contra los proyectos abiertos y miras ocultas del usurpador.

CORNELIO DE SAAVEDRA. — DR. JUAN JOSÉ CASTELLI. — MANUEL BELGRANO. — MIGUEL DE AZCUÉNAGA. — DR. MANUEL DE ALBERTI. — DOMINGO MATEU. — JUAN LARREA. — DR. JUAN JOSÉ PASSO, *secretario*. — DR. MARIANO MORENO, *secretario*.

SOBRE UN OFICIO DEL LORD STRANGFORD.

(Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires* del 12 de julio de 1810.)

Buenos Aires, 10 de julio de 1810.

Buque ingles conductor de unos oficios.

El buque ingles que fondeó ayer en este puerto ha conducido pliegos oficiales de la mayor importancia. El público no debe carecer de su lectura ; y esta se franquea con tanta mayor satisfaccion, cuanto que ella sola bastará para tranquilizar á los habitantes de estas provincias, y confirmarlos en el alto aprecio y confianza con que deben mirar el nuevo gobierno provisorio. El ministro ingles que escribe manifiesta los mas generosos sentimientos hácia esta gran parte de la Monarquía Española ; y descubriendo con un discernimiento propio de su elevado carác-

1810.

ter los verdaderos principios y objetos de la instalacion de esta junta, reconoce en sus vocales unos acerrísimos defensores del rey Fernando, y describe la ruta que debemos seguir en defensa de un monarca, cuyas desgracias no han debilitado los legítimos derechos que ejerce sobre nosotros, y cuya guarda hemos jurado. El lord Strangford manifiesta francamente sus ideas, con anticipacion á las que pueda ministrarle su gobierno; pero las personas de su rango ni aventuran un juicio á que deban despues oponerse, ni se equivocan fácilmente cuando predicen los arcanos de un gabinete en cuyos misterios se hallan iniciados. Congratúlense pues los buenos patriotas; reposen tranquilos en la vigilancia de un gobierno que combina todos los medios de la pública seguridad; y crean firmemente que el ejercicio de un sincero vasallaje hácia nuestro verdadero monarca Fernando VII hará respetar la integridad y derechos de este territorio, á pesar de los impotentes esfuerzos de esos ídolos subalternos, que no encuentran en el sagrado nombre del rey otra significacion que la de un velo para cubrir nulidades y miserias.

OFICIO DEL LORD STRANGFORD,

EMBAJADOR DE SU MAJESTAD BRITÁNICA EN LA CORTE DEL BRASIL,

Á LA JUNTA GUBERNATIVA DE BUENOS AIRES.

Enhorabuena á la junta.

Al recibo de la muy apreciable carta de Vuestras Señorías de 28 de mayo, he tenido el mayor sentimiento en carecer de órdenes positivas de mi corte para dar el mas alto expediente al importante negocio que Vuestras Señorías me recomiendan. Sin embargo, el respetable nombre del Sr. D. Fernando VII en que se afianzan aquellas resoluciones, como el mérito y acreditada honra de los sugetos que componen esa dignísima junta gubernativa (á que se agregan las urgentes circunstancias del dia), me

1810.

determinan á comunicarla con los mismos respetos y atenciones que si estuviera formalmente reconocida. En esta virtud, contestando á Vuestras Señorías digo: que me ha sido sumamente satisfactorio el imponerme de la moderacion con que se han conducido Vuestras Señorías en tan arduo asunto, no ménos que los heróicos sentimientos de lealtad y amor á su soberano que manifiestan: por todo tributo á Vuestras Señorías mis mas atentas enhorabuenas.

Le manifiesta que carece de ciertas instrucciones.

Nuevamente me veo en la precision de manifestar á Vuestras Señorías que me es doloroso no hallarme autorizado para declarar los sentimientos de mi corte sobre el presente asunto, y no dudo confesar que ignoro absolutamente cuáles son y serán en lo sucesivo sus ideas, miéntras, como un particular que se interesa cuanto es posible en la felicidad de ese vasto continente, me tomo la satisfaccion de rogar á Vuestras Señorías tengan á bien evitar todas (y hasta las mas pequeñas) relaciones con los Franceses ó sus emisarios, y tambien con todos aquellos que prudentemente se sospeche que puedan tener conexiones con la Francia; y muy particularmente deben Vuestras Señorías apartar de sí aquellos que ya han causado las desconfianzas generales (aunque no las de esa capital), pues juzgo que sobre este particular son en extremo zelosas nuestras cortes aliadas.

Excita á la union y á la concordia.

En los mismos términos soy obligado á pedir á Vuestras Señorías guarden entre sí la mas estrecha union y concordia, no dudando que la política y carácter que tan dignamente los distingue, les dictará el uso de las providencias mas oportunas, á fin de impedir que se dé el menor motivo de queja á sus vecinos.

Informa sobre las intenciones pacíficas del Brasil.

Tengo la satisfaccion de poder garantir las intenciones pacíficas de esta corte, con la que ya he tenido reiteradas conferencias sobre este asunto, y debo, en obsequio al distinguido aprecio que Vuestras Señorías me merecen, prevenirles que esta corte se ha mortificado lo bastante con las expresiones de la proclama del excmo. cabildo del 22 del próximo pasado. Vuestras Señorías pueden descansar que no serán incomodados de modo

1810.

alguno, siempre que la conducta de esa capital sea consecuente, y se conserve á nombre del Sr. D. Fernando VII y de sus legítimos sucesores.

Tranquiliza á la junta respecto á su corte.

Con mi corte prometo á Vuestras Señorías que practicaré los oficios mas dignos del respeto y consideracion con que los comunico, y que me ejercitaré gustoso en hacer aparecer su conducta en el grado mas resplandeciente, á fin de que mi gobierno se instruya de la honra de que son Vuestras Señorías dignos, la buena causa que sostienen, y la seguridad con que debe contar el rey D. Fernando VII, de que, aun perdida la España toda, existen en esa parte de la América héroes que enérgicamente defienden sus derechos y los de la Monarquía Española.

Aunque la carta de Vuestras Señorías me ha parecido reducida en extremo para informarme segun deseaba, yo individualmente me siento animado de los mas vivos sentimientos de serles útil; y en esta virtud aprovecho esta oportunidad, y ofrezco á Vuestras Señorías la sincera amistad con la que tengo el honor de ser, Señores, de Vuestras Señorías con la mayor atencion y respeto, su mas obediente servidor.

STRANGFORD.

Rio Janéiro, junio 16 de 1810.

Señores de la junta gubernativa de la capital del Rio de la Plata.

SOBRE CONTRABANDO, ETC.

Buenos Aires, 11 de julio de 1810.

Contrabando que se ejercia en Buenos Aires.

Nada recomienda tanto la dignidad de un gobierno como la firmeza con que ataca abusos envejecidos, que la impunidad de muchos años habia sancionado. El contrabando, ese vicio destructor de los Estados, se ejercia en esta ciudad con tanto

1810. descaro, que parecia haber perdido ya toda su deformidad: el resguardo no se ha hecho espectable sino por la complicidad que generalmente se le atribuye; y el comerciante se ha visto precisado á calcular de igual modo sobre el estado de la plaza que sobre el precio prefijado á las introducciones clandestinas. ¡ Con qué rubor debe recordarse la memoria de esos gobiernos á cuya presencia brilló el lujo criminal de hombres que no conocian mas ingresos que los del contrabando que protegian! Odio eterno á esos hombres mercenarios, que, insensibles al honor y al bien general del Estado, han arruinado el comercio, corrompido las costumbres, y sofocado las semillas de nuestra felicidad.

14. El comerciante ingles que venia á estas regiones empeñado en acreditar el honor y probidad que caracterizan á su nacion, se veía arrastrado al contrabando, porque por las vias legítimas no podria sostener la concurrencia con el que las habia burlado anteriormente: el pago de derechos subiria el precio de sus efectos, y al mismo tiempo que imposibilitaba sus ventas, lo desacreditaba con el principal de Lóndres por los mayores gastos que debia cargar á sus negociaciones; no quedándole eleccion entre imitar al vil contrabandista, ó ser triste espectador de las ventajas, que por mil caminos disfrutaba aquel impunemente. El comerciante español no podia ejercer con dignidad las consignaciones que se le encomendaban; pues dando principio á ella por un delito, quedaba reducido á vil instrumento de los fraudes y caprichos del consignante. Á este funesto origen deben atribuirse la degradacion del comercio, la incertidumbre de los precios, el estado vacilante de las negociaciones, la pusilanimidad de los negociantes para emprender especulaciones, el abatimiento de los tenderos y mercachifles y la aniquilacion del erario, que despues de un año de comercio libre no ha podido reparar los apuros que motivaron su establecimiento.

Fraude cometido por la fragata *Jane*.

No es el objeto de esta indicacion recordar todos los males que el contrabando ha sembrado entre nosotros: tratemos solamente de manifestar el público comprometimiento en que

1810.

se han visto las relaciones mercantiles de este país con los comerciantes de la Gran Bretaña. En efecto, noticioso el gobierno del gran contrabando que estaba á bordo de la fragata *Jane*, mandó una escolta competente, para que asegurando la carga, sufriese esta el reconocimiento y exámen que previenen nuestros reglamentos públicos, y que debian preparar un conocimiento judicial que produjese el justo castigo de aquel delito. Apénas la embarcacion fué ocupada, el comerciante ingles dueño del cargamento confesó públicamente el fraude de la carga : repitió ante algunos de los vocales la misma confesion; y en consorcio de su consignatario propuso todo género de sacrificios, para evitar el decomiso que le amenazaba. Pero por fortuna no vivimos en aquel tiempo en que bajo precios fijos se compraba la impunidad de todos los delitos.

Feliz desenlace de un atentado cometido en la goleta *Julliet*.

Entretanto la fragata fué conducida al canal de Balízas y se apresuraba la descarga; pero habiéndose practicado la misma diligencia en la goleta *Julliet* por concurrir en ella iguales circunstancias en la mañana del dia siete, se vió acercarse á ella la goleta de guerra de Su Majestad Británica, pasar á su bordo tropa de la marina inglesa, y enarbolar el pabellon por via de hecho y sin precedente aviso del gobierno. Un pueblo lleno de entusiasmo y zeloso de sus derechos no pudo mirar con indiferencia aquel movimiento, que á primera vista se presentó con todos los caractéres de un atentado público. La agitacion fué general; y el gobierno pudo verse envuelto en dificultades de difícil reparacion; pero la prudencia y madurez con que se conduce lograron sofocar en su cuna aquel conflicto. El comandante ingles R. Ramsay fué llamado á la junta, y una discusion pacífica y atenta terminó felizmente aquella novedad. Él aseguró que su único objeto habia sido enarbolar el pabellon nacional en un buque que hasta la final declaracion del comiso no dejaba de ser ingles; se reconoció la justicia de su pretension, y se aceptaron sus generosos ofrecimientos en favor del órden público, y de cuantos auxilios pendiesen de sus facultades para desterrar el contrabando, y restituir la buena fe y dignidad del comercio.

1810.

Sobre el mismo asunto.

Una cuestion peligrosa ha terminado felizmente; y se han expedido órdenes para allanar y precaver aquellas pequeñas desavenencias, á que muchas veces conduce el mismo zelo de los oficiales subalternos : pero si por desgracia una combinacion imprevista hubiese roto la armonía que sirve de base al comercio provisorio, ¿quién sería responsable á los gravísimos males que debian seguirse? El comerciante que veía cortado el giro de gruesas negociaciones pendientes; el comerciante español que se veía privado de consignaciones lucrativas; el negociante de Lóndres que veía suspendidas las importaciones sobre que habia calculado importantes empresas; nuestros labradores que se veían reducidos á la anterior estagnacion de sus frutos; todos vertirian imprecaciones contra el contrabandista que por un sórdido interes expuso á riesgos irreparables el bien del Estado. La junta ha resuelto curar en su raíz todos estos males; el comerciante honrado no será confundido con el contrabandista; este será perseguido con igual energía que protegido aquel; y por pronta providencia ha mandado la junta que la firma de este consignatario no se reciba en la aduana ni el real consulado para ninguna consignacion ni negocio extranjero, esperando el último resultado del proceso, para hacer entender al comerciante ingles que el violador de las leyes del país no ha de recibir en él la generosa acogida que de tan buena voluntad se dispensa á los honrados comerciantes y vasallos de la nacion inglesa (1).

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires*, año 1810.

OFICIO DE LA JUNTA

AL COMANDANTE DE LAS FUERZAS DE SU MAJESTAD BRITÁNICA EN EL RIO DE LA PLATA (1).

1810. Represion de los duelos.

Dos comerciantes ingleses residentes en esta ciudad han sostenido ayer un público desafío á tiro de pistola en desagravio de resentimientos privados que mediaron entre ambos. El pueblo se ha escandalizado justamente á vista de un duelo que proscriben nuestra religion, nuestras leyes y nuestras costumbres; y si semejantes excesos se repitiesen con impunidad, la fuerza del mal ejemplo arrastraria á muchos jóvenes incautos, y veríamos introducido un uso que ataca el órden público de estas provincias. En precaucion de tan funestas consecuencias ha acordado la junta se pase oficio á Vuestra Señoría para que se sirva intimar á los oficiales y comerciantes ingleses residentes en esta ciudad, que las leyes del pais proscriben los desafíos, y que ni puede quedar impune la persona que los cometa, ni es compatible con el honor de los extranjeros que residen en estos países cometer un acto prohibido por las leyes, y que horroriza á sus habitantes.

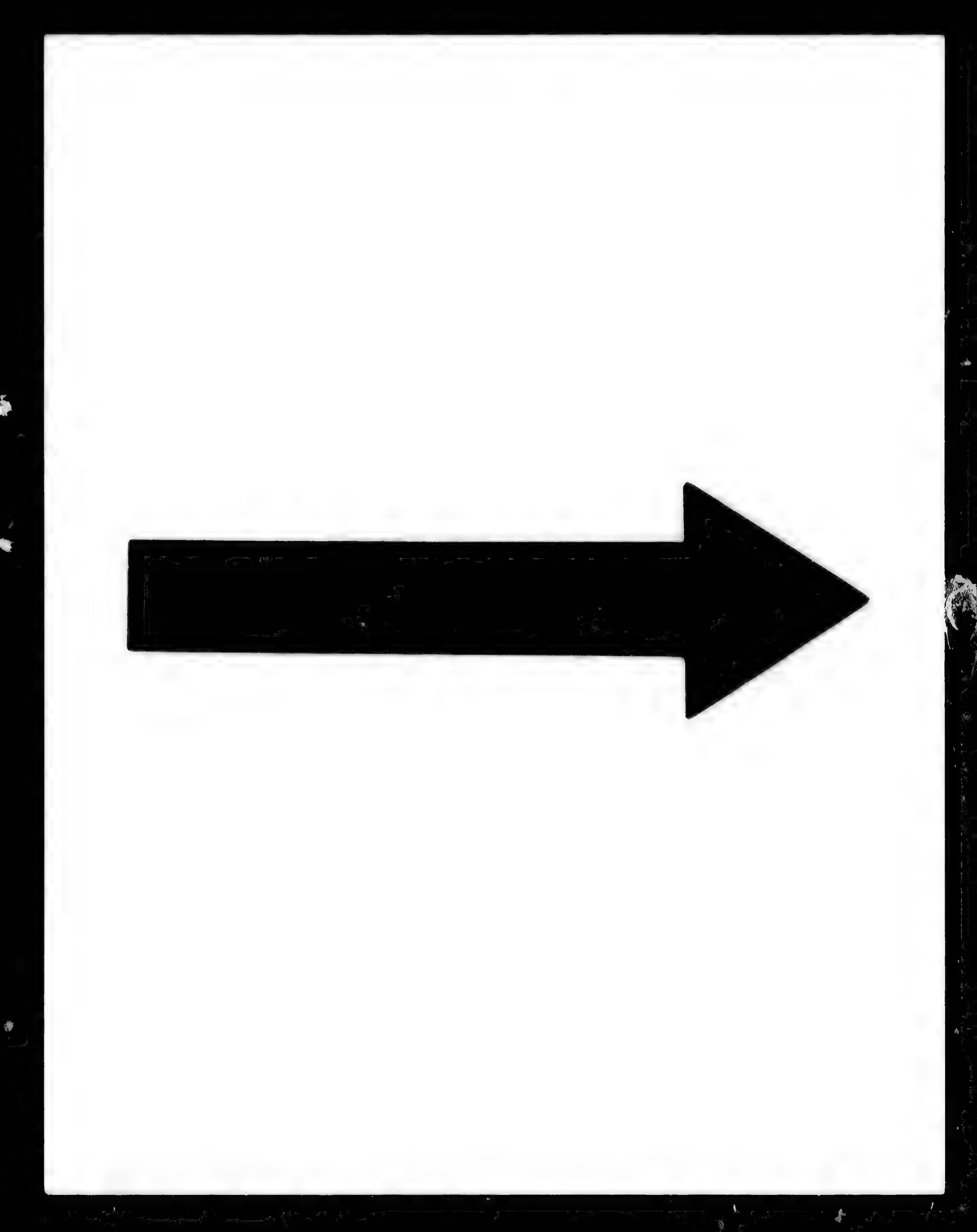
Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 4 de julio de 1810.

CORNELIO DE SAAVEDRA.

Sr. comandante de las fuerzas de Su Majestad
Británica en el Rio de la Plata.

(1) Reproducimos estos documentos con el objeto de hacer conocer el espíritu amistoso de las relaciones políticas que se cultivaron desde entónces con el gobierno de S. M. B., así como las grandes reformas administrativas iniciadas por la junta.



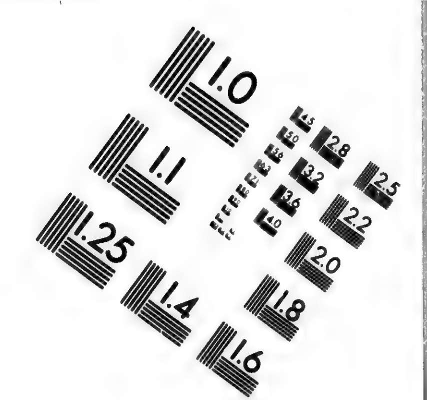
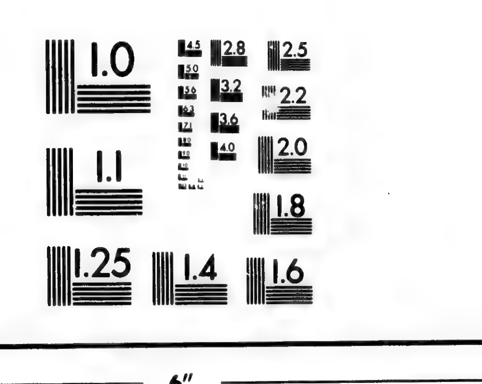


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"



CONTESTACION DEL COMANDANTE INGLES.

1810.
Respuesta satisfactoria sobre esa medida.

He recibido el oficio que Vuestra Excelencia se sirvió dirigirme con fecha de 4 del corriente, indicando su disgusto por un desafío que ocurrió entre dos comerciantes ingleses residentes en Buenos Aires bajo la proteccion del gobierno de este país; é insinuando el deseo que tiene la junta de que haga entender á todos los Ingleses que se hallan en esta, que á la repeticion de semejante acontecimiento se seguirá el castigo de los delincuentes conforme á las leyes del país. En contestacion á ello debo hacer presente á Vuestra Excelencia que me es muy doloroso que haya ocurrido semejante lance entre algunos de mis paisanos residentes en Buenos Aires, y que dirigiré copia del oficio de Vuestra Excelencia al comité de los comerciantes ingleses, para que los sentimientos del gobierno lleguen á noticia de todos los interesados, aun pasándola con un manifiesto en que les hará entender que la repeticion de semejante acto, que es tan contrario á la religion y á las leyes de la Gran Bretaña, como á las de este país, no hallará apoyo ó proteccion en los oficiales de Su Majestad Británica, y sí todo lo contrario en tanto cuanto les sea dado tomar parte en ello.

OFICIO DE LA JUNTA AL COMANDANTE INGLES.

Pide informes sobre un hecho.

Ha sido muy sensible á esta junta el exceso de algunos soldados ingleses admitidos en nuestras tropas que, segun noticias particulares, se atrevieron á insultar la persona de Vuestra Señoría, y deseando proporcionar un escarmiento ejemplar, y cual corresponde al aprecio que esta junta le dispensa, desea

1810.

saber la certeza del hecho con expresion de los sugetos que lo cometieron.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 6 de julio de 1810.

CORNELIO DE SAAVEDRA.

Sr. comandante de las fuerzas de Su Majestad Británica en el Rio de la Plata.

CONTESTACION.

Se dan.

Me ha lisonjeado sobremanera la atencion que Vuestra Excelencia me ha manifestado en su oficio de 6 del corriente, relativo al insulto que recibí de un Ingles alistado en este ejército, el cual me persuado que es uno de los viles que desertan del ejército ingles en este país, en ocasion que la Gran Bretaña estaba en guerra con la España. El individuo de que se trata se lo mostré á D. Juan Larrea, quien pudo observar que su conducta aun en circunstancias de estar de faccion como centinela fué inconsistente con la disciplina militar, y el respeto debido á un individuo de esa excma. junta en la personna de D. Juan Larrea. El castigo de este hombre es de poca consecuencia con respecto á mi persona, pero se hace muy necesario para que sirva de escarmiento á los demas, y se eviten para lo sucesivo semejantes ocurrencias; de todos modos debo hacer presente que los oficiales y vasallos de Su Majestad Británica han sido frecuentemente insultados y amenazadas sus vidas por hombres como el de que se trata.

No puedo concluir este oficio sin manifestar mis vivos deseos de que Vuestra Excelencia no permita que desertores del ejército ingles sean destinados á bordo de buques pertenecientes á vasallos de Su Majestad Británica; pues que deberia conside-

1810.

rarse como un insulto á la Gran Bretaña el mandar que hombres que son traidores á su patria se presenten armados como soldados á bordo de buques que tienen su pabellon.

OFICIO DE LA JUNTA

AL COMANDANTE DE LA GOLETA MISLETOC DE SU MAJESTAD BRITÁNICA.

Arbitrios extraordinarios para cubrir el presupuesto.

Los apuros del erario precisaron á este gobierno á adoptar arbitrios extraordinarios, que proporcionasen entradas suficientes á cubrir los grandes gastos indispensables para la conservacion de estas provincias. Entre los diferentes recursos que se presentaron para la consecucion de aquel fin, se prefirió un franco comercio provisorio con la nacion inglesa, traspasando las leyes que lo prohiben, por el doble interes de conciliar el ingreso de fondos correspondiente á una circulacion activa, con la proporcion de estrechar los vínculos que unen á ambas naciones. Á este efecto se formó un reglamento, que publicado solemnemente prefijó á los comerciantes nacionales y extranjeros la conducta invariable que debian observar; y aumentándose el peligro de que el destructor contrabando arruinase el fruto de aquella medida, se aumentaron igualmente las precauciones y penas que debian retraer á sus ejecutores.

Observaciones sobre el contrabando.

Vuestra Señoría conoce muy bien, que vinculada la seguridad del Estado á este único recurso, reviste todos los caractéres de un infame delincuente el que ataca los únicos medios de nuestra conservacion; y que si el comerciante español falta á su rey, á su patria y á sí mismo con el fraude de una negociacion clandestina, el comerciante ingles que la introduce falta igualmente al honor de su nacion, á los deberes de su carrera, y á la gratitud debida á un pueblo que franquea generosa acogida á todos los individuos de esa nacion grande, que ha garantido

ante el mundo entero la sagrada causa en que estamos empeñados.

1810.

La conducta del gobierno ingles con la Monarquía Española en sus mayores apuros es una leccion eterna á las demas naciones de la confianza con que deben recibirse las alianzas con la Gran Bretaña; pues firme y uniforme en sus principios ha cuidado de igual modo la integridad del territorio español que la conservacion del órden público. Se desquiciaria este seguramente si no se tomasen las mas sérias medidas para contener un exceso que arruina el erario y degrada á los que lo cometen; y cuando se abre la puerta á una franca entrada de las mercaderías inglesas, es intolerable que el sórdido interes de algunos particulares rompa las barreras de la decencia, excitando una irritacion que al fin podria comprometer la sustancia del nuevo sistema de comercio.

Id.

Severidad de la junta contra los infractores.

En estas circunstancias la junta ha resuelto ser inflexible en la ejecucion de las penas contra los infractores; pero considerando al mismo tiempo un deber de Vuestra Señoría influir para que los vasallos de Su Majestad Británica no abusen de un privilegio que por los caminos regulares y decentes disfrutan francamente, y cuyo abuso redunda en perjuicio y ruina de aquellos comerciantes honrados que cumplieron exactamente las condiciones impuestas á sus mercaderías, ha acordado excitar su ministerio, esperando empeñará todo su zelo, sus respetos y su autoridad, en remover unos excesos tan contrarios á la dignidad de nuestras leyes.

Circunstancias que la prescriben.

Es una satisfaccion para la junta dirigir esta reclamacion á un jefe de la prudencia, honradez y crédito de Vuestra Señoría. Las circunstancias que nos obligan á estas medidas son muy notorias, y el honor de la nacion inglesa es muy delicado, para que todos sus jefes dejen de conspirar á la union de un pueblo, que resiste todo vínculo que no nazca de la buena fe y práctica de las virtudes sociales. La junta cuenta con el zelo de Vuestra Señoría sobre este punto, y al mismo tiempo que instruirá al señor almirante y gobierno supremo de su nacion, de quienes deben esperarse las medidas que están al al-

1810.

cance de su poder, para la consolidacion de tan justas ideas.
Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 6 de julio de 1810.

Señor comandante de las fuerzas de Su Majestad Británica en el Rio de la Plata.

CONTESTACION.

Queda impuesto del oficio anterior.

He recibido el oficio de Vuestra Excelencia de 6 del corriente, en que manifestando el motivo que tuvo para abrir este puerto al comercio británico bajo de ciertas condiciones y reglamentos que debian servir de reglas á los comerciantes nacionales y extranjeros en sus negociaciones, como tambien la resolucion en que se halla el presente gobierno de hacer llevar á efecto las penas anexas á aquellas condiciones, conforme á las leyes del país contra el contrabando, me excita al mismo tiempo á emplear el influjo que tengo para coadyuvar á las miras del gobierno, á fin de acabar el comercio ilícito, para de este modo hacer un servicio al país que trata con liberal hospitalidad á los vasallos de Su Majestad Británica que están empeñados en especulaciones mercantiles en estas provincias.

Encuentra justas las ideas que contiene.

En contestacion á todo ello debo participar á Vuestra Excelencia, que he meditado con detencion el expresado oficio, y comunicado su contenido á los comerciantes ingleses que residen en esta ciudad, y los principales de entre estos, junto conmigo, son enteramente de opinion de que las ideas que Vuestra Excelencia manifiesta son justas, propias, y deben llevarse á efecto; pero yo espero que esto será con aquella consideracion por la seguridad y libertad de los vasallos de Su Majestad Británica y proteccion de las propiedades de aquellos comerciantes que desean conducirse de un modo propio de las leyes del país, y de los reglamentos comerciales que se han adoptado, y que

exige para que se conforme con los sentimientos que Vuestra Excelencia expresa de recíproca buena fe y práctica de las virtudes sociales.

Al mismo tiempo debo hacer presente á Vuestra Excelencia que hasta ahora poco la hospitalidad á que alude el oficio de Vuestra Excelencia era muy limitada por parte del gobierno con respecto á los comerciantes ingleses, y que no obstante que su situacion ha mejorado mucho, subsisten aun ciertas pensiones de una naturaleza tal que estimulan al contrabando, mucho mas de lo que Vuestra Excelencia parece se ha persuadido, las cuales comunicaré á Vuestra Excelencia así que tenga en mi poder los documentos necesarios.

Ofrece su cooperacion para realizar el plan.

Por mi parte pondré en ejecucion cuantos arbitrios tenga, para llevar á efecto el plan que Vuestra Excelencia se propone; este es el bien del comerciante honrado, la legítima percepcion de los derechos que adeudare el comercio de mis compatriotas, que estiman cada dia mas y mas las relaciones que unen á nuestros respectivos gobiernos.

OFICIO DE LA JUNTA DE BUENOS AIRES

AL CAPITAN ELLIOT.

Demostracion que se exige del capitan Elliot.

La insurreccion de Montevideo se ha avanzado á un término tan escandaloso, que haciéndose insoportable al decoro de este gobierno, y á los intereses del comercio ingles, cree la junta llegado el caso de que Vuestra Señoría haga alguna demostracion propia del carácter que ejerce en estas regiones, y debida á la proteccion que la Gran Bretaña dispensa á los pueblos del rey Fernando, que sostienen con energía sus derechos.

La junta se muestra satisfecha de sus principios.

Las satisfacciones que ha recibido esta junta del ministro de Su Majestad Británica residente en el Brasil, prueban una entera conformidad entre los principios de su instalacion y las inten-

1810. ciones del gobierno ingles; el ventajoso concepto que han publicado los oficiales y comerciantes ingleses testigos de nuestra conducta, las demostraciones y pruebas mas decisivas de la pureza y legalidad de un gobierno, todo concurre á justificar el nuestro, y presentarlo como fruto precioso de una resolucion magnánima, para asegurar estos dominios del rey D. Fernando, libertándolos de las asechanzas y usurpacion con que el rey José los amenazaba.

Objeto necesario de la proteccion británica.

Convencido Vuestra Señoría de estos principios, debe reconocer en la junta el gobierno superior de las Provincias del Rio de la Plata, con derecho incontestable á la subordinacion de los demas pueblos, que por leyes del reino son dependientes de la capital; y habiendo prometido solemnemente la Gran Bretaña sostener las posesiones españolas contra las usurpaciones del rey José, es un objeto necesario de esta proteccion remover los obstáculos, que atacando el órden público y tranquilidad interior del Estado, amenazan envolver á los pueblos en una debilidad recíproca, que abra al fin la puerta á las intrigas y esperanzas del usurpador.

Esta consideracion autorizaba á la junta para reclamar de Vuestra Señoría una parte activa en las querellas con Montevideo; pues siendo este un pueblo subalterno sujeto á la capital por leyes constitucionales del Estado, reviste en su insubordinacion el carácter de un delincuente particular, á cuya persecucion no pueden negar auxilios recíprocos aquellas potencias aliadas que han jurado solemnemente nuestra conservacion y decoro; sin embargo la junta se ha abstenido hasta ahora de toda reclamacion, porque no queria encomendar sino á sus propios recursos el castigo de unos súbditos insolentes, que llenan á toda prisa la medida de sus maldades, y porque habia recibido de Vuestra Señoría repetidas protestaciones de que no podia intervenir en las disensiones privadas de los pueblos.

Buenos Aires declarado en estado de bloqueo.

Habria seguido la junta esta conducta, si la última ocurrencia de Montevideo no exigiese una variacion absoluta. Vuestra Señoría mismo ha manifestado anoche, que el gobierno de Montevideo declara á este puerto en estado de bloqueo; que en

su consecuencia trata de interceptar no solo el comercio nacional, sino tambien el comercio ingles; y que los buques de esta nacion sufrirán la dura ley de un puerto bloqueado, si continúan sus relaciones mercantiles con la capital del Rio de la Plata. No fué tan sensible á la junta este atentado de que ya tenia noticia, cuanto la disposicion que manifestó Vuestra Señoría por su parte, no resolviéndose á contradecir con la fuerza la suspension de nuestras relaciones mercantiles, y asegurando que no se consideraba autorizado para intervenir con un influjo activo en este negocio.

1810.

Reclamacion.

La junta estaba persuadida que un buque de guerra de Su Majestad Británica no podia tener otro objeto en el Rio de la Plata que proteger el comercio ingles en las nuevas relaciones á que se ha franqueado esta capital: en este concepto reclamó de Vuestra Señoría verbalmente una oposicion vigorosa á las medidas hostiles que tomaba Montevideo contra el comercio de los Ingleses en las provincias dependientes de Buenos Aires.

La declaracion del bloqueo es inherente á la soberanía.

La declaracion de un bloqueo es acto que no puede emanar sino de un poder soberano; solamente una potencia reconocida puede declarar bloqueada una provincia que no depende de ella; y toda declaracion de un pueblo particular es un atentado ridículo, que ni debe respetarse, ni debe quedar impune, cuando se cuentan recursos para resistirlo.

Montevideo no puede embarazar el comercio ingles.

Admitido el comercio ingles en estas regiones por una autoridad legítimamente establecida; sancionada esta admision por la Gran Bretaña, que dirige francamente á estos destinos los intereses de sus negociantes, ¿por qué título, ó con qué autoridad podrá impedir Montevideo el ejercicio de esta comunicacion? ¿Acaso el gobierno de Montevideo reviste un carácter soberano que sostenga aquella declaratoria? ¿Acaso sostiene con esta capital una guerra justa de potencia á potencia que autorize su bloqueo? ¿Acaso reune algunos otros títulos para que la Gran Bretaña se sujete á su bloqueo, y tolere los perjuicios consiguientes de su comercio?

Ilegitimidad de aquel bloqueo.

El bloqueo de Montevideo es en todo igual al de un particular atrevido, que fiado en la fuerza de su buque, se constituyese en

1810.

la boca del Rio, y declarando á la capital por bloqueada, cerrase el paso á los buques ingleses destinados al comercio que el país admita francamente. En este caso Vuestra Señoría perseguiria con sus fuerzas á un pirata, que atacaba con osadía el comercio de su nacion; y la junta debia esperar igual conducta con un gobierno subalterno, que sin otro título que haber roto los vínculos de una justa dependencia de su capital, declara á esta en estado de bloqueo, extendiendo á los comerciantes ingleses las consecuencias funestas de su piratería.

Caso de analogía.

La conducta que observó el comandante del navío *Monarca* de Su Majestad Británica confirma la justicia de nuestra reclamacion. El virey de estas provincias exigia de aquel oficial que no entrasen en Montevideo los buques ingleses que la junta de aquel pueblo habia admitido; esta pretension era sostenida por las leyes del país, que proscribian rigorosamente la introduccion de todo barco extranjero en estas provincias; y sin embargo el comandante ingles resistió la reclamacion, sin permitir que el comercio de su nacion quedase privado de las ventajas que la libre entrada en aquel puerto debia producirle.

No debe tolerarse el bloqueo.

Nuestras circunstancias son preferentes á la de aquel suceso; no se opone ahora á la libre introduccion de los buques ingleses el gobierno superior de estas provincias, sino un pueblo subalterno, sin representacion legítima para trastornar el órden establecido en la capital; no se llaman los buques y negociaciones inglesas por medio de permisos particulares eversivos del sistema general del comercio, sino en virtud de un plan generoso trazado con anticipacion, y en que se combinan los intereses permanentes del país con los de la Gran Bretaña; y cuando el comercio ingles debe buscar en el Rio de la Plata un nuevo canal que indemnize las quiebras que el bloqueo general de la Europa ha debido producirle, no parece regular se tolere un golpe á relaciones nacientes que debian cimentarse bajo los estímulos de un interes recíproco.

Amenaza que hace la junta al capitan Elio.

La junta repite que le ha sido muy sensible en la sesion verbal de ayer noche no encontrar á Vuestra Señoría dispuesto á concurrir activamente en la séria repulsa que debe hacerse de

1810.

la avanzada empresa de Montevideo, y aunque su última respuesta dejó muy poca esperanza de que variase en su determinacion, ha creido necesario dirigirle esta reclamacion, que prefijará los resultados de su conducta, pues habiendo resuelto la junta instruir de esta ocurrencia al gobierno soberano de la Gran Bretaña, jamas se acusará al país de las quiebras que el comercio ingles sufra por las violencias de Montevideo, y Vuestra Señoría responderá á su nacion de las dificultades que podria despues experimentar para restablecer un comercio ventajoso, que el país franqueaba generosamente, y que Vuestra Señoría mismo se deja arrancar de las manos.

Dios, etc. — Agosto 24 de 1810.

Señor capitan Elliot.

CONTESTACION DEL CAPITAN ELLIOT.

À bordo de la fragata de Su Majestad Británica *Porcupine*.
Buenos Aires, 7 de setiembre de 1810.

Excmo. Señor,

Mi salida para Montevideo hizo que no tuviese el honor de contestar al oficio de Vuestra Excelencia de 23 de agosto.

Razon que tuvo para conferenciar con el gobierno de Montevideo.

Las razones expuestas en él para probarme que debia tomar una parte activa en repeler por la fuerza el bloqueo de esta ciudad por Montevideo, no fueron suficientes para que me decidiese. De consiguiente creí oportuno conferenciar personalmente con el gobierno de Montevideo, para mantener, si fuese posible, la tranquilidad en este Rio, la independencia del comercio británico, y la neutralidad que habia resuelto observar.

À lo que se vió incitado por el gobernador.

Á mi llegada á aquella ciudad me hallé incitado por el gobernador y por el comandante de marina á tomar una parte activa en el bloqueo de este puerto, y en caso de no acomodarme á este, á retirar mis fuerzas, y permitir á la marina española que

1810. llevase á efecto el bloqueo, dejando al mismo tiempo abierto el puerto de Montevideo de un modo ventajoso al comercio británico.

El gobierno de Montevideo indicó como motivo para el bloqueo de este puerto, que Vuestra Excelencia habia mandado cortar toda comunicacion con aquella ciudad, y que ningunos efectos pudiesen introducirse procedentes de Montevideo, sin que pagasen aquí todo el derecho de entrada.

Resolucion del exponente.

Despues de distintas conferencias con el gobierno de Montevideo, conocí que era imposible disuadirlo, y teniendo fundamento para creer que Vuestra Excelencia habia igualmente resuelto no abrir la comunicacion, creí necesario y conforme á la neutralidad que me habia propuesto mantener, resolver lo siguiente.

Facultad de los buques británicos fondeados en Montevideo.

Que todo buque británico que estuviese en este puerto y en el de Montevideo el 3 del corriente, quedase expedito para cargar, descargar, hacerse á la vela, ó salir de cualquiera de dichos puertos, como creyese conveniente, sin que se le molestase ni pusiese impedimento alguno; y que todo buque británico que llegase á este Rio despues del 3 del corriente, ó á cualquier de los dos puertos expresados, no pudiese descargar sin ir á Maldonado, y allí ponerse á las órdenes del comandante de Su Majestad Británica, ó de lo contrario marcharse del Rio de la Plata, cuya órden deberá cumplirse, hasta que tenga ulteriores instrucciones con respecto á ellos del comandante en jefe de las fuerzas de Su Majestad Británica en la costa del Brasil, ó hasta que las desavenencias entre las ciudades de Buenos Aires y Montevideo se hayan ajustado, con tal que ninguna de las dos ciudades cause una interrupcion en mi neutralidad.

Por esta decision espero evitar toda intervencion política; y como la suspension del comercio ha de ser de corta duracion, y las incomodidades que de consiguiente ha de causar á mis conciudadanos de poca importancia, considero que es de mi obligacion separar por este camino mis auxilios de los gobiernos desavenidos.

He dispuesto que la *Misletoc*, mandada por el teniente Ramp-

1810.

Órden de zarpar dada á la *Misletoe*.

say, se disponga á hacerse á la vela, y daré inmediatamente cuenta de esta conducta á mi comandante en la costa del Brasil, por cuya ocasion ten[illegible]rticular satisfaccion de dirigir los pliegos que Vuestra Excelencia guste.

Tengo el honor de ser de Vuestra Excelencia su humilde servidor. R. † Elliot.

Á la excma. junta provisional de Buenos Aires.

ÚLTIMA CONTESTACION DE LA JUNTA.

Le acusa recibo de oficio.

Ha recibido esta junta el oficio de V. en que por último resultado de sus comunicaciones con el gobierno de Montevideo reconoce el bloqueo de este puerto, haciendo que desde el dia 3 adelante los buques mercantes ingleses corten sus negociaciones, manteniéndose en Maldonado sin importar sus efectos ni exportar nuestros frutos, hasta las resultas del almirante residente en el Brasil, á quien V. da parte.

Le hace responsable de las consecuencias.

La positiva contradiccion que se advierte entre esta conducta y la que guarda el ministro de Su Majestad Británica residente en el Brasil en sus oficios á la junta, dejan á esta indecisa, sin poder conciliar la sinceridad de aquellas ofertas con la legalidad del procedimiento que V. ha adoptado. La junta no otorga su consentimiento á una medida cuyos resultados podrán ser algun dia desagradables, pues siendo V. solo el autor de la interrupcion que el comercio ingles va á sufrir, V. solo responderá á su nacion de los sucesivos embarazos que serán indispensables para reponer íntegramente las relaciones mercantiles que la junta se habia empeñado en cimentar bajo los principios mas liberales.

Setiembre 8 de 1810.

Señor comandante Elliot.

PARTE DE LA PRIMERA BATALLA

GANADA EN ZUIPACHA POR LOS PATRIOTAS AL MANDO DEL GENERAL DON ANTONIO GONZÁLEZ BALCARCE.

Capitulacion del general Córdova, que mandaba las tropas realistas.

PARTE DEL DOCTOR CASTELLI.

(Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires.*)

EXCMO. SEÑOR,

1810.

Da el parte detallado que habia anunciado.

No escarmentados los enemigos del esfuerzo y constancia de nuestras tropas, que aunque inferiores en número les habian mostrado las virtudes militares, como en la emboscada del 17 de octubre, en que once hombres pusieron en retirada la descubierta de mas de ciento, y como en el ataque falso de Cotagáita, en que ménos de trescientos hombres con dos piezas de artillería batieron á mas de mil trescientos, apoyados de diez piezas, y parapetados de sus trincheras, por mas de cuatro horas, sin atreverse á salir al campo, hasta que desengañados se retiraron en órden, consiguiendo solo reconocer el estado de sus fortificaciones hasta su cuartel de Tupiza; juzgaron á nuestro ejército en estado de debilidad tan completa, que sin darles lugar al descanso, les vinieron siguiendo por mas de 23 leguas sin poderles perturbar la marcha. Nuestras tropas llegaron á esta villa, donde fijaron su cuartel general por amparar sus habitantes, no obstante que en junta de guerra se habia acordado hacerlo en Zuipacha, que está á 23 leguas de Cotagáita. Los enemigos, no sé por qué motivo, desistieron del intento, y retrocediendo á su cuartel, repasaron la penosa cuesta de la Almona: yo sospecho que esta novedad fué ocasionada por el arribo del presidente Nieto á Cotagáita con tropas y artillería de refuerzo

1810.

con el fin de concertar mejores planes, y dar tal vez lugar á que tuviesen suceso feliz para ello las sugestiones y venalidades del virey Abascal y de Goyeneche, que con impresos abortando errores políticos, hechos falsos y arbitrarias suposiciones, y con oficios llenos de tanto abatimiento como de lisonjeras y vanas promesas, pensaron comprar al ejército patriota, que une la ciencia del discernimiento á las virtudes sociales y marciales; sin embargo, tendieron los enemigos sus descubiertas y avanzadas, y cuando pareció al mayor general Balcarce que ya los tenia alejados de sus fortificaciones, trincheras y parapetos, manifestó que él solo excedia en pericia militar á Nieto, Córdova y Socasa, trayendo sus tropas á pecho descubierto, donde se viese que *el Americano nacido para vegetar y vivir en la oscuridad* por socordia del gobierno que ha tenido, excede á los militares venidos de España, donde por virtud del nuevo gobierno se ha enseñado la táctica de fugar, manchando la memoria de nuestros abuelos y héroes de la milicia, que nosotros queremos renacer. Así lo verá Vuestra Excelencia en el pueblo y provincias que se salvan por la sabiduría, fidelidad y desvelo del nuevo gobierno en el siguiente detall, que anuncié á Vuestra Excelencia en el parte de las 2 de la mañana del dia 8 del corriente desde mi alojamiento en Yabí.

Órden de retirada.

Con noticia cierta de que segunda vez venian los enemigos á atacarnos en esta villa, dispuso el mayor general Balcarce su retirada á las 2 de la mañana del dia 5, para mejorar de posicion; pues aunque nuestras fuerzas podian siempre competir con las enemigas, estaba sin municiones ningunas de artillería y de fusil, sin otras que las que tenian las cartucheras.

Toma de Nazareno

El 6, á las cinco de la tarde, se posesionó nuestro ejército del punto de Nazareno, pueblo frontero del de Zuipacha, con el rio de por medio, que conceptuó el mayor general aparente para conservarse sin recelo de ser atacado, y á eso de las 12 de la noche llegaron las dos piezas de artillería, municiones, dinero, y doscientos hombres de refuerzo que venian á mi avanguardia é hice avanzar á marchas forzadas. En el momento despachó el mayor general Balcarce un jovencito natural, que le habia

1810.

servido de espía, que viniese á Tupiza, en donde estaban los enemigos, y divulgase que nuestras tropas estaban sumamente disgustadas; que era extrema la falta de municiones; que solo teníamos dos cañones, y de estos uno desmontado, y que solo esperábamos entender que pensaban los enemigos adelantar para continuar nuestra retirada. Estas noticias llegaron al conocimiento del general Córdova, y con otras que adquirió en el mismo Tupiza, determinó venir á atacarnos el dia 7 con ochocientos hombres de sus tropas mas selectas, cuales eran los de marina, infantería del Fijo, dragones, y de los voluntarios de la capital, que trajo Nieto con cuatro piezas de artillería.

Disposiciones y movimientos.

Á las 11 de la mañana del dia 7, se presentó la vanguardia enemiga delante de nuestro cuartel general: la desmontó inmediatamente, y tomó unas alturas sobre nuestro flanco derecho, y sucesivamente practicó lo mismo todo el ejército, sin que en mas de una hora despues hiciese movimiento ninguno, ni tampoco se advirtió por nuestra parte, pues se procuró tener ocultas nuestras fuerzas, esperando el ataque que se nos presentaba. Como el enemigo se conservase en inaccion, dispuso el mayor general que avanzasen dos piezas de nuestra artillería y una division de 200 hombres, con la idea de ver si entraba en funcion, á cuyo movimiento destacó el enemigo varias guerrillas, que se resguardaron de algunas acequias y pozos avanzados de su línea, y despachando el mayor general otras mas débiles, se rompió el fuego. Los enemigos, reforzando las indicadas guerrillas, y nosotros retrocediendo algo las nuestras, se decidieron á destacar una considerable parte de sus fuerzas á perseguirlas: lo que observado por el mayor general Balcarce, determinó que otra division, como la primera, y las mismas guerrillas retrocedidas cargasen prontamente, como lo verificaron con tanto esfuerzo, valor, firmeza y gallardía, que en el momento se posesionaron de los parapetos enemigos, y entrando en ellos en desórden, se pusieron todos en la mas vergonzosa y precipitada fuga, abandonando las 4 piezas de artillería con mas de dos mil cartuchos para ellas en 22 cajones, sobre 70 mil tiros de fusil á bala en cartuchos, tres zurrones de dinero, que tomaron

Toma de unos parapetos enemigos.

1810.

y se los distribuyeron los soldados. Se les tomaron dos banderas, mas la una no merece tal nombre, porque es un trapo enastado por jugarreta, pero la otra es propia de la Plata que juraron las tropas, cuando Nieto desarmó á los patricios, y repartió á los Arribeños. Se hicieron allí mismo mas de 150 prisioneros, entre los cuales se hallan el capitan de granaderos provinciales de la Plata D. Ramon García, y el de la real armada D. Domingo Mesa, herido, y el guardaparque de artillería.

Fuga del ejército enemigo.

Finalmente el resto del ejército enemigo tomó los cerros y caminos intransitables, unos á pié, otros montados, tirando los mas las armas, fornituras y cuanto les estorbaba para salvarse. Por informes que hemos adquirido, solo arribaron á Cotagáita como 250 hombres estropeados, que seguramente fueron los mejor montados, y los primeros que, como el general Córdova, acompañado del inicuo cura de Tupiza, la Torre, corrieron muy al principio de la derrota, llevando grabado en el semblante el espanto. Aunque los nuestros siguieron la derrota del enemigo, ni pudieron hacerlo á mas de tres leguas, ni acertaron á dar con la ruta del general Córdova, que habia tomado el camino de Mochará, por el mal estado de la caballería. Sin embargo ya se abandonó el empeño de tomar prisioneros, dejándoles ir en fuga, alejándose ellos mismos de su reunion, y maldiciendo los autores de su suerte.

Gran botin.

La recoleccion de armas tiradas por los cerros, y el despojo de los vencidos fué el cuidado de la tropa vencedora, de modo que vinieron cargados de armas, fornituras, prendas, mulas, dinero y alhajas. Aun en el dia se cuida de recoger armas por Indios encargados de esta diligencia en lo mas áspero de los cerros, bajo la gratificacion que les está ofrecida; con cuyo motivo se encuentran hombres perdidos, otros muertos, otros moribundos. En suma, la derrota es tan completa, que el mismo Córdova en oficio del dia siguiente á nuestro mayor general Balcarce le confiesa, que aun excede á lo que á este le pareció.

Pérdidas.

No hemos tenido mas que un soldado de Tarija muerto, dos oficiales heridos, que son el alférez de las milicias de Salta D.

1810 Eduardo Gaona, y el abanderado de Tarija D. Manuel Alvarez, y 10 soldados de diferentes cuerpos.

De los enemigos quedaron muertos en el punto de ataque mas de 40, que el alcalde del pueblo se encargó de recoger y sepultar, ignorando los que fallecieron en los cerros de los dispersos heridos, pues solo se recogieron catorce, que están en nuestro hospital.

Prisioneros.

Entre los prisioneros enemigos hay uno de los que en la accion de Santiago del 27 se pasaron, y otro que nuestros soldados encontraron herido, y acabaron á bayonetazos por indigno : el que existe será pasado por las armas á la venida de Cotagáita, para donde se le dirige con la segunda division. La misma suerte correrán los demas de esta clase, pues en esta parte me niego á capitular.

Fuerzas respectivas

El resultado de la accion es prueba del mas encarecido elogio de nuestro ejército, que inferior en número y en su cuartel, supo derrotar á un enemigo que eligió situacion y rompió fuego.

Recomendacion del ejército

Aseguro á Vuestra Excelencia con el mayor general, que de los oficiales y tropa no tengo á quién distinguir : no hay ejército en el mundo que presente el pecho al enemigo y se sostenga con mas gallardía y serenidad en el fervor de la accion, y avance á la voz con mas intrepidez que el nuestro. Yo sé que esta columna de la vanguardia bastará para el ejército que dicen que prepara el virey Abascal, y mandará Goyeneche ; ¿ y qué será uniéndosele la del centro que ya llega á este cuartel, la de retaguardia que sale de Jujuí, y el cuerpo de reserva que queda en la garganta de la sierra? Los Tarijeños, Salteños, Tucumanos, Santiagueños y Cordobeses son tan buenos, cuando tienen oficiales y jefes de provecho, como son las tropas de la capital. Á todos he dirigido las mas cordiales expresiones de satisfaccion, y les he asegurado una completa recompensa en la gloria á que aspiran, y en el interes de su libertad civil, franqueándola á sus hermanos oprimidos por la ambicion y despotismo de los mandatarios del antiguo gobierno, que prevalidos de la suerte desgraciada de España, de la cautividad é impotencia del desdichado rey Fernando, de la incertidumbre de un

1810.

gobierno representativo legítimo y de la habitud servil en que ellos mismos han tenido á los pueblos de América, creyeron hacer su mejor fortuna erigiéndose en soberano para tiranizar mas impunemente, y presentando al fin estos dominios á Bonaparte por adhesion á la metrópoli. Á fe que tambien sabe Vuestra Excelencia esta verdad, como yo la sé, y no lo ignoran ya los pueblos, y nuestras tropas cuando saben que Godoy, Soler, Asansa, O'Farril, Caballero, Mazarredo, Solano, Borja, Laodicea y otros de mas alto rango, mas beneficiados del rey, y agraciados de la nacion indiscreta y mas ostentadores de fidelidad y predicadores de la lealtad que los vireyes, gobernadores, prelados y ministros de América, han disuelto el reino, entregado al monarca y esclavizado los pueblos de España. No ignora ninguno de los que me siguen que de tales jefes todo es de temer, y nada hay bueno que esperar.

Demostraciones lisonjeras.

Tengo la complacencia que hasta nuestros heridos, visitándolos, me dijeron con señal de ingenuidad, que estaban tan persuadidos de la justicia de nuestra causa, que sentian no respirar el último aliento en la demanda, creyéndose gloriosos y consolados del dolor á vista del motivo y ocasion de sus heridas.

Concesiones á los inválidos.

En nombre de Vuestra Excelencia, y en uso de las altas facultades que me ha trasmitido al ejército y provincias, he concedido á los que resulten invalidos de esta campaña el prest íntegro; á los que fallezcan de accion de guerra igual goce, en lo líquido, á sus mujeres y padres pobres. Á los soldados Miguel Gallardo y Alejandro Gallardo, que en el ataque se dirigieron á arrancar la bandera de la Plata y lo verificaron, les he concedido á nombre de Vuestra Excelencia el uso de la divisa de sarjento, y cincuenta pesos á cada uno de gratificacion. Y los que asaltaron la artillería cuatro pesos á cada uno.

Decision y entusiasmo por el nuevo gobierno.

Los naturales, porcion nobilísima de este Estado, respiran y ven el fin de su abatimiento en el principio de su libertad civil: están perfectamente impuestos de la causa, y bendicen al nuevo gobierno. Concurren sin escasez con cuanto tienen, y sirven personalmente sin interes y á porfía. Al conducir artillería se pegan 300 Indios, y en hombros trastornan con ellos los cerros

1810. mas encumbrados como si fuera una pluma, y andan remisos para tomar dinero, diciendo que es la vez primera que se les paga por servir al rey. No han podido nuestros rivales hacerles formar ideas siniestras de nuestra conducta. Con la diferencia de que han tocado el desengaño bien encontrado, pues han experimentado de ellos el saqueo que les hacian temer de nosotros. Sin que nadie les mandase, los Indios de todos los pueblos con sus caciques y alcaldes han salido á encontrarme y acompañarme, haciendo sus primeros cumplidos del modo mas expresivo y complaciente, hasta el extremo de hincarse de rodillas, juntar las manos y elevar los ojos, como en accion de bendecir al Cielo. En solo la carrera de Jujuí á esta villa cuento con mas de 3,000 Indios de armas, á la vez que los pida. Creo suceda lo mismo en adelante : conozco que sus disposiciones son ventajosas, y que bajo la direccion de unos curas, cuya adhesion al nuevo gobierno me es constante á excepcion del de esta villa, sin que por eso encuentre variacion en los sentimientos de los Indios; no dudaré que estos nos sean adictos sin violencia, y gratos por conveniencia que les resulta de la mejora de su suerte.

Presentacion de un trofeo.

El mayor general Balcarce, á quien solo puedo elogiar diciendo, que conocí su mérito, y que me glorío de haberlo propuesto en junta para uno de los jefes de esta expedicion, me toma por mediador para que en su nombre ponga á los piés de Vuestra Excelencia esa bandera tomada á los enemigos. Yo tengo el honor de aceptar un testimonio tan recomendable del primer oficial de nuestro ejército, dirigiéndola por mano del capitan de patricios D. Roque Tollo, á fin de que Vuestra Excelencia la destine á la sala del rey D. Fernando con las que adornan su retrato.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general de Tupiza, 10 de noviembre de 1810.

Excmo. Señor,

Dr. JUAN JOSÉ CASTELLI.

Excmo. Señor presidente y vocales de la junta gubernativa del Rio de la Plata.

CAPITULACION DEL GENERAL CÓRDOVA.

1810.

Capitulacion.

La victoria de Zuipacha, que Vuestra Señoría ha conseguido ayer, es mas completa que lo que le pareció, pues solo ella ha decidido la suerte del Perú, correspondiente al vireinato de Buenos Aires. Ayer era enemigo de la junta, que ha establecido para su gobierno, y hoy no solo me someto á ella reconociéndola, sino que de acuerdo con todos los oficiales de este ejército y tropas de él lo hago bajo los artículos siguientes :

Garantías personales.

1. Las vidas y haciendas de todos los oficiales, sarjentos, cabos y soldados de este ejército que sigan la misma opinion que acabo de referir, serán respetados, y conservados sus empleos ó clases, si no se hiciesen sospechosos al gobierno.

Destino que se dará al mismo ejército.

2. Estos mismos oficiales, sarjentos, cabos y soldados unidos al ejército de Buenos Aires servirán, si se consideran necesarios, para la sujecion de la Paz, y oponerse al ejército que se está alistando bajo las órdenes del Sr. Goyeneche.

Única aspiracion del mayor general del ejército.

3. El mayor general del ejército, que ha sido comandante general de él, no aspira á otra conservacion, y sí solo á ser soldado de la patria, pues está seguro que lo sabrá desempeñar, y se ha desengañado de la cautela con que ha obrado el presidente de Chárcas, á quien deja seguir libremente su fuga, por consideracion á su caduca persona; pero envia oficiales de su confianza con las mejores tropas, para que retornen hoy mismo los caudales del rey, y rejunten las tropas, que se ha llevado para su seguridad, á quienes habla con una proclama, y espera ser oido.

4. Las tropas que del ejército de Buenos Aires se han pasado al del Perú, serán absueltas de este delito, y sin castigo alguno subsistirán en sus clases.

Se remite á los informes de su parlamentario.

La situacion en que me hallo de tres dias y tres noches sin comer ni dormir, me hacen el no poderme extender; pero el oficial que envío de parlamentario es de toda mi confianza, y manifestará por ahora los sentimientos de mi corazon, advir-

1810.

tiendo únicamente á Vuestra Señoría, que soy tan grande en mis pensamientos, que la capitulacion que formo sobre las vidas de mis subalternos no me es comprensiva, pues tengo tanto amor propio y vanagloria, que solo aspiro á hacerme memorable en mi nacion por los términos de heroicidad.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Santiago de Cotagáita, 8 de noviembre de 1810.

José de Córdova y Rójas.

Señor D. Antonio González Balcarce.

OFICIO DEL GENERAL BALCARCE.

Sobre entrega previa de ciertos sugetos.

Impuesto del oficio de V. de ayer, y de lo que el oficial portador y parlamentario ha expuesto, como sometido estoy á la decision del excmo. señor vocal de la junta gubernativa de la capital y su plenipotenciario representante, investido de todas sus facultades, Dr. D. Juan José Castelli, que se halla en este cuartel general de mi mando, debo responder á V. con la disposicion de Su Excelencia, que toda esperanza de una prudente conclusion en las presentes diferencias y proposiciones de V. habrá de asegurarle los efectos de su sometimiento á la generosidad del gobierno de estas provincias : pero ante todo se han de poner á disposicion del excmo. señor representante las personas de don Vicente Nieto, de don Francisco de Paula Sanz, de don José González de Prada, y de otro cualquiera jefe de provincia del vireinato que se haya coludido con el presidente Nieto, intendente Sanz y virey Abascal, que son los autores de la rivalidad escandalosa entre pueblos de un mismo soberano, idioma, religion y gobierno, exponiendo la integridad y conservacion de los derechos del rey don Fernando á la suerte mas infausta.

Dios guarde á V. muchos años.

Cuartel general de Zuipacha, 9 de noviembre de 1810.

Antonio González Balcarce.

Señor don José de Córdova y Rójas.

CARTA DEL GENERAL CÓRDOVA.

1810.

Amigo Balcarce: éramos amigos, fuímos enemigos, y volvemos á la amistad. Venció V. en la lid, y ahora estoy dando las órdenes mas activas para que se rejunte lo que ha esparcido el indigno presidente. Reconozco la junta, me someto á ella; lo mismo hace esta marina, y lo mismo harán las tropas que yo ha mandado, pues para ello he dado órdenes muy estrechas.

Reconciliacion.

Hablarémos cuando nos veamos: dé V. órdenes á sus tropas para que me guarden la consideracion de mi persona, y cuente V. con que el Perú está ya sujeto bajo la dominacion de la junta.

Dirá á V. Somalo lo que no tengo tiempo ni cabeza de explicar, y queda de V. su siempre amigo.

CÓRDOVA.

Señor D. Antonio González Balcarce.

CARTA DEL GENERAL DUMOURIEZ

Á D. CORNELIO DE SAAVEDRA,

PRESIDENTE DE LA JUNTA DE GOBIERNO DEL RIO DE LA PLATA (1).

El 25 de diciembre de 1810.

SEÑOR,

D. Manuel Padilla me ha entregado la carta con que me honrásteis, fecha 9 de setiembre de 1810. Recibid la expresion de

(1) La carta que ponemos á continuacion, y que se publica en nuestra habla por la primera vez, se encuentra en la pág. 137 del segundo de dos tomos en 12º frances, impresos en Bruséłas en 1835 por el librero J.-P. Meline, bajo el título de *Mémoires et correspondances inédits du général Dumouriez, publiés sur les manuscrits autographes déposés chez l'éditeur, et précédés d'un fac-simile.*

Nos ha movido á traducirla y difundirla, aparte lo que tiene de curiosa,

1810. mi vivo reconocimiento por las muestras de estima y de consideracion que me dais en nombre de vuestro respetable gobierno y de vuestros estimables é interesantes compatriotas.

Suplico á Vuestra Excelencia les asegure que, lleno de admiracion por su energía y sus virtudes patrióticas, no aspiro mas que á unir mi experiencia á sus esfuerzos. No puedo fijar ni el tiempo ni los medios que pueden hacerme un dia su compañero de armas, pero les aseguro que nadie está mas dispuesto que yo á vivir y á morir en el seno de una nacion libre. Timoleon tenia mi edad cuando consagró á Siracusa sus facultades físicas y morales.

Esperando esa época dichosa, me empeñaré en suplir mi ausencia por medio de mi correspondencia y por mis consejos los mas sinceros, que daré á mi amigo Padilla sobre vuestros negocios.

el parecernos que contiene mas de una indicacion muy útil para los que se ocupen de investigaciones y estudios sobre nuestra revolucion.

El general Dumouriez escribió la memoria que ofrecia; y se halla en la pág. 148 del tomo citado.

Para dar idea de la extension de este trabajo, agregamos el índice de los puntos de que se trata.

Luego de una *introduccion* se divide en tres partes.

PARTE PRIMERA. — *Cuadro geográfico.* — 1º Provincia de Buenos Aires. — 2º Provincia del Paraguay. — 3º Provincia del Tucuman. — 4º Provincia de Chárcas ó Potosí. — 5º Provincia de Cuyo ó Chiquitos.

SEGUNDA PARTE. — Estado militar: seccion 1ª, ejército de línea; seccion 2ª, milicia; empadronamiento de la poblacion; voluntarios, caballería, artillería; organizacion de la milicia en las provincias; meses de asamblea; sueldo, armamento, disciplina, vestuario; instruccion, escuelas militares; instruccion detallada del miliciano; tiempo de servicio de la milicia; servicio de guerra de la milicia en brigadas; cuadro de la fuerza armada de la república; seccion 3ª, marina; observaciones y adiciones; seccion 4ª, sistema de guerra defensiva.

TERCERA PARTE. — Política interior y exterior; política interior; política exterior; cap. 1º la Inglaterra; 2º el Brasil; 3º los Estados Unidos; 4º la Francia; 5º la España; 6º Méjico; 7º Estado de Tierra Firme; 8º el Perú; 9º el Chile.

El *fac-simile* que acompaña á la edicion de que damos noticia, es de parte de la carta que va á leerse. (Tomado de la *Biblioteca del Comercio del Plata*, por el señor don ANDRES LÁMAS, pág. 490.)

1810.

Voy á trabajar una memoria militar sobre la mas pronta y sólida organizacion de vuestro ejército. Ella debe marchar á paso igual con todas las otras partes de vuestra constitucion política. Para construir el templo de la libertad, es necesario tener la espada en una mano y la trulla en la otra.

Es necesario evitar, en este primer instante, todas las abstracciones metafísicas y reservarlas para tiempos mas tranquilos. Ellas son el fruto de la edad madura; el de la juventud de los gobiernos, como de los hombres, es la accion.

Al Rio de la Plata le falta un ejército bien organizado.

Cuando llegueis á ser fuertes, dejaréis de ser el juguete de la política maquiavélica de las potencias extranjeras, que no se interesan ya en la riqueza de vuestro suelo, sin ninguna consideracion por sus interesantes habitantes. Os falta, desde luego, un ejército bien organizado, bien armado, bien distribuido en partes sólidas y sustanciales. La instruccion vendrá con el tiempo. Veo con placer que acabais de fundar una escuela militar en vuestra capital. En cuanto á la obediencia y á la disciplina, no tengo ninguna inquietud. En todos los tiempos, ella ha sido mas fuerte en los pueblos libres que en los otros, porque cada soldado, considerándose como ciudadano, es decir, como parte integrante de la sociedad, está privado por el interes comun de separarse del deber por interes particular.

Division militar natural del vireinato.

La inmensidad de vuestro territorio, la distancia considerable que existe entre las partes comprendidas en el vireinato de Buenos Aires, divide naturalmente su estado militar en dos departamentos, separados por el Rio, pero cuyo punto central es Buenos Aires. El departamento del Este comprende todas las provincias situadas entre el Pilcomayo al norte, y el rio Colorado al sud; el departamento del Oeste se extiende desde la márgen izquierda del Pilcomayo y la frontera portuguesa al norte y al oeste, hasta el Rio de la Plata al sud.

Su ejército debe dividirse en dos partes.

La composicion de este ejército se debe dividir en dos partes distintas: 1° el ejército á sueldo ó de línea, siempre pronto, dando la guarnicion de las fronteras del Estado, sobre todo al largo de las costas meridionales del Rio, en las tres estaciones de los tres puertos que lo dominan, Maldonado, Montevideo y

1810.

la Colonia del Sacramento ó San Gabriel; 2° las milicias, tanto fijas como voluntarias, que deben proteger la seguridad pública y la autoridad del gobierno en sus provincias respectivas, y reclutar ó reforzar el ejército segun su inmediacion en caso de guerra.

Sistema de hacienda para sostenerlo.

Para el sosten del ejército á sueldo y para todos los gastos militares, es preciso señalar fondos fijos, sacados del tesoro público, segun un sistema reglado de percepcion. Este sistema de hacienda debe estar dividido en tres partes: gastos civiles, gastos militares, gastos extraordinarios ó imprevistos.

Los dones gratuitos no entran en cuenta.

Los dones gratuitos no deben entrar en línea de cuenta, porque no pueden ser considerados sino como un suplemento casual, que no es susceptible de cálculo y al que no debe recurrirse sino en la necesidad de prevenir ó remediar una calamidad pública, como en el caso de la expedicion de Córdova á Montevideo. Recorriendo á él habitualmente, se corre el riesgo de agotar el zelo patriótico y de cambiar en un impuesto disfrazado un don que debe ser puramente voluntario. Fué por ese abuso que los jefes de la revolucion francesa secaron brevemente esa fuente fecunda de recursos nacionales, y se vieron forzados á sustituirla por las extorsiones mas violentas y tiránicas.

Conviene hacer de Maldonado un puerto practicable.

La idea de dar mucha importancia á Maldonado y de hacer practicable su puerto para el comercio extranjero, es sublime; y desde que se haya apaciguado la revuelta de Montevideo, cumple ocuparse seriamente de ella. Sería tambien útil examinar escrupulosamente la posibilidad de establecer, con el andar del tiempo, un puerto hácia la embocadura meridional del Rio de la Plata, ó entre este Rio y el Rio Colorado.

Conveniencia de amalgamar las tropas europeas con las criollas.

Un método excelente, mas por razon política que por conveniencia militar, que ya habeis adoptado y que es necesario seguir, es el difundir y amalgamar las tropas de indígenas en los regimientos de línea, como lo habeis hecho en los regimientos 2 y 3. Es igualmente de buena política amalgamar los Europeos con los criollos, y no tener mas tropas que se llamen europeas.

Lord Strangford y el conde de Linares.

Don Manuel Padilla ha mostrado grande perspicacia en sus conferencias con lord Strangford y el conde de Linares, que me

1810.

ha comunicado. Le he detallado mis opiniones sobre la conducta de esos dos ministros, y las miras de los dos gabinetes sobre el negocio de Montevideo. Continuaré esclareciéndole sobre estos objetos, y él os dará cuenta.

Política aconsejada respecto á Montevideo.

Deseo que el señor secretario de Estado, Moreno, pueda recoger en Rio Janéiro la carta que escribí el 9 de octubre á don Manuel Padilla, bajo cubierta del Dr. Gardner, seminario de San Joaquin, en Rio Janéiro. Él verá que me habia tomado la libertad de aconsejar la mas paciente moderacion y la mas fina política para apaciguar la discusion de Montevideo, porque ignoraba el exceso á que habia llegado esa poblacion ciega por enredadores y seducida por intrigas extranjeras, al mismo tiempo que aconsejaba que se obrase con vigor y prontitud sobre Córdoba.

Buenos resultados de las medidas adoptadas.

Estoy satisfecho al observar que mi opinion estaba de acuerdo con lo que habeis determinado. La rapidez de las medidas de vuestro gobierno y el castigo ejemplar de los grandes culpables han apagado para siempre ese incendio en vuestras provincias interiores, y la conducta de vuestros oficiales y de vuestras tropas es digna de muy grandes elogios.

Al presente, que ya no teneis ese peligro que temer, que os habeis visto forzados á declarar á Montevideo en estado de rebelion, y que esta poblacion descarriada ha llevado el insulto hasta apoderarse de la Colonia del Sacramento, y bloquear á la capital, soy de parecer que ya no hay miramiento que guardar por el axioma *Principiis obsta*, y que no se debe dejar aumentar el mal por dilaciones.

Plan para someter á Montevideo.

Mi opinion actual es que debeis daros prisa á enviar vuestro bravo ejército al otro lado del Rio, sin ningun retardo; reforzarlo con todo lo que podais sacar de las provincias del Norte y Noroeste, para arrojar de la Colonia del Sacramento é islas de San Gabriel á la guarnicion que las ocupe hostilmente, *de cualquiera nacion que sea*, y despues de haber asegurado esta estacion militar por una guarnicion fija y las fortificaciones convenientes, hacer avanzar el ejército sobre Montevideo, bloquear estrechamente esta ciudad y hacerle entrar una proclama

1810.

en la que amenaceis con talar la campaña en diez leguas á la redonda, de manera capaz de quitar á sus habitantes los medios de subsistencia por tierra. Resultará necesariamente grande discordia entre los buenos ciudadanos y el partido rebelde de los marinos. Entónces, apoyando en la fuerza armada los medios de prudencia y de moderacion del comisario civil encargado por el gobierno de dirigirla, debeis esperar que los propietarios derribarán el partido de los rebeldes y forzarán á la ciudad á que se someta: en seguida, llevando el diputado de Montevideo y algunos rehenes, dejando una guarnicion en la fortaleza, desarmando á los sospechosos y armando á los buenos ciudadanos, quedaréis seguros de la fidelidad de esta ciudad importante, pues que es la llave del Rio, así como Maldonado, donde tomaréis las mismas medidas.

Debe ponerse cuanto ántes en práctica.

Creo que si las tomais con fuerzas suficientes, con mucha rapidez y con el mayor secreto posible, conseguiréis lo que se pretende ántes que las potencias extranjeras puedan adoptar un partido que os sea contrario y llegar á actos hostiles. Por lo demas, cualquiera que sea el suceso, como se trata de la libertad y de la justicia, vuestro patriotismo debe hacer frente á todo.

Modo de burlar los designios hostiles de las naciones extranjeras.

Cerrando el oido á toda negociacion de mediacion y continuando vuestras operaciones con vigor, esas potencias no tendrán tiempo de llegar á hostilidades; porque los Ingleses esperarán instrucciones y órdenes de Europa, y los Portugueses solos no se atreverán á nada. El motivo de vuestra repulsa de toda mediacion extranjera es simple y al mismo tiempo conveniente á vuestra dignidad. Un Estado constituido no puede admitir la mediacion de una potencia extranjera entre él y sus súbditos rebeldes. Si la Irlanda se revolviese contra Inglaterra, ¿admitiría esta una mediacion entre ella y la Irlanda rebelde? Si una de las provincias del Brasil se alzase contra el gobierno, ¿el regente se humillaria hasta aceptar la mediacion de otra potencia? La mediacion no puede tener lugar sino entre pueblos iguales, ó al ménos independientes. El gobierno que la aceptase se privaria á sí mismo de su derecho de soberanía, y

1810.

reconoceria fácilmente la independencia de sus súbditos rebeldes.

Mision importante de D. Manuel Padilla.

Don Manuel Padilla os ha hecho un buen servicio, por el contrato de armas que ha celebrado con los Americanos. Esto es difícil aquí; pero él tiene toda la prudencia y toda la destreza que es necesario para llevar á buen término las negociaciones que le habeis confiado ó le confieis en lo sucesivo. Él está bien visto en este país, y la asociacion de otros agentes puede embarazar léjos de beneficiar vuestros negocios aquí, en la posicion delicada en que estais y en la confusion política que arrastra los gabinetes. Pero en un país donde el dinero es el móvil universal, es necesario que le abrais un crédito discrecional sobre los banqueros de Lóndres, para que pueda hacer frente, ya á compromisos, ya á gastos imprevistos ó secretos. De otro modo, vista la distancia, no podria siempre cumplir vuestras órdenes. La mision aquí sería nula, si no estuviera autorizada y en estado de hacer de pronto las disposiciones pecuniarias que las circunstancias puedan exigir, y para las que no tendria tiempo ni de preveniros ni de esperar vuestras órdenes.

Esta larga carta debe probaros mi celo y mi franqueza militar. Vuestra causa es la mas justa y la mas bella que puede animar á los hombres. Vuestro coraje, la sabiduría que habeis desplegado hasta el presente, me ligan á vosotros por los lazos de la estimacion y de la admiracion, y sea de cerca, sea de léjos, me consideraré muy dichoso de contribuir á vuestro suceso y á la felicidad de vuestros interesantes compatriotas. Es con estos sentimientos, muy ardientes y muy profundos, que tengo el honor de ser, etc.

DUMOURIEZ.

PASOS DE LA PRINCESA DOÑA CARLOTA.

PARTE HISTÓRICA.

Sistema de persecucion establecido por la princesa contra los agentes de los revolucionarios de Buenos Aires (1).

1810. Noticiosos los partidarios de la princesa de la oposicion que hacía su augusto esposo para que ella no fuese al Rio de la Plata, y cansados por otra parte de esperar lo que tanto se les habia ofrecido, se unieron al pequeño partido que aspiraba á la independencia bajo el sistema republicano. El único punto de donde en aquella época podian temer alguna cosa era el Janéiro, por su proximidad y por estar allí la principal interesada en que no se realizasen sus ideas. Necesitaban saber y tener una noticia circunstanciada de las disposiciones que pretendiese adoptar la corte del Brasil en el caso de formalizar ellos su proyecto, y al efecto encargaron á varios sugetos de los que habian ido al Janéiro ó residian allí por sus fines particulares, que estuviesen á la mira de todo y les diesen exacta cuenta.

No podia ocultarse por mucho tiempo á la princesa la existencia de tales agentes. Su Alteza tenia tambien los suyos para observar sus movimientos. Los partes diarios que recibia la precisaron á darme la particular comision de entender tambien sobre este negocio, á cuyo fin me escribió la siguiente :

« Présas, es preciso que informes al intendente hoy mismo de los clubs de los Españoles de la Prainha é rua do Ouvidor; porque el príncipe dice que él aun no le ha dicho nada. Me parece que no se ha de hacer nada, pues no quiere el príncipe que se mueva ni un paso sin don Rodrigo; y él ya habia metido en la cabeza al príncipe que Elío estaba indispuesto con las

(1) Tomado de las *Memorias* de la princesa doña Carlota, por su secretario el señor Présas.

tropas, de suerte que el príncipe dijo : *Sempre seño Espanhoes;* mas sabidas las cuentas le hice leer una carta de Contucci y era al reves, porque los de Buenos Aires son los que han tomado esto á mal.

» No le hizo impresion la proclama (1); todo es una desgracia. Me alegrára verme fuera de aquí cuanto ántes, ántes que vuele la mina (que está bien cargadita) ; Dios nos acuda y nos saque de aquí. »

No era para mí muy difícil hallar en breve las personas que pudiesen estar en la trama de tales inteligencias secretas, pero sí estaba muy distante de pensar que fuese comprendido en ellas un fraile, y que este fuese puntualmente el primero que cayese en la red que se habia tendido para todos. Se hallaron en su pequeño equipaje varias cartas y papeles, cuyo contenido era anfibológico ó susceptible de diferentes sentidos, que podrian ser claros para las personas á quienes iban dirigidos; pero en realidad muy oscuros para que otros pudiesen hacer un recto y justo juicio, y deducir un cargo contra el fraile. No obstante, la princesa juzgó que este religioso debia ser inmediatamente preso; pidió su entrega y la de sus papeles para remitirlo á España, á cuyo fin me escribió la siguiente carta :

« Présas, remito las cartas del fraile de mi alma; vé á don Rodrigo con ellos, y díle que yo quiero este fraile preso luego, y que quiero yo que cuando lo prendan quede á mis órdenes, y todos sus papeles en mi mano, porque lo quiero mandar á España en cuerpo y alma con todo. Explica bien á don Rodrigo las palabras de Matorrángos y otras que él no entiende. »

Por la simple lectura de este papel, puede conocer fácilmente el lector á qué grado llegaria la ira y cólera de Su Alteza Real. ¡Pobre fraile, decia yo entre mí, si quedas á las órdenes de la princesa, buen *miserere* te espera !

En cumplimiento, pues, de la órden que comprende la pre-

(1) Esta proclama era un impreso en idioma español, en el cual los revolucionarios de Buenos Aires incitaban á los habitantes del Brasil á que se conjurasen para constituirse tambien bajo un gobierno republicano.

1810. cedente carta, pasé inmediatamente á tratar del asunto con don Rodrigo, quien, despues de haberla leido, me dijo : Para hacer lo que pide la princesa, es necesario dar cuenta al príncipe, porque yo no tengo autoridad para esto ; pero entretanto conviene que V. aconseje á Su Alteza que se tranquilice, y que medite bien sobre la resolucion que quiere tomar con el fraile, porque desde ahora dudo que el príncipe mi amo se conforme con ella, y deberia sernos muy sensible que por un fraile se viniese á perturbar la paz y tranquilidad, que tanto nos ha costado establecer entre Sus Altezas Reales.

Me dirigí desde luego á palacio para instruir á Su Alteza de todo lo que acababa de oir, y sin esperar la princesa recibir mis cumplimientos de costumbre, me preguntó desde larga distancia : ¿ Ya está preso el fraile? — Señora, la contesté poco á poco, que un fraile no se prende con tanta facilidad. — ¡ Qué ! ¿ ha escapado ? — No quiero dar á entender esto, sino que, segun se me ha explicado don Rodrigo, no halla en su opinion suficiente causa para poner preso al fraile. — Siempre ha de haber, repuso Su Alteza, quien proteja á esta canalla. — Cómo ha de ser, Señora; su opinion es respetable y su influjo temible, y es necesario conformarse con las circunstancias. — Sí, dijo la princesa : porque son unos intrigantes; son los que todo lo trastornan, metiéndose donde no los llaman, buscando siempre su conveniencia á costa de los demas. — Muy enhorabuena, la dije, que Vuestra Alteza tenga estos conocimientos, y que los aproveche si algun dia llega á gobernar ; pero temo que entónces sucumbirá tambien, como los demas, á los tiros de su astucia. — Lo que siento yo ahora, dijo la princesa, es no ser señora absoluta del gobierno, para que este fraile pagase en poco tiempo todas sus iniquidades. — Olvide Vuestra Alteza esto, la dije ; ¿ qué supone un fraile para ocupar tanto su real atencion? — Se conoce que tú no sabes lo que son los frailes; es capaz un solo fraile de trastornar toda una monarquía. En casa ha sucedido esto; una cabala de gentes descontentas con el justo gobierno de mi madre política deseaba, para hacer su fortuna, que ántes de tiempo el príncipe entrase á gobernar, y

1810.

para lograr su objeto, ofrecieron al fraile (1) que la confesaba grandes ventajas, siempre que procurase trastornar la cabeza de la reina con escrúpulos de conciencia, cuentos y visiones. El confesor desempeñó tan bien su comision, que en poco tiempo puso á la reina demente y en el lastimoso estado que tú la ves (2). Hé aquí de lo que es capaz un fraile. Desde entónces empezaron las desgracias del Portugal, porque entregado siempre el príncipe á sus favoritos y privados, no ha hecho mas que engrandecer á estos, con ruina del reino y descontento general de todos, como sucede en el dia con los Lovatos (3).

En fin, dijo la princesa, yo quiero que de todos modos salga el fraile de aquí, aunque sea para los infiernos, y así vas ahora mismo á decírselo á don Rodrigo. — Obedezco, Señora, y esta noche traeré la respuesta del resultado. — No : ahora mismo la quiero yo, porque sin saber la contestacion no comeria con gusto.

Pasé á instruir á don Rodrigo de los deseos de la princesa, y despues de conferenciar sobre el asunto largamente, convino en que el fraile sería remitido á Buenos Aires, de donde habia salido, y que esta era la única providencia que podia tomarse para contemporizar con Su Alteza Real. Así puede V. informarla de que el religioso marchará en el primer buque que salga. Quedó la princesa tan contenta con la noticia de esta resolucion, que parecia haber ganado una gran victoria.

La princesa me hostigaba todos los dias para que acabase de buscarle los demas individuos que la policía le habia denunciado. Yo no podia atender á todo, y el encargado por mí de esta comision no la habia aun evacuado completamente. Pasé dos

(1) Este fué frai José Maria, á quien, en premio de este servicio, se le confirió el obispado del Algarve y el destino de inquisidor general, para cuyo desempeño siempre permaneció en Lisboa sin ir nunca á su diócesis.

(2) En efecto, las únicas palabras que proferia la reina en las pocas veces que la ví, se reducian á decir : *Yo me condeno y los diablos me llevan.*

(3) Estos eran tres hermanos favoritos del príncipe, que en mi tiempo disponian de todas las gracias, destinos y empleos, y algunas veces influían tambien en la resolucion de los negocios de alta importancia. (PRÉSAS)

1810. dias sin ir á palacio, porque no queria presentarme sin poder dar alguna razon de este asunto; mas Su Alteza Real, impaciente por saber lo que en él se habia adelantado, me dirigió la siguiente carta :

« Présas, mándame los nombres de todos los conjurados del Vanlongo, y á donde viven; mándame una lista con cada nombre separado, y allí á la márgen, la calle y el número de la casa á donde viven, y á qué hora acostumbran estar en sus casas y tambien dónde se juntan, el número de la casa de la Perichon, y la hora en que se juntan; quiero todo esto aquí á la una, porque don Juan ha de venir á buscar esta respuesta para proceder luego. »

Al leer esta carta extrañé sobremanera ver designada en ella á madama Perichon, para ser presa y conducida á la cárcel, pues que este era el fin para que se la buscaba. La Perichon, desde que el desgraciado Liniers la habia mandado salir de Buenos Aires, se vió precisada á refugiarse al Janéiro, por ser el puerto extranjero mas inmediato, y á mí me constaba por otra parte que allí no se habia ocupado mas que en ver cómo podria remediar la extrema necesidad en que se hallaba. Si á la triste suerte de verse esta señora en un país extranjero, decia yo entre mí, sin recursos ni relaciones, se la agrega esta injusta persecucion, bastará ella sola para matarla. Yo no debo, pues, contribuir al sacrificio de esta víctima.

Formé al momento una relacion de los individuos de quienes mi encargado me habia dado noticia, con las señas y circunstancias que pedia la princesa; mas omití poner en ella á la Perichon, porque no hay cosa peor para toda persona, que se empiece á escribir de ella en semejantes materias. Al tiempo de leer Su Alteza la lista, notó que faltaba el nombre de la que ella queria que se buscase con particularidad. ¿Y por qué, me dijo, no está aquí la Perichon? — Porque esta mujer no se mezcla en semejantes negocios, y su situacion es tan desgraciada en el dia, que es mas digna de que Vuestra Alteza Real se compadezca de ella, que no de que la aumentemos su afliccion. — ¡Hola! parece que eres protector de las buenas mozas. —

1810.

Señora, soy hombre: pero á esta en mi vida la he hablado, y si el ser buena moza en esta ocasion no la favorece, tampoco debe perjudicarle, no existiendo causa cierta para proceder contra ella, y sobre todo Vuestra Alteza podrá hacer lo que guste (1).

Se quedó la princesa con la relacion ó lista, á la que no sé si agregó el nombre de la Perichon, porque una hora despues debió entregarla á don Juan de Alméida, ministro de ultramar. Muchos de los que estaban en inteligencia con los conjurados de Buenos Aires llegaron á entender que se les observaba, y procuraron por medio de la fuga ponerse á salvo. El Dr. Peña, don Aniceto Padilla y don Manuel Sarratea se hallaban bajo la proteccion del ministro de Inglaterra, lord Strangford, que los necesitaba para ejecutar el plan de independencia que muy de antemano tenia proyectado su gobierno sobre Buenos Aires, para extenderlo despues á todo el resto de la América Española.

Padilla era sugeto de alguna instruccion, pero de mas intriga y travesura. Era natural de Cochabamba en el Perú. Se habia educado en uno de los colegios de la ciudad de la Plata, y viajado por casi todos los pueblos del vireinato: tenia por consiguiente noticia del verdadero estado de las cosas y de la opinion de las personas. Un hombre de tales circunstancias era el mas á propósito para que Strangford pudiese con facilidad y á poca costa valerse de él para instruir á su gobierno de todo cuanto quisiese saber en la materia. Resolvió, pues, mandarlo á Lóndres con recomendacion para el ministro de Estado. La princesa no ignoraba la disposicion de Strangford; pero quiso Su Alteza saber tambien el paradero de Padilla, y al efecto me pasó el siguiente billete:

« Présas, quiero saber á dónde vive aquel niñito (2); aun no

(1) No es fácil explicar el odio y ojeriza con que las mujeres feas miran á las hermosas, defecto de que no están exentas ni las mismas princesas. (Présas.)

(2) Este es Padilla.

1810. se ha concluido el negocio; pero creo que se concluirá : despues de comer te mando decir si sí, ó no. »

La razon que trajo mi agente de la casa donde se hallaba aposentado Padilla, fué al momento transmitida por mí á la princesa, quien á las dos horas me escribió otro billete sobre el mismo asunto, y es del tenor siguiente :

« Présas, es necesario que vayas luego hablar al marques (1) por negocio de Padilla, y no se puede perder tiempo : ve si hallas seye (2), y véte lo mas de prisa posible; pero ve si puedes saber el buque en que va este señorito y cuándo. »

Hablé en efecto al marques sobre la próxima salida de Padilla á Lóndres, y le anuncié que hacía su viaje en el paquete ingles, que debia salir al siguiente dia; por lo que sería muy oportuno que aprovechase el corto tiempo que le restaba para instruir al ministro español que residia cerca de Su Majestad Británica. Pasé en seguida á palacio con el objeto de dar cuenta de todo á la princesa, á quien hallé muy placentera y risueña. Me alegro, la dije, despues de saludarla, que Vuestra Alteza Real se halle con tan buen humor.— Sí, estoy muy contenta, me replicó; ahora sabrá el marino quién soy yo.— ¿Qué marino es este, la pregunté? — Aquel de quien te conté mi historia (3), y que vino en el mismo navío que nos trajo de Lisboa. — ¡ Y bien! ¿qué le ha hecho Vuestra Alteza Real? — Lo he mandado poner preso en la isla de Cobras (4). Aquí tienes el parte del gobernardor en que avisa de haberlo recibido y puesto en prision segura. Leí el parte, y advirtiendo la princesa la admiracion que me causaba semejante providencia, me dijo : Parece que tú no apruebas esto. — ¡ Ah! Señora, si yo callase en esta ocasion, no sería digno de volver á entrar por estas puertas. ¿Cómo quiere Vuestra Alteza que yo apruebe un acto que tanto

(1) Este era el marques de Casa Irujo.

(2) Especie de birlocho.

(3) Ofenderia la moral y la decencia si yo hiciese aquí la misma relacion que entónces me hizo la princesa. (Présas.)

(4) Esta isla está á un lado de la bahía fortificada para defensa del puerto, y sirve tambien para tener presos de grave crímen.

1810.

la degradu, y con el cual se da lugar á que la censura pública denigre la buena reputacion y concepto de Vuestra Alteza Real? ¿Qué piensa Vuestra Alteza que dirán las gentes cuando sepan esto? Todos querrán averiguar y saber la verdadera causa de la prision del oficial de marina, él mismo se verá precisado, para evitar el que se le atribuya un verdadero delito, á manifestar el motivo de su prision, ¿y entónces sabrá el público? que este suceso extraordinario no proviene mas que de la voluntad de Vuestra Alteza Real, reputándolo quizá por un acto de venganza, ¿y contra quién, Señora? contra un hombre cuya conversacion fué á Vuestra Alteza Real, en otro tiempo, tan agradable. Y por otra parte, ¿con qué autoridad ha dado Vuestra Alteza Real esta providencia? ¿Qué dirá el príncipe y los enemigos de Vuestra Alteza que lo rodean, cuando reciban en la isla del gobernador el parte general de esta noche, y vean que se ha preso un oficial de su real marina sin conocimiento ni anuencia suya? Si yo hubiera estado aquí ántes de darse semejante órden, estoy casi cierto que no se hubiera ejecutado. Dígnese, pues, Vuestra Alteza Real meditar bien este asunto, y las consecuencias que de llevarlo adelante pueden resultarla. De prudentes es, Señora, mudar de consejo y enmendar el error desde el momento que se conoce. Muy enhorabuena que Vuestra Alteza persiga á los que conspiran contra sus legítimos derechos, porque ellos al cabo se constituyen sus enemigos; pero perseguir á los sugetos que han recibido pruebas ciertas y positivas de su distinguido amor y afecto, á mas de ser injusto, no da muy buena opinion del espíritu que así procede. Yo mismo confieso á Vuestra Alteza que á pesar de la gran confianza con que me honra, ya temo tambien ser perseguido.

Con este corto razonamiento quedó Su Alteza ruborizada, y permaneció por algunos minutos inmóbil y pensativa. Al fin, rompió el silencio, diciéndome: Vé, y llama tú mismo á Francisco Manuel (1); quien al momento subió conmigo, y recibió

(1) Este era el ayudante general de órdenes que estaba de guardia en una de las piezas del patio de palacio. (Présas.)

1810. en mi presencia la órden para mandar poner en libertad al oficial, sugeto que yo no conocia ni hasta ahora he conocido. Si Su Alteza no hubiera adoptado esta prudente medida, un escandaloso rompimiento entre marido y mujer era inevitable, porque el príncipe era mas celoso de su autoridad que de su augusta esposa.

CARTA DE LA SERENÍSIMA PRINCESA DEL BRASIL DOÑA CARLOTA JOAQUINA

Á LOS JEFES DE MONTEVIDEO.

Auxilio personal que les da en favor de la causa de Fernando VII.

Despues de haber apurado en tiempo todos los medios y recursos que podian arbitrarse para remitiros el numerario que pedisteis al marques Casa Irujo, para la defensa y conservacion de esa plaza bajo la dominacion de mi muy querido hermano Fernando, veo con harto sentimiento frustradas mis esperanzas por una diferencia de opiniones, que nunca mancillaron mi honor con su bajeza, ni abatirán mi espíritu con los obstáculos que de contínuo se oponen á mis ideas y justas operaciones. Sería un crímen en la hermana de Fernando VII y en una infanta de España mirar con indiferencia las necesidades de un pueblo fiel y generoso, de un pueblo que tantas pruebas ha dado de su valor y constancia en sostener los derechos del rey y de la nacion.

Conozco mis obligaciones, y conozco tambien, que teniendo el honor de ser la primera Española, debo ser la primera en desprenderme de lo mas preciso para coadyuvar á la salvacion de ese pueblo, digno por su conducta de mi afecto y del respeto de todo buen Español.

Recibid vosotros, que teneis el honor de ser sus representantes, las alhajas que indica la adjunta nota, las que os remito

1810.

para que empeñeis ó vendais, y con su importe sean socorridas vuestras necesidades, para lo cual os faculto sin cargo ni responsabilidad alguna, pudiendo disponer de ellas como de cosa propia en beneficio de las tropas y marina del rey mi hermano.

Os ruego y encargo continueis ejecutando las gloriosas empresas que os inspira vuestro santo patriotismo, ínterin que yo no cesaré de procurar medios de socorreros y auxiliaros, y de dirigir al Todopoderoso mis mas ardientes votos para que se digne protegeros en la santa causa que defendeis.

Dada en el real palacio del Rio Janéiro, 16 de julio de 1810.



PROVINCIAS DEL RIO DE LA PLATA.

AÑO 1811.

1811. Belgrano en el Tacuarí; armisticio. — Entrevista de los jefes Belgrano y Cabañas. — Progresos de la revolucion en el continente. — La junta de Buenos Aires no reconoce á Elío como virey; rompimiento de hostilidades. — Belgrano pasa á la Banda Oriental; su suspension. — Instalacion de una junta en el Paraguay; negociaciones con Buenos Aires. — Belgrano reemplaza á Puyrredon. — Carta de la princesa Carlota. — Preparativos en Buenos Aires para invadir la Banda Oriental; esta ultima recibe auxilios de la princesa Carlota. — Intervencion del ministro ingles. — Carta del embajador portugues al gobierno ingles. — Documentos.

PARTE HISTÓRICA (1).

Sitúase Belgrano en el Tacuarí.

Despues del desastre de Paraguarí, el brigadier general Belgrano (acababa de ser nombrado por la junta de Buenos Aires) resolvió aproximarse mas al Paraná, en virtud de comunicaciones que recibió, pues con motivo de la llegada de Elío á Montevideo en calidad de virey, se juzgaba probable la necesidad de desarrollar algun plan de operaciones en la Banda Oriental. Atravesó

(1) Véase la parte histórica de los años 1808, 1809 y 1810, pág. 73, 116 y 145.

1811.

el Tacuarí, en cuya márgen izquierda se situó con objeto de aguardar los refuerzos que habia pedido.

Su reglamento para la provincia de Misiónes.

Durante un mes que permaneció Belgrano en el paso del Tacuarí, se contrajo á la administracion de la provincia de Misiónes, para lo cual dictó un reglamento de 30 artículos, en el cual se manifiestan de relieve sus grandes talentos y lo avanzado que estaba en ideas.

Combate del Tacuarí — Belgrano propone un armisticio.

No descuidó por eso de proveer á la seguridad de su ejército, ántes bien se contrajo con igual esmero á iniciarlo en las operaciones de la guerra, habituándolo á la severidad de la disciplina. Esto le sirvió muy luego. En efecto, el dia 9 de marzo fué acometido por un ejército de cerca de tres mil hombres, á cuyo ataque tuvo que hacer frente con otro ejército sumamente reducido; en tal situacion consideró ventajosas todas las circunstancias del momento para proponer un armisticio al jefe paraguayo, que estaba deseoso de evitar un conflicto sangriento (1).

Proposicion con tal objeto.

El parlamentario patriota D. José Alberto Echeverría se presentó al general Cabáñas, manifestándole en nombre de Belgrano: « Que las armas de Buenos Aires habian ido á auxiliar y no á » conquistar al Paraguay; pero que, puesto que rechazaban » con la fuerza á sus libertadores, habia resuelto evacuar la » provincia, repasando el Paraná con su ejército, para lo cual » proponia una cesacion de hostilidades que contuviese para » siempre la efusion de sangre entre hermanos. » Convino en estas proposiciones el jefe paraguayo, añadiendo que « la » cesacion de hostilidades fuese perpétua, con la condicion de » que el ejército patriota se pondria en marcha al dia siguiente, » á las diez de la mañana. »

Convino en ella el jefe Cabáñas.

Designio de Belgrano al hacer su proposicion.

El designio de Belgrano al dirigir esta proposicion de armisticio, dice el general Mitre, era hacer triunfar la revolucion por medio de la diplomacia; así es que en su contestacion á Cabáñas, se explica así: « Me conformo en todas sus partes con » cuanto V. me significa en su oficio de este dia; y al efecto

(1) Véanse las *Memorias de Belgrano* sobre esta campaña, que hacen parte de esta obra.

1811. » daré principio á mi marcha mañana; pero si V. gustase
» que adelantásemos mas la negociacion, para que la provincia
» se persuada de que mi objeto no ha sido conquistarla, sino
» para facilitarle medios para sus adelantamientos, felicidad y
» comunicacion con la capital, sírvase V. decírmelo, y le haré
» mis proposiciones. » Hé aquí la respuesta del jefe Cabáñas :
« Proponga Vuestra Excelencia lo que le parezca, segun me dijo en
» el de ayer, á continuacion de la conformidad en que quedamos
» ya acordes. Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.
» Campamento en el Tacuarí, 10 de marzo de 1811. — Manuel
» Cabáñas. — Señor D. Manuel Belgrano. »

Envía Belgrano otras proposiciones. — Su objeto.

Redactó Belgrano sus proposiciones, y las envió al jefe paraguayo en la mañana del 10, dia en que debia efectuar su partida conforme á lo pactado. Esas proposiciones iban precedidas de un preámbulo, con el cual se proponia Belgrano hacer que llegasen al campo enemigo noticias de la verdadera situacion de la España, y halagar los intereses de la provincia, ofreciéndoles franquicias comerciales para aliviarlos de la opresion de los monopolios del gobierno español. En ese preámbulo decia Belgrano : « Que el objeto de su venida habia sido auxiliar á los
» naturales del Paraguay, á fin de que apoyándose en las
» fuerzas de la junta, recobrasen los derechos que les correspondian, y nombrasen un diputado para que en congreso
» general se resolviese sobre la suerte comun, para el caso
» probable en que la metrópoli sucumbiese, hallándose como
» se hallaba reducida al triste recinto de Cádiz y de la isla de
» Leon; promoviendo al mismo tiempo el libre comercio de sus
» producciones, especialmente el del tabaco. » En tal concepto,

Primer artículo del armisticio. — Franquicias comerciales.

redactó el artículo 1° en los términos siguientes: « Habrá desde
» hoy paz, union, entera confianza, franqueza y liberal comercio de todos los frutos de la provincia, incluso el del tabaco,
» con las del Rio de la Plata, y particularmente con la de Buenos
» Aires. »

Tercero. — Nombramiento de una junta.

El artículo 3° decia así: « Elegido el diputado, deberá la
» ciudad de la Asuncion formar su junta, segun previene el
» reglamento de 10 de febrero último, que acompaño en la

1811.

Cuarto. — Ofrecimiento de indemnizaciones.

» *Gaceta de Buenos Aires* del 14, siendo su presidente el gober-
» nador D. Bernardo Velasco. » Y el artículo 4° : « Para
» que se cerciore mas la provincia del Paraguay que no he
» venido á conquistarla, sino á auxiliarla, sin embargo de que
» nada se me ha dicho de los ganados que he conducido per-
» tenecientes á aquellos vecinos, y de las caballadas que acaso
» se habrán perdido por mi ejército, tambien correspondientes
» á los mismos, me ofrezco á volver las mismas especies, ó su
» equivalente en dinero, segun convenio que celebremos. »

Cabáñas contesta que su autoridad es limitada.

El jefe paraguayo respondió inmediatamente al general Belgrano, por medio de una nota en que le decia : « He recibido el
» papel de hoy dia de la fecha, al que contesto diciendo : que
» mi autoridad es limitada, y por lo mismo no puedo resolver
» á punto fijo sobre ninguno de los artículos que contiene, y
» solo digo que mi patria merece se le dé una satisfaccion por
» tantos males que ha sufrido en sus hijos y frutos, sin haber
» dado mérito en ninguna forma á sus hijos ni á los ajenos,
» dando la leche con amor á cuantos la gustan. » Viéndose prevenido por Belgrano en lo relativo á las haciendas tomadas á los Paraguayos, le decia : « Mi limitada inteligencia zozo-
» brando en la piedad que naturalmente poseo, me hizo faltar
» ayer al pedido de las haciendas y demas haberes en que
» hemos sido perjudicados todos los individuos de este ejército,
» cuya justicia clama al Cielo, y Dios quiera que Vuestra Exce-
» lencia no tenga que responder de ello en el tribunal supremo. »

Sobre las indemnizaciones.

Refiriéndose en seguida á las proposiciones de Belgrano sobre que « no se siguiera perjuicio ni fuesen tenidas en ménos las
» familias de los que siendo de la sagrada causa de la patria
» habian servido en el ejército auxiliador, » y sobre la revolucion de los prisioneros hechos en Paraguay y Tacuarí, así como de sus armas, contesta Cabáñas : « Me contraigo suma-
» riamente en cuanto á lo que me pide en el artículo 5° y 6°,
» asegurándole tendrá todo buen suceso, siempre que se sepulte
» toda invasion particular y general entre las dos provincias;
» cuyo proceder no dudo suavizará la justicia que algunos
» merecen. » El jefe paraguayo, al pedir la constancia de la

Proteccion á las familias.

Sobre devolucion de prisioneros.

1811.

Sobre constancia de la capitulacion.

capitulacion, lo hace en estas palabras: « Quedo deseoso de » que Vuestra Excelencia á continuacion del papel de ayer de » mi condescendencia á su parlamentario, ponga el suyo, y » firmado me lo devuelva original, en cuyo proceder tendré » gran prueba de su generosidad (1). »

Entrevista de ambos jefes.

Despues de haber tenido Cabáñas y Belgrano una entrevista, en que se dieron recíprocas muestras de reconciliacion y perpétua amistad, se situó este en el paso de la Candelaria con los restos del ejército patriota. Ántes de fines de marzo el ejército patriota habia repasado el Paraná, en número de mas de 700 hombres, inclusa la division de Rocamora; quedando terminada así la expedicion al Paraguay.

Resultado de la expedicion al Paraguay.

El resultado de esta expedicion, agrega el general Mitre, fué dejar incubada la idea revolucionaria en el Paraguay, lo que mas tarde contribuyó grandemente á sustraer esa provincia de la dominacion española (2).

Progresos de la revolucion en el continente.

Grandes eran entónces los progresos que habia hecho la revolucion en el continente sud-americano; el estandarte de la revolucion se paseaba, victorioso, desde la capitanía general de Venezuela hasta el vireinato de Buenos Aires; por todas partes pululaban ejércitos de verdaderos héroes, reuníanse congresos populares y dábanse sangrientas batallas. No existian mas focos de reaccion que los del Bajo Perú y la Banda Oriental.

Error grave cometido por el gobierno de la capital.

Durante todos estos sucesos, el gobierno de la capital se ocupaba de franquear el paso á la revolucion; pero cometió un grave error, sujetando la direccion de sus ejércitos al resultado de discusiones que debian decidirse á mayoría de votos en la junta de comision; y que los jefes se habian de escoger mas por las disposiciones morales que por la ciencia militar.

Balcarce, Viamont y Díaz Vélez jefes del ejército del Perú. Rasgos biográficos de los dos últimos.

El 17 de noviembre, la junta fué disuelta y se nombró general en jefe al mayor general Balcarce, de segundo general al coronel D. Juan José Viamont, y de tercer general al teniente

(1) Tomado de la *Historia de Belgrano*, por el general MITRE; Buenos Aires, 1859. En cuanto á la capitulacion, véanse las pág. siguientes de esta *Coleccion*.

(2) Véanse los documentos sobre esta expedicion.

1811.

coronel D. Eustaquio Díaz Vélez. Viamont, descendiente de una familia respetable en la carrera militar, habia estudiado las matemáticas y pasó como oficial á un cuerpo de artillería cuando la expedicion contra el Brasil; batió á los Ingleses en 1807 y votó por la deposicion del virey. Díaz Vélez databa como militar desde las invasiones inglesas, pues hasta entónces habia sido comerciante como sus padres, quienes habian adquirido una gran fortuna y dado respetabilidad á su nombre. Ambos eran nacidos en Buenos Aires. Lo era tambien el Dr. D. Juan José Castelli, que seguia en el carácter de representante del gobierno. De una educacion esmerada el Dr. Castelli habia hecho sus primeros estudios en el colegio de los padres de la Compañía de Jesus, concluyéndolos en la universidad de Chuquisaca, donde recibió el grado de doctor en leyes. A su vuelta á Buenos Aires fué sucesivamente asesor del tribunal del consulado, relator de la real audiencia y asesor privado de Cisnéros, tomó parte activa en favor del comercio libre con los Ingleses en 1809. Tuvo largas conferencias con Beresford sobre independencia y contribuyó á su fuga en 1807. Al siguiente año fué el primero que recibió invitaciones directas de la princesa Da. Carlota y fué tambien el primero que intimó su destitucion al virey Cisnéros, destruyendo todos los obstáculos con que quiso cruzar el movimiento.

Castelli, representante del gobierno.

En 1810, Castelli contaba cuarenta y tres años, doce años mas que el ilustre Dr. Moreno, sin dejar por eso de tributarle la consideracion que merecian sus talentos, distinguiéndose este último como escritor y Castelli por la elocuencia de su palabra.

Diversos movimientos que favorecia la revolucion.

Pronto llegó el mes de diciembre, y en ese corto período el gobierno habia excedido los votos del pueblo; el Alto Perú estaba ocupado por el ejército patriota, el Paraguay se emancipaba del poder español, Montevideo impotente veía inutilizados todos sus esfuerzos y la princesa Da. Carlota en completa desinteligencia con el ministerio de Don Juan VI.

Pretensiones del presidente Saavedra.

Tal era el estado de cosas cuando Saavedra, que habia contribuido á la revolucion con la esperanza de heredar la autoridad del virey, decidióse á derrocar el poder y la influencia de que

1811. gozaba el Dr. Moreno, desbaratando las combinaciones del gobierno. El Dr. Moreno tenia la conciencia de no haber dado al pueblo un solo motivo que le hiciese desmerecer en su confianza, pero decidido á no fomentar la anarquía y la division de los pueblos, reveló confidencialmente á sus cólegas su determinacion á dejar el país; para lo cual faltábanle solamente recursos propios. Sus amigos propusieron que se le enviase en mision á Inglaterra, y en efecto el **24** de diciembre se le entregó un despacho que le acreditaba cerca del marques de Wellesley en el carácter de representante de la junta provisional de las Provincias Unidas. Recibió tambien credenciales para la corte de Portugal, residente en Rio Janéiro. Embarcóse en la escuna de guerra de Su Majestad Británica la *Misletoe* el **22** de enero de **1811**, y se dirigió hácia la ensenada de Barragan, donde se trasbordó á la fragata inglesa mercante *Fama*, acompañado de sus dos secretarios, su hermano D. Mariano y D. Tomas Guido.

Patriotismo del Dr. Moreno; su partida para Lóndres.

Varios motivos hacian esperar á la junta que esa mision tendria un éxito completo, muy especialmente por el desarrollo que habia recibido del nuevo gobierno el comercio libre con la Inglaterra. Esa esperanza no fué defraudada, pues á su arribo á Rio Janéiro tuvo el señor Moreno la acogida mas benévola y la cooperacion mas decidida de la legacion inglesa, de cuya buena disposicion se sirvió para desbaratar el bloqueo de los marinos de Montevideo y para contener las aspiraciones de la infanta de España Da. Carlota. Aseguradas estas primeras ventajas, siguió su viaje á pesar del completo trastorno que le habia producido el mareo en su sistema orgánico. Desgraciadamente, despues de tres dias de sufrimientos y crueles agitaciones producidos por la administracion de un emético preparado por el capitan del buque, exhaló el último suspiro entre los brazos de sus amigos, con el tierno recuerdo de su esposa, de su hijo y de su patria, el dia **4** de marzo de **1811**, á los treinta y un años seis meses y un dia de su edad, y en los veinte y ocho grados veinte y siete minutos sur de la línea. Su cuerpo fué echado al mar á las cinco de la tarde.

Motivos que hacian esperar una buena acogida de parte del gobierno ingles.

Buena recepcion en Rio Janéiro; sus resultados favorables.

Enfermedad y muerte del Dr. Moreno, el 4 de marzo de 1811.

1811.

Así se malogró prematuramente una de las mas grandes esperanzas de la patria, destinada por su inteligencia superior á prestarle señalados servicios. La revolucion perdió en él una de sus mas altas figuras y uno de sus mas valientes defensores (1).

Los antagonistas de Moreno son acusados de envenenamiento por intermedio del capitan de la *Fama*.

No nos suscribimos á la acusacion de envenenamiento que entónces se levantó contra los primeros rivales y antagonistas del Dr. Moreno, aun cuando la administracion del emético por el capitan del buque, que aceleró la catástrofe, contribuyó á dar á esta acusacion una apariencia alarmante ; pero no nos es permitido silenciar que la noticia de su muerte ni excitó en ellos los sentimientos de la naturaleza, ni arrancó la menor demostracion de reconocimiento ; y que el que se manifestaba mas generoso y justiciero, aplaudia á un mismo tiempo *el mérito y la ruina,* como el Romano Caracalla, que despues de haber inmolado á su propio hermano Geta, quiso divinizarlo con este cruel apoteósis : *Que Geta sea un dios siempre que esté muerto* (2).

Cambios efectuados en el gobierno de la capital.

Entretanto tuvieron lugar varios cambios en los miembros del gobierno : se confirió el grado de brigadier al presidente Saavedra ; el dean Fúnes substituyó al Dr. Moreno en la redaccion de la *Gaceta ;* el doctor Pérez, diputado de Tarija, ocupó interinamente la secretaría ; y se incorporaron al gobierno los diputados D. Marcelino Poblet, de la junta de San Luis, D. José Ignacio Maradona, de San Juan, y D. José Antonio Ortiz de Ocampo, de la Rioja.

Llegada de Elío á Montevideo como virey y capitan general de esas provincias.

Tal era el estado de personas y de cosas cuando se apareció en el Rio de la Plata el oficial español D. Francisco Javier Elío, con el despacho de virey y capitan general de estas provincias, que le habia conferido el consejo de regencia instituido por la junta central en Cádiz. Instalóse en Montevideo á su llegada, desde donde con fecha 15 de enero se dirigió al gobierno de la capital, al tribunal de la real audiencia y al cuerpo municipal, intimándoles que le reconociesen como virey. El gobierno le

(1) Véase la Coleccion de Arengas, y su biografía por su hermano don Manuel Moreno ; Lóndres, 1837.

(2) *Noticias históricas de la República Argentina*, por D. IGNACIO NÚÑEZ.

1811.

Rechazo de sus pretensiones y sus preparativos bélicos.

contestó á los seis dias, manifestándole que mantendrian ilesos los vínculos que unian esos países á la corona de España, pero que dependerian solo de su voluntad expresada libremente en el congreso general que estaba convocado. Irritado Elío, trató á los habitantes de Buenos Aires de rebeldes y traidores, amenazándolos con los castigos mas severos; hizo preparar materiales para bombardear la ciudad, pidió auxilios á la infanta Da. Carlota, y declaró la guerra al gobierno de la junta.

Manifestaciones del pueblo de Buenos Aires.

Miéntras tanto los habitantes de Buenos Aires manifestaron no ménos animosidad, dispuestos no á esperar sino á buscar á Elío bajo los muros de Montevideo; pero el gobierno los contuvo, y se aprovechó de esa ocasion para llenar las vacantes del Dr. Moreno y del presbítero Alberti, siendo electos por unanimidad D. Nicolas Rodríguez Peña y D. Hipólito Viéytes, cuyos principios eran decididos para que volviese el gobierno á su antiguo camino.

Peña es nombrado miembro del gobierno; sus antecedentes.

Peña nació en Buenos Aires de una familia de viso en la carrera militar, á la cual fué destinado desde los 16 años; y era capitan en el regimiento de blandengues cuando tuvo lugar la invasion inglesa en 1806. Mas tarde tuvo grandes conferencias con el prisionero Beresford, y le auxilió en su fuga, de acuerdo con su hermano D. Saturnino Peña. Fué en casa de Peña donde se reunieron los primeros revolucionarios, y de allí partió Castelli á intimar al virey Cisnéros la cesacion de su autoridad.

Nuevos diques que los enemigos pretendian poner á la revolucion.

Desde la incorporacion de Peña y Viéytes, marchó el gobierno con mas actividad y con mas energía, pero pendian de él graves resoluciones. El virey de Lima se preparaba, alistando numerosas tropas bajo el mando del general Goyeneche. Elío en Montevideo se hallaba á la cabeza de una contra-revolucion, apoyado por la reina de Portugal.

Entrada triunfante del ejército del Perú en la Plata.

El ejército patrio del Alto Perú no encontró ninguna resistencia despues de la victoria de Suipacha; hizo su entrada triunfal en la ciudad de la Plata, y miéntras el general Balcarce se ocupaba activamente de todo lo relativo al remonte y organizacion del ejército, el representante quedó expedido para compartir su atencion entre las variaciones que debian introducirse

1811.

en la economía interior de aquellas provincias para ponerlas en el camino de la revolucion, y las negociaciones que debian entablarse con el virey de Lima, buscando uniformidad de principios para garantir el nuevo destino de esos países sin ocurrir á una guerra desnaturalizada y desastrosa.

Division entre los jefes del ejército del Alto Perú.

Sin embargo, los cambios que habia sufrido el gobierno de la capital inquietaron á Castelli. Balcarce y Díaz Vélez se afectaron en el mismo sentido, no sucediendo lo mismo con Viamont, cuyas estrechas relaciones con el presidente Saavedra habian entrado por mucho en el cálculo de su nombramiento. Viendo este el aislamiento de su amigo, resolvió auxiliarlo nombrando presidente de la intendencia de la Plata al coronel don Juan Martin de Puyrredon.

Puyrredon es nombrado presidente de la Plata; sus antecedentes.

Puyrredon, enérgico opositor á la dominacion británica, habia sido comisionado á España, llevando la noticia de la expulsion total de los Ingleses. Llegó á Madrid á principios de 1807 y se presentó al rey D. Cárlos IV, quien lo recibió bondadosamente acordándole la cruz de Cárlos III. Como hábil cortesano halagó y frecuentó mucho al príncipe de la Paz, lo que le atrajo el odio del príncipe D. Fernando. Invadida la España por los Franceses, escapó de Madrid pocos dias ántes del sangriento 2 de mayo, dirigiéndose á Cádiz, de donde partió para Montevideo. El gobernador Elío teniendo en su poder dos cartas escritas por Puyrredon desde Cádiz, en las que bosquejaba el estado desastroso de la España, lo puso preso y lo embarcó para Cádiz; pero cerca de la costa de Brasil pudo evadirse, y volvió á Buenos Aires. El virey Liniers lo acogió generosamente, pero poco despues Nieto lo hizo encarcelar, y se preparaba á remitirlo á España cuando sus amigos aparentaron una fuga y lo embarcaron con direccion al Janéiro, donde permaneció hasta la destitucion del virey. Entónces volvió á Buenos Aires, se le nombró gobernador de Córdoba, y poco despues se le trasladó á la presidencia de la Plata.

Armisticio de 40 dias y deslealtad de Goyeneche.

En esos momentos Balcarce recibia pliegos de Goyeneche, proponiéndole un armisticio de cuarenta dias, que fué aceptado, pero pronto debian revelarse los desleales designios de

1811.

este jefe realista, pues seis dias ántes de los cuarenta dias convenidos, pasó el Desaguadero despues de haber dividido su ejército en dos cuerpos, y ocultando sus marchas por entre las serranías, sorprendió á los patriotas en el canton de *Guaqui*, no pudiendo hacer lo mismo con los del canton de *Chiribaya*, mandando Viamont en el primero y Díaz Vélez en el segundo.

Disolucion del ejército patriota.

Balcarce ántes de anochecer reunió los dispersos y se preparaba á amanecer al dia siguiente rompiendo el fuego sobre los enemigos, cuando supo por diferentes chasques que el ejército se desbandaba sin que se supiese la causa; poco despues el mismo general se vió arrastrado por el torrente, y al dia siguiente solo Viamont con trescientos hombres quedaban en el campo pudiéndose retirar libremente á la vista del enemigo.

Nuevos medios de defensa; traicion de Rivero y abandono de las provincias del Alto Perú.

Solo en Oruro pudieron reunirse el representante, los generales, los demas jefes, y como mil hombres de tropa, pasando despues á la Plata con todos los elementos que habian podido reunir. En esta ciudad se formó una junta de generales para combinar un nuevo plan de campaña; Puyrredon pasó á guarnecer y defender á Potosí; se enviaron oficiales para disciplinar los habitantes de Cochabamba: pero todo fué inútil, pues la traicion de Rivero, jefe de caballería cochabambina, vino á darle el golpe mortal á la expedicion, teniendo esta que abandonar á las cuatro grandes provincias del Alto Perú.

Es apresada una escuadrilla de la junta.

Entretanto la junta, que habia aceptado el reto de Elío, se preparó á la lucha, improvisando una escuadrilla de tres buques, y reorganizando un nuevo ejército sobre la base de las fuerzas que militaban bajo las órdenes de Belgrano. Las fuerzas de la junta sufrieron un gran reves en las aguas del Paraná, habiendo sido apresada la escuadrilla.

Belgrano es nombrado general para ir á la Banda Oriental.

Cuando esto sucedia, una parte de la campaña de la Banda Oriental se insurreccionaba, levantando la bandera de la revolucion; y como surgiesen ambiciosos caudillos que hacian presagiar la anarquía que mas tarde debia brotar de su seno, Belgrano fué nombrado por la junta para capitanear aquel movimiento, en calidad de general en jefe, ordenándole repa-

sase el Paraná y se dirigiese á la Banda Oriental, en calidad de general en jefe.

1811.

Nuevo aspecto que allí tomaron los asuntos.

En el acto púsose en marcha Belgrano, y llegó el 9 de abril á la villa de Concepcion del Uruguay. La severa actitud con que asumió el mando y comenzó á ejercerlo, refrenó las disensiones que para entónces reinaban entre los jefes militares subalternos suyos; y por lo demas, sus acertadas medidas y pasos diplomáticos imprimieron luego una marcha muy diversa á los asuntos en la Banda Oriental.

Instalacion de una junta en el Paraguay.

En este año se instaló en la Asuncion del Paraguay, en donde habia triunfado la revolucion, una junta, compuesta de D. Juan Pedro Caballero, que la presidia, y de los vocales D. Fulgencio Yégros y el Dr. D. José Gaspar Rodríguez de Francia.

Junta que fué nombrada por un congreso.

Despues que el Dr. Francia inició su dictadura y se sintió fuerte en el poder, convocó un congreso de corporaciones, vecinos notables y diputados por las villas y poblaciones de la provincia, del cual salió el nombramiento de una junta gubernativa independiente, compuesta de cinco individuos, junta de la que el futuro dictador debia ser el alma.

Nota del Doctor Francia á la junta de Buenos Aires.

El Dr. Francia pasó una nota á la junta de Buenos Aires, conteniendo las siguientes bases ó declaraciones que sirvieron de norma á un tratado que se ajustó mas tarde : 1ª Que miéntras no se reuniese el congreso general de las provincias, el Paraguay se gobernaria por sí mismo; 2ª que se restableceria el comercio libre entre ambos países, y se suprimirian todos los impuestos que se cobraban en la capital á los productos paraguayos ; 3ª que se extinguiese el estanco de tabacos, y que las existencias se adjudicasen á favor del tesoro del Paraguay; y 4ª que ningun reglamento ó constitucion del congreso obligaria á la provincia del Paraguay, miéntras no fuese ratificada en junta plena de todos sus habitantes y moradores.

Negociaciones de Buenos Aires con el Paraguay.

La junta habia comisionado al general Belgrano (absuelto ya de la acusacion á que habia sido sometido) y al Dr. D. Vicente Anastasio Echevarría, para que pasasen al Paraguay y entablasen negociaciones pacíficas. Con semejante paso, la junta reconocia la independencia de una provincia que no habia podido

1811.

ser sometida por las armas. Era esta la tercera concesion del gobierno central á las exigencias del espíritu federativo que amenazaba la integridad del antiguo vireinato. Las otras concesiones habian sido la incorporacion de los diputados de las provincias al poder ejecutivo, y la institucion de las juntas provinciales.

Gobierno ejecutivo.

El 23 de setiembre, se acordó dar nueva forma al poder ejecutivo de Buenos Aires. Al efecto, se creó un triunvirato, con la denominacion de *gobierno ejecutivo*, compuesto de Chiclana, Passo y Sarratea, y de D. Bernardino Rivadavia como secretario.

Su primer paso.

Uno de los primeros pasos de este gobierno fué dictar medidas para negociar un armisticio con la plaza de Montevideo, con el objeto de separarlo de la alianza del Brasil. Previamente habia negociado con este la retirada de sus tropas del territorio de la Banda Oriental. Esta negociacion dió por resultado la paralizacion de las tropas portuguesas que marchaban ya en auxilio de la plaza sitiada.

Firmase un tratado.

El 12 de octubre se firmó, en la Asuncion, el tratado entre el Dr. Francia de una parte, y los comisionados Belgrano y Echevarría de la otra, segun el cual quedó en cierto modo sancionada la disolucion política de las Provincias Unidas. Tres puntos capitales comprendia ese tratado, en cuyo préambulo se daba el nombre de *Provincias Confederadas* á las que hasta entónces se llamaban *Provincias Unidas.* Esos tres puntos eran : 1° la descentralizacion de las rentas, ó sea la independencia territorial; 2° la demarcacion de límites, ó sea la independencia territorial, y 3° el establecimiento de una federacion, ó sea la independencia política.

Sus tres puntos principales.

Aprobacion del tratado.

El gobierno general aprobó el dicho tratado el dia 31 del mismo octubre, excepto en el punto relativo á la demarcacion de límites, por la cual debia quedar incluido el departamento de la Candelaria en la jurisdiccion del Paraguay.

Situacion de los partidos para fines del año.

Al terminar el año de 1811, el partido demócrata aspiraba á la centralizacion política, y á fortalecer en lo posible la accion de la autoridad. El partido personalizado en Saavedra, que se

ha visto haciendo concesiones al espíritu de localidad, guardaba una actitud pasiva, carecia de iniciativa, y habia comprometido la existencia de la revolucion durante su permanencia en el poder. Las masas populares estaban divididas en dos campos que no habian enarbolado todavía sus banderas respectivas; y entre ellas se deslizaban oscuros caudillos, alimentando las malas pasiones y abonando el terreno en que iba á germinar maravillosamente la semilla de la discordia y de ulteriores desórdenes.

Actos del gobierno ejecutivo. — Estatuto provisional.

El triunvirato disolvió la *junta conservadora*, de la cual habia recibido el poder, y tambien abolió las juntas provinciales. El 22 de noviembre expidió un *estatuto provisional*, y tomó el título de *gobierno superior provisional de las Provincias Unidas del Rio de la Plata*. Tambien dictó otras medidas para complementar la organizacion interior del país, en el sentido de las reformas liberales. Igualmente dictó otras, mas bien revolucionarias que legales; así fué que ordenó, apoyado en débiles indicios, que los antiguos diputados de las provincias saliesen de la capital en el término de 24 horas.

Puntos de mira de la revolucion.

En esa época, las operaciones militares de la revolucion tenian, como siempre, dos puntos de mira: al oriente, Montevideo; y al norte, el Alto Perú. Dominando á Montevideo, se tenia en vista asegurar la base de las operaciones, que era la capital; y marchando por el camino del Alto Perú, se esperaba extender la insurreccion por todo el continente sud-americano.

Belgrano reemplaza á Puyrredon.

En reemplazo de Puyrredon, que habia pedido su relevo, fué nombrado el general Belgrano para mandar el ejército del Alto Perú. Tomó, pues, posesion del mando, encomendándosele un triple deber: 1° remontar el personal y lo moral de un ejército desorganizado, infundiéndole nuevo aliento; 2° proveer á las necesidades imperiosas que reclamaba el miserable estado de su material de guerra; y 3° levantar el espíritu de los pueblos abatidos ó enconados, atrayéndolos á la causa de la libertad y comprometiéndolos en la revolucion.

Entretanto hé aquí cómo el secretario de la princesa doña

1811. Carlota refiere los sucesos que se desarrollaron en Montevideo en esa época:

Junta suprema en Buenos Aires.

« Los disidentes del Rio de la Plata, dice el señor Présas, para dar principio al establecimiento de su deseada independencia, aprovecharon con mucha oportunidad de la ocasion favorable que les presentó el gobernador de Montevideo, don Javier Elío, quien, para sustraerse de la autoridad de su legítimo jefe el virey Liniers, habia, á imitacion de las provincias de España, creado una junta suprema. Á su ejemplo, pidieron tambien los de Buenos Aires erigir la suya, que lograron instalar con consentimiento del virey Cisnéros (1), bajo el respetable nombre de Fernando VII, para cubrir de este modo el verdadero objeto á donde se dirigian sus intentos. Inmediatamente que recibí los impresos que se habian publicado para anunciar los primeros actos de la junta, los remití á Su Alteza Real, quien en su vista se sirvió escribirme la siguiente carta:

Carta de la princesa Carlota.

« Présas, he leido todos los papeles, y te los remito: hay » bonitas cosas en ellos, y siempre denotan un espíritu de par- » tido, con buena capa; pero que mis débiles conocimientos, » la cosa bien meditada, lleva otras vistas y muy siniestras; y » el tiempo las descubrirá: digo esto no por lo que en esto se » dice de mí, sino porque tú verás que bajo de esta buena capa » han de querer hacer independientes.

» Mándame noticias, porque yo no sé nada y no quiero pre- » guntar.

» Santa Cruz, 30 de octubre de 1809. »

Necesidad de auxiliar á Montevideo.

» Indiqué á la princesa la marcha futura que se habian propuesto seguir los disidentes; por esto fué que, penetrada de esta idea, se preparó con tiempo á contener sus pasos, buscando todos los recursos necesarios para auxiliar á la plaza de Montevideo, que era el único baluarte capaz de asegurar la posesion y seguridad de aquellas provincias. Por los oficios de los jefes

(1) Véase sobre este particular el cap. VI de mi *Juicio imparcial acerca de las principales causas de la revolucion de la América española.* (PRÉSAS.)

1811.

de esta plaza, Elío y Vigodet, sabia Su Alteza Real que tenian gran necesidad de armas, y dispuso inmediatamente que se comprasen las únicas que existian en el Rio Janéiro, á cuyo fin me pasó las siguientes órdenes :

Adquisicion de armas en Rio de Janéiro.

« Présas, me alegro que estés mejor. Las armas son mil y » doscientas, y seiscientos sables de caballería : son de orde- » nanza, están en la aduana : yo quiero saber si se quieren » todas ó las que quieren, y pónmelo en un papel, y la forma » del pagamiento ; y como tú vienes mañana hablarémos del » modo de sacarlas. Yo quiero esta nota para dársela á Bourch, » que creo vendrá hoy á buscar esta respuesta. Los sables creo » que será bueno tambien quedar con ellos para la caballería, » que tambien entra en estos casos de batalla.

» Présas, mándame una de lo que ajustastes con Varela, y el » modo de sacarlas de aquí, porque quiero hoy ajustar todo con » Bourch, y que tú no figures aquí en este caso para nada, » porque si acaso hubiere algo, quedes tú bien. »

Embarque de estas armas.

» Suponia Su Alteza que habria gran dificultad para realizar embarque de estas armas ; mas en una corta conferencia que tuve con el ministro de Estado, logré por su mediacion que el príncipe regente se dignase mandar expedir la órden siguiente :

Órden al efecto.

« El príncipe regente, nuestro señor, es servido ordenar que » Vmd. deje libremente embarcar para Montevideo las cajas » que para este fin fuesen presentadas por el doctor Présas, el » cual se halla al servicio de Su Alteza Real la princesa nuestra » señora; lo que participo á Vmd. para que así lo ejecute. Dios » guarde á Vmd. muchos años. — Palacio del Rio Janéiro, en » 26 de junio de 1811. — Conde DE LINÁRES. — Señor José » Antonio Rivero Fréyre. — Con la fecha de hoy se presenta, » cumpláse y regístrese. — Rio, 3 de julio de 1811. — Fréyre. » — Está conforme : Miguel Juan Meyer. »

Montevideo carece de imprenta.

» Desde el momento en que los disidentes de Buenos Aires se apoderaron del mando y establecieron su junta suprema, decretaron tambien la libertad de imprenta, por cuyo medio no solo propagaron las ideas que creyeron mas propias para rea-

1811.

lizar su sistema, sino que llenaban de dicterios, de calumnias é invectivas al gobierno y habitantes de Montevideo. Entónces fué necesario tambien hacer frente á este género de guerra, tan terrible algunas veces como la que puede hacerse con las armas. Estuvieron por algun tiempo sin que se les pudiese contestar, porque en Montevideo no habia imprenta, ni en el Janéiro existian mas prensas que las que habia en la imprenta real; circunstancia que puso á la princesa en la necesidad de comisionarme para que viese de lograr por medio del conde Linares este recurso, para desvanecer los planes, intrigas y cavilaciones de los demagogos de Buenos Aires.

La real imprenta de Janéiro entrega una prensa.

» El conde de Linares, como ministro de negocios extranjeros, se veía precisado, así como todos los demas ministros, á prestar gran deferencia á las insinuaciones del embajador ingles residente cerca de Su Alteza Real el príncipe regente, y esto era un gran obstáculo para que yo pudiese negociar sobre este asunto con acierto. Sin embargo, obtuve la gracia de que se trataria con brevedad y reserva, y que aquel mismo dia veria el conde de alcanzar del príncipe una órden para que se concediese á la princesa lo que deseaba. Á los dos dias ya tuve aviso del mismo conde para que pasase á la real imprenta, donde se me entregaria por su director una prensa con seis cajones de caractéres, para que lo embarcase todo en el primer buque. Despues de anunciar á la princesa el feliz resultado de esta comision, pasé inmediatamente á realizar el embarque, que verifiqué aquel mismo dia, y el buque salió entre nueve y diez de la mañana del siguiente. Dos horas despues de la salida del buque, ya el conde Linares habia recibido una nota del embajador ingles lord Strangford, oponiéndose decididamente al envío de la imprenta, pero esta llegó tarde; y aunque, por virtud de la misma nota, se me comunicó órden para que demorase su remision, ya no estaba en mi mano el cumplirla. Así fué que la princesa frustró las intrigas del ministro ingles, y proporcionó á Montevideo el medio de eludir los ataques contínuos con que pretendian los de Buenos Aires hacer vacilar y extinguir, con sus papeles incendiarios, la fidelidad con que se

1811.

mantenian constantes por la metrópoli los habitantes de la Banda Oriental del Rio de la Plata.

Establecimiento de una gaceta en Montevideo.

» El gobierno de Montevideo estableció inmediatamente la publicacion de una *Gaceta,* cuya redaccion confió á un religioso franciscano llamado Fr. Cirilo de Alameda, que desde la Península se habia refugiado allí, escapando de la persecucion de los Franceses. Era entónces este fraile muy jóven, y no tenia las luces y literatura que se necesitan para tratar con fruto y ventaja los negocios públicos. Sus discursos eran muy áridos, sin nervio, é incapaces por consiguiente de persuadir y convencer; lo que entónces tanto convenia. En lo que únicamente manifestó alguna destreza, fué en la apología que hizo de la constitucion política de la monarquía española, que parece haberla extraido de algun panegírico compuesto para encomiar las virtudes de la Vírgen (1). En aquella época pensaba este fraile constitucionalmente, y en el año de 1820, siendo general de su órden (2), varió de dictámen, sin mas motivo ostensible que el de haber las cortes abolido su alta dignidad en los dominios de España como inútil para el buen gobierno de los individuos de su religion, y perjudicial al bien público y á la tranquilidad de la monarquía (3).

Preparativos de Buenos Aires para invadir la Banda Oriental.

» Despues de haberse declarado independientes los de Buenos Aires en el año de 1810, se prepararon para invadir la Banda Oriental, y sujetar á los habitantes del territorio de Montevideo á su autoridad y dominio. Esta empresa, aunque atrevida, no era de difícil ejecucion, por ser aquel país muy vasto, sin haber en todo él un solo punto de defensa en que pudiera hacérseles alguna resistencia. Su marcha sola era suficiente para apoderarse de todo, como lo verificaron, sin poder impedir despues que el sanguinario Artígas y sus secuaces, á la sombra de la revolucion, derramasen la sangre de muchos Europeos que descan-

(1) Véanse las *Gacetas* de Montevideo del año de 1812.

(2) En la *Pintura de los males de España*, pág. 47 y 48, se dijo el modo como este religioso obtuvo esta dignidad. (Présas.)

(3) Decreto del 1º de octubre de 1820, tomo VI, pág. 155. (Présas.)

1811.

saban tranquilos en sus hogares, sin haber dado causa para ser tratados de un modo tan inhumano, conducta que los mismos disidentes de Buenos Aires reprobaron altamente en sus papeles públicos. Las incursiones contínuas con que estos talaban los campos, privaban á la plaza de Montevideo de los recursos necerios para la subsistencia. Las escaseces que experimentaba la tropa de la guarnicion y el vecindario, obligaron al gobernador Vigodet á pedir á la princesa que se dignase atender á la situacion aflictiva en que se hallaban los fieles Españoles en aquel punto, y que los socorriese con algunos víveres. Su Alteza Real me dijo entónces: « Yo no sé qué hacer en este caso, porque ni » lo entiendo ni tengo con qué comprar lo que se me pide, y » así ve tú de hacer lo que se pueda. » Hé aquí una órden muy amplia, pero de difícil ejecucion, por cuanto me obligaba en cierto modo á buscar lo que no habia. Sin embargo, yo debia hacer todo lo posible para que la plaza fuese socorrida; y entónces apelé á una estratagema con la que logré que fuese provista. Tal fué el indicar á varios comerciantes del Rio Janéiro la escasez de víveres en que se hallaba Montevideo, manifestándoles los principales artículos de que carecia. Esta noticia, que les comuniqué á cada uno de ellos en particular, y con mucha reserva, los puso á todos en gran movimiento, y á los pocos dias salieron de aquel puerto algunos buques menores cargados de todo cuanto se necesitaba, cuya venta les produjo el interes y lucro que se habian propuesto en la empresa de tales especulaciones.

Escasez de víveres en Montevideo.

Remedio.

» Una plaza como Montevideo, abandonada á su propia suerte por las circunstancias en que en aquella época se hallaba el supremo gobierno de la metrópoli, se veía todos los dias afligida con nuevas necesidades. En el parque de artillería faltaba ya la cuerda mecha, y este fué otro de los pedidos de Vigodet, para cuya remesa hubo gran dificultad, en razon de que en el parque del Janéiro no existian mas que catorce quintales para el consumo del ejército y armada de todas las plazas del Brasil, y con ella debia municionarse tambien las fortalezas de África y de la India sujetas al reino de Portugal; mas sin embargo, á fuerza

Se le procura cuerda mecha.

1811.

de pasos y diligencias, alcancé del conde Lináres cuatro quintales para Montevideo.

Dinero y armas.

» Al paso que los revolucionarios se avanzaban y ocupaban mas terreno, crecian las urgencias de esta plaza. Pronto echó de ver la falta de numerario causada por la interrupcion del comercio, que habia paralizado enteramente el estado de la guerra. En las distintas salidas que habian hecho varios cuerpos y destacamentos para ahuyentar á los enemigos, perdieron muchas armas cuya reposicion era indispensable para resistir un sitio que miraba como inevitable. En tales circunstancias se vió el gobierno de Montevideo en la dura necesidad de pedir á la princesa dinero y armas, cosas á la verdad que no tenia ni podia adquirir de manera alguna.

La princesa empeña sus alhajas.

» Cuando Su Alteza Real se hallaba en grandes apuros, lo único que hacía era dejarme en plena libertad, para que en su nombre hiciese lo que mejor me pareciese. Para conseguir dinero, su nombre en nada me ayudaba, porque en materia de intereses estaba enteramente desacreditado, y no hubiera hallado seguramente en toda la plaza del Janéiro un solo individuo que me hubiese dado, por sus altos respetos, cien reales de buena moneda. Era preciso pues recurrir siempre á estratagemas; y entónces la indiqué que para suplir el dinero que pedia el gobernador de Montevideo, me habia ocurrido un expediente que, sin serla en nada oneroso, la llenaria de inmortal gloria. Tal es, Señora, la dije, el reunir gran cantidad de preciosas alhajas propias de Vuestra Alteza Real, y mandárselas á Vigodet para que, vendidas ó rifadas por aquel ayuntamiento, pueda con su producto pagar por algun tiempo á la tropa y á los empleados, cuya accion colocará á Vuestra Alteza Real al lado de Isabel la Católica, que hizo lo mismo empeñando las suyas para habilitar á Colon en la descubierta de aquellos dominios. Esta propuesta lisonjeaba mucho el amor propio de la princesa para que dejase de aprobarla. Resolvió en efecto realizar este proyecto, y á los pocos dias ya caminaban para Montevideo las alhajas, colocadas en una caja por sus reales manos; la que entregué yo á un capitan de un buque español, quien,

1811.

sin saber lo que ella contenia, la puso en poder del mismo gobernador Vigodet.

Pedidos del gobernador de Montevideo.

» Lo que interesaba tambien sobre manera eran las armas, pues que las que se habian mandado hasta entónces no eran suficientes; pero este negocio, así como todos los demas de Montevideo, debian ya tratarse con el ministerio portugues, por la necesidad que tenia la princesa de acudir á su augusto esposo para todo lo que necesitaba. Pasé al efecto á manifestar, de órden de Su Alteza Real, al conde Linâres los pedidos que la hacía el gobernador de Montevideo. El mismo conde no podia por sí solo resolver nada sobre tales pedidos, y era preciso que sobre todo consultase al príncipe regente, quien dispuso que, por escrito, le expusiese su parecer y dictámen, cuyo original existe en mi poder, todo de letra del mismo conde, que, traducido exactamente del portugues al español, es como sigue :

Exposicion del conde Linâres.

« Señor, obedeciendo con el debido acatamiento las reales » órdenes de Vuestra Alteza Real, expondré humildemente en su » real presencia, que me parece que Vuestra Alteza Real puede » dignarse autorizar á Su Alteza Real la princesa nuestra señora, » para que mande responder á Vigodet, gobernador de Monte- » video, que el diputado que salió de la junta de Buenos Aires » fué Moreno, que fué mandado á Lóndres con comisiones » secretas, y puesto que hubo intencion de mandarlo negociar » aquí, se le mudó el destino, y fué para Lóndres; que igual- » mente Vuestra Alteza Real está dispuesto, visto su propio » interes, á socorrer los gobernadores de Montevideo y Para- » guay con todas sus fuerzas, pues que desea impedir que los » rebeldes de Buenos Aires se avancen, ó pasando el Uruguay » contra Montevideo, ó por el Paraguay contra el gobernador » del Paraguay; y que para este fin repetirá órdenes al gober- » nador y capitan general del Rio Grande, para que dé todo el » auxilio de tropas que le fuese pedido por los sobredichos » gobernadores ó por el virey, las cuales podrán ir á las órdenes » de los generales españoles, siendo tropas auxiliares; mas » siempre en fuerza tal que no queden expuestas á ser destro- » zadas por el enemigo, y con declaracion que Su Alteza Real

1811.

» no puede consentir en que sus oficiales obedezcan á oficiales » de menor graduacion; que igualmente se debe declarar que » por ahora no puede Vuestra Alteza Real dar auxilio alguno » de dinero ó de armas. La Gran Bretaña no puede quejarse del » socorro de tropas, pues que está estipulado en los tratados que » ántes existian.

» Hé aquí, augusto Señor, lo que creo conviene á sus reales » intereses, y Vuestra Alteza Real se dignará mandar lo que » fuere mas conveniente á su real servicio.

» Estoy con el mas humilde y profundo respeto, á sus reales » piés, Señor, de Vuestra Alteza Real el mas humilde vasallo y » fiel criado.

» Conde de Linares.

» **Secretaría de Estado, 19 de febrero de 1811.** »

Tropas auxiliares.

» La imposibilidad que se manifiesta en esta nota de poder otorgar ó conceder los auxilios de armas y de dinero, puso á la princesa en la necesidad de admitir las tropas que se ofrecian, para que en clase de auxiliares pasasen á defender la plaza de Montevideo, que ya tenian sitiada en aquella época los disidentes; mas aun, para que las tropas llegasen á verificar su marcha, fué preciso hacer nuevas instancias, porque el príncipe temia con semejante medida disgustar á la Inglaterra, á quien, por medio de su ministro lord Strangford, habia ofrecido que jamas se mezclaria, en pro ni en contra, en los disturbios promovidos en el Rio de la Plata. Pero temiendo por otra parte que si los revolucionarios de Buenos Aires llegasen á posesionarse de Montevideo, podrian con facilidad extender el sistema republicano hasta sus dominios, resolvió por último, que el general don Diego de Sousa partiese con el ejército de su mando desde el Rio Grande para Montevideo, con el fin de obrar de acuerdo con sus gobernadores, y forzar á los revolucionarios á evacuar completamente toda la Banda Oriental. Pero la princesa no se contentaba con esto solo, sino que pretendia acabar con todos ellos, como me lo indicó en el siguiente billete :

« Présas, las respuestas de Elío y Vigodet han de ir por el

1811.

Carta de la princesa.

» conducto mas breve. Es preciso conseguir del conde de Liná-
» res una órden para don Diego, para que en caso de entrar
» Goyeneche en Buenos Aires, coopere con él para acabar con
» estos demonios. »

Intervencion del ministro ingles

» Hasta entónces, es decir, hasta que las tropas portuguesas se hallaban muy cerca de Montevideo, esta negociacion habia estado muy secreta y reservada; pero el movimiento de ellas mismas manifestó bien claramente el verdadero objeto de su marcha. Á la vista de semejante acontecimiento, no podia lord Strangford mirar con indiferencia todo lo que se hacía en la corte del Brasil, para impedir que llegasen á realizarse los planes y proyectos de los disidentes, cuya proteccion era uno de los principales objetos que le tenia encargado su gobierno. Al momento que tuvo noticia de que el general Sousa debia obrar de acuerdo con los gobernantes de la plaza de Montevideo, para impedir que esta cayese en poder del ejército sitiador, reclamó el cumplimiento de la palabra que le habia dado el príncipe regente de que nunca se mezclaria en semejantes negocios. La nota que pasó al efecto puso en el mayor compromiso al ministro portugues, y se vió este precisado á escuchar á lord Strangford, quien tenia preparado tambien al marques de Casa Irujo, para que con su autoridad y representacion le auxiliase á fin de obligar al gobierno portugues á entrar en un convenio. El Portugal casi siempre ha estado sujeto á la Inglaterra, y en aquella época no podia en manera alguna desentenderse de cumplir la mas mínima de sus insinuaciones, aun cuando estas fuesen enteramente contrarias á sus verdaderos intereses; porque entónces mas que nunca necesitaba el príncipe regente de los auxilios de la Gran Bretaña para lograr la libertad de sus dominios en la Península. Esta fué la razon y causa por que convino en que se acordase un armisticio entre su ministro el conde Lináres, lord Strangford y el representante del gobierno de Buenos Aires, don Manuel Sarratea, y verificado se diese cuenta de todo al gobierno ingles por medio de su embajador don Domingo de Souza Coutiño, en el dia conde de Funchal, quien al efecto pasó la siguiente nota:

DOCUMENTO.

1811.
Nota del embajador portugues al gobierno ingles.

El infrascrito se apresura en conformarse con los deseos de Su Excelencia el marques de Wellesley, dirigiéndole por escrito la proposicion de su corte, que ha sido todo el objeto de la conferencia de ayer. — Su Excelencia sabe la mision del enviado Sarratea al Rio Janéiro, y su entrevista con Su Excelencia el ministro de los negocios extranjeros de Su Alteza Real, á la cual fué conducido por lord Strangford. — En esta conferencia es que se ha acordado proponer á la junta de Buenos Aires, que esta pida la mediacion de los dos gobiernos portugues y británico, y proponga á los soberanos que haciendo cesar inmediatamente la guerra civil y las hostilidades que de ella resultan, establezcan la libertad de comercio en Buenos Aires : la junta en este caso ofrecerá una suspension de armas, y hará proposiciones para unirse ó incorporarse con la Monarquía Española, poniendo sus intereses en manos de ambos soberanos ; de quienes no pueden desconocer la buena fe y el deseo que tienen de conservar la integridad de esta misma monarquía. — Esta proposicion, transmitida á la junta de Buenos Aires por su enviado Sarratea, con aprobacion de lord Strangford, una vez que sea adoptada y realmente hecha por la junta, ella misma se combinará con la mediacion últimamente ofrecida por Su Majestad Británica al gobierno de Cádiz, y apresurará la ejecucion de los vivos deseos con que Su Alteza Real el príncipe regente ha ordenado al infrascrito que anuncie al gobierno británico para obtener, de concierto las tres potencias, el acuerdo que es indispensable tener, y proceder con la junta de Buenos Aires, lo cual ha ejecutado el infrascrito en sus notas de 30 de abril del año pasado, y de 18 de enero último. — El infrascrito, despues de haber hecho conocer de nuevo al gobierno británico el grado de buena fe y de confianza que la conducta de Su Alteza Real el príncipe regente su amo ha procurado inspirarle, no puede dejar de aprovechar esta ocasion

1811. para poner á la vista de Su Excelencia las consideraciones acerca de las cuales ha tenido el honor de llamar ayer la atencion de Su Excelencia, á saber: que el establecimiento sólido de las innovaciones comerciales que se han hecho indispensables para las colonias de España, así como tambien las órdenes eficaces para la organizacion de una verdadera disciplina de las tropas españolas, que hasta ahora han solicitado infructuosamente los gobiernos que se han sucedido en España, harán ante todas cosas aparecer un consejo de regencia, el cual presidirá Su Alteza Real la señora princesa del Brasil, segun las ideas del señor Saavedra. Segundo, que el reconocimiento directo ó indirecto por el gobierno británico de los derechos eventuales de Su Alteza Real la señora princesa del Brasil á la corona de España, producirá probablemente un buen efecto en favor de la libertad de Su Majestad el rey Fernando VII y de sus augustos hermanos, porque en tal caso el dominador de la Francia no tendria ya interes en prolongar su deplorable cautividad.

Lóndres, 2 de agosto de 1811. — El infrascrito aprovecha, etc., etc. DOMINGO SOUSA COUTIÑO.

A Su Excelencia el señor marquès de Wellesley.

Es copia: CARLOTA JOAQUINA.

Cesacion de hostilidades.

» Transmitida la minuta de dicho tratado por el marques de Casa Irujo á los jefes de Montevideo, y á los gobernantes de Buenos Aires por Sarratea, fué admitido y adoptado por ambas partes, y lo realizaron en circunstancias que el ejército sitiador se hallaba amenazado con la proximidad de las tropas portuguesas que habian llegado ya á Maldonado, y podian haberle obligado á rendir las armas ó á perecer, que era entónces el único arbitrio que le quedaba. Esta negociacion fué hecha con gran reserva entre ellos, y sin que la princesa llegase á tener la menor noticia de lo que pasaba, hasta que el general Elío la avisó que por este medio se hallaba libre Montevideo de sus enemigos. Desagradó sobremanera á Su Alteza Real la conducta que en este asunto observó Casa Irujo, con cuyo motivo

1811.

me dijo : Es imposible que este marques no guste de las guineas inglesas, y si yo pudiese ahora, lo mandaria bien pronto á la costa de Guinea. Para no quedar Su Alteza Real en manera alguna comprometida por las consecuencias que podian resultar contra la España de semejante armisticio, me pasó las órdenes que comprende la siguiente carta :

La princesa desaprueba el armisticio.

« Présas, yo soy muy escrupulosa, y quiero que en una carta » reservada se declare á Elío todo lo que yo puse en el papel que » te remito, adicionando el párrafo que va señalado : pues mi » conducta siempre es derecha, y quiero que sepan que yo no » concurrí para que la órden fuese así con el objeto del armis- » ticio, ni que entrasen espontáneamente, y que supe todo » despues de haber partido las órdenes; que el marques y el » conde y lord Strangford fueron los que ajustaron dicha órden, » y lord Strangford, Sarratea y el conde trataron del armisticio, » sin ser yo esciente. — La carta de Vigodet está rayada lo que » se le debe quitar, y debe referirse á esta mi declaracion hecha » á Elío. »

Nueva declaracion de guerra.

» Los gobernantes de Buenos Aires estaban muy distantes de querer cumplir lo mismo que habian ofrecido en el armisticio, y así apénas vieron libres de todo riesgo las tropas que habian mandado á la Banda Oriental, declararon de nuevo la guerra á Montevideo. Seguros ya de que las tropas portuguesas no volverian á incomodarlos, se prepararon para renovar con mayor fuerza las hostilidades, y lograron en poco tiempo destruir las fuerzas marítimas de Montevideo, y posesionarse despues de esta plaza, desde cuyo acontecimiento no ha vuelto al dominio de la metrópoli, ni esta puede tener ya esperanzas de recuperarla (1). »

(1) Présas, *Memorias de la princesa doña Carlota.*

DOCUMENTOS.

OFICIO DEL SEÑOR D. FRANCISCO JAVIER DE ELÍO

Á LA JUNTA GUBERNATIVA.

Excmo. Señor,

1811.

Deseos de establecer la concordia.

Acabo de llegar á este puerto, nombrado por Su Majestad virey y capitan general de estas provincias, y habiendo sabido que está para reunirse en esa capital un congreso de diputados de muchas de las ciudades del vireinato, me ha parecido conveniente dirigirme á él, y escribir á Vuestra Excelencia con toda la franqueza de mi carácter sobre las circunstancias actuales, para que siguiendo todos la voz de nuestro corazon y de nuestro deber, tratemos juntamente de apagar la destructora llama de la discordia, que desgraciadamente se ha manifestado en estos países.

Real autorizacion á este respecto.

Ni mis deseos, ni las intenciones del supremo gobierno son, ni serán jamas el hacer revivir los antiguos odios y enemistades, ni el tratar de venganzas ó agravios particulares. Al contrario estoy expresamente autorizado por Su Majestad, para anunciaros solamente, que debe haber un olvido total y absoluto sobre cuanto ha sucedido en esta época desgraciada, y que no debe tratarse, sino de restablecer el órden y la tranquilidad, de mantener la confianza, y de contribuir en cuanto esté de mi parte á la felicidad de estos leales y valerosos habitantes.

Desventajas de la desunion.

¡ Qué espectáculo tan agradable para nuestros enemigos el ver reinar la desunion entre nosotros mismos, y el que pueblos tan estrechamente identificados por todas sus relaciones se hayan puesto en estado de guerra, privados de la comunicacion y del comercio sin utilidad alguna! Confieso francamente que muchas de las providencias que se han tomado aquí, han sido fruto de la inexperiencia y de la precipitacion, y que han servido tan solo para exasperar los ánimos, y conducir las cosas á

1811.

un estado que nunca pude imaginarme. Pero ya las circunstancias han mudado; puesto por el rey al frente del vireinato, no tendré otro deseo, ni se dirigirán á otro fin todos mis conatos, que á aumentar las relaciones antiguas, y á curar las llagas que hayan podido hacerse en la máquina del Estado.

Esperanzas de que triunfe la España.

Yo hago á Vuestra Excelencia la justicia de creer, que sus intenciones fueron las mas sanas y sus deseos los mas laudables. Se creyó que la España toda se habia perdido, y que era ya presa del atroz usurpador que la oprime; se figuró que el gobierno central de la monarquía se habia disuelto y extinguido, y en este caso no se pensó mas que en conservar estos dominios para nuestro amado y desgraciado soberano Fernando VII; y tal fué el motivo del establecimiento de esa junta provisoria. Pero desde entónces todo ha mudado de aspecto. La España existe, y existirá con gloria y con independencia. La asombrosa constancia y teson de nuestros valientes hermanos de Europa, y el poderoso auxilio de nuestros generosos aliados, nos hacen esperar muy pronto los mas felices resultados en la gigante y gloriosa lucha en que con tanta justicia la nacion se halla empeñada.

Instalacion de las cortes generales.

Ya sabrá Vuestra Excelencia que se ha reunido el augusto y deseado congreso de las cortes generales y extraordinarias de la monarquía. Todo buen Español se ha electrizado al ver por la vez primera reunidos sus legítimos representantes, y al verlos tratar con tanto acierto y firmeza sobre la reforma de nuestros muchos males y abusos, y sobre la formacion de una constitucion sábia é ilustrada, que nos ponga para siempre á cubierto de las desgracias que estamos sufriendo en la actualidad.

Se aguarda que Buenos Aires reconozca su autoridad.

¿Y serán por ventura los habitantes de Buenos Aires los únicos que se resistan, en toda la vasta extension de la monarquía, á reconocer una autoridad tan justa y tan útil? Yo no lo espero de la conocida lealtad y patriotismo de Vuestra Excelencia. Se trata de salvar la patria, y es menester que todo ceda á tan sagrada obligacion. La propia utilidad é intereses lo reclaman. Estoy por lo tanto persuadido de que tratará Vuestra Excelencia de reconocer y jurar las cortes, de enviar con la

1811.

posible brevedad sus diputados, y de esperar tranquilamente el éxito de sus pretensiones y deseos, confiados en aquella sábia y respetable asamblea.

Yo conjuro á Vuestra Excelencia á nombre de la patria y del rey, á que tome tan deseada resolucion, y tan necesaria para la felicidad de estas provincias, que si no van á verse expuestas á infinidad de males y desgracias.

Un comisionado.

El oidor de la real audiencia de Chile, D. José Acevedo y Salazar, que se halla en esta ciudad de paso para su destino, y que será el portador de varios pliegos del gobierno, va plenamente autorizado por mí para tratar con Vuestra Excelencia sobre los puntos que abraza esta carta, y sobre todo lo demas que convenga á la pacificacion de estas provincias.

Yo espero en consecuencia, que adhiriéndose Vuestra Excelencia á mis ideas, tendrémos ambos el gusto de haber contribuido á la felicidad de esta hermosa parte de la Monarquía Española.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Montevideo, 15 de enero de 1811. Xavier Elío.

Al excmo. congreso ó junta provisional de Buenos Aires.

CONTESTACION DE LA JUNTA.

Sobre el congreso y sus atribuciones. Excitacion á la union.

La sola denominacion del título con que Vuestra Señoría se representa á la presencia de un gobierno establecido, para sostener los derechos de los pueblos libres contra el carácter dominante y opresor de los mandones constituidos por el despotismo del poder arbitrario, ofende la razon y el buen sentido.

Irreconciliables enemigos de la felicidad del territorio, que tiranizaban los antiguos gobernantes, excitaron el odio y execracion general, y han probado ya los efectos de su enojo. ¡ Cuán distante está el que Vuestra Señoría propone de restablecerla contra el voto unánime de un país inmenso, que acorde en una voz, idea y sentimiento, preferiria gustoso su desolacion y exter-

minio al goce del aparato vano de promesas insignificantes! 1811.

El verdadero medio, el único capaz de consolidar la felicidad de estos países, no consiste sino en que poniéndose Vuestra Señoría de acuerdo con sus principios, se abstenga de atentar á la dignidad y decoro de esta asociacion respetable, y que formando la resolucion generosa de desnudarse de una investidura sin carácter, propenda con el influjo que pueda haberle dado la opinion en ese pueblo á reducir á buen sentido ese pequeño resto de refractarios, que en la vasta demarcacion de este gobierno es el único que se resiste á conformarse á la voluntad general.

Todo otro arbitrio es vano, injusto, violento y enemigo de la patria. La multitud enorme de hombres libres que la habitan, tan buenos ciudadanos como amantes del desgraciado Fernando, que reconocen, se creen constituidos con tan buenos derechos como los que se precian de mas leales en los pueblos de España; y jamas podria mirar sino como la provocacion de un insulto al que solamente pensase en proponerles otro yugo que el que la expresa voluntad unánime se impuso.

Removidos ya los obstáculos que opuso la tiranía, está franca la via que ha de conducir á un punto de remision los diputados que faltan al completo de los que deben formar el congreso general de las provincias. Estos deseados momentos se acercan: en esa respetable asamblea se discutirán y deliberarán con toda la plenitud de las luces, y con todo el arbitrio de las voluntades, los derechos y los deberes del pueblo que obedece y del poder legítimo que haya de mandarle: no nos es facultativo prevenir su juicio; entretanto, acorde con todos los pueblos de la nacion en la fraternidad de sentimientos de lealtad y cordialidad al sagrado carácter que respetamos en el desgraciado soberano bajo cuyos auspicios vivimos, es un deber de la razon y de la política prescindir de esas intempestivas cuestiones y altercados, que no obstando otro efecto que el de la division intestina, deben reservarse al momento en que, dirimidos por el juicio supremo del congreso, reciban por el sello que los sancione el grado de autoridad y firmeza que, fijando

1811. todas las dudas y opiniones, establezca la unidad á que todos debemos aspirar.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 21 de enero de 1811.

CORNELIO DE SAAVEDRA. — MIGUEL DE AZCUÉNAGA. — Doctor MANUEL DE ALBERTI. — DOMINGO MATEU. — JUAN LARREA. — Doctor GREGORIO FÚNES. — JUAN FRANCISCO TARRAGONA. — Doctor JOSÉ GARCÍA DE COSSIO. — JOSÉ ANTONIO OLMOS. — FRANCISCO DE GURRUCHAGA. — Doctor MANUEL FELIPE DE MOLINA. — MANUEL IGNACIO MOLINA. — Doctor JUAN IGNACIO DE GORRITI. — Doctor JOSÉ JULIAN PÉREZ, secretario. — Doctor JUAN JOSÉ PASSO, secretario.

Señor mariscal de campo D. Francisco Javier Elío.

OFICIO DEL SEÑOR D. FRANCISCO JAVIER ELÍO

Á LA REAL AUDIENCIA.

Anuncia su llegada.

Habiendo llegado á este puerto, nombrado por Su Majestad virey y capitan general de estas provincias y presidente de su real audiencia, me ha parecido conveniente hacerlo presente á Vuestra Señoría, incluyéndole al mismo tiempo el pliego adjunto del consejo de regencia, dirigido á ese regio tribunal.

Excita á la concordia.

Yo espero de la conocida lealtad de Vuestra Señoría, y de su acendrado amor al rey y á la causa pública, que hará por su parte cuantos esfuerzos sean posibles para que se logren las benéficas ideas de Su Majestad, y vuelva á reinar la paz y tranquilidad en este vireinato, que tan perjudicialmente ha sido turbada, y del recibo de esta y de su determinacion se servirá Vuestra Señoría darme aviso para mi gobierno.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Montevideo, 15 de enero de 1811. JAVIER ELÍO.

Señor regente y audiencia de Buenos Aires.

REAL ÓRDEN.

1811.
Mándase dar posesion de su empleo á don Javier Elío.

El incesante desvelo con que el consejo de regencia de España é Indias atiende al mayor bien del servicio, á la conservacion de los dominios del rey nuestro señor D. Fernando VII, en cuyo real nombre los gobierna, y á la felicidad de todos sus vasallos y defensa de la justa causa en que se halla empeñada la nacion, lo ha determinado á nombrar para virey, gobernador y capitan general de las provincias del Rio de la Plata, y presidente de la real audiencia de Buenos Aires, al mariscal de campo de los reales ejércitos D. Javier Elío, á quien ha resuelto se le ponga en posesion de dichos empleos luego que se presente, y en el ejercicio y mando de todos sus ramos, sin embargo de que por ahora y su precipitada salida para su destino no se le ha expedido ni lleva otro despacho que el respectivo á lo militar, pues los demas se le pondrán corrientes y remitirán á la mayor brevedad.

De órden de Su Majestad lo comunico á Vuestra Señoría para su gobierno, y que disponga el cumplimiento en la parte que le toca.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Cádiz, 31 de agosto de 1810. BARDAJÍ.

Á la real audiencia de la ciudad de Buenos Aires.

CONTESTACION DE LA REAL AUDIENCIA.

Acusa recibo de la real órden anterior.

Ha recibido este tribunal por mano del señor presidente de la excma. junta gubernativa de esta capital y sus dependencias, el oficio que Vuestra Señoría le ha dirigido con fecha 15 del

1811. corriente, y por el que, noticiándole de su arribo á ese puerto de Montevideo, le avisa igualmente haber sido nombrado virey y capitan general de estas provincias, y presidente de su real audiencia: esperando Vuestra Señoría de su lealtad y acendrado amor al rey y á la causa pública, que este tribunal hará cuantos esfuerzos sean posibles para que se logren las benéficas ideas de Su Majestad, y vuelva á reinar la paz y tranquilidad en este vireinato, que tan perjudicialmente ha sido turbada. Se ha recibido tambien la credencial que Vuestra Señoría adjunta al enunciado oficio, consistente en otro del consejo de regencia, que participa á este tribunal la noticia de la provision de Vuestra Señoría al mando superior de estas provincias: de todo lo que se ha dado vista al señor fiscal de esta real audiencia, y con su dictámen contesta á Vuestra Señoría: que por justas disposiciones del actual gobierno de esta capital se ha diferido la resolucion de la duda, sobre si debe ó no reconocerse en estas provincias el consejo de regencia últimamente instalado en la Península, al congreso, que con arreglo al acta de la instalacion de la excma. junta provisional gubernativa debe celebrarse, y se realizará muy en breve, despues de estar ya afortunadamente allanados los obstáculos que á tan justo pensamiento opuso la terquedad y el egoismo de algunos pocos enemigos del órden y de la pública tranquilidad.

Desistimiento que espera.

No está pues legitimada en estas provincias la autoridad de donde emana la provision de Vuestra Señoría al mando superior de ellas; y por un consiguiente necesario tampoco se halla este tribunal en el caso de hacer esfuerzo alguno con objeto de que tenga el efecto que Vuestra Señoría indica aquel nombramiento; muy al contrario, y penetrado este tribunal de la evidencia de ser enteramente opuesto á la opinion general de todas las provincias que forman el vasto distrito de este vireinato, no puede prescindir de hacer á Vuestra Señoría presente, que el menor movimiento relativo á contradecir aquel comun sentimiento atacaria la paz y tranquilidad, que ya se ha restituido á estos pueblos, é invertiria el órden ya consolidado; en cuyo obsequio cree este tribunal se resolverá Vuestra Señoría á practicar el

1811.

generoso sacrificio de desistir en punto á la solicitud que manifiesta.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, y enero 22 de 1811.

Doctor Lucas Muñoz y Cubero. — Doctor José Darregueyra. — Doctor Vicente Anastasio de Echeverría. — Doctor Pedro Medrano.

Señor mariscal de campo D. Francisco Javier Elío.

OFICIO DEL SEÑOR D. FRANCISCO JAVIER ELÍO

AL EXCMO. CABILDO.

Excmo. Señor,

Exige sea reconocido su mando.

Nuestro amado soberano, y á su real nombre el consejo de regencia de ambos mundos, aquel gobierno erigido sobre las ruinas de la junta central, y en unas circunstancias en que iban á desplomarse los polos del Estado ó de la nacion, si no se ocurria al mal de cualquiera modo, apénas llegó á informarse de los sucesos de esa noble capital en 21 de mayo próximo, se dignó conferirme el mando de estas provincias. No ignoro las contestaciones que tuvieron en esa los tribunales sobre la legitimidad de aquel gobierno, ó sobre las fórmulas de comunicarse, ó promulgar su instalacion, y que las opiniones difirieron, ó entorpecieron su reconocimiento; pero habiendo sido refrendados los despachos por las cortes generales y extraordinarias del reino, en cuya nobilísima asamblea reconocida por toda la nacion tienen su parte principal las Américas, yo debo esperar que Vuestra Excelencia, que tanto interes tiene en el honor, en la gloria y en la felicidad de estas provincias, concurra de su parte á perfeccionar una obra ratificada por sus representantes.

Si Vuestra Excelencia llegára á penetrar los sentimientos de mi corazon, advertiria que no es la efímera ambicion del mando

1811.

la que anhela por que esa generosa capital reconozca sus deberes. Yo habria terminado mis dias felizmente, si en el mismo de la reconciliacion exhalára mi espíritu.

Suspension de unas medidas.

Para que mis operaciones guarden una perfecta correspondencia y armonía con mis ideas de paz y de dulzura, apénas me informé de las medidas tomadas y por tomarse por el gobierno de esta plaza, cuando en ejercicio de mis altas funciones he mandado suspenderlas, como dictadas por una prematura deliberacion. Empléense el valor y las armas contra los enemigos de nuestra ley sacrosanta y del Estado, pero no se malogre ni una gota de las venas de aquellos que tantas pruebas han dado de su fidelidad: no se derrame una gota de los que siempre vivieron unidos con los vínculos mas fuertes de amor y de íntimas relaciones.

Las Américas, por el incurable contagio de un gobierno inficionado y corrompido, parece que habian adquirido el derecho de procurar una reforma saludable, como se hiciera con método y órden; pero si es imposible que en estas convulsiones se guarde un movimiento uniforme, no nos empeñemos en hacernos infelices y ménos fuertes por la ruina recíproca, olvidando el honor, la gloria y reputacion adquirida á costa de nuestra sangre y lealtad.

Asegura la sinceridad de sus sentimientos.

Si hubiese quien creyera que estos sentimientos no son de lo íntimo del alma, no haria justicia á mi honor y buena fe. Habiendo partido con esos nobles habitantes de las glorias de sus armas, y viéndome reproducido en este Nuevo Mundo, sus glorias son las mias, juro por lo que hay mas sagrado en el cielo y en la tierra que seré mediador para que se restituyan al ciudadano sus derechos, su libertad y sus franquezas. Esta es la causa que promueve esa generosa capital; ya está decidida á su favor. Las cortes generales declaran á las Américas por una parte integrante de la Monarquía. Por este enlace perdurable, si las cortes no pueden procurar sino la felicidad de la nacion, procuran la de este vasto imperio, y empiezan á renacer los derechos perdidos, y que puedan reclamar los habitantes de este mundo. Sometemos, Excmo. Señor, á las cortes generales,

1811.

es sometemos á nosotros mismos, y es estar próximos á ser lo que queramos ser. Por consiguiente, debe restituirse la obediencia, imperada no por el rigor, sino por el amor; no por ira, sino por la templanza: tambien debe restituirse el órden, la tranquilidad, la armonía y la comunicacion.

Medida en favor del comercio.

Como esta amortigua la fiereza, como es el gérmen de la felicidad pública é individual, como de ella resultan bienes incalculables, como con ella se afianzan los vínculos de la amistad y de la sangre, y es por fin el manantial por donde se socorren nuestras necesidades recíprocas, mandaré se abra el puerto, para que recupere el comercio la circulacion perdida, y tomando los negocios el tono de la firmeza que introduzca la abundancia y la prosperidad, no se trate de mas que de vivir con sujecion á las leyes de Dios y del Estado, de amarnos fraternalmente, y de hacernos espectables al mundo; y para que nada falte á tan solemne concierto, juro á nombre del rey la conservacion de los honores, vidas y sagradas propiedades de todos los habitantes de estas vastas provincias, teniéndose esta declaracion como otra ley amnistía, que se transcribirá en las actas capitulares para perpétua memoria.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Montevideo, 15 de enero de 1811. JAVIER ELÍO.

Excmo. cabildo de la ciudad de Buenos Aires.

Nota. — Se omite la real órden, por ser la misma.

CONTESTACION DEL CABILDO.

Medidas para la próxima reunion del congreso.

Cuando este pueblo, cansado ya de sufrir los caprichos de un gobierno corrompido, y en el pleno goce de sus derechos por la ausencia del rey y desaparicion del poder supremo nacional, instaló á ejemplo de toda España una junta que velase sobre su conservacion, extendió sus ideas á que disfrutasen de igual beneficio las demas provincias del vireinato. Á este fin las

1811. incitó al nombramiento de diputados, que en congreso general erigiesen una autoridad suprema para suplir la falta de nuestro desgraciado monarca el señor D. Fernando VII, y arreglasen una constitucion que nos pusiera á cubierto de toda asechanza, y de los tiros de la arbitrariedad y del despotismo bajo el cual habíamos gemido por tantos años. Los efectos han correspondido : existen ya entre nosotros la mayor parte de los diputados, y pronto vamos á ver la celebracion del congreso, y explicada en él la voluntad general de los pueblos.

Facultad de los diputados americanos.

Si los de América son libres, si son una parte integrante de la nacion, si por consiguiente gozan de las mismas prerogativas que los de la Península, nadie podrá disputarles la facultad que como aquellos tienen de constituirse un gobierno supremo, que á nombre del señor D. Fernando VII sostenga la integridad de estos dominios, y evite su ruina en el aciago caso de que la España sucumba al poder del tirano.

El cabildo no puede reconocer el mando del señor Javier Elío.

De aquí es que el cabildo de Buenos Aires, pendiente la resolucion del congreso, ni debe, ni puede prestarse al reconocimiento á que Vuestra Señoría lo incita por oficio de 15 del corriente, ni se considera obligado á dar obedecimiento á la órden que acompaña, expedida, segun se dice, por el consejo de regencia establecido en Cádiz. Son de demasiado bulto las razones expuestas para que el cabildo pueda prescindir de ellas; y no lo son ménos la informalidad de los despachos, el desprecio con que en ellos es tratado este pueblo en su representante, que no es fácil discernir si es mayor por el modo con que están concebidos, ó por el nombramiento que contienen; el desconocerse la autoridad de que dimanan; y, en una palabra, el ignorarse hasta hoy los principios legítimos bajo los cuales haya sido confirmado ese consejo de regencia sin la menor intervencion de las Américas, por unas cortes en que tampoco han tenido parte, y cuya celebracion no se ha comunicado por otro conducto que por el de Vuestra Señoría.

Consecuencia.

Motivos tan poderosos estrechan al ayuntamiento de Buenos Aires á la repugnancia, en que insistirá de prestarse al indicado reconocimiento y de recibir á Vuestra Señoría por virey,

1811

gobernador y capitan general de estas provincias; ella debe regular las operaciones de Vuestra Señoría, en la inteligencia de que este pueblo siempre leal conserva el órden, la tranquilidad y sumision á las leyes á que está acostumbrado, no trabaja sino en defender sus derechos y los de su legítimo monarca el señor D. Fernando VII, y solo hará uso de las armas contra aquellos que pretendan perturbarlos, derramando en tal caso hasta la última gota de su sangre.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Sala capitular de Buenos Aires, enero 22 de 1811.

DOMINGO DE IGARZÁBAL.— ATANASIO GUTIÉRREZ.— MANUEL MANSILLA.—MANUEL AGUIRRE.—FRANCISCO RÁMOS MEJÍA. —ILDEFONSO PASSO. —EUGENIO JOSÉ BALBASTRO. — JUAN PEDRO AGUIRRE. — PEDRO CAPDEVILA. — MARTIN GRANDOLI. — Doctor JUAN FRANCISCO SEGUÍ. — MIGUEL DE VILLÉGAS.

Señor mariscal de campo D. Francisco Javier Elío.

CARTA DEL CAPITAN ELLIOT,

COMANDANTE DE LAS FUERZAS BRITÁNICAS, Á LOS COMERCIANTES INGLESES DE SU NACION RESIDENTES EN EL PLATA.

Á bordo de la fragata de Su Majestad Británica *Puercoespin,* 12 de febrero de 1811.

SEÑORES,

Bloqueo de la ciudad y costa de Buenos Aires.

Habiéndome informado el Excmo. Señor D. Francisco Javier Elío, virey de las Provincias del Rio de la Plata, de su intencion de poner la ciudad y costa de Buenos Aires en estado de rigoroso bloqueo, y pedídome que mandase á todos los buques británicos que se retiren de ese á este puerto, ó al de Maldo-

1811.

nado; como no haya yo accedido á ello, Su Excelencia me ha prevenido últimamente que está resuelto á servirse de las autoridades que las leyes y el rey le han confiado.

De consiguiente podrán Vds. tomar las medidas que convengan á sus intereses, observando al mismo tiempo la mas perfecta neutralidad, con lo que se asegurarán Vds. todo el auxilio que esté en mi poder.

Soy de..., etc. R. Elliot (1).

PARTE DEL GENERAL BELGRANO Á LA JUNTA

SOBRE LA BATALLA DADA EN EL TACUARÍ.

Excmo. Señor,

Mis atenciones infinitas y el órden de las cosas no me han dado lugar á dar parte á Vuestra Excelencia del ataque que sufrí el dia 9 del corriente.

Principio del combate.

Al rayar la aurora, principió el enemigo á batir el paso del Tacuarí con cuatro piezas de á 8 y 6 con un fuego vivo y constante; á la hora me dieron parte que el enemigo habia pasado el arroyo expresado por mi flanco derecho, y que venia avanzando; envié instantáneamente al mayor general Machain con treinta granaderos, la compañía de Zaraza y una de naturales, que estaba agregada á ella, con dos piezas de á dos para que le hiciera frente, y la caballería de la patria al cargo de D. Diego Balcarce.

Detalles de los movimientos.

Miéntras sostenia yo el paso con cuatro piezas, y el resto de la infantería, compuesta de dos compañías de naturales, la de Arribeños, y algunos granaderos, procurando ahorrar tiros, y solo dirigirlos con aprovechamiento.

El fuego seguia con viveza en el centro y flanco derecho de parte á parte, cuando me avisaron que por el flanco izquierdo,

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires.*

1811.

que lo cubria el arroyo nominado, subian cuatro botes con canoas y gente armada: inmediatamente mandé al mayor de detal D. Celestino Vidal con la poca gente que tenia, y al capitan Cámpos, de Arribeños, á que rechazáran al enemigo, valiéndose de la posicion ventajosa que teníamos.

Por el centro y flancos no cesaba el estruendo de artillería, y en los últimos el de fusilería, cuando me mandó el mayor general una de las piezas de á dos, cuyo montaje se habia descompuesto, pidiéndome una de á cuatro; la envié miéntras se componia aquella, lo que se verificó; pero volvió á descomponerse, y la trajeron al campamento quedándose la de á cuatro.

Pérdida del flanco derecho.

Desgraciadamente el flanco derecho era atacado por tres mil y cuatrocientos hombres, que avanzando con energía y valor con seis piezas de á cuatro, tres y uno, se mezclaron con los nuestros, y cayó prisionera la division de Machain con las dos piezas que tenia, el carro capuchino, y una carretilla de municiones, exceptuándose los oficiales capitan Cabrera, de Pardos, capitan Vázquez, y el capitan Rámos, de artillería, que con algunos soldados denodados se abrieron camino por entre los enemigos hasta el campamento.

Triunfo parcial que obtuvo el izquierdo.

Mas felices por el flanco izquierdo, los fuegos bien dirigidos al mando de Vidal, Cámpos, Sosa y Villégas, mataron á los de las canoas, ahuyentaron á los botes, y se apoderaron de aquellos; el centro se conservaba impenetrable al enemigo, y aun sus fuegos los habian hecho abandonar su proyecto de ataque.

Auxilio al flanco derecho.

Sabida por mí la desgraciada pérdida de la division del flanco derecho, me preparé á contener al enemigo por esta parte, con dos piezas de á cuatro, ciento treinta y cinco fusileros, únicos que me quedaban, y cien hombres de caballeria entre veteranos y milicianos, dejando el centro, que era el paso, con 25 hombres apénas de infantería, y una pieza de á cuatro al mando del sarjento Raigada.

Intimacion de rendirse hecha á Belgrano.

El general contrario creyó ya todo mi campamento en su poder con la ventaja que habia conseguido en el flanco derecho, y me envió un oficial parlamentario á intimarme la rendicion á

1811.

discrecion; pues que de no, sería pasado á cuchillo con el resto de tropa que me quedaba.

Negado.

Contesté que por primera y segunda vez habia dicho á sus intimaciones, que las armas de Su Majestad el Sr. D. Fernando VII no se rinden en nuestras manos, y que avanzase cuando gustase.

Disposiciones tomadas en la fila de infantería.

Miéntras se restituía el parlamentario á su campamento, corrí mi única fila de infantería, se situaron los dos cañones, y hablé á la gente, que estaba con el mayor entusiasmo guiada de Vidal, Cámpos, Vázquez, Aldao, Sosa, Villégas, Arenaza, Tiribé, y otros de naturales, y la caballería al mando de Rambla, Núñez, Conejo, y el capitan de milicias Ereñu.

Combate.

Llegado el parlamentario, el enemigo empezó á avanzar, y puesto á los tiros de nuestros cañones, mandé se les hiciera fuego, que desempeñaron con acierto D. Lorenzo Sotomayor, y el alférez Santa María, al mando del comandante García, é inmediatamente dí órden á mi edecan D. Pedro Ybáñez, que avanzase hasta rechazarlo ó contenerlo; lo que ejecutó con entereza y valor, y admirará siempre, Señor excmo., el denuedo de los ciento treinta y cinco bravos que me acompañaban: avanzaron con el mayor órden hasta bajo los fuegos del enemigo, é hicieron los suyos con viveza; y logrando recostarlos á los bosques, mandé que se retirasen, vista su fatiga y cansancio.

Un parlamentario del general Belgrano.

Pero viendo yo que era indispensable otra mayor efusion de sangre, y que mis cortas fuerzas podian ser envueltas por el crecido número de los contrarios; que ya me tenian tomado el único camino de retirada, aprovechandome del asombro que les causó el valor de los nuestros, y su decidida idea de perecer con su general ántes que rendirse, envié de parlamentario al intendente de ejército D. José Alberto Calcena y Echeverría, á decir al general, que yo no habia venido á conquistar el Paraguay, sino á auxiliarlo, como ántes le habia manifestado; que me era dolorosa la efusion de sangre entre hermanos, parientes y paisanos, que cesasen las hostilidades, y repasaria el Paraná con mi ejército.

1811.

Contestacion del general Cabáñas.

La contestacion del general D. Manuel Cabáñas consta del documento número 1°, como igualmente la respuesta que le dí á ella, y principio á una negociacion, de que oportunamente instruiré á Vuestra Excelencia.

Pérdidas.

Sin embargo de que el fuego del contrario duró desde rayar el dia, como ántes he dicho, hasta cerca de la una de la tarde, bien que con algunos cortos intermedios, solo cuento once muertos y doce heridos.

Ignoro la pérdida del enemigo; pero sí sé que se lamentan de ella, como á mí me ha sucedido, pues son unos hermanos engañados, y se lo he expuesto en las conversaciones que he logrado tener con ellos, á la par que los oficiales y tropa con la franqueza mútua que ha habido.

En consecuencia de la palabra dada ayer á las tres de la tarde, dí principio á mi marcha, y al pasar por el campamento de nuestros hermanos del Paraguay, precedido el recado de atencion, hicieron todos los honores debidos á la alta representacion que me reviste, salió el general D. Manuel Cabáñas, su segundo D. Juan Manuel Gamaca, á recibirme y acompañarme con toda su oficialidad hasta cerca de una legua, donde nos despedimos con la mayor cordialidad, y merecí los respetos de todos en general y particular, á la par que los oficiales y tropa de la patria de los de su ejército.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Itapuá, 11 de marzo de 1811.

Excmo. Señor,
Manuel Belgrano.

Excma. junta gubernativa de las Provincias del Rio de la Plata.

EL GENERAL CABÁÑAS AL GENERAL BELGRANO.

Número 1°.

Campo de batalla del Tacuarí, 9 de marzo de 1811.

Habiéndose presentado el parlamentario D. José Alberto de

1811. Sobre la proposicion hecha por el parlamentario.

Echeverría proponiendo de parte del señor general del ejército, el que respecto á que habia solo venido, no á hostilizar la provincia del Paraguay, sino á auxiliarla, de que han resultado varias hostilidades, se retiraria al otro lado del Paraná con su ejército, y les dejaria la provincia evacuada de toda invasion, he resuelto yo el comandante en jefe de las tropas del Paraguay convenir á que siempre y cuando se convenga no haber mas hostilidades de armas, conceder á la proposicion hecha por dicho parlamentario; bajo de dicho seguro principiará á marchar desde mañana diez del corriente.

MANUEL CABÁÑAS.

CONTESTACION DEL GENERAL BELGRANO.

Adhesion del general Belgrano.

Me conformo en todas sus partes con cuanto Vmd. me significa en su oficio de este dia; y al efecto daré principio á mi marcha mañana; pero si Vmd. gustase que adelantemos mas la negociacion para que la provincia se persuada de que mi objeto no ha sido conquistarla, sino facilitarle medios para sus adelantamientos, felicidad y comunicacion con la capital, sírvase decírmelo, y le haré mis proposiciones.

Campamento de Tacuarí, 9 de marzo de 1811.

MANUEL BELGRANO.

PROPOSICIONES HECHAS POR EL GENERAL DON MANUEL BELGRANO

AL GENERAL D. MANUEL CABÁÑAS.

NÚMERO 2.

Motivos de las proposiciones.

Ya que V. gusta imponerse de las proposiciones que he meditado hacerle en virtud de las facultades que me revisten, co-

1811.

mo á representante de la excma. junta de las Provincias del Rio de la Plata, para que se convenza la del Paraguay de que el objeto de mi venida no ha sido á conquistarla, sino á auxiliarla, para que valiéndose los hijos de ella de las fuerzas de mi mando recobrasen sus derechos, que por todos títulos les corresponden, que nombrasen un diputado para el congreso general, á fin de resolver el modo de conservar la Monarquía Española en estos dominios de Su Majestad el Sr. Don Fernando VII, si la España se pierde totalmente, hallándose hoy reducida al triste recinto de Cádiz y la isla de Leon, é igualmente concederle la franqueza de un comercio liberal de sus producciones, inclusa la del tabaco, y otras gracias para sus mayores adelantamientos y ventajas; deseoso ademas de evitar para siempre la efusion de sangre entre hermanos, parientes y paisanos, que tan felizmente hemos experimentado, asiento las siguientes :

Paz, union, etc.

1ª. Habrá desde hoy paz, union, entera confianza, franco y liberal comercio de todos los frutos de la provincia, incluso el tabaco, con las del Rio de la Plata, y particularmente con la capital de Buenos Aires.

Sobre eleccion de un diputado.

2ª. Respecto á que la falta de union que ha habido hasta ahora, consiste en que la provincia ignora el deplorable estado de la España, como el que las antenominadas Provincias del Rio de la Plata están ya unidas, y con obediencia á la capital, y que solo ella falta con su diputado, y la ciudad de Montevideo, podrán ir tres ó cuatro individuos, que ella misma nombre, á la insinuada capital á cerciorarse por sí mismos, para que instruida de la casi total pérdida de la España elija el diputado que le corresponde, se una y guarde el órden de dependencia determinado por la voluntad soberana.

Junta que se formará en la Asuncion.

3ª. Elegido el diputado deberá la ciudad de la Asuncion formar su junta, segun previene el reglamento de 10 de febrero último, que acompaño en la *Gaceta de Buenos Aires* del 14, siendo su presidente el gobernador D. Bernardo Velasco.

Devolucion de unos animales ó su equivalente.

4ª. Para que se cerciore mas la provincia del Paraguay de que no he venido á conquistarla, sino á auxiliarla ; sin embargo

1811.

de que nada se me ha dicho de los ganados que he conducido pertenecientes á aquellos vecinos, y de las caballadas que acaso se habrán perdido por mi ejército, tambien correspondientes á los mismos, me ofrezco á volver las mismas especies, ó su equivalente en dinero, segun convenio que celebremos.

Garantia para las familias.

5ª. Pido que no se siga perjuicio alguno á las familias de la dicha provincia, que siendo de la causa sagrada de la patria y del amado Fernando VII, han constituídose á vivir con el ejército auxiliador de mi mando, ni se les tendrá en ménos.

Libertad de los prisioneros.

6ª. Respecto á que los prisioneros hechos por Vmd. y en el Paraguarí, así oficiales como soldados, son verdaderos hijos de la patria y de sus defensores, lo que tanto interesa á la provincia del Paraguay, siendo la puerta Buenos Aires por donde puede ser invadida por los Franceses, pido que se les dé libertad para que vayan á sus regimientos, y se me entreguen las armas con el mismo fin.

Id. del parlamentario Warnes.

7ª. En atencion á que cesan ya todas las hostilidades, pido á Vmd. se ponga en libertad á mi oficial parlamentario D. Ignacio Warnes.

Y de los paisanos que se hallan en Borbon.

8ª. Que igual favor merezcan todos los paisanos que se hallan en Borbon y demas presidios por haber sido de la causa de la excma. junta de las Provincias del Rio de la Plata.

Vmd. se servirá resolver sobre cuanto dejo significado, y manifestarme su contestacion á donde juzgáre oportuno : miéntras, tengo el honor de ser con el mayor respeto su afectísimo servidor.

Manuel Belgrano.

Campamento de Tacuari, 10 de marzo de 1811.

PARTE SEGUNDO DEL GENERAL D. MANUEL BELGRANO Á LA EXCMA. JUNTA.

Excmo. Señor,

Estaba detenido en mi marcha por la habilitacion del tren y

1811.

Anuncio de que aguarda el resultado de la negociacion.

el paso de las carretas; pero con la carta que he recibido de Cabáñas ahora mismo, contestacion al núm. 1°, y acompaño con el núm. 2°, me he resuelto á esperar el resultado de mi negociacion: porque me ha mandado decir de palabra, que Velasco aprobó la capitulacion, que viene á Tacuarí, y que espera unirnos para que se concluya todo felizmente.

Le he contestado inmediatamente, segun la copia número 3°, para desengañarle del error en que estaba, de que amenazaba á la provincia, en la mia núm. 1° referido, cuando le doy la noticia de los sucesos de la Banda Septentrional.

Intenciones del gobernador Velasco en favor de la paz.

Este hombre angelical y digno de la estimacion de la patria está empeñado en concluir la guerra civil, y hace los mayores esfuerzos para conseguir sus justos intentos: al aprobarle el gobernador Velasco su conducta le dice, que son conformes sus intenciones, y que él es el gobernador del Paraguay, como ya se lo ha expuesto tantas veces, confiando todo en él.

Dios seguramente se vale de medios muy extraordinarios para darnos siempre glorias y triunfos en la causa sagrada que defendemos: y lo participo todo á Vuestra Excelencia, incluyéndole al mismo tiempo copia de la carta que he recibido de mi mayor general, y contestacion que le dí, por la buena disposicion que ella demuestra generalmente en nuestros hermanos para el ajuste de los tratados que tenemos pendientes, y que pasaré sin demora á la superior noticia de Vuestra Excelencia.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general de Candelaria, 18 de marzo de 1811.

Excmo. Señor,

MANUEL BELGRANO.

Excma. junta gubernativa de las Provincias del Rio de la Plata.

CARTA DEL MISMO

AL GENERAL D. MANUEL CABÃÑAS.

Número 1°.

Mi estimado paisano y Señor,

1811.

Reitera la expresion de sus sentimientos en favor de la paz.

Anoche tuve la satisfaccion de leer la apreciable de Vmd., fecha del mismo dia, que me entregó D. Félix Aldao; celebro mucho esté Vmd. satisfecho de mi modo de pensar, que jamas he alterado en el órden de mi vida, siempre que el motivo de mis operaciones haya sido la patria, ó los intereses y derechos de mi rey. Ya he dicho á Vmd. que haré cuanta especie de sacrificios sean necesarios por la paz y la union de estas provincias con las demas del Rio de la Plata : nada me importaria morir el dia que diese esta gloria á la patria : estoy seguro que el cañon, las campanas, el alborozo general de todos nuestros paisanos, y por último los votos al Dios de los ejércitos harian memorable, miéntras exista nuestra patria, un momento tan digno de las gracias del Cielo y de los elogios de los hombres. Vmd. no puede concebir cuál está mi corazon condolido de la sangre que tan desgraciadamente se ha derramado entre nosotros ; es muy preciosa la prenda que hemos perdido, y de que nuestra patria se ha de resentir por mucho tiempo : permita Vmd. que corresponda por mi parte á aliviar estos males, auxiliando á las viudas de mis hermanos los Paraguayos que han perecido en las acciones de Paraguarí y Tacuarí, con las cincuenta y ocho onzas de oro que remito por mano del portador D. Félix Aldao.

Triunfos obtenidos sobre Montevideo.

Miéntras Vmd. se preparaba á atacarme, nuestros hermanos de la Capilla Nueva de Mercédes y Soriano han sacudido el yugo de Montevideo ; á ellos se han seguido los del Arroyo de la China, Paysandú y hasta la Colonia, habiendo tomado en el primer punto cinco cañones, barriles de pólvora y fusiles : esto puede

1811.

probar la falsedad de los seis mil hombres traidos por Elío : pronto los nuestros se acercarán á las murallas de aquella plaza, y tambien verá el Paraguay la falsedad de que los Montevideanos iban á destruir la capital : la capital es invencible, y sujetará con las demas provincias, inclusa la del Paraguay, como yo lo espero, á todos los infames autores de la pérdida de nuestra tranquilidad, y que aspiran á que el amado Fernando se borre de nuestra memoria, haciéndonos jurar al vil, al detestable usurpador Napoleon. No me olvide Vmd., ni se olvide que su amigo está decidido á perecer ántes que ver á la patria envuelta en los grillos de la esclavitud. Conozco los sentimientos de Vmd. y le amo como al mejor de mis amigos.

Candelaria, 15 de marzo de 1811.

MANUEL BELGRANO.

CONTESTACION DEL GENERAL CABÁÑAS

AL GENERAL BELGRANO.

NÚMERO 2°.

Muy estimado dueño y señor mio : quedo recibido de su carta fecha 15 del corriente en que me repite los nobles sentimientos que le acompañan. Dios quiera fortalecerlo, y que tenga la gracia de ser el espíritu de nuestra conservacion pacífica.

Acusa recibo de una suma de dinero.

Quedo recibido de las cincuenta y ocho onzas que me remitió por mano de mi tio D. Félix Aldao, las que serán empleadas en los fines para que me dirige.

Pasa por alto una amenaza.

Sobre lo que me dice de los sucesos de las fronteras de Montevideo, y de la fuerza de la capital, y que subyugará todas las provincias, inclusa la del Paraguay, me atribuyo un no sé qué de amenaza que no quiero oir, y yo no lo quiero para eso, ni para eso lo quiero preservar sino para mucho bien.

Yo me hallo convenido con mi hermano Fr. Leal para que le

1811.

mande un peon para el transporte de la tropilla de haciendas que hace mas de un año que mandé á buscar. Si Vuestra Excelencia lo permite, pasarán dos á fin de que se facilite el transporte de dichas haciendas; los individuos se llaman José Antonio Córdova y su hermano Luciano. Espera merecer de Vuestra Excelencia este favor el todo suyo de corazon.

Tacuarí, 17 de marzo de 1811.

MANUEL CABÁÑAS.

ÚLTIMA CONTESTACION DEL GENERAL BELGRANO

AL GENERAL D. MANUEL CABÁÑAS.

NÚMERO 3º.

Aleja toda sospecha de amenazas.

Mi amado amigo: ¿ es posible que Vmd. haya creido que yo amenace la provincia que amo, la provincia por cuya felicidad aspiro, la provincia cuya union á las demas es el objeto de mis deseos y de mis tristes votos al Dios Todopoderoso? No he pensado jamas eso: lo que dije á Vmd. en la mia del 15, permítame que le suplique que la vuelva á leer, fué que la capital con las otras provincias, y tambien la del Paraguay, sujetarian á los autores de nuestras desgracias; no me crea Vmd. nunca capaz de sentimientos contrarios á los que ya le he manifestado: conózcame Vmd. por un hombre honrado, y por consiguiente con las circunstancias propias.

Á lo que limita su anhelo.

Pasen los dos peones que Vmd. quiere, y cuantos otros guste; por mi parte la comunicacion está franca, á ningun paisano mio del Paraguay, ni á cualquier otro habitante de la provincia le impediré que lleve lo que guste de estos lados: todo mi anhelo es la fraternidad, la mútua comunicacion, y el que se disipen hasta las sombras de celos entre todos los que tenemos la gloria de amar á nuestro rey desgraciado Fernando VII, y aspiramos á conservarle estos dominios libres de toda otra dominacion; quiero, mi amigo, la paz, la tranquilidad, el sosiego y nuestra

1811.

Sus verdaderos deseos

eterna union : mire Vmd. que los extranjeros nos asechan, y tratan de aumentar nuestras desgraciadas convulsiones para dominarnos. Remito á Vmd. cuatro botellas mas de aceite, y dos libras de aquilon gomado, que en esta misma hora recibo de Corriéntes, igualmente que su apreciable de ayer, á que contesto : repito una y mil veces que soy suyo, y que lo reconozco por el íris de paz que la patria admirará, y nuestro monarca atenderá, y el Dios de los ejércitos conservará, como se lo pido, para el bien general de estos dominios.

Cuartel general de Candelaria, 18 de marzo de 1811, á la una de la tarde.

MANUEL BELGRANO.

CARTA DEL MAYOR GENERAL D. JOSÉ MACHAIN
AL GENERAL D. MANUEL BELGRANO.

MI SEÑOR GENERAL,

Se manifiesta reconocido por el buen trato de Cabáñas

No tengo expresiones con que poder manifestar á Vuestra Excelencia el buen trato, agasajo y cariño con que estos señores nos tratan, y particularmente este señor general, á quien no hay género de atencion que no debamos, en términos que no creo podrémos nunca corresponder : esto ha llegado á tal punto, que esta mañana nos ha abrazado á todos en señal de union y fraternidad, que reinará en adelante entre las dos provincias, no dejando la menor duda de su sinceridad y bondad ; esta operacion la siguieron todos sus oficiales con la mayor alegría. Por nuestra parte, aseguro á Vuestra Excelencia que ha sido un acto que me ha enternecido, y creo que todos unánimes hemos jurado eterna esta union ; y solo confiamos en Vuestra Excelencia que hará por que se verifiquen unas ideas tan satisfactorias para todos, interin queda esperando este momento feliz su mas atento seguro servidor. Q. S. M. B.

JOSÉ MACHAIN.

Mi señor general D. Manuel Belgrano.

CONTESTACION

AL MAYOR GENERAL D. JOSÉ MACHAIN.

MI MAYOR GENERAL,

1811.
Se manifiesta favorable á la union del Paraguay con las demas provincias del Plata.

Vuestra Señoría conoce y sabe bien cuáles han sido siempre mis intenciones y sentimientos; por consiguiente, le creo capaz de comprender el alborozo de mi corazon, y cuál habrá sido mi complacencia al leer la suya que me ha entregado D. Antonio Tomas Yégros, á quien yo y mis oficiales hemos abrazado con la mayor cordialidad. Cuente Vuestra Señoría que haré cuanto sacrificio esté á mis alcances por la union de la provincia del Paraguay á las demas del Rio de la Plata; mi existencia misma la ofrezco por que se logre la fraternidad á que Vuestra Señoría sabe he aspirado, abandonando todas mis comodidades, y exponiéndome á cuanta especie de trabajos hemos sufrido. Reine la paz, y cierre yo los ojos dando á la patria este dia glorioso.

MANUEL BELGRANO.

OFICIO DE LA JUNTA PROVISIONAL DEL PARAGUAY

EN QUE DA PARTE Á LA DE BUENOS AIRES DE SU INSTALACION.

(Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires.*)

EXCMO. SEÑOR,

La soberanía radical rea de en el pueblo.

Cuando esta provincia opuso sus fuerzas á las que vinieron dirigidas de esa ciudad, no tuvo, ni podia tener otro objeto que su natural defensa. No es dudable que abolida ó deshecha la representacion del poder supremo, recae este, ó queda refundido naturalmente en toda la nacion. Cada pueblo se considera

1811.

entónces en cierto modo participante del atributo de la soberanía, y aun los ministros públicos han menester su consentimiento ó libre conformidad para el ejercicio de sus facultades. De este principio tan importante como fecundo en útiles consecuencias, y que, Vuestra Excelencia sin duda lo habrá reconocido, se deduce ciertamente que reasumiendo los pueblos sus derechos primitivos, se hallan todos en igual caso, y que igualmente corresponde á todos velar sobre su propia conservacion. Si en este estado se presentaba el consejo llamado de regencia no sin alguna apariencia de legitimidad, ¿ qué mucho es que hubiese pueblos que buscando una áncora de que asirse en la general borrasca que amenazaba, adoptasen diferentes sistemas de seguridad, sin oponerse al general de la nacion?

Recuperó la provincia sus derechos imprescriptibles.

Es verdad que esta idea para el mejor logro de su objeto podia haberse rectificado. La confederacion de esta provincia con las demas de nuestra América, y principalmente con las que comprendia la demarcacion del antiguo vireinato, debia ser de un interes mas inmediato, mas asequible, y por lo mismo mas natural, como de pueblos no solo de un mismo orígen, sino que por el enlace de particulares recíprocos intereses parecen destinados por la naturaleza misma á vivir y conservarse unidos. No faltaban verdaderos patriotas que deseasen esta dichosa union en términos justos y razonables; pero las grandes empresas requieren tiempo y combinacion, y el ascendiente del gobierno y desgraciadas circunstancias que ocurrieron por parte de esa y de esta ciudad, de que ya no conviene hacer memoria, la habian dificultado. Al fin las cosas de la provincia llegaron á tal estado que fué preciso que ella se resolviese seriamente á recobrar sus derechos usurpados, para salir de la antigua opresion en que se mantenia agravada con nuevos males de un régimen sin concierto, y para ponerse al mismo tiempo á cubierto del rigor de una nueva esclavitud de que se sentia amenazada.

No fueron precisos grandes esfuerzos para conseguirlo. Tres compañías de infantería y otras tres de artilleros, que en la noche del 14 de mayo último ocuparon el cuartel general y parque de artillería, bastaron para facilitarlo todo. El gober-

1811.

nador y sus adheridos hubieron de hacer alguna oposicion con mano tímida; pero presintiendo la intencion general, viendo la firmeza y resolucion de nuestras tropas, y que otras de la campaña podian venir en su auxilio, le fué preciso al dia siguiente acceder á cuanto se le exigió, luego que aquellas se presentaron en la plaza.

Convocacion de una junta general.

El principal objeto de ellas no era otro sino allanar el paso, para que reconociendo la provincia sus derechos, libre del influjo y poderío de sus opresores, deliberase francamente el partido que juzgase conveniente. Con este fin se convocó á una junta general, que se celebró felizmente, no solo con suficiente número de sus principales vecinos y de todas las corporaciones independientes, mas tambien con asistencia y voto de los diputados de las villas y poblaciones de esta jurisdiccion. En ella se creó la presente junta gubernativa, que ha sido reconocida generalmente, y se tomaron otras diferentes providencias, que su seguridad, el conocimiento íntimo y remedio de los males que padece y la conservacion de sus derechos han hecho necesarias é indispensables. De todas ellas, y de otros incidentes que antecedieron, instruirán á Vuestra Excelencia los autos de esta revolucion, que la actual junta, consiguiente al encargo de la provincia, tiene la satisfaccion de acompañar en testimonio.

Este ha sido el modo como ella por sí misma, y á esfuerzos de su propia resolucion, se ha constituido en libertad y en el pleno goce de sus derechos : pero se engañaria cualquiera que llegase á imaginar que su intencion habia sido entregarse al arbitrio ajeno, y hacer dependiente su suerte de otra voluntad. En tal caso nada mas habria adelantado, ni reportado otro fruto de su sacrificio que el cambiar unas cadenas por otras y mudar de amo. Vuestra Excelencia, ni ningun apreciador justo y equitativo extrañará, que en el estado á que han llegado los negocios de la nacion, sin poderse aun divisar el éxito que puedan tener, el pueblo del Paraguay desde ahora se muestre celoso de su naciente libertad, despues que ha tenido valor para recobrarla. Sabe muy bien que si la libertad puede á veces adquirirse, ó conquistarse, una vez perdida, no es igualmente fácil

volver á recuperarla. Ni esto es recelar que Vuestra Excelencia sea capaz de abrigar en su corazon intenciones ménos justas, ménos rectas y equitativas; muy léjos de esto, cuando la provincia no hace mas que sostener su libertad y sus derechos, se lisonjea esta junta que Vuestra Excelencia aplaudirá estos nobles sentimientos, considerando cuanto en favor de nuestra causa comun puede esperarse de un pueblo grande, que piensa y habla con esta franqueza y magnanimidad.

El Paraguay desea entrar en la confederacion.

La provincia del Paraguay, excmo. Señor, reconoce sus derechos, no pretende perjudicar aun levemente los de ningun pueblo, y tampoco se niega á todo lo que es regular y justo. Los autos mismos manifestarán á Vuestra Excelencia, que su voluntad decidida es unirse con esa ciudad y demas confederadas, no solo para conservar una recíproca amistad, buena armonía, comercio y correspondencia, sino tambien para formar una sociedad fundada en principios de justicia, de equidad y de igualdad. Á este fin ha nombrado ya su diputado, para que asista al congreso general de las provincias, suspendiendo, como desde luego queda aquí suspendido, hasta su celebracion y suprema decision, el reconocimiento de las cortes y consejo de regencia de España, y de toda otra cualquiera representacion de la autoridad suprema ó superior de la nacion, bajo las declaraciones siguientes:

La provincia se gobernará por sí misma.

Primera: que miéntras no se forme el congreso general, esta provincia se gobernará por sí misma, sin que la excma. junta de esa ciudad pueda disponer, ni ejercer jurisdiccion sobre su forma de gobierno, régimen, administracion, ni otra alguna causa correspondiente á ella. Segunda: que restablecido el comercio, dejará de cobrarse el peso de plata que anteriormente se exigia en esa ciudad, aunque á beneficio de otra, por cada tercio de yerba con nombre de sisa y arbitrio; respecto á que hallándose esta provincia como fronteriza á los Portugueses en urgente necesidad de mantener alguna tropa por las circunstancias del dia, y tambien de cubrir los presidios de las costas del rio contra la invasion de los infieles, aboliendo la insoportable pension de hacer los vecinos á su costa este servicio: es

1811. indispensable, á falta de otros recursos, cargar al ramo de la yerba aquel ú otro impuesto semejante. Tercera: que se extinguirá el estanco del tabaco, quedando de libre comercio como otros cualesquiera frutos y producciones de esta provincia; y que la partida de esta especie existente en la factoría de esta ciudad comprada con el dinero perteneciente á la real hacienda, se expenderá de cuenta de la misma provincia para el mantenimiento de su tropa, y de la que ha servido en la guerra pasada, y aun se halla mucha parte de ella sin pagarse. Cuarta: que cualquier reglamento, ó constitucion, que se dispusiese en dicho congreso general, no debera obligar á esta provincia hasta tanto se ratifique en junta plena y general de sus habitantes y moradores. Algunas otras providencias relativas al régimen interior han sido puramente provisionales hasta la disposicion del mismo congreso.

Prueba de adhesion á la confederacion.

Tal fué la voluntad y determinacion libre de dicha junta general explicada francamente, sin concurso de D. Bernardo de Velasco, ni individuos de su cabildo, que en justa precaucion de cualquier influencia contra la libertad de la patria por graves causas que precedieron, de que instruyen los mismos autos, se mantuvieron suspensos, y aun reclusos, y sin que á ella tampoco hubiesen asistido mas que cuatro ancianos españoles europeos. La provincia no podia dar una prueba mas positiva de sus sinceros deseos de accesion á la confederacion general, y de defender la causa comun del Sr. D. Fernando VII, y de la felicidad de todas las provincias, que tan heróicamente promueve Vuestra Excelencia. Podia aun decirse que en las presentes circunstancias ha hecho cuanto debia y estaba de su parte; pues aun siendo incalculables los daños que le ha ocasionado la pasada guerra civil, todo lo olvida, todo lo pospone por el amor del bien y prosperidad general. De Vuestra Excelencia pende ahora dar la última mano á esta grande obra, y aumentar el regocijo y contento general de todo este pueblo.

Así confia esta junta en la prudencia y moderacion que caracterizan á V. E., que habiendo sido su principal objeto, el mas importante, el mas urgente y necesario, la reunion de las

1811.

provincias, prestará su adhesion y conformidad á las modificaciones propuestas por esta del Paraguay, á fin de que uniéndose todas con los vínculos mas estrechos é indisolubles que exige el interes general, se proceda á cimentar el edificio de la felicidad comun, que es el de la libertad.

Medida defensiva en Corriéntes.

V. E. estaria ya anteriormente informado, que inmediatamente al buen suceso de nuestra revolucion, y aun ántes de celebrarse la junta general de la provincia, se evacuó la ciudad de Corriéntes por disposicion de nuestro interino gobierno asociado. Posteriormente hizo presente el comandante de aquella ciudad los temores que le acompañaban con la noticia de venir arribando y acercándose varios buques armados de Montevideo, solicitando se le mandase dar algun auxilio de la villa del Pilar. En su inteligencia, por órden de esta junta ha pasado á Corriéntes el comandante D. Blas José de Rójas con algunos fusileros y dos cañones de á 4, considerando ser bastante para impedir cualquier insulto en caso de intentarse algun desembarco, cuyo incidente ha creido tambien oportuno esta junta comunicarlo á V. E.

Dios guarde á V. E. muchos años.

Asuncion, y julio 20 de 1811.

FULGENCIO YÉGROS. — Doctor JOSÉ GASPAR DE FRANCIA. — PEDRO JUAN CABALLERO. — Doctor FRANCISCO BOGARIN. — FERNANDO DE LA MORA, *vocal secretario.*

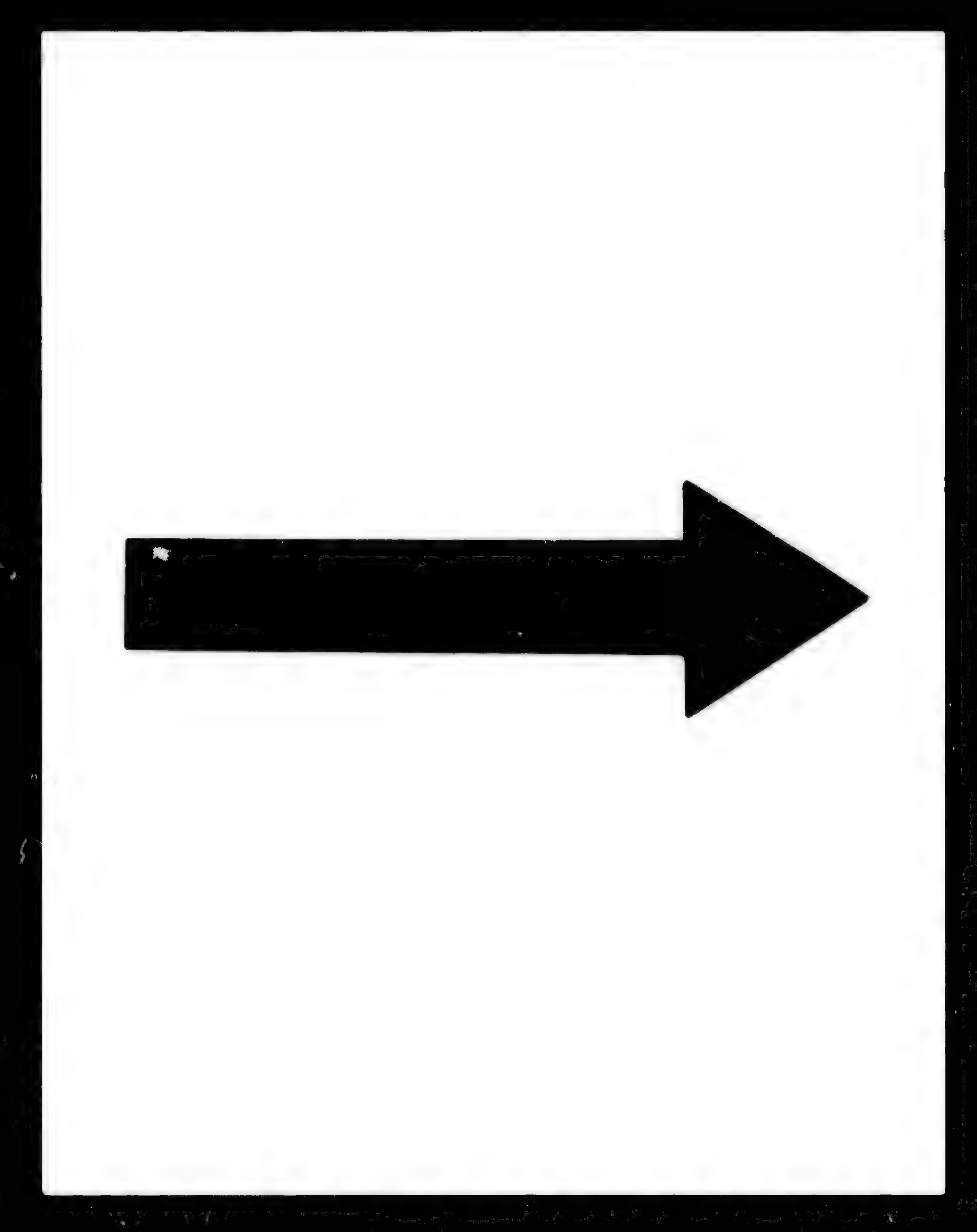
Excmo. Sr. presidente y vocales de la junta gubernativa del Rio de la Plata.

CIRCULAR DEL GOBERNADOR DEL PARAGUAY

SOBRE LA ACTITUD ASUMIDA POR SU PROVINCIA CON MOTIVO DE LOS SUCESOS DEL 25 DE MAYO DE 1810 EN BUENOS AIRES.

(Ms. original.)

El congreso general de esta provincia celebrado el 24 del



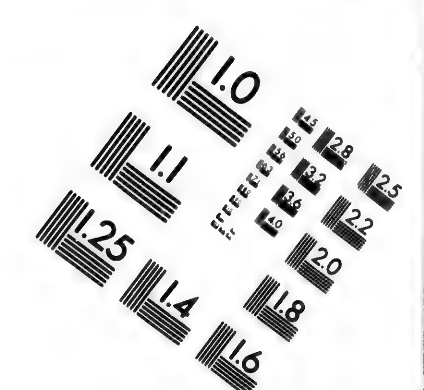
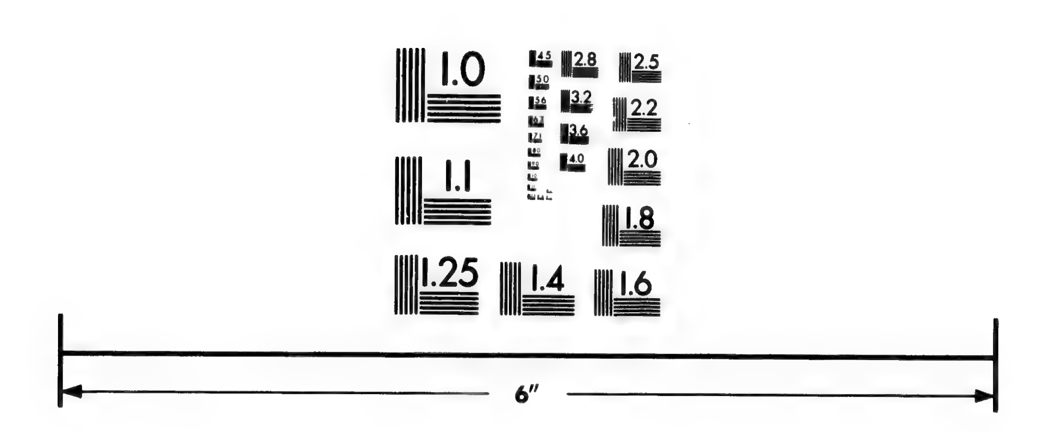


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)





1811.

Acuerdo unánime del congreso general.

corriente, de que dí á V. noticia con fecha 11 del mismo, ha acordado por unánime aclamacion de mas de doscientos vocales que asistieron á dicho congreso la resolucion del tenor siguiente:

Reconocimiento y jura del supremo consejo.

« Que inmediatamente y sin disolverse esta junta se proceda al reconocimiento y solemne jura del supremo consejo de regencia, legítimo representante de nuestro soberano el señor D. Fernando VII, respecto á que, segun los incontestables documentos que se han leido y tenido presentes, no puede dudarse de su legítima instalacion y reconocimiento por las provincias de España, naciones aliadas y hasta en este mismo continente.

Correspondencia con la junta provisional.

» Que se guarde armoniosa correspondencia y fraternal amistad con la junta provisional de Buenos Aires, suspendiendo todo reconocimiento de superioridad en ella, hasta tanto que Su Majestad resuelva lo que sea de su soberano agrado, en vista de los pliegos que la expresada junta provisional dice haber enviado con un oficial al gobierno soberano legítimamente establecido en España, y del parte que se dará por esta provincia.

Junta de guerra.

» Que en atencion á estarnos asechando la potencia vecina, segun manifiesta la misma junta, disponga nuestro gobernador y comandante general se forme á la mayor brevedad una junta de guerra para tratar y poner inmediatamente en ejecucion los medios que se adapten á la defensa de esta provincia, que en prueba de su fidelidal al rey está pronta á sacrificar las vidas y haciendas de sus habitantes por la conservacion de los dominios de Su Majestad.

Cuenta al consejo de regencia.

» Que se dé cuenta al supremo consejo de regencia, y se conteste á la junta provisional de Buenos Aires con arreglo á lo resuelto y acordado en esta acta, que el original se archivará para perpétua memoria, y la firmaron con S. S. los señores arriba expresados, y demas que formaron este respetable congreso, de que doy fe. »

Jura de este consejo.

Y habiéndose procedido en esta capital al reconocimiento y jura del expresado supremo consejo de regencia, conforme á lo resuelto, lo traslado á V., para que sin perder instante disponga se verifique con la solemnidad posible en los pueblos de ese

1811

departamento, arreglándose en las demas partes á la preinserta acta, dándose aviso á la mayor brevedad del recibo de esta y su cumplimiento, para ponerlo en noticia de S. S.

Dios guarde á V. muchos años.

Asuncion, 26 de julio de 1810.

Firmado: BERNARDO DE VELASCO.

Señor subdelegado del departamento de Yapeyú.

INSTRUCCIONES

DADAS AL GENERAL BELGRANO Y AL DR. ECHEVERRÍA EN SU MISION AL PARAGUAY, Y DOCUMENTOS DE REFERENCIA.

(Mss. originales.)

I.

Instrucciones que deberia observar el representante de este superior gobierno con la Asuncion del Paraguay (1).

Disipacion de todo resentimiento.

1° Procurará disipar con destreza todo resentimiento ú opinion poco favorable que haya podido engendrar el rompimiento pasado de ambas provincias sobre la sana intencion con que este gobierno trató de dispertar la provincia del Paraguay, para que reasumiendo sus santos derechos volviese sobre sí, y se pusiese en estado de no ser sacrificada á la suerte fatal que oprime á la España, ó á los derechos eventuales de la princesa Da. Joaquina Carlota de Borbon.

Compensacion de un sacrificio.

2° Protestará que si el éxito de la anterior campaña fué en todo favorable á las armas del Paraguay, el gobierno de Buenos Aires tiene por bien compensado el sacrificio que padecieron sus hijos con el feliz establecimiento del nuevo gobierno, y que

(1) Estas instrucciones, que faltan en el *Archivo general*, las hemos encontrado originales entre los papeles de D. Vicente Anastasio Echeverría, que su señor hijo tuvo la generosidad de franquearme. (*Historia de Belgrano*, por el general MITRE.)

1811.

colocadas ya ambas provincias sobre las bases de los mismos principios, la tierna memoria de la sangre inútilmente derramada será un doble motivo que las una mas estrechamente, para caminar con paso firme contra las intrigas y secretas negociaciones con que los antiguos mandatarios tratan de sostener una autoridad que no pueden ejercer con confianza de los pueblos, cuyos derechos se exponen á ser sacrificados al interes de su propia conservacion, como hubo ya de suceder á la provincia del Paraguay.

Insistencia sobre medidas de precaucion.

3º Insistirá en que toda medida de precaucion no estará de mas contra los peligros que amenazan á la provincia del Paraguay, siempre que descuide encontrar los progresos de aquella estudiada política que la corte del Brasil en su última contestacion ha manifestado entre otras proposiciones, que para no proteger y auxiliar activamente la plaza de Montevideo, ha de quedar mandando la provincia del Paraguay el depuesto gobernador Velasco; que este medio de conciliacion es un insulto contra los derechos de las provincias para hacer subrogar su gobierno bajo otra forma que disipase su justa desconfianza; que es un exceso del deber ó del derecho con que se considera una potencia mediadora, que no puede abrogarse la intervencion que no tiene para fijar reglas y temperamentos abiertamente destructivos de la seguridad que buscan los pueblos, aun con el pretexto de evitar la guerra civil, siendo ya muy de temer que estas medidas avanzadas sean consecuentes del sistema opresor con que camina la corte del Brasil á asegurar el interes de apoderarse de la Banda Oriental, y al que le sirve de insuperable escollo el establecimiento de una junta, en la que no tiene el influjo que apetece, y calcula encontrarlo en el gobierno depuesto.

Medio de contener al príncipe del Brasil.

4º Manifestará que el medio capaz de contener en sus límites al príncipe del Brasil no es ni puede ser otro que el que la provincia del Paraguay conforme su opinion, conducta y movimientos con el gobierno de Buenos Aires, para impedir que la plaza de Montevideo se liberte de la premura y asedio á que la tienen reducida nuestras tropas, pues el calculo político debe

1811.

prevenir el peligro de que dicho príncipe obre con todas ó la mayor parte de sus fuerzas contra la nuestra, y que, disipada esta, se apodere de la plaza de Montevideo, calculando despues atacar con ventaja á la provincia del Paraguay, á la que en aquel caso no podria absolutamente socorrer la capital de Buenos Aires.

Circunstancia indispensable.

5º Que para la consecucion de este plan, se hace indispensable que dicho príncipe sea reducido al estado de no poder obrar con superiores fuerzas contra las nuestras, lo que fácilmente podrá conseguirse, poniéndose en alarma la provincia, y amenazando los establecimientos portugueses que le son fronterizos, segun lo considere mas conveniente el gobierno paraguayo : inculcará con repeticion y con toda la posible energía sobre la ejecucion de este plan, cuya importancia es tal vez todo el interes que debe ocupar á aquel gobierno, sin exponerse á que los posteriores acontecimientos hagan llorar la inexperiencia y poca prevision con que debe recelar de las intenciones de un príncipe que, en la debilidad con que se reconoce, debe buscar los recursos á su seguridad y engrandecimiento en la decision de los pueblos y provincias cuya oposicion y fuerza espera allanar y disipar sucesiva y parcialmente.

Necesidad de fijar un centro de unidad.

6º Se insinuará con sagacidad y destreza sobre la gran necesidad que hay de alejar aquellos peligros; que la provincia del Paraguay debe quedar sujeta al gobierno de Buenos Aires, como lo están las Provincias Unidas, por exigirlo así el interes comun de todas; la necesidad de fijar un centro de unidad, sin el cual es muy difícil concertar planes, llevar las resoluciones por los efectos generales del bien comun; y finalmente, que las provincias empleen de consuno con prontitud y celeridad sus esfuerzos, sus sacrificios y su poder contra los enemigos exteriores que intentasen atacarlas; que esta sujecion dejará siempre intactos los derechos de la provincia en cuanto concierne á su interior administracion pública al igual de las demas, en las que el ejemplo del Paraguay pudiera ser un estímulo que las tentase á su separacion, ocasionando una disolucion política que debilitase á todas y las dejase expuestas á ser ocupadas del

1811.

primero que las atacase; que el vínculo solo de federacion no basta en una urgente necesidad en que nos hallamos de obrar con unidad y energía; que la mayor representacion y dignidad que hoy tiene el gobierno por la asociacion de los diputados, manifiesta tambien que la provincia del Paraguay, mantenida por solo el vínculo federativo, no contribuye por su parte de un modo condigno á satisfacer los grandes esfuerzos y sacrificios que las demas van á hacer por sus derechos y libertad; y que una vez que el interes sea uno é indivisible, la voluntad general de todas las provincias debe ser la ley superior que obligue al Paraguay á prestarse á una subordinacion sin la cual el sistema y los movimientos pudieran desconcertarse.

Union de ambos gobiernos bajo un sistema ofensivo.

7° Siempre que se conozca que el objeto del anterior artículo no se recibirá bien, ó que propuesto cause algunas contradicciones, se abandonará; y tratará el representante de unir ambos gobiernos bajo un sistema ofensivo contra todo enemigo que intentase atacar los respectivos territorios, dejando á su prudente arbitrio y al celo por el buen éxito de la empresa exigir y convenir las estipulaciones que fuesen mas oportunas á asegurar la garantía de ambos gobiernos, con la recíproca de los auxilios y todo género de recursos.

Prohibicion hecha al representante.

8° Se prohibe al representante que durante su tránsito por el territorio de este gobierno ó su permanencia en la ciudad de Corriéntes, pueda resolver, determinar, ó intervenir en los negocios que relativamente á cada pueblo conciernen á su interior administracion, ya porque dicha intervencion pudiera demorar su aproximacion á la capital del Paraguay, como porque estos objetos quedan bien servidos bajo la inmediata jurisdiccion de las autoridades territoriales con el influjo ulterior que en ellos tiene la superior de este gobierno.

Buenos Aires, 1° agosto de 1811.

CORNELIO DE SAAVEDRA. — DOMINGO MATEU. — JUAN DE ALAGON. — JUAN FRANCISCO TARRAGONA. — MANUEL MOLINA. — DR. JOSÉ GARCIA COSSIO, *secretario interino.*

II.

Reservado.

1811. Interpretacion de la mente del gobierno.

Del contexto de la adjunta copia en que se contrae este gobierno á la solucion de las proposiciones que le hace el del Paraguay, penetrará Vuestra Señoría el espíritu que la ha animado, y que si el sentido que arroja especialmente la contestacion de la proposicion cuarta induce á comprender favorablemente en toda su extension á los intereses de aquella provincia, en el concepto de Vuestra Señoría no debe suceder así.

Se recomienda la destreza en este asunto.

El gobierno del Paraguay, no penetrado aun de los verdaderos intereses que deben dar impulso á sus resoluciones, nos estrecha á la concesion de ventajas que, despues de no estar á los alcances de nuestras facultades, son puramente egoistas é interesadas, aprovechándose aun de las que reportó anteriormente. En su consecuencia se deja al discernimiento de Vuestra Señoría el que sin perder de vista los principios adoptados en la instruccion que le confirió la junta al tiempo de su mision, se maneje en este asunto de un modo diestro y con toda política, teniendo presente los intereses de nuestro territorio, y llevando por objeto principalmente el no despertar dudas ni desconfianzas entre los Paraguayos, capaces de refluir perjudicialmente en el grande interes fiado al celo y conocimiento de Vuestra Señoría. Todo lo cual me ordena este gobierno les prevenga para su inteligencia y manejo sucesivo.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 1° de octubre de 1811.

BERNARDINO RIVADAVIA.

Sres. representantes Don Manuel Belgrano y doctor Don Vicente Anastasio Echeverría.

III.

Ofrecimiento de cooperacion.

Este gobierno ha considerado las cuatro proposiciones de Vuestra Señoría como resultado de un libre y justo discerni-

1811.

miento de los derechos de los pueblos, y cree que jamas debe dudarse de los principios universales que fundan la cuarta proposicion. En esta virtud tiene por unos mismos principios y sentimientos los suyos y los de Vuestra Señoría; y estando acorde en ellos, no duda que se cooperará con toda la prontitud y eficacia que esté á su alcance contra los riesgos en que pueda hallarse la patria comprometida, tanto en esa provincia como en todas las unidas, de lo que á Vuestra Señoría se dará oportunamente parte. Se encarga muy especialmente á Vuestra Señoría el que acelere su comunicacion con los comisionados representantes D. Manuel Belgrano y Dr. Vicente Anastasio Echeverría. Á ello urge imperiosamente la faz política que presenta en el dia la Europa, pues á un juicio recto le demanda mas temores que esperanzas respecto de todas estas provincias. No permite el tiempo comunicar á Vuestra Señoría un manifiesto que ha adoptado la corte del Brasil que descubre de lleno todas las miras que sustancialmente se reducen á restablecer con mayor vigor el sistema colonial de toda la América Española bajo su dominacion.

Urgencia de acelerar la comunicacion con Belgrano y Echeverría.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 1º de octubre de 1811.

FELICIANO ANTONIO CHICLANA. — MANUEL DE SARRATEA. — JUAN JOSÉ PASSO. — BERNARDINO RIVADAVIA.

Señores presidente y vocales de la junta provincial del Paraguay.

Es copia : RIVADAVIA, *secretario*.

CARTA RESERVADA DEL VIREY ABASCAL A GOYENECHE.

HALLADA EN LAS CORRESPONDENCIAS INTERCEPTADAS.

(*Gaceta de Buenos Aires.*)

Que sean tratados con lenidad

Es muy conforme con mi modo de pensar el que se traten con toda lenidad y compasion á los habitantes de esas pro-

1811.

vincias que arrepentidos del crímen cometido en haberse unido á los revolucionarios, se acojan al salvoconducto que Vuestra Señoría les ha ofrecido, y al real indulto de la soberanía de las cortes; pero las cabezas, ó conocidamente infieles, como Rivero, Tristan, algunos regidores de la Paz, Cochabamba, Potosí, Chárcas y otros sugetos á quienes la necesidad ha obligado á una forzada sumision, aunque no se les juzgue con todo el rigor de las leyes, no deben quedar en esos países, y mucho ménos con cargo público; pues no solo serviria de un pésimo ejemplo, sino que en cualquier evento que considerasen favorable, no dejarian de aprovecharle para reincidir en el mismo delito: su perverso modo de pensar ha sido demasiadamente conocido y ratificado en sus pérfidos escritos; por nuestra natural y débil tendencia, es mucho mas difícil que el malo se convierta que dejar de prostituirse el bueno. Por estas razones y otras tan obvias que nos dirigen imperiosamente al camino de la prudencia, encargo á Vuestra Señoría me proponga sugetos de conocida probidad, inteligencia, fidelidad y entereza, que contemple á propósito para ocupar la presidencia de Chárcas y los gobiernos de la Paz, Cochabamba y Potosí, como asimismo las subdelegaciones que se hallan vacantes, ó deban vacar por delincuencia de los que las sirven. Esta dispensable providencia de justa precaucion, aunque no urge en el dia, ni hasta que se hayan pacificado las cuatro provincias alteradas, si Vuestra Señoría considera conveniente proveer en ellas sin pérdida de tiempo algun empleo de mando, puede ejecutarlo en personas de las cualidades referidas; y si puede ser que bajo de dichos principios recaiga la eleccion entre los jefes de ese ejército que se han distinguido, celebraré tener este motivo de darles pruebas del aprecio que merecen sus servicios.

Los que se acojan al indulto.

Excepciones.

Cualidades que deben tener ciertos funcionarios.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Lima, 9 de agosto de 1811.

José Abascal.

Sr. D. José Manuel de Goyeneche.

PRIMER OFICIO DEL VICE-ALMIRANTE M. DE COURCY

AL MARISCAL DE CAMPO ELÍO.

Á bordo del navío de S. M. B. el *Foudroyant*,
setiembre 5 de 1811.

EXCMO. SEÑOR,

1811.
Salutacion á la bandera

Tributando un profundo homenaje á Su Majestad Católica, y movido por sentimientos de la mejor volundad hácia el pueblo español, tengo el honor, como vice-almirante de Su Majestad Británica, y como comandante en jefe de sus fuerzas navales en la América del Sud, de saludar la bandera de Montevideo, y me contemplaré muy dichoso si Vuestra Excelencia al recibir esta muestra de mi carácter oficial, me informa que las desavenencias que por tan largo tiempo han reinado en el Rio de la Plata, han cesado ya : mas dichoso aun si puedo asegurar su entera conversion á la armonía.

Se impide el tráfico de armas entre la España y sus colonias.

Los principios que me dirigen emanan de Su Alteza Real el príncipe regente de la Gran Bretaña, que en su nombre y con consentimiento de Su Majestad Británica ha autorizado á su ministro en Cádiz para tratar acerca de las relaciones entre España y sus colonias, y que ha dado las órdenes mas positivas á los oficiales que mandan las fuerzas navales de Su Majestad en estos mares, para que impidan (como hasta aquí) todo tráfico de armas ó artículos prohibidos de guerra entre los mercantes ingleses y los habitantes de la América del Sud.

Pendiente una discusion de tanto interes, y hasta que se asegure su resultado, Su Alteza Real miraria la continuacion del bloqueo marítimo de Buenos Aires como un sistema injurioso á los vasallos de Su Majestad, ni querrá Su Alteza Real consentir sufra ninguna molestia su comercio hecho de un modo ordinario y de artículos inocentes.

Si Su Alteza Real prohibiese toda amistosa comunicacion

1811.

Neutralidad de la Gran Bretaña.

entre los vasallos de Su Majestad y aquel pueblo, el gabinete ingles podria considerarse que tomaba parte en la guerra entre España y sus colonias: decision incompatible con el carácter de mediacion con que se presenta el gobierno de Su Majestad por disposicion de Su Alteza; en este caso los Españoles americanos mirarian á los Ingleses como enemigos secretos, y podrian recurrir por socorros al enemigo comun.

¿Necesito yo acordar á Vuestra Excelencia como el comercio es la fuente de donde la Gran Bretaña ha sacado los medios que tiene de ayudar á la España contra las hostilidades de la Francia? Puede ser que el armamento que ahora esté empleado en el bloqueo de Buenos Aires se haya equipado en parte por las rentas que se derivan de él; ¿y podrá tal armamento obrar contra los medios mismos á que debe su fuerza?

Seguridad que pide para sus súbditos.

Pero me abstendré de insistir en un asunto tan claro con argumentos supérfluos. Vuestra Excelencia debe conocer cuanto yo pueda decirle. No me queda, pues, mas que pedir á Vuestra Excelencia me asegure que, hasta que se haga público el efecto de la mediacion inglesa en Cádiz, no se injuriarán ni se detendrán por los buques de Su Majestad Católica los vasallos de Su Majestad Británica que comercian en el Rio de la Plata.

Así sea yo el que tenga que dar tan satisfactoria noticia á Su Alteza Real el príncipe regente de la Gran Bretaña, y así tendré yo un verdadero placer en repetirme de Vuestra Excelencia

M. de Courcy.

CONTESTACION DEL MARISCAL ELÍO

AL OFICIO ANTECEDENTE DEL VICEALMIRANTE M. DE COURCY.

Excmo. Señor,

Le pregunta si tiene poderes de la regencia para tratar.

Por la carta de Vuestra Excelencia fecha de ayer me he enterado con gran satisfaccion de su llegada á este Rio, y de los sentimientos de homenaje con que saluda al pabellon español,

1811. que tengo la honra de sustentar, como virey de estas provincias, en nombre de Su Majestad Cátolica el señor D. Fernando VII, no siendo ménos grata y constante mi correspondencia hácia Su Majestad el rey de la Gran Bretaña, á quien tan dignamente representa Vuestra Excelencia en estas aguas.

Para poder contestar á Vuestra Excelencia sobre los demas puntos que abraza su citada carta, me precisa preguntarle si trae consigo alguna órden credencial de la regencia que en nombre del señor D. Fernando VII dirige el poder ejecutivo de España é Indias, con cuya autorizacion gobierno yo estos dominios; y sin la que faltaria á mi deber, si entrase á tratar ó convenir con Vuestra Excelencia cosa alguna en materias tan transcendentales.

Vuestra Excelencia aparece (si no he comprendido mal el sentido de su carta) como un mediador entre los intereses de la España y de la nacion británica en estos países; pero debe conocer que es indispensable para esto esté revestido de los poderes de ambas potencias: si Vuestra Excelencia carece de los del gobierno español, yo me haria reo en tratar y responder de mis operaciones y del cumplimiento de lo mas sagrado de las leyes con otra persona ó autoridad que la del gobierno, que en nombre de mi cautivo rey manda aquellos y estos dominios; mas si Vuestra Excelencia viene autorizado para ello por su gobierno, yo tendré la mayor satisfaccion en coadyuvar á la paz y tranquilidad, y á que prosperen los comercios español é ingles, como he procurado hacerlo por todos los medios que han estado en mi arbitrio; que espero se verán en breve realizadas mis intenciones á favor de una y otra nacion, quedando la España triunfante allá, y libre del cruel enemigo que ha procurado esclavizarla, y aquí la caterva de revoltosos que prevaliéndose de la enfermedad de su madre patria, han querido abandonarla en sus mayores conflictos.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Montevideo, 6 de setiembre de 1811. Excmo. Señor,

JAVIER ELÍO.

Excmo. señor vicealmirante M. de Courcy.

SEGUNDO OFICIO DEL VICEALMIRANTE AL MISMO.

Á bordo del navío de Su Majestad *Foudroyant*, en las aguas de Montevideo, 7 de setiembre de 1811.

EXCMO. SEÑOR,

1811.

Ya muy tarde anoche tuve el honor de recibir la que Vuestra Excelencia me dirigió en contestacion á la mia del dia anterior, y he tenido la mortificacion de advertir que, ó por alguna oscuridad en mis expresiones, ó por falta de exactitud en la traduccion, ha equivocado Vuestra Excelencia del todo mi verdadera representacion oficial.

No es mediador, sino oficial de la marina británica.

Yo no me presento con el carácter de mediador, ni se me debe mirar bajo un aspecto político : he entrado en el Rio de la Plata como un mero oficial de la marina británica, que ejecuta las órdenes de su príncipe, y con propósito decidido de impedir toda detencion de los vasallos comerciantes de Su Majestad Británica y su bandera de toda humillacion, y concebí que el medio para conseguir estos fines mas satisfactorio para Su Alteza Real, y mas decoroso para Vuestra Excelencia, dependeria de las instrucciones que Vuestra Excelencia con este motivo daria á los oficiales que mandan los buques de Su Majestad Católica; y aun todavía confío que Vuestra Excelencia tomará las medidas que el caso requiere.

Sobre el bloqueo de Buenos Aires.

Participaba á Vuestra Excelencia que el príncipe regente de la Gran Bretaña á nombre y de acuerdo con Su Majestad habia autorizado á su ministro en Cádiz para mediar entre España y sus colonias de la América del Sud : y añadia que Su Alteza Real no dejaria de mirar el continuado bloqueo de Buenos Aires (especialmente durante la existencia de la mediacion) como un sistema injurioso cuasi exclusivamente á los vasallos comerciantes de Su Majestad.

Los habitantes de Buenos Aires no pueden ser poderosos en

1811.

la guerra porque compren paños y cotonías inglesas, ó cualquiera otro artículo permitido é inocente, en que consiste su comercio, ni por ello pueden obstinarse contra su madre patria.

Prohibicion del comercio de artículos de contrabando.

Su Alteza Real el príncipe regente de la Gran Bretaña ha prohibido absolutamente todo comercio de artículos de contrabando de guerra entre los vasallos de Su Majestad y los habitantes de la América del Sud; pero yo no tengo autoridad para reconocer directa ni indirectamente cualquier forma de gobierno que los últimos hayan adoptado, ni tampoco debo yo juzgarlos: obro como oficial ingles, vindicando el honor de la bandera de mi soberano, y protegiendo el comercio de sus vasallos.

Renuevo mi peticion de que Vuestra Excelencia dé las órdenes convenientes, para evitar que los buques de Su Majestad Católica interrumpan ó detengan los comerciantes vasallos de Su Majestad Británica.

Á quien, como Vuestra Excelencia, respira lealtad, y aprecia debidamente la obediencia militar, apénas es necesario hacerle observar que las órdenes que he recibido de Su Alteza Real el príncipe regente de la Gran Bretaña deben ser obedecidas.

Tengo el honor de ser de Vuestra Excelencia con la mas alta consideracion, Excmo. Señor, humilde servidor.

M. DE COURCY.

CONTESTACION DEL MARISCAL ELÍO

AL OFICIO ANTECEDENTE DEL VICEALMIRANTE.

EXCMO. SEÑOR,

Insiste en no tratar con él, por falta de poderes.

En contestacion al oficio de Vuestra Excelencia que tuve la honra de recibir ayer, reproduzco cuanto dije en el mio de fecha del 6, reducido á preguntar á Vuestra Excelencia si viene autorizado por el gobierno español para tratar sobre los interesantes objetos de que habla en sus oficios; sin cuya circunstancia

1811.

Vuestra Excelencia debe comprender que no me es posible entrar en contestacion sobre ello. Permítame Vuestra Excelencia le diga que aun cuando me sobran razones para rebatir con gran ventaja en las cuestiones que suscita en sus citados oficios, me limitaré siempre á repetirle que semejantes materias deben discutirse de gabinete á gabinete ; Vuestra Excelencia de su gobierno y yo del mio debemos recibir el reglamento de nuestra conducta. Cualquiera otra discusion que no venga por estos precisos conductos, sobre ser infructuosa, no podrá ocasionar sino tropiezos, que Vuestra Excelencia y yo debemos evitar.

Son muy respetables, Señor Excmo., las leyes de los gobiernos para quererlas atropellar sin grandísimos motivos, y yo no quisiera ser jamas delincuente en materia de tanta consideracion.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Montevideo, 8 de setiembre de 1811. Excmo. Señor,

JAVIER ELÍO.

Excmo. Señor vicealmirante M. Courcy.

TERCER OFICIO DEL VICEALMIRANTE M. DE COURCY

AL MARISCAL ELÍO.

Navío de S. M. B. *Foudroyant*, en las aguas de Montevideo, 10 de setiembre de 1811.

EXCMO. SEÑOR,

Solo pretende la libre navegacion de los buques británicos.

La carta de Vuestra Excelencia fecha de ayer, en que expresa deseos de saber si he recibido alguna autorizacion del gobierno español para tratar sobre los puntos de que trata la mia del 5, acaba de llegar á mis manos; y no me detengo para contestar que no tengo ninguna autorizacion. Yo no me mezclo en ningunas medidas de España, sino en cuanto afectan los intereses

1811. de Inglaterra en el Rio de la Plata. Su Alteza Real el príncipe regente de la Gran Bretaña ha mandado que el comercio ordinario y de artículos inocentes de los vasallos de Su Majestad sea protegido. No se pide á Vuestra Excelencia su salvaguardia : pero sí se espera que no hallará detencion por los buques que están á las órdenes de Vuestra Excelencia.

El príncipe regente de la Gran Bretaña respeta al soberano de España, y desaprueba el tráfico de los artículos de contrabando de guerra entre los vasallos de Su Majestad Británica y los habitantes de la América Española.

Yo estimo mucho á Vuestra Excelencia, y amo á los Españoles ; ¿ pero no merecen alguna atencion los intereses de la Gran Bretaña ? Es mi deber velar sobre ellos.

Si los buques del universo, exceptuados los que pertenecen á los vasallos de Su Majestad Británica, se excluyen de la Plata, no me mezclo en ello : solo pretendo la navegacion libre de los últimos. El alto respeto que tengo á Vuestra Excelencia me impide el detenerme sobre la gran responsabilidad de arriesgar la desunion entre una porcion de los respectivos vasallos de Sus Majestades Británica y Católica.

Las órdenes de mi príncipe deben obedecerse. Hasta ahora no he dado ningunas instrucciones á los buques que componen mi escuadron. Aguardo la decision de Vuestra Excelencia. Deben adoptarse algunas medidas.

Me despido con la mayor consideracion. Tengo el honor de ser, etc. Excmo. Señor,

M. DE COURCY.

Excmo. Sr. D. Javier Elío, virey, etc., etc.

CONTESTACION DEL MARISCAL ELÍO

AL OFICIO ANTECEDENTE DEL VICEALMIRANTE.

Excmo. Señor,

1811.

Le contesta que sostendrá el bloqueo

Por la carta de Vuestra Excelencia fecha de ayer, que tengo el honor de recibir hoy por la mañana, quedo informado de que no tiene autorizacion alguna del gobierno español para tratar conmigo de un negocio, en el que nada ménos exige Vuestra Excelencia que el quebrantamiento de las leyes de Indias sostenidas hasta ahora por la nacion en toda su fuerza: Vuestra Excelencia quiere ademas que yo falte á las órdenes de mi corte; y siendo esto incompatible con mi empleo, me es forzoso reproducir á Vuestra Excelencia cuanto he tenido la honra de decirle en todas mis anteriores, á saber: que no puedo tratar sobre estas materias.

El establecimiento del bloqueo de los puertos sujetos á la revolucionaria junta de Buenos Aires por los buques de Su Majestad Católica existe mas de un año há. El gobierno británico y el español lo saben oficialmente; en ambos reina la mas estrecha y feliz union, y cuando aquel no ha exigido del español una deliberacion que haga cambiar este justo sistema, es una prueba clara de que no ha habido razones para ello; así es que el consejo de regencia, que me da órdenes con fecha de fines de junio último, no me manda innovar cosa alguna en mi sistema, en cuya virtud no puedo variar mis providencias.

Vuestra Excelencia tuvo el mes de noviembre del año pasado iguales pretensiones, y no se estimaron arregladas; las causas subsisten; así que los medios de defenderlas deben ser constantes.

Le pide aclaracion de un concepto.

El oficio de Vuestra Excelencia está concebido en términos oscuros, y yo quisiera me aclarase qué quieren decir las expresiones: « Las órdenes de mi príncipe deben obedecerse, aguardo la decision de Vuestra Excelencia, y deben resultar algunas

1811. medidas. » ¿ Esto es, ó no, una amenaza? Las órdenes del príncipe soberano de la Gran Bretaña las debe Vuestra Excelencia obedecer ; pero yo debo obedecer las del mio ; me precio de saberlas sustentar, y en este concepto, seguro de que Vuestra Excelencia jamas obtendrá de mí otra respuesta, Vuestra Excelencia mismo será responsable de estas medidas que piensa tomar.

Tengo el honor de ser con la mayor consideracion de Vuestra Excelencia, Excmo. Señor,

JAVIER ELÍO.

Montevideo, 11 de setiembre de 1811.

Excmo. Señor vicealmirante M. de Courcy.

CUARTO OFICIO DEL VICEALMIRANTE

AL MARISCAL ELÍO.

Á bordo del navío de S. M. B. *Foudroyant*, en las aguas de Montevideo, setiembre.

EXCMO. SEÑOR,

Sobre instrucciones para mediar.

Con la mejor voluntad, y sin la menor reserva contesto á las preguntas que Vuestra Excelencia se sirve hacerme en la carta que me dirigió ayer.

Me pregunta Vuestra Excelencia ¿ qué motivo puede haber para abandonar un bloqueo de que tienen noticia oficial los gobiernos de Inglaterra y España, y cuya revocacion ninguno de los dos ha exigido? — Respondo : que el ministro ingles en Cádiz ha recibido últimamente instrucciones del príncipe regente, en nombre y con anuencia del rey, para mediar entre España y sus colonias, y que hasta que el resultado de la propuesta mediacion se sepa, el gobierno ingles no consentirá la interrupcion de una amistosa correspondencia comercial entre

1811.

los vasallos de Su Majestad y los habitantes de la América Española.

Hasta aquí las circunstancias han variado, y es necesario añadir que, cuando en noviembre del año pasado intimé al general Vigodet que yo no podia sancionar la detencion de los buques ingleses en el Rio de la Plata, obraba en beneficio del gobierno británico, pero no á consecuencia de órdenes expresas.

Cuando Vuestra Excelencia llegó como virey, ví la cosa bajo otro aspecto. No habia creido necesario ceder á un gobernador de Montevideo, á lo que sin dificultad condescendí con un virey de la provincia.

Resistirá á toda tentativa de interrupcion de comunicaciones con la América del Sur.

Á la insinuacion sobre qué medidas tomaré al saber su determinacion, respondo: que como el gobierno ingles no consentirá que se interrumpa la comunicacion con la América Española, hasta que se sepa el resultado de su mediacion (medida necesaria para hacer posible y aun practicable sus amistosos oficios), toda tentativa para interrumpirla debe resistirse por los buques de Su Majestad. Ninguna amenaza hay en esto: pero yo puedo sentir infinito las consecuencias que pudieran seguirse.

Como Vuestra Excelencia dice que el gobierno español sanciona el bloqueo marítimo de Buenos Aires, dejo de pedir su abandono; pero espero que Vuestra Excelencia hará que se suspenda (á lo ménos por lo que respecta á los intereses ingleses), hasta que se sepa el resultado de la mediacion en Cádiz.

Tengo el honor, etc. M. DE COURCY.

CONTESTACION DEL GENERAL ELÍO

AL ANTECEDENTE OFICIO.

EXCMO. SEÑOR,

Confirma sus anteriores contestaciones.

Tengo la honra de acusar á Vuestra Excelencia recibo de su carta fecha de ayer, á que contesto, remitiéndome enteramente

1811. á lo que en mis anteriores tengo dicho repetidas veces á Vuestra Excelencia.

Si no está en mi deber el alzamiento del bloqueo de los puertos sujetos á la junta de Buenos Aires, lo está el causar las ménos extorsiones posibles á los individuos y propiedades inglesas: algunos barcos ha sido preciso detener por algun tiempo, pero hasta ahora no se les ha secuestrado por mí el importe de un real, y eso que los individuos comerciantes ingleses han causado grandes males á la legítima causa española, vendiendo buques y botes á la junta, que actualmente están hostilizando las armas del rey de España.

Desde mi ingreso al mando que ejerzo, he dado pruebas á la América y al mundo entero que nada apetezco mas que la paz y la prosperidad de los habitantes de este territorio: actualmente estoy negociando á este fin, siguiendo los sentimientos de mi corazon y las miras benéficas y paternales del gobierno español; si no se logran por este medio, esté Vuestra Excelencia tan seguro de que consiste en la ambicion y maldades de los facciosos, como de que la España triunfante del enemigo comun no permitirá queden la razon y la virtud esclavas de la ambicion é inmoralidad.

De todos modos Vuestra Excelencia debe estar seguro que emplearé con respecto á los individuos é intereses pertenecientes á la generosa nacion inglesa, todas cuantas consideraciones me sean posibles, como lo he ejecutado hasta ahora.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Montevideo, setiembre de 1811. Excmo. Señor,

JAVIER ELÍO.

Excmo. Señor M. de Courcy.

EXTRACTO DE LA *GACETA DE BUENOS AIRES*.

Buenos Aires, 3 de octubre de 1811.

1811.

Recepcion de unos pliegos.

Se han recibido hoy dia de la fecha los siguientes pliegos de los enviados por este gobierno á aquella provincia, acompañando los que se les habian dirigido por la junta de la Asuncion, y los alcanzaron en Corriéntes. La inalterable alianza y union que ha principiado ya á restablecerse tan felizmente entre nosotros y los valerosos Paraguayos sobre los verdaderos principios de justicia que teníamos proclamados, y hemos sostenido con generosidad, si allí se ha anunciado con el mayor júbilo, no debe ser ménos importante y satisfactoria para Buenos Aires en los presentes momentos de nuestra constitucion ; al mismo tiempo que deben desesperar á nuestros enemigos en el inasequible proyecto de desunir con imposturas unos pueblos cuyos intereses y relaciones tienen entre sí la mas íntima dependencia en la mas sagrada de las causas.

OFICIO DE LOS DIPUTADOS Á LA JUNTA.

Excmo. Señor.

Anuncian que partirán para la Asuncion.

Son las doce y media del dia, hora en que acabamos de recibir de la junta del Paraguay la contestacion de que incluimos á Vuestra Excelencia copia certificada. El bando y carta adjuntos los remitimos en los propios términos que se nos han dirigido, para no perder un solo momento en dar á Vuestra Excelencia noticia tan lisonjera. Mañana partimos por el paso de Itatí á la ciudad de la Asuncion, inflamados del mas ardiente deseo de terminar felizmente los negocios de nuestra comision, en cuyo obsequio no perderémos diligencia ni fatiga alguna. Felicitamos á Vuestra Excelencia por el prospecto favorable que ya en este

1811. estado presenta el asunto; y esperamos fundadamente que el éxito definitivo corresponderá á las intenciones de Vuestra Excelencia y á los intereses generales de la causa comun.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Corriéntes, setiembre 23 de 1811.

Excmo. Señor,

MANUEL BELGRANO. — VICENTE ANASTASIO DE ECHEVERRÍA.

Excma. junta gubernativa de las Provincias del Rio de la Plata.

OFICIO DE LA JUNTA DEL PARAGUAY Á LOS DIPUTADOS.

Órdenes de la junta á ese respecto.

La contestacion que Vuestras Señorías nos citan, y ha dado á esta junta la excma. de Buenos Aires, corresponde á su carácter de justicia y moderacion en el reconocimiento de nuestra independencia. Pueden Vuestras Señorías proseguir su marcha desde luego á esta ciudad, como á un pueblo hermano y aliado para la comun causa, á cuyo fin damos las órdenes necesarias al comandante de la Villa del Pílar, al de urbanos D. Roque Antonio Fleitas, para que pasen á encontrar á Vuestras Señorías en la costa del Paraná, y aun á Corriéntes, si las circunstancias dan lugar, con el objeto de indicar y acordar con Vuestras Señorías la ruta mas oportuna, y nos será de mucha complacencia, si logran ocasion de proporcionar á Vuestras Señorías los auxilios necesarios para esta jornada.

Dios guarde á Vuestras Señorías muchos años.

Asuncion, y setiembre 18 de 1811.

Excmo. Señor,

FULGENCIO YÉGROS. — DR. JOSÉ GASPAR DE FRANCIA. — PEDRO JUAN CABALLERO. — FERNANDO DE LA MORA, *vocal secretario*.

SS. representantes D. Manuel Belgrano y D. Vicente Anastasio de Echeverría.

Es copia: PEDRO FELICIANO DE CAVIA, *secretario*.

BANDO PUBLICADO EN LA ASUNCION DEL PARAGUAY.

LA JUNTA SUPERIOR GUBERNATIVA DE ESTAS PROVINCIAS Á TODOS SUS HABITANTES.

1811.

Feliz éxito de las negociaciones.

Desde que un momento dichoso rompió las cadenas con que vivíamos aprisionados, y nos puso en estado de preparar la senda que con la confederacion á las demas provincias de nuestro vasto continente debia conducirnos ciertamente á la felicidad, ha sido el objeto del mayor interes y de expectacion pública el éxito de nuestra union y de nuestras negociaciones políticas con la ciudad de Buenos Aires. El resultado ha sido tan feliz y tan honroso para una y otra provincia, que sería difícil decir á cuál de las dos corresponde la mayor gloria. La suerte nos habia deparado unos tiempos de tribulacion y amargura, si con un esfuerzo heróico, cuyos elogios resuenan en todas partes, no nos hubiésemos restituido al goce de nuestros derechos, saliendo del abismo en que nuestros rivales nos tenian sumidos. De un solo golpe recobramos nuestro lugar entre las provincias de la nacion de cuyo número se nos queria borrar. Desconcertamos tambien la liga funesta formada contra nuestros hermanos de Buenos Aires, y estableciendo los principios de nuestra libertad civil, empezamos á tomar arbitrios, y á proveernos de recursos para reparar nuestras pérdidas, consultar nuestra seguridad, y preparar las semillas de nuestra prosperidad. De esta conformidad hemos echado los cimientos de un verdadero crédito público, y hemos criado á la faz del mundo una provincia nueva en cierto modo.

Sentido en que contestó la junta de Buenos Aires.

Un plan tan bien combinado no podia dejar de tener aceptacion, y tambien admiradores. La junta de Buenos Aires, ese ilustrado tribunal, domicilio de la prudencia, habiendo sido instruido de las demostraciones de nuestra provincia, nos ha contestado en unos términos que justificarán su conducta en los presentes y futuros tiempos. Despues de aplaudir nuestra generosa resolucion en el cobro y restauracion de nuestra libertad, se contrae á sincerar su procedimiento en sus expediciones

1811. militares, dirigidas únicamente á hacer conocer á los pueblos sus mas preciosos derechos, á ministrarles fuerzas proporcionadas para reunirse y para hacer respetar la voluntad de ellos contra los importantes conatos de la tiranía y de las pérfidas intenciones de los antiguos mandatarios, que pretendian esclavizarlos, para perpetuarse en el goce de una autoridad indebida, que naturalmente habia caducado por precisa consecuencia de la extincion del poder supremo. Nos protesta igualmente que nada ha distado tanto de las intenciones de aquella ciudad, y de su junta provisional, como la ambicion de dominar á los demas pueblos; y que sus vocales asociados con los diputados de los pueblos unidos solamente han extendido á ellos su jurisdiccion, así como los mismos diputados mandan y gobiernan tambien al pueblo de Buenos Aires en consorcio de aquellos.

Sobre ratificacion de las leyes.

De aquí mismo concluye, que aunque deseaba firmemente que el diputado de esta ciudad de la Asuncion fuese á tomar parte en el gobierno provisorio, pero que no obstante, si era voluntad de la provincia el gobernarse por sí misma, y con independencia de la junta provisional de Buenos Aires, no se opondria á ello con tal que estuviésemos unidos, y obrásemos de conformidad para defendernos de cualquiera agresion exterior, combinando nuestras fuerzas segun lo exijan la necesidad y la conveniencia general. Nos ofrece tambien una generosa y liberal transaccion por medio de sus representantes enviados cerca de esta junta con respecto á las haciendas de la factoría y ramo de sisa y arbitrios aplicados á esta provincia; haciendo últimamente presente, que en órden á la condicion de ratificarse por este el régimen que se dispusiese en el congreso general, no se hallaba la junta de Buenos Aires autorizada para sancionar este punto, por no deber preceptuar al congreso general, ni prevenir sus deliberaciones; y que en esta conformidad podia esta provincia dar á sus diputados las instrucciones que estimase convenientes, como lo habian hecho las demas que lo tenian nombrado, respecto á que en el propio supremo congreso debia ventilarse la cuestion, si las leyes establecidas por los diputados de los pueblos

deben ó no ratificarse por ellos mismos en sus asambleas.

1811.

Independencia civil del Paraguay.

Con asombro habrán recibido los enemigos de nuestro reposo la noticia de tan justa y magnánima resolucion. Ella nos atrae el respeto debido de un pueblo libre, confirma la alta reputacion que nos hemos adquirido, y desvanecerá la esperanza de los que por sus fines particulares desean conservar nuestra desunion, soplando el fuego de la discordia. Efectivamente la junta de Buenos Aires tampoco ha puesto el menor reparo en cuanto á las demas deliberaciones tomadas por nuestra provincia respectivamente á su forma de gobierno, oficios y régimen interior; porque esto era un consiguiente á la recíproca independencia civil y á la igualdad de derechos que establece, cuando reconoce y supone que el pueblo solo de Buenos Aires sin el concurso del diputado del Paraguay no puede mandar á esta provincia; pero no por eso pretende que nuestro diputado tenga precision de incorporarse desde luego en aquella junta. De otra suerte no dejaria á la voluntad de esta provincia el gobernarse por sí misma, y con absoluta independencia de aquel gobierno provisorio; porque sin duda considera, y muy justamente, que la institucion propia y natural de los diputados se dirige solamente al objeto de formar el nuevo supremo tribunal ó congreso general de las provincias.

Alerta á los ciudadanos paraguayos.

Así queda ya decidida nuestra suerte, y afianzada nuestra libertad é independencia. Si Buenos Aires dando al mundo con este acto un testimonio público de justicia y moderacion, se hace mas digno de nuestro afecto y cordialidad; nuestra patria se corona de nueva gloria, y adquiere nuevos derechos á la admiracion. Ciudadanos del Paraguay, sois todos libres, y la junta participando al público esta lisonjera noticia, os congratula por este suceso, á que era acreedor vuestro esfuerzo y vuestro valor. No se escuche de hoy adelante entre nosotros otra voz que la de la union y la libertad. No se reconozcan otras relaciones que las que se dirigen á afirmar nuestros comunes derechos. No deis oidos á las pérfidas y falsas voces de los que intentan seduciros, induciéndoos á la desconfianza por su sórdida ambicion, y por volvernos al yugo tirano de una ignomi-

1811.

niosa esclavitud, queriendo hacer igual la virtud con el crímen. Revestidos del noble orgullo de hombres libres, reunámonos en una conformidad de voluntades; formemos un cuerpo, una masa para aniquilar la tiranía. La posteridad mas remota aplaudirá vuestra constancia; os mirará como á vindicadores de la humanidad envilecida por el despotismo, y grabará sobre vuestros sepulcros el símbolo de la libertad.

Deberes de la junta.

Por lo demas, dejad á la junta el cuidado de sostener vuestros derechos. Ella los conservará como un sagrado depósito, y nadie los perjudicará, ni los atacará impunemente. Cuidará tambien de llevar á efecto todas las disposiciones de nuestra provincia, segun se presenten las circunstancias, y sus atenciones infinitas se lo permitan. Ya habeis visto que el pueblo de Buenos Aires no quiere subyugar ó dominar al del Paraguay, ni ingerirse en su gobierno, régimen ó administracion política, sino solamente vivir con nosotros en una verdadera fraternidad de sentimientos para nuestra defensa comun y la felicidad general, que es lo mismo que habia decretado nuestra provincia Desechad desde ahora todo motivo de aprehension; y pues que hemos manifestado el regocijo que nos causarán feliz y gustosa reconciliacion con repetidas salvas de artillería y repique general de campanas, asistirémos todos mañana con las corporaciones de la ciudad á rendir obsequioso culto y dar gracias al Todopoderoso por el mismo acontecimiento en una misa solemne, que se celebrará á este fin. Ademas manda la junta que esta noche y la de mañana se iluminen generalmente todas las calles de esta ciudad. Y para que llegue á noticia de todos, se publicará por bando en la forma acostumbrada, y sacándose los testimonios convenientes, se fijarán los ejemplares en los lugares de estilo, y se remitirán á las villas y poblaciones, circulándose al propio tiempo á los partidos de esta jurisdiccion.

Hecho en esta ciudad de la Asuncion, capital de la provincia del Paraguay, á 14 de setiembre de 1811.

Fulgencio Yégros. — Dr. José Gaspar de Francia. — Pedro Juan Caballero. — Fernando de la Mora, *vocal secretario*.

1811.

Publicacion del bando anterior.

En la Asuncion del Paraguay en el expresado dia, mes y año, yo el escribano de gobierno salí del cuartel general de esta plaza acompañado de un piquete de soldados, sarjentos, pífanos y tambores, haciendo cabeza el teniente de la compañía de granaderos D. Mariano del Pilar Mallada, y en los parajes públicos y acostumbrados hice publicar el bando antecedente por voz del mulato Miguel Maíz, que hizo de pregonero; lo que pongo por diligencia para que conste, y de ello doy fe. — RUIZ.

Concuerda este testimonio con el bando original de su tenor y diligencia de su publicacion, á que me retiero; y en virtud de lo mandado por los señores presidente y vocales de la superior junta gubernativa de esta provincia, signo y firmo el presente en la Asuncion, á quince del expresado mes y año.

En testimonio de verdad: JACINTO RUIZ,
Escribano público y de gobierno.

CONVENCION

ENTRE LAS EXCMAS. JUNTAS GUBERNATIVAS DE BUENOS AIRES Y DEL PARAGUAY.

Consideraciones preliminares.

Los infrascritos, presidente y vocales de la junta de esta ciudad de la Asuncion del Paraguay, y los representantes de la excma. junta establecida en Buenos Aires, y asociada de diputados del Rio de la Plata, habiendo sido enviados con plenos poderes con el objeto de acordar las providencias convenientes á la union y comun felicidad de ambas provincias, y demas confederadas, y á consolidar el sistema de nuestra regeneracion política, teniendo al mismo tiempo presente las comunicaciones hechas por parte de esta dicha provincia del Paraguay en 20 de julio último á la citada excma. junta, y las ideas benéficas y

1811.

liberales que animan á esta, conducida siempre de sus constantes principios de justicia, de equidad y de igualdad, manifestados en su contestacion oficial de veinte y ocho de agosto siguiente; hemos convenido y concordado, despues de una detenida reflexion, en los artículos siguientes.

Abolicion del estanco del tabaco.

ART. I. Hallándose esta provincia del Paraguay en urgente necesidad de auxilios para mantener una fuerza efectiva y respetable para su seguridad, y para poder rechazar y hacer frente á las maquinaciones de todo enemigo interior ó exterior de nuestro sistema, convenimos unánimemente en que el tabaco de real hacienda existente en esta misma provincia se venda de cuenta de ella, y sus productos se inviertan en aquel sagrado objeto, ú otro de su analogía, al prudente arbitrio de la propia junta de esta ciudad de la Asuncion, quedando, como efectivamente queda extinguido, el estanco de esta especie, y consiguientemente de libre comercio para lo sucesivo.

Cobro del peso de sisa y arbitrio.

ART. II. Que asimismo el peso de sisa y arbitrio, que anteriormente se pagaba en la ciudad de Buenos Aires por cada tercio de yerba que se extraía de esta provincia del Paraguay, se cobre en adelante en esta misma ciudad de la Asuncion con aplicacion precisa á los mismos objetos indicados: y para que esta determinacion tenga en adelante el debido efecto, se harán oportunamente las prevenciones convenientes, en la inteligencia de que, sin perjuicio de los derechos de esta provincia del Paraguay, podrá para los mismos fines establecerse por la excma. junta algun moderado impuesto á la introduccion de sus frutos en Buenos Aires, siempre que una urgente necesidad lo exija.

Sobre el cobro de alcabala.

ART. III. Considerando que, á mas de ser regular y justo que el derecho de alcabalas se satisfaga en el lugar de la venta donde se adeuda, no se cobre en esta provincia del Paraguay alcabala alguna del expendio que en la de Buenos Aires ha de hacerse de los efectos ó frutos que se exportasen de esta de la Asuncion. Tampoco en lo sucesivo se cobrará anticipadamente alcabala alguna en dicha ciudad de Buenos Aires y demas de su comprension, por razon de las ventas que en esta del Paraguay

1811.

deben efectuarse de cualesquiera efectos que se conducen ó se remiten á ella, entendiéndose con la calidad de que, sin perjuicio de los derechos de esta provincia, podrá arreglarse este punto en el congreso.

Statu quo en el partido de Pedro González.

ART. IV. Á fin de precaver en cuanto sea posible toda desavenencia entre los moradores de una y otra provincia, con motivo de la diferencia ocurrida sobre la pertenencia del partido nombrado de *Pedro González*, que se halla situado de esta banda del Paraná, continuará por ahora en la misma forma que actualmente se halla, en cuya virtud se encargará al cura de las Ensenádas de la ciudad de Corriéntes no haga novedad alguna, ni se ingiera en lo espiritual de dicho partido, en la inteligencia de que en Buenos Aires se acordará con el ilmo. señor obispo lo conveniente al cumplimiento de esta disposicion interina, hasta tanto que con mas conocimiento se establezca en el congreso general la demarcacion fija de ambas provincias hácia ese costado, debiendo en lo demas quedar tambien por ahora los límites de esta provincia del Paraguay en la forma en que actualmente se hallan, encargándose consiguientemente su gobierno de custodiar el departamento de Candelaria.

Paz, amistad, auxilios, etc.

ART. V. Por consecuencia de la independencia en que queda esta provincia del Paraguay de la de Buenos Aires, conforme á lo convenido en la citada contestacion oficial de 28 de agosto último, tampoco la mencionada excma. junta pondrá reparo en el cumplimiento y ejecucion de las demas deliberaciones tomadas por esta del Paraguay en junta general, conforme á las declaraciones del presente tratado : y bajo de estos artículos, deseando ambas partes contratantes estrechar mas y mas los vínculos y empeños que unen y deben unir ambas provincias en una federacion y alianza indisoluble, se obliga cada una por la suya no solo á conservar y cultivar una sincera, sólida y perpétua amistad, sino tambien á auxiliarse y cooperar mutua y eficazmente con todo género de auxilios, segun permitan las circunstancias de cada una, toda vez que los demande el sagrado fin de aniquilar y destruir cualquier enemigo que intente oponerse á los progresos de nuestra justa causa y comun libertad.

1811.

En fe de todo lo cual, con las mas sinceras protestas de que estos estrechos vínculos unirán siempre en dulce confraternidad á esta provincia del Paraguay y las demas del Rio de la Plata, haciendo á este efecto entrega de los poderes insinuados, firmamos esta acta por duplicado con los respectivos secretarios, para que cada parte conserve la suya á los fines consiguientes.

Fecha en esta ciudad de la Asuncion del Paraguay, á doce de octubre de mil ochocientos once.

FULGENCIO YÉDROS. — DR. JOSÉ GASPAR DE FRANCIA. — MANUEL BELGRANO. — PEDRO JUAN CABALLERO. — DR. VICENTE ECHEVERRÍA.
FERNANDO DE LA MORA, *vocal secretario.* — PEDRO FELICIANO DE CAVIA, *secretario.*

TRATADO DE PACIFICACION

ENTRE LA EXCMA. JUNTA EJECUTIVA DE BUENOS AIRES Y EL EXCMO. SEÑOR VIREY D. FRANCISCO JAVIER ELÍO (1).

Consideracion preliminar.

La excma. junta de Buenos Aires y el excmo. señor D. Francisco Javier Elío, deseando terminar las desagradables diferencias ocurridas en estas provincias, han conferido sus plenos poderes, la referida excma. junta al señor D. José Julian Pérez, y Su Excelencia el señor virey á los señores D. José Acevedo y D. Antonio Gárfias, para que arreglen el correspondiente tratado : quienes, despues de canjear debidamente sus expresados respectivos poderes, han convenido en los artículos siguientes :

(1) La *Gaceta* ministerial de Buenos Aires de 1811, de donde el *Registro diplomático* tomó este tratado, lo publicó con la fecha equivocada de 21 de julio ; nosotros lo tomamos del original, cuya fecha es 20 de octubre. El *Registro* ha omitido tambien la ratificacion de Buenos Aires.

1811.

Fernando VII, único soberano.

ART. I. Ambas partes contratantes, á nombre de todos los habitantes sujetos á su mando, protestan solemnemente á la faz del universo, que no reconocen ni reconocerán jamas otro soberano que al señor D. Fernando VII, y sus legítimos sucesores y descendientes.

Reconocimiento de la unidad indivisible de la nacion española.

ART. II. Sin embargo de considerarse la excma. junta sin las facultades necesarias en su actual estado, y que en consecuencia debe reservarse para la deliberacion del congreso general de las provincias, que está para reunirse, la determinacion sobre el grave é importante asunto del reconocimiento de las cortes generales y extraordinarias de la Monarquía, se declara con todo, que el dicho gobierno reconoce la unidad indivisible de la nacion española, de la cual forman parte integrante las Provincias del Rio de la Plata en union con la Península, y con las demas partes de América, que no tiene otro soberano que el señor D. Fernando VII.

Sobre remision de recursos á España.

ART. III. Persuadido firmemente el gobierno de Buenos Aires de la justicia y necesidad de auxiliar y sostener á la madre patria en la santa guerra que con tanto teson y gloria hace al usurpador de la Europa, conviene gustosísimo en procurar remitir á España á la mayor brevedad todos los socorros pecuniarios que permita el presente estado de las rentas, y los que el gobierno propenderá con las mas eficaces providencias é insinuaciones.

Manifiesto dirigido á las cortes.

ART. IV. En demostracion de la sinceridad de sus sentimientos y principios, el gobierno de Buenos Aires ofrece dirigir prontamente un manifiesto á las cortes, explicando las causas que lo han obligado á suspender el envío á ella de sus diputados hasta la antedicha deliberacion del congreso general.

Comision dirigida á la Península.

ART. V. El insinuado gobierno nombrará una ó mas personas de su confianza que pasen á la Península á manifestar á las cortes generales y extraordinarias sus intenciones y deseos.

El virey única autoridad en la Banda Oriental.

ART. VI. Las tropas de Buenos Aires desocuparán enteramente la Banda Oriental del Rio de la Plata hasta el Uruguay, sin que en toda ella se reconozca otra autoridad que la del excmo. señor virey.

1811.

Pueblos sujetos al virey.

ART. VII. Los pueblos del Arroyo de la China, Gualeguay y Gualeguaichú, situados en Entre-Rios, quedarán de la propia suerte sujetos al gobierno del excmo. señor virey, y al de la excma. junta los demas pueblos; no pudiendo entrar jamas en aquella provincia ó distrito tropas de uno de los dos gobiernos, sin previa anuencia del otro.

Libertad política.

ART. VIII. En dichos gobiernos no se perseguirá á persona alguna, sea de la esfera, estado ó condicion que fuese, por las opiniones políticas que haya tenido, ni por haber escrito papeles, tomado las armas, ni otro cualquier motivo, olvidando enteramente la conducta observada por causa de las desavenencias ocurridas por una y otra parte.

Artillería de la Banda Oriental.

ART. IX. Toda la artillería perteneciente á la Banda Oriental quedará en los propios puntos donde actualmente se halle, y la artillería que tenian los buques de Buenos Aires aprehendidos por los del crucero, se restituirá igualmente á la posible brevedad.

Devolucion de prisioneros.

ART. X. Del mismo modo se devolverán todos los prisioneros de cualquiera clase que sean, hechos por uno y otro gobierno.

Retiro de las tropas portuguesas.

ART. XI. El excmo. señor virey se ofrece á que las tropas portuguesas se retiren á sus fronteras y dejen libre el territorio español conforme á las instrucciones del señor príncipe regente manifestadas á ambos gobiernos.

Cesacion de hostilidades.

ART. XII. Queda tambien el excmo. señor virey en librar las órdenes precisas para que desde luego cese toda hostilidad y bloqueo en los rios y costas de estas provincias.

Participacion al virey del Perú.

ART. XIII. Igualmente Su Excelencia oficiará al excmo. señor virey del Perú y al señor general Goyeneche, participándoles el presente acomodamiento.

Restitucion de los vecinos orientales.

ART. XIV. Todo vecino de la Banda Oriental se restituirá, si gusta, á sus hogares, y podrán pasarse mutuamente de uno á otro territorio cuando lo deseen, dejándoseles de todos modos en quieta y pacífica posesion de sus fortunas.

Restablecimiento de comunicaciones.

ART. XV. Se restablecerá enteramente, como se hallaba ántes de las actuales desavenencias, la comunicacion, correspondencia y comercio por tierra y por mar, entre Buenos Aires y Montevideo y sus respectivas dependencias.

1811.

Libertad de entrar en los puertos.

Art. XVI. En consecuencia del antecedente artículo, todo buque nacional ó extranjero podrá libremente entrar en los puertos de uno y otro territorio, pagando respectivamente en ellos los correspondientes reales derechos, conforme á un arreglo particular, que se acordará entre los citados gobiernos.

Auxilios recíprocos.

Art. XVII. En el caso de invasion por una potencia extranjera, se obligan recíprocamente ambos gobiernos á prestarse todos los auxilios necesarios para rechazar las fuerzas enemigas.

Línea de conducta del virey.

Art. XVIII. El excmo. Sr. virey protesta no variar de sistema hasta que las cortes declaren su voluntad, que en todo caso se manifestará oportunamente al gobierno de Buenos Aires.

Obligacion bilateral.

Art. XIX. Los mencionados gobiernos se obligan á la religiosa observancia de lo estipulado, constituyéndose en la responsabilidad de las resultas que pudiese ocasionar su infraccion.

Evacuacion de tropas.

Art. XX. El excmo Sr. virey y el Sr. diputado de Buenos Aires nombrarán dos oficiales, que acuerden el modo de dar cumplimiento al artículo sobre la evacuacion de tropas de la Banda Oriental, que se efectuará con la mayor anticipacion, embarcándose en la Colonia todo el número posible.

Restitucion de presas.

Art. XXI. Las presas que se hagan desde la firma del presente tratado serán restituidas; y respecto á las anteriores, se estará á lo estipulado en el armisticio de 7 del corriente.

Propiedades de los vecinos de la Banda Oriental.

Art. XXII. Todas las propiedades existentes de cualquier especie que sean, correspondientes á los vecinos de la Banda Oriental, quedarán en poder de sus respectivos dueños, á reserva de los esclavos comprendidos en las listas manifestadas por el Sr. diputado de Buenos Aires, que ofrece dejar en libertad, para que vuelvan á poder de sus amos, á cualquiera de los expresados negros que lo desee; y la ejecucion de este artículo será del cargo y cuidado de los oficiales de que se hace mérito en el veinte.

Resolucion de dudas.

Art. XXIII. Si ocurriese en adelante alguna duda acerca de la observancia de cualquier artículo del presente tratado, se resolverá amigablemente por una y otra parte.

Vigor del tratado.

Art. XXIV. El presente convenio tendrá su efecto desde el

1811.

momento que se firme, y será ratificado en el término de ocho dias, ó ántes si se pudiese.

En testimonio de todo, firmamos dos de un tenor en la ciudad de Montevideo, á 20 de octubre de 1811.

José Julian Pérez. — José Acevedo. — Antonio Gárfias.

Montevideo, octubre 21 de 1811.

Se aprueban y ratifican por mi parte los artículos del precedente tratado, que se devolverá para los demas efectos consiguientes.

Javier Elío.

Buenos Aires, octubre 24 de 1811.

Aprobado y ratificado por este gobierno.

Feliciano Antonio Chiclana. — Manuel de Sarratea. — Juan José Passo. — José Julian Pérez, *secretario.*

CUENTA QUE DA EL CORONEL PUYRREDON,

JEFE DE LA EXPEDICION MILITAR QUE HA CONDUCIDO EN RETIRADA DE POTOSÍ CON LOS CAUDALES DEL REAL ERARIO,

A LA JUNTA DE LAS PROVINCIAS UNIDAS (1).

Excmo. Señor,

Influencia perniciosa de los enemigos interiores.

Apénas se supo la derrota de nuestro ejército en Guaquí, ó mas bien su increible disolucion, empezó la mas sofocada influencia de nuestros enemigos interiores á hacer prodigiosos progresos en los ánimos de los naturales del Perú, y la libertad

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires.*

1811.

que á costa de tantas fatigas les habia dado Vuestra Excelencia fué ya un objeto de poco interes para unos, y de abominacion para otros, desde que concibieron que debian sostenerla con sus pechos, y á precio de algunas gotas de su sangre... Así es que vimos al momento á todo el pueblo de Oruro convertido en nuestro daño, y posteriormente á otros varios que nada han perseguido hasta aquí con tanto encarnizamiento como al infeliz soldado de nuestro ejército, que han podido sacrificar impunemente. Debo entre todos en honor suyo hacer justicia al pueblo de Chuquisaca, pues por las noticias que he tenido despues de mi separacion de él, es el que mejor se ha comportado, sin duda porque es el mas ilustrado del Perú.

Traslacion de Puyrredon á Potosí.

Con estos conocimientos fué mi primer cuidado velar sobre el pueblo de Potosí, por el crecido número de enemigos conocidos que en sí encerraba, por poner en algun órden la porcion de tropas que se habian levantado desde la anterior conspiracion, y solo servian para comerse el sueldo, y porque á mas de ser una posicion militar, encerraba en sí el patrimonio del Estado, que debia servir al sosten de nuestro ejército; y de acuerdo con la junta de Chárcas, resolví trasladarme á él, y lo verifiqué luego que llegó el anterior representante de Vuestra Excelencia Dr. D. Juan José Castelli.

Mala situacion de esa provincia.

Posesionado del mando militar de aquella provincia, empezé á tocar males sin término, y por mas que me esforzé en cortarlos, ni las circunstancias me favorecian, ni tuve el suficiente tiempo para conseguirlo: ellos continuaron bajo diversos aparatos, hasta que la revolucion del 5 y 6 contra los restos de mi ejército me hizo conocer el ningun fruto de mis afanes; pues habiendo en la plaza como 900 soldados á sueldo, no tuve uno solo que me sirviese en aquel conflicto, á excepcion de muy pocos oficiales, porque todos andaban por las calles dando fomento á la revolucion, ó se encerraban en las casas por temor de que los lastimasen.

El enemigo avanzaba en nuestros territorios, y nuestro estado político empeoraba todos los dias en el Perú. Ya no quedaba mas esperanza de salvacion para las provincias interiores que

1811.

los esfuerzos de Cochabamba, pero como ellos podian tener un término poco feliz, me aconsejó la prudencia esperarlo con precaucion.

Único arbitrio que le quedaba á Puyrredon.

No me quedaba en tal caso mas arbitrio que replegarme con alguna tropa, salvando los caudales, artillería, municiones, armamento y demas que hubiese de precioso entre las propiedades del Estado. Pedí para ello á la junta provisional que se me aprontasen 400 mulas de carga y silla con toda presteza, y en efecto dió sus órdenes al intento, y mandó un comisionado á Chíchas. Esta medida era muy lenta, y los sucesos precipitábanse con rapidez. El enemigo se adelantaba sobre Cochabamba, y las posiciones que ocupaba me hicieron desde luego recelar, lo que despues se ha realizado, cuando me hicieron conocer que estaba muy inmediata la decision de nuestra suerte en aquella parte, y preveía los riesgos á que me exponia, si me encontraba en Potosí la noticia de haber sido sojuzgada Cochabamba, y resolví en precaucion con muchos dias de anticipacion establecer mi cuartel en Puna, por tener las tropas en la sujecion de disciplina y libres de la seduccion, y para poner allí los caudales y demas objetos en seguridad de actitud de conducirlos sin contradiccion; pero no me fué posible verificarlo, porque el gobierno provisional y el cabildo confiaban mucho en la fidelidad de su pueblo, y se me opusieron abiertamente. Ellos han pagado bien caro su imprudente confianza, viendo sus personas y familias ultrajadas y encarceladas, y sus casas saqueadas.

Nombramiento de tres comisionados.

Yo instaba sin cesar por los auxilios pedidos, pero el momento crítico se acercaba, y todo permanecia en el mismo estado. Tal lentitud me desesperaba, y resolví en este estado no guardar mas consideraciones: pasé á la junta el 20 de agosto, le expuse el riesgo de las circunstancias, y dije á sus miembros, que si en tres dias no estaba todo pronto para caminar en caso de ser necesario, todo se habia perdido, y ellos habian de ir conmigo á dar descargo al gobierno superior. En el instante resolvieron ponerlo todo á mi cargo, para que dispusiese á mi arbitrio, y allí mismo hice se extendiesen las órdenes en conse-

1811.

cuencia. Inmediatamente pedí se me nombrasen tres comisionados de probidad conocida, para que recibiesen los caudales, y lo fueron D. José Mariano Toro y D. José Trujillo, que aceptaron, y D. Ignacio de la Torre, que se excusó : los dos primeros empezaron desde luego á recibirlos, y hacerlos enzurronar, trabajando dia y noche, y el 23 habiéndome pedido Trujillo que se nombrase otro en su lugar, porque estaba enfermo y no podia seguirme, se puso al alcalde de minas D. Roque Quiroga, único que me ha acompañado, y á cuya diligente eficacia se debe mucho.

Órden de embargo.

En aquellos dias mandé embargar cuantos arrieros entrasen en la villa, de modo que el 24 en la tarde tenia ya cerca de 90 mulas de carga prontas. Nada se sabia del estado de Cochabamba, porque la multitud de noticias que ántes corrian habian hecho una repentina suspension, de que yo deducia fatales consecuencias.

Noticia recibida sobre el estado de Cochabamba

Serian las 4 de la tarde del dia 24 cuando se me presentó el capitan D. Mariano Nogáles con los pliegos de un correo de Cochabamba detenido en el camino de Oruro por las compañías de Potosí, que yo habia hecho salir en número de 600 hombres, para cortar toda comunicacion, y privar la internacion de víveres al enemigo : me dió parte que todas aquellas tropas con la noticia de la derrota de los Cochabambinos habian vuelto sobre la retaguardia, y entrarian al dia siguiente sin poderlas contener. Yo ví en esto un nuevo riesgo para mi salida, porque contemplé unidas aquellas tropas á la generalidad del pueblo, de que eran una parte, y no la ménos temible; y encargando estrechamente á Nogáles el mayor sigilo sobre el estado de Cochabamba, pasé incontinente órden á Yocalla á los jefes de dichas compañías, para que se detuviesen en aquel punto hasta nueva órden. La correspondencia detenida contenia entre varias cartas particulares de ningun interes un oficio de aquella junta provisional, otros iguales para los de Potosí y la Plata, y la importante carta del señor Rivero en que manifiesta á su amigo Quintana de Potosí....

Bando.

El populacho pudo traslucir nuestra desgracia, y supe que ya

1811.

sin freno empezaba á armarse, á pesar de un bando militar que yo acababa de publicar, imponiendo la pena capital á cualquiera que de hecho ó de palabra entorpeciese mis acciones.

Desercion de unas tropas.

Los males eran de la última gravedad, y mi confianza no podia ser muy firme, cuando solo me veía sostenido por los granaderos de la Plata: pero los caudales en manos del enemigo aumentaban su poder y su influencia, cuando el nuestro en la importancia del obrar era preciso salvarlos, ó perecer en la empresa. Desde luego resolví mi salida para el dia 26, ocupando todo el 25 en comprar ó quitar del vecindario las mulas que me faltaban para el completo de las cargas; pero á cosa de las 7 y media de la noche de aquel dia, vino con precipitacion el capitan de granaderos de la Plata, á darme parte que toda su compañía se habia desertado, dejando las armas tiradas en el cuartel. Este golpe habria sin duda trastornado mi firmeza, si el amor de mi patria no me hubiese sostenido. Mi ruina era segura, si al amanecer del dia siguiente me encontraba el pueblo desarmado, faltándome los granaderos, que por su disciplina era la única fuerza que lo mantenia hasta allí en respeto, porque aunque tenia dos compañías de Cinti, acababan de llegar de su país. En consecuencia empezé á dar mis disposiciones para salir en aquella noche sin descubrir, sino á los de mi entera confianza, esta determinacion. Armé y cubrí con las armas y gorras de los granaderos desertados á los Cinteños, y les mandé estar prontos para caminar á las 2 de la mañana, sin que nadie desde la hora de segunda lista saliese del cuartel por pretexto alguno, y todo se ejecutó puntualmente por el singular zelo y eficacia de sus capitanes D. Juan Francisco Rivera y D. Pedro Romero, y puntual obediencia de sus demas oficiales subalternos. Hice reunir algunos soldados del ejército que conservaba como escondidos, por el decidido empeño de la junta provisional en hacerlos salir de la villa, pasándome repetidos oficios al efecto; y sin mas fuerza que 45 hombres de armas, como se ve en las listas números 1° y 2° pasadas en la Laba, resolví internarlo todo. Es cierto que tambien tenia las dos compañías de Cinti, que componian el número de mas de

1811.

70 hombres, pero tambien lo es, que acabados de llegar de su país, apénas eran hombres, y de ningun modo soldados; y aunque su natural humilde y docilidad podia tenerse por un equivalente de la militar subordinacion, no era posible sacar partido de ella por su total ignorancia del manejo de armas.

Órden de clavar la artillería.

Á las 12 de la noche mandé pasar las mulas á la moneda del banco, con la órden á los comisionados que empezasen á cargar, y entre las sombras de una de las mas tenebrosas se hizo la operacion con mejor suceso que yo esperaba, quedando cargadas todas á las cuatro de la mañana del 25. Cuando tuve tomadas todas mis medidas, mandé al teniente de artillería D. Juan Pedro Luna que clavase toda la que habia en la plaza, y fué ejecutado en el momento por este recomendable oficial, que desde mi llegada á Potosí me ha servido incesantemente con un zelo distinguido.

Salida de Puyrredon.

El populacho dormia descuidado, ó preparaba tal vez en el silencio de la noche los cordeles con que intentaba atarme al yugo de su infelicidad, pero yo velaba entre los cuidados de salvar el patrimonio de mi madre patria. Serian las cuatro y media de la mañana cuando hice mi salida, ordenando estrechamente el mayor silencio á la tropa, y mandando quitar todos los cencerros á las recuas, para que el ruido no advirtiese de mis movimientos á los que ya miraba como mis enemigos; mas sin poder evitar la desgracia de que se extraviasen tres cargas de plata al tiempo de salir, y que pudieron haber sido siete, si el zelo de D. Roque Quiroga no hubiese salvado cuatro mas, que ya estaban robadas y escondidas en un cuarto de los patíos interiores de la casa de moneda, á donde entró con una luz para evitar cualesquiera casual ó malicioso extravío, que favorecian tanto las tinieblas, y el mismo desórden en que las circunstancias me obligaban á salir.

Órden de marchar.

Tomadas todas las avenidas de la plaza, y reunidas en ella las cargas, dí la órden de marchar, colocando mi fuerza á vanguardia y retaguardia: así atravesé las calles de aquella grande poblacion, sin mas bullicio que el indispensable que causaba el pisar de los animales, y cuando la luz del dia 25 vino á mos-

1811. trarme el estado de mi caravana, ya la habia puesto fuera del riesgoso paso del Socabon. Mi corazon respiró al verme ya en el campo, y libre de los peligros que cada calle y cada casa me ofrecian. El populacho despertó en fin, y viendo burladas sus preparaciones, manifestó ya sin freno su furor; corrió á los campanarios de toda la villa, y alborotó con sus toques de arrebato, y reunido en multitud, acudió á las casas de gobierno y mia para sacar la artillería que en ella habia, con la que vino presuroso en mi alcance, en la segura confianza de despedazarme; pero cuando ya en las inmediaciones del Socabon empezó á cargarla y cebarla, fué sin igual su desesperacion al encontrarla clavada é inutilizada; lo que hasta allí no habia conocido por su bárbara precipitacion, segun me informaron varios individuos de aquella villa que salieron algunas horas despues que yo.

Tres ataques en que fué vencido el populacho rebelde.

No los retrajo de este acontecimiento, y reuniéndose con toda la indiada del cerro, que estaba de antemano convocada para el efecto, y yo lo sabia, vino á atacarme apresurado. El ruido de las campanas que habia yo oido me tenia ya advertido de los movimientos del populacho, y en consecuencia coloqué toda mi fuerza á la retaguardia de las cargas, sin descontinuar la marcha. Pocos minutos se pasaron, cuando ya ví venir una gruesa multitud en mi alcance. Ya no era tiempo de reflexiones, sino de defender á balazos lo que con tanta fatiga habia salvado: ordené pues que marchasen las cargas al cuidado de los comisionados D. José Toro y D. Roque Quiroga, y con la escolta de 16 Cinteños caminasen á paso apresurado, y yo quedé á esperar la chusma rebelada. Ocupé una pequeña altura sobre el camino real, formé en ala mis contrahechos granaderos cinteños, y dividiendo en pequeñas guerrillas mi ejército de 45 hombres de fuerza efectiva, me fuí sobre el populacho, que no bajaba de dos mil armados de palos, lanzas, hondas y algunas armas de fuego. Resistieron por algun tiempo el de mis divisiones, pero atemorizados sin duda con la vista de mi cuerpo de reserva que habia dejado formado sobre la altura, se pusieron en fuga, ganando los cerros para salvarse, y dejando algunos muertos en el campo, cuyo número no puedo informar, porque lo ignoro.

1811.

Reuní mi gente y continué mi marcha. La chusma hizo lo mismo, y siguió en mi alcance: la esperé de nuevo, y la escarmenté como la vez primera, con solo la desgracia del alferez D. Gaspar Búrgos, que salió contuso en una mano de un golpe de honda, de que ya está sano. Repetí mi operacion de marchar, y aquella maldita chusma con la facilidad de gamos se dispersaba por los cerros para reunirse con la misma, luego que observaba mis espaldas: me ataca tercera vez para ser rechazada como las anteriores, pero en esta tuve la desgracia de que mi ayudante, el teniente graduado D. Ignacio Orgas, recibiese un balazo en la cabeza, de que me aseguran haber muerto ya en Tarija, á donde pude hacerlo llegar á favor del mas prolijo y humano cuidado del físico D. Diego Paroicien, y sin haberlo podido dejar hasta aquella villa, porque en todas partes quedaba entre enemigos, y era cierto su sacrificio. Así seguí por todo el dia en una continuada repeticion de acciones, hasta que las sombras de la noche disiparon los varios grupos de mis cobardes enemigos en las inmediaciones de la Laba, y sin mas desgracias por mi parte que otro muchacho mas herido gravemente en la cabeza.

Llegada á la Laba.

Serian las nueve de la noche cuando llegué á la Laba con la tropa, con la incomodidad de una lluvia tan copiosa como extraordinaria en aquella estacion, pero que no dejaba de consolarme, porque calculaba que ella contribuiria á la total dispersion de mis enemigos, que habian quedado por los cerros inmediatos. Fué sin igual mi desconsuelo cuando deseando en aquella parada dar algun alimento á mis soldados, que estaban rendidos de la fatigosa jornada de nueve leguas hechas á pié, y en un ataque continuado, mojados y muertos de necesidad, me encontré sin mas auxilio que un arroyuelo de agua, que la naturaleza habia colocado por fuerza en aquel lugar, porque la grande casa de la Laba y algunos ranchos inmediatos á ella habian sido abandonados de sus dueños; de modo que fué preciso acostarnos, para engañar con el sueño nuestra comun necesidad, y sin tener una astilla de leña con que secarnos y abrigarnos en aquella frígida region. Allí se me reunieron como 150 Tarijeños, que

1811.

la junta de aquella villa mandaba á Potosí, pero sin armas...; por la dificultad de encontrar alimentos á estos y á toda la demas tropa que allí tenia, hice dar una gratificacion de dinero, para pagarles de algun modo el servicio que hacian con tanta fatiga, y alentarlos á continuar. Seguí mi marcha para Caisa, á donde llegué el 26 á la entrada de la noche, y allí pude alimentar mis soldados, que hasta mas de cuarenta y ocho horas no probaban bocado de comida. Reparados un tanto, continué mi camino, internándome por el de Cinti con el objeto de salir lo mas pronto posible del territorio de Potosí, y librarme de las influencias precisas de aquella capital, pero me engañé.

Mala fe del comisionado D. José Mariano Toro.

Al salir de esta parada, me hizo presente el principal comisionado D. José Mariano Toro, que hasta allí me habia acompañado desempeñando su encargo con señales del mas decidido interes por nuestro feliz suceso, que le era forzoso detenerse algunos instantes, para esperar una carga de equipaje, que aun no habia llegado; pero que me alcanzaria en muy pocas horas. Yo no pude sospechar su mala fe, pero ello es cierto que desde alli regresó para Potosí, llevándome cerca de mil pesos, que por venir sueltos habia guardado en sus petacas, con mas los principales papeles relativos al recibo de los caudales que él habia hecho, dejándome con esta accion en una absoluta ignorancia de las cantidades que él recibió en plata y oro. Una desgraciada ocurrencia experimentada en este puesto, de que doy parte á Vuestra Excelencia en su lugar por separado, me ha hecho comprender cuál debió ser el motivo de haberme acompañado hasta fuera de Potosí, y regresado á un pueblo que ya era nuestro enemigo.

Marcha por Tarija y desiertos de Oran.

Yo seguia mi derrota lleno de penalidades, escaseces y trabajos, pero contento porque mis valientes soldados y oficialidad que me seguian me daban el ejemplo de la mas virtuosa conformidad en las necesidades que padecian. Nadie sabia la direccion que yo tomaria, porque la ocultaba con cuidado, aunque la tenia resuelta por Libilibi y Yabi á Cangréjos, pero recibiendo en las inmediaciones de Cinti la noticia cierta de que el punto de Tupiza habia sido evacuado enteramente por nuestras tropas, me

1811.

ví forzado á variarla, y resolví tomar el camino de Tarija sin descubrir por tanto mis proyectos. La repentina salida de Tupiza de los restos de nuestro ejército, cuando yo habia pedido al general desde Caisa por expreso que se mantuviese allí por lo ménos diez dias para guardarme la retaguardia, me hizo calcular con facilidad que alguna fuerza enemiga lo amenazaba inmediatamente, y que no pudiendo él resistirla con un número de tropas tan superior al que yo tenia, iba forzosamente á entregarme en sus manos, y en consecuencia fué mi determinacion de viajar por Tarija y desiertos de Oran.

Desercion de los Cinteños.

Todos los dias recibia noticias de crecidas partidas enemigas que venian en mi alcance, y de reuniones formidables que me esperaban para atacarme en los lugares por donde debia forzosamente pasar, inventadas sin duda por nuestros enemigos para hacerme desmayar; y aunque en esto nada consiguieron, lograron por lo ménos hacerme desertar las compañías de Cinteños, que quedaron reducidas á seis hombres la una, y á once la otra, pero sin que esto me diese mayores cuidados, porque su fuerza era solo aparato.

Mala noticia que recibió Puyrredon.

Entre las infinitas malas noticias que me daban, ví que tenia algun carácter de verdad la de que en el rio de San Juan se hacía una formal reunion por órdenes de los Caveros de Cinti, y á nombre del conde de San Javier como regente y presidente de Chárcas. Yo despreciaba sus armas, pero temia que sus hostilidades lograsen dejarme á pié en alguna atropellada nocturna, y así es que mis pobres soldados marchaban de dia con trabajos, para velar de noche en custodia de las mulas.

Llegada al rio de San Juan.

Llegué por fin el 31 á la tarde al rio de San Juan, donde debia acampar aquella noche, y á la distancia de media legua del pueblo destaqué una partida, para que fuese á reconocerlo. Observé que á su entrada en él salieron atravesando la quebrada, y á todo correr de sus caballos, cuatro hombres en ademan de huir por ganar los cerros del frente. Inmediatamente destaqué cinco de los mios para cortarlos, de los que me hicieron prisioneros al ayudante mayor de infantería del número 6, teniente D. José Móntes de Oca, al cadete de dragones D. José

1811. Olivera, y al cabo de infantería José Bertuzo, que obstinados en perseguirlos fueron á caer en la emboscada que tenian preparada en un caserío que aparecia á la vista de la otra banda del rio, y de donde empezó á salir en formacion en número como 150 hombres para batirme.

Combate. Reuní mis cargas, dejé en ella á los Cinteños que me habian quedado, y atravesé á pié el rio para encontrarlos : rompieron ellos el fuego desde una altura, y les contesté seguro de la victoria, á pesar de sus ventajas en el terreno y monturas : ántes de una hora no aparecia un enemigo : la noche se acercaba, y yo no podia, ni debia detenerme en perseguirlos con abandono de mi precioso encargo. Hicé señal de reunion, y continué mi marcha por fuera del pueblo, para acampar con luz en buena posicion; mis prisioneros fueron restituidos sin lesion alguna, ni yo la tuve en mi demas tropa; pero de ellos quedó uno muerto en el campo, y muy mal herido un D. Mauricio Baldivieso, que hicé curar en mi campamento, y despues supe ser uno de los principales insurgentes : ignoro si tuvieron alguna otra pérdida, que calculo indispensable por el vivo fuego que sufrieron en su dispersion.

Órden de pegar fuego á una casa. Luego que me hube situado para pasar la noche, mandé un piquete de húsares al mando del alférez D. Manuel Gundin, con órden de pegar fuego á la casa en que estuvo la emboscada, y otras inmediatas, pertenecientes todas á unos Moráles, secuaces principales de Cavero y convocadores de la gente reunida en mi daño, como se verificó inmediatamente. Y aunque tambien pensé destruir de igual modo las dos casas que estos malvados tenian en el pueblo, me retrajo la consideracion de que podia comunicarse el incendio de ellas á los de otros infelices vecinos, que en nada eran culpables de aquel exceso; por lo que me contenté con entregarlas al saqueo de la tropa, aunque inútilmente, porque se encontraron del todo vacías. La noche se pasó en constante vigilia, y al amanecer del dia siguiente me puse en movimiento para caminar.

Órdenes y movimientos. No bien estaban cargadas las mulas, cuando mis centinelas avanzadas me dieron aviso que por el camino de Cinti se veían

1811.

gruesas polvareras. Subí á una altura, y observé que en efecto venian tres gruesos trozos por la quebrada en mi demanda, cien de ellos de caballería. Aquel era precisamente el paraje en que se dividen los caminos de Libilibi y Tarija, y aquel fué el primer momento en que se supo la direccion que yo tomaba por las órdenes que dí. Despaché todas las cargas al cuidado del zeloso D. Roque Quiroga, y con ellas á los pocos Cinteños que quedaban, y yo con los húsares, artilleros, y piquete de seguridad, que ya compondrian el número de 60 hombres, con algunos dispersos que se me habian reunido en el camino, quedé á esperarlos, colocando mi gente algo dispersa entre unos pequeños matorrales, para que la caballería enemiga no tuviese un objeto fijo á que embestir.

Confieso á Vuestra Excelencia que tuve cuidado en esta ocasion, porque los movimientos que habia observado en los trozos enemigos, denotaban una formal resolucion de atropellarme, y su número pasaba de cuatrocientos hombres; pero cuando ví que al llegar al alcance de mis fuegos suspendieron el ímpetu con que venian, los conté desde luego deshechos. Rompí incontinenti el fuego, á que me contestaron con bastante viveza, pero muy mala direccion, por espacio de media hora. Yo estaba observando que mis oficiales y soldados, llenos de fuego y ardor, se iban avanzando voluntariamente, y creí muy oportuno aprovechar tan feliz disposicion. Dí en consecuencia la voz de avance con tan favorable suceso, que el arrojo de nuestras tropas puso en completa fuga á los enemigos, y en tal confusion que abandonaron muchos sus caballos, para salvarse á pié por las montañas. Yo no tuve la mas pequeña desgracia en esta accion, pero el enemigo tuvo varios muertos, entre los que se encontró un oficial tarijeño, que habia sido sorprendido en la noche anterior por los Caveros, que venian con su gente de Cinti, y fué obligado á atacarme con algunos otros Tarijeños, que con él y otros oficiales venian á reunirse conmigo.

Órden de avanzar.

Habia olvidado decir á Vuestra Excelencia en su lugar, que á las dos jornadas de la Laba me ví precisado á dejar las compañías de Tarijeños al mando de sus oficiales, y con el dinero que

1811.

calculé suficiente para su mantenimiento hasta Jujuí, porque fatigados con sus marchas á pié desde Tarija, embarazaban las mias, aumentaban la escasez de alimentos en las paradas, y no me eran de la menor defensa.

Botin.

En todo fuí feliz en estas dos acciones, porque á mas de no haber perdido un solo hombre, logré montar algunos de los mios con los caballos y mulas quitados á los enemigos.

Noticia de un saqueo.

Concluido el fuego, y reunidos los mios, seguí con prisa mi marcha, para alcanzar mis cargas, que se habian alejado una buena distancia, y apénas me junté con ellas, cuando llegó á nosotros uno de los hijos del conjuez de la real audiencia de Chárcas D. Silvestre Icazate (que habia encontrado en aquel paraje) con la noticia de que los enemigos habian saqueado todo el equipaje de su padre, detenido á su hermano menor, y herido él de un sablazo en la cabeza, de cuya desgracia fueron ellos solo culpables, por haber andado mas morosos en seguirme que su padre, que al rayar el dia estuvo ya en mi campamento.

Recomendacion del ejército.

Yo no puedo recomendar bastantemente á Vuestra Excelencia el valor, sufrimiento y virtuoso órden con que se han desempeñado todos los oficiales y soldados que han venido á mi mando, y en particular á los que salieron conmigo desde Potosí, de cuya valerosa conducta, como de la de todos los demas que se me han reunido en mi tránsito hasta aquí, informo á Vuestra Excelencia por separado. Los oficiales han hecho las veces de soldados, porque la escasez de estos me obligó á ponerles un fusil á cada uno, que han conservado como la mejor distincion de su grado. Los soldados han hecho prodigiosamente el ministerio de tales, y á mas el penoso oficio de arrieros, que la necesidad y su buen deseo de servir les ha hecho aprender. Algunos paisanos que tambien venian en mi compañía, como el secretario de Chárcas Dr. D. Juan Antonio Sarachaga, el subdelegado de Cinti D. Isidoro Alberti, y el físico D. Diego Paroicien, han mostrado que el valor no está limitado á la profesion militar, pues con un fusil en la mano no han tenido que envidiar á los bravos.

Llegué por fin á Tarija, y entónces fué cuando pisé el pri-

1811.

Llegada á Tarija.

mer país de amigos en mi concepto. Allí debí detenerme dia y medio para hacerme de mulas, que ya no tenia, por estar arruinadas las que traía, y no pudiendo conseguir á flete las que necesitaba, porque se me ocultaban artificiosamente por los pocos arrieros que allí habia, tomé el arbitrio de comprar cuantas se me presentasen, pagándolas al precio que el capricho de sus dueños queria ponerles, como lo habia venido haciendo por todo el camino desde la Laba, y hube de continuarlo hasta entrar en los desiertos, sin cuya medida no me veria hoy en salvacion.

Solicitud de auxilio para el Potosí.

Con las primeras noticias de nuestra derrota en Guaqui habia venido á Tarija en comision por la junta de Chárcas el administrador de tabacos de aquella capital D. Pedro José Labranda y Sarberri, para pedir auxilios de gente y conducirla á Potosí. En esto habia estado ocupado, hasta que con noticia de mi salida de aquella villa y reunion que se hacía en mi contra en el rio de San Juan salió con el teniente coronel D. Martin Guémes á ofrecerme el auxilio de sus pechos, única fuerza de que podian disponer, pero no encontrándome por el camino que habian tomado, volvieron desde Tojo con precipitacion, luego que supieron mi entrada en Tarija, en cuyas inmediaciones se me reunieron, habiendo continuado despues hasta aquí ocupados en servicios de la mayor importancia.

Tentativa de sustraccion de los caudales.

A las dos jornadas de Tarija para acá me alcanzó un expreso con un pliego de aquella junta, en que me comunicaba, que aun no me hallaria á cinco leguas de distancia de la villa, cuando se conmovió el pueblo, y se hizo un cabildo abierto para tratar de quitarme los caudales, sin haber sido ellos convidados á él; pero que el dictámen de algunos sensatos habia disipado el fermento que empezaba : yo agradecí el aviso, sin que me diese cuidado cualquier resultado, porque mis soldados acostumbrados ya á vencerlo todo, ponian en completo reposo mi confianza.

Reflexiones finales.

Dejo á la consideracion de Vuestra Excelencia las penalidades que habrá costado esta expedicion á la pobre tropa de mi mando, viajando siempre por entre enemigos, las mas veces á

1811. pié, casi siempre sin el preciso alimento, por montañas y desiertos fragosos, apénas transitables, á esfuerzo de venir abriendo un camino que solo era conocido de uno ú otro montaraz del Baritú, por una region cálida en extremo, y poblada de insectos ponzoñosos, y cubiertos de desnudez y miseria, principalmente hasta Oran, en que la activa diligencia de la junta provisional de Salta me habia puesto con anticipacion suficiente número de animales para mi conduccion, y una compañía de sus provinciales para mi mejor escolta y seguridad; pero no puedo dejar de elevar á la memoria de Vuestra Excelencia, que la importancia del servicio que he hecho, salvando unos caudales que harán sin duda la restauracion de nuestras desgracias, es en todo debida á la bravura, á la constancia y al noble sufrimiento de la oficialidad y tropa que constan de las adjuntas listas y estado mayor; y si Vuestra Excelencia se ha agradado de mis servicios en esta parte, le ruego haga recaer todas sus gracias sobre estos infelices, que son los que mas han sufrido y servido á la patria con tan repetidos riesgos de sus vidas y tanta utilidad del Estado.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Campo Santo, 4 de octubre de 1811.

Excmo. Señor,
JUAN MARTIN DE PUYRREDON.

SS. de la excma. junta gubernativa de estas provincias.

OFICIO DEL GENERAL DÍAZ VÉLEZ.

Combate. Paso á poner en noticia de Vuestra Señoría como mi avanzada del punto de Pumaguasi, en la noche del 16 á la una y media de la mañana, tuvo noticia que el enemigo tenia de allí cuatro leguas del pueblito de Sansana unas cargas de harina. Inmediatamente salieron 40 hombres al cargo de mi ayudante

1811.

de campo D. Manuel Dorrego, llevando por subalternos á los tenientes de dragones D. Luis García y de infantería D. Antonio Basan: al estar próximos al punto de la denuncia, supieron hallarse en unos ranchos la partida enemiga á la que acometieron al aclarar.

Muerte del jefe enemigo.

Como los enemigos se hallasen atrincherados parte dentro del rancho, parte detras de los tapiales, y los nuestros á cuerpo descubierto, se trabó un fuego vivísimo, que duró cerca de una hora, hasta que acometiendo al rancho por diferentes puntos consiguieron matar al que los comandaba.

Pérdidas respectivas.

La pérdida del enemigo fué de 14 muertos, 2 heridos mortalmente y 6 prisioneros: al principio de la accion se huyeron 4 á caballo y 3 á pié por una quebrada inmediata. De nuestra parte hemos tenido 3 muertos y un herido levemente.

Efectos tomados.

Se les tomaron 27 mulas, 13 fusiles útiles y 6 que hicieron pedazos en el acto de la accion; pero el mas feliz resultado fué que en los dichos ranchos existian los equipajes de los soldados, y aun de varios oficiales, de lo que tuvo nuestra tropa un cuantioso botin; pero como en estas circunstancias se aparecieron tres partidas enemigas en número de 150 hombres en un cerro muy inmediato, hizo el capitan Dorrego que se pegase fuego á los ranchos para que se quemase el resto del equipaje que no habia podido tomar la tropa, el que, segun el gran incremento que habia tomado el fuego cuando se retiraron, juzga se redujo todo á cenizas.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Los Colorádos, 19 de diciembre de 1811.

EUSTOQUIO DÍAZ VÉLEZ.

Es copia: DR. JUAN ANTONIO SARACHAGA, *secretario.*

OFICIO DEL MARQUES DEL VALLE

AL GENERAL DÍAZ VÉLEZ.

Yaví y diciembre 23 de 1811.

1811.
Noticias personales.

Muy señor mio y mi apreciado amigo: desde que recibí la de Vmd. del 10 que contesté inmediatamente, no he sabido de su destino, y ha sido la causa para no saludarlo, y ahora lo hago desde aquí: vine á esta su casa por ver á mi antiguo amigo el señor general D. Francisco Picoaga; este caballero tiene relaciones con mi familia, aun ántes de que yo naciese; las estrechamos mas en el Cuzco, deseaba darle un abrazo y hablar sobre los asuntos del dia, dos motivos que me trajeron de mi rincon de Tojo; he logrado lo que apetecia.

Conferencias del marques con el general Picoaga.

Nuestras conferencias han sido muy dilatadas, y todas reducidas á establecer un sistema que haga feliz nuestra patria. Por la relacion que me ha hecho he llegado en conocimiento de que el señor general Goyeneche, todos sus oficiales de rango, en fin, no hay un individuo en su ejército que no aspire por la paz, por la prosperidad de la América, y por una constitucion que la ate, consolide y perfeccione.

Sobre los medios de conseguir la paz.

He conocido que se ha procedido con preocupacion, es decir, que siendo las ideas unas mismas, los medios que se han tomado para afianzarlas en ambos vireinatos han sido opuestos: en esta virtud, debemos dejar toda preocupacion, olvidar resentimientos particulares, las personalidades que vayan al pozo del profundo olvido, y en el supuesto que el señor Picoaga es un sugeto de un carácter franco é ingenuo, que en su palabra no se hallan reveses, y que es el mas interesado en la felicidad de nuestra amada patria. Yo me intereso por el bien de ella, para que Vmd. y él tengan una entrevista en la cual sin el estrépito de las armas vean modo de cortar una guerra que solo la ha formado la opinion mal entendida.

Cuando Vmd. no quiera acceder á esta solicitud, muy justa á

1811.

Se interesa por una entrevista de Díaz Vélez con Picoaga.

mi ver, espero que no me negará la satisfaccion de ir yo á estrecharlo en mis brazos, proponer ó hacer presente á Vmd. los medios para aniquilar el furor de Marte entre unos pueblos que todos son unos, que reunidos gozarán de libertad, prosperarán y formarán un castillo inexpugnable que refrene la ambicion de las potencias extranjeras, pues no hay una que el aliciente de la infinidad de preciosidades que produce nuestro suelo no haga verla con la mayor codicia y en el estado presente, y si siguen nuestras disensiones, nos aniquilarémos y serémos presa de la codicia.

Espíritu que anima al marques.

Hablo á Vmd. con mi corazon, y por las toscas expresiones de mi carta conocerá el espíritu que me anima. En esta virtud créame Vmd. que quiero la felicidad comun; y puede pasarle esta carta al señor general Puyrredon, para que si no tiene facultad de entrar en unos convenios tan útiles á nuestra constitucion presente, delibere aquel señor lo que halle por mas conveniente.

En fin, insto á Vmd. sobre la entrevista con el señor Picoaga, créame que esta ha de traer la quietud y lo que Vmds. apetecen, que ellos lo desean aun mas; no todo se puede fiar á la pluma y venta. Entretanto soy de Vmd. con el mas vivo afecto su mejor amigo y seguro servidor que su mano besa.

El marques DEL VALLE DE TOJO.

Sr. general D. Eustoquio Díaz Vélez.

Es copia: Dr. SARACHAGA, *secretario.*

CONTESTACION DEL GENERAL DÍAZ VÉLEZ

AL MARQUES DEL VALLE.

Apacheta de Cortadéras, 25 de diciembre de 1811.

Motivos que alejan toda idea de conciliacion.

Amado amigo mio: los sentimientos de humanidad son tan característicos en el gobierno, pueblo de Buenos Aires y digno

1811. jefe de sus tropas, que el dudarlo sería un agravio el mas alto. Este principio sentado, debe persuadirlo que accederíamos gustosos á toda proposicion dirigida á cortar las presentes desavenencias entre hermanos. Pero, distinguidísimo amigo, el dolo (de cuya expresion no puedo prescindir) con que se manejó con nosotros el señor general Goyeneche en el armisticio del Desaguadero, la conducta tan contraria que posteriormente ha observado á las ideas liberales que nos animan, procurando denigrarnos con persuadir á todos los pueblos que nuestro único objeto es introducir la depravacion de costumbres, y destruir la religion, aparta con harto dolor nuestro toda idea de reconciliacion; mucho mas cuando entónces nuestros corazones se hallaban penetrados de los mas altos sentimientos de fraternidad de que le dimos pruebas tan incontrastables.

Sí, amigo mio, si Vmd. pudiese verse conmigo, serian tales los argumentos que le haria, que quedaria convencido evidentemente, y palparia mi aserto.

Es intempestivo hacer proposiciones.

Desengañémonos, no cabe preocupacion en quienes conocen bastante á fondo los derechos de nuestra América, y en este concepto, y cuando los papeles de nuestro sabio gobierno evidencian á la faz del mundo que nuestras fatigas y afanes no tienen otro objeto que poner á los pueblos en el goce de los derechos que les concedió la naturaleza, ¿ por qué há tanto tiempo y cuando se han adoptado por esa parte medidas hostiles, no se han hecho proposiciones que deslindasen las que se llaman equivocaciones?

Tampoco puedo desentenderme de que son incompatibles los buenos deseos que Vmd. me dice animan á esos jefes con el silencio que ellos observan, sabiendo que el derecho de gentes ha concedido en los ejércitos un trámite tan sencillo, cual es el de los parlamentarios, y que si el señor general Picoaga tiene asuntos que tratar, puede hacerlo, seguro que serán tratados con la misma urbanidad y cortesanía que lo fueron en el Desaguadero.

Resolucion de trabajar

Finalmente, amigo de mi mayor aprecio, viva Vmd. persuadido que la América toda conoce sus derechos, trabaja por

1811. por la causa de la América.

ellos, y los conseguirá; y que solamente aquellos hombres de quienes es el único móvil la ambicion ó el egoismo pueden oponerse á tan sagrado fin, y que yo tendria el mayor placer en que esos señores disfrutasen tan altos sentimientos como lo animan á este su cordial amigo que sus manos besa.

EUSTOQUIO DÍAZ VÉLEZ.

Sr. marques del Valle de Tojo.

Es copia : DR. SARACHAGA, *secretario.*

OFICIO DEL GENERAL DÍAZ VÉLEZ

AL GENERAL PUYRREDON.

Entrevista de Díaz Vélez con Picoaga.

El dia 27 del corriente, á media hora de mi llegada á la posta vieja de Cangréjos, se presentó en la nueva el marques del Valle de Tojo acompañado de dos criados : inmediatamente me pasó un recado expresándome queria verme; le contesté que yo mismo pasaria á su habitacion, para que no tuviese lugar de observar el número y formacion de mi tropa. En efecto, luego que nos avistamos, me expuso venía con el objeto de parlamentarme por parte del general D. Francisco Picoaga, y me entregó un oficio que en copia dirijo á Vuestra Señoría. Consiguiente á él, me expuso que su intencion era buscar la paz, la reunion y la conservacion de esta América, pues el general D. José Manuel Goyeneche solo buscaba su beneficio particular y el del virey de Lima. Que en esta injusta lucha cualquiera partido que saliese victorioso sería una ruina efectiva para toda ella, precipitándola á ser presa de cualquiera enemigo que quisiere asaltarla, con otras reflexiones que indicaban el mas acendrado patriotismo. El marques, deseoso de coadyuvar á tan laudable objeto, me protestó de la sinceridad de sus intenciones, como tambien de toda la oficialidad. Como conozco por repetidas experiencias que el intento del enemigo es valerse

1811.

del sagrado de la verdad para engañar y prender en las redes de su perfidia á los incautos, le contesté decisivamente que no entraria en avenimiento alguno, á ménos de que me entregase las armas, ó unos rehenes competentes que fijasen del todo mi seguridad. Me expuso al mismo tiempo que queria tener una entrevista conmigo : no me excusé de ella, y al efecto dispuse que mis dos ayudantes de campo D. Manuel Dorrego y D. Juan Escovar pasasen á exponerle esto mismo al dia siguiente, como en efecto se verificó, y al momento levanté mi campo, y caminé á Bárrios, donde me hallo con el fin de tener mas expeditas mis operaciones al frente del enemigo, y precaver sus insidias.

Temí justamente que su intento fuese burlarme, asegurando su retirada, ó tomar el tiempo necesario para esperar algun refuerzo, como sucedió en las treguas que pactó en el Desaguadero.

Su objeto y ningun resultado.

Ayer 28 llegué á este destino, y á las 7 de la noche se presentó el citado mi ayudante D. Manuel Dorrego, y me entregó un oficio que en copia dirijo á Vuestra Señoría; me impuso de las buenas intenciones de aquel jefe; pero que para cumplirlas era forzoso esperar la contestacion de su general, y al efecto de tranzar algunos obstáculos que podian intervenir en el pacto, me significó habia dispuesto viniesen al dia siguiente los tenientes coroneles D. Pedro Barrera y D. Juan Tomas Moscoso. Llegaron estos juntamente con el marques, á quienes recibí con la urbanidad y generosidad conveniente. Entramos en materia, y todo el contexto se redujo á expresarme cada uno los sentimientos patrióticos de su jefe, y la sinceridad de finalizar la presente discordia. Se dilataron mucho en explanar estas ideas con el mayor interes, mas sin poder concluir cosa alguna, porque esperaban la contestacion del general en jefe, á quien se habia dirigido aquel de antemano, haciéndole ver la necesidad que habia de esta reconciliacion. Les demostré hasta la evidencia que semejante dilacion era perjudicial al gobierno, y á todos los pueblos que habian depositado en mí su confianza y resguardo, y á la subordinacion que debo prestar á los mis-

1811.

mos jefes del ejército, respecto á que no se me ofrecia la debida garantía que asegurase ese convenio, paz y union que buscaba por el mismo hecho de que semejante acto debia ser sancionado por el Sr. D. Manúel Goyeneche, cuya perfidia habia tocado muchas veces. Á pesar de repetidas aclamaciones que me hicieron, de que en este punto no faltaria un momento á la buena fe, me sostuve firme en mi anterior dictámen por ser el único medio de conservar con honor las armas de la patria, y cortar el vuelo á las insidias de este; y con él partieron al parecer con bastante desconsuelo, por no haber logrado sus miras. En este estado supe por conducto seguro que esperaban un refuerzo de quinientos hombres de Potosí de un dia á otro, por haber salido ya el 18 del que rige. Esta noticia descubrió el plan inicuo que meditaba de atacarme con doblada fuerza, é hizo palpable la solidez con que procedia en mi repulsa. En esa inteligencia me dispongo á reglar mis determinaciones de que doy á Vuestra Señoría cuenta por separado.

Mis intenciones se dirigen á salvar la patria de los peligros que la rodean, y nada mas deseo que tener el debido acierto en las medidas convenientes que debo tomar al efecto: las presentes son las únicas que me han parecido adoptables; me lisonjearé de que con ellas se consiga mi fin y que al mismo tiempo sean del agrado de Vuestra Señoría.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Campamento de Bárrios y diciembre 29 de 1811.

EUSTOQUIO DÍAZ VÉLEZ.

Señor general en jefe.

OFICIO DEL GENERAL PICOAGA

AL GENERAL DÍAZ VÉLEZ.

Le da las gracias por sus nobles sentimientos.

Doy á Vuestra Señoría las mas expresivas gracias por la generosa bondad que ha manifestado por medio de dos de sus

1811.

señores oficiales. Miéntras que creía que el señor marques de Tojo me trajese buenas nuevas sobre el término de las disensiones actuales, que no merecen mas nombre que el de sacrílegas, pues son entre hermanos, pero á pesar y con sentimiento mio no me dice cuasi nada.

Para corresponder su atencion, y tratar asuntos de la mayor importancia, suplico á dicho señor vuelva á ese campamento, y mando mañana al teniente coronel D. Pedro de la Barreda y de igual clase D. Juan Tomas Moscoso.

Dígnese pues Vuestra Señoría poner de su parte lo mismo que yo, á fin de ver concluidos estos asuntos, y que logremos de la serena calma que hemos perdido.

Nuestro Señor guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Yaví y diciembre 28 de 1811.

FRANCISCO DE PICOAGA.

Señor general de la vanguardia del ejército del Rio de la Plata, D. Eustoquio Díaz Vélez.

SEGUNDO OFICIO DEL GENERAL DÍAZ VÉLEZ

AL GENERAL PUYRREDON.

Sus disposiciones á consecuencia de los pactos propuestos.

En oficio de hoy dia de la fecha tengo expuesto á Vuestra Señoría detalladamente cuanto ha ocurrido tocante á los pactos y convenios que me hizo proponer el general de la vanguardia enemiga D. Francisco Picoaga, por conducto del marques del Valle de Tojo, y por el de los tenientes coroneles D. Pedro de la Barrera y D. Juan Tomas Moscoso. Consiguiente á ellas, he dispuesto levantar mi campo á las 12 de la noche de la fecha, para conducirme con oportunidad al frente del enemigo, y atacarlo ventajosamente, dando el debido descanso á mi tropa, y con las precauciones que deben tomarse en tales casos. Mi objeto es impedir la reunion de las fuerzas que espera prontamente, y de las que hablé á Vuestra Señoría en mi citado oficio,

aprovechándome al mismo tiempo del ardor con que se hallan mis soldados, que es la mayor ventaja que puedo desear. El número de los que tiene el enemigo no pasan de 800, pues aunque llegan á 1,100 poco mas ó ménos, con los que ha recogido de la provincia de Tupiza y Tarija, siendo estos sin pericia ni conocimiento en el manejo de armas, espero probablemente derrotarlos, por ser indubitablemente superior la mia en valor y aun en disciplina.

Á lo que limita sus aspiraciones.

Por otra parte sé que sufre diariamente mucha desercion, pues de los reclutas que ha tomado, solo le quedan 30 poco mas ó ménos. Si logro salir victorioso de este primer paso, habré abierto la campaña felizmente; habré dado un nuevo aliento á mis soldados; habré elevado las esperanzas de las provincias interiores, que es á lo que debo aspirar. Apresuraré mis marchas adelante, y si se me presenta el enemigo, en cualesquiera punto lo batiré en detalle, reforzado con el despojo de sus armas, y con todas aquellas ventajas que proporciona una victoria.

Conseguido este importantísimo objeto, habré servido bien á la patria, que es todo mi interes. Á mi ver el fin es laudable; las medidas arregladas, y conforme á mis medianos conocimientos deseo sea todo agradable á Vuestra Señoría, y quedaré con la mayor satisfaccion.

Pide refuerzos.

Para completarlo, y sacar todo el fruto que debo esperar de tan importante operacion, es de suma importancia el que Vuestra Señoría me refuerce sin perder momento con las tropas mas disciplinadas que tenga, y sobre todo con la compañía de húsares de su guardia. Igualmente necesito municiones de toda especie, y especialmente con bala rasa que no tengo una. No necesito dilatarme en exigir á Vuestra Señoría este refuerzo, porque mi misma situacion expresa mas que lo que podria decir dilatadamente.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Campamento de Bárrios y diciembre 29 de 1811.

EUSTOQUIO DÍAZ VÉLEZ.

Señor general en jefe D. Juan Martin de Puyrredon.

Es copia : DR. JUAN ANTONIO SARACHAGA, *secretario*.

TERCER OFICIO DEL GENERAL DÍAZ VÉLEZ

AL GENERAL PUYRREDON.

1811.

Retirada del enemigo.

Con fecha del dia de ayer comuniqué á Vuestra Señoría lo ocurrido cuanto al parlamento que me dirigió el comandante de la vanguardia enemiga D. Francisco Picoaga. En consecuencia comuniqué á Vuestra Señoría me disponia á levantar mi campo de Bárrios para atacar el enemigo al amanecer del siguiente dia en la hacienda de Yaví, donde se hallaba. Salió mi tropa á la una de la mañana con el mejor órden y silencio, habiendo dejado allí suficientemente resguardados todos los equipajes. No podré elogiar bastantemente el valor y subordinacion con que caminaba, llena de la mayor resignacion á vencer ó morir en el campo de batalla. Llegué al punto donde se habia situado, y las partidas que despaché en descubierta me aseguraron habian levantado el campo, sin que hubiese un solo hombre en su cuartel del citado punto de Yaví. Con el fin de cerciorarme, ordené pasase uno de mis ayudantes, é inmediatamente me conduje hasta el lugar donde se hallaban sus tiendas de campaña, y solo encontré vestigios de su retirada. Bajé en seguida á las casas, y observé que el marques salia á recibirme como lo hizo, y despues de las primeras cortesías me refirió se habia retirado aquel á las diez de la noche con ánimo de pasar rápidamente hasta Suipacha, que dista de aquí 18 leguas.

En el momento despaché con pequeñas partidas á mis ayudantes de campo á registrar todas las emboscadas que podian haber en las sinuosidades que presentan los tres caminos que parten de este sitio; dirigí igualmente otra mayor bajo la direccion de D. Manuel Dorrego por el mismo camino que tomó la tropa enemiga. En este estado se me informó que luego que llegó el marques y los dos parlamentarios que me hizo Picoaga á Bárrios, mi contestacion produjo tal sensacion que inmediatamente dieron órden á las 7 de la noche del 28 para hacer su

1811.

retirada, la que tuvo todos los indicios de una verdadera fuga: se asegura se hizo con tal desórden que los soldados no atinaban á prepararse, dejando unos por un lado su equipaje, y por otro el fusil, sin poder organizarse. Las posteriores noticias me confirman esto mismo : tres de ellos que se me pasaron, y seis prisioneros lo ratifican. Dorrego persiguió algunos que se habian quedado desbandados por la cima de la cuesta de Culebrillas : tomó cinco prisioneros, cuatro fusiles y algunos equipajes que alcanzó indistintamente. Otros individuos que han llegado de diversos puntos me aseguran que van esparcidos muchos desertores por los caminos. Todos estos datos son comprobantes nada equívocos de su confusion y sorpresa ; ella desbarata la opinion de su proclamada y disciplinada fuerza ; pues si fuese cierto que le venia auxilio de 500 hombres, su retirada sería con todo órden para unirse con él, como lo hace todo general inteligente.

En consecuencia, hoy á las 3 de la mañana despacho cien dragones bien montados bajo la direccion del capitan D. Feliciano Hernández y mi ayudante D. Manuel Dorrego, con el fin de picarle la retaguardia hasta Moxo ó mas adelante. Mañana saldré de aquí, y las disposiciones y plan que tengo formado comunicaré en oficio separado.

Incluye una copia.

Incluyo á Vuestra Señoría copia de la órden que remitió Goyeneche á Picoaga, la que me entregó el marques del Valle de Tojo, expresándome la habia sacado del mismo original : ella contiene muchas debilidades é inconsecuencias que notará Vuestra Señoría, sobre todo cuando le previene suspenda sus marchas hostiles, en el mismo acto que hace una retirada con viso de fuga. ¡ Hé ahí los efectos de la malicia y ninguna fe ! Es cuanto ocurre participarle por ahora.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Campamento de Yaví, 30 de diciembre de 1811.

EUSTOQUIO DÍAZ VÉLEZ.

Sr. general en jefe D. Juan Martin de Puyrredon.

1811. *P. D.* El cúmulo de negocios que tengo entre manos me impidieron poder decir á Vuestra Señoría, como lo hago ahora, de haber tomado al enemigo 117 cabezas de ganado vacuno, que no es pequeño perjuicio para él, y mucho beneficio para nuestras tropas. *Vale.*

OFICIO DEL GENERAL GOYENECHE

AL CORONEL PICOAGA.

Órden de suspender las marchas.

Teniendo entendido que las miras del caballero Puyrredon, comandante de las tropas de Salta y Jujuí, no están distantes de una conciliacion, que restituyendo los derechos del rey tan sacrílegamente damnificados restituya á estos desgraciados pueblos aquella dulce quietud, union y fraternidad de que carecen, sumergidos en la insurreccion que en lo moral y político los devoran, y habiendo sido siempre inseparables de mi corazon tan saludables sentimientos, he venido en obsequio de ella en prevenir á Vuestra Señoría suspenda las marchas hostiles que le tenia ordenadas.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Cuartel general de Potosí, 26 de diciembre de 1811.

José Manuel de Goyeneche.

Señor coronel de ejército D. Francisco Picoaga.

Yaví, 31 de diciembre de 1811.

Díaz Vélez.

Es copia : Dr. Sarachaga, *secretario.*



TABLE DU PREMIER VOLUME.

L'ESPAGNE ET SES POSSESSIONS EN AMÉRIQUE.

LA FRANCE ET SA COLONIE DE SAINT-DOMINGUE.

LE PORTUGAL ET SES POSSESSIONS EN AMÉRIQUE.

VICE-ROYAUTÉ DE BUÉNOS-AYRES.

ANNÉE 1808.

ANNÉE 1809.

PROVINCES DU RIO DE LA PLATA.

ANNÉE 1810.

ANNÉE 1811.



ERRATA.

Page	ligne	au lieu de	
Page VIII,	ligne 25,	au lieu de	LXXVII, *lisez* LXXXVII.
— XX,	— 24	—	3,786 fanègues, *lisez* 18,801 fanègues.
— XXIV,	— 13	—	Aranta, *lisez* Aranta, port d'Aréquipa.
— XXV,	— 10	—	Puno, *lisez* la Puna.
— XXV,	— 11	—	vins de Coquimbo, *lisez* vins, eaux-de-vie, sucre, farine, cuivre, etc., de Coquimbo, de Rasca, de Pisco et de Concepcion.
— XXXVII,	— 1	—	importation, *lisez* exportation et importation.
— XCV,	— 19	—	Anglo-Saxons, *lisez* Anglo-Américains.
— CI,	— 35	—	Bort, *lisez* Bost.
— 11,	— 23	—	el parte, *lisez* la parte.
— 12,	— 15	—	pretendo, *lisez* pretendemos.
— 12,	— 16	—	creo, *lisez* creemos.
— 13,	— 20	—	fuesen, *lisez* fueron.
— 48,	— 7 y 8	—	no producirian, y dirigiéronse ellos tambien, *lisez* no producirian resultado favorable, dirigiéronse de nuevo.
— 49,	— 11	—	de Cádiz, *lisez* ingles.
— 80,	— 24	—	Liniers, *lisez* Cisnéros.
— 153,	— 4	—	gobernador Allende, *lisez* coronel Allende.
— 154,	— 27	—	Mariano Belgrano, *lisez* Manuel Belgrano.
— 155,	— 35	—	*Memorias*, *lisez* *Noticias*.
— 164,	— 1	—	se habia, *lisez* si habia.
— 164,	— 20	—	y el gobernador, *lisez* y del gobernador.
— 170,	— 5	—	un expedicion, *lisez* una expedicion.
— 278,	— 16	—	Mariano, *lisez* Manuel.
— 280,	— 36	—	variaciones, *lisez* reformas.

BESANÇON, IMPRIMERIE DE J. JACQUIN.